RECUEIL

DES

CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS ET AUTRES ACTES

EMANÉS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OU

RELATIVES A CE DÉPARTEMENT.

TROISIÈME SÉRIE.

1847-1849.

RECUEIL

DES

CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS ET AUTRES ACTES

ÉMANÉS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OU

RELATIFS A CE DÉPARTEMENT.

ANNÉES 1847-1849.

BRUXELLES,

IMPRIMERIE DE WEISSENBRUCH PÈRE, IMP. DU ROI.

1850.

TABLE DES MATIÈRES
PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

N. B. Indépendamment des circulaires insérées dans le présent recueil, les tables chronologique et alphabétique des matières (voir cette dernière à la fin du volume) mentionnent les lois et arrêtés royaux qui intéressent le ministère de la justice, avec les indications nécessaires pour faciliter les recherches.

ANNÉE 1847.	PAGES.
5 janvier. — Notariat. — États de stage. — Modèle.	3
6 id. — <i>Moniteur</i> . — Mode de transmission des lois à insérer. . .	5
6 id. — Postes. — Non-valeurs et comptabilité. — Règlement du 14 décembre 1847.	6
12 id. — Contraventions en matière de poids et mesures. — Procès- verbaux. — Instruction de M. le Ministre des finances.	<i>ib.</i>
30 id. — Églises. — Reconstruction et restauration. — Style, anti- quité, souvenirs historiques. — Renseignements à fournir.	7
3 février. — Notariat. — États de stage. — Envoi.	8
5 février. — Commissions — Frais de route et de séjour.	567
15 id. — Délits de chasse. — Recouvrement des amendes.	9
19 id. — Arrêté royal du 21 octobre 1819. — Usage du stère. — Décision de M. le Ministre des finances.	<i>ib.</i>
26 id. — Caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire. — Pension normale. — Accroissements.	11
26 id. — Juges de paix, suppléants, greffiers. — Nomination et résidence. (<i>Rec. des lois</i> , p. 97.)	
1 ^{er} mars. — Contraventions aux articles 419 et 420 du Code pénal. — Répression	15
3 id. — Altération des substances alimentaires — Répression. . .	<i>ib.</i>
9 id. — Justice de paix de Sichen-Sussen-et-Bolré. — Érection. (<i>Rec. des lois</i> , p. 125.)	
12 id. — Émigrants allemands. — Traversée de la Belgique. — Conditions d'admission	<i>ib.</i>
12 id. — Établissements de bienfaisance. — Capitaux déposés aux caisses d'épargne. — Remboursement. — Facilités.	17
12 id. — Ordre public. — Force armée. — Instruction de M. le Ministre de la guerre.	<i>ib.</i>
17 id. — Ordre public. — Passe-ports.	19
18 id. — Prisons. — Religieux. — Contribution personnelle. . .	<i>ib.</i>
22 id. — Bureaux de bienfaisance. — Travaux à exécuter.	20
24 id. — Assises. — Jury. — Formation des listes.	21
1 Avril. — Établissements de bienfaisance. — Capitaux déposés aux caisses d'épargne. — Remboursement.	<i>ib.</i>
2 id. — Fabriques, séminaires, etc. — Donations et legs. — Art. 58 du décret du 30 décembre 1809, 67 du décret du 6 novembre 1815. — Exécution	22
1849.	a

ANNÉE 1847.	PAGES.
5 avril. — Hospice de Berthem. — Prix de la pension. — Publicité par la voie des <i>Mémoriaux administratifs</i>	23
6 id. — Offenses envers la personne du Roi et envers les membres de la famille royale.—Répression (<i>Rec. des lois</i> , p. 157.)	
7 id. — Indigents étrangers. — Frais de transport et d'entretien. — Créances à charge du trésor public. — Prescription.	<i>ib.</i>
7 id. — Indigents et mendiants. — Frais de transport. — États à fournir. — Modèle	24
15 id. — Frais de justice recouvrables. — États récapitulatifs . .	27
14 id. — Prisons. — Adjudications. — Soumissions irrégulières.	<i>ib.</i>
21 id. — Menues dépenses des cours et tribunaux. — Ordonnances de paiement. — Art. 15 de la loi du 29 octobre 1846.	28
28 id. — Prisons secondaires. — Femmes condamnées à moins d'un an. — Lieu de détention.	29
30 id. — Frais de route. — Chemin de fer de l'État. — Tableau des distances	30
6 mai. — Cultes non catholiques. — Traitements. — Liquidation.	<i>ib.</i>
8 id. — Circonscription cantonale — Régularisation. (<i>Rec. des lois</i> , p. 175.)	
11 id. — Hospices et bureaux de bienfaisance. — Défrichement des landes et bruyères. — Concours de ces établissements.	31
19 id. — Hospice de Beveren. — Établissement des frères des Bonnes Oeuvres à Renaix. — Enfants pauvres. — Prix de la pension. — Conditions d'admission	35
19 id. — Émigrants allemands. — Traversée de la Belgique. — Conditions. — Contrats, ratification et légalisation. .	37
21 id. — Frais de route — Tableau des distances.— Circulaire du 30 avril 1847. — Retrait.	38
26 id. — Indigents. — Domicile de secours. — Contestations. — Nature des renseignements à fournir.	<i>ib.</i>
28 id. — Interprètes-traducteurs. — Honoraires et vacations. — Frais recouvrables. — Liquidation.	39
29 id. — Surveillance des condamnés libérés. — Rupture de ban. — Feuilles de route.	40
29 id. — Surveillance des condamnés libérés. — Rupture de ban. — Feuilles de route.	42
31 id. — Frais de justice urgents.—États récapitulatifs. — Transmission trimestrielle.	43
10 juin. — Établissements de charité. — Patronage des condamnés libérés	44
11 id. — Condamnés correctionnels.—Condamnations antérieures.	45
12 id. — Prisons. — Constructions. — Plans, devis etc. — Architectes particuliers.	46
24 id. — Établissements de bienfaisance. — Médecins. — Vacance de places. — Publicité.	47
26 id. — Gendarmerie nationale. — Inspection. — Officiers de po-	

ANNÉE 1847.	PAGES.
14 octobre. — Pays étrangers. — Exploits.	100
18 id. — Traitements ecclésiastiques. — Cumul.	101
30 id. — Communes, bureaux de bienfaisance, hospices, fabriques d'églises. — Capitaux. — Placement en fonds belges.	<i>ib.</i>
5 novemb. — Classes nécessiteuses. — Mesures à prendre par les commu- nes et les bureaux de bienfaisance pour venir à leur secours.	106
5 id. — Frais d'entretien des militaires punis disciplinairement.	<i>ib.</i>
6 id. — Secours à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés, etc. — Droits des héritiers.	107
10 id. — Fabriques d'églises — Comptes. — Dépôt du double au conseil communal.	108
10 id. — Délits politiques. — Poursuites.	110
15 id. — Associations religieuses. — Personnes civiles. — Reddi- tion de comptes	<i>ib.</i>
15 id. — Séminaires diocésains et cathédrales. — Biens fonds et capitaux. — Statistique.	111
19 id. — Sursis. — Convocations de créanciers. — Publicité	116
22 id. — Transport des détenus. — Nourriture.	<i>ib.</i>
22 id. — Séminaires. — Bourses. — Paiement. (<i>Rec. des lois</i> , p. 576.)	
25 id. — Bourses de fondation. — Vacance. — Publicité par la voie du <i>Moniteur</i>	117
2 décemb. — Biens de cure. — Revenus. — Statistique.	118
5 id. — Statistique des tribunaux correctionnels. — État n° 1. — Modèle.	<i>ib.</i>
10 id. — Patentes. — Exploits. — Procédures	120
15 id. — Prisons. — Infirmerie. — Régime alimentaire.	<i>ib.</i>
18 id. — Graine de lin de Riga. — Plombage et marque des barils. — Arrêté royal du 15 novembre 1847.	127
20 id. — Statistique des tribunaux correctionnels. — États n° 1 et n. — Registre d'annotations. — Modèle.	127
20 id. — Sursis. — Arrêté d'octroi. — Conditions. — Surveillance.	129
21 id. — Prisons. — Infirmerie. — Régime alimentaire	150
29 id. — Hospices, établissements de bienfaisance, etc., — Baux emphytéotiques. — Autorisation de la députation per- manente	153
50 id. — Hospices civils et bureaux de bienfaisance. — Legs. — Ad- ministrateurs spéciaux. — Curés.	154
ANNÉE 1848.	
4 janvier. — Prisons. — Traitements des employés. — États collectifs. — Envoi en double expédition.	157
15 id. — Conseils de prud'hommes. — Statistique.	158
19 id. — Avance des frais de justice. — Recouvrement. — Parties civiles assimilées : administrations publiques, commu- nes et établissements publics.	<i>ib.</i>

Table chronologique.

ANNÉE 1848.	PAGES.
31 janvier. — Dépôts de mendicité. — États trimestriels. — Journées d'entretien	142
1 ^{er} février. — Pièces arguées de faux. — Remise. — Vacations des greffiers.	<i>ib.</i>
2 id. — Églises et presbytères. — Construction. — Subsidés	145
5 id. — Législation forestière. — Révision. — Institution d'une commission.	146
12 id. — Églises, bureaux de bienfaisance et hospices. — Legs. — Acceptation.	147
16 id. — Tribunaux de simple police. — Statistique.	150
2 mars. — Maison pénitentiaire de St.-Hubert. — Travail des détenus. — Gratifications. — Suppression.	155
4 id. — Conseils de prud'hommes. — Actes, jugement et registres. — Droits de timbre et d'enregistrement. — Exemption. (<i>Rec. des lois</i> , p. 66.)	
9 id. — Actes notariés. — Paraphe des renvois et apostilles.	154
13 id. — Frais de justice. — Indemnités des témoins. — Salaires des huissiers.	155
14 id. — Administration centrale. — Personnel.	158
15 id. — Prisons. — Service sanitaire.	159
15 id. — Prisons. — Cantines. — Débit de savon	<i>ib.</i>
15 id. — Traitements ecclésiastiques. — États collectifs	160
17 id. — Ordre public. — Mesures à prendre de commun accord par les autorités.	<i>ib.</i>
22 id. — Prisons. — Travail des détenus. — Institution d'une commission.	161
25 id. — <i>Moniteur</i> . — Annales parlementaires. — Abonnement	163
25 id. — Emprunt. — Manœuvres frauduleuses. — Répression.	164
25 id. — Traitement des messagers des cours et parquets d'appel.	171
25 id. — Condamnés militaires. — Service pharmaceutique. — États de frais	164
25 id. — Postes. — Transport illicite des correspondances. — Répression	165
29 id. — Prisons. — Travaux de construction. — Créances. — Liquidation.	167
30 id. — Séminaires. — Bourses d'étude. — Vacance. — Information.	<i>ib.</i>
31 id. — Administration centrale. — 3 ^e direction. — Personnel et attributions.	168
31 id. — Administration centrale — 3 ^e direction. — Personnel et attributions.	169
31 id. — Places de guerre. — Police.	170
5 avril. — Prisons. — Service sanitaire. — Officiers de santé de l'armée. — Suppléments de traitement. — Suppression	171
4 id. — Dépôts de mendicité. — Entrée et sortie des mendiants et vagabonds. — Ecoles de réforme. (<i>Rec. des lois</i> , p. 175.)	

ANNÉE 1848.		PAGES
10	avril. — Événements politiques et sûreté publique. — Rapports.	172
12	id. — Prisons. — Travail des détenus. — Comptabilité.	<i>ib.</i>
25	id. — Prisons. — Habillement des détenus.	371
27	id. — Biens des cures et des fabriques. — Statistique.	175
30	id. — Monts-de-piété. — Réorganisation. (<i>Rec. des lois</i> , p. 236.)	
1 ^{er}	mai. — Prisons. — Religieux. — Remplacement.	178
1 ^{er}	id. — Code pénal. — Révision. — Institution d'une commission.	<i>ib.</i>
6	id. — Clergé catholique. — Traitements. — États collectifs.	179
8	id. — Fabriques d'églises. — Fondations d'anniversaires. — Bureaux de bienfaisance. — Legs.	180
20	id. — Emprunt forcé. — Traitements. — Retenues.	182
24	id. — Cimetières. — Concessions de terrains. — Autorisation.	185
2	juin. — Prisons. — Déclarations de fournitures. — Procès-verbaux de réception.	185
7	id. — Emprunt forcé. — Traitement du clergé. — Retenues.	<i>ib.</i>
9	id. — Prisons. — Comptabilité. — Allocations pour l'entretien des détenus et le mobilier.	186
9	id. — Affaires criminelles. — Jury. — Liste générale. — Observations des bourgmestres.	<i>ib.</i>
9	id. — Élections. — Présidence des bureaux. — Juges suppléants.	187
10	id. — Peine capitale. — Lieu des exécutions.	188
19	id. — Églises et presbytères. — Construction et restauration — Subsidés. — Comptabilité.	189
19	id. — Prisons. — Monnaie fictive. — Suppression. — Service de la cantine. — Comptabilité.	194
20	id. — Domicile de secours. — Enfants trouvés, abandonnés ou orphelins.	195
22	id. — Administrations charitables. — Boulangeries. — Nouveau mode de chauffage des fours.	197
24	id. — Pays étranger. — Fonctionnaires et autorités. — Correspondance. — Référés.	198
24	id. — Voyageurs indigents. — Feuilles de routes.	200
8	juillet. — Prisons. — Constructions et réparations. — Exécution des devis.	201
11	id. — Maisons centrales de détention. — Introduction de nouvelles industries. — Entrepreneurs. — Contrats.	205
16	id. — Successions. — Conjoint survivant et enfants naturels. — Envoi en possession. — Demandes. — Publication.	206
22	id. — État-civil. — Registres antérieurs à l'an IV. — Restitution aux communes.	207
22	id. — État-civil. — Décès. — Avis à donner aux juges-de-paix.	208
25	id. — Successions. — Conjoint survivant et enfants naturels. — Envoi en possession. — Demandes. — Publication.	210
24	id. — Fondations en faveur de l'instruction. — Législation. — Révision.	<i>ib.</i>

Table chronologique.

VII

ANNÉE 1848.	PAGES.
2 août. — Police des cabarets. — Droit de visite.	244
9 id. — Prisons. — Traitements des employés. — États collectifs.	245
29 id. — Maisons de sûreté et d'arrêt. — Service domestique. — Salaires.	244
1 ^{er} sept. — Détenus militaires. — Vente d'effets.	ib.
1 ^{er} id. — Prisons. — Travail des bureaux. — Détenus employés. — Conditions.	245
2 id. — Lois sur le notariat. — Révision. — Institution d'une commission.	216
13 id. — Prisons. — Effets hors d'usage. — Destination.	217
19 id. — Recueil des circulaires, etc. — Distribution.	218
27 id. — Prisons. — Choléra. — Mesures sanitaires.	220
29 id. — Enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal. — Mise en apprentissage.	221
2 octob. — Indigents hollandais. — États de frais. — Renseignements.	225
11 id. — Séminaires diocésains. — Comptabilité. — Nomination des trésoriers.	224
30 id. — Auditoriat militaire de la province de Limbourg. — Sup- pression	576
7 novemb. — Prisons. — Travaux et fournitures. Créances. — Liquidation.	225
9 id. — Légalisation. — Légation de France. — Tarif.	226
14 id. — Indigents étrangers. — États de renseignements.	227
21 id. — Succursale de la maison de réclusion de Vilvorde. — Ci- tadelle de Huy.	576
7 décemb. — Maison pénitentiaire pour les jeunes délinquantes à Liège.	228
14 id. — Patronage des condamnés libérés. (<i>Rec. des lois</i> , p. 799.)	
14 id. — Fabriques d'églises. — Renouvellement et composition des conseils.	229
15 id. — Fabriques d'églises. — Conseils, bureau des marguilliers. — Délibérations.	251
16 id. — Greffiers des justices-de-paix. — Secrétaires et receveurs communaux. — Incompatibilité.	ib.
18 id. — Prisons. — Travaux de construction. — Envoi des projets.	252
26 id. — Augmentation du nombre des notaires à Bruxelles. (<i>Rec. des lois</i> , p. 719.)	
30 id. — Prisons. — Bâtimens et mobilier. — Dépenses.	253
30 id. — Prisons. — Rapport journalier. — Modèle.	254
 ANNÉE 1849.	
4 janvier. — Certificats d'indigence. — Visa ou approbation. (<i>Rec. des lois</i> , p. 19.)	
5 id. — Mendicité. — Jugemens. — États.	257
5 id. — Taxes des témoins.	ib.
9 id. — Prisons. — Fournitures de médicaments. — Liquidation.	ib.

ANNÉE 1849.	PAGES.
11 janvier. — Églises. — Construction ou reconstruction. — Plans.	258
12 id. — Prisons. — Postes militaires. — Consigne générale.	240
16 id. — Prisons. — Rapport journalier, etc.	245
16 id. — Domicile de secours. — Décisions des députations permanentes. — Statistique.	<i>ib.</i>
27 id. — Fabriques d'églises. — Délibérations extraordinaires.	245
29 id. — Institution d'une cour militaire. (<i>Rec. des lois</i> , p. 41.)	
4 février. — Prison de Huy. — Règlement.	577
7 id. — Prisons. — Modification à l'arrêté royal du 15 décembre 1844.	245
15 id. — Fabriques d'églises. — Renouvellement et composition des conseils.	246
16 id. — Traitements ecclésiastiques. — Retenue.	247
17 id. — Fabriques d'églises. — Renouvellement et composition des conseils.	<i>ib.</i>
26 id. — Comités de Patronage. — Villes chefs-lieux de plusieurs cantons. (<i>Rec. des lois</i> , p. 71.)	
27 id. — Enregistrement et domaines. — Jugements. — Rédaction des qualités.	248
1 ^{er} mars. — Révision de la législation sur les cimetières.	249
8 id. — Ecoles de réforme. — Commune de Ruysselede.	251
12 id. — Fabriques d'églises. — Renouvellement partiel. — Réorganisation. (<i>Rec. des lois</i> , p. 85.)	
14 id. — Fabriques d'églises. — Renouvellement partiel. — Réorganisation	255
20 id. — Prisons. — Constructions. — Plans. — Honoraires et indemnités	255
21 id. — Frais de Justice. — Mandats. — Avertissements. — Citations. — Écrou	256
22 id. — Armes confisquées. — Dépôt.	261
25 id. — Associations hospitalières. — Comptes.	262
27 id. — Greffiers des cours et tribunaux. — Dépôts de fonds ou valeurs. — Destination.	<i>ib.</i>
4 avril. — Commission administrative des prisons à Namur.	265
10 id. — Dons et legs au profit des établissements publics. — Acceptation. — Conditions.	264
22 id. — Ecoles de réforme à Ruysselede. — Fonctionnaires et employés. — Évaluation des émoluments.	308
28 id. — Actes de l'état civil. — Témoins étrangers.	309
29 id. — Prisons nouvelles. — Réception des travaux.	310
1 ^{er} mai. — Indigents. — Hollande et Luxembourg. — Dénonciation des conventions	311
1 ^{er} id. — Tribunaux de police simple et correctionnelle. — Jurisdiction. (<i>Rec. des lois</i> , p. 581.)	
4 id. — Séminaires diocésains. — Traitements des professeurs. — Retenue	312

Table chronologique.

ix

ANNÉE 1849.	PAGES.
7 mai. — Écoles de réforme à Ruysselede. — Comité d'inspection et de surveillance. — Attributions.	<i>ib.</i>
8 id. — Établissements publics. — Dons et legs. — Tableaux statistiques. — Modèle.	315
8 id. — Biens des mineurs. — Quittance du prix de vente. — Paiement fictif.	319
9 id. — Dépôts de mendicité. — États statistiques. — Modèle.	320
12 id. — Garde civique. — Présidence du conseil de discipline. — Juges-de-peace et suppléants.	357
15 id. — Cours d'assises. — Organisation. (<i>Rec. des lois</i> , p. 584.)	
15 id. — Frais de route et de séjour.	558
21 id. — Institution royale de Messines. — Règlement général.	541
21 id. — Établissements de bienfaisance. — Dons et legs. — Instruction des affaires. — Marche à suivre.	564
22 id. — Travaux publics. — Modifications au cahier des charges. — Approbation.	565
25 id. — Indigents. — Pays-Bas et Luxembourg. — Dénonciation des conventions.	566
25 id. — Instituteurs primaires et professeurs. — Condamnations. — Extrait des jugements et arrêts.	567
1 ^{er} juin. — Tarif en matière criminelle. — Révision. (<i>Rec. des lois</i> , p. 587.)	
4 id. — Émigrants étrangers. — Passage par la Belgique.	568
12 id. — Condamnés libérés. — Patronage. — Bulletin de renseignements.	570
15 id. — Cours et tribunaux. — Personnel. — Réduction. (<i>Rec. des lois</i> , p. 591.)	
18 id. — Morts violentes. — Visite. — Frais.	572
18 id. — Tarif général de frais en matière criminelle. (<i>Rec. des lois</i> , p. 595.)	
18 id. — Frais en matière pénale militaire. (<i>Rec. des lois</i> , p. 437.)	
18 id. — Frais en matière disciplinaire de la garde civique. (<i>Rec. des lois</i> , p. 438.)	
20 id. — Justices de paix d'Uccle, d'Anderlecht et de Woluwe-St.-Etienne. — Changement des chefs-lieux. (<i>Rec. des lois</i> , p. 550.)	
24 id. — Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime. (<i>Rec. des lois</i> , p. 513.)	
23 id. — Prisons. — Objets d'habillement et de couchage. — Tarif des dimensions.	584
25 id. — Maisons de passage. — Registre d'écrou. — Modèle.	575
26 id. — Commission chargée d'élaborer un projet de loi sur la prostitution.	598
28 id. — Indigents étrangers. — Frais d'entretien. — Secours provisoires.	576

ANNÉE 1849.	PAGES.
29 juin. — Mendians et vagabonds. — Lieux de détention. — Prisons cantonales.	494
29 id. — Enfants trouvés et abandonnés. — Rapport statistique.	580
30 id. — Tribunaux de simple police. — Juridiction.	590
30 id. — Tribunaux correctionnels et de simple police. — Juridiction. — Témoins. — Comparution volontaire. — Appels. — Détention du prévenu acquitté.	594
30 id. — Mendians et vagabonds. — Translation aux dépôts de mendicité. — Délits ruraux. — Contraventions aux règlements provinciaux.	596
50 id. — Maison pénitentiaire des femmes à Namur — Règlement.	597
1 ^{er} juillet. — Maison de réclusion à Vilvorde. — Règlement.	457
5 id. — Frais de justice recouvrables. — Tableaux trimestriels.	495
4 id. — Objets confisqués. — Dépôt. — Inventaire.	496
6 id. — Établissements de bienfaisance. — Situation financière. — États statistiques. — Modèles.	497
6 id. — Bureaux de bienfaisance, hospices, fabriques d'églises. — Emploi de capitaux. — Acquisitions d'immeubles.	504
6 id. — Classes ouvrières et pauvres. — Assainissement des habitations. — Concours des bureaux de bienfaisance.	<i>ib.</i>
7 id. — Indigents étrangers. — Secours provisoires. — Instructions. — Publicité.	506
9 id. — Instructions générales. — Insertion au Mémorial administratif. — Envoi aux administrations intéressées.	<i>ib.</i>
9 id. — Tribunaux de simple police. — Poursuites, assignations, jugements. — Notices, tableaux et registres. — Modèles.	507
9 id. — Expéditions délivrées par les greffiers. — Arrêts de renvoi devant les assises.	515
10 id. — Tribunaux de simple police. — Notices et tableaux. — Imprimés. — Envoi.	516
15 id. — Patronage des condamnés libérés. — Opérations des comités. — Rapports annuels. — Registres, états, bulletins. — Modèles.	<i>ib.</i>
15 id. — Dépôts de mendicité. — Conditions d'entrée et de sortie des mendians et vagabonds. (<i>Rec. des lois</i> , p. 715.)	
16 id. — Brevets. — Jugements et arrêts. — Envoi d'une copie au ministère de l'intérieur.	525
17 id. — Service sanitaire des prisons. — Indemnité de l'inspecteur général. — Suppression du tantième sur les médicaments.	<i>ib.</i>
19 id. — Justices-de-paix. — Notices, tableaux et registres.	527
19 id. — Maisons de passage. — Registre d'écrou.	528
27 id. — Masses des détenus. — Transport.	<i>ib.</i>
31 id. — Tribunaux de première instance et de commerce. — Registre de mise au rôle. — Envoi.	529

ANNÉE 1849.	PAGES.
47 novemb. — Vagabonds. — Lieu de détention. — Renvoi des vagabonds étrangers.	552
25 id. — Minutes et répertoires des notaires décédés. — Apposition des scellés.	553
5 décemb. — Saisie immobilière. — Révision de la législation. — Commission.	554
12 id. — Ventes publiques à l'encan de marchandises neuves.	555
18 id. — Culte catholique. — Traitements. — Entrée en fonctions des titulaires	<i>ib.</i>
24 id. — Enfants jugés en vertu de l'art. 66 du c. p. pour délits de mendicité et de vagabondage. — Transfèrement à l'école de réforme de Ruysselede	556
24 id. — Prisons. — Gardiens. — Comptabilité d'habillement.	557
22 id. — Tribunaux de simple police. — Écrou des condamnés. — Bulletin d'information.	<i>ib.</i>
30 id. — Tribunaux de simple police. — Registre des jugements.	558
30 id. — Conseils de guerre. — États statistiques.	559
34 id. — Monts de piété. — Budgets et comptes.	567
34 id. — Délits ruraux. — Poursuite. — Prescription. (<i>Rec. des lois, 1850, p. 46.</i>)	
34 id. — Abolition de la peine de la fêtrissure. (<i>Rec. des lois, 1850, p. 20.</i>)	

Table chronologique.

XI

ANNÉE 1849.	PAGES.
4 août. — Jugements et arrêts. — État mensuel des assignations. — Montant des frais liquidés	529
7 id. — Emigrants étrangers. — Passage par la Belgique. . . .	531
11 id. — Commerce maritime. — Visite des navires avant de prendre charge	538
15 id. — Tribunaux de simple police. — Ministère public. — Conseillers communaux.	551
17 id. — Prisons. — Service des constructions. — Architectes particuliers.	552
17 id. — Prisons. — Service des constructions. — Architectes particuliers. — Frais de route et de séjour. — Indemnités.	555
21 id. — Enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal. — Mise en apprentissage. — Tarif des frais d'entretien.	554
25 id. — Surveillance spéciale de la police. — Interruption. . . .	555
28 id. — Auditoriats militaires. — Registre des notices. — Modèle.	557
3 septemb. — Militaires. — Arrestation et citation à la requête des autorités civiles. — Formalités.	558
5 id. — Frais de justice criminelle. — Règlement. — Modifications.	559
8 id. — Commutation de peine. — Point de départ de la peine substituée.	540
12 id. — Patronage des condamnés libérés. — Instructions.	<i>ib.</i>
18 id. — Prisons. — Service des constructions	599
29 id. — Commerce maritime. — Registre à tenir par le capitaine du navire.	600
9 octobre. — Églises. — Achat de tableaux et statues. — Concours du gouvernement	544
13 id. — Fondations en faveur de l'instruction et de la bienfaisance. — Commission. — Nomination de deux nouveaux membres.	545
20 id. — Frais en matière criminelle. — Mémoires, taxes et états. — Modèles. (<i>Rec. des lois</i> , p. 875.)	546
24 id. — Tribunaux de simple police. — Non paiement de l'amende. — Emprisonnement subsidiaire.	547
25 id. — Tribunaux correctionnels et de simple police. — Condamnations. — Appel a Minima.	547
26 id. — Tribunaux de simple police. — Amendes. — Destination.	<i>ib.</i>
26 id. — Prisons. — Mobilier. — Comptabilité.	548
8 novemb. — Tribunaux correctionnels. — Renvoi des prévenus devant le tribunal de simple police.	549
9 id. — Arrêtés royaux relatifs au personnel du notariat. — Envoi d'une copie aux chambres des notaires.	550
15 id. — Enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal. — Mise en apprentissage. — Habillement.	<i>ib.</i>
15 id. — Prisons. — Vente des objets hors d'usage.	551

Bruxelles, le 14 février 1848.

Le Ministre de la justice,

Vu l'arrêté du 15 mars 1846 qui prescrit l'impression d'un recueil, divisé en deux séries, comprenant les circulaires émanées du département de la justice depuis la réunion de la Belgique à la France jusqu'à l'avènement du Gouvernement provisoire en 1830 ;

Considérant que les besoins du service exigent que ce recueil soit complété par l'impression d'une 3^me série de circulaires commençant à l'époque où la 2^me série finit,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Il sera imprimé un recueil des circulaires émanées du département de la justice à partir du 1^{er} octobre 1830 jusqu'au 31 décembre 1847.

ART. 2. Ce recueil sera continué pour 1848 et pour les années suivantes.

ART. 3. Les matériaux pour la publication du recueil de 1830 à 1847 seront préparés par les chefs de service respectifs, qui feront d'abord dresser à cet effet une table chronologique des instructions générales émanées de leurs bureaux respectifs, et classeront ensuite les dites instructions dans le même ordre.

La table sera conforme au modèle adopté pour l'exécution
1847. 1

de l'arrêté du règlement d'ordre intérieur du 30 décembre 1846.

Ces tables seront dressées rétroactivement en commençant par 1847 et finissant par 1830.

ART. 4. Ce travail sera terminé avant le 31 juillet; il sera coordonné au secrétariat-général et l'impression commencera immédiatement.

Le recueil sera ensuite distribué aux autorités et fonctionnaires que la chose concerne.

Le Secrétaire général du département est chargé de l'exécution du présent arrêté.

De Haussy.

CIRCULAIRES
INSTRUCTIONS ET AUTRES ACTES

ÉMANÉS

DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OU

RELATIFS A CE DÉPARTEMENT.

TROISIÈME SÉRIE.

NOTARIAT. — ÉTATS DE STAGE. — MODÈLE ¹.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 2676. — Bruxelles, le 3 janvier 1847.

A MM. les Procureurs du Roi.

Vous trouverez ci-joint des exemplaires de la circulaire imprimée au *Moniteur* du 22 décembre 1846 et relative au mode d'après lequel le stage des clercs doit être constaté. Vous voudrez bien adresser un exemplaire à chaque notaire de votre arrondissement et un à la chambre de discipline.

Vous veillerez à ce que les tableaux qui vous seront adressés soient toujours classés régulièrement *par étude*, et dans la première quinzaine du mois de février, vous me ferez parvenir, avec vos observations s'il y a lieu, un tableau général présentant pour tout votre arrondissement le relevé des tableaux partiels. Les modifications qui vous seront signalées dans le cours de l'année seront également portées immédiatement à ma connaissance.

Le Ministre de la justice,
D'ANETHAN.

¹ Voir à la date du 22 décembre 1846.—La transmission de cette circulaire a commencé le 22 décembre 1846; le dernier envoi porte la date du 3 janvier 1847. — Voir aussi la circulaire du 3 février 1847.

*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel et Procureurs du roi
près les tribunaux de première instance.*

D'après la loi du 25 ventôse an XI, une des conditions requises pour être admis au Notariat, est d'avoir fait un stage dont la nature et la durée font l'objet des distinctions établies par les art. 36 et suivants.

Il est nécessaire que ces dispositions soient exécutées d'une manière uniforme et que des mesures soient adoptées pour la conservation des titres établissant le stage.

Les chambres des notaires recevront donc dans la première quinzaine du mois de janvier de chaque année, un tableau des clercs attachés à chaque étude. Ce tableau sera dressé dans la forme du modèle ci-annexé. Toute mutation qui se fera pendant le cours de l'année, soit dans le personnel des clercs, soit dans leur rang sera immédiatement signalée à la chambre.

Un double de ces divers tableaux sera adressé au procureur du roi de l'arrondissement.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

COUR D'APPEL DE . . .

Arrondissement

de

Étude de M^e.

à

TABLEAU DE STAGE.

NOM, PRÉNOMS, LIEU DE NAISSANCE ET DOMICILE.	AGE.	DATE	STAGE	OBSERVATIONS.
		DE L'ENTRÉE DANS L'ÉTUDE.	ANTÉRIEUR.	
1				•
2				
3				
4				

Fait à le
par nous notaire soussigné.

MONITEUR. — MODE DE TRANSMISSION DES LOIS A INSÉRER *.

Secrét. gén. 3^e B. N^o 110. — Bruxelles, le 6 janvier 1847.

A MM. les Ministres de l'intérieur, des affaires étrangères, de la guerre et des travaux publics.

Comme il est nécessaire de régler définitivement le mode de transmission des lois pour insertion au *Moniteur*, je vous propose de faire préparer par les soins de votre département une copie bien collationnée de chaque loi que vous soumettez à la sanction royale. Cette copie me serait transmise en même temps que la loi originale et je l'envverrais immédiatement au directeur du *Moniteur*. Celui-ci vous en ferait parvenir une épreuve le lendemain à moins que vous ne préféreriez, en cas d'urgence, que la loi soit publiée sans qu'une épreuve vous en soit soumise.

Pour plus de garantie de correction et pour plus de célérité les projets de loi imprimés du Sénat que reçoit votre département pourraient servir de copie; il suffirait d'y ajouter à la main la date et les signatures.

Ce mode de transmission me paraît le plus rationnel et le plus expéditif et j'ai lieu de croire qu'il ne soulèvera aucune objection de votre part. Dans ce cas il serait mis à exécution dès maintenant.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

A M. le Ministre des finances.

Adoptant votre opinion sur le mode le plus régulier de transmission des lois pour insertion au *Moniteur*, mode proposé dans votre dépêche du 20 octobre, secrétariat général N^o 44904, j'écris à nos collègues pour leur proposer de faire préparer chacun par les soins de son département une copie bien collationnée des lois qu'il soumet à la sanction royale. Cette copie me serait transmise en même temps, que la loi originale et je l'envverrais immédiatement au directeur du *Moniteur*. Celui-ci vous en ferait parvenir une épreuve le lendemain, à moins que vous ne préféreriez, en cas d'urgence, que la loi soit publiée sans qu'une épreuve vous en soit soumise.

Pour plus de garantie de correction et pour plus de célérité, les projets

* Loi du 18 février 1845. — *Moniteur* du 28 février 1845, n^o 59.

de loi imprimés du Sénat que reçoit votre département pourraient servir de copie; il suffirait d'y ajouter à la main la date et les signatures.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

POSTES. — NON-VALEURS ET COMPTABILITÉ. — RÉGLEMENT DU
14 DÉCEMBRE 1847.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2142. — Bruxelles, le 6 janvier 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous transmettre pour être adressés à MM. les procureurs du roi de votre ressort, les exemplaires ci-joints d'un règlement arrêté par M. le Ministre des travaux publics, le 14 décembre 1846, sur les non-valeurs et la comptabilité des percepteurs des postes ¹.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

CONTRAVENTIONS EN MATIÈRE DE POIDS ET MESURES. — PROCÈS-VERBAUX.
— INSTRUCTION DE M. LE MINISTRE DES FINANCES.

5^e Direct. 1^{er} Bur. N^o 2142. — Bruxelles, le 12 janvier 1847.

A MM. les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance.

J'ai l'honneur de vous communiquer copie d'une dépêche que vient de m'adresser M. le Ministre des finances.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ANNEXE.

M. le Ministre de la justice.

J'ai l'honneur de vous informer qu'ayant appris que les employés de mon département, qui sont chargés de la surveillance spéciale en matière de poids et mesures, ne donnent pas toujours dans leurs procès-

¹ Recueil des circulaires de l'administration des postes, n^o 455.

verbaux de contravention, toutes les indications nécessaires pour la direction des poursuites judiciaires, j'ai chargé les directeurs en province de les inviter à relater dorénavant dans lesdits actes :

1° Si les poids et mesures saisis sont *faux*, c'est-à-dire, s'ils ne représentent aucun de ceux dont la forme et la composition ont été prescrites par ou en vertu d'une loi;

2° S'ils sont simplement différents de ceux que la loi en vigueur a établis (*anciens*), tels que onces, livres et aunes de Brabant, etc., etc.

3° S'ils ont été saisis, *bien qu'étant décimaux*, parcequ'ils ne portaient aucune trace de vérification, ou qu'ils n'étaient pas revêtus de la marque de la vérification annuelle;

4° Si, après avoir été vérifiés et poinçonnés, les poids et mesures ont été *falsifiés* ou *altérés*, tel qu'un mètre au dos duquel on aurait tracé l'aune;

5° En cas de saisie de poids et mesures faux ou altérés, si les patentables ont été trouvés en flagrant délit de vente, à l'aide de ces poids et mesures;

6° Si au moment de la saisie de poids et mesures *anciens*, les contrevenants en *faisaient* ou *non usage*.

Quant aux poids et mesures *non revêtus de la marque de la vérification annuelle*, bien que la jurisprudence semble avoir admis en principe que leur simple détention est aussi répréhensible que leur emploi, j'ai également cru devoir prescrire, M. le Ministre, qu'une distinction soit établie à cet égard dans les procès-verbaux.

Bruxelles, le 8 janvier 1848.

Le Ministre des finances,
Signé : MALOU.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-général du ministère de la justice,
DE CRASSIER.

ÉGLISES. — RECONSTRUCTION ET RESTAURATION. — STYLE, ANTIQUITÉ,
SOUVENIRS HISTORIQUES. — RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1^o Direct. 1^{er} Bur. N^o 5718. — Bruxelles, le 30 janvier 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Presque jamais les administrations des communes et les Fabriques d'églises ne font connaître, lorsqu'elles demandent l'autorisation de

faire agrandir ou reconstruire leurs églises, si celles-ci présentent quelque chose de remarquable sous le rapport de leur antiquité, de leur style architectural, des souvenirs historiques qui s'y rattachent, des monuments et objets d'art qu'elles renferment, etc. Comme il importe cependant d'avoir alors ces renseignements, je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de prescrire à ces administrations de les joindre désormais à leur requête.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

NOTARIAT. — ÉTATS DE STAGE. — ENVOI¹.

3^e Direct. 1^{er} Bur. N^o 2676. — Bruxelles, le 3 février 1847.

A M. le Procureur-général près la cour d'appel de Gand.

En réponse à votre référé du 23 de ce mois, N^o 25587, j'ai l'honneur de vous faire observer qu'en prescrivant l'envoi direct à mon département des relevés fournis par les procureurs du roi, mon intention n'a nullement été de décharger MM. les procureurs-généraux du travail relatif au Notariat, mais que mon unique but a été, dans cette circonstance comme dans toutes celles où il ne s'agit que de simples transmissions de pièces, d'éviter des complications de correspondances. Je pense, du reste, avec vous qu'il est utile que vous ayez également sous les yeux les états de stage des aspirants au Notariat, et je vous prie d'inviter les procureurs du roi de votre ressort à vous transmettre un double de ceux qu'ils adresseront à mon département.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel de Bruxelles et de Liège.

Comme il peut être utile que vous ayez sous les yeux les états de stage des aspirants au Notariat prescrits par ma circulaire du 22 décembre dernier, je vous prie de vouloir inviter les procureurs du roi de votre ressort à vous transmettre un double de ceux qu'ils adresseront à mon département.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

¹ Voir circulaire du 5 janvier 1847.

DÉLITS DE CHASSE. — RECOUVREMENT DES AMENDES.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2458. — Bruxelles, le 15 février 1847.*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.*

Afin de faciliter l'exécution régulière de l'article 16 de la loi du 26 février 1846*, sur la chasse, M. le Ministre des finances a, par circulaire du 6 octobre dernier, n^o 274, prescrit aux directeurs de l'enregistrement et des domaines de se faire promptement informer par les receveurs, du recouvrement des amendes et d'en instruire immédiatement les procureurs du roi.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ARRÊTÉ ROYAL DU 21 OCTOBRE 1849. — USAGE DU STÈRE. — DÉCISION DE M. LE MINISTRE DES FINANCES.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2142. — Bruxelles, le 19 février 1847.*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.*

J'ai l'honneur de vous communiquer avec son annexe, la circulaire ci-jointe, que je viens d'adresser à MM. les procureurs du roi.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

A MM. les Procureurs du roi.

Vous trouverez ci-joint, en copie, une décision de M. le Ministre des finances, portant rejet d'une requête présentée par plusieurs mesureurs de bois de chauffage, à l'effet de pouvoir se servir d'un demi-stère au lieu du stère, dont l'usage est prescrit par l'arrêté royal du 21 octobre 1849**.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

* *Moniteur* du 28 février 1846, n^o 59.** *Journal officiel*, n^o 11.

ANNEXE.

A MM. les Directeurs des contributions.

J'ai soumis à l'examen de vos collègues et des vérificateurs des poids et mesures la demande présentée par plusieurs mesureurs de bois de chauffage en cette ville, à l'effet de pouvoir se servir d'un demi-stère, au lieu du stère, dont l'usage a été prescrit pour le mesurage dudit combustible.

Il résulte des rapports de plusieurs de ces fonctionnaires, que l'arrêté du 24 octobre 1849 (*Journal off.* 54) ayant donné aux intéressés toutes les facilités désirables pour le transport et le maniement de la mesure légale, il n'existe aucun motif pour y apporter des modifications.

En effet, les pétitionnaires s'appuient à tort sur la difficulté du transport du stère, puisque, d'après le § final de l'art. 4 de l'arrêté précité : *toutes les pièces qui composent cette mesure doivent être dressées et assemblées de manière qu'on puisse les détacher sans peine pour la facilité du transport.*

Le demi-stère dont on réclame l'introduction ne pourrait d'ailleurs, être confectionné que de deux manières, c'est-à-dire, en lui donnant pour base la longueur de 50 centimètres et pour hauteur celle d'un mètre; ou bien un mètre pour base et 50 centimètres pour hauteur. La première de ces membrures serait préjudiciable à l'acheteur, parce que les bûches ne pourraient pas être fixées aussi bien que dans celle d'un mètre de base, et que les vides qu'elle présenterait de chaque côté des montants seraient aussi considérables dans ce demi-stère que dans le stère entier; l'avantage qui en résulterait pour le vendeur s'accroîtrait naturellement en raison du nombre de mesures de bois qu'il aurait vendues.

Pour ce qui concerne le demi-stère dont la base serait d'un mètre et les montants de 50 centimètres, il occuperait autant de place sur la voie publique que le stère, et donnerait par conséquent lieu aux inconvénients qui résultent, d'après les pétitionnaires, de l'emploi de cette dernière mesure dans les rues étroites et celles qui sont très-fréquentées.

Ces différents motifs m'ont déterminé à rejeter la demande dont il s'agit.

Je vous prie, M. le Directeur, d'en informer les requérants et de recommander aux employés que la chose concerne, de veiller à ce qu'il ne soit fait usage que de la mesure légale pour la vente du bois de chauffage.

Votre rapport du 27 août dernier, N° 22437-59 est relatif à cet objet.

Bruelles, le 16 janvier 1847.

Le Ministre des finances.

Signé : J. MALOU.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-général du ministère de la justice,
DE GRASSIER.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DE L'ORDRE JUDICIAIRE. — PENSION
NORMALE. — ACCROISSEMENTS *.

Paris, le 26 février 1847.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Aux termes de l'art. 44 des statuts de la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire, la retenue ordinaire est fixée à 3 p. c. sur tous les traitements et émoluments s'élevant ensemble à 3,000 fr. et au-dessus, et à 2 1/2 p. c. lorsque les traitements et émoluments ne s'élèvent pas à cette somme.

En vertu de l'art. 44 des mêmes statuts, la pension normale de la veuve, fixée à 45 et à 46 p. c. du traitement moyen, ne peut recevoir d'accroissement qu'après dix années de contribution à la caisse de la part du mari décédé : après ce terme, l'accroissement a lieu dans la proportion de 1 p. c. à raison de chaque année de contribution.

Le taux de la retenue ordinaire, ainsi que le droit à l'accroissement de la pension normale, ont été réglés en général d'après les mêmes principes pour toutes les caisses instituées en exécution de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions.

Des calculs établis avec soin et prudence ont montré que telle devait être la principale source de revenus, et la limite à l'accroissement des charges pour assurer la prospérité durable de ces institutions.

Le conseil de la caisse de l'ordre judiciaire, par ses délibérations en date des 26 juin 1845 et 24 avril 1846, demande que la retenue au profit de cette caisse soit réduite de 1/2 p. c. et portée respectivement à 2 et 2 1/2 p. c., et en second lieu, que la pension s'accroisse à raison de chaque année de contribution, à partir de 1847.

Le conseil se fonde sur la situation toute spéciale, toute favorable de la caisse de l'ordre judiciaire, à la suite d'un événement imprévu et de nature à la mettre hors de ligne avec toutes les autres caisses, situation qui a été le résultat de l'augmentation générale et collective de tous les traitements de l'ordre judiciaire et de la retenue au profit de la caisse des deux premiers mois de cette augmentation, qui ont produit près de 90 mille francs, somme supérieure au revenu normal d'une année.

Le conseil se fonde en outre sur le chiffre minime des charges et sur différents calculs d'après lesquels il y aurait prochainement dans la caisse

* *Moniteur* du 1^{er} mars 1847, n^o 60.

de l'ordre judiciaire une accumulation de capital telle que la réduction de la retenue ordinaire ainsi que l'augmentation de la pension accroissante deviendrait immédiatement possible et dès lors nécessaire.

L'encaisse de la caisse de l'ordre judiciaire s'élevait, au 1^{er} janvier 1847, à la somme de 275,335 fr. 25 c.; la dépense, à la même époque, n'excédait pas 7,000 francs.

Cette situation, il faut le reconnaître, est certes fort prospère. Néanmoins, après avoir examiné, dans tous ses détails, les bases sur lesquelles le conseil de la caisse de l'ordre judiciaire a établi ses calculs, je n'ai pas été convaincu qu'on pouvait immédiatement, sans danger pour l'avenir de cette caisse, apporter à ses statuts les importantes modifications demandées par le conseil; ces modifications auraient pour conséquence de diminuer annuellement les ressources d'une somme de 43 à 44 mille fr. et d'augmenter très-prochainement les charges d'une manière sensible, tandis que la retenue du chef de l'augmentation collective des traitements n'aura en définitive assuré à la caisse qu'un revenu annuel de 4,000 fr. au plus; en sorte que l'avantage étant loin de compenser la perte, il est sensible qu'en dérangeant ainsi le système des statuts, l'on s'expose à détruire la balance qu'ils ont eu en vue d'établir entre les ressources et les charges, lorsqu'on serait arrivé à l'époque normale.

Cependant il faut convenir, avec le conseil de la caisse de l'ordre judiciaire, que le chiffre des pensions accordées jusqu'à ce jour est très-minime, et peu en rapport avec la position de veuves laissées par des membres de l'ordre judiciaire. Les seize pensions liquidées au 1^{er} janvier dernier ne se sont élevées en moyenne qu'à 326 fr. En présence de la situation prospère de la caisse, il ne paraît pas équitable que les veuves reçoivent des pensions aussi peu en harmonie avec les sacrifices imposés aux membres participants.

En examinant la question sous ce point de vue, il m'a semblé qu'il existait un moyen de concilier les intérêts de l'avenir avec les droits du présent, tout en restant dans les limites du système adopté par les statuts. Ce moyen consiste à porter d'une part la pension normale de la veuve à 20 p. c. du traitement moyen du mari, et d'autre part à réduire l'accroissement à raison des années de contribution à 1/2 p. c. De la sorte l'accroissement pourrait sans inconvénient commencer à partir de la cinquième année.

D'après les bases des statuts, en comptant sur une moyenne de 30 années de contribution, la pension moyenne de la veuve, à l'époque normale, s'élèverait à 35 ou 36 p. c. du traitement moyen du mari; d'après le système qui précède, cette pension ne dépasserait pas 32 1/2 p. c.

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de V. M. le projet d'arrêté ci-joint, tendant à introduire ce système auquel le conseil de la caisse de l'ordre judiciaire a donné son adhésion par sa délibération en date du 5 août dernier, et qui aura pour effet d'améliorer la position des veuves dans le présent en dégrèvant par compensation l'avenir, de telle sorte qu'il n'en résulte pour ainsi dire aucune charge réelle pour la caisse.

Le principe étant admis, il est conforme aux règles d'une bonne justice de l'étendre, pour l'avenir, aux pensions liquidées au taux fixé primitivement, eu égard surtout au nombre restreint de pensions accordées jusqu'à ce jour.

Tel est l'objet des art. 2 et 3 du projet d'arrêté.

Au reste, quant à la réduction de la retenue demandée par le conseil, rien n'est préjugé. Votre gouvernement ne perdra pas de vue cette question non moins grave que difficile; il mettra le plus grand soin à s'entourer des données nécessaires pour l'approfondir et la résoudre.

Bruxelles, le 11 février 1847.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les statuts organiques de la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire, portant :

« Art. 44. La pension de la veuve, admissible aux termes du premier paragraphe de la présente section, sera réglée, 1^o d'après le traitement moyen dont le défunt aura joui pendant les cinq dernières années, en y comprenant les suppléments, le casuel ou les émoluments; 2^o d'après la durée de sa participation à la caisse, et ce conformément au tableau suivant :

TRAITEMENT MOYEN SOUMIS AUX RETENUES.	PENSION NORMALE.	AUGMENTATION A RAISON DE CHAQUE ANNÉE DE CONTRIBUTIONS AU DELÀ DE DIX.
Plus de 6,000 fr.	15 0/0 de ce traitement.	1 0/0 de ces traitements sans pouvoir excéder 100 fr. par an.
6,000 fr. et au-dessous.	16 0/0 —	

« En aucun cas, la pension normale, calculée sur un traitement supérieur, au moyen du tantième plus faible, ne peut être au-dessous de la pension normale que la veuve obtiendrait en calculant sur un traitement moindre, au moyen du tantième plus fort. »

Vu l'art. 54 des mêmes statuts et l'arrêté du 1^{er} juillet 1846 portant :

« ART. 1^{er}. L'art. 54 des statuts de la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 54. Nulle pension, y compris l'accroissement à raison de l'existence d'enfants, ne peut excéder la moitié du traitement du défunt qui a servi de base aux retenues, ni un *maximum* de 4,000 fr. (art. 54 de la loi).

« Si la pension de la veuve, y compris le même accroissement, ne s'élève pas à 420 fr., elle sera portée à ce chiffre; toutefois, si le traitement moyen, d'après lequel la pension est calculée, est de 400 fr. ou au-dessous, la limite inférieure est fixée au quart de ce traitement. »

Vu l'art. 92 desdits statuts ;

Vu les délibérations du conseil de la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire, en date des 26 juin 1845, 21 avril et 5 août 1846 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. La pension normale fixée par l'art. 44 des statuts de la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire, est portée à 20 p. c.; et l'augmentation à raison de chaque année de contributions au delà de cinq, est réduite à 1/2 p. c.

ART. 2. Si la pension de la veuve, y compris l'accroissement à raison de l'existence d'enfants, ne s'élève pas à 450 fr., elle sera portée à ce chiffre.

ART. 3. Les dispositions qui précèdent prendront cours à partir du 1^{er} janvier 1847; ces dispositions profiteront à partir de la même époque aux veuves et aux orphelins dont la pension aura été liquidée au taux fixé primitivement.

Donné à Paris, le 26 février 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice ,

J. D'ANETHAN.

CONTRAVENTIONS AUX ARTICLES 449 ET 420 DU CODE PÉNAL. — RÉPRESSION.

3^e Div. 1^{er} B. N^o 2727. — Bruxelles, le 1^{er} mars 1847.*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.*

Dans les circonstances où nous nous trouvons et surtout en présence du haut prix des denrées alimentaires, je vous prie d'appeler l'attention la plus sérieuse de MM. les procureurs du roi du ressort de la cour d'appel près laquelle vous exercez vos fonctions, sur les voies et les moyens frauduleux ayant pour objet d'opérer la hausse de ces denrées, et notamment sur les faits prévus par les art. 449 et 420 du Code pénal, et de provoquer de leur part une prompte répression de ceux qui pourraient venir à leur connaissance.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ALTÉRATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES. — RÉPRESSION.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 2022. — Bruxelles, le 5 mars 1847.*A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.*

Les feuilles publiques font souvent mention de faits d'altération de substances alimentaires qui sont dans le commerce.

Je vous prie, M. le Procureur-général, d'attirer à cet égard l'attention toute particulière des officiers de la police judiciaire sous votre juridiction, afin que, le cas échéant, ils fassent toutes les diligences nécessaires pour les découvrir et de provoquer la répression la plus prompte possible.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ÉMIGRANTS ALLEMANDS. — TRAVERSÉE DE LA BELGIQUE. — CONDITIONS D'ADMISSION ¹.2^e Dir. 1^{er} B. N^o 45225. — Bruxelles, le 12 mars 1847.*A MM. les Ministres des affaires-étrangères, des finances, de l'intérieur et des travaux publics.*

J'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une lettre que j'adresse à la

¹ Voir circulaire du 19 mai 1847, 2^e dir., n^o 45,225.

date de ce jour, à Monsieur le général commandant la gendarmerie nationale.

Vous jugerez sans doute opportun de transmettre à ceux de vos agents que la chose peut concerner, des instructions analogues.

Le Ministre de la Justice,
J. D'ANETHAN.

ANNEXE.

A M. le Général commandant la gendarmerie nationale.

Les instructions contenues dans ma dépêche du 11 février dernier ¹, concernant la surveillance à exercer sur l'entrée des émigrants allemands en Belgique, paraissent avoir soulevé, par une application trop littérale du principe, des difficultés qu'il importe de faire disparaître à l'aide des dispositions suivantes.

Il y a lieu d'admettre en Belgique, outre les émigrants pourvus des sommes précédemment fixées, ceux qui seraient porteurs de contrats avec les maisons Strecker, Sérigier, ou toute autre maison, s'occupant d'affréter des navires pour ce genre d'expéditions et dont les agents en Allemagne, garantissent la traversée et défrayent en outre les émigrants durant le voyage jusqu'à Anvers.

¹ Cette dépêche est de la teneur suivante.

Il est arrivé récemment que des émigrants allemands, arrivés en Belgique sans être pourvus des moyens nécessaires pour se rendre à leur destination, ont dû être renvoyés dans leur pays natal, par les soins et aux frais du gouvernement belge.

Les inconvénients que présentent ces tentatives d'émigration ayant été signalés au gouvernement prussien, celui-ci a pris des dispositions pour prévenir cet abus à l'avenir et afin de rendre ces mesures plus efficaces, il a réclamé le concours des autorités belges, dans le but de ne laisser pénétrer en Belgique que les émigrants pourvus de ressources suffisantes.

Je vous prie en conséquence, M. le Général, de vouloir bien donner des instructions spéciales aux brigades de gendarmerie placées à proximité de la frontière de Prusse et notamment à Verviers, afin qu'elles repoussent dorénavant tout émigrant prussien ou allemand qui ne pourrait justifier avoir en sa possession une somme suffisante pour couvrir les frais de son voyage à travers la Belgique, de son séjour dans le port d'embarquement et de son transport jusqu'en Amérique. Ces divers frais peuvent s'estimer à 200 francs pour chaque personne au dessus de 15 ans et à 150 francs pour un enfant audessous de cet âge, sauf pour celui à la mamelle dont on ne doit pas tenir compte dans cette évaluation ¹.

¹ Par dépêches de la même date, les ministres des finances et des travaux publics, ont été invités à donner des instructions analogues, aux employés des douanes et des chemins de fer.

Il y a également lieu d'admettre ceux qui seraient nantis de pièces constatant que leur transport par mer est assuré, s'ils possèdent en outre le moyen de subvenir à leurs besoins pendant le voyage sur le territoire belge.

En donnant connaissance de ce qui précède, aux brigades que la chose concerne et notamment à celle de Verviers, veuillez, Général, leur recommander de ne pas molester les voyageurs ordinaires porteurs de passeports réguliers, en destination de l'Angleterre ou de l'Amérique.

Bruxelles, 12 mars 1847.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — CAPITAUX DÉPOSÉS AUX CAISSES
D'ÉPARGNE. — REMBOURSEMENT. — FACILITÉS.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11536. — Bruxelles, le 12 mars 1847.

Aux Députations permanentes des conseils provinciaux.

Les bureaux de bienfaisance et les hospices se trouvent souvent aujourd'hui, en besoin de fonds pour venir en aide aux pauvres. Beaucoup de ces établissements possèdent des capitaux dans les caisses d'épargne, mais les formalités pour pouvoir les en retirer, en tout ou en partie, entraînent de longs retards, qu'il importe beaucoup d'épargner dans les circonstances où nous nous trouvons. Je viens en conséquence vous prier, Messieurs, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour les abrégier autant que possible, en conservant, toutefois, toutes les garanties nécessaires dans l'intérêt des établissements propriétaires.

Le Ministre de la justice.
J. D'ANETHAN.

ORDRE PUBLIC. — FORCE ARMÉE. — INSTRUCTION DE M. LE MINISTRE DE
LA GUERRE.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 1454. — Bruxelles, le 12 mars 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous communiquer la copie d'une circulaire que mon collègue, le Ministre de la guerre, vient d'adresser aux lieutenants-géné-

raux, commandant les divisions territoriales, aux commandants de province et de place.

Le Ministre de la justice,
J. IVANETHAN.

ANNEXE.

A MM. les Lieutenants-généraux commandant les divisions territoriales, les Commandants de province et les Commandants de place.

Les nombreuses demandes de renforts qui me sont adressées, me donnent lieu de croire que, dans plusieurs garnisons, on ne comprend pas suffisamment le rôle que l'armée est appelée à remplir, en cas de désordres; je pense donc devoir vous adresser quelques recommandations que je vous prie de ne pas perdre de vue, à l'occasion :

Afin d'éviter les accidents qui peuvent survenir par le contact trop fréquent des troupes avec les rassemblements composés généralement de curieux plutôt que de malveillants, et, d'un autre côté, pour ne pas fatiguer les troupes inutilement, on aura soin de ne faire intervenir la force armée, que lorsque les moyens dont peut disposer l'autorité civile pour disperser les rassemblements, auront été reconnus, par elle, insuffisants.

Les troupes ne devront pas être dispersées sur plusieurs points; mais elles seront, autant que possible, concentrées et réunies dans les casernes; on évitera tout développement ostensible de forces plus propre à augmenter l'effervescence qu'à la calmer. C'est ainsi qu'on s'abstiendra de faire circuler des patrouilles, de doubler les gardes qui ne sont pas absolument indispensables; il convient, au contraire, de faire rentrer à la grand'garde les postes qui seraient trop faibles pour défendre leur position, et de ne maintenir que ceux propres à préserver de toute agression, les magasins, arsenaux et autres établissements militaires importants.

Lorsque tous les moyens auront été employés par la police locale, et que le concours de la force armée sera devenu nécessaire; alors seulement les troupes devront se mettre en mouvement et présenter une force imposante. Elles auront à agir d'après les circonstances d'une manière décisive et énergique et de façon à ce que les détachements ne soient jamais exposés à des insultes.

J'adresse copie de la présente à MM. les Ministres de l'intérieur et de la justice, afin qu'ils puissent donner des instructions aux autorités civiles qui ont le droit de requérir la force armée.

Ce qui précède ne modifie, du reste, en rien, quant aux formes légales, les dispositions en vigueur en ce qui concerne le maintien de l'ordre.

Bruxelles, le 9 mars 1847.

Le Ministre de la guerre,
Signé : PRISSE.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-général du ministère de la justice,
DE CRASSIER.

ORDRE PUBLIC. — PASSEPORTS.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2728. — Bruxelles, le 17 mars 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.

Je vous prie de bien vouloir attirer l'attention des officiers de police judiciaire de votre ressort non-seulement sur les personnes étrangères au royaume mais encore sur celles étrangères aux localités dans lesquelles elles pourraient momentanément se trouver. Si elles sont dépourvues de passeports, et n'indiquent aucun motif plausible qui leur ait fait quitter leur résidence, il y aura lieu, si des troubles éclatent, ou sont à craindre, d'exécuter avec une grande sévérité les lois de police.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

PRISONS. — RELIGIEUX. — CONTRIBUTION PERSONNELLE.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 14989. — Bruxelles, le 18 mars, 1847.

A MM. les Gouverneurs,

M. le Ministre des finances, consulté sur la question de savoir si les religieux en service actif dans les prisons de l'Etat, étaient soumis à la contribution personnelle, vient de me faire parvenir une réponse affirmative.

Aux termes des contrats intervenus entre le gouvernement et leur institut, ces religieux ne peuvent être tenus de prestation de l'espèce, il y aura lieu, M. le Gouverneur, de concert avec les commissions administratives, de prendre les mesures nécessaires pour faire supporter la dépense par mon administration.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. — TRAVAUX A EXÉCUTER¹.1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11556. — Bruxelles, le 22 mars 1847.A M^{rs}. les Gouverneurs,

Le retour de la bonne saison atténuera, mais ne fera pas cesser les souffrances des classes ouvrières et pauvres. Des bras nombreux continueront à rester sans emploi, si des travaux d'utilité publique ne sont entrepris et exécutés partout sur une grande échelle, et, si, en même temps, l'on ne s'efforce, en occupant plus de travailleurs et en donnant plus d'occupation chaque jour à ceux-ci, de terminer pendant cette année, ceux auxquels on aurait consacré deux et même trois ans, dans des temps ordinaires.

Le gouvernement multiplie, autant qu'il le peut, les travaux de cette nature et y emploie le plus d'ouvriers possible. Il a dû pour cela sortir des limites ordinaires du budget de l'État et obtenir de la législature des fonds spéciaux considérables; mais pour être efficace, son action dans les circonstances actuelles, ne doit pas être isolée. Il faut qu'elle soit activement secondée par les communes et les bureaux de bienfaisance, qui de leur côté, doivent s'attacher aussi à employer le plus de bras possible aux travaux d'utilité communale.

Beaucoup de communes se sont imposé déjà de grands sacrifices dans ce but et celles qui ont hésité jusqu'ici à le faire ne tarderont sans doute pas à suivre leur exemple.

Il est nécessaire que les bureaux de bienfaisance entrent à leur tour dans cette voie et qu'ils consacrent à la rémunération de travaux utiles, et productifs les sommes qu'ils dépensent aujourd'hui sans profit, en distribution de secours aux ouvriers sans travail.

Si les ressources ordinaires de leur budget ne suffisent pas pour tous les besoins, et c'est le cas le plus fréquent, il est essentiel qu'ils recourent à l'emploi des capitaux qu'ils ont en réserve et à défaut de capitaux qu'ils fassent des emprunts. On ne traverse des circonstances calamiteuses comme celles où nous nous trouvons qu'à l'aide de *grands sacrifices actuels*, sauf à compenser par des économies dans des temps meilleurs, les dépenses extraordinaires que la situation nécessite.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir bien, de concert avec la députation permanente du conseil de votre province, inviter les bureaux de bienfaisance à s'entendre *immédiatement* avec les administrations communales pour la création de travaux publics communaux; suffisants pour

¹ Voir circulaire du 11 mai 1847.

occuper les ouvriers et les pauvres de leur localité qui n'auront pu être employés ailleurs et à vous faire connaître, dans un bref délai, leur résolution; de vous faire produire un état du nombre des ouvriers et des pauvres secourus, qui sont sans travail; de faciliter par tous les moyens dont vous disposez, la prompte mise à exécution des travaux ainsi que la réalisation des fonds pour faire face à la dépense et enfin d'éclairer de vos conseils et de votre expérience la marche des bureaux de bienfaisance dans cette voie nouvelle.

Je désire, M. le Gouverneur, que vous me teniez au courant de la suite qui sera donnée à la présente, en m'adressant à cet effet, à la fin de chaque mois un rapport détaillé des faits.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ASSISES. — JURY. — FORMATION DES LISTES.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 14550. — Bruxelles, le 24 mars 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Sur la liste générale des jurés de chaque arrondissement judiciaire, que les députations permanentes des conseils provinciaux sont chargées de dresser annuellement, ne doivent pas figurer les personnes qui ont fait partie l'année précédente des jurés titulaires et complémentaires et qui ont satisfait aux réquisitions à elles faites en vertu de l'art. 10 de la loi du 15 mai 1838; mais il faut y reporter les jurés qui, pendant l'année écoulée, ont été condamnés à une amende pour absence ou excuse non justifiée.

Veillez me faire connaître, M. le Gouverneur, comment les députations permanentes remplissent leurs devoirs à cet égard et comment elles ont aujourd'hui connaissance exacte des noms des jurés de ces catégories.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — CAPITAUX DÉPOSÉS AUX CAISSES D'ÉPARGNE. — REMBOURSEMENT.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11356. — Bruxelles, le 1^{er} avril 1847.

A MM. les Gouverneurs,

La direction de la société générale pour favoriser l'industrie nationale,

vient de donner un nouveau témoignage de l'intérêt qu'elle porte aux malheureux en invitant ses agents à rembourser immédiatement aux bureaux de bienfaisance et aux administrations des hospices et autres établissements charitables, lorsqu'ils y auront été dûment autorisés par l'autorité compétente, les fonds ou partie des fonds qu'ils possèdent à ses caisses d'épargnes, attendu que dans les circonstances où nous nous trouvons, le retard de 60 jours qui, aux termes des réglemens, devrait être apporté dans cette opération, serait de nature à amener de graves inconvénients pour ces institutions de bienfaisance.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir bien porter ce qui précède, à la connaissance des intéressés.

Le Ministre de la justice.
J. D'ANETHAN.

FABRIQUES, SÉMINAIRES, ETC. — DONATIONS ET LEGS. — ART. 58 DU DÉCRET DU 30 DÉCEMBRE 1809, 67 DU DÉCRET DU 6 NOVEMBRE 1843. — EXÉCUTION.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N° 5751. — Bruxelles, le 2 avril 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel et Procureurs du roi près les tribunaux de première instance.

L'article 58 du décret du 30 décembre 1809, porte : Tout notaire, devant lequel il aura été passé un acte, contenant donation entre vifs ou disposition testamentaire, *au profit d'une fabrique*, sera tenu d'en donner avis au *curé* ou *desservant*, et l'article 67 du décret du 6 novembre 1843 dit : « Tout notaire devant lequel il aura été passé un acte, contenant donation entre vifs ou disposition testamentaire, *au profit d'un séminaire ou d'une école secondaire ecclésiastique*, sera tenu d'en instruire l'évêque, qui devra envoyer les pièces, avec son avis à notre ministre des cultes, afin que, s'il y a lieu, l'autorisation pour l'acceptation soit donnée en la forme accoutumée. »

Une disposition identique, relative aux libéralités qui sont faites aux hospices, n'ayant pas toujours été observée (Voir ma circulaire du 10 décembre 1846, 1^{re} dir., 2^e bur., N° 11087, insérée au *Moniteur* du 11 du même mois, N° 345.) il est possible que celles que je viens de mentionner aient aussi parfois été perdues de vue; je viens, en consé-

quence, vous prier de vouloir bien les rappeler aux notaires comme cela s'est fait pour l'article 2 de l'arrêté du 4 pluviôse an XII.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

HOSPICE DE BERTHEM. — PRIX DE LA PENSION. — PUBLICITÉ PAR LA
VOIE DES MÉMORIAUX ADMINISTRATIFS.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11612. — Bruxelles, le 5 avril 1847

A MM. les Gouverneurs,

Il existe à Berthem (province de Brabant) un hospice, dirigé par des sœurs de charité, où les incurables du sexe féminin sont nourries et entretenues pour la modique somme de 275 francs, par an.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien en informer les administrations communales et de bienfaisance de votre province, par la voie du mémorial administratif; car il arrive, assez souvent, que l'on s'adresse à mon département pour connaître les établissements de cette nature et les conditions auxquelles on y reçoit ces personnes.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

INDIGENTS ÉTRANGERS. — FRAIS DE TRANSPORT ET D'ENTRETIEN. — CRÉANCES
A CHARGE DU TRÉSOR PUBLIC. — PRESCRIPTION.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 10446. — Bruxelles, le 7 avril 1847.

A MM. les Gouverneurs,

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 8 novembre 1845¹, les états des sommes dues à des établissements de bienfaisance ou à des communes, du chef de l'entretien ou du transport, pendant l'année 1846, d'indigents

¹ *Journal officiel*, n^o xxxvi, p. 45.

étrangers ou dont le domicile de secours est inconnu, doivent m'être adressés le 30 juin prochain au plus tard.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir bien rappeler cette disposition aux administrations intéressées et de les prévenir que les états qui me parviendront après cette époque ne seront plus, sous aucun prétexte admis à la liquidation.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

INDIGENTS ET MENDIANTS. — FRAIS DE TRANSPORT. — ÉTATS A FOURNIR.
— MODELE.

2^e Dic. 2^e B. N^o 58510. — Bruxelles, le 7 avril 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Les frais de transport des indigents et mendiants conduits aux dépôts de mendicité ou qui en sortent, doivent, de même que les frais de leur entretien, être supportés par les communes dans lesquelles ces indigents ont leur domicile de secours, sauf le concours des provinces en cas d'insuffisance de ressources des communes.

Par suite de l'application aux mendiants, du système de transport des prisonniers par voitures cellulaires, le département de la justice est obligé fréquemment de faire l'avance des frais de l'espèce; pour mettre le trésor à même de se récupérer de cette dépense qui lui est étrangère, j'ai jugé nécessaire d'arrêter les dispositions suivantes.

Lorsque des mendiants ou vagabonds auront subi l'emprisonnement prononcé par les art. 271, 274 et 282 du Code pénal, ils pourront être transférés au dépôt de mendicité dans les voitures cellulaires servant au transport des prisonniers de l'État sur les chemins de fer ou sur les routes ordinaires.

La même marche peut être suivie pour faciliter le retour des mendiants libérés vers le lieu de leur domicile.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, un état indicatif de tous les mendiants transférés de cette manière dans votre province, devra être dressé par vos soins, conformément au modèle ci-annexé. Cet état sera transmis au dépôt de mendicité que la chose concerne, afin que le directeur de cet établissement puisse comprendre dans un même compte

les frais de transport et les frais d'entretien. Ce compte sera transmis aux communes débitrices et acquitté par celles-ci d'après le mode ordinaire.

A la fin de l'année, le directeur du dépôt versera le montant des frais de translation dans les caisses du trésor public et m'en adressera le récépissé avec un tableau collectif, résumé des divers états.

Les frais de transport seront calculés à raison de trois centimes par kilomètre pour chaque individu, prix moyen du transport d'un détenu par le chemin de fer.

S'il n'y avait pas possibilité de recourir aux voitures cellulaires dans un temps rapproché de l'expiration de la peine d'emprisonnement, les mendiants valides devraient être conduits à pied sous l'escorte de la gendarmerie. S'ils se trouvaient dans l'impossibilité de faire ou d'achever le voyage à pied, les autorités locales continueront à leur procurer des moyens de transport comme précédemment.

Cette dépense sera immédiatement payée par le dépôt de mendicité, qui se fera rembourser d'après le mode suivi jusqu'à ce jour.

Veillez, M. le Gouverneur, tenir la main à la stricte exécution des instructions qui précèdent.

Le Ministre de la Justice,
J. D'ANETHAN.

ETAT des mendiants transférés par voitures-cellulaires dans la province de
pendant

NOMS ET PRÉNOMS.	LIEU DE		DATE DU TRANSPORT.	LIEU DE		DISTANCE EN KILOMÈTRES.	MONTANT DE LA DÉPENSE.
	NAISSANCE.	DOMICILE.		DÉPART.	DESTINATION.		

1847.

26

FRAIS DE JUSTICE RECOURVABLES. — ÉTATS RÉCAPITULATIFS.

4^o Dir. 1^{er} B. N^o 12987. — Bruxelles, le 15 avril 1847.*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.*

Je vous prie de rappeler à MM. les procureurs du roi la nécessité de tenir la main à l'exécution ponctuelle des instructions des 12 février, 25 mars et 23 décembre 1845, relatives aux états des frais de justice recouvrables, que doivent dresser les greffiers. Veuillez les inviter à prescrire aux greffiers de faire sur le dernier feuillet des tableaux qu'ils transmettent tous les trois mois à mon département, la récapitulation suivante :

Montant des frais recouvrables faits devant le tribunal de première instance.	<table> <tbody> <tr> <td>Condamnation : fr.</td> </tr> <tr> <td>Acquittement : fr.</td> </tr> <tr> <td>Autres arrêts et jugements : fr.</td> </tr> </tbody> </table>	Condamnation : fr.	Acquittement : fr.	Autres arrêts et jugements : fr.
Condamnation : fr.				
Acquittement : fr.				
Autres arrêts et jugements : fr.				
Montant des frais recouvrables faits devant la Cour ou tribunal d'appel.	<table> <tbody> <tr> <td>Condamnation : fr.</td> </tr> <tr> <td>Acquittement : fr.</td> </tr> </tbody> </table>	Condamnation : fr.	Acquittement : fr.	
Condamnation : fr.				
Acquittement : fr.				
Montant des frais recouvrables faits devant la Cour d'assises.	<table> <tbody> <tr> <td>Condamnation : fr.</td> </tr> <tr> <td>Acquittement ou absolution : fr.</td> </tr> </tbody> </table>	Condamnation : fr.	Acquittement ou absolution : fr.	
Condamnation : fr.				
Acquittement ou absolution : fr.				
Nombre des affaires.				

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

PRISONS. — ADJUDICATIONS. — SOUMISSIONS IRRÉGULIÈRES.

2^o Dir. 1^{er} B. 2^o Sect. N^o 1415. — Bruxelles, le 14 avril 1847.*A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre orientale, de Luxembourg et de Namur.*

Des difficultés ayant été soulevées relativement à l'admission des soumissions qui ne sont pas établies conformément aux dispositions des cahiers de charges d'adjudication, j'ai jugé à propos de décider qu'à l'avenir toutes les soumissions entachées des irrégularités suivantes, seront définitivement rejetées, savoir :

1^o Les soumissions renfermant d'autres conditions que celles fixées dans le cahier de charges.

2° Les soumissions non timbrées et non signées par les soumissionnaires ou leurs cautions. ,

3° Les soumissions dont les prix seraient manifestement surchargés ou raturés.

4° Les soumissions indiquant des quantités d'objets, différentes de celles demandées ou qui ne les comprendraient pas toutes.

Veillez inviter, M. le Gouverneur, la commission administrative et le directeur de la maison de correction de Saint-Bernard; de réclusion de Vilvorde; de la maison de force de Gand et de la maison de détention militaire d'Alost; du pénitencier de Saint-Hubert; du pénitencier de Namur à faire insérer textuellement ces quatre dispositions dans les cahiers de charges des prochaines adjudications.

Le Ministre de la Justice,
J. D'ANETHAN.

MENUES DÉPENSES DES COURS ET TRIBUNAUX. — ORDONNANCES DE PAYEMENT. — ART. 45 DE LA LOI DU 29 OCTOBRE 1846.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 14363. — Bruxelles, le 21 avril 1847.

A MM. les premiers Président de la cour de cassation, premiers Présidents des cours d'appel et Procureurs-généraux près ces dernières Cours.

Afin d'éviter autant que faire se peut les nombreuses écritures qui résulteraient de l'exécution de l'art. 45 de la loi du 29 octobre 1846¹, j'ai l'honneur de vous informer que vous ne recevrez plus qu'en octobre une seule ordonnance de paiement pour menues dépenses à faire pendant les trois derniers trimestres de l'exercice courant.

Quant aux années subséquentes et à partir de 1848, les sommes allouées pour le dit service seront émises payables par moitié, l'une vers le mois de mars et l'autre dans le courant d'octobre. De cette manière les comptes à rendre se trouveront réduits à deux.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

¹ *Moniteur* du 1^{er} novembre 1846, n^o 503.

A M. le Procureur général près la cour de cassation.

Adoptant la proposition que vous m'avez faite dans votre lettre du 40 de ce mois, N° 443, j'ai l'honneur de vous informer que, cette année vous ne recevrez plus qu'en octobre une seule ordonnance de paiement applicable aux menues dépenses de votre parquet, pendant les trois derniers trimestres. De cette manière on réduira, autant que possible, les écritures résultant de l'exécution de l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846.

Quant aux années suivantes, il n'y aura également plus, à partir de 1848, que deux comptes à rendre, les mandats seront délivrés, l'un vers le mois de mars, l'autre dans le courant d'octobre. Chaque mandat s'élèvera à la moitié de l'allocation annuelle.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

PRISONS SECONDAIRES. — FEMMES CONDAMNÉES A MOINS D'UN AN. —
LIEU DE DÉTENTION.

2^e Dir. 1^{er} B. N° 15313. — Bruxelles, le 28 avril 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel et Gouverneurs des provinces.

Il est souvent arrivé que, par suite des délais apportés au transport dans la maison pénitentiaire de Namur, des femmes condamnées n'y ont séjourné que pendant peu de temps. Il y en a pour le moment encore soixante-dix dans ce cas.

La mesure qui a fait l'objet de ma dépêche du 19 mars dernier, a eu pour but de diminuer l'encombrement qui m'a été signalé; mais la nécessité de maintenir provisoirement cette mesure m'est de nouveau démontrée.

En conséquence jusqu'à révocation de la présente instruction les femmes condamnées à moins d'un an, subiront leur peine dans les prisons secondaires.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

FRAIS DE ROUTE. — CHEMIN DE FER DE L'ÉTAT. — TABLEAU DES
DISTANCES

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 15620. — Bruxelles, le 30 avril 1847.

A MM. les Présidents des tribunaux de première instance.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour être déposé au greffe de votre tribunal, le tableau des distances parcourues sur le chemin de fer de l'État. Tous les magistrats et agens de justice devront à l'avenir suivre rigoureusement ce tableau pour l'appréciation des distances parcourues sur les voies ferrées ¹.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

CULTES NON CATHOLIQUES. — TRAITEMENTS. — LIQUIDATION.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 3761. — Bruxelles, le 6 mai 1847.

A MM. les Gouverneurs des provinces de Hainaut, d'Anvers, de Brabant, des deux Flandres et de Liège.

La liquidation des traitements des ministres et employés des cultes non catholiques pouvait autrefois, c'est-à-dire avant que l'arrêté royal du 9 avril 1846 ne vint leur rendre applicables les dispositions de l'arrêté du 30 juin 1834, avoir lieu dans les premiers jours de chaque trimestre, attendu que le droit au paiement intégral en était dès lors acquis aux intéressés; mais aujourd'hui que le mois commencé est seul dû au titulaire ou à ses héritiers, il ne serait pas sans inconvénients d'arrêter, comme précédemment, les états collectifs avant la fin du deuxième mois du trimestre qu'ils concernent, et je vous prie, en conséquence, M. le Gouverneur, d'en différer à l'avenir la transmission à mon département, jusqu'au 5, au plus tard, du mois suivant; toutefois après vous être assuré qu'aucun des intéressés n'avait cessé ses fonctions avant le 1^{er} du dernier mois pour lequel il y est porté.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

¹ Voir circulaire du 21 mai 1847.

HOSPICES ET BUREAUX DE BIENFAISANCE. — DÉFRICHEMENT DES LANDES ET BRUYÈRES. — CONCOURS DE CES ÉTABLISSEMENTS.

1^{re} D. 2^e B. N^o 11705. — Bruxelles, le 11 mai 1847.*A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Liège, de Limbourg, de Luxembourg et de Namur.*

M. le Ministre de l'intérieur vous a chargé, par sa lettre du 14 avril dernier, 8^e division, n^o 39798 (*Moniteur*, n^o 124), de signaler à l'attention des administrations des communes de votre province, propriétaires de bruyères, de landes ou d'autres terrains incultes, l'opportunité, les avantages et les moyens pour elles de s'occuper sans retard du défrichement et de la mise en culture d'une partie de ces terrains.

Comme ce défrichement n'aura pas seulement pour effet d'accroître d'une manière notable l'avoir des communes, mais qu'il procurera aussi du travail à un grand nombre d'ouvriers et de pauvres valides qui en manquent, je ne puis que vous inviter, à mon tour, M. le Gouverneur, d'engager les hospices et les bureaux de bienfaisance de votre province, qui ont des capitaux disponibles ou qui pourraient en emprunter à des conditions favorables, à aider de leur concours pécuniaire les communes qui n'auraient pas des fonds suffisants pour la mise en culture des terrains dont il s'agit.

Un semblable concours rentre tout à fait dans les termes de la circulaire que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 22 mars dernier, 4^{re} direction, n^o 11556 (*Moniteur*, n^o 84), à l'effet d'engager les établissements charitables à seconder, par tous les moyens en leur pouvoir, l'action des communes, en matière de travaux d'utilité locale.

Plusieurs de ces établissements ont sans doute aussi des terres incultes et susceptibles d'être mises en valeur. Ils pourraient également entrer dans la voie que M. le Ministre de l'intérieur s'efforce d'ouvrir aux communes, à l'aide des fonds dont il dispose en faveur de l'œuvre du défrichement. Ce serait pour eux un moyen certain de remplacer l'aumône par le travail, d'occuper les bras inactifs de leurs pauvres valides, d'augmenter rapidement leurs ressources, d'ôter en outre tout prétexte à la mendicité et au vagabondage, et par là de réduire aussi leurs dépenses en frais d'entretien dans les dépôts de mendicité et en frais de secours dans les établissements étrangers auxquels leurs pauvres recourent aujourd'hui.

Je viens donc vous prier, M. le Gouverneur, de faire en sorte que la

mesure proposée par M. le Ministre de l'intérieur aux communes, s'étende aux hospices et bureaux de bienfaisance auxquels elle sera applicable. Ce n'est, comme l'indique ma circulaire citée du 22 mars dernier, qu'en créant, le plus possible, des travaux utiles et productifs que nous pouvons remédier aux souffrances des classes ouvrières et pauvres.

Les hospices et bureaux de bienfaisance, possesseurs de fonds disponibles, dont ils ne pourraient faire usage, à défaut de propriétés de cette nature ou à défaut de tout moyen d'application à d'autres travaux d'utilité publique dans la commune à laquelle ils appartiennent, peuvent être invités à les prêter à d'autres établissements charitables ou aux communes qui seront à même de les employer; de cette manière, les capitaux ne feront pas défaut là où il sera possible de les utiliser.

Il importe, en outre, M. le Gouverneur, que les ouvriers et les pauvres valides qui ne peuvent être employés dans leurs communes, à défaut de travail, soient occupés, autant que possible, dans les communes voisines où le travail sera abondant. Des arrangements doivent être faits à cet effet entre les administrations locales et les bureaux de bienfaisance. Ces administrations doivent se prêter un mutuel appui sous le rapport du travail et sous celui des capitaux. Si elles le font, comme on peut l'attendre de leurs lumières, de leur humanité et de leur patriotisme, il est permis d'espérer que, sous peu, la situation des classes ouvrières et pauvres sera sensiblement améliorée, et que l'œuvre du défrichement aura reçu l'impulsion que l'intérêt bien entendu des communes et du pays réclame impérieusement.

A l'effet d'être à même de juger du degré d'importance des bruyères, landes et autres terres incultes appartenant aux établissements charitables de votre province, je désire, M. le Gouverneur, qu'en leur communiquant la présente, vous les invitiez à me faire parvenir, par votre intermédiaire, dans les dix jours, un extrait de la matrice cadastrale des propriétés de cette nature qu'ils peuvent posséder dans les diverses communes soumises à votre juridiction.

Je me réfère, pour le surplus, à ma circulaire déjà citée du 22 mars dernier, 1^{re} direction, n° 44556, et je vous prie de vouloir bien me faire connaître la suite qui sera donnée à la présente.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

A MM. les Gouverneurs des provinces de Brabant, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et du Hainaut.

M. le Ministre de l'intérieur a chargé Messieurs vos collègues des provinces où il existe le plus de bruyères et de landes communales d'appeler l'attention des administrations sur l'opportunité, les avantages et les moyens pour elles de s'occuper immédiatement du défrichement et de la mise en culture d'une partie de ces terrains ; et, en me communiquant la lettre ci-jointe en copie, qu'il leur a écrite à cet effet, il demande que les bureaux de bienfaisance et les hospices prêtent leur concours aux communes et les aident à accomplir cette œuvre, dont le succès leur sera également utile.

Comme ce défrichement n'aura pas seulement pour effet, etc. (*La suite comme ci-haut.*)

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ANNEXE.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Liège, de Limbourg, de Luxembourg et de Namur.

La loi sur le défrichement des terres incultes fournit au gouvernement et aux communes un moyen efficace de venir au secours des classes pauvres, tout en assurant aux localités qui consentiront à en user, la certitude de réaliser des bénéfices notables. Cette loi met en effet à la disposition du département de l'intérieur une somme de 500,000 francs pour mesures relatives à la mise en valeur des terrains improductifs, et elle donne ainsi la faculté d'entreprendre immédiatement des travaux utiles dans toutes les localités qui possèdent des propriétés de cette nature.

Je crois, M. le Gouverneur, qu'il est urgent d'appeler l'attention des autorités communales sur ce point, en les informant que je suis disposé à avancer des fonds à toutes celles qui, ayant des terres propres à être défrichées, voudraient de leur côté faire quelques sacrifices pour employer aux travaux nécessaires à cet effet, les malheureux qui figurent sur les listes des bureaux de bienfaisance et qui vivent en partie d'aumônes. Ces fonds seraient répartis par moi et sur votre proposition entre les communes de votre province qui voudraient occuper leurs

pauvres de la manière indiquée, en ayant égard aux conditions suivantes :

1° Les sommes remises aux communes le seraient à titre de prêt et devraient être remboursées au gouvernement dans un délai d'un an au plus tard ;

2° Chaque commune devrait indiquer, en acceptant les propositions du gouvernement, les moyens de remboursement, parmi lesquels pourrait figurer l'engagement de vendre les terrains défrichés, après l'achèvement des travaux ;

3° Le maximum de l'avance faite à chaque commune ne pourrait dépasser 500 francs, et chacune d'entre elles devrait consacrer à la même destination une somme double au moins de celle qui lui serait remise par mon département ;

4° Ces fonds seraient employés par les communes à faire travailler au défrichement de leurs terres incultes les pauvres qui aujourd'hui sont à la charge du bureau de bienfaisance ;

5° Tous les travaux se feraient à la tâche, et la commune en surveillerait et en dirigerait l'exécution par l'intermédiaire d'une personne compétente, spécialement chargée de cet objet ;

6° Les travaux devraient surtout avoir pour but de préparer, sous la surveillance de l'administration forestière, à la culture du bois, et de celui d'essences résineuses surtout, des terrains incultes de la commune qui seraient reconnus propres à cette culture ;

7° Ce ne serait que par exception, et seulement pour des parcelles dont le sol et la situation seraient particulièrement favorables, qu'il faudrait préparer les terres stériles à une autre culture ;

8° La commune pourrait ou se borner à préparer le terrain (épierré, clôturer, niveler, retourner), et le vendre ensuite en hausse publique, ou achever les semis et le conserver pour elle, ou le mettre en vente. Elle devrait, dans tous les cas, rembourser les avances du gouvernement dans le délai déterminé ;

9° Aucune avance ne serait faite aux communes où il s'exécute ou doit s'exécuter bientôt, par les soins du gouvernement ou de l'autorité locale, des travaux d'irrigation, et aucune parcelle de terrain située de manière à pouvoir être irriguée par les canaux existants ou à créer, ne serait employée à l'usage dont il s'agit ici.

Je pense, M. le Gouverneur, que des travaux entrepris et dirigés d'après les vues que je viens de vous exposer, feraient le plus grand bien aux communes qui consentiraient à les exécuter et qu'ils donneraient en même temps la plus heureuse impulsion au défrichement des

terres incultes : il est nécessaire, en effet, que les terrains de cette espèce trouvent, avant d'être mis en culture, des abris convenables, et nul doute que les communes n'augmentent notablement la valeur de ceux qui peuvent être utilisés à la production des denrées alimentaires, en choisissant avec intelligence quelques parcelles qu'elles prépareraient, avec le concours du gouvernement, au boisement, et dont elles feraient aussi des rideaux destinés à abriter les propriétés qui doivent être défrichées plus tard ou qui le sont déjà.

J'espère, M. le Gouverneur, que vous ferez tous vos efforts, pour engager les communes de votre province, propriétaires de terrains improductifs, à adopter les propositions du gouvernement et que vous ne négligerez notamment aucun des moyens qui pourront contribuer à leur faciliter la réalisation des fonds nécessaires. Il serait utile, dans ce but, que vous fissiez connaître cette dépense à la députation permanente et que vous vous assurassiez de son concours pour hâter l'exécution de cette mesure utile. En tout cas, je désire que vous m'informiez, dans un bref délai, de la suite que vous aurez cru devoir donner à cette communication.

Bruxelles, le 14 avril 1847.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé DE THEUX.

Pour copie conforme :
Le secrétaire-général du Ministère de la justice,
DE CRASSIER.

HOSPICE DE BEVEREN, — ÉTABLISSEMENT DES FRÈRES DES BONNES OEUVRES
A RENAIX. — ENFANTS PAUVRES. — PRIX DE LA PENSION. — CONDI-
TIONS D'ADMISSION,

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11659. — Bruxelles, le 19 mai 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Quelques-uns des dépôts de mendicité renferment un grand nombre d'enfants qui y sont déplacés à cause surtout du plus ou moins de contact qu'ils ont avec les adultes.

Afin d'obvier à cet inconvénient et de diminuer la population de ces établissements, j'ai demandé à M. le directeur de l'établissement des frères des bonnes œuvres à Renaix et de l'hospice de Beveren si et à

quelles conditions ils pourraient recevoir un certain nombre de ces enfants dans leurs établissements.

M. le directeur de l'établissement de Renaix m'a fait connaître qu'il pourrait y recevoir 100 garçons et un même nombre de filles, que celui-ci pourrait même être doublé plus tard, que provisoirement le prix de la journée d'entretien serait fixé à 36 centimes pour les garçons et à 32 pour les filles, mais qu'il devrait peut-être être augmenté plus tard à cause des nombreuses mutations que subirait ce personnel, que cependant le prix ne s'élèverait dans aucun cas à celui de la journée d'entretien des dépôts de mendicité.

Il subordonne toutefois ces admissions aux conditions suivantes :

1^o Le droit de renvoyer ceux qui ne se soumettraient pas aux règlements.

2^o Le pouvoir d'appliquer les enfants aux métiers auxquels ils seront reconnus les plus aptes et généralement pour les garçons à la culture des terres et pour les filles à la dentelle de Valenciennes, l'application de Bruxelles, etc.

3^o Que les enfants soient munis d'un trousseau convenable.

Et, 4^o enfin qu'ils soient porteurs de leur acte de naissance.

300 filles seulement pourraient être reçues à l'hospice de Renaix, le prix de la journée d'entretien serait fixé à 35 centimes.

Pour y être admises elles ne pourraient être âgées de moins de 9 ans et de plus de 12 et il y aurait à payer une somme de 50 francs pour chaque enfant qui entrerait pour frais de premier établissement.

Si, comme je le pense, vous reconnaissez, M. le Gouverneur, qu'il y aurait avantage à retirer du dépôt de mendicité de votre province les enfants qui s'y trouvent pour les placer dans ces établissements, je vous prie de consulter préalablement à cet effet, les communes lieu de leur domicile de secours et de vous entendre ensuite avec les directeurs de ces établissements.

Je désire dans tous les cas être informé de la suite qui sera donnée à la présente.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

ÉMIGRANTS ALLEMANDS. — TRAVERSÉE DE LA BELGIQUE. — CONDITIONS. —
CONTRATS, RATIFICATION ET LÉGALISATION ¹.

2^e Dir. 2^e B. N^o 43223. — Bruxelles, le 19 mai 1847.

A MM. les Ministres des finances, des travaux publics et de l'intérieur.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie d'une lettre que j'adresse à M. le général commandant la gendarmerie nationale, et qui apporte quelques modifications aux mesures arrêtées relativement aux émigrants, par ma circulaire du 12 mars dernier.

Vous jugerez sans doute à propos de donner des instructions analogues à ceux de vos agents qui pourraient être chargés de concourir à l'exécution de cette mesure.

Le Ministre de la justice,
J. DANETHAN.

ANNEXE.

A M. le Commandant de la gendarmerie nationale, à Bruxelles.

D'après les instructions contenues dans ma lettre du 12 mars dernier, on doit admettre en Belgique les émigrants allemands, porteurs de contrats passés avec des maisons s'occupant d'affréter des navires pour ce genre d'expéditions.

L'expérience a prouvé qu'il importe d'apporter quelques restrictions à cette mesure.

En conséquence, à partir du premier juillet, les contrats passés entre les agents en Allemagne et en Prusse et les émigrants de ces pays, devront être dressés en double. Une expédition du contrat sera envoyée pour ratification à la maison d'Anvers; elle sera remise, ratifiée, à l'inspecteur des émigrants dans cette ville, lequel après en avoir soumis la signature à la légalisation de M. le Gouverneur, qui ne l'accordera qu'en cas de bonne renommée et de solvabilité, l'enverra au commandant de la brigade de gendarmerie stationnée à la frontière; le double devra être confronté avec l'exemplaire dont l'émigrant sera muni, et servira de permis d'entrée.

¹ Voir 12 mars 1847, 2^e dir., n^o 43,223.
1847.

Les officiers et sous-officiers de gendarmerie chargés de s'assurer que les émigrants sont nantis des sommes exigées pour la traversée de la Belgique, n'admettront en remplacement ou en déduction desdites sommes que les contrats dont ils auront reçu, par l'intermédiaire de l'inspecteur des émigrants à Anvers ou à Ostende, antérieurement au passage des émigrants, un double dûment ratifié par la maison d'Anvers, elle-même.

Je vous prie, M. le commandant, de vouloir bien donner des ordres dans ce sens, aux brigades que la chose concerne, et notamment à celle de Verviers.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

FRAIS DE ROUTE. — TABLEAU DES DISTANCES. — CIRCULAIRE
DU 30 AVRIL 1847. — RETRAIT ¹.

4^e Div. 1^{er} B. N^o 14522/15620. — Bruxelles, le 21 mai 1847.

A MM. les présidents des tribunaux de première instance.

J'ai l'honneur de vous informer que l'application du tableau des distances dont un exemplaire était annexé à ma dépêche du 30 avril dernier, n^o 43620 a soulevé certaines difficultés, qui me portent à vous prier de considérer comme non avenue ma dite instruction du 30 avril.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

INDIGENTS. — DOMICILE DE SECOURS. — CONTESTATIONS. — NATURE
DES RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11785. — Bruxelles, le 26 mai 1847.

A MM. les Gouverneurs.

L'instruction des affaires relatives à des contestations au sujet du domicile de secours d'indigents, est souvent incomplète lorsqu'elles parviennent à mon département, et il en résulte de nouvelles demandes de renseignements qui occasionnent des écritures nouvelles, inutiles et une perte de tems dans l'expédition des affaires.

¹ Voir, 50 avril 1847.

Pour obvier à ces inconvénients il importe, M. le Gouverneur, qu'à l'avenir les rapports concernant les questions de domicile de secours, mentionnent exactement les dates du départ et de l'arrivée des indigents, dans les différentes localités qu'ils ont successivement habitées et fassent connaître aussi à quel titre ils ont droit aux secours publics, dans la commune du lieu de leur dernier domicile. La production d'une copie de l'acte de naissance des indigents qui font l'objet de la contestation, de leur acte de mariage, de celui de leurs parents, du congé de milice, de l'extrait du rôle des contributions, en ce qui les concerne, serait aussi très utile, suivant la différence des cas.

Enfin je désire, M. le Gouverneur, qu'un état conforme au modèle joint à la circulaire de l'un de mes prédécesseurs en date du 20 octobre 1840, 4^e div. n^o 5833, accompagne toujours les dossiers des affaires de cette nature.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

INTERPRÈTES-TRADUCTEURS. — HONORAIRES ET VACATIONS. — FRAIS
RECOURVABLES. — LIQUIDATION.

4^e Div. 1^{er} B. N^o 14651. — Bruxelles, le 28 mai 1847.

A MM. les Procureurs généraux, premiers Présidents des cours d'appel, Procureurs du roi, Présidents des tribunaux de première instance, Juges d'instruction, Greffiers des cours et tribunaux.

Les honoraires et vacations des interprètes-traducteurs considérés dans quelques tribunaux comme recouvrables sur les condamnés, sont, au contraire, regardés ailleurs comme devant rester à la charge de l'État. J'estime qu'il y a lieu de faire une distinction : dans le cas où le prévenu ou l'accusé, les témoins ou l'un deux ne parlent pas la même langue (art. 332 Code d'instruction criminelle), les honoraires des interprètes sont recouvrables parce que l'emploi de ces agents résulte directement de la recherche de la poursuite et de la punition du crime ou délit (loi du 18 germinal an VII; art. 2, n^o 3, 3 n^o 42 et 462 du décret du 18 juin 1811).

Par contre, cette dépense tombe à la charge de l'État et sans recours contre le condamné, lorsque les magistrats du tribunal ou les jurés, ignorent la langue parlée par l'accusé ou le témoin, ou lorsque l'accusé n'entend pas la langue dans laquelle les actes d'instruction ont lieu (en

français, s'il est flamand ou allemand). L'emploi de l'interprète n'est pas alors la conséquence légale du délit, ni le fait de l'accusé, mais le fait de l'autorité publique. L'accusé, d'ailleurs, avait le droit de se défendre dans l'une des trois langues usitées en Belgique.

Néanmoins ces frais sont dans tous ces cas recouvrables, lorsque le prévenu, l'accusé ou le témoin étranger n'entendent pas une des trois langues légales du royaume.

Pour faciliter le travail de liquidation de ces frais par le jugement MM. les officiers du ministère public, voudront bien tenir la main à ce que, dans chaque cause, le greffier en rédige une note et l'annexe au dossier.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

SURVEILLANCE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS. — RUPTURE DE BAN. — FEUILLES
DE ROUTE.

2^{me} Dir. 2^e B. N^o 40,281, A. — Bruxelles, le 29 Mai 1847.

À MM. les Gouverneurs.

Un de vos collègues m'informe que les condamnés à la surveillance qui subissent, après l'expiration de la peine principale, un nouvel emprisonnement pour rupture de ban, reçoivent à leur sortie de prison, des feuilles de route délivrées par le directeur de la prison. Il me demande en même temps si les dispositions de l'instruction du 13 décembre 1838 sont applicables à cette catégorie de condamnés et si ceux-ci doivent être portés sur l'état dressé en suite de l'art. 4 de cette instruction. Subsidiairement, il soumet à ma décision le point de savoir si les années de surveillance sont interrompues par une condamnation pour rupture de ban, ou bien si elles continuent à courir du jour de la libération première.

Cette dernière question a déjà été résolue, par ma dépêche du 23 décembre 1845, dont j'ai l'honneur de vous adresser copie.

Comme vous le verrez, la détention à titre de peine suspend le cours de la mise sous la surveillance, les condamnés qui, après l'expiration de leur peine principale, subissent une nouvelle condamnation pour rupture de ban ou toute autre cause, doivent rester, à leur sortie de prison, soumis à la surveillance pendant tout le temps qui restait à courir à l'époque de leur nouvel emprisonnement.

C'est donc par une application erronée de l'instruction du 13 décembre 1838 que les directeurs de prison ne mentionnent point, dans l'état prescrit par l'article 4, les condamnés pour rupture de ban, et leur délivrent des feuilles de route à la sortie de leur établissement.

Tous les condamnés à la surveillance, frappés d'une condamnation subséquente, doivent à l'expiration de leur nouvelle peine, être remis dans la position où ils se trouvaient auparavant quant à la surveillance, et ne recevoir que des feuilles de route émanées de MM. les procureurs-généraux. Ce principe découle évidemment de l'instruction précitée du 13 décembre 1838 et de ma dépêche du 23 décembre 1845.

Il paraît que l'on suit une marche tout opposée. En conséquence il importe de prescrire aux directeurs tant des grandes prisons de l'État que des maisons de sûreté civile et militaire et aux gardiens en chef des maisons d'arrêt de ne point délivrer de feuilles de route aux condamnés qui, à leur entrée en prison, n'étaient pas entièrement libérés de la peine de la surveillance. Ces fonctionnaires mentionneront, en outre, les individus de cette catégorie, et notamment les condamnés pour rupture de ban, sur l'état qu'ils doivent fournir, au commencement de chaque trimestre, à MM. les procureurs-généraux, aux termes de l'article 4 de l'instruction précitée.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de donner des instructions dans ce sens aux directeurs et gardiens en chef des diverses prisons de votre province.

Le Ministre de la justice,

J. D'ANETHAN.

ANNEXE.

A. H. le Procureur-général près la cour d'appel de Bruxelles.

Par votre lettre du 6 septembre dernier, n^o 4453, vous m'aviez soumis la question de savoir si la mise en surveillance prononcée contre un individu continue à courir pendant que cet individu subit une peine d'emprisonnement prononcée par un second jugement.

La mise sous la surveillance de la police avait déjà le caractère de peine (art. 44, Code pénal,) sous l'empire du chapitre III du livre 4^{er} du Code pénal, alors cependant qu'elle pouvait être encourue de plein droit et comme conséquence d'une peine principale, sans qu'un jugement l'eût prononcée d'une manière expresse (art. 47 et 48 Code pénal).

La nature pénale de cette disposition est encore devenue plus tranchée, depuis que la loi du 31 décembre 1836 a exigé que la mise en surveillance fût ordonnée par le jugement ou l'arrêt de condamnation et a, en même temps, déterminé les cas où cette peine spéciale pourrait être prononcée.

Il est de principe que toutes les peines prononcées, même par des décisions distinctes doivent être subies, et que l'une n'absorbe l'autre que lorsque la loi en a ainsi disposé.

Or une disposition semblable n'existe pas pour la mise sous la surveillance de la police; cette peine accessoire, dont la loi elle-même a déterminé le point de départ et les effets, qui ne prend cours qu'à l'expiration de la peine principale, est d'ailleurs d'une nature essentiellement différente de la peine d'emprisonnement et dès lors ne peut se confondre avec cette dernière.

Il est sans doute inutile d'ajouter, M. le Procureur-général, que si la détention à titre de peine, suspend le cours de la mise sous surveillance de la police, il n'en peut-être de même de la détention préventive ni de la réclusion dans un dépôt de mendicité, aucune de ces deux mesures n'ayant le caractère et la nature d'une peine.

Bruxelles, 23 décembre 1845.

Le Ministre de la justice,

J. D'ANETHAN.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-Général du ministère de la justice,
DE CRASSIER.

SURVEILLANCE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS. — RUPTURE DE BAN. — FEUILLES DE ROUTE.

2^o D. 2^o B. N^o 40,281. — Bruxelles, le 29 Mai 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.

Les directeurs de prison, ou au moins certains d'entr'eux, délivrent des feuilles de route aux condamnés soumis à la surveillance qui, après la libération de la peine principale, subissent une nouvelle condamnation pour rupture de ban ou toute autre cause.

La délivrance de ces feuilles de route présente de très-graves inconvénients : ou bien elle emporte virtuellement remise de la surveillance; ou bien elle expose les condamnés libérés à se faire arrêter pour rupture de

ban, en se rendant dans un lieu primitivement interdit. Elle est d'ailleurs contraire aux principes consacrés par l'instruction sur la matière, du 13 décembre 1838.

Les feuilles de route délivrées aux condamnés soumis à la surveillance doivent toujours émaner de MM. les procureurs-généraux, et comme la détention à titre de peine suspend le cours de la mise sous la surveillance; il ne peut jamais arriver que les libérés dont il s'agit aient entièrement subi cette dernière peine à leur sortie de prison.

Je viens en conséquence de prescrire aux directeurs de prison de comprendre les individus de cette catégorie, et notamment les condamnés pour rupture de ban, dans les états qu'ils doivent vous fournir, au commencement de chaque trimestre, aux termes de l'article 4 de l'instruction précitée.

Je vous prie, M. le procureur-général, de vouloir bien, en ce qui vous concerne, appliquer à ces individus, les dispositions de la dite instruction.

Le Ministre de la Justice.

J. D'ANETHAN.

FRAIS DE JUSTICE URGENTS. — ÉTATS RÉCAPITULATIFS. — TRANSMISSION TRIMESTRIELLE.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 14,580. — Bruxelles, le 31 mai 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Pour éviter des écritures inutiles et prévenir tout double emploi, j'ai l'honneur de vous prier de ne plus transmettre à l'avenir à mon département les pièces relatives aux frais de justice urgents que désigne l'art 166 du décret du 18 juin 1844.

En conséquence, les états récapitulatifs des frais qui ont été payés à titre d'avance par MM. les receveurs de l'enregistrement et des domaines, ne vous seront plus adressés par ces préposés, aux fins de visa, qu'en double expédition dont l'une restera déposée chez vous; tandis que l'autre sera renvoyée aux dits agents pour aller reposer finalement aux archives de la cour des comptes; après avoir passé par vos bureaux et par ceux de mon département.

Le Ministre de la justice,

J. D'ANETHAN.

ÉTABLISSEMENTS DE CHARITÉ. — PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11819. — Bruxelles, le 10 juin 1847.

A MM. les Chefs diocésains.

Plusieurs sociétés charitables ont entrepris l'œuvre du patronage des condamnés libérés ; ce sont : les sociétés de Saint Vincent de Paule, à *Bruxelles*, à *Anvers*, à *Liège* et à *Tournay* et la confrérie de la Consolation à *Namur*. Les sociétés des Dames de la Miséricorde à *Bruxelles* et à *Liège* ont bien voulu se charger de patroner les condamnées libérées.

Ces sociétés sont appelées à rendre aux malheureux qui leur sont confiés le service inappréciable de veiller sur eux, de pourvoir à leur apprentissage ou à leur placement, de les ramener ou de les maintenir dans la voie du bien, par leurs conseils, l'instruction religieuse, morale et intellectuelle, une vie régulière et le travail. Plusieurs d'entr'elles ont déjà fait beaucoup de bien, et il ne paraît pas douteux que les autres, de création toute récente, n'en produisent beaucoup également.

Il est bien à désirer, Monsieur l'Évêque, que des sociétés de cette nature se forment dans les autres cités importantes du pays : L'ordre public et l'humanité y ont un égal intérêt ; et je ne doute pas que si vous vouliez bien à cet effet user de votre bienfaisante influence dans les cités qui en sont encore dépourvues, il ne s'y formât bientôt aussi des comités de patronage destinés à y rendre les mêmes services que les sociétés déjà existantes.

Je viens donc, Monsieur l'Évêque, vous prier de vouloir bien faire en sorte de faciliter par votre charitable concours, l'établissement de semblables sociétés de patronage là où elles font défaut. De mon côté, je les soutiendrai par des subsides, dès qu'elles seront formées.

Je vous prie, Monsieur l'Évêque, d'agréer les nouvelles assurances de ma haute considération

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

CONDAMNÉS CORRECTIONNELS. — CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15569. — Bruxelles, le 11 juin 1847.*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.*

Je dois attirer votre attention sur le rapport du directeur de la maison de correction de St.-Bernard, ci-joint en copie et d'où il résulte qu'un grand nombre de condamnés correctionnels réussissent à soustraire à leurs juges la connaissance des condamnations antérieures qu'ils ont encourues.

Le Ministre de la justice,
J. DANETHAN.

ANNEXE.

A MM. les Membres de la commission administrative des prisons à Auvers.

Hémixem, le 21 mai 1847.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il arrive assez fréquemment, depuis quelque temps, que des individus qui ont déjà subi antérieurement au jugement qu'ils viennent purger dans cet établissement, des peines criminelles dans d'autres prisons, prononcées contre eux par des conseils de guerre que les derniers juges ont ignorés et qui ne sont par conséquent point relatées dans les bulletins statistiques qui me sont transmis par MM. les officiers des parquets.

Outre que ces condamnés sont ainsi induement dirigés sur cette maison au lieu d'être envoyés à Vilvorde, comme le prescrit l'arrêté royal du 27 juin 1844, ils se soustraient encore à défaut de ces renseignements à l'application du maximum de la peine qu'ils ont encourue comme récidifs.

Il existe ici, actuellement MM. plus de vingt prisonniers appartenant à cette catégorie que nous avons reconnus, et parmi lesquels il en est plusieurs qui ont encore plus de six mois à faire, et qui seront successivement transférés à la maison de Vilvorde.

Ignorant s'il n'y aurait pas lieu à réviser de ce chef le dernier jugement prononcé contre ces individus, je pense devoir me borner à vous signaler ces faits et de laisser cette question à la sagesse de votre appréciation en vous priant, Messieurs, de vouloir bien appeler l'attention de

l'administration supérieure sur la nécessité de prévenir par quelque mesure à prescrire à l'autorité judiciaire, les inconvénients graves auxquels la marche actuelle donne lieu.

Le Directeur,
STOUERS.

PRISONS. — CONSTRUCTIONS. — PLANS, DEVIS ETC. — ARCHITECTES PARTICULIERS.

Lacken, le 12 juin 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu Notre arrêté du 29 août 1831, organique du corps des ponts et chaussées, et celui du 18 février 1833, réglant les relations des ingénieurs de ce corps avec l'administration des prisons;

Considérant que le service ordinaire des ponts et chaussées a pris depuis quelque temps une grande extension, et que par suite les ingénieurs ne sont pas toujours en mesure de s'occuper avec toute la célérité requise des projets de travaux relatifs, soit à l'établissement des prisons nouvelles, soit à l'agrandissement ou à l'amélioration des prisons existantes;

Considérant d'ailleurs que la rédaction des projets susmentionnés peut quelquefois exiger, dans des circonstances exceptionnelles, l'emploi d'agents spéciaux;

Sur la proposition de Nos Ministres des travaux publics et de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Notre Ministre de la justice est autorisé à charger des architectes particuliers de la rédaction des plans, métrés, devis et cahiers de charges concernant les travaux de construction des prisons nouvelles, ainsi que ceux d'agrandissement ou d'amélioration des prisons existantes.

Dans ce cas, la direction et la surveillance journalière des travaux se-

* *Moniteur* du 25 juin 1847, n° 174.

ront placés en dehors des attributions du corps des ponts et chaussées, et confiés aux architectes, auteurs des projets, qui recevront pour la direction et la surveillance, ainsi que pour la rédaction des projets, des honoraires que Nous Nous réservons de fixer par un règlement particulier ¹, et dont le montant sera prélevé sur les allocations affectées aux prisons (construction).

Nos Ministres de la justice et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

Baron J. D'ANETHAN.

Le Ministre des travaux publics,

DE BAVAY.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — MÉDECINS. — VACANCE DE PLACES.
— PUBLICITÉ.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11825. — Bruxelles, le 24 juin 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Il arrive fréquemment que des places de médecin des pauvres ou d'établissements spéciaux de bienfaisance sont vacantes et qu'il est pourvu à ces vacances sans qu'il y ait été donné toute la publicité désirable, afin d'appeler la concurrence. D'autre part, des médecins s'adressent parfois au département de l'intérieur, à l'effet d'être informés des localités où ils pourraient s'établir utilement, information que mon collègue, ne peut, à défaut de renseignements, leur donner.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien inviter les administrations de bienfaisance de votre province, à me faire connaître exactement à l'avenir, par votre intermédiaire, les places de cette nature qui deviendraient vacantes en indiquant les conditions exigées des candidats qui se présentent et la date à laquelle il sera pourvu à la nomination.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

¹ Voir le 2 août 1847.

GENDARMERIE NATIONALE. — INSPECTION. — OFFICIERS DE POLICE
JUDICIAIRE. — DEGRÉ D'INSTRUCTION.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2798. — Bruxelles, le 26 juin 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.

Vous trouverez ci-joint copie d'une circulaire que je viens d'adresser
à Messieurs les procureurs du roi.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

A MM. les Procureurs du Roi près les tribunaux de 1^{re} instance.

J'ai l'honneur de vous communiquer l'extrait suivant d'une lettre de
M. le Ministre de la guerre, avec prière de vouloir donner au général
commandant la gendarmerie, les renseignements désirés.

« Le général major Anoul, commandant la gendarmerie, devant pro-
» céder dès le 4^{er} juillet prochain, à l'inspection générale de ce corps, je
» lui ai fait connaître qu'il serait utile qu'il s'enquit auprès de MM. les
» procureurs du roi du degré de capacité des officiers, des sous-officiers
» et des brigadiers, comme agents de la police judiciaire.

Bruxelles, 26 juin 1847.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL. — VÉRIFICATION.

Laeken, le 10 juillet 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR SALUT.

Sur le rapport de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART 1^{er}. Nos procureurs pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire,
se transporter sur les lieux et se faire représenter, à l'effet de les vérifier,
tant les registres de l'état civil de l'année courante, que les doubles des

* *Moniteur* du 13 juillet 1847, n^o 194. — Voir circulaire du 13 juillet 1847.

années précédentes, déposés aux archives communales, conformément à l'article 43 du Code civil.

Ils pourront, dans le même cas, déléguer le juge-de-paix du canton dans lequel sera située la commune dont les registres devront être vérifiés.

ART. 2. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi
Le Ministre de la justice,
Baron J. D'ANETHAN.

MAISON PÉNITENTIAIRE DE SAINT-HUBERT. — PATRONAGE DES JEUNES DÉLINQUANTS LIBÉRÉS. — RAPPEL A LA CIRCULAIRE DU 16 DÉCEMBRE 1844. — PUBLICITÉ PAR LA VOIE DU MÉMORIAL ADMINISTRATIF.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 9686. — Bruxelles, le 12 juillet 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Le comité d'inspection et de surveillance de la Maison pénitentiaire des jeunes délinquants, à St.-Hubert, se plaint du nombre des récidives qui ont lieu de la part des jeunes libérés, *par suite de l'abandon dans lequel les laissent les administrations du lieu de leur domicile de secours*, après leur mise en liberté, et demande qu'il soit porté remède à cet état de choses, aussi compromettant pour les jeunes délinquants que pour la société elle-même.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien rappeler aux administrations locales de votre province, par voie du *Mémorial administratif*, les instructions contenues dans ma circulaire du 16 décembre 1844, cotée comme la présente, de les inviter à s'y conformer, et de vous faire rendre compte, tous les trois mois, de la manière dont elles sont suivies, ainsi que de la situation des jeunes libérés au patronage desquels ces administrations se seront chargées de pourvoir, plutôt que de les confier aux comités de patronage qui existent déjà dans plusieurs localités importantes du pays.

Il sera utile de me communiquer au commencement de chaque exercice un rapport détaillé sur cet objet.

Le Ministre de la justice,
D'ANETHAN.

ÉTAT-CIVIL. — REGISTRES. — VÉRIFICATION.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 1050. — Bruxelles, le 13 juillet 1847.

A MM. les Procureurs-généraux près les Cours d'appel.

Le *Moniteur* de ce jour, n^o 494 ¹, contient un arrêté royal en date du 10 de ce mois, prescrivant des mesures relatives à la vérification des registres de l'état-civil.

Je crois devoir, à cette occasion, réunir dans une circulaire générale, les dispositions de la circulaire du 30 novembre 1833, n^o 2288, et les nouvelles instructions que rendra nécessaires l'exécution de l'arrêté précité.

Les procureurs du roi donneront tous leurs soins à la vérification annuelle des registres de l'état-civil, prescrite par l'art. 53 du C. civ. Dans le courant du mois de juin de chaque année, ils transmettront leurs procès-verbaux au procureur-général du ressort, en y joignant leurs observations et, s'il y a lieu, des propositions à fin de poursuites à exercer du chef de contraventions ou délits constatés.

Avant la fin du mois de juillet, le procureur-général communiquera extrait de ces procès-verbaux avec ses propres observations au gouverneur de la province dont fait partie chaque arrondissement; il transmettra ses instructions au procureur du roi, et me rendra compte du tout.

Lorsque les procureurs du roi seront informés de quelque circonstance qui rendrait nécessaire la confrontation des deux doubles des registres des années précédentes ou une vérification des registres courants, ils en donneront connaissance au procureur-général qui pourra ordonner qu'il soit procédé conformément à l'arrêté royal du 10 de ce mois.

Le procureur-général recevra immédiatement et me transmettra un rapport sur les résultats de la mesure.

Lorsque les procureurs du roi se transporteront sur les lieux en leur qualité d'officiers de police judiciaire, ils pourront, à cette occasion inspecter les registres de l'état-civil.

Messieurs les procureurs-généraux, en autorisant des poursuites contre les officiers de l'état-civil, ne perdront pas de vue que si des contraventions graves ou fréquentes appellent une répression, une sévérité trop grande ne pourrait qu'inspirer aux officiers de l'état-civil de l'éloignement pour des fonctions souvent pénibles et qu'ils remplissent gratuitement.

Le Ministre de la justice,
D'ANETHAN.

¹ Voir 10 juillet 1847.

MAISONS DE SURETÉ ET D'ARRÊT. — TRANSFÈREMENT DES DÉTENUS. —
AVERTISSEMENT PRÉALABLE.

2^me Dir. 2^e B. N^o 58310. — Bruxelles, le 14 juillet 1847.

A MM. les Gouverneurs.

D'après les instructions existantes, les directeurs des maisons de sûreté et les gardiens en chef des maisons d'arrêt doivent se prévenir au moins 24 heures d'avance, lorsque des détenus doivent être transférés d'un établissement dans un autre. Cette prescription paraît fréquemment méconnue, et cet oubli porte parfois la perturbation dans l'ordre et la régularité du service.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien rappeler le principe qui précède aux fonctionnaires des prisons de votre province que la chose concerne, en les invitant à l'observer strictement à l'avenir.

Le Ministre de la justice,
D'ANETHAN.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE. —
TAUX MOYEN DU CASUEL ET DES ÉMOLUMENTS DES FONCTIONNAIRES ET
EMPLOYÉS. — RETENUES *.

29 juillet 1847.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

L'arrêté du 44 novembre 1845, pris en exécution de l'article 37 de la loi générale sur les pensions, fixe le taux moyen du casuel et des émoluments dont jouissent différents magistrats et fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté un projet d'arrêté qui a pour but de fixer le même taux pour les fonctionnaires et les employés qui participent à la caisse des veuves et orphelins du ministère de la justice.

* *Moniteur* du 3 août 1847, n^o 218.

Cet arrêté comprend parmi les émoluments les avantages en nature accordés à plusieurs fonctionnaires et employés, tels que le logement, l'habillement, le couchage, le chauffage, l'éclairage, etc.

Des doutes se sont élevés sur la question de savoir si ces avantages pouvaient être considérés comme des émoluments susceptibles d'entrer dans la liquidation des pensions.

La commission consultative, instituée auprès du département des finances, a émis un avis contraire; elle estime qu'il n'y a lieu d'admettre comme base des pensions et, par conséquent, comme base des retenues au profit des caisses des veuves, que les sommes touchées en numéraire; que cela résulte du texte et de l'esprit de la loi ainsi que des discussions qui ont précédé son adoption.

Il m'a été impossible de partager cette opinion.

La loi du 21 juillet 1844 porte :

« ART. 40. Sont compris dans l'évaluation de la moyenne du traitement, le casuel et les autres émoluments, tenant lieu de supplément de traitement. »

En principe, l'on ne peut pas contester qu'il ne soit possible de rémunérer les services des fonctionnaires autrement qu'en numéraire; la loi n'a pas défendu d'accorder, à titre de supplément de traitement, des prestations en nature appréciables en argent.

Le mot *émoluments* dont elle se sert semble au contraire indiquer qu'elle a entendu comprendre dans le traitement tous avantages quelconques tenant lieu de traitement.

Ce mot, pris dans le sens grammatical, a deux significations : Dans son acception la plus étendue, il désigne tout profit, tout avantage; dans son acception restreinte, il se dit pour appointements, traitement, salaire et plus particulièrement pour les profits et avantages casuels qui proviennent d'une charge par opposition aux revenus fixes et certains. (Voir dictionnaire de l'Académie.)

Ce qui prouve que la loi a pris cette expression dans le sens le plus large, c'est qu'elle y a ajouté le mot *autres* qui ne peut s'expliquer d'une manière différente.

Cette interprétation est d'ailleurs entièrement conforme à l'esprit de la loi, qui a eu pour but de mettre une corrélation exacte entre la pension et le traitement, sous quelque forme qu'il ait été touché.

Le rapport présenté à la chambre des représentants ne laisse, à cet égard, aucun doute.

Voici comment ce rapport s'exprime au sujet de la disposition de l'article 40 :

« C'est, en effet, sur le traitement *réel* que doit être calculée la pension. Les fonctionnaires qui touchent en tout ou en partie leur traitement, sous la forme de casuel, d'émoluments ou de remises, ne doivent point être lésés, à raison de ces faits, lorsqu'ils sont admis à la retraite. »

Si l'on consulte les discussions parlementaires qui ont précédé l'adoption de la loi, il résulte clairement des explications données sur la partie de l'amendement qui est devenu l'article 40, qu'il doit s'appliquer non-seulement aux profits touchés en numéraire, mais aussi aux avantages en nature.

Le Ministre de la justice (M. Leclercq), en présentant en quelque sorte l'exposé des motifs de l'amendement proposé, s'est exprimé ainsi qu'il suit :

« Cet amendement ne contient pas une disposition nouvelle, il reproduit simplement l'article 40 de l'arrêté-loi de 1844 qui est exécuté sans difficulté depuis 26 ans.

« J'ai suggéré à M. le Ministre des finances l'idée de cet amendement, parce que j'avais remarqué que la loi est incomplète, en ce qui concerne un grand nombre de fonctionnaires et d'employés ressortissant à mon département.

« C'est ainsi que les juges de paix jouissent d'un casuel. Ce casuel forme même la plus grande partie de leurs traitements, de sorte que si ce calcul n'existait pas, le traitement des juges de paix eût été fixé à un taux beaucoup plus élevé qu'il ne l'est. Il faut donc, pour être juste à leur égard, qu'on tienne compte de ce casuel pour la liquidation de leur pension.

« Ce que je dis des juges de paix, je le dirai des greffiers des justices de paix, des greffiers des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce.

« Si de la magistrature je passe à l'ordre administratif, je dirai que, dans l'administration des prisons, il existe un certain nombre d'employés qui ont des émoluments. On donne à quelques-uns de ces employés la nourriture, le chauffage, l'éclairage et le logement. D'autres n'ont pas ces émoluments et ont dès lors un traitement plus fort. Il est naturel qu'on tienne compte aux premiers de leurs émoluments, car s'ils n'en jouissaient pas, leur traitement serait aussi plus élevé. » (Voir le compte rendu de la séance de la chambre des représentants, du 26 janvier 1844, *Moniteur*, n^{os} 27 et 28.)

Rien, dans les documents parlementaires postérieurs, ni dans les discussions qui ont eu lieu depuis, ne démontre que le législateur de 1844, en adoptant l'amendement, tel qu'il avait été présenté, sauf un léger

changement de rédaction, ait voulu restreindre la portée attribuée à cet amendement et se départir de l'interprétation première qui y avait été donnée.

Tels sont les motifs qui semblent devoir faire consacrer le système adopté par l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

Il en a été référé au conseil des ministres qui y a donné son adhésion.

Bruxelles, le 24 juillet 1847.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'art. 37 de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 24 juillet 1844;

Sur la proposition de Nos Ministres de la justice et de la guerre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Le taux moyen pour lequel le casuel et les émoluments tenant lieu de supplément de traitement à plusieurs fonctionnaires et employés ressortissant à la caisse des veuves et orphelins du département de la justice, entreront dans la liquidation de leurs pensions, est fixé conformément au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. Le même taux servira pour la fixation des retenues à opérer à raison de ces émoluments au profit de ladite caisse.

ART. 3. Ces retenues seront prélevées sur le traitement fixe.

ART. 4. Le taux moyen arrêté par le tableau mentionné à l'art. 1^{er}, pourra être révisé, soit d'office, soit sur la demande des fonctionnaires ou employés intéressés.

Nos Ministres de la justice et de la guerre sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 29 juillet 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.
Le Ministre de la guerre,
PRISSE.

TAUX MOYEN DU CASUEL ET DES ÉMOLUMENTS.

I

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS AU TRAITEMENT FIXE DE :	LOGEMENT.	SOINS DU MÉDECIN ET FOURNITURES GRATUITES DE MÉDICAMENTS.
4,000 fr. et au-dessus.	1,000 fr.	100 fr.
3,600 à 4,000 fr.	900	100
3,200 à 3,600 fr.	800	100
2,800 à 3,200 fr.	700	100
2,400 à 2,800 fr.	600	50
2,000 à 2,400 fr.	500	50
1,500 à 2,000 fr.	400	50
1,000 à 1,500 fr.	300	50
700 à 1,000 fr.	200	50
500 à 700 fr.	150	25
Moins de 500 fr.	100	25

II

PRISONS.	TANTIÈMES.	
	DIRECTEURS.	CONTRE-MAÎTRES.
Maison de force à Gand.	500	250
— de réclusion à Vilvorde.	400	200
— de détention militaire à Alost.	550	500
— de correction à St-Bernard.	700	350
— pénitentiaire à Namur.	650	»

III

Habillement.	75
Couchage.	50
Feu et lumière.	100

IV

Rétribution payée aux portiers des villes et forteresses de

Mons.	365						
Tournay.	365						
Charleroy.	<table> <tr> <td>{ n° 1.</td> <td>300</td> </tr> <tr> <td>{ n° 3.</td> <td>250</td> </tr> <tr> <td>{ n° 3, 4 et 5.</td> <td>150</td> </tr> </table>	{ n° 1.	300	{ n° 3.	250	{ n° 3, 4 et 5.	150
{ n° 1.	300						
{ n° 3.	250						
{ n° 3, 4 et 5.	150						
Ath.	200						
Menin.	200						
Namur.	120						
Hasselt.	100						
Nieuport.	100						
Termonde.	100						
Philippeville.	50						
Mariembourg.	40						
Ypres.	25						

Approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 29 juillet 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

J. d'ANETHAN.

Le Ministre de la guerre,

PRISSE.

INSTITUTION ROYALE DE MESSINES. — DEMANDES D'ADMISSION. — PIÈCES
A JOINDRE AUX REQUÊTES.

1^{re} Div. 2^e B. N° 11909. — Bruxelles, le 50 juillet 1847.

A MM. les Gouverneurs.

La plupart des requêtes qui me sont adressées à l'effet d'obtenir l'admission à l'institution royale de Messines (province de la Flandre

occidentale) de filles de *militaires morts ou devenus invalides au service de l'État*, ne sont pas accompagnées des pièces nécessaires, ce qui occasionne des écritures et des retards inutiles. Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien faire reproduire, au *Mémorial administratif* de votre province, l'avis que j'ai fait insérer à ce sujet dans la partie officielle du *Moniteur* de ce jour, n° 211.

Le Ministre de la justice,
D'ANETHAN.

Admissions à l'institution royale, pour l'éducation des filles de militaires, morts ou devenus invalides au service de l'État.

AVIS.

Le Ministre de la justice invite les personnes qui lui adressent des demandes à l'effet d'obtenir l'admission à l'institution royale de Messines (province de la Flandre occidentale) de filles de militaires morts ou devenus invalides au service de l'État, à joindre à leurs requêtes des pièces qui constatent qu'elles se trouvent dans la catégorie des enfants ayant des titres à être reçus dans cet établissement, l'acte de naissance de ces jeunes filles et des certificats attestant qu'elles ont été vaccinées et ne sont atteintes d'aucune maladie.

Bruxelles, le 30 juillet 1847.

D'ANETHAN.

DISPENSAIRES OPHTHALMIQUES. — RAPPORT DE M. LE PROFESSEUR
VAN ROOSBROECK.

1^{re} Dir. 2^e B. N° 9424/11919. — Bruxelles, le 30 juillet 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Il existe à Gand un *dispensaire ophthalmique*, où sont traitées annuellement environ 4000 personnes atteintes de maladies d'yeux et des aveugles parmi lesquels 50 à 60 recouvrent, chaque année, la vue.

Les bienfaits que cet établissement procure aux classes pauvres et ouvrières et les frais minimes qu'il occasionne m'engagent à appeler

1
CDDP-211 m
1847
X

votre attention sur l'utilité qu'il y aurait à créer de semblables dispensaires dans diverses localités du pays.

Vous trouverez ci-joint, en copie, un rapport que m'a adressé à ce sujet M. le docteur Van Roosbroeck, professeur d'ophtalmologie à l'université de Gand, qui a créé le dispensaire dont il s'agit.

J'appelle, Monsieur le Gouverneur, toute votre sollicitude sur cet objet important, et je vous prie de vouloir bien me faire connaître la suite qui sera donnée à la présente.

Le Ministre de la justice,
D'ANETHAN.

ANNEXE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Un dispensaire pour les maladies des yeux, n'exige pas de local spécial; il peut être établi dans la maison du médecin qui en aurait la direction, comme cela a été fait à Bruxelles, après la suppression de l'hôpital du Pachéco, ou dans un hôpital, comme cela se fait à Gand, à la salle ordinaire des consultations gratuites.

Tous les jours à heures fixes, les malades atteints de maux d'yeux, tant de la campagne que de la ville, peuvent s'y présenter. On inscrit sur un registre leur nom, leur âge, leur profession, le diagnostic de leur maladie, le traitement auquel on les soumet, et les observations auxquelles ils peuvent donner lieu. Ceux qui ne sont pas indigents, artisans ou ouvriers, reçoivent les avis du médecin gratuitement, on leur prescrit les médicaments nécessaires en leur laissant la liberté de se les procurer chez le pharmacien de leur choix. Aux pauvres, aux ouvriers et aux artisans on délivre en même temps gratuitement les médicaments réclamés par l'état de leur maladie. A cet effet nous avons formé une petite pharmacie qui contient tous les médicaments qu'on emploie habituellement dans le traitement des maladies des yeux. Ces médicaments ne sont pas très-nombreux; toute notre pharmacie se trouve renfermée dans une armoire ordinaire.

Les frais de premier établissement ont pu s'élever à deux ou trois cents francs, parcequ'il a fallu nous procurer une balance, des mortiers, un porphyre, des mesures, des spatules, des bouteilles bouchées à l'émeril, pour renfermer les médicaments etc. Quant aux médicaments pour être délivrés aux malades, je persiste à croire que, lorsque le médecin veut se donner la peine de les préparer lui-même, sans passer

par les mains d'un pharmacien, comme nous le faisons à Gand, mon chef de clinique et moi, on peut suffire aux besoins de 8 à 900 malades par an, en dépensant une somme moyenne de cent francs pour le même laps de temps. Il faudrait le double et peut-être le triple de cette somme, si ces médicaments devaient être préparés et livrés par un pharmacien. La plupart des médicaments qui sont employés dans les maladies des yeux, ne sont administrés qu'à de très-petites doses, presque toujours de quelques grains. Ces médicaments qui presque tous sont de nature à bien se conserver, nous nous les procurons chez un bon droguiste, en quantités assez grandes pour pouvoir obtenir la remise accordée aux pharmaciens. Il en résulte que certaines années ou quelques approvisionnements importants doivent être renouvelés, nous dépensons 450 à 480 francs, mais par contre, il y a des années où ces dépenses ne s'élèvent qu'à 50 et même à 40 francs.

Lorsqu'il se présente des malades qui doivent subir une opération, ou qui réclament des soins assidus, s'ils sont de la ville, on les reçoit à l'hôpital, ou s'ils le préfèrent, nous allons les voir à domicile, toujours gratuitement; s'ils sont de la campagne, ou d'une autre ville, nous écrivons à l'administration de leur commune pour faire connaître la gravité de leur affection et la nécessité qu'il y a de retenir ces gens, pour quelque temps en ville. Nous prions l'administration de vouloir déclarer par écrit qu'elle consent à supporter les frais d'entretien de ces malades pendant leur séjour à Gand. Nous n'avons jusqu'ici rencontré aucune commune où l'administration se soit refusée à supporter ces frais. Comme le prix fixé par l'administration des hospices de Gand, pour les étrangers qui désirent être reçus à l'hôpital civil est trop élevé (3 1/2 francs par jour), nous avons, dans l'intérêt des communes, cherché des maisons où ces malades pourraient être logés à un prix moins élevé. Nous en avons trouvé plusieurs où les malades sont logés, nourris et soignés nuit et jour, à raison de 4 franc 50 c. par jour. C'est dans ces maisons que nous les plaçons et que nous allons les voir une ou plusieurs fois par jour, selon la gravité de leur maladie.

Cette organisation simple, mais qui demande un certain dévouement de la part du médecin qui se livre à une pareille entreprise, nous a depuis le commencement donné les meilleurs résultats. En effet le nombre des malades que nous traitons ainsi gratuitement, s'élève annuellement à près de 4000, il y a eu des années où ce chiffre a été dépassé. Le nombre des aveugles qui, annuellement, ont recouvré la vue, s'élève de 50 à 60. De manière que sans exagération l'on peut dire que depuis huit ans que le dispensaire est ouvert il a été donné des soins

et des médicaments gratuits à plus de sept mille malades, que plus de quatre cents aveugles ont recouvré la vue, cela sans que personne ait contribué pour un centime dans les frais de ces guérisons.

Gand, le 24 février 1845.

VAN ROOSBROECK.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-général du ministère de la justice,
 DE CRASSIER.

PRISONS. — PLANS. — HONORAIRES *.

1^{er} août 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
 A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu Notre arrêté du 12 juin dernier ¹, autorisant l'emploi d'architectes particuliers pour la rédaction et l'exécution des projets de travaux relatifs, soit à l'établissement de prisons nouvelles, soit à l'agrandissement ou à l'amélioration des prisons existantes;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Tout architecte qui aura été chargé par le département de la justice de rédiger et de faire exécuter des projets de travaux relatifs, soit à l'établissement de prisons nouvelles, soit à l'agrandissement ou à l'amélioration des prisons existantes, recevra de ce chef, suivant les cas, savoir :

a. Un pour cent du montant de l'adjudication pour la rédaction de projets complets, avec métré, devis et cahier des charges;

b. Deux pour cent du même montant pour les épures, dessins de détails, voyages et séjours quelconques faits pour assurer la bonne exécution des projets, mais alors seulement que le prix d'adjudication n'excédera pas deux cent mille francs (fr. 200,000).

Pour les épures, dessins de détails, voyages et séjours relatifs aux constructions, dont le chiffre de la dépense sera compris entre deux cent mille francs et un million, les honoraires, fixés d'après ce qui précède à 4,000 fr. pour un projet de 200,000 fr., seront de 1/2 p. c. de la différence qui existera entre 200,000 fr. et le chiffre du projet adjugé.

* *Moniteur*, du 8 août 1847, n° 220.

¹ *Voir* 12 juin 1847.

Il sera payé pour les épures, dessins de détails, etc., de tout projet adjudgé à un million et au-delà, une somme ronde de huit mille francs.

ART. 2. Les indemnités à payer aux architectes pour la surveillance journalière et permanente des travaux, seront déterminées d'après les mêmes bases que les honoraires pour épures, dessins de détails, etc.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
BARON J. D'ANETHAN.

PRISONS. — SUCCURSALES *

Laeken, le 8 août 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Attendu que l'encombrement dans plusieurs prisons a rendu nécessaire l'établissement provisoire de succursales tant de maisons de sûreté civile et militaire que de maisons d'arrêt;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Les dispositions législatives et réglementaires sur le régime des maisons d'arrêt et des maisons de sûreté civile et militaire sont applicables aux locaux désignés pour succursales de prisons par Notre Ministre de la justice, ainsi qu'à ceux à désigner ultérieurement par lui partout où le besoin s'en fera sentir.

ART. 2. Au-dessus de la porte d'entrée de chaque succursale sera placé un écriteau qui en indiquera la destination.

ART. 3. Le service dans les succursales sera fait par le personnel attaché aux prisons dont elles dépendent, dans lesquelles toutefois le registre d'écrou, pour tous les prisonniers indistinctement, continuera d'être tenu.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

* *Moniteur* du 26 août 1847, n^o 238.
1847.

COURS D'APPEL. — AUDIENCE DE RENTRÉE. — DISCOURS D'OUVERTURE. —
RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

Secrét. 2^e B. N^o 88. — Bruxelles, le 9 août 1847.

*A MM. les procureurs-généraux près les cours d'appel de Bruxelles
et de Gand.*

Ensuite de ma circulaire du 12 août 1844, 3^e div. n^o 419, vous m'avez transmis copie des discours prononcés à l'audience de rentrée conformément à l'art. 34 du décret du 6 juillet 1840.

Je vous prie de ne pas perdre de vue, cette année, l'art. 8 de la loi du 20 avril 1840, qui prescrit que le premier mercredi après la rentrée un rapport sur l'administration de la justice soit présenté par le chef du parquet à la cour assemblée en chambre du conseil, et de me faire parvenir avec la copie du discours qui sera prononcé à l'audience solennelle de rentrée, le rapport que vous soumettrez à la cour en chambre du conseil ainsi que l'arrêt qui sera rendu sur le réquisitoire que vous trouverez convenable de faire à cette occasion.

J'ai déjà eu lieu de vous faire remarquer que cette mesure est depuis long-temps observée à la cour d'appel de Liège; l'examen de l'arrêt ci-joint en copie, est de nature à montrer le bon effet qu'elle peut produire dans l'intérêt de l'administration de la justice et de la discipline.

Le Ministre de la Justice,
J. D'ANETHAN.

MAISON PÉNITENTIAIRE DE SAINT-HUBERT. — RÉGLEMENT. — APPROBATION.

Lacken, le 11 août 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Revu Notre arrêté du 20 mai 1844 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le règlement ci-annexé de la maison pénitentiaire de Saint-Hubert est approuvé.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
D'ANETHAN.

RÈGLEMENT DE LA MAISON PÉNITENTIAIRE DES JEUNES DÉLINQUANTS A
SAINT-HUBERT.

CHAPITRE PREMIER.

PERSONNEL, ATTRIBUTIONS.

ART. 1^{er}. Le personnel de la maison pénitentiaire des jeunes délinquants est composé comme suit :

- Un directeur ;
- Un aumônier ;
- Un médecin-chirurgien ;
- Un premier commis, chargé de la tenue des registres des deux services ;
- Un nombre de commis de 2^e et de 5^e classe, proportionné aux besoins de la comptabilité ;
- Un magasinier, chargé en même temps de la dépense ;
- Un portier et un nombre d'autres gardiens proportionné aux besoins du service ;

Un certain nombre de frères religieux, spécialement préposés à la surveillance des détenus et des travaux, à l'école, à l'infirmerie et aux divers services qui pourront leur être assignés.

ART. 2. Le directeur dirige et surveille tout ce qui concerne l'administration dans ses diverses branches, la discipline, la police et les travaux. Il préside à la réception, à l'inscription et à la sortie des détenus, visite au moins une fois par jour toutes les divisions de l'établissement, et transmet au Ministre de la justice les états de mouvement, de consommation et des besoins, et généralement toutes les indications qui lui sont demandées.

ART. 3. Tous les employés de la maison pénitentiaire, sans distinction, sont subordonnés au directeur.

ART. 4. Le supérieur des frères est chargé, sous les ordres du directeur, de la surveillance spéciale des détenus ; il dirige le personnel de cette surveillance et règle, d'après les instructions que lui donne le directeur, l'organisation des diverses branches du service qui lui est confié.

ART. 5. Le supérieur des frères parcourt successivement et plusieurs fois par jour les diverses parties de l'établissement, afin de s'assurer par lui-même de la régularité et de l'exactitude des surveillants dans l'exercice de leurs fonctions.

Il rend journellement compte au directeur de la marche du service, et met scrupuleusement à exécution les instructions qu'il peut lui donner à cet égard.

ART. 6. Les frères surveillants doivent se trouver à leurs postes respectifs depuis l'heure du réveil jusqu'à celle du coucher. Ils sont tenus d'observer et de maintenir rigoureusement les règlements.

Le directeur leur assigne, de concert avec le supérieur, les divers services des ateliers, de l'infirmerie, de l'école, de la cuisine, etc.

Les frères surveillants ne perdront jamais de vue les détenus confiés à leurs soins ; ils maintiendront strictement la règle du silence dans les ateliers, les dortoirs, l'école, la chapelle et le réfectoire, et veilleront d'une manière toute spé-

ciale aux relations des détenus pendant les récréations, de manière à prévenir toute intimité dangereuse, toute possibilité de corruption.

A la fin de chaque jour les frères rendront compte à leur supérieur de la marche du service qui leur est confié. Celui-ci, à son tour, communiquera immédiatement au directeur tous les faits dont il aura connaissance.

ART. 7. Le droit de punir les frères surveillants appartient exclusivement à leur supérieur, sauf au directeur, s'il y a lieu, à proposer au Ministre leur suspension, avec privation de tout ou partie du traitement, ou leur renvoi. Dans les cas graves, le directeur peut consigner dans leur quartier l'un des frères surveillants, à charge d'en référer immédiatement au comité.

ART. 8. L'aumônier se conformera aux règlements de la maison. Investi de la direction spirituelle des détenus, il peut les visiter à tout instant, excepté pendant les heures de travail, pour leur donner l'instruction religieuse ou des consolations.

ART. 9. Le médecin-chirurgien est tenu de visiter journellement l'établissement aux heures fixées par le règlement ou à déterminer ultérieurement. Chaque fois que son ministère est requis extraordinairement, il doit abandonner toute autre occupation pour se rendre à l'invitation du directeur. Il tient le registre dont il est fait mention à l'article 224 du présent règlement, et tous autres que pourra prescrire l'administration.

Après chacune de ses visites à l'infirmerie, le médecin examine les détenus qui auront réclamé ses soins.

Il est consulté pour tout ce qui concerne l'emploi des mesures hygiéniques.

Le mode de fourniture des médicaments est réglé par l'administration supérieure.

ART. 10. Les gardiens sont nommés et révoqués par le Ministre de la justice, sur l'avis du directeur.

Leur service est principalement extérieur; ils ne doivent avoir d'autres relations avec les détenus que celles qui sont expressément autorisées ou commandées par le directeur; ils n'ont d'ailleurs aucune autorité directe sur eux, si ce n'est pour empêcher les évasions ou lorsque leur présence est requise dans les quartiers pour le maintien de l'ordre ou tout autre motif grave. Ils veillent aux entrées et aux sorties, à la vérification et à l'emmagasinage des denrées et des matériaux, etc.; ils sont chargés des commissions au dehors. Ils rendent compte au directeur des infractions aux règlements qu'ils pourraient remarquer. Ils font le service de ronde à l'extérieur des quartiers et dans l'enceinte du mur de ronde. Quand ils ne sont pas de service, ils sont tenus de rester dans leur corps de garde et de se tenir prêts en cas de besoin.

ART. 11. Le directeur est autorisé à punir les gardiens qui manqueront à leurs devoirs, en les consignant pour un à huit jours, sauf à en faire mention au rapport journalier à transmettre au Ministre.

Il peut également, en cas d'urgence ou de faute grave, ordonner provisoirement leur suspension sans privation de traitement; il en est immédiatement référé, dans ce cas, au Ministre de la justice qui, s'il y a lieu, maintient la suspension avec privation de tout ou partie du traitement. Le gardien suspendu sera en tout cas consigné dans l'établissement.

ART. 12. Le gardien chargé de la porte extérieure de la maison fait l'inscrip-

tion sur un registre *ad hoc*, par jour, par heure et sans laisser de blanc, de tous les objets introduits dans l'établissement. Il inscrit également sur un autre registre tous les objets qui sont exportés de la maison, en faisant mention des permis de sortie du directeur. Ce registre est visé chaque jour par le directeur.

Tout objet importé dans l'établissement est visité par le directeur ou les employés spécialement délégués à cet effet.

ART. 13. Les attributions des commis et des autres employés dont il n'est pas fait mention dans les dispositions qui précèdent, sont déterminées par leur spécialité ou réglées par des instructions particulières. Si ces employés se rendent coupables d'inconduite ou s'ils manquent à leurs devoirs, le directeur en donne sur-le-champ connaissance au Ministre qui, s'il y a lieu, les suspend de leurs fonctions, avec retenue d'appointements pour un temps plus ou moins long, ou même prononce leur destitution.

ART. 14. Nul employé ou surveillant ne peut, sous aucun prétexte, s'absenter de l'établissement sans avoir obtenu préalablement un congé par écrit du directeur.

ART. 15. Le directeur ne peut s'absenter sans en avoir obtenu l'autorisation du Ministre. Cette même autorisation est requise pour toute absence d'un employé quelconque qui dépasserait quatre jours.

ART. 16. En cas d'absence ou de maladie du directeur, il est remplacé par un employé à désigner par le Ministre.

Néanmoins, s'il y a urgence, le président du comité peut autoriser le directeur à s'absenter et désigner provisoirement son remplaçant, sauf à en référer immédiatement au Ministre. Le supérieur des frères désigne, de commun accord avec le directeur, dans des circonstances analogues, le surveillant qui fera *interim* de ses fonctions.

ART. 17. Nul employé ne peut entrer ou sortir après dix heures du soir, si ce n'est avec l'autorisation du directeur.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne peut y passer la nuit sans la permission du directeur, qui en informe le comité.

ART. 18. Aucun employé ne peut, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être, soit directement ou indirectement, s'associer à quelque entreprise ou livraison concernant le service de la maison.

Nul employé ne peut, sans l'autorisation expresse du Ministre, faire servir à son usage particulier aucun objet appartenant à l'établissement, sous peine de destitution, sans préjudice à des poursuites judiciaires, s'il y a lieu.

ART. 19. Pourra être congédié tout employé qui, pendant la même année, aura encouru trois punitions. Il en sera de même de tous employés qui, par suite de délégations, saisies-arrêts, réclamations de créanciers ou d'autres circonstances, devront être considérés comme étant en demeure ou hors d'état d'acquitter leurs dettes.

ART. 20. Il est défendu aux employés, sous peine de suspension ou de destitution, selon la gravité des cas :

1° D'accepter d'un détenu, de ses parents, amis ou autres personnes, des dons ou promesses sous quelque prétexte que ce soit ;

2° D'acheter ou de vendre, de prêter ou d'emprunter quoi que ce soit aux détenus ;

3° De se charger, sans le consentement du directeur, d'aucune commission pour les détenus ;

4° D'exporter aucun effet appartenant aux détenus, sans une permission du directeur, dont il est fait mention dans un registre à ce destiné.

Les employés de l'établissement s'assemblent au moins une fois tous les mois, sous la présidence du directeur, pour se communiquer les observations qu'ils ont pu faire dans l'exercice de leurs fonctions respectives, et formuler telles propositions qu'ils jugent convenables dans l'intérêt des divers services de l'établissement.

Dans ces réunions, le directeur, l'aumônier, le médecin et le supérieur des frères ont seuls voix délibérative; les autres employés n'ont que voix consultative.

Chaque trimestre, l'assemblée des employés arrête, d'après les registres de conduite, les indications à porter au registre de comptabilité morale : l'extrait de ces indications est inscrit au livret de chaque détenu.

Les résolutions prises et les vœux émis dans les réunions sont mentionnés dans un procès-verbal et portés dans un registre qui est soumis au comité dans sa plus prochaine séance.

L'employé chargé de la tenue des procès-verbaux est désigné par le directeur.

Indépendamment des réunions mensuelles, obligatoires pour tous les employés, ceux-ci peuvent se présenter chaque jour, à une heure déterminée, chez le directeur, qui écoute leurs observations et leur donne, s'il y a lieu, des instructions.

Art. 21. Le directeur transmet chaque jour au président du comité de surveillance un rapport indiquant le nombre des détenus présents, les mutations et les événements survenus dans l'établissement, suivant le modèle arrêté par l'administration.

Il fournit tout les mois, d'après les modèles donnés :

1° Un état des mutations survenues dans la population ;

2° Un état de situation des ateliers, du nombre des détenus occupés aux diverses branches d'industrie, et des objets confectionnés pendant le mois ;

3° Un relevé des avances faites et des sommes perçues par lui pour compte de l'établissement.

Au commencement de chaque trimestre, le directeur remet également au comité :

1° Un état de situation des magasins du service intérieur, denrées et objets de consommation ;

2° Un état de situation des magasins, du service des travaux des matières premières et des objets confectionnés ;

3° Un état numérique du mouvement de la population, et de l'état sanitaire des détenus pendant le trimestre écoulé ;

4° Un état de situation des écoles indiquant le nombre d'élèves, les rentrées, les sorties, etc.

Au commencement de chaque année :

1° Un état du mobilier de la maison ;

2° Un rapport détaillé sur la situation de chacune des branches du service qui lui est confié, sur le personnel de l'établissement et sur les changements et améliorations qu'il croit utiles.

CHAPITRE II.

ENTRÉE DES DÉTENU. — QUARANTAINE.

ART. 22. Le détenu, à son entrée en prison, est conduit au greffe où l'on prend son signalement, et on l'inscrit sur les registres de la maison en lui assignant un numéro de classement.

ART. 23. Après cette inscription ; le détenu est conduit, par l'un des frères surveillants, dans la chambre des arrivants où il recevra la visite du médecin de l'établissement. S'il est reconnu en bon état de santé, on lui fait prendre un bain de propreté.

ART. 24. Après le bain, le condamné est revêtu du costume de la maison qui porte son numéro de classement sur le bras gauche ; on le conduit ensuite dans l'une des cellules de quarantaine où on lui donne lecture des dispositions du règlement relatives à la conduite des détenus.

ART. 25. Dans la première journée de sa séquestration, le détenu arrivant est visité dans sa cellule par l'aumônier et le supérieur des frères qui l'entretienement de sa vie passée et de sa vie nouvelle, et lui indiquent les moyens de se bien conduire dans la maison, d'y éviter les punitions et d'y mériter les récompenses.

ART. 26. La quarantaine des entrants varie de 2 à 10 jours suivant leur âge, leurs antécédents favorables ou défavorables, la nature de leur offense et de leur condamnation. Sa durée est déterminée par le directeur.

La durée de la quarantaine est portée à son maximum pour les détenus en état de récidive.

Ces mêmes détenus doivent également, sauf les cas extraordinaires et en vertu d'une décision spéciale du comité, passer au moins trois mois dans la division de punition et trois mois dans la division d'épreuve, avant de pouvoir être admis dans la division de récompense.

S'il le juge convenable, le directeur procure quelque ouvrage aux détenus en cellule et met à leur disposition, s'ils savent lire, quelques livres pieux. A la sortie de quarantaine, le directeur détermine la division dans laquelle doit être inscrit le détenu ; il lui fait remettre un livret et le fait conduire, par un des surveillants, à la place qui lui est assignée dans l'un des ateliers.

ART. 27. Si le médecin trouve le détenu entrant en état de maladie, il lui fait revêtir le vêtement réservé aux malades, et l'envoie à l'infirmerie, sauf à en donner immédiatement avis au directeur.

ART. 28. La quarantaine, dans le cas de transfèrement préalable à l'infirmerie, ne commence qu'après la guérison.

ART. 29. Les vêtements déposés par les condamnés à leur entrée dans l'établissement sont lavés et purifiés si on le juge nécessaire. Le magasinier les met soigneusement de côté avec tout ce qui les accompagne pour les remettre au prisonnier lors de son élargissement. S'ils sont trop usés ou trop malpropres, on les brûle.

ART. 30. Cependant, si la condamnation est à long terme, le directeur peut les céder aux détenus sortants ou les faire vendre au profit du détenu à qui ils appartiennent. Le montant du prix de cession ou de vente est versé à la masse du propriétaire.

ART. 51. Il est fait annotation exacte dans un registre ouvert à cet effet, ainsi que dans les livrets dont il est fait mention à l'article 26, des effets d'habillement et autres objets que les détenus déposent à leur entrée dans l'établissement, ainsi que du prix provenant de la vente de tout ou partie desdits effets.

CHAPITRE III.

CLASSEMENT DES DÉTENUS.

ART. 52. Les détenus sont divisés en trois catégories :

La première catégorie comprend ceux dont les antécédents sont le plus défavorables et dont la conduite est mauvaise. Cette catégorie porte le nom de : *Division de punition*.

La deuxième catégorie comprend les détenus dont les antécédents, sans être décidément défavorables et la conduite absolument mauvaise, ont néanmoins besoin d'être soumis à une épreuve plus ou moins longue, avant d'être définitivement classés parmi les bons ou les mauvais. Cette catégorie porte le nom de : *Division d'épreuve*.

La troisième catégorie est composée des détenus qui, par leurs antécédents favorables et leur bonne conduite soutenue dans le pénitencier, ont des titres à une distinction particulière. Cette catégorie porte le nom de : *Division de récompense*.

ART. 53. Ces trois divisions, bien que réunies dans les mêmes locaux et astreintes aux mêmes travaux, au même régime et aux mêmes exercices, sont néanmoins l'objet de distinctions particulières.

Pour faire reconnaître les détenus qui en font respectivement partie, on adoptera, pour chaque division, un signe distinctif à déterminer par le Ministre.

Les détenus de la division de punition seront astreints à certaines privations; les détenus de la division de récompense jouiront de certaines faveurs énumérées dans le présent règlement ou qui pourront être déterminées par la suite.

ART. 54. Le passage d'une division dans une autre est prononcé par le directeur, sur la proposition du supérieur des frères. On consultera à cet effet les registres de conduite et de punition.

L'examen qui précède le classement a lieu au commencement de chaque trimestre; les résultats en sont portés solennellement à la connaissance des détenus, réunis à cet effet dans la salle d'école, et les noms des détenus classés dans chaque division sont inscrits sur un tableau qui reste affiché dans l'un des principaux locaux de l'établissement.

CHAPITRE IV.

DEVOIRS DES DÉTENUS.

ART. 55. Les détenus doivent obéir à l'instant et sans observation aux ordres des employés.

ART. 36. Les détenus sont occupés et ne peuvent dans aucun cas se refuser à remplir la tâche qui leur est imposée.

ART. 37. Ils sont assujettis au silence le plus absolu pendant le travail, l'instruction, le repas, et généralement pendant tous les exercices prescrits par le règlement.

Pendant les récréations, les détenus doivent, sauf les exemptions qui peuvent leur être accordées dans certains cas exceptionnels, se livrer aux exercices corporels institués dans l'intérêt de leur santé.

ART. 38. Les détenus doivent observer avec une scrupuleuse attention les règles de discipline, de propreté et d'hygiène prescrites par les règlements.

ART. 39. Les articles du règlement qui concernent particulièrement les détenus ainsi que le programme de leur nourriture et le tarif des tâches et des gratifications, sont affichés dans la maison, aux lieux où il leur sera le plus facile de les lire.

ART. 40. Si un détenu croit avoir des sujets de plainte, il les expose au frère chargé de la surveillance spéciale de sa division, qui a soin de les faire parvenir au supérieur; il peut aussi directement donner connaissance de ses griefs au supérieur des frères ou au directeur. Celui-ci fixe, à cet effet, l'heure à laquelle il reçoit chaque jour les détenus qui ont à lui faire des demandes ou des réclamations.

ART. 41. En outre, il est placé dans le réfectoire un tronc pour les réclamations, dont le commissaire du mois a seul la clef, et dont le contenu est communiqué à chaque séance du comité.

Toute plainte ou accusation portée par un détenu, contre un employé, reconnue calomnieuse ou non fondée, est punie.

CHAPITRE V.

DIVISION DE LA JOURNÉE. — MESURES D'ORDRE ET DE POLICE.

ART. 42. Les divers exercices des détenus, les passages d'un lieu à un autre sont annoncés au son de la cloche.

ART. 43. Les heures du lever et du coucher sont réglées comme suit :

	Lever.	Coucher.
En mai, juin, juillet et août,	5	8 1/2
Avril et septembre,	5	7 1/2
Mars et octobre,	6	8 1/2
Novembre, décembre, janvier et février,	7	9

Il est toutefois loisible au directeur d'avancer ou de retarder l'heure du lever ou du coucher, eu égard aux circonstances.

ART. 44. Au signal de la cloche pour le lever, les détenus s'habillent, plient leurs effets de couchage, et brossent leurs habits et leurs souliers.

ART. 45. Dix minutes après, au second coup de cloche, les portes des cellules ou alcôves sont ouvertes, et les détenus se rendent en ordre et en silence, successivement et par section de dortoirs, au lavoir. Ils passent ensuite dans le réfectoire, où la prière du matin est dite à haute voix par l'un des frères surveillants.

ART. 46. Après la prière, on fait la distribution du pain et de la boisson chaude. A la suite du déjeuner, les détenus prennent place dans leurs ateliers respectifs, où les travaux commencent immédiatement.

ART. 47. Pendant la bonne saison, du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, les détenus ont une récréation le matin, de 8 à 8 1/2 heures.

ART. 48. Le dîner a lieu en toutes saisons à midi et demi ; il est servi dans le réfectoire et ne peut durer plus de vingt minutes. Il est précédé d'une récréation de trois quarts d'heure pendant le semestre d'été, du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, et d'une heure pendant le semestre d'hiver.

ART. 49. A cinq heures on sert le souper dans le réfectoire. Après le souper, qui dure vingt minutes, les détenus ont une demi-heure de récréation, à la suite de laquelle ils reprennent leurs travaux jusqu'à l'heure du coucher.

ART. 50. Les récréations ont lieu, autant que possible et chaque fois que le temps le permet, dans les préaux, sous la surveillance constante des frères religieux ; elles consistent en exercices gymnastiques qui se renouvellent au moins quatre fois par semaine, et en jeux ayant principalement pour but de développer la force et l'adresse des enfants.

Pour les exercices gymnastiques, les détenus pourront être divisés en deux sections, d'après leur âge, leur degré de force et d'adresse. Chaque section sera exercée alternativement sous la direction de l'employé spécialement chargé de l'enseignement de la gymnastique.

Dans les mauvais temps et pendant la saison d'hiver, lorsqu'il est impossible de faire aller les détenus au préau, on les réunit dans la galerie extérieure ou dans le réfectoire.

Dans ce cas, les surveillants peuvent leur faire des lectures instructives et amusantes, instituer des conférences et faire contribuer ainsi les récréations à l'œuvre de l'amélioration morale et intellectuelle des détenus.

Les jeux de hasard, les cartes, les dés sont strictement défendus.

ART. 51. Lorsque sonne la cloche du coucher, les détenus passent au réfectoire où l'on récite la prière du soir qui, de même que celle du matin, est suivie d'une hymne ou chant religieux ; puis ils se rendent en ordre et en silence dans leurs cellules respectives dont les portes sont immédiatement closes jusqu'au lendemain matin.

ART. 52. Pour se rendre d'un local dans un autre, les détenus marchent rangés sur une seule file et en silence. Le même ordre est observé pendant les promenades et les évolutions, lorsque les enfants ne se livrent pas aux jeux et aux exercices corporels commandés par l'intérêt de leur santé.

ART. 53. Si l'on observait que la réunion des détenus dans le préau ou le réfectoire à l'heure des récréations offrit des inconvénients, le directeur pourra les partager en deux ou trois sections, en assignant à chacune des heures de récréations différentes. On observera autant que possible, dans ce cas, le classement des divisions prescrit à l'art. 52 du présent règlement.

ART. 54. Chaque repas est précédé et suivi d'une courte prière ; pendant la durée du repas l'un des frères fait une lecture morale ou instructive aux détenus.

ART. 55. Le service de surveillance sera organisé de telle manière que les détenus ne puissent jamais être seuls ni se soustraire aux regards des surveillants

préposés à leur garde. L'ordre de ce service est réglé par le directeur qui donne, à cet égard, au supérieur des frères les instructions nécessaires. Aucun service de surveillance ne peut être confié aux détenus; il est aussi strictement défendu de leur confier les clefs d'aucun des locaux de l'établissement.

ART. 56. Nul détenu ne peut s'absenter d'un lieu quelconque sans l'autorisation du frère surveillant. Cette autorisation se demandera au moyen de signes à convenir.

ART. 57. Il est remis à chaque surveillant un nombre déterminé de marques ou signes. Tout détenu qui obtient la permission de s'absenter doit être muni d'un de ces signes, qu'il porte de manière à pouvoir être aperçu par tout employé qu'il rencontre sur son passage.

ART. 58. Nul détenu ne peut s'arrêter dans les cours, corridors, etc., ni demeurer absent au delà du temps rigoureusement nécessaire pour l'objet qui a nécessité sa sortie.

ART. 59. Deux détenus ne peuvent jamais se trouver ensemble au cabinet d'aisances; le détenu, après avoir obtenu l'autorisation de sortie, doit se munir d'un signe déposé à une place apparente qu'il remet en rentrant, sinon il est sévèrement puni.

ART. 60. Le soir, après la fermeture des cellules, les frères surveillants se réunissent dans la chambre de leur supérieur pour lui faire leur rapport journalier et lui remettre les clefs des divers locaux soumis à leur surveillance. Ces clefs leur sont rendues de la même manière le matin après le premier coup de cloche pour le lever.

Le supérieur des frères remet à son tour au directeur, après la revue du soir, un rapport sur les événements survenus pendant la journée.

ART. 61. Les dortoirs cellulaires, l'infirmerie et l'extérieur des bâtiments sont éclairés pendant la nuit.

ART. 62. Trois frères surveillants, ou un plus grand nombre si on le juge nécessaire, sont logés de distance en distance dans les dortoirs, où on leur affectera, à cet effet, des cellules séparées. Ils font au moins une fois le tour des cellules pendant la nuit et visitent les cellules des détenus que quelque circonstance particulière recommande à leur surveillance spéciale.

L'heure des rondes intérieures est déterminée par le directeur, d'accord avec le supérieur des frères.

ART. 63. Chaque jour les frères surveillants visitent minutieusement les dortoirs, les cellules, les couchettes, etc., afin de s'assurer s'il n'y existe aucune dégradation, ni aucun préparatif d'évasion.

Le moindre indice de tentative à cet égard est signalé au supérieur des frères, qui en fait aussitôt part au directeur. Le directeur et le supérieur font eux-mêmes, de temps en temps, ces investigations.

ART. 64. En cas d'évasion, ou dans toute autre circonstance grave, les surveillants avertissent immédiatement le directeur et le supérieur des frères au moyen de signaux convenus. Tous les détenus doivent, au besoin et lorsqu'ils en sont requis par l'une des personnes préposées à leur surveillance, lui prêter main-forte et la seconder de tous leurs efforts, sous peine des punitions les plus sévères, dont l'application est laissée au directeur et au comité.

ART. 65. Le service nocturne des gardiens à l'extérieur des bâtiments est

organisé d'une manière analogue à celui des surveillants à l'intérieur. Les clefs de la porte principale de la maison et des autres portes dont la garde est confiée aux gardiens, sont remises chaque soir au directeur, qui règle les heures de ronde de manière à ce qu'elles ne puissent être prévues ni à l'extérieur ni à l'intérieur, et prend d'ailleurs les autres précautions qu'il juge nécessaires afin de garantir, pendant la nuit, la sécurité de l'établissement.

Art. 66. Le directeur, dans sa visite journalière des locaux de l'établissement, s'assure par lui-même de l'ordre qui y règne, de l'observation des règles d'hygiène et de propreté. Il constate la nécessité des réparations et exerce également la plus grande surveillance sur les poêles, les cheminées et tous les lieux de la maison où il pourrait se trouver du feu.

CHAPITRE VI.

TRAVAIL, TARIF DES GRATIFICATIONS.

Art. 67. Le directeur, d'accord avec le supérieur des frères, assigne aux détenus des occupations en rapport avec leur âge, leurs forces et leur aptitude. Tous les détenus, particulièrement ceux qui appartiennent à la population rurale, sont autant que possible employés alternativement aux travaux de culture et de jardinage, dans les jardins de l'établissement et les terrains qui pourront y être annexés.

Art. 68. Les matières premières et tout le matériel des ateliers sont confiés à la garde et mis sous la responsabilité du supérieur des frères sous la surveillance du directeur.

Art. 69. Les surveillants sont chargés, sous les ordres du supérieur, du maintien de la discipline dans leurs divisions respectives; ils instruisent et dirigent les détenus placés sous leurs ordres, leur distribuent l'ouvrage, l'examinent et le reprennent lorsqu'il est terminé.

Art. 70. Chaque surveillant d'atelier inscrit sur un état qui lui est remis à cet effet, à mesure qu'il délivre des objets à confectionner à un détenu, le numéro et le nom de celui-ci, la date de la remise, la nature, la qualité et la quantité des objets. Il porte les mêmes indications sur son état à l'égard des objets confectionnés que lui rend le détenu.

Art. 71. Il tient un registre des bonnes et mauvaises notes, d'après le mérite, la nature du travail et la conduite des détenus. Ces notes, jointes à celles que recueillent les surveillants des autres services, sont transmises chaque semaine au directeur qui les résume sur son registre particulier.

Art. 72. Les détenus travaillent et sont rétribués autant que possible à la pièce, d'après le tarif établi.

Chaque détenu est tenu mensuellement à un *maximum* de tâche, qui est déterminé par le directeur; ce n'est que dans le cas où il atteint à ce *maximum* qu'il participe aux gratifications; dans le cas contraire, il peut lui être fait, à titre de punition, une retenue équivalente au déficit constaté.

Art. 73. Les détenus sont responsables des ouvrages qui leur sont confiés; ils doivent les rendre en même qualité et bien confectionnés.

Ils sont également responsables des outils et autres instruments mis à leur

disposition pour la confection desdits ouvrages. Ils doivent représenter lesdits objets chaque fois qu'ils en sont requis par le frère préposé à leur surveillance.

ART. 74. Le directeur choisit, d'accord avec le supérieur des frères, les détenus à employer au service domestique, à la préparation des aliments, au lavage et à l'entretien du linge et des habillements, au soin des malades, etc.

ART. 75. Les gratifications pour le service domestique sont payées suivant le tarif arrêté à cet effet.

ART. 76. Aucune délivrance des matières premières, d'effets confectionnés ou d'outils, ne se fait sans récépissés des employés auxquels ils sont remis. Ces récépissés seront revêtus du visa du directeur.

ART. 77. Les états dont il est fait mention à l'article 70 sont remis chaque semaine, revêtus du visa du supérieur des frères, au directeur, afin qu'ils puissent, après vérification, servir à la formation des états du travail et des listes mensuelles des gratifications.

CHAPITRE VII.

COMPTABILITÉ ET EMPLOI DU PÉCULE.

ART. 78. Le directeur soumet chaque mois au comité les comptes mensuels comprenant :

- 1° Le montant des gratifications allouées à chaque détenu ;
- 2° Le montant des retenues et des avances faites sur le pécule, en vertu des articles 81 et 86 ;

Et 3° l'indication de la quotité des gratifications qui doivent être versées au profit des masses de réserve.

ART. 79. Le comité ou l'un de ses membres, spécialement délégué à cet effet, approuve et vise le mandat pour le paiement des gratifications d'après l'état mensuel récapitulatif; le montant de ces gratifications est déposé pour compte des détenus à la caisse d'épargne. — Le montant des retenues est versé au trésor.

ART. 80. Le montant des gratifications mensuelles est inscrit au livret de chaque détenu.

Ce livret contient deux divisions consacrées, l'une à la quotité du pécule, l'autre à l'emploi qui en a été autorisé pendant la détention.

ART. 81. Cet emploi est limité aux cas suivants : frais de réception et d'affranchissement des lettres ; achat de caleçons et de gilets de dessous ; envoi de dons et de secours à la famille ; réparation envers la partie lésée ; paiement d'obligations contractées avant la détention.

ART. 82. L'autorisation pour cet emploi doit être demandée huit jours à l'avance au directeur. Le dimanche suivant il en est rendu compte aux détenus.

ART. 83. La remise des livrets avec l'inscription de la note indicative de la conduite et des gratifications du mois a lieu le dimanche. Cette remise est faite par le supérieur des frères lui-même à ceux des détenus que quelques faits particuliers signalent à son attention.

ART. 84. Les dépenses autorisées pendant la détention ne peuvent, sauf dans les cas exceptionnels, et avec l'approbation du comité, excéder le tiers

du pécule inscrit au livret ; le surplus a exclusivement pour objet : 1^o de vêtir le détenu à sa sortie ; 2^o de lui procurer les frais de route jusqu'au lieu de sa résidence ; 3^o de lui faciliter dans ce lieu l'achat des objets nécessaires à l'exercice de son métier, et les premières avances indispensables pour subvenir à son existence jusqu'à ce qu'il ait obtenu du travail.

ART. 85. L'introduction et l'usage de toute monnaie sont interdits aux détenus.

ART. 86. Ils sont tenus de payer les détériorations qu'ils ont fait subir, par leur faute, aux instruments ou matériaux qui sont mis entre leurs mains.

ART. 87. En cas de mort d'un détenu pendant sa captivité, son pécule est versé dans la caisse de secours.

ART. 88. Il est formé un livre de caisse dans lequel chaque détenu a son compte ouvert, en entrée et en sortie, pour toutes ses recettes et dépenses. Chaque trimestre, ce compte est rapporté sur son livret.

L'argent déposé par le détenu à son entrée, le produit de la vente des effets à lui appartenant et généralement toute somme qui peut lui parvenir pendant sa détention, sont déposés pour son compte, de même que le pécule, à la caisse d'épargne.

ART. 89. Il est formé une caisse de secours pour les prisonniers qui, à leur sortie, n'auraient pas de moyens de subsistance, et qui n'auraient pu, pour des causes indépendantes de leur volonté, accumuler une somme suffisante pour satisfaire à leurs premiers besoins.

ART. 90. On appliquera au profit de cette caisse, indépendamment du montant du pécule des détenus décédés, une partie de la subvention qui pourra être portée au budget pour l'institution du patronage, ainsi que les dons et subsides qui lui seront spécialement alloués.

CHAPITRE VIII.

ÉCOLE.

ART. 91. Les détenus reçoivent chacun journellement une heure et demie d'instruction, et deux heures le dimanche et les jours de fête. On les divisera d'après leur âge, leurs capacités et leur degré d'instruction. Les enfants âgés de moins de 12 ans et ceux qui ne peuvent être occupés utilement, ont journellement une heure au moins de leçons en sus, qui est imputée sur le temps consacré aux travaux.

L'instruction est donnée, en règle générale, le matin en été, le soir en hiver.

ART. 92. Le frère instituteur inscrit sur un registre l'admission, la date d'entrée, le numéro d'ordre de l'élève, ses nom et prénoms, son âge, le temps de la peine déjà écoulé, ce qu'il en reste à subir et le degré d'instruction qu'il possède ; une colonne en blanc sert à y inscrire la date de la sortie et toute autre observation.

ART. 93. L'enseignement comprend la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le dessin linéaire, des notions élémentaires d'histoire et de géographie, et les autres connaissances qui peuvent être jugées d'une utilité pratique. Indé-

pendamment de ces connaissances élémentaires, il y a un cours de chant dont la fréquentation peut être considérée comme un moyen de récompense. Lorsque la connaissance du chant aura été suffisamment généralisée, on pourra le faire entrer comme élément essentiel dans les exercices et les jeux. Il sera fait à cet effet des propositions spéciales par le directeur et le comité. Il y aura au moins deux leçons de calcul mental par semaine.

ART. 94. L'enseignement se fait d'après la méthode simultanée. Dans la distribution du travail les instituteurs se conformeront aux prescriptions d'un tableau indiquant par jour et par heure les matières d'enseignement dont ils s'occupent.

Ce tableau sera affiché dans la salle.

ART. 95. L'instituteur s'attachera à développer les facultés intellectuelles et morales de ses élèves, et à leur inculquer des règles de bonne conduite.

Il sera secondé à cet effet par les surveillants et généralement par tous les employés de l'établissement qui seront en rapport plus ou moins direct avec les détenus.

Tous les trois mois l'instituteur fera concourir ses élèves sur toutes les branches d'enseignement, et il annotera les places obtenues par ces derniers dans le registre dont il est parlé à l'art. 100 du règlement.

Des prix et des accessits pourront être accordés annuellement aux élèves qui se seront le plus distingués par leur conduite et leurs progrès.

ART. 96. Le Ministre se réserve l'approbation des livres qui pourront être mis entre les mains des élèves, ou d'après lesquels l'instituteur leur donnera l'instruction.

ART. 97. L'instituteur peut, avec l'agrément du directeur, choisir dans les classes supérieures les élèves qui se distinguent par leur application et leurs progrès, pour s'en faire assister dans l'enseignement des classes inférieures dans leurs catégories respectives.

Les assistants ou moniteurs reçoivent, chaque semaine, trois leçons spéciales d'au moins une heure chacune.

Le montant des gratifications spéciales à allouer aux moniteurs est déterminé comme suit :

Moniteurs généraux,	6 centimes.
» de 1 ^{re} classe,	4 »
» de 2 ^e classe,	3 »

respectivement par leçon. (Disp. du 31 mai 1845, n° 11460.)

ART. 98. La classe commence par une prière; ensuite l'instituteur fait l'appel nominal des élèves; il inscrit les absents sur un registre à ce destiné. S'il en est dont on ne puisse justifier l'absence, il en est fait rapport au directeur.

ART. 99. L'obéissance est la première obligation des détenus envers l'instituteur; celui-ci doit mettre tous ses soins à maintenir dans l'école la discipline, le silence et l'ordre.

Il doit veiller à ce que le temps passé à l'école soit toujours employé de la manière la plus profitable à l'avancement des élèves.

ART. 100. L'instituteur tient sur un registre note exacte de la conduite, de l'application et des progrès des élèves.

Art. 101. Il en fait tous les mois un rapport au directeur, qui décide des récompenses à accorder et des punitions à infliger. Mention est faite de ces punitions et de ces récompenses, avec l'indication des dates et des motifs, sur le registre dont il est parlé à l'article précédent.

Le résumé en est porté trimestriellement au livret et au compte moral de chaque détenu.

CHAPITRE IX.

INSTRUCTION MORALE ET RELIGIEUSE. — SERVICE DIVIN.

Art. 102. Pendant le semestre d'été, les dimanches et les jours de fête, le lever a lieu une heure plus tard que les autres jours.

Les dimanches et fêtes non abrogées, après le déjeuner et après que le directeur a passé la revue de propreté, les détenus appartenant à la religion catholique se rendent à la chapelle pour entendre la messe et le sermon.

Les mêmes jours, l'hiver avant et l'été après le repas du soir, les détenus assistent au salut, à la suite duquel l'aumônier ou le supérieur des frères leur fait une instruction morale.

Art. 103. Tous les jeudis au soir les détenus se réunissent également à la chapelle pour y entendre une instruction comme le dimanche.

Il est célébré, pour chaque détenu décédé, une messe funèbre à laquelle assistent les détenus.

Art. 104. On a d'ailleurs égard, pour ce qui concerne l'exercice du culte, aux dispositions de l'arrêté du 11 octobre 1826, pour autant qu'elles ne sont pas en opposition avec le présent règlement.

Les détenus étrangers à la religion catholique reçoivent, autant que possible, l'instruction des ministres de leurs cultes respectifs et jouissent d'une liberté entière en ce qui concerne les pratiques et les exercices commandés par ces cultes.

Art. 105. Le supérieur ou le frère qu'il désigne consacre les trois premiers jours de chaque trimestre pour faire l'explication aux détenus des dispositions réglementaires qui les concernent. Il saisit cette occasion pour leur rappeler leurs devoirs, les fautes qu'ils peuvent avoir commises et les punitions encourues, pour signaler les preuves d'amendement, les bonnes actions et les récompenses méritées.

Art. 106. Les dimanches et les jours fériés sont particulièrement consacrés à l'instruction morale et religieuse; toutefois, hors des heures consacrées au service divin, aux instructions, à l'école et aux repas, les détenus peuvent se livrer aux jeux et aux exercices autorisés dans l'établissement.

Art. 107. Il est établi dans la maison pénitentiaire une bibliothèque circulante dont les ouvrages sont, les dimanches et fêtes, mis à la disposition des détenus qui savent lire.

Art. 108. La garde et l'entretien de cette bibliothèque, composée d'ouvrages moraux et instructifs, sont confiés au frère chargé des fonctions d'instituteur. Il inscrit sur un registre à ce destiné les noms des détenus qui reçoivent des

livres en lecture, le titre des ouvrages, le jour du prêt et la date de la remise, qui doit avoir lieu avant qu'un nouvel ouvrage soit prêté.

Art. 109. Les jeunes détenus professant le culte catholique, qui n'ont pas fait leur première communion, assistent aux instructions spéciales et au catéchisme que fait le supérieur ou l'un des frères, sous la direction et la surveillance de l'aumônier. L'heure et la durée de ces exercices spirituels sont fixées par le directeur, d'accord avec l'aumônier.

Art. 110. On peut étendre la fréquentation du catéchisme et des instructions spéciales aux enfants dont l'instruction religieuse n'est pas jugée suffisante.

Art. 111. Indépendamment des exercices dont il est fait mention dans les articles précédents, il y a, chaque année, une retraite spirituelle pendant laquelle les heures qui suivent le repas du soir sont consacrées à des instructions et à des exercices religieux. L'ordre de ces exercices est réglé par le directeur, sur la proposition de l'aumônier.

Art. 112. On observera scrupuleusement, pour tout ce qui concerne la tenue de la comptabilité morale, les dispositions de l'arrêté du 15 juillet 1831 et des instructions qui ont été données postérieurement à ce sujet.

Il est strictement défendu aux détenus d'adresser ou de faire adresser des pétitions pour obtenir des grâces ou des remises de peines.

Les propositions de grâces adressées au Ministre de la justice par le comité, seront accompagnées de propositions spéciales dressées par les employés.

CHAPITRE X.

PUNITIONS.

Art. 113. Toute désobéissance, toute infraction à la règle du silence, la paresse, la négligence dans l'accomplissement des devoirs, la malpropreté, le défaut d'ordre, l'irrévérence à la chapelle et pendant les instructions, le défaut d'application à l'école, toute dégradation ou détérioration, en un mot toute infraction au règlement est punie suivant la gravité du cas.

Art. 114. Les punitions sont les suivantes :

Privations de l'usage du pécule, de l'autorisation de correspondre, de recevoir des visites, de prendre part aux récréations et de toutes autres faveurs ou distinctions accordées aux détenus qui se comportent bien ;

Retenues ou privations des gratifications ;

Réprimandes adressées publiquement ; mises à l'ordre du jour ;

Signes distinctifs à l'habillement ; séquestration cellulaire avec ou sans réduction de nourriture, avec ou sans interdiction du travail ou de la lecture ;

Séquestration dans une cellule obscure au pain et à l'eau ; radiation du tableau d'honneur et renvoi dans une catégorie inférieure ;

Propositions de retirer en tout ou en partie les grâces accordées.

Art. 115. Ces punitions peuvent être infligées soit séparément soit cumulativement ; elles sont prononcées par le directeur avec les restrictions suivantes :

Art. 116. Lorsque la faute est de nature à entraîner une punition sévère et une réclusion de plus de 14 jours, il en est fait rapport au comité qui en dé-

termine la mesure et la durée, sans cependant que la séquestration cellulaire puisse excéder trois mois et quatre mois en cas de récidive.

ART. 117. C'est aussi le comité qui, sur le rapport du directeur, prononce, le cas échéant, la radiation du nom du détenu inscrit au tableau d'honneur, et le renvoie dans une autre catégorie inférieure.

ART. 118. Les détenus en cellule de punition ont un lit de camp ou briche avec ou sans paille, au lieu d'une couchette ordinaire, à moins que le directeur, sur l'avis du médecin, n'en décide autrement.

ART. 119. Dans le cas où l'on prononce la mise au pain et à l'eau, pour plus de trois jours, il est accordé de jour à autre le régime ordinaire au détenu en punition.

Dans tous les cas, le détenu mis au régime du pain et de l'eau reçoit demi-ration de pain.

ART. 120. Pendant la durée de la séquestration cellulaire, le détenu est visité au moins tous les jours par le médecin qui fait telles propositions qu'exige le soin de sa santé.

ART. 121. Il est fait mention, au rapport journalier, des punitions infligées; elles sont inscrites trimestriellement, avec indication des motifs qui les ont provoquées, au registre spécial de punitions qui est présenté à chaque séance du comité, au livre de comptabilité morale, et dans les livrets des détenus qui les ont subies.

ART. 122. Le directeur dresse immédiatement procès-verbal des faits qui présentent le caractère d'un crime ou d'un délit.

Ce procès-verbal est directement transmis au procureur du roi, s'il y a lieu, et copie en est adressée au comité. Le détenu inculpé peut être séquestré provisoirement en cellule.

CHAPITRE XI.

RÉCOMPENSES.

ART. 123. Les récompenses décernées à la bonne conduite, à l'application, au zèle et aux progrès dans le travail et à l'école, aux actes méritoires quels qu'ils soient, sont les suivantes :

1^o Autorisation de correspondre avec la famille, de recevoir des visites, de disposer d'une partie du pécule de la manière autorisée par le règlement;

2^o Admission à certains emplois de confiance, à certains exercices, tels que les cours de chant, de musique, etc. ;

3^o Éloges adressés publiquement aux détenus qui les ont mérités;

4^o Passage d'une catégorie inférieure dans une catégorie supérieure;

5^o Inscription sur un tableau d'honneur;

6^o Envoi à l'école de réforme;

7^o Propositions de grâces ou de réductions de peine.

Les récompenses mentionnées dans les nos 5, 6 et 7 ne peuvent être accordées qu'aux détenus inscrits dans la division de récompense.

ART. 124. Les récompenses mentionnées dans les nos 1 à 4 de l'article qui précède sont accordées par le directeur, sur la proposition du supérieur des

frères ; les autres récompenses sont décernées par le comité, sur la proposition du directeur et du supérieur des frères.

ART. 125. L'inscription au tableau d'honneur est limitée aux jeunes détenus appartenant à la troisième division qui, pendant les trois mois précédents, n'ont subi aucune punition.

Les détenus inscrits au tableau d'honneur portent un signe à déterminer par le directeur et le comité.

Le tableau est encadré sous glace, et suspendu dans la salle d'école.

ART. 126. Les propositions d'admission à l'école de réforme, de même que les propositions de grâces ou de réductions de peine, ne peuvent être faites, sauf les cas extraordinaires, qu'en faveur des détenus appartenant à la troisième division, qui ont été portés au moins pendant deux trimestres consécutifs sur le tableau d'honneur.

ART. 127. Les propositions dont il s'agit dans l'article précédent sont transmises par le comité au Ministre de la justice, avec indication sommaire des titres sur lesquels elles s'appuient et des circonstances qui les ont motivées.

ART. 128. Il est fait mention des récompenses décernées, conformément aux trois premiers nos de l'art. 125, dans le rapport du directeur au comité.

Quant aux récompenses décernées, conformément aux quatre derniers numéros du même article, elles sont, de même que les punitions, inscrites au registre de la comptabilité morale et dans les livrets des détenus.

ART. 129. La proclamation des récompenses accordées et des punitions infligées est faite chaque semaine, à la suite du service divin, en présence de tous les détenus réunis à cet effet par le directeur, qui tire parti de cette circonstance pour adresser aux détenus ses réprimandes ou ses encouragements.

Le comité s'associe autant que possible à cet acte solennel, lorsqu'il s'agit de récompenses ou de punitions qu'il a prononcées.

CHAPITRE XII.

VISITES AUX DÉTENUS. — CORRESPONDANCES.

ART. 130. Toute visite d'étrangers aux détenus est interdite, sauf dans les cas graves et exceptionnels, dont l'appréciation est laissée au directeur.

ART. 131. Les visites des proches parents peuvent être autorisées par le directeur ; elles se font au parloir, en présence de l'un des surveillants. La faveur de recevoir des visites n'est accordée qu'aux détenus qui se comportent bien, et seulement une fois par trimestre.

ART. 132. Les jours, les heures et la durée des visites sont déterminés par le directeur, qui peut admettre à cet égard telles exceptions qu'il juge convenable, à raison des circonstances et de la position particulière de certains détenus ou de certains visiteurs.

ART. 133. Il est strictement défendu aux visiteurs de rien introduire dans l'établissement ni de rien donner aux détenus.

ART. 134. Les détenus atteints de maladies graves ou condamnés à garder le lit peuvent, sans même qu'ils en aient manifesté le désir, recevoir des visites, sur un ordre signé par le directeur, qui prend, au préalable, l'avis du médecin.

ART. 135. Ce n'est que les dimanches et fêtes, et avec la permission du directeur, qu'il est permis aux détenus d'écrire des lettres.

ART. 136. Toutes les lettres écrites par les détenus, ou qui leur sont adressées, à l'exception des réclamations dont il est fait mention à l'art. 41, sont soumises, préalablement à leur envoi ou à leur remise, au visa du directeur, qui peut, s'il y a lieu, prendre l'avis du supérieur des frères.

Remise est faite au comité des lettres dont le directeur n'a pas eu pouvoir autoriser la délivrance ou l'expédition.

CHAPITRE XIII.

VISITES D'ÉTRANGERS.

ART. 137. Nul, si ce n'est les membres du comité, les magistrats et les fonctionnaires, dans l'exercice de leurs fonctions, n'est admis dans l'intérieur de l'établissement sans l'autorisation du Ministre, ou de l'administrateur des prisons, du gouverneur de la province ou du président du comité.

ART. 138. Les visiteurs sont accompagnés par le directeur, le supérieur des frères ou l'un des surveillants. Il leur est interdit d'adresser la parole aux détenus sans en avoir obtenu la permission.

ART. 139. Il est strictement défendu aux employés de rien recevoir des visiteurs.

ART. 140. Un registre déposé dans les bureaux de l'administration est destiné à l'inscription du nom des visiteurs, qui peuvent y faire les observations que leur aura suggérées leur visite. Copie de ce registre est envoyée au département de la justice à la fin de chaque année.

CHAPITRE XIV.

HABILLEMENT, COUCHAGE, BUANDERIE, LINGERIE, COMPTABILITÉ.

ART. 141. Chaque détenu, à son entrée dans l'établissement, reçoit un trousseau dont la composition, la valeur et la durée sont déterminés par un règlement spécial, arrêté par le Ministre de la justice.

ART. 142. Chaque cellule ou alcôve est pourvue des objets de couchage dont la désignation suit :

- 2 matelas ou paillasses,
- 2 traversins,
- 2 couvertures,
- 5 paires de draps de lit,
- 1 pot de nuit.

La durée de ces objets est fixée à 8 ans.

ART. 143. Chaque détenu est également pourvu d'une gamelle, d'une cuiller et d'un gobelet pour ses repas.

ART. 144. Le numéro du classement de chaque détenu est marqué sur ses habillements, sa cellule et ses effets de couchage.

ART. 145. La valeur du trousseau d'habillement est portée au livret de chaque

détenu, qui est tenu de payer sur son pécule les détériorations subies par sa faute, ou les pièces de rechange fournies pendant le laps de temps fixé pour la durée de chaque objet.

ART. 146. Le magasin des effets d'habillement et de couchage neufs et mis hors de service, le dépôt des effets d'habillement et de couchage en service, la lingerie et la buanderie sont placés sous la direction du magasinier et la surveillance spéciale du directeur.

ART. 147. Tous les effets à l'usage des détenus sont, autant que possible, confectionnés dans l'établissement, d'après les états dressés par le directeur et approuvés par l'administration supérieure.

ART. 148. Le dépôt d'habillement est ouvert un jour par semaine, aux heures fixées par le directeur, pour la distribution des vêtements et pour les restitutions ou versements qu'auraient à faire les surveillants de quartier.

Ces distributions et ces remises se font au moyen de récépissés conformes au modèle arrêté et signés par la partie qui délivre et par celle qui reçoit. Ces récépissés sont conservés par ordre de date.

ART. 149. Après chaque blanchissage, le frère chargé de la buanderie et de la lingerie fait un recensement général du linge, des effets d'habillement, de couchage et autres objets à l'usage des détenus ; il fait un rapport au directeur du résultat de son examen.

Ce rapport mentionne :

1° Le nombre des objets à réparer, en indiquant le nombre d'effets hors de service nécessaire à cette réparation ;

2° Le nombre d'objets détériorés à renouveler, et

3° Le nombre d'objets de chaque espèce jugé nécessaire pour remplacer les trousseaux mis hors de service.

ART. 150. D'après ce rapport, le directeur approuve, s'il y a lieu, les réparations demandées, et autorise la délivrance par le magasin général des objets désignés aux nos 2 et 3.

ART. 151. Le remplacement des objets détériorés a lieu d'après un état nominatif constatant la date de la remise, afin de pouvoir punir les détenus qui auront déchiré ou usé leurs vêtements avant le terme prescrit pour leur durée.

ART. 152. L'ordre de blanchissage des effets d'habillement et de couchage à l'usage des détenus est calculé de manière à ce que le rechange de ces effets puisse toujours s'opérer avec régularité aux époques fixées ci-dessous :

A. *Habillement.*

ART. 153. Toutes les semaines une chemise, une cravate, une paire de chaussettes, un mouchoir de poche ;

Tous les 15 jours un bonnet de nuit, un gilet sans manches.

B. *Couchage.*

Tous les mois une paire de draps de lit ; tous les 6 mois une pailleasse, un traversin, une couverture.

ART. 154. Il est fait des lessives séparées pour les linges à pansement ou destinés à faire de la charpie, ainsi que pour les effets qui ont servi aux détenus atteints de la gale ou de toute autre maladie contagieuse.

ART. 155. Dans l'arrangement des effets à l'usage des détenus en magasin et à la lingerie, on classe soigneusement, en les mettant à part, les effets des détenus malades et ceux de l'infirmerie.

ART. 156. La quantité d'ingrédients nécessaires pour le service de la buanderie est déterminée d'après le poids du linge donné au blanchissage et délivrée par le magasinier sur bons signés par le directeur.

ART. 157. Le magasinier veille à ce que les effets d'habillement et de couchage en magasin soient visités et aérés de temps en temps pour prévenir leur détérioration.

ART. 158. Pour la justification de la gestion et de la comptabilité du magasin d'habillement et d'effets de couchage :

1° On annote au mémorial toutes les opérations de la journée par ordre de date, sans ratures ni lacune;

2° On transporte aux époques déterminées au journal les articles du mémorial, en distinguant chaque espèce, chaque classe et chaque service;

3° On ouvre un registre indiquant les objets en service, ainsi que ceux déposés à la lingerie pour servir au rechange

ART. 159. Indépendamment des écritures dont il est fait mention à l'article précédent, on tient un registre nominatif des détenus avec l'indication des objets délivrés à chacun d'eux.

ART. 160. A l'expiration de chaque trimestre, le directeur-transmet à l'administration supérieure, après l'avoir certifié, un état indiquant :

1° Les effets d'habillement et de couchage, de linge et de chaussure restant en magasin à la fin du trimestre précédent, ainsi que les effets reçus, pendant le trimestre, du magasin des travaux, ou rentrés des différents services de l'établissement;

2° Les effets délivrés pendant le trimestre avec distinction des services et ceux qui ont été mis au rebut;

3° La récapitulation de la recette et de la dépense, le restant en magasin à la fin du trimestre, ainsi que l'effectif de tous les objets, tant en service qu'en magasin.

CHAPITRE XV.

NOURRITURE. — DÉPENSE ET COMPTABILITÉ DES VIVRES.

ART. 161. Chaque détenu reçoit journellement une ration de 58 décagrammes de pain de méteil (moitié seigle et moitié froment).

Cette ration n'est distribuée que 24 heures après la cuisson.

ART. 162. La mesure de lait et d'eau chaude, distribuée le matin, est de 6 décilitres par chaque détenu.

ART. 163. Les dimanche, lundi, mardi et jeudi de chaque semaine, les détenus reçoivent un litre et demi de soupe grasse, et un litre et demi de soupe maigre les trois autres jours, ainsi que les jours d'abstinence.

ART. 164. La ration du soir est de trois quarts de litre de pommes de terre et de légumes.

L'emploi des légumes est varié autant que possible.

ART. 165. Il est accordé, en outre, quatre rations supplémentaires de pain pour 100 détenus, qui peuvent être réparties par le directeur sur la proposition du médecin.

ART. 166. Il est pourvu à la fourniture des objets nécessaires à l'alimentation des détenus par voie d'adjudication publique, d'après le cahier des charges, arrêté par le Ministre.

ART. 167. La dépense et les magasins de denrées, de combustibles, etc., sont confiés au magasinier sous la surveillance immédiate du directeur.

ART. 168. Le directeur et le magasinier ont soin que les magasins soient toujours approvisionnés.

Ils ne reçoivent que des objets de bonne qualité, possédant les conditions prescrites par l'adjudication.

ART. 169. Le médecin vérifie autant que possible la nature des denrées susceptibles de falsification et de détérioration; il seconde le directeur et le magasinier dans leurs expertises chaque fois qu'il en reçoit l'invitation.

ART. 170. Le directeur, assisté du magasinier, dresse un procès-verbal des marchandises reçues.

ART. 171. En cas de rejet de l'un ou de l'autre objet, et si l'entrepreneur, dûment averti, refuse de le remplacer sans délai, le directeur se pourvoit d'autres denrées aux frais de l'entrepreneur conformément aux stipulations du cahier des charges.

ART. 172. Le directeur a soin que les distributions se fassent régulièrement et en temps utile.

ART. 173. Le directeur ne fait aucun achat extraordinaire sans en demander l'autorisation au Ministre; muni de cette autorisation, il prend de préférence et à prix égal les objets dont il a besoin chez les fournisseurs, lorsque ces objets sont compris parmi ceux adjugés; sinon, il les fait acheter en suivant l'échantillon et le prix approuvés par le Ministre. Toutefois, en cas d'urgence, le directeur est autorisé à acheter pour les besoins du service les denrées et autres objets que les entrepreneurs resteraient en retard de fournir, sauf à en faire rapport immédiatement au Ministre.

ART. 174. Les menues dépenses reconnues indispensables, et n'excédant pas chacune séparément la somme de 25 francs, peuvent être acquittées à titre d'avance par le directeur.

Ces dépenses sont inscrites sur un registre spécial et doivent en tous cas être appuyées des factures ou mémoires acquittés.

CHAPITRE XVI.

CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS DES BATIMENTS ET DU MOBILIER.

ART. 175. Le directeur indique au Ministre, par l'intermédiaire du comité, les constructions, changements ou réparations qu'il juge utiles ou nécessaires

pour la conservation des bâtiments et du mobilier, et pour la sûreté de l'établissement.

ART. 176. L'autorisation préalable du Ministre est nécessaire pour les dépenses de toute nature, à moins qu'il ne s'agisse de besoins immédiats et de circonstances pressantes. Les dépenses urgentes devront être indiquées dans un état détaillé qui sera exactement transmis au Ministre, avant le 10 de chaque mois.

CHAPITRE XVII.

MESURES D'HYGIÈNE ET DE PROPRETÉ.

ART. 177. Les murs intérieurs de la maison sont blanchis à la chaux au moins une fois l'année. Ce blanchiment est fait, autant que possible, par les détenus.

ART. 178. Tous les locaux de l'établissement doivent être maintenus dans un état constant de propreté.

ART. 179. Le directeur, d'accord avec le supérieur des frères, prend les mesures nécessaires pour l'organisation du service journalier de propreté, le balayage, le nettoyage et l'arrangement des divers locaux.

ART. 180. Tous les locaux occupés par les détenus doivent être convenablement aérés; des fumigations sont faites dans les locaux désignés par le médecin.

ART. 181. Les eaux ménagères sont vidées à mesure de leur production, et on veille à leur prompt écoulement.

Les cheminées sont ramonées au moins tous les six mois, et plus fréquemment là où la nécessité l'exige.

Les fumiers, les débris d'animaux et de végétaux sont enlevés le plus tôt possible.

ART. 182. On veille d'une manière particulière à ce que les chaudières, marmites, casseroles et autres ustensiles servant à préparer les aliments soient proprement tenus, et à ce que les objets qui en sont susceptibles soient étamés en temps utile.

ART. 183. Les feux dans les salles de l'infirmerie sont allumés aux époques à fixer par le médecin. Les feux pour les détenus sont allumés aux époques à fixer par le directeur.

ART. 184. Un réservoir d'eau suffisant et une pompe à incendie sont placés et entretenus dans l'enceinte de l'établissement.

Le service de la pompe à incendie fait l'objet d'un exercice et d'un apprentissage auxquels prennent part les détenus que désigne le directeur.

ART. 185. L'habillement et le couchage des détenus sont constamment en rapport avec l'état de l'atmosphère; on se règle d'après le degré de température pour augmenter ou diminuer le nombre des couvertures et donner ou retirer les vêtements d'hiver.

ART. 186. On veille à ce que la propreté la plus scrupuleuse règne sur la personne des détenus. On leur procure les moyens de se laver souvent les pieds à l'eau chaude et de prendre de temps à autre des bains de propreté.

ART. 187. Conformément au prescrit de l'art. 153, les détenus changent de linge toutes les semaines et les draps de lit sont renouvelés tous les mois.

ART. 188. Dans tous les temps, les literies sont exposées à l'air le plus souvent possible.

La paille des matelas et des traversins est renouvelée au moins deux fois par année.

ART. 189. Chaque dimanche, l'été avant et l'hiver après le déjeuner, et immédiatement avant le service divin, les détenus passent une revue de propreté à laquelle préside le directeur. Le médecin assiste à cette revue. Il visite d'ailleurs fréquemment les locaux et fait les propositions qu'il juge nécessaires pour améliorer et préserver la salubrité de l'établissement.

CHAPITRE XVIII.

INFIRMERIE. — SERVICE DE SANTÉ.

ART. 190. Tout détenu qui se déclare malade est visité dans le plus bref délai par le médecin qui, s'il y a lieu, le fait immédiatement transférer à l'infirmerie.

ART. 191. Le médecin fait connaître au directeur les détenus qui auraient feint ou prétexté une maladie ou indisposition, afin qu'ils soient punis suivant la gravité des circonstances.

ART. 192. L'un des frères religieux est spécialement préposé à la surveillance de l'infirmerie ; il a sous ses ordres un nombre d'aides détenus proportionné aux besoins du service. Les aides sont nommés par le directeur sur la présentation du supérieur des frères et du médecin.

ART. 193. Les détenus, à leur arrivée à l'infirmerie, sont revêtus du costume des malades, leurs habillements sont nettoyés, s'il est nécessaire, et mis en dépôt jusqu'à leur guérison.

ART. 194. Le costume des malades, calculé par lit, se compose de :

- Un pantalon de drap ou de pilou ;
- Une capote id. ;
- Trois chemises de toile blanche ;
- Deux bonnets de coton ;
- Deux paires de pantoufles ;
- Deux paires de bas de laine ;
- Deux cravates ;
- Deux mouchoirs ;
- Deux essuie-mains.

ART. 195. Les malades sont, autant que possible, classés d'après la nature de leurs maladies et les plus jeunes séparés des plus âgés.

ART. 196. Les détenus atteints de la gale ou d'autres maladies reconnues contagieuses par le médecin, sont traités dans les chaubres spécialement destinées à cet effet.

ART. 197. On conserve une distance de trois pieds au moins entre les lits ; chaque lit est garni de rideaux, numéroté et surmonté d'une planchette peinte

en noir où l'on inscrit le numéro du classement, le nom du malade et le régime alimentaire qui lui est prescrit.

ART. 198. Le trousseau de couchage pour chaque malade se compose de :

- Une paillasse ;
- Un matelas de crin et de laine.
- Un traversin id. ;
- Un traversin garni de paille ;
- Trois paires de draps de lit de toile blanche ;
- Deux couvertures de laine.

ART. 199. Chaque lit de malade est pourvu d'une table de nuit ou d'un support mobile, d'une chaise, d'une gamelle, d'une cuiller, d'un gobelet, d'une cruche pour les boissons, d'un vase de nuit et de tous les autres ustensiles qui sont jugés nécessaires par le médecin de l'établissement.

ART. 200. L'infirmerie est pourvue d'une baignoire sur roulettes, et d'un lavoir commun avec réservoir et robinet.

ART. 201. Toutes les fournitures, les habillements et le linge des malades sont lavés et renouvelés aussi souvent que le médecin le juge nécessaire. Les matelas sont rebattus chaque année.

ART. 202. Les fournitures du lit sur lequel un malade est décédé, sont enlevées et remplacées sur-le-champ par des fournitures nouvelles.

ART. 203. En cas de symptômes de contagion ou lorsque la maladie a été longue ou de nature à endommager les effets de couchage, ceux-ci sont, suivant l'exigence des cas, brûlés, désinfectés ou réparés convenablement.

ART. 204. On attribue au service des détenus atteints de la gale, par lit, les effets d'habillement et de couchage dont l'énumération suit :

- 1 chemise,
- 1 pantalon et une robe de chambre ou une blouse,
- 1 mouchoir de poche,
- 1 bonnet de nuit,
- 1 paire de chaussettes,
- 1 paire de pantoufles,
- 2 paillasses, garnies de paille,
- 1 traversin, idem,
- 1 paire de draps de lit,
- 2 couvertures.

On se servira autant que possible d'effets hors d'usage pour composer ce trousseau.

Chaque objet servant aux détenus atteints de la gale est marqué de la lettre G, et ne peut jamais être confondu avec les autres.

ART. 205. Le médecin règle tout ce qui est relatif au service des malades, la tenue des salles, sous le rapport de la salubrité, le placement des malades, leur changement de lit et de local, etc.

ART. 206. Il fait régulièrement deux visites par jour dans les salles des malades, l'une le matin (l'été à 7 heures, l'hiver à 8 heures) ; l'autre l'après-midi, aux heures qu'il fixe de commun accord avec le directeur. Ces visites sont annoncées dans chaque salle.

ART. 207. Néanmoins, lorsque le nombre des malades est peu considérable

et la nature des maladies sans gravité, le directeur peut autoriser le médecin à ne faire que la visite du matin.

Art. 208. Le frère surveillant de l'infirmerie est spécialement chargé de l'exécution des ordres du médecin qu'il accompagne à cet effet dans ses visites; il fait les pansements, administre les médicaments et donne aux malades tous les soins nécessaires; il doit pourvoir à ce que l'air circule convenablement dans les salles, à ce que les vêtements et les objets de literie soient propres, les murs, le plancher et le mobilier nettoyés fréquemment.

Il maintient l'ordre parmi les malades et interdit strictement toute conversation.

Il dit les prières du matin et du soir.

Art. 209. Indépendamment des salles de malades, il y a une chambre spécialement réservée aux convalescents, où ils séjournent jusqu'à ce que le médecin juge qu'ils peuvent être renvoyés sans inconvénient et sans danger dans leurs quartiers respectifs.

Art. 210. Les détenus malades ou convalescents ne peuvent descendre au préau ou au parloir, qu'avec l'autorisation du médecin.

Art. 211. Le frère infirmier tient une liste exacte des linges et autres objets destinés aux pansements; il les fait laver et les conserve soigneusement.

Art. 212. Dans le cas où quelque malade doit être veillé pendant la nuit, ce service est effectué à tour de rôle par les frères surveillants.

Art. 213. Le médecin indique dans chacune de ses visites, sur des états distincts, les médicaments et les aliments à donner à chaque malade.

Art. 214. L'état des médicaments est transmis à la pharmacie où on les prépare dans le plus bref délai et d'où on les envoie avec l'indication, pour chaque préparation, du nom et du numéro du lit du malade auquel elle est destinée.

Art. 215. Le frère infirmier veille à la préparation et à la distribution des aliments, en tenant note des objets et des quantités distribués, de manière à faciliter le contrôle des registres de la dépense.

Art. 216. Le mode de fourniture et la comptabilité de la pharmacie, le mode d'alimentation des malades sont déterminés par un règlement particulier.

Art. 217. Le directeur tient un registre où il inscrit exactement les états journaliers qui lui sont transmis à cet effet par le médecin, le nombre de malades traités dans les infirmeries et le nombre des journées de traitement.

Art. 218. Dès qu'une maladie contagieuse ou épidémique se manifeste dans l'établissement, le médecin en donne immédiatement avis au directeur qui en avertit à son tour le comité. Il est pris d'urgence des mesures pour isoler les malades atteints de la contagion ou de l'épidémie et pour empêcher que le mal ne fasse des progrès.

Art. 219. Lorsqu'un détenu est rétabli, le médecin délivre un ordre pour le faire sortir de l'infirmerie. Le frère infirmier en donne avis au supérieur, qui fait rendre au détenu rétabli son habillement et le fait reconduire dans le quartier auquel il appartient.

Art. 220. En cas de décès, le surveillant préposé à l'infirmerie en informe le directeur et le supérieur des frères, en leur indiquant le numéro du lit, le

nom du défunt et la nature de la maladie, le jour de l'entrée à l'infirmerie et l'heure du décès.

ART. 221. L'aumônier est informé sans délai par le médecin, lorsqu'un malade se trouve en danger de mort, afin de pouvoir remplir ses devoirs religieux; il est également informé des décès.

ART. 222. Le corps d'un défunt ne peut être porté hors de la salle des morts sans l'ordre du médecin et sans avoir été préalablement examiné par lui. L'inhumation n'a lieu qu'après les délais et les formalités ordonnées par l'article 77 du Code civil. Ce délai est le même pour l'autopsie dans le cas où elle est jugée nécessaire ou utile.

ART. 223. Les fonctionnaires et employés, leurs femmes et leurs enfants sont traités par le médecin de l'établissement, et reçoivent, aux frais de l'administration, les médicaments qu'il prescrit.

ART. 224. Le médecin inscrit ses visites sur le registre prescrit par les instructions sur la comptabilité.

Les indications de ce registre sont analysées et résumées dans un rapport annuel, dont copie est envoyée, par l'intermédiaire du comité, au Ministre et à l'inspecteur général du service de santé.

ART. 225. Le registre dont il est fait mention dans l'article précédent doit rester déposé dans l'établissement, et être à la disposition du comité et du directeur.

CHAPITRE XIX.

DÉCÈS.

ART. 226. Le directeur, en conformité des art. 80 et 84 du Code civil, fait sur-le-champ, à l'officier de l'état-civil, les déclarations des décès qui ont eu lieu dans l'établissement.

ART. 227. Le corps du détenu décédé est enveloppé d'un linceul en toile commune et déposé dans un cercueil.

ART. 228. L'inhumation se fait dans le cimetière communal, et les frais en sont supportés par l'administration, sauf la restitution par les héritiers du décédé, dans le cas de l'art. 231.

ART. 229. Le décès d'un détenu est annoncé au bourgmestre du domicile du défunt, avec indication de l'argent et des effets qu'il a laissés après lui. Si le détenu décédé est étranger, son décès est annoncé à l'administration supérieure par l'intermédiaire du gouverneur.

ART. 230. Tous les effets d'habillement, ainsi que les autres objets appartenant au détenu décédé, sont déposés dans un magasin à ce destiné, sous la surveillance du directeur. Il en est tenu note dans un registre ouvert à cet effet.

ART. 231. Les héritiers ou ayants droit du défunt, après avoir été dûment reconnus et d'après un certificat du juge de paix ou du bourgmestre du lieu de leur domicile, sont mis en possession des objets susénoncés, avec retenue, cependant, des frais de l'inhumation et moyennant de se présenter endéans les deux ans. Ce terme écoulé, les objets susdits sont vendus publiquement; le produit en est versé à la caisse de secours pour les détenus sortants.

CHAPITRE XX.

MISE EN LIBERTÉ DES DÉTENUS.

ART. 232. On suit, pour la mise en liberté des détenus placés sous la surveillance de la police, les dispositions de l'arrêté royal du 28 novembre 1838, et l'instruction spéciale du 1^{er} mars 1839.

ART. 233. Indépendamment des formalités spéciales à observer dans le cas de l'article précédent, le directeur dresse, le 15 de chaque mois, d'après les modèles prescrits, une liste générale de tous les détenus à libérer le mois suivant.

ART. 234. Le directeur est tenu de faire parvenir cette liste dans les cinq jours au procureur général, au procureur du roi ou à l'auditeur militaire du ressort où le jugement a été prononcé. Ce fonctionnaire la revêt de son visa et la renvoie avant la fin du mois au pénitencier.

ART. 235. Dès que le directeur reçoit la liste visée comme il est dit ci-dessus, il dresse les ordres de mise en liberté qui doivent être revêtus du visa du bourgmestre de la ville de Saint-Hubert. L'ordre de mise en liberté tient lieu de feuille de route au détenu libéré.

ART. 236. Dans le cas où un ou plusieurs détenus obtiennent remise de peine, les ordres de mise en liberté sont dressés immédiatement par le directeur; les formalités d'usage sont faites et les visa donnés d'urgence, de manière à presser autant que possible la sortie des graciés.

ART. 237. Indépendamment de la liste dont il est fait mention à l'art. 233, le directeur annote sur une liste dressée en forme d'indicateur, conformément au modèle prescrit, les noms des détenus dont la peine expire pendant l'année courante, avec indication pour chacun du jour de l'élargissement.

ART. 238. Avant le 15 de chaque mois, le directeur dresse la liste des détenus à libérer dans le trimestre et la transmet à l'administration supérieure accompagnée de bulletins de renseignements statistiques pour chaque individu.

ART. 239. Le détenu à libérer, sauf le cas de grâce, passe les quatre derniers jours de sa captivité dans l'une des cellules; il y reçoit la visite du directeur, de l'aumônier et du supérieur des frères qui préparent, autant qu'il dépend d'eux, les relations qu'il doit renouer avec la société, l'éclaircissent sur la déclaration de résidence, lui rappellent sa vie passée et fortifient ses bonnes résolutions pour l'avenir.

ART. 240. On retire au détenu sortant les objets appartenant à l'établissement et on lui remet les effets d'habillement qu'il portait à son entrée dans la maison. Un reçu en décharge est donné de part et d'autre, tant sur le registre de la maison que sur le livret du détenu pour les effets qui lui auront été remis et ceux qu'il aura restitués.

ART. 241. A défaut d'un habillement convenable pour sa sortie, le détenu peut, en s'adressant au directeur, se procurer des vêtements simples à un prix modéré; si son pécule ne suffit pas pour payer ce prix, l'excédent est imputé sur la caisse de secours, dont il est fait mention à l'article 88.

ART. 242. Si, après l'achat de l'habillement, il ne reste plus au détenu des ressources suffisantes pour se rendre au lieu de sa résidence, le directeur avise également aux moyens de compléter ses ressources à l'aide du fonds de secours.

Les comptes de l'emploi de ce fonds sont soumis, tous les trois mois, au comité, et le résumé en est envoyé tous les ans, avec le compte général, au Ministre.

ART. 245. Le compte et le livret de chaque détenu sont clos et visés par le directeur; la veille de la mise en liberté, on lui remet, sur ce qui lui revient, la somme nécessaire pour ses frais de route; le surplus est envoyé dans le plus bref délai et sans frais par la poste ou par la voie administrative au bourgmestre du lieu de sa destination.

Le pécule du détenu libéré sera immédiatement remis par le bourgmestre au comité de patronage institué dans la localité où le libéré a déclaré vouloir faire sa résidence.

ART. 244. L'élargissement des détenus a lieu autant que possible le matin.

ART. 243. Le directeur prend telles mesures qu'il juge convenables pour faire parvenir le plus promptement et le plus sûrement possible, les détenus libérés à leur destination.

ART. 246. Si le détenu à libérer est malade, son élargissement peut être différé jusqu'après sa guérison, ou du moins jusqu'à ce qu'il puisse être transporté sans danger.

ART. 247. Lorsqu'un détenu doit être extrait ou transféré avant l'expiration de sa peine, soit pour témoigner en justice, soit pour subir un nouveau jugement, les effets d'habillement qu'il a déposés à son arrivée peuvent, sur sa demande, lui être accordés pendant son voyage.

ART. 248. Chaque condamné libéré qui, pendant sa détention, aura eu une bonne conduite, reçoit à sa sortie de l'établissement un certificat du directeur et du comité.

ART. 249. Le patronage exercé par le comité sur les détenus, pendant leur séjour dans le pénitencier, ne vient pas à cesser par suite de la mise en liberté de ceux-ci; il continue à les aider de tous ses efforts et cherche à les placer aussi avantageusement que possible et à assurer leur indépendance à l'avenir.

ART. 250. Le comité s'entend, à cet effet, avec les autorités communales, les comités de patronage, les institutions et associations charitables des lieux où les détenus libérés avaient leur domicile, ou manifestent l'intention de fixer leur résidence.

ART. 251. Les jeunes délinquants qui ont accompli leur vingtième année avant l'expiration du terme de leur captivité, peuvent, sur la proposition du directeur et après avoir pris l'avis du comité de surveillance, être transférés dans l'une des maisons centrales, d'après la nature de leur condamnation. Dans ces maisons, ils sont, autant que possible, mis en cellule jusqu'au moment de leur libération.

CHAPITRE XXI.

ENVOI DES DÉTENUX A L'ÉCOLE DE RÉFORME.

ART. 252. On procède, à l'égard des détenus admis à la faveur de passer à l'école de réforme, comme à l'égard des détenus libérés en général, sauf qu'ils ne sont pas soumis à l'épreuve indiquée à l'article 259. Ces détenus, de même que

les détenus libérés, sont, autant que possible, transférés du lieu de leur résidence par la voiture cellulaire qui sert au transport des condamnés à la maison pénitentiaire.

ART. 255. Dans tous les cas, les détenus dont on autorise la translation à l'école de réforme doivent avoir encore au moins deux ans de captivité à subir, ou, si le temps de leur emprisonnement était plus rapproché, ils doivent contracter l'engagement écrit de séjourner au moins deux ans à l'école de réforme, à partir de leur départ de la maison.

Cet engagement, visé par le directeur et le comité, est soumis, dans le plus bref délai, à la ratification de leurs parents ou tuteurs.

CHAPITRE XXII.

ENFANTS ACQUITTÉS COMME AYANT AGI SANS DISCERNEMENT.

ART. 254. Les enfants détenus en vertu de l'art. 66. du Code pénal, seront, dans la maison pénitentiaire, l'objet de soins tout particuliers, bien que soumis aux règles générales de l'établissement. — Le comité, sur l'avis et la proposition du directeur, pourra leur accorder certaines faveurs, les soumettre à un classement spécial qui les isole autant que possible des condamnés, et prendre d'ailleurs, à leur égard, telles autres mesures jugées compatibles avec la discipline de la maison.

CHAPITRE XXIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 255. Les arrêtés, les instructions et les règlements généraux concernant l'administration des prisons, auxquels ne dérogent pas expressément les dispositions qui précèdent, conservent leur autorité et servent également de guide au comité, au directeur et aux autres employés de la maison.

ART. 256. Pour tous les cas non prévus dans le présent règlement, le directeur prend telles mesures que les circonstances et la prudence lui suggèrent, avec obligation néanmoins d'en donner immédiatement connaissance au Ministre.

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 11 août 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
Baron J. D'ANETHAN.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — ENTRÉE EN FONCTIONS DE M. DE HAUSSY.

Sec. gén. 1^{er} B. N^o 547. — Bruxelles, le 14 août 1847.

A MM. les Procureurs généraux et l'Auditeur général.

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de prendre possession du portefeuille du département de la justice qu'il a plu à S. M. de me confier par son arrêté du 12 de ce mois. En entrant en fonction j'éprouve le besoin de venir réclamer votre entière coopération et le concours de votre zèle et de votre expérience.

Quant à la politique nouvelle, qui présidera désormais à la direction des affaires du pays, je ne puis que me référer à l'exposé que le nouveau cabinet a publié au *Moniteur* du 12 août.

Je vous prie, MM. de vouloir inviter MM. les officiers des parquets de votre ressort à bien se pénétrer de l'esprit et des principes de ce programme.

La magistrature belge est au premier rang de nos institutions. Je serai heureux de m'associer à toutes les mesures propres à la maintenir dans la position élevée où elle s'est placée par son intégrité, par sa science, par son bon esprit de conduite et son dévouement au Roi et au pays c'est en lui donnant de nombreux témoignages de ma confiance, en m'éclairant souvent de ses lumières et m'inspirant de ses avis que j'espère acquérir quelques droits à ses sympathies et à son estime.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

DEMANDES DE SECOURS POUR CAUSE D'INDIGENCE. — RENVOI AUX
GOUVERNEURS.

1^{er} Dir. 2^o B. N^o 12006. — Bruxelles, le 5 septembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Il arrive, chaque jour, que des requêtes sont adressées au gouvernement à l'effet d'en obtenir des secours pour cause d'indigence.

Aucun crédit n'étant porté au budget de l'État pour une telle dépense, que la loi met à la charge des bureaux de bienfaisance, j'ai l'honneur de vous informer, Monsieur le gouverneur que je vous renverrai, à l'avenir,

celles de ces demandes formées par des personnes de votre province pour être transmises aux dites administrations avec les instructions que vous pourriez juger convenable d'y joindre.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES. — SOLIDARITÉ *.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 15924. — Bruxelles, le 8 septembre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel; les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance; l'Auditeur général près la haute cour militaire; les Auditeurs militaires.

Aux termes des art. 55 du Code pénal et 156 du décret du 18 juin 1811, tous les individus qui sont condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont solidairement obligés au paiement non-seulement des frais, mais aussi des amendes, des restitutions et des dommages-intérêts. Cependant il est arrivé que lorsque la solidarité n'était pas formellement prononcée par l'arrêt ou le jugement de condamnation dont des extraits sont délivrés aux receveurs de l'enregistrement, ceux-ci, chargés du recouvrement, ont éprouvé de l'embarras à apprécier eux-mêmes l'étendue des droits du trésor. Pour que dorénavant les obligations des condamnés, à l'égard de l'Etat, soient nettement établies dans les arrêts et jugements, MM. les officiers du ministère public voudront bien requérir la cour ou le tribunal de statuer, en termes formels, sur la solidarité entre les condamnés pour un même crime ou un même délit, et, dans le cas où il n'y aurait pas lieu de la prononcer, parce que les condamnés, bien qu'impliqués dans la même affaire, auraient été déclarés coupables de faits différents, de fixer alors, dans l'arrêt ou le jugement, la quotité des condamnations pécuniaires recouvrables divisément à charge de chaque condamné.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Recueil des circulaires de l'administration de l'enregistrement du 21 septembre 1847, n^o 293; Moniteur belge du 11 septembre 1847.*

PRISONS. — TRAVAUX DE CONSTRUCTION. — CRÉATION D'UN CONTRÔLE *.

Laeken, le 15 septembre 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 12 juin dernier ¹ (*Moniteur*, n° 174) autorisant Notre Ministre de la justice à charger des architectes particuliers de la rédaction et de l'exécution des projets concernant les travaux de construction des prisons nouvelles, ainsi que ceux d'agrandissement et d'amélioration des prisons existantes;

Vu celui du 1^{er} août ² (*Moniteur* n° 220), fixant le taux des honoraires et indemnités à payer aux architectes pour la rédaction et l'exécution des projets susmentionnés;

Considérant la nécessité d'exercer un contrôle efficace sur tout ce qui se rapporte aux bâtisses dont il s'agit;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Il est créé un contrôle des travaux de construction des prisons nouvelles, ainsi que d'amélioration et d'agrandissement des prisons existantes, dont l'exécution sera confiée à des architectes particuliers, en vertu de Notre arrêté du 12 juin cité ci-dessus.

ART. 2. L'employé chargé de ce contrôle portera le titre de contrôleur des constructions dans les prisons. Il résidera à Bruxelles.

ART. 3. Il recevra un traitement fixe de quatre mille francs, plus les mêmes indemnités de route et de séjour que celles allouées, par Notre arrêté du 23 mai 1833, aux chefs de bureau de l'administration centrale, auxquels il est assimilé pour ces indemnités seulement.

ART. 4. Ces traitement et indemnités, ainsi que les honoraires et indemnités des architectes, seront prélevés, pour l'exercice courant, sur l'allocation portée au chapitre X, art. 5, du budget de la justice de 1847, et pour les exercices ultérieurs, cette dépense sera imputée sur un article spécial à ajouter à ce même chapitre.

* *Moniteur* du 19 septembre 1847, n° 262.

¹ Voir 12 juin 1847.

² Voir 1^{er} août 1847.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAITEMENTS DES EMPLOYÉS. — ÉTATS. — ENVOI.

4^e Dir. 2^e B. N^o 15,251. — Bruxelles le 22 septembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Des plaintes me sont parvenues récemment sur les retards que les employés des prisons éprouvent dans le payement des traitements.

Pour me mettre à même de faire liquider par la Cour des Comptes, dans le plus court délai possible, les états collectifs mensuels, je vous prie, par suite à ma circulaire du 16 septembre 1846, de veiller à ce que ces états soient arrêtés le 4^{er} de chaque mois et vous parviennent assez à temps pour qu'il soit possible de me les adresser au plus tard sous la date du 4.

De mon côté, je prierai de nouveau la Cour des Comptes et mon collègue du département des finances de procéder dans le plus bref délai à la liquidation et à l'ordonnancement desdits états.

Le Ministre de la justice,
J. D'ANETHAN.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS. — RETENUES.

4^e Dir. 2^e B. N^o 15251. — Bruxelles, le 25 septembre 1847.

A MM. les Directeurs et gardiens en chef des prisons.

Aux termes des statuts de la caisse des veuves et orphelins du Ministère de la justice, les retenues doivent porter non-seulement sur le traitement mais aussi sur les émoluments; vous voudrez donc bien dorénavant, et à partir du 4^{er} octobre prochain, opérer sur les états collectifs mensuels la retenue de l'autre chef et indiquer dans la 6^{me} colonne ainsi que l'exige son intitulé, le montant distinct du traitement, et des émo-

luments dont jouissent les fonctionnaires et employés, en conformité des réglemens actuellement en vigueur, en observant pour l'évaluation du taux moyen des émoluments les dispositions de l'arrêté royal du 29 juillet 1847 (*Moniteur* n° 218.)

Il y aura lieu de régulariser ainsi les retenues du chef des émoluments à partir du 1^{er} août 1844 et postérieurement pour les employés admis à participer à la caisse depuis cette date; mais cette régularisation sera l'objet d'un travail spécial dont vous n'aurez pas à vous occuper. Il est donc entendu que les retenues à opérer sur le prochain état de traitement, ne porteront que sur le mois d'octobre, sans égard à ce qui reste dû sur les mois antérieures. Il en sera de même pour le mois de novembre ainsi de suite.

Je vous recommande très-particulièrement à cette occasion, de faire en sorte que les états collectifs soient arrêtés le 4^{er} de chaque mois et immédiatement transmis à M. le Gouverneur de la province afin que la liquidation du traitement ne souffre plus désormais le moindre retard.

Pour que l'on suive une marche uniforme, je crois devoir prescrire, pour le calcul des retenues, de forcer en faveur de la caisse toute portion atteignant les 5/1000 de franc.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS SECONDAIRES. — VISITE DES DÉTENUS AVANT LEUR TRANSFÈREMENT.

2^e Dir. 1^{er} B. N° 11399. — Bruxelles, le 29 septembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Je viens vous prier de vouloir bien rappeler aux commissions administratives et aux directeurs et gardiens en chef des prisons secondaires de votre province, l'obligation que leur impose la circulaire du 23 avril 1836, 1^{re} division, N° 6363, P. de faire visiter minutieusement par le médecin de la prison, les détenus avant leur transfèrement, afin de s'assurer s'ils ne sont pas atteints de la gale.

En même temps, il conviendra de donner des ordres pour que les voitures cellulaires, dans les prisons où ce mode de transport est usité, soient constamment tenues dans un bon état de propreté et soigneusement lavées et désinfectées après chaque voyage.

L'accroissement continuel du chiffre des détenus atteints de la gale que l'on remarque depuis quelque temps à la prison de St.-Bernard et

la circonstance que cette augmentation de chiffre est fournie principalement par les détenus nouvellement arrivés, me font craindre que ces mesures hygiéniques ne soient complètement négligées dans quelques prisons.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

5^e Dir. 1^{er} Bur. N^o 2474. — Bruxelles, le 25 septembre 1847.

NOTAIRES. — ADJUDICATIONS PUBLIQUES. — PERSONNES INTERPOSÉES *.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

A diverses reprises, il a été porté à la connaissance de mon département que des notaires, après avoir procédé à une adjudication publique, soit volontaire soit sur licitation, de biens immeubles, sont devenus eux-mêmes acquéreurs de ces biens par personne interposée, au moyen d'un acte reçu le lendemain par un de leurs collègues, devant qui l'adjudicataire est venu déclarer pour command le notaire par le ministère duquel l'adjudication de la veille avait eu lieu.

C'est là un véritable abus que j'ai résolu de faire réprimer en ordonnant des poursuites disciplinaires et en provoquant à l'avenir toute la sévérité de la loi contre les notaires qui se rendront coupables de semblables faits qui sont non seulement réprouvés par les art. 8 et 68 de la loi du 26 ventôse an XI, mais sont encore contraires aux principes de l'honneur et de la délicatesse.

L'excuse appuyée sur la prétendue bonne foi ou sur l'absence de toute lésion des intérêts des tiers ou des parties venderesses, ne pourra pas être admise pour arrêter ces poursuites.

J'ajouterai même que si ces moyens étaient insuffisants pour faire cesser cet abus, je suis décidé à le signaler à la législature, et à provoquer des mesures de répression plus efficaces et plus rigoureuses.

Je vous prie donc, M. le procureur général; de faire connaître à MM. les notaires de votre ressort qu'ils ne peuvent pas se rendre adjudicataires, par personne interposée, de biens qu'ils sont chargés de vendre, puisqu'ils deviennent passibles de peines disciplinaires prévues par l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI.

Lorsqu'à l'avenir des contraventions de cette nature vous seront dénoncées, je vous invite, M. le procureur général, à prescrire les pour-

* *Moniteur* du 2 octobre 1847, n^o 275.

suites nécessaires et à faire requérir l'application des peines comminées par la loi.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INSENSÉS. — DÉTENTION. — ÉLARGISSEMENT.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 1827 bis. — Bruxelles, le 9 octobre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Afin de prévenir les conflits qui dans l'état actuel de la législation peuvent s'élever entre les autorités administrative et judiciaire, au sujet de la mise en liberté des personnes détenues pour cause d'aliénation mentale, je vous prie de vouloir inviter MM. les procureurs du roi dans votre ressort, à ne jamais ordonner cette mise en liberté, sans avoir pris l'avis préalable des administrations communales qui ont ordonné le dépôt.

J'écris, d'un autre côté, à M. le Ministre de l'intérieur, afin qu'il veuille faire remarquer aux administrations communales, que l'obligation qui leur est imposée de ne faire détenir aucun insensé sans en instruire dans les trois jours le juge de paix ou le procureur du roi, doit s'entendre en ce sens, que l'avertissement doit être donné non-seulement aux magistrats dans le canton et l'arrondissement desquels il aura été fait application de l'art. 95 de la loi communale, mais encore à ceux dans le canton et l'arrondissement desquels est situé l'hospice ou la maison de santé ou de sécurité dans laquelle l'aliéné aura été colloqué.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRAITEMENTS DE L'ORDRE JUDICIAIRE. — ÉTATS DE PAYEMENT. — ENVOI.
— LIQUIDATION.

4^e Dir. 2^e B. N^o 14105. — Bruxelles, le 11 octobre 1847.

A MM. les premiers Présidents des Cours et Présidents des tribunaux de 1^{re} instance.

J'ai l'honneur de vous envoyer en quantité présumée suffisante pour les besoins de l'exercice courant, des imprimés pour états de paiement des traitements de l'ordre judiciaire.

Ces imprimés consistent en :

1° Feuilles de tête et intercalaires (dimension moyenne) pour états collectifs trimestriels.

2° Feuilles de tête et intercalaires d'états souches (grande dimension) à tenir pour le service annuel du tribunal.

Les états de paiement du 1^{er} trimestre de chaque année devront m'être envoyés en double expédition, dont une sera transcrite sur formule de grande dimension.

Afin d'éviter à l'avenir tout retard dans la liquidation des traitements dont il s'agit, je vous prie de vouloir bien faire en sorte que ces états me soient transmis au plus tard, respectivement, le 3 des mois de mars, de juin, de septembre et de décembre pour qu'ils puissent être vérifiés et arrêtés le 6.

Tout état transmis après cette date, devra nécessairement faire l'objet d'un envoi spécial à la cour des comptes et subir par cela même, un retard qui occasionne toujours des réclamations de la part des intéressés et que je tiens à prévenir autant qu'il est dans mon pouvoir.

Afin qu'il soit adopté une marche uniforme pour le calcul des fractions dans la liquidation du traitement comme dans celle des retenues, je vous prie de vouloir faire compter dorénavant pour un centime toute fraction atteignant 5/1000 de franc et négliger celle qui n'atteindrait pas ce chiffre.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

AMENDES ET FRAIS DE JUSTICE. — FRAIS DE RECouvreMENT *

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 14,146. — Bruxelles, le 13 octobre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel, les Gouverneurs des provinces, les Procureurs du Roi, les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police, les Greffiers des cours et tribunaux, les Huissiers, et les Agents de la force publique.

Par circulaire du 31 juillet 1847 (*Recueil de l'enregistrement* n^o 289) M. le Ministre des finances a prescrit aux receveurs de l'enregistrement de payer de leur caisse aux agents de la force publique, le montant de

* *Moniteur* du 14 octobre 1847 n^o 287 ; Circulaires de l'enregistrement des 21 mars 1826 n^o 215, 14 novembre 1835 n^o $\frac{1622}{2732}$ et 31 juillet 1847, n^o 289.

tous les frais occasionnés par le recouvrement forcé des amendes et dépens prononcés en matière répressive. Mon collègue a reconnu avec moi que c'était à ladite administration à avancer et, en cas d'insolvabilité des parties condamnées, à supporter tous les frais qui sont occasionnés, dans ce cas, par les expéditions et notifications de jugements, les commandements, l'exécution de la contrainte par corps et par les procès-verbaux de carence.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PAYS ÉTRANGERS. — EXPLOITS.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 2556. — Bruxelles, le 14 octobre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

L'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814 a déterminé le mode de transmission des exploits destinés à des personnes non domiciliées dans le royaume.

Après les événements de 1830, l'interruption des relations postales avec certains pays ayant rendu impossible la transmission régulière des lettres chargées en vertu de l'arrêté de 1814, une loi du 26 mars 1833 autorise les huissiers à adresser leur exploit au ministre des affaires étrangères en mentionnant la déclaration émanée du directeur des postes qu'il se trouve dans l'impossibilité de se charger de l'exploit.

Bien que la loi de 1833 ne trouve aujourd'hui son application que dans un très-petit nombre de cas, des huissiers continuent à regarder ce mode exceptionnel d'expédition comme la règle. Il importe que l'erreur dans laquelle ils tombent à cet égard leur soit signalée, et qu'ils soient prévenus que la déclaration prescrite par la loi précitée ne peut être considérée comme une mention de *style* seulement, mais ne doit être consignée dans l'exploit que lorsqu'elle a réellement été faite par l'administration des postes.

Je vous prie, M. le procureur général, de vouloir faire porter les instructions qui précèdent à la connaissance de tous les huissiers de votre ressort, en les prévenant que des mesures sont prises pour que les transgressions qui y seraient commises me soient immédiatement signalées.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRAITEMENTS ECCLÉSIASTIQUES. — CUMULS.

1^{er} Dir. 1^{er} B. N^o 5199. — Bruxelles, le 18 octobre 1847.*A MM. les Chefs diocésains.*

Je vous prie de vouloir bien me donner, dans le plus court délai possible, la liste nominative des ecclésiastiques exerçant des fonctions pastorales dans votre diocèse, qui cumulent actuellement ces dernières avec celles d'aumônier de garnison, d'hôpitaux civils ou militaires, de prison ou de dépôt de mendicité, d'inspecteur des écoles primaires, de professeur de séminaire, etc., de désigner les différentes fonctions paroissiales ou autres qu'ils remplissent ainsi que les traitements qu'ils reçoivent soit sur le budget d'établissements spéciaux soit sur les budgets d'autres départements que le mien.

Je désire aussi connaître quels sont parmi les ecclésiastiques qui remplissent ces différentes fonctions, ceux qui jouissent d'une pension comme ancien religieux ou d'une pension de retraite et quel en est le montant.

Pour me mettre à même de veiller, le cas échéant, à l'exécution des dispositions qui défendent certains cumuls, vous voudrez bien ajouter à l'avenir, à partir du quatrième trimestre de cette année, aux états trimestriels de mutation, les renseignements ci-dessus, concernant l'existence ou la cessation d'un cumul et donner, s'il y a lieu, les mêmes indications aux Ministres de l'intérieur et de la guerre en ce qui concerne les titulaires de fonctions salariées par leurs départements.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMMUNES, BUREAUX DE BIENFAISANCE, HOSPICES, FABRIQUES D'ÉGLISES.
— CAPITAUX. — PLACEMENT EN FONDS BELGES.

1^{er} Dir. 2^e B. N^o 10497. — Bruxelles, le 30 octobre 1847.*A MM. les Membres des députations permanentes des conseils provinciaux.*

L'article 77, n^o 3, de la loi du 30 mars 1836, soumet à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, les délibérations des conseils communaux relatives, entre autres au placement et au emploi des deniers communaux.

Aucune règle n'est tracée à cet égard par la loi.

Le mode de placement et de remploi des deniers des hospices, bureaux de bienfaisance et autres établissements publics, n'est point non plus régi par des dispositions complètes et précises. (Arrêté royal du 4^{er} juillet 1816.)

Les règles de comptabilité communale tracées d'abord par les arrêtés des 30 septembre et 4^{er} novembre 1814, 7 janvier 1817 et 3 mai 1819, et ensuite par les règlements émanés pour l'administration des villes et du plat pays, gardent le silence sur le mode d'emploi des recettes extraordinaires et des capitaux des communes et établissements publics.

Cependant l'attention du gouvernement des Pays-Bas s'était portée sur le placement de capitaux d'une nature spéciale.

Un arrêté du 25 octobre 1816 avait réglé l'emploi des sommes provenant de la liquidation avec la France, et appartenant aux villes des provinces septentrionales, du chef de versements à la caisse d'amortissement. Un autre arrêté du 14 novembre de la même année, qui s'appliquait particulièrement aux provinces méridionales, ordonna que les sommes encaissées du chef de versements faits dans la caisse d'amortissement et de service, seraient employées au paiement des dettes arriérées exigibles des communes, après que la liquidation en aurait été faite par l'autorité compétente; que l'excédant servirait à l'extinction de la dette constituée, et enfin que ce qui resterait, après le paiement de la dette exigible et l'extinction de la dette constituée, serait employé en achat d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.

L'article 38 de la loi du 27 décembre 1822, portant création du livre auxiliaire, avait pour but avoué de faciliter, dans les provinces méridionales, la perception des intérêts et d'encourager de plus en plus la participation à la dette publique.

Les mesures prises et les encouragements donnés n'étaient pas entièrement demeurés sans résultat. Les rentes inscrites au livre auxiliaire et au grand-livre d'Amsterdam au profit des communes et d'établissements publics, et qui ont été transférées, conformément à l'art. 63 du traité du 5 novembre 1842, s'élevaient, au 4^{er} octobre 1830, à environ 160,000 florins par année, représentant un capital de 6,400,000 florins.

Le gouvernement français s'était également préoccupé de l'emploi des deniers communaux et des capitaux appartenant aux établissements publics.

L'arrêté du 19 ventôse an x, relatif à l'administration des bois commu-

naux, porte que le prix des coupes extraordinaires sera versé dans la caisse d'amortissement, avec l'intérêt à 3 p. c. et qu'il en serait de même des recettes extraordinaires provenant d'aliénations d'immeubles ou de remboursement de capitaux des communes non affectés aux dépenses ordinaires.

L'article 9 de l'arrêté étend ces dispositions aux hospices et aux autres établissements publics.

Un arrêté du 4 thermidor an x, règle le placement des revenus ordinaires des communes, non employés en embellissements ou améliorations.

L'avis du conseil d'État du 21 décembre 1808, sur le remboursement des rentes et capitaux des communes, fabriques d'églises etc., facilite le placement des fonds de l'espèce, en ce qu'il porte que leur emploi en *rentes sur l'État*, n'a pas besoin d'être autorisé et l'est de *droit* par la règle générale déjà établie.

Enfin le décret impérial du 27 février 1811, sur l'organisation de la comptabilité communale, charge (art. 4) le Ministre du trésor public de prescrire aux receveurs communaux de verser dans les caisses des receveurs généraux et particuliers de l'État, les sommes qui excéderaient les besoins des communes. Les sommes ainsi versées devaient produire intérêt.

Telles étaient les principales dispositions arrêtées sous l'empire, sur l'emploi et le placement des deniers communaux et des capitaux appartenant aux bureaux de bienfaisance, hospices, fabriques d'églises et autres établissements publics.

Un arrêté ministériel pris en France, le 25 novembre 1824, arrêté basé sur le décret impérial du 27 février 1811, porte que les communes, hospices et autres établissements publics, continueront d'être *admis* à verser les sommes qui excéderont les besoins de leur service dans les caisses des receveurs des finances et que le taux de l'intérêt sera fixé annuellement par le Ministre des finances.

Il paraît que sous l'empire, les versements effectués ne montaient qu'à huit millions et qu'ils produisent actuellement en France, plus de 420 millions de réserves habituelles au trésor, ce qui prouve que la mesure, telle qu'elle est exécutée aujourd'hui est favorablement accueillie par les communes et les établissements publics.

Si les dispositions arrêtées en France et dans le royaume des Pays-Bas différaient entr'elles quant aux moyens et quant à la forme, ces dispositions tendaient au même but.

Nous avons pensé, que des règles pourraient utilement être tracées

pour rendre plus fréquents les placements en fonds belges des capitaux des communes et des établissements publics. Leur intérêt se confond ici avec celui du pays. Ils trouveront dans ce placement le triple avantage de la sécurité, de l'élévation du taux d'intérêt et de la facilité de réaliser promptement leurs capitaux si le besoin s'en faisait sentir. D'un autre côté, le crédit public se consolidera sans doute de plus en plus par le classement en mains fermes et en Belgique d'une plus grande partie de la dette nationale.

Nous vous prions en conséquence, Messieurs, d'adresser à toutes les communes, aux bureaux de bienfaisance, aux hospices, aux fabriques d'églises et autres établissements de cette nature qui sont administrés sous la surveillance du gouvernement, une circulaire à l'effet :

1° De leur enjoindre d'aliéner tous les fonds publics étrangers qu'ils pourraient posséder, en contravention à l'art. 10 de la loi du 24 août 1816 (*Journal officiel*, n° 38), disposition qui a été maintenue par l'art. 25 de la loi du 31 mai 1824 (*Journal officiel*, n° 36), et qui défend à ces établissements d'avoir en leur possession des fonds étrangers autres que ceux qu'ils possédaient à l'époque susdite du 24 août 1816 ou qui pourraient leur avoir été légués depuis ;

2° De les inviter à retirer les sommes qu'ils pourraient avoir placées dans les diverses caisses d'épargne établies dans le royaume et en obligations émises par diverses sociétés ;

3° De les engager de la manière la plus pressante à employer en acquisition de fonds publics nationaux, et notamment en bons du trésor, les capitaux provenant de la vente des susdits fonds publics étrangers et du remboursement des sommes placées dans les caisses d'épargne, et en général tous leurs capitaux disponibles.

4° De faire convertir également en inscriptions nominatives les obligations belges au porteur que ces communes et établissements pourraient posséder ;

5° Enfin de n'accorder l'autorisation pour des placements autres qu'en fonds publics nationaux que très-rarement, et dans des circonstances toutes particulières où l'intérêt de ces établissements l'exigerait.

Le gouvernement, Messieurs, viendra en aide aux députations permanentes, pour assurer le contrôle indispensable qu'elles sont appelées à exercer, en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet. C'est ainsi que, dans le cas où les placements auraient été effectués en inscriptions sur le grand-livre, le département des finances, adressera, chaque trimestre ou chaque semestre respectivement aux départements

de l'intérieur et de la justice, pour être communiqué aux députations permanentes, un état indiquant toutes les inscriptions portées pendant ce laps de temps sur le grand-livre au nom des divers établissements publics ainsi que toutes les mutations faites par eux pendant la même période.

En ce qui concerne les bons du trésor, les dispositions suivantes sont adoptées :

D'abord, les bons du trésor, au lieu d'être émis au *porteur*, seront émis au nom de l'établissement qui en fera le placement. Ils porteront, en outre, la mention expresse que pour en toucher le montant ou *pour en opérer la négociation*, il est nécessaire qu'il y ait une autorisation préalable de la députation permanente.

Tous les mois, les directeurs du trésor informeront l'autorité provinciale des applicats qui auront été faits en bons du trésor, par les communes et les établissements publics. Cette information ne devra pas être donnée, si, à l'échéance des bons, il y avait emploi immédiat, c'est-à-dire si de nouveaux bons étaient délivrés en échange de ceux échus; car, dans ce cas, les communes et établissements publics n'auraient reçu en numéraire que le montant des intérêts et la bonification.

Le remboursement des bons ne pourra se faire que sur l'autorisation spéciale de la députation.

Afin que les directeurs du trésor ne délivrent pas de bons au porteur pour des applicats de fonds appartenant à des communes ou établissements publics, vous voudrez bien, messieurs, avertir les receveurs ou autres agents chargés des placements qu'ils doivent faire connaître aux directeurs le nom de l'établissement pour lequel ils effectuent un versement.

L'avis mensuel, donné par les directeurs du trésor à l'autorité de la province, mettra celle-ci à même de savoir si les fonds disponibles qui devaient être placés en bons du trésor ont réellement reçu cette destination. Dans le cas contraire, la députation veillera à ce que ces placements soient effectués, comme elle pourra convertir ou faire convertir en *bons en nom* les bons au porteur qui auraient été pris, sans désignation de l'établissement intéressé.

Le Ministre de l'intérieur, Le Ministre de la justice,
CH. ROGIER. DE HAUSSY.

CLASSES NÉCESSITEUSES. — MESURES A PRENDRE PAR LES COMMUNES ET
LES BUREAUX DE BIENFAISANCE POUR VENIR A LEUR SECOURS.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 12109. — Bruxelles, le 3 novembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

M. le Ministre de l'intérieur vient de m'adresser une copie de la circulaire qu'il vous a fait parvenir et qui contient des instructions et des recommandations pour les administrations communales, relativement aux mesures à prendre, cet hiver, en faveur de la classe laborieuse, sans moyens d'existence.

Ces instructions et recommandations, sont également applicables aux bureaux de bienfaisance qui, par leur nature, sont plus spécialement chargés de venir en aide aux classes nécessiteuses, ainsi je ne puis que me référer aux considérations déduites dans la lettre de mon collègue et vous prier, M. le Gouverneur, de vouloir bien engager ces administrations à concourir dans le cercle de leurs attributions et dans la mesure de leurs moyens, à l'exécution des mesures qu'elle prescrit.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FRAIS D'ENTRETIEN DES MILITAIRES PUNIS DISCIPLINAIREMENT.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 13. — Bruxelles, le 3 novembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Dans sa circulaire du 3 décembre 1845, 2^e Dir. 4^{er} Bureau, N^o 9509, mon prédécesseur a exprimé le désir que les noms des détenus militaires dont les frais d'entretien doivent être récupérés à la charge du département de la guerre, fissent l'objet d'états séparés à adresser à mon département.

Afin que l'on ne se méprenne plus sur la classe de militaires qui doivent être portés sur lesdits états, ainsi que cela est arrivé dans différentes localités, j'ai l'honneur de vous prier, M. le Gouverneur, de vouloir bien rappeler aux chefs des prisons et des maisons de passage de votre province que les *frais d'entretien et de séjour des militaires envoyés par mesure disciplinaire aux compagnies de punition*, sont les seuls qui

doivent être remboursés par le département de la guerre à celui de la justice.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SECOURS A D'ANCIENS MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES, EMPLOYÉS, ETC. —
DROITS DES HÉRITIERS.

4^e Dir. 2^e B. N^o 15387. — Bruxelles, le 6 novembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

Le renvoi qui m'a été fait récemment d'ordonnances de paiement de secours alloués à des personnes décédées *au moment de la délivrance des mandats*, m'a fourni l'occasion de prendre connaissance d'une instruction émanée du département, le 15 avril 1842, 4^e Dir. n^o 2244, d'après laquelle les sommes ordonnancées ne devraient être payées aux héritiers que dans certains cas dont l'appréciation serait abandonnée à l'administration.

Je ne saurais, M. le Gouverneur, me rallier à l'opinion consignée dans ladite instruction.

Le droit des héritiers me paraît incontestable lorsque l'arrêté royal, par lequel le secours est alloué, est d'une date *antérieure* au décès de leur auteur. Le droit de celui-ci est acquis dès le jour même où l'arrêté est pris. Il devient alors créancier de l'État pour la somme dont il a été gratifié et s'il meurt avant de l'avoir touchée, il transmet son droit à ses héritiers comme il leur transférerait l'objet de tout autre don qui lui aurait été fait.

Je vous prie, donc, M. le Gouverneur, de considérer comme non avenue la circulaire du 15 avril 1842, qui, outre qu'elle est contraire aux principes de droit, peut donner lieu dans l'application à beaucoup de difficultés et surtout à beaucoup d'arbitraire.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FABRIQUES D'ÉGLISES. — COMPTES. — DÉPÔT DU DOUBLE AU CONSEIL COMMUNAL.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N° 5301. — Bruxelles, le 10 novembre 1847.*A MM. les Gouverneurs.*

Comme il résulte de l'instruction qui a eu lieu par suite de la circulaire de mon prédécesseur, en date du 9 mars dernier, qu'un grand nombre de conseils de fabriques d'églises, négligent ou refusent de déposer annuellement à l'administration communale, le double de leur compte, conformément à l'art. 89 du décret du 30 décembre 1809, et que des administrations locales, ont mis peu de soin à le réclamer; je vous prie de vouloir bien rappeler aux fabriques leur obligation et les inviter à y satisfaire exactement; la loi l'ayant prescrit doit être observée et rien ne peut en dispenser.

Les bourgmestres faisant de droit partie des conseils de fabriques aux termes de l'art. 4 n° 2 dudit décret, devront veiller spécialement à ce que ces comptes soient présentés auxdits conseils en temps utile et à ce qu'après leur adoption une copie en soit remise à la commune et déposée dans ses archives.

Vous voudrez bien, M. le Gouverneur, me faire connaître, après l'époque de la reddition des comptes de l'année courante, les fabriques qui seraient restées en retard de remettre leurs comptes en indiquant les motifs de ce retard. Je désire recevoir dans la suite, ces mêmes renseignements chaque année. Et quant aux années antérieures à 1847, il me sera agréable de recevoir un rapport spécial avant le 31 décembre prochain.

Je dois vous faire remarquer, M. le Gouverneur, que les dispositions des art. 82 et suivants du décret du 30 décembre 1809 s'appliquent à toutes les fabriques tant des chapelles que des églises primaires, secondaires et des succursales.

Enfin, M. le Gouverneur, pour compléter la statistique que je possède à mon département je vous prie de faire remplir et m'envoyer l'état dont un modèle est ci-joint.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

*ETAT de renseignements concernant les chapelles, les annexes et les oratoires appartenant à des fabriques
ou à des établissements publics.*

NOM PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES COMMUNES où il y a des CHAPELLES DES ANNEXES OU DES ORATOIRES.	CHAPELLES SANS DISTINCTION si elles sont OU NON DOTÉES D'UN TRAITEMENT à la CHARGE DE L'ÉTAT.	ANNEXES.	ORATOIRES Sans distinction s'ils sont érigés, ou s'ils ne le sont pas en dési- gnant la fabrique à la- quelle ils appartiennent ou l'établissement public dont ils font partie.	DATE DES DISPOSITIONS D'ÉRECTION PRISES PAR LE GOUVERNEMENT ANTÉRIEUREMENT au 1 ^{er} octobre 1830.	INDICATION Pour les chapelles, de la cure ou de la succursale dont elles dépendent; pour les annexes, de la cure, de la succursale dont elles dépendent ou de la cha- pelle sur le territoire de laquelle ils sont situés; pour les oratoires, de la cure succursale, chapelle ou annexe sur le terri- toire desquelles ils sont situés.	LA CHAPELLE ou L'ANNEXE a-t-elle une FABRIQUE?	Depuis quand la fabrique de la chapelle ou de l'annexe est-elle établie, et en vertu de quelle disposition?

1847

10

1847

109

DÉLITS POLITIQUES. — POURSUITES.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2917. — Bruxelles, le 10 novembre 1847.*A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.*

S'il importe que l'action publique reste libre entre les mains des magistrats auxquels elle a été confiée par la loi, il est cependant indispensable qu'elle ne soit exercée qu'avec la plus grande réserve lorsqu'il s'agit de faits présentant un caractère politique : la responsabilité des poursuites entamées légèrement ou d'une manière intempestive pouvant dans certaines circonstances remonter jusqu'au gouvernement.

Des motifs d'urgence extrême ne se rencontrent que fort rarement ; hors ces cas exceptionnels, la prudence exige que les officiers du ministère public n'entament des poursuites politiques qu'après s'être entourés de toutes les données propres à en faire apprécier le fondement et l'opportunité.

Je désire donc qu'à l'avenir, M. le Procureur général, vous me communiquiez les rapports qui, dans de telles circonstances, vous seront adressés par les procureurs du Roi de votre ressort.

Les instructions analogues que vous avez déjà reçues pour l'exécution des lois du 20 juillet 1834, (circulaire du 28 juillet 1834 et 3 mars 1847) 25 juillet 1834 (circulaire du 4^{er} août 1834) et 30 décembre 1836 (circulaire du 26 avril 1843) ont été observées sans qu'aucun inconvénient en soit résulté.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. — PERSONNES CIVILES. — REDDITION DE COMPTES ¹.1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 4467. — Bruxelles, le 15 novembre 1847.*A MM. les Gouverneurs des provinces de Brabant, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, de Hainaut, de Liège et de Namur.*

Sous l'Empire, le Royaume des Pays-Bas, et même depuis la révolution de 1830, le gouvernement a accordé la personnification civile à des associations religieuses qui se vouent à des œuvres qui ne sont pas stric-

¹ Voir circulaire du 5 janvier 1845.

tement comprises dans les termes du décret du 18 février 1809. Ces actes leur ont imposé l'obligation de la reddition du compte prescrit par ce décret. Je vous prie, en conséquence, de considérer la circulaire du 3 janvier 1845, comme s'appliquant à toutes les associations religieuses reconnues, soit qu'elles s'occupent uniquement d'œuvres de charité ou d'enseignement, soit qu'elles aient cette double destination.

Je désire recevoir dans un court délai, les comptes de 1844, 1845 et 1846, qui n'ont pas encore été produits, ainsi que le dernier compte produit avant le 31 décembre 1830, par les associations légalement reconnues avant cette époque.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SÉMINAIRES DIOCÉSAINS ET CATHÉDRALES. — BIENS FONDS, RENTES ET
CAPITAUX. — STATISTIQUE.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 4722. — Bruxelles le 15 novembre 1847.

A MM. les Chefs diocésains.

Les interpellations qui ont eu lieu les années précédentes à la Chambre des Représentants, lors de la discussion du budget des cultes, spécialement en ce qui concerne les séminaires diocésains (grands et petits) et l'absence de documents suffisants et complets en la possession de l'État, rendent nécessaire la demande de détails statistiques, qui puissent établir leur position financière.

Mon prédécesseur a pris l'engagement formel de communiquer à la section centrale les derniers comptes des séminaires et de les tenir en outre au Ministère, à la disposition des membres des deux Chambres qui désireraient en prendre inspection (annales parlementaires de 1846-1847, séance du 17 janvier 1847, page 533). A cet effet, je viens vous prier, Monsieur, vu l'examen très-prochain en section centrale du budget de mon département pour 1848, de vouloir bien me faire parvenir dans un très-court délai et dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessous à mesure que le travail sera terminé :

4^o Les comptes de votre séminaire diocésain pour 1846, dans la forme indiquée par la circulaire du 31 janvier 1846, N^o 5497, avec d'autres détails selon les circonstances spécialement en ce qui concerne :

A. Les dettes et leur origine;

B. Les arrêtés d'autorisation des emprunts contractés, leur montant, leurs conditions, leur destination, leur emploi et la somme à laquelle ils se trouvent actuellement réduits par l'amortissement.

2° Les prévisions de recettes et dépenses du séminaires pour 1847.

3° Les comptes de la cathédrale pour 1846, attendu qu'à défaut de ressources suffisantes du séminaire et en cas d'excédant au budget de la cathédrale, celle-ci doit venir en 4^{er} lieu en aide à l'autre établissement d'après le décret du 30 décembre 1809.

4° Un état conforme au modèle I ci-joint, des biens et rentes de toute nature des séminaires en y portant dans l'ordre suivant :

A. Les biens fonds.

B. Les rentes hypothéquées.

C. Les autres rentes et redevances annuelles.

D. Les fonds publics étrangers.

E. Les fonds publics belges.

F. Les fonds, actions ou obligations dans des sociétés particulières.

G. Les capitaux placés à la caisse d'épargne.

H. Les capitaux placés aux monts-de-piété.

I. Les capitaux en caisse à placer, en indiquant leur provenance.

Chacune de ces catégories de biens devra être terminée.

1° Pour les biens fonds, par une addition du revenu cadastral d'une part et des fermages et loyers d'autre part, 2° pour les autres catégories de biens, par une addition des capitaux et des revenus. Une récapitulation de ces totaux donnera à la fin de l'état un total général.

3° Un état conforme au modèle II ci-joint, concernant les charges qui grèvent les biens des séminaires.

6° Des états des biens et des charges de la cathédrale, selon les modèles indiqués aux N^{os} 4 et 5 ci-dessus pour les séminaires, diocésains en ayant égard à l'observation faite sous le N^o 4.

Recevez, Monsieur, l'expression de mes sentiments de haute considération.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TABLEAU I.

État des propriétés du séminaire de
id. de la cathédrale de

(grand et petit) au 15 novembre 1847
au 15 novembre 1847.

A. BIENS FONDS.

1	2	3			4	5	6	7
PROVINCE ET COMMUNE DE LA SITUATION.	NATURE DES BIENS. 1° Propriétés bâties. 2° Non bâties.	CONTENANCE GLOBALE PAR COMMUNE.			REVENU IMPOSABLE. (Chiffre global par commune.)	MONTANT DES LOYERS OU FERMAGES.	DESTINATION DES BIENS NON LOUÉS. (Indiquer la destination de chaque bien et si parmi ces biens il y a des églises ou des oratoires, indiquer s'ils servent au public.)	OBSERVATIONS. (Entrez autres mentionner 1° les biens qui, en vertu des actes des bienfaiteurs, sont spécialement affectés aux petits séminaires; 2° les biens en litige; 3° le nombre d'usufruits et la somme à déduire de ce chef temporairement sur le montant du revenu, etc.)
		RECTARES.	ARES.	CENTIAIRES.				

BC. RENTES HYPOTHÉCAIRES ET AUTRES RENTES ET REDEVANCES.

1	2		3	4	5	6		7	8
NOM ET DOMICILE DU DÉBITEUR.	DATE		CAPITAL	INTÉRÊTS	RENTES EN NATURE		OBSERVATIONS. (Comme au modèle A.)		
	DU DERNIER TITRE.	DE L'INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.	EN ARGENT.	DES CAPITAUX.	QUOTITÉ ANNUELLES.	ÉVALUATION EN ARGENT. FR. C.			

101

102

115

TABLEAU I. (Bis.)

DEF. FONDS PUBLICS ET AUTRES ACTIONS, ETC.

1	2	3	
NATURE DU TITRE.	MONTANT DU CAPITAL NOMINAL.	MONTANT DE L'INTÉRÊT ANNUEL.	

GII. CAPITAUX PLACÉS A LA CAISSE D'ÉPARGNE OU AU MONT DE PIÉTÉ.

1	2	3	4
CAPITAUX.	INTÉRÊTS.	DATE DES PLACEMENTS.	ÉTABLISSEMENT OU LE FONDS EST PLACÉ.

I. CAPITAUX EN CAISSE.

1	2	3	
CAPITAUX.	PROVENANCE. (Si c'est par suite de remboursement de rentes, d'aliénations, de libéralités ou s'ils ont une autre source.)	DATE DES REMBOURSEMENTS, DES ALIÉNATIONS OU DES LIBÉRALITÉS.	

111

1887.

SURSIS. — CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. — PUBLICITÉ.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2851. — Bruxelles, le 19 novembre 1847.

A MM. les premiers Présidents des cours d'appel.

L'expérience ayant démontré que, lors des réunions provoquées en exécution de l'article 5 de l'arrêté du 25 novembre 1844, relatif aux sursis, peu de créanciers se présentent le plus souvent pour émettre leurs observations favorables ou critiques, sur les demandes des pétitionnaires, et que plus tard, des intéressés prétendent n'avoir pas eu connaissance des convocations insérées dans des journaux; mon département a cru utile de faire publier par la voie du *Moniteur* belge, des avis relatant par extrait, les indications contenues dans les ordonnances rendues par MM. les conseillers délégués.

L'opportunité de ce complément de publicité, ne peut, semble-t-il, être révoquée en doute, et je désire qu'elle s'étende à toutes les demandes de sursis sans exception. Pour d'autant mieux assurer l'exécution de cette mesure, j'ai l'honneur de vous prier, M. le premier Président, de donner les ordres nécessaires pour qu'il me soit transmis une copie simple de chaque ordonnance de convocation qui est ou sera rendue sur les demandes que je vous ai communiquées depuis un mois, ainsi que sur celles qui vous seront adressées ultérieurement de mon département.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

 TRANSPORT DES DÉTENUÉS. — NOURRITURE ¹.

2^e Dir. 1^{er} B. n^o 15351. — Bruxelles, le 22 novembre 1847.

A MM. les Gouverneurs.

La mesure proposée dans ma circulaire du 22 septembre dernier relativement à la distribution des rations aux détenus en transfèrement, n'ayant rencontré aucune objection, me paraît susceptible d'être mise immédiatement à exécution.

Je vous prie, en conséquence, M. le Gouverneur, de donner les in-

¹ Voir circulaire du 23 mai 1844, 2^e Dir. n^o 12369.

structions nécessaires pour la régulière observation dans toutes les prisons de votre province de ladite mesure arrêtée et complétée comme suit :

Lorsqu'il sera reconnu que le détenu à transférer ne pourra participer, dans la prison d'arrivée, soit en totalité, soit en partie, à la distribution, de la nourriture ordinaire, il recevra dans la prison de départ, pour chaque repas dont il sera privé, une demi ration de pain, indépendamment de la ration ordinaire qu'il reçoit toujours le matin. En conséquence si le détenu transféré doit être privé du repas du midi, il recevra, y compris la ration ordinaire du matin, une ration et demie; s'il doit être privé en outre du second repas, il recevra en totalité deux rations de pain.

Les individus arrêtés par la gendarmerie ou autres agents de la force publique qui, après avoir été conduits devant l'autorité compétente sont écroués après le repas de l'après-midi, recevront une demi-ration de pain, en attendant la distribution de vivres du lendemain.

Afin de faciliter les comptes des entrepreneurs admis dans les prisons, non soumises à la régie, il sera convenu que la soupe et le potage seront considérés comme étant chacun l'équivalent d'une demi-ration de pain.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

BOURSES DE FONDATION. — VACANCE. — PUBLICITÉ PAR LA VOIE DU
MONITEUR.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 4723. — Bruxelles, le 23 novembre 1847.

A MM. les Gouverneurs,

Désirant dans l'intérêt des institués, que la vacance des bourses de fondations particulières, reçoive toute la publicité nécessaire, je vous prie d'inviter les administrateurs-collateurs, à adresser toujours à M. le directeur du *Moniteur*, un double de l'avis qu'ils font insérer dans d'autres journaux, en exécution de l'art. 22 de l'arrêté royal du 2 décembre 1823, (*Journal officiel* n^o 49), et de le lui faire parvenir, quarante jours au moins avant l'époque fixée pour la collation des bourses, afin que les ayants droit aient le temps de recueillir les pièces nécessaires à l'appui de leurs demandes.

L'insertion de ces avis au *Moniteur*, aura lieu sans frais.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

BIENS DE CURE. — REVENUS. — STATISTIQUE ¹.1^{re} Dir. 1^{er} Bur. N^o 3,588. — Bruxelles, le 2 décembre 1847.*A MM. les Gouverneurs.*

La jouissance des biens de cure, a été provisoirement laissée aux titulaires, à la condition de déduire de leur traitement une somme égale au revenu de ces biens; mais à défaut de renseignements suffisants sur l'existence de tous ces biens ou sur leur revenu réel, il paraît que la déduction voulue n'a pas eu lieu sur tous les traitements auxquels elle devait être appliquée ou bien que la retenue n'a pas été ce qu'elle devait être. Pour éviter dans l'avenir, à de pareils inconvénients, il sera dressé une statistique nouvelle, et les curés, desservants et chapelains, ainsi que les fabriques d'Églises, seront invités à donner les renseignements nécessaires pour la compléter; mais en attendant que ce travail assez long, puisse être achevé, il importe de régulariser provisoirement le mieux possible, les réductions à faire à cette fin, je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir bien inviter tous les titulaires de cures, succursales ou chapelles; à vous faire connaître immédiatement s'ils possèdent à ce titre, outre le presbytère et le jardin attenant, d'autres biens, rentes ou cens etc., et, en cas d'affirmative, à déclarer quel est leur produit net annuel, afin qu'une somme égale puisse être déduite de leur traitement, à partir du 1^{er} janvier 1848.

Je désire, M. le Gouverneur, recevoir ces renseignements dans un très-court délai, et, en tout cas, avant le 15 décembre courant.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

STATISTIQUE DES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — ÉTAT N^o 4. — MODÈLE.Secr. gén. 2^o B. N^o 104. — Bruxelles, le 3 décembre 1847.*A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.*

L'administration ayant dû faire procéder à un nouveau tirage du tableau n^o 4, concernant le compte des travaux des tribunaux correctionnels, a saisi cette occasion pour y introduire quelques changements dont l'utilité était démontrée par l'expérience.

¹ Voir Circulaire du 27 avril 1848.

I. NATURE DES AFFAIRES JUGÉES, RÉSULTAT

NATURE DES DÉLITS.	NOMBRE		NOMBRE DES AFFAIRES POURSUIVIES		NOMBRE DES AFFAIRES POURSUIVIES D'OFFICE, JUGÉES		NOMBRE DES PRÉVENUS					NOMBRE DES CONDAMNÉS ACCESSOIRES				MONTANT TOTAL DES AMENDES										
	DES AFFAIRES.	DES PRÉVENUS.	directement à la requête		d'office par le ministère public		CONDAMNÉS					ACCESSOIRES				PEINE PRINCIPALE.	PEINE ACCESSOIRE.									
			DE LA PARTIE CIVILE.	D'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE.	SEUL DANS L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.	AVEC L'ASSISTANCE DE LA PARTIE CIVILE, D'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE.	APRÈS UNE ORDONNANCE DE LA CHAMBRE DU CONSEIL.	APRÈS UN COMMENCEMENT D'INSTRUCTION.	APRÈS CITATION DIRECTE A L'AUDIENCE ET SANS COMMUNICATION AU JUGE D'INSTRUCTION.	ACQUITTÉS.	A L'EMPRISONNEMENT	D'UN AN ET PLUS.	DE MOINS D'UN AN.	A LA DÉTENTION DANS UNE MAISON DE CORRECTION.	A L'AMENDE (PEINE PRINCIPALE)			A LA CONFISCATION (PEINE PRINCIPALE.)	DONT LA PEINE A ÉTÉ MODIFIÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 42 DU CODE PÉNAL.	A ÊTRE PLACÉS SOUS LA SURVEILLANCE DE LA POLICE.	A ÊTRE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT.	A L'IMPÉDITION DES DROITS RESTRICTIONNÉS PAR L'ARTICLE 42 DU CODE PÉNAL.	A L'AMENDE.	A LA CONFISCATION.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
Contraventions aux lois et règlements sur : les forêts, bois de l'État, des communes et des hospices. — des particuliers. les marandages et autres délits ruraux. la chasse et le port d'armes. la voirie. les messageries et le roulage. la taxe des barrières. les douanes (droits d'entrée et de sortie) affaires contre connus. — affaires contre inconnus. les accises et autres contributions indirectes. la vérification des poids et mesures. la milice. l'art de guérir (détail).																										
	TOTAUX : Crimes correctionnalisés Délits et contraventions de simple police Contraventions spéciales																									
		TOTAUX GÉNÉRAUX.																								

H. ÉTAT DES PRÉVENUS EN ÉTAT DE RÉCIDIVE.

Cet état ne comprendra que les prévenus poursuivis pour crimes correctionnalisés, délits et contraventions de simple police, quelles que soient d'ailleurs les précédentes condamnations, lors même qu'elles seraient trop faibles pour donner lieu à l'application des lois sur la récidive et quelque soit le tribunal qui les ait prononcées.

NOM, PRÉNOMS, AGE, LIEU DE NAISSANCE, DOMICILE, PROFESSIONS DES PRÉVENUS EN ÉTAT DE RÉCIDIVE. 1	CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES.						NOUVELLES POURSUITES.				
	TRIBUNAL qui les a PRONONCÉES. 2	LEUR DATE. 3	NATURE DES FAITS qui Y ONT DONNÉ LIEU. 4	NATURE ET DURÉE DES PEINES PRONONCÉES EU ÉGARD AU RÉSULTAT DE L'APPEL, S'IL Y EN A EU. 5	LIEU OU CES PEINES ont été SUBIES. 6	ÉPOQUE PRÉCISE ET CAUSE DE LA LIBÉRATION. — EXPIRATION DE PEINE, GRACE. 7	NATURE DES NOUVEAUX DÉLITS qui ont DONNÉ LIEU AUX POURSUITES. 8	DATE		NATURE ET DURÉE DES PEINES PRONONCÉES OU MENTION DE L'ACQUITTEMENT. 11	MARQUER SI LES PEINES ont été AGGRAVÉES PAR SUITE DE LA RÉCIDIVE LÉGALE. 12
								DE CES DÉLITS. 9	DES JUGEMENTS. 10		

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Sur la marche de la justice criminelle dans l'arrondissement; l'augmentation et la diminution des crimes et délits; la cause des acquittements dans les affaires poursuivies d'office; — le zèle et l'activité des officiers de police judiciaire; — l'exactitude des officiers ministériels; — les frais de justice; — les événements extraordinaires.

(Les procureurs du Roi ne sauraient apporter trop de soin à la rédaction de ces observations générales, qui doivent faire apprécier l'administration de la justice criminelle dans leur arrondissement: ils signaleront les faits sur lesquels elle a laissé à désirer, ainsi que les améliorations dont elle leur paraîtra susceptible.)

On a supprimé l'état N° VIII concernant les tribunaux de simple police, dont les comptes devront être transmis à l'avenir pour chaque justice de paix.

Vous recevrez les imprimés nécessaires à cet effet. Vous recevrez également des imprimés pour la formation de registres destinés à faciliter la rédaction des états N° I et II dont le dépouillement offre le plus de complications et demande souvent un temps assez considérable, si l'on doit y procéder sans désemparer.

Ces registres offriront le moyen de mettre la statistique au courant après chaque audience correctionnelle.

Le Ministre de la Justice,
DE HAUSSY.

PATENTES. — EXPLOITS. — PROCÉDURES.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 1317. — Bruxelles, le 10 décembre 1847.*A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.*

M. le Ministre des finances m'informe que les prescriptions de l'art. 34 de la loi du 24 mai 1849, sur le droit de patente, ne sont pas généralement observées.

Ainsi au lieu de consigner dans leurs exploits, les indications exigées par cet article, des huissiers se bornent à faire ces simples mentions : *le réquerant se disant patenté ou le réquerant dûment patenté*; quelque fois ils ajoutent : *la patente n'a pas été représentée*.

D'un autre côté dans les procédures ayant trait à un commerce, une industrie ou profession sujette à patente, l'on n'exige pas toujours la preuve qu'à l'époque des faits qui forment l'objet de la contestation, le demandeur ou le défendeur était dûment patenté et les jugements ne mentionnent très-souvent que ces mots : *le demandeur (ou le défendeur) se disant patenté*; d'autrefois encore ils portent : *le demandeur (ou le défendeur) n'a point produit sa patente*, sans ajouter si la représentation de la patente a été ou non requise.

MM. les officiers du ministère public voudront bien donner des instructions, pour prévenir et réprimer au besoin les contraventions que je viens de signaler.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — INFIRMERIES. — RÉGIME ALIMENTAIRE ¹.

Bruxelles, le 15 décembre 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

À TOUS PRÉSENTS ET À VENIR, SALUT.

Vu les articles 27 et 74 de l'arrêté organique des prisons en date du 4 novembre 1824 ;

* *Moniteur* du 15 décembre 1847, n^o 349.

¹ *Voir* 21 décembre 1847, p. 130.

Revu les articles 2 et 4 de Notre arrêté du 4 juillet 1846, relatif à l'alimentation ordinaire des détenus ;

Vu le rapport de Notre Ministre de la justice, en date du 11 décembre courant, démontrant la nécessité de réviser le tarif de l'alimentation dans les infirmeries des prisons centrales et d'en étendre l'application aux infirmeries des prisons secondaires ;

Vu l'avis de l'inspecteur général du service de santé de l'armée, chargé auxiliairement du service de santé des prisons ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les régimes alimentaires des infirmeries des prisons centrales et des prisons secondaires, la composition des différents articles de ces régimes, sont réglés et déterminés conformément aux tarifs ci-après :

N ^{os} D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	INDICATION DES POIDS ET MESURES.
DIÈTE ABSOLUE.		
1	Bouillon.	Centilitres.
DIÈTE SIMPLE.		
2	Bouillon.	Id.
3	Pain.	Décagrammes.
RÉGIME ORDINAIRE.		
4	Soupe au pain ou au riz.	Centilitres.
5	Potage aux pommes de terre, aux légumes ou au riz.	Id.
6	Viande de vache.	Décagrammes.
RÉGIME EXTRAORDINAIRE.		
<i>A. Articles soumis à une préparation culinaire.</i>		
7	Rôti de veau ou autre viande de boucherie provenant de la cuisson de 25 décagrammes, indiqués au tarif II, litt. G.	Id.
8	Riz au gras.	Centilitres.
9	Riz au lait.	Id.
10	Bouillie au lait et à la fleur de farine.	Id.
11	Bouillie au lait de beurre.	Id.
12	Œufs.	Pièce.
13	Pruniaux ou autres fruits cuits.	Décagrammes.
14	Pommes ou poires cuites.	Pièce.
<i>B. Articles divers.</i>		
15	Oranges.	Id.
16	Fruits selon la saison.	Décagrammes.
OBJETS COMMUNS AUX DIFFÉRENTS RÉGIMES, Y COMPRIS LES DIÈTES.		
17	Pain de froment bluté au vingtième.	Id.
18	Bière.	Centilitres.
19	Vin rouge.	Id.

gmes.

DÉSIGNATION DES PARTIES DE LA RATION.				OBSERVATIONS.
QUART.	DEMI.	TROIS QUARTS.	ENTIÈRE.	
"	"	"	80	
"	"	"	100	
"	"	"	15	
25	50	75	100	
25	50	75	100	
4	8	12	16	Viande cuite et désossée.
"	"	"	"	
"	40	60	80	
"	25	55	50	
"	25	55	50	
"	25	55	50	
"	"	"	2	
"	"	1	6	
"	"	"	2	
"	"	"	"	Indéterminé.
"	"	"	"	Id.
15	30	54	60	
15	25	55	50	
"	12 1/2	"	25	

II. Composition et préparation

DÉNOMINATION DES ARTICLES.
<i>A.</i> Bouillon pour être distribué en nature et pour servir à la préparation des soupes et potages.
<i>B.</i> Soupe au pain.
<i>C.</i> Soupe au riz.
<i>D.</i> Potage aux pommes de terre.
<i>E.</i> Potage aux légumes.
<i>F.</i> Potage au riz en cas de manque de pommes de terre ou de légumes.
<i>G.</i> Rôti de viande de boucherie.
<i>H.</i> Riz au gras.
<i>I.</i> Riz au lait.
<i>J.</i> Bouillie au lait doux.
<i>K.</i> Bouillie au lait de beurre.

des différents régimes,

DÉSIGNATION DES SUBSTANCES.	POIDS ET MESURES.	QUANTITÉS POUR 100 NATIONS ENTIERES.
Viande de vache.	Kilogrammes.	25 »
Sel	Id.	1 »
Bouillon.	Litres.	» »
Pain bluté.	Kilogrammes.	6 »
Légumes.	Id.	5 »
Sel.	Id.	1 »
Bouillon.	Litres.	» »
Riz	Kilogrammes.	6 »
Légumes.	Id.	5 »
Sel	Id.	1 »
Pommes de terre.	Kilogrammes.	90 »
Oignons.	Id.	1 »
Sel.	Id.	1 »
Poivre	Id.	» 03
Vinaigre.	Litres.	1 »
Graisse de bouillon ou beurre.	Kilogrammes.	» 50
Pommes de terre.	Kilogrammes.	67 »
Légumes	Id.	23 »
Sel	Id.	1 »
Poivre	Id.	» 03
Vinaigre.	Litres.	1 »
Graisse de bouillon ou beurre.	Kilogrammes.	» 50
Riz	Kilogrammes.	8 »
Sel	Id.	1 »
Poivre	Id.	» 03
Graisse de bouillon ou beurre.	Id.	» 50
Viande fraîche.	Kilogrammes.	25 »
Bouillon.	Litres.	50 »
Riz	Kilogrammes.	8 »
Lait doux	Litres.	50 »
Riz	Kilogrammes.	5 »
Lait doux	Litres.	50 »
Fleur de farine.	Kilogrammes.	5 »
Lait de beurre	Litres.	50 »
Fleur de farine.	Kilogrammes.	5 »
Sirup de méclasse.	Id.	» 60

ART. 2. Les tarifs et la composition des différents régimes ne peuvent être modifiés sous aucun prétexte, sauf cependant les exceptions qui seront établies par Notre Ministre de la justice pour des cas particuliers.

ART. 3. Il est interdit d'accorder des objets d'alimentation prescrits par le médecin et non portés aux tarifs, sans avoir obtenu l'autorisation spéciale de la commission administrative ou du comité d'inspection et de surveillance.

ART. 4. Le régime ordinaire et le régime extraordinaire ne peuvent être simultanément accordés au même individu.

Le régime extraordinaire peut être prescrit en même temps que la diète simple ou la diète absolue.

Le pain de ration et le vin peuvent indistinctement être distribués avec le régime ordinaire et le régime extraordinaire, et même avec la diète simple.

ART. 5. La viande de vache pour le bouillon se calcule lors de la demande, sur le chiffre total de la population de l'infirmerie, y compris les aides-infirmiers détenus, à raison de 25 décagrammes bruts par tête.

Le calcul de toutes les autres préparations s'établit sur la totalité des rations et des parties de rations, résultant des prescriptions particulières.

ART. 6. Les visites des médecins dans les prisons centrales, et autant que possible dans les prisons secondaires, auront lieu à heures fixes.

La visite du soir doit toujours avoir lieu avant cinq heures.

ART. 7. Tout malade admis à l'infirmerie ne pourra recevoir pendant plus de dix jours la ration entière du régime ordinaire, à moins d'autorisation spéciale de l'inspecteur général du service de santé, délivrée sur la demande motivée du médecin.

Sont exceptés de cette règle, les aides-infirmiers détenus, les vieillards, les infirmes et les estropiés placés comme tels à l'infirmerie.

ART. 8. Tout ce qui a rapport à la qualité des aliments, aux modes de prescription, de préparation et de distribution, fera l'objet d'instructions particulières de la part de Notre Ministre de la justice.

ART. 9. Toutes dispositions contraires au présent règlement sont abrogées.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

GRAINE DE LIN DE RIGA. — PLOMBAGE ET MARQUE DES BARILS. —
ARRÊTÉ ROYAL DU 15 NOVEMBRE 1847.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 2966. — Bruxelles, le 18 décembre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

En exécution de l'arrêté royal du 15 novembre dernier ¹, M. le Ministre de l'intérieur m'adresse et j'ai l'honneur de vous transmettre pour les procureurs du roi de votre ressort, des exemplaires de cet arrêté, ainsi que le dessin des marques et timbres qui seront apposés sur les barils renfermant la graine de lin de Riga.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

STATISTIQUE DES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — REGISTRE D'ANNOTATIONS
POUR LA FORMATION DES ÉTATS N^{os} I ET II. — MODÈLE.

Secr.-gén. 2^e B. N^o 104. St. jud. — Bruxelles, le 20 décembre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

Comme suite à ma lettre du 3 décembre dernier, Secrétariat-général, 2^e bureau n^o 104, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les imprimés nécessaires pour la formation du registre dont il y est fait mention, destiné à faciliter la rédaction des états n^{os} I et II du compte statistique des travaux des tribunaux correctionnels.

Quelques observations feront comprendre la marche à suivre pour la tenue de ce registre qui offrira les moyens de mettre la statistique au courant après chaque audience correctionnelle ou au plus tard lorsque les extraits des jugements seront parvenus au parquet.

L'entête du registre est divisé en deux parties, entièrement indépendantes l'une de l'autre ; la première partie qui reproduit exactement les colonnes de l'état N^o I, comprendra les diverses annotations statistiques sur le nombre des affaires, des prévenus, etc., eu égard à la nature des délits ; la seconde, dont les colonnes correspondent à celles de l'état N^o II comprendra les renseignements sur le résultat des poursuites eu égard au sexe et à l'âge des prévenus.

Un certain nombre de pages proportionné au nombre présumé des diverses catégories, sera consacré à chaque délit dont la nature sera inscrite en tête du registre ; il en sera de même pour chaque période d'âge des prévenus des deux sexes.

¹ *Moniteur* du 21 novembre 1847 n^o 525.

Au moyen de la liste qui se trouve à la suite du titre avec l'indication des pages, il sera facile d'ouvrir le registre à l'endroit où il s'agira de faire les annotations. Ce procédé offre autant d'avantage que celui qui consiste à attacher extérieurement des languettes en parchemin aux endroits indiqués et assure mieux la conservation du registre qui sera sujet à un fréquent maniement.

Chaque annotation sera faite dans les colonnes respectives au moyen de l'unité placée en regard du numéro des notices.

La première colonne de chaque partie est réservée à l'inscription de ce numéro.

Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un prévenu de coups et blessures, âgé de 25 ans, poursuivi directement par le ministère public, condamné à 6 mois d'emprisonnement et à une amende de 20 francs, l'on ouvrira le registre au mot coups et blessures, l'on inscrira dans la première colonne le numéro sous lequel l'affaire figure dans les notices et l'on portera ensuite en regard de ce numéro, une unité dans les colonnes :

- 1° des affaires poursuivies d'office par le ministère public;
- 2° des affaires jugées après citation directe;
- 3° Des condamnés à moins d'un an ;
- 4° Des hommes âgés de 25 à 29 ans .

Le montant de l'amende sera inscrit dans la colonne des condamnés à l'amende. (Peine accessoire.)

Après ce premier dépouillement, l'on ouvrira le registre à la page consacrée aux prévenus, hommes, âgés de 25 à 29 ans et l'on procédera de même pour remplir la partie du registre correspondant au tableau n° II.

L'on comprend que cette opération ne devant en général, s'appliquer qu'à 15 ou 20 détenus au plus, après chaque séance correctionnelle, présentera peu de difficultés et ne prendra presque pas de temps.

A la fin de l'année, il suffira de faire l'addition de toutes les unités pour obtenir le chiffre qui devra être transporté dans le cadre du compte général.

Afin d'éviter toute confusion l'on aura soin de séparer les annotations concernant chaque année par une barre et de marquer le millésime en marge du registre.

Je vous prie, M. le Procureur-général, de vouloir bien veiller à la tenue régulière du registre, dont il s'agit, dans les parquets des tribunaux correctionnels de votre ressort, à partir du 1^{er} janvier 1848.

Il importe de le faire solidement relier et il est essentiel qu'il soit convenablement ligné, de manière que les lignes ne soient ni trop distantes ni trop rapprochées.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SURSIS: — ARRÊTÉS D'OCTROI. — CONDITIONS. — SURVEILLANCE.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2851. — Bruxelles, le 20 décembre 1847.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

La crise financière qui pèse actuellement sur différentes parties du pays a fait surgir de nombreuses demandes de sursis, et ses effets mettront le Gouvernement dans la nécessité d'en accueillir une certaine partie; toutefois la plus grande circonspection présidera à l'examen de chaque cas et les mesures les plus propres à prévenir les abus, seront imposées en termes de conditions, dans les arrêtés même d'octroi.

C'est ainsi que tout en exigeant l'accomplissement rigoureux des formalités prescrites par l'arrêté du 25 novembre 1844, j'ai cru devoir ajouter aux moyens de publicité qu'il ordonne un mode supplémentaire d'avertissement aux tiers intéressés en leur faisant connaître, par la voie du *Moniteur*, les lieux, jours, et heures où ils peuvent se présenter devant MM. les conseillers commissaires à l'effet de leur soumettre leurs observations sur la demande de leur débiteur.

D'un autre côté chaque arrêté de sursis instituera des commissaires, pris autant que possible parmi les créanciers et chargés de surveiller la gestion de l'impétrant; il ordonnera des réunions trimestrielles des intéressés, l'envoi de comptes rendus également trimestriels à mon département; enfin il réservera formellement la faculté de retrait du sursis quant des causes graves le nécessiteront.

Quelques unes de ces mesures ont été antérieurement mises en pratique, et il est arrivé parfois que le but que l'on avait en vue, n'était pas atteint, soit à cause de la négligence des impétrants soit par suite de l'indifférence des commissaires institués; dans de tels cas les moyens efficaces de contrôle manquaient le plus souvent au Gouvernement.

Pour prévenir le retour de semblable inconvénient, j'ai résolu de transmettre par votre entremise à MM. les procureurs du roi, une ampliation de tout arrêté accordant un sursis à une personne demeurant dans leurs arrondissements respectifs.

En les mettant à même de connaître les conditions imposées, cet envoi leur permettra d'apprécier constamment si l'on s'y conforme scrupuleusement, et plus spécialement d'exercer, quoique d'une manière inaperçue une surveillance au moyen de laquelle tous faits de négligence, de dol ou de fraude, ne tarderaient pas à leur être connus; et chaque fois qu'il leur

en aura été révélé, ils voudront bien m'en informer sans retard par votre intermédiaire.

Enfin cette surveillance continue les mettra en mesure de vous fournir d'autant plus promptement leurs rapports sur les questions d'opportunité de retrait de sursis ou de concession de nouveau sursis qui leur seraient posées.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — INFIRMERIES. — RÉGIME ALIMENTAIRE ¹.

Bruxelles, le 21 décembre 1847.

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1847 réglant le régime alimentaire des infirmeries des prisons, et notamment les art. 2 et 8;

Voulant assurer l'application régulière des dispositions de cet arrêté;

Sur la proposition de l'administrateur des prisons et de l'inspecteur général du service de santé de l'armée chargé auxiliairement du service de santé des prisons;

A résolu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les denrées alimentaires entrant dans la composition des différents régimes des infirmeries seront de bonne qualité, livrées autant que possible par les fournisseurs ordinaires de la prison, et convenablement préparées. Elles feront, de la part du médecin, l'objet d'une surveillance incessante.

ART. 2. Le médecin prescrit la veille les aliments destinés aux malades pour le lendemain. Ses prescriptions sont annotées, lors de la visite, sur des états dont les modèles sont fournis par l'administration.

Après la visite, il est fait sur l'état même un relevé, et le tout est remis à la dépense après la première visite du lendemain.

Le directeur ou gardien en chef de la prison doit veiller à ce qu'il ne soit remis aucun relevé raturé ou surchargé.

ART. 3. Le médecin désigne spécialement les malades auxquels il prescrit du vin.

S'il jugeait les quantités de bière et de vin déterminées par le tarif, insuffisantes pour tel ou tel malade, il peut les augmenter sous sa res-

¹ Voir 15 décembre 1847, p. 120.

ponsabilité, sauf ensuite à solliciter de l'inspecteur général du service de santé, une autorisation qui ne sera délivrée que sur rapport motivé.

Cette autorisation sera jointe aux comptes généraux.

ARR. 4. La même préparation de l'un ou l'autre régime ne peut être doublée pendant la même journée pour le même individu.

ARR. 5. Les légumes proprement dits entrant dans la composition des soupes et du potage, litt. E, du tarif II, sont les choux de toute espèce, les carottes, les poiraux, les céleris, l'oscille, les épinards et le cerfeuil, selon la saison. On fera en sorte de les varier et de les combiner autant que possible, et on veillera à ce que les mêmes combinaisons ne se présentent pas plusieurs jours de suite.

ARR. 6. Les légumes doivent être pesés, et présenter le poids indiqué au tarif, avant d'avoir été épluchés ou raclés; mais il faut qu'ils soient préalablement débarrassés de toute matière adhérente et de verdure inutile.

ARR. 7. Le potage au riz, litt. F, peut se préparer pendant l'hiver, au printemps, ou en cas de disette, lorsqu'il est difficile de se procurer des légumes. On ne peut cependant, même dans ce cas, en faire un usage constant et continu.

ARR. 8. Pour la préparation de la soupe, les 25 décagrammes de viande de vache demandés par tête suivant la population de l'infirmerie, sont mis dans la chaudière avec la quantité de sel déterminée et l'eau nécessaire; on écume au premier bouillon et on ajoute les légumes. Après 3 heures et demie de cuisson, on retire la viande pour être distribuée, ainsi qu'il sera dit ci-après. On retire ensuite la graisse pour servir à la préparation du potage de l'après-midi, et enfin la quantité de bouillon prescrite par le médecin pour les malades à la diète:

A la partie du bouillon restant dans la chaudière, on ajoute, selon la composition de la soupe du jour, et un quart d'heure avant la distribution, le riz préalablement cuit ou le pain convenablement divisé.

ARR. 9. Si la graisse provenant du bouillon et réservée pour la préparation du potage est insuffisante, on pourra y ajouter du beurre dans la proportion de 40 grammes par portion.

ARR. 10. La soupe, avec la moitié de la ration de pain prescrite, se distribue aux malades à dix heures du matin.

Le potage, la viande, le restant de la ration de pain, et la bière se distribuent à quatre heures du soir.

La viande de vache, réduite par la cuisson, approximativement à la moitié de son poids, se sert désossée, sans nerfs ni cartilages.

Pour les autres articles compris dans tous les régimes, la fixation des heures de distribution est laissée à la disposition du médecin.

ART. 14. Le médecin désigne, sur le relevé, les malades au régime extraordinaire auxquels on doit donner de la viande rôtie.

ART. 12. Si la viande n'est point absorbée par les prescriptions du médecin, le restant sera porté à la cuisine des détenus valides pour être ajoutée au potage du lendemain.

ART. 13. Le détenu malade entrant à l'infirmerie, reçoit, le jour de son entrée, la portion ordinaire de bouillon, de pain et de bière.

On ne peut porter en dépense d'autres aliments pour la consommation de la journée. Cependant, si le médecin le juge convenable, le détenu entrant pourra recevoir une portion du restant de la viande dont il est fait mention à l'article précédent.

ART. 14. Il faut qu'à toute heure de la journée il se trouve à l'infirmerie du bouillon prêt pour les malades à la diète simple et à la diète absolue.

Le médecin indiquera combien de fois par jour on peut, entre les distributions, servir de bouillon à tel ou tel malade.

Chaque portion de bouillon sera de 20 ou 25 centilitres suivant le régime auquel le malade est soumis. On ne peut en aucun cas en faire distribuer plus de quatre fois au même malade dans l'espace de 24 heures.

S'il en reste, il sera employé pour la préparation de la soupe du lendemain.

ART. 15. La boisson ordinaire des malades est préparée à la tisanerie d'après une proportion de dix grammes de racine de réglisse pour un litre et demi d'infusion par individu.

Cette infusion est distribuée par bidon dans les salles des infirmeries.

ART. 16. Les distributions doivent commencer chaque jour en sens inverse de la veille, tant pour l'ordre des salles que pour celui des lits dans chacune d'elles.

ART. 17. Le frère ou le chef infirmier chargé de la distribution, désigne à haute voix les numéros des malades et les portions qui leur sont prescrites d'après le cahier des visites, et ce, afin que les infirmiers chargés de la distribution ne commettent point d'erreurs.

Le directeur et le médecin de la prison sont spécialement chargés de surveiller l'exécution de la présente instruction.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

HOSPICES, ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE, ETC. — BAUX EMPHYTÉOTIQUES.
— AUTORISATION DE LA DÉPUTATION PERMANENTE.

1^{re} Dir. 2^e Bur. N^o 9600. — Bruxelles, le 29 décembre 1847.

Aux députations permanentes des conseils provinciaux.

Aux termes de l'arrêté des Consuls, du 7 gerfînal an IX, aucun bien rural appartenant aux hospices, aux établissements d'instruction publique, aux communautés d'habitants, ne peut être concédé à bail à longues années qu'en vertu d'un arrêté spécial du Gouvernement.

Le décret du 30 décembre 1809 contient, dans son article 62, une disposition semblable relative à la location, pour un terme de plus de neuf ans, des biens immeubles d'églises, tandis que l'art. 42 met sur la même ligne les baux emphytéotiques et les baux à longues années.

L'arrêté royal du 4^{er} juillet 1816, n^o 82, notifié aux états députés des provinces méridionales du royaume des Pays-Bas par circulaire du ministre de l'intérieur du 23 du même mois, délégua à l'autorité provinciale une partie des attributions exercées alors par le chef de l'État.

Au nombre des attributions déléguées par cet arrêté sont celles de « statuer sur les demandes en échange de biens, ou à passer des baux emphytéotiques ou autres actes de pareille nature » qui pourraient être faites par les administrations des pauvres, hospices, établissements de bienfaisance, fabriques d'églises, ou autres de cette nature.

Cet arrêté a reçu son exécution jusqu'à la date de la circulaire du 30 octobre 1844 qui établit une distinction entre les baux emphytéotiques concédés de *gré à gré* et ceux qui feraient l'objet d'une *adjudication publique* et qui tout en réservant au Roi, le droit d'autoriser les premiers maintient la compétence de l'autorité provinciale en ce qui concerne les derniers.

Cette interprétation a donné lieu, à des observations qui m'ont paru fondées.

La délégation de pouvoir contenue dans l'arrêté du 4^{er} juillet 1816 est expresse et absolue. Cet arrêté se prête si peu à une distinction basée sur la forme des baux qu'il place sur la même ligne les baux emphytéotiques et les *échanges*, en comprenant l'une et l'autre espèce de contrat dans la même disposition. Or, on ne conçoit guère qu'il soit possible de faire des échanges autrement que de *gré à gré*; et, en fait c'est aussi de cette manière que se font presque toujours les baux emphytéotiques.

La même rédaction se trouve reproduite dans une instruction adressée
1847. 12

sous la date du 25 juin 1848 aux députés des états provinciaux par le ministre de l'intérieur qui se réfère à l'arrêté du 4^{er} juillet 1846 pris sur la proposition du chef de ce département.

A ces considérations viennent se joindre d'une part, l'exécution constante et uniforme de l'arrêté du 4^{er} juillet 1846, dans le sens de la compétence absolue de l'autorité provinciale; d'autre part, l'absence de toute réclamation contre la marche administrative adoptée depuis longtemps et qui est d'ailleurs tracée par l'arrêté susmentionné du 7 germinal an ix, et dont l'application doit continuer d'être étendue à tous les établissements d'utilité publique.

Je vous prie en conséquence, Messieurs, de vouloir statuer dorénavant sur toutes les demandes relatives aux baux emphytéotiques et à longues années ainsi qu'au droit de superficie conformément à l'arrêté du 4^{er} juillet 1846, sans avoir égard à la distinction établie dans la circulaire du 30 octobre 1844, laquelle est rapportée par la présente. Vous voudrez bien toutefois, Messieurs, n'autoriser des *contrats de gré à gré* que lorsqu'il sera reconnu que le recours à l'adjudication publique serait plutôt préjudiciable qu'avantageux à l'établissement intéressé.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

HOSPICES CIVILS ET BUREAUX DE BIENFAISANCE — LEGS. — ADMINISTRATEURS
SPÉCIAUX. — CURÉS *

Bruxelles, le 30 décembre 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'expédition délivrée par le sieur Morren (Prosper-François), notaire à Bruxelles, du testament mystique, en date du 24 février 1846, par lequel feu le sieur Lauwers (Philippe), curé de la paroisse de Notre-Dame de Finisterra en cette ville, lègue : 1^o A sa sœur la dame veuve Drosbeke (J.), née Lauwers (Anne-Marie), à Grammont, et à ses six neveux et petite-nièce, diverses sommes s'élevant ensemble à 7,500 fr.; 2^o une somme de 400 fr. à l'hospice de Sainte-Gertrude, à celui des Ursulines et aux hospices réunis en la même ville, et dispose :

* *Moniteur* du 6 janvier 1847, n^o 6. — *Chambre des Représentants*, séances des 20, 21 et 22 janvier 1847. — *Annales parlementaires*, p 573-601.

« ART. 44. J'institue, comme mes héritiers universels, les pauvres de la paroisse de Finisterræ pour une moitié, et les pauvres des autres paroisses primaires et succursales de Bruxelles pour l'autre moitié, et je veux que le tout soit mis à la disposition des curés respectifs. »

Vu les requêtes par lesquelles la dame veuve Droesbeke (J.), pré-nommée, à Grammont, Cowie (Cornelle), fils de Lauwers (Thérèse); sœur du testateur, à Ninove, et le sieur Schuermans, avocat à Bruxelles, au nom des autres héritiers légaux du testateur, demandent à partager la succession dont il s'agit avec les pauvres, institués héritiers universels;

Attendu qu'il résulte des attestations produites à l'appui de ces requêtes que les parents du testateur se trouvent dans une position peu aisée, tandis que la valeur de la succession s'élève, d'après inventaire, à environ 420,000 francs;

Vu la délibération du conseil général d'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles, en date du 18 mai dernier, tendant à être autorisé à accepter : 1° le legs particulier fait à chacun des hospices de Ste.-Gertrude, des Ursulines et aux hospices réunis; 2° le legs universel fait aux pauvres de Bruxelles, délibération par laquelle il laisse à l'appréciation du gouvernement la réclamation des héritiers naturels du testateur, et revendique le droit d'administrer la part des biens qui sera attribuée aux pauvres, d'en distribuer annuellement les revenus, soutenant que la clause du testament qui ordonne de mettre les biens légués à la disposition des curés des paroisses respectives est contraire aux lois qui régissent la bienfaisance publique, et doit par conséquent être réputée non écrite;

Vu la délibération du conseil communal de la ville de Bruxelles, en date du 24 juillet dernier, contenant l'avis qu'il y a lieu d'accueillir la demande du conseil général des hospices, et exprimant le désir que l'intérêt des proches parents sans fortune du défunt soit concilié d'une manière équitable avec celui des pauvres, institués ses légataires universels;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial du Brabant, énoncé dans la lettre du gouverneur de cette province du 4 septembre dernier, n° 5982; A. n° 463; tendant à ce que la demande du conseil général d'administration des hospices et secours soit accueillie et à ce que les héritiers naturels participent à la succession au moins pour la moitié de son produit net;

Vu la loi du 7 frimaire an v, les articles 940 et 937 du Code civil, ainsi que les articles 76, 84 et 92 de la loi communale du 30 mars 1836;

En ce qui concerne la disposition citée du testament qui met tout ce qui est attribué aux pauvres, à la disposition des curés respectifs ;

Attendu, d'une part, qu'aux termes des articles 910 et 937 du Code civil combinés avec la loi du 7 frimaire an v, les donations ou legs au profit des pauvres doivent être acceptés, sous l'autorisation du gouvernement, par les bureaux de bienfaisance, lesquels sont spécialement institués pour secourir à domicile les indigents qui ne sont pas dans les hospices ;

Attendu, en outre, que l'art. 92 de la loi communale veut que, dans les communes dont la population agglomérée excède 2,000 habitants, il soit établi, par les soins des bureaux de bienfaisance, des comités de charité pour distribuer à domicile les secours aux indigents ;

Attendu, d'autre part, que la clause du testament portant que le tout doit être mis à la disposition des curés, n'a pas pour but et ne peut avoir pour effet de donner auxdits curés la qualité d'administrateurs spéciaux dans le sens de l'art. 84, n° 2, § ult. de la loi communale, qu'en effet il ne s'agit ici que d'un simple legs en faveur des pauvres ; et qu'il résulte des débats parlementaires qui ont précédé l'adoption de cette disposition qu'en ce qui concerne les fondations nouvelles, le législateur de 1836 n'a voulu autoriser les nominations d'administrateurs spéciaux que pour des établissements de charité complets et distincts, et seulement dans les limites tracées par le décret du 31 juillet 1806, sauf le droit qui, antérieurement à ce décret, avait été réservé par les arrêtés des 28 fructidor an x et 16 fructidor an xi, aux fondateurs de lits dans les hospices de présenter des indigents pour les occuper ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la clause susmentionnée, qui, en instituant héritiers les pauvres des paroisses de Bruxelles, prescrit que le tout soit mis à la disposition des curés respectifs, est contraire à la loi du 7 frimaire an v, à l'article 92 de la loi communale et aux articles 910 et 937 du Code civil et doit, par conséquent, être réputée non écrite, aux termes de l'article 900 de ce Code ;

Attendu, d'ailleurs, que l'exécution qu'a reçue à Bruxelles l'art. 92 § 2 de la loi communale permettra de concilier, à certains égards, la volonté du testateur avec les dispositions formelles des lois, puisque, d'après le règlement, en date du 3 décembre 1844, approuvé par l'autorité communale le 16 mai 1845, les curés de Bruxelles sont présidents des comités de charité établis dans leurs paroisses respectives et que c'est à la disposition de ces comités que sera remis annuellement le revenu du legs dans la proportion fixée par le testament ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Le conseil général d'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles est autorisé à accepter jusqu'à concurrence de la moitié de la succession du curé Lauwers, décédé le 7 janvier 1847, les legs faits par celui-ci, tant aux pauvres qu'aux hospices réunis aux hospices de Ste-Gertrude et des Ursulines, à condition d'affecter : 1° cent francs aux besoins respectifs de chacun de ces hospices; 2° de faire emploi du surplus au profit des pauvres de la paroisse de Finisterræ pour une moitié et au profit des pauvres des autres paroisses primaires et succursales de Bruxelles pour l'autre moitié; le restant, formant la seconde moitié de la succession, demeurant dévolu aux héritiers du défunt.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAITEMENTS DES EMPLOYÉS. — ÉTATS COLLECTIFS. — ENVOI EN DOUBLE EXPÉDITION.

4^e Div. 2^e B. N^o 1411. — Bruxelles, le 4 janvier 1848.

A MM. les Gouverneurs des provinces.

D'après l'art. 42 de l'arrêté Royal du 27 décembre dernier, (*Moniteur* n^o 363) qui déclare obligatoires les articles 17 et 23 de la loi sur la comptabilité de l'État, la Cour des comptes doit recevoir pour le premier mois de l'année, un double de l'état collectif de traitement.

Je vous prie en conséquence, M. le Gouverneur, de vouloir bien inviter les directeurs et gardiens en chef des prisons de votre province à m'adresser en double expédition, l'état de traitement pour le mois de janvier 1848, et à suivre la même marche lors de l'envoi de semblables états pour le premier mois de chaque exercice.

Les états servant à la liquidation des traitements des exécuteurs des arrêts criminels devront également m'être adressés en double pour le mois de janvier 1848.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

12*

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — STATISTIQUE.

Secr. gén. 2^e B. N^o 80. Stat. jud. — Bruxelles, le 15 janvier 1848.

A MM. les Gouverneurs des deux Flandres.

En exécution de ma circulaire du 10 novembre 1843, 2^e Dir. N^o 4802, vous me transmettez annuellement en double expédition, le tableau statistique des travaux judiciaires des conseils des prud'homes de votre province.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir bien me faire parvenir également en double expédition, les rapports qui, aux termes de ma circulaire précitée, doivent accompagner les tableaux susdits.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

AVANCE DES FRAIS DE JUSTICE. — RECOUVREMENT. — PARTIES CIVILES
ASSIMILÉES : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS *.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 14203. — Bruxelles, le 19 janvier 1848.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appels; les Gouverneurs des provinces; les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police; les Greffiers des cours et tribunaux; les Huissiers.

J'ai l'honneur de vous faire connaître la solution que je crois devoir donner aux principales difficultés qu'ont soulevées jusqu'ici l'interprétation et l'application des articles 4, 157, 158 et 160 du décret du 18 juin 1844.

Ces articles sont conçus ainsi qu'il suit :

« ART. 4^{er}. *L'administration de l'enregistrement continuera de faire l'avance des frais de justice criminelle, pour les actes et procédures qui seront ordonnés d'office ou à la requête du ministère public; sauf à poursuivre, ainsi que de droit, le recouvrement de ceux desdits frais qui ne sont point à la charge de l'État, le tout dans la forme et selon les règles établies par notre présent décret.*

* *Moniteur* du 25 janvier 1848, n^o 23. On a corrigé quelques inexactitudes qui s'étaient glissées dans la copie envoyée au *Moniteur*.

« ART. 157. Ceux qui se seront constitués parties civiles, soit qu'ils succombent ou non, seront personnellement tenus des frais d'instruction, expédition et signification des jugements, sauf leur recours contre les prévenus ou accusés qui seront condamnés, et contre les personnes civilement responsables du délit.

« ART. 158. Sont assimilés aux parties civiles :

« 1° Toute régie ou administration publique relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit même d'office et dans son intérêt ;

« 2° Les communes et les établissements publics dans les procès instruits, ou à leur requête, ou même d'office, pour crimes ou délits commis contre leurs propriétés.

« ART. 160. En matière de police simple ou correctionnelle, la partie civile qui n'aura pas justifié de son indigence, sera tenue, avant toutes poursuites, de déposer au greffe, ou entre les mains du receveur de l'enregistrement, la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure.»

§ 1^{er}.

Une circulaire du Ministre de la justice du 6 octobre 1842, rendue ensuite d'une décision du Ministre des finances du 24 septembre précédent, statue que les frais dont les communes, les administrations et établissements publics sont tenus comme parties civiles, continueront d'être payés « pour le compte de ces administrations par les préposés de la régie de l'enregistrement et des domaines qui, pour s'en faire rembourser le montant, tiendront un compte ouvert avec chacune d'elles. »

Cette mesure ayant été perdue de vue et remplacée en partie par des instructions diverses, M. le Ministre des finances vient, par suite d'une communication de mon département, de la remettre en vigueur, et de décider, par circulaire du 31 août 1847 (*Recueil de l'enregistrement*, n° 292), que les communes, les administrations et établissements publics, bien qu'assimilés aux parties civiles, ne sont pas rigoureusement tenus, comme celles-ci, de consigner d'avance le montant présumé des frais de poursuites dans les affaires de police correctionnelle ou de simple police qui se poursuivent à leur requête ou sur leur plainte, et même d'office et sans leur participation, pour délits commis contre leurs propriétés.

Par application de cette décision, les communes, les provinces, et les établissements publics ne feront plus la consignation des frais dans les procès où ils sont assimilés aux parties civiles. Les receveurs de l'enregistrement paieront, à titre d'avances, les droits et indemnités

des greffiers, les salaires des huissiers, les taxes des témoins et autres frais urgents ou non urgents résultant de ces poursuites.

Dans leurs réquisitoires, mandements, ordonnances, exécutoires et taxes, les magistrats voudront bien faire mention expresse de la partie civile en cause; d'une part, afin de prévenir toute confusion entre les frais avancés pour le compte des communes, des provinces, des administrations et établissements publics, et ceux qui sont payés pour le compte du département de la justice; d'autre part, afin que les huissiers et greffiers puissent connaître au nom de quelle partie, ils doivent dresser des mémoires séparés.

Toutefois, la disposition concernant l'avance des frais par la régie de l'enregistrement est soumise à deux exceptions :

1^o En matière de contributions directes, douanes et accises. (Arrêté royal du 26 avril 1828; circulaire de l'administration de l'enregistrement des 27 septembre 1825, n^o 472 et 29 octobre 1828, n^o 449.)

2^o En matière d'octroi communal. (Art. 45, § 2, 46 et 47 de la loi du 29 avril 1849; circulaire aux procureurs généraux du 10 janvier 1844, 3^e dir., n^o 4685; circulaire de l'enregistrement du 6 octobre 1820 et 29 octobre 1828.)

Dans les affaires de ces deux catégories, l'administration des contributions directes douanes, et accises, ainsi que les communes font elles-mêmes respectivement l'avance des frais de justice.

§ 2.

Les frais avancés par la régie de l'enregistrement sont recouvrables sur les communes, les provinces, et les établissements publics en cas d'insolvabilité des condamnés; il en est de même en cas d'acquiescement. (Art. 4^{or} de la loi du 18 germinal an VII; 456, 457 et 459 à 463 du décret du 18 juin 1844; 494 du Code d'instruction criminelle). Dans ces frais recouvrables sont compris le coût de l'extrait du jugement ou de l'arrêt que le greffier délivre aux receveurs de l'enregistrement en exécution des art. 62 et 464 dudit décret de 1844.

En tous cas, le jugement ou l'arrêt doit prononcer la condamnation expresse aux frais et en contenir la liquidation. (Art. 462, 494 et 368 du Code d'instruction criminelle; 456 et 457 du même décret de 1844.)

§ 3.

Sous l'application de l'art. 458 du décret du 18 juin 1844 tombent les poursuites en matière de police correctionnelle ou de simple police, faites d'office par le ministère public ou à la requête des communes,

des provinces, et des établissements publics, dans leur *intérêt matériel, appréciable à prix d'argent*, et notamment :

a.) Les poursuites faites dans l'intérêt de la perception, en vertu des lois spéciales qui ont établi l'impôt ou qui en ont assuré le recouvrement par des dispositions particulières ;

b.) Les poursuites en matière d'octroi communal, c'est-à-dire, pour délits ou contraventions pouvant porter un préjudice matériel à la commune, et affecter le recouvrement des ressources municipales ;

c.) Les poursuites en matière de taxe provinciale sur les chiens ;

d.) Les poursuites pour recouvrement forcé des amendes et frais de justice, prononcés en ces matières, par des jugements et arrêts ;

e.) Les poursuites pour délits forestiers et de maraudage commis au préjudice des communes, des provinces, et des établissements publics.

Ne tombent pas sous l'application de l'article 158 du décret 1844, les instances suivies pour délits dont la répression a lieu uniquement ou principalement dans l'intérêt de l'ordre public, de la société en général. A cette catégorie de poursuites appartiennent notamment :

a.) Les procédures ayant pour objet des outrages, des voies de fait ou des délits de rebellion commis par ou contre un des agents respectifs des communes, des provinces, des administrations ou établissements publics, dans l'exercice de ses fonctions ;

b.) Les poursuites pour contraventions au système légal des poids et mesures ;

c.) Les poursuites pour délits commis sur une propriété qui fait partie du domaine public d'une commune, telle qu'un chemin vicinal, une rue, etc. ;

d.) Les poursuites pour contraventions aux lois et règlements sur la police des eaux ~~et forêts~~, du roulage, des usines, des mines et minières, de la voirie, etc.

Toutefois ne sont pas à la charge du budget du département de la justice, les frais des expéditions ou des extraits de jugement délivrés, en matière de voirie vicinale, aux commissaires-voyers des communes, ni ceux résultant de pareilles pièces délivrées au ministère des travaux publics, en matière de mines, ni ceux résultant des expéditions ou extraits délivrés au ministère de l'intérieur en exécution de l'arrêté royal du 29 février 1836 (*Circulaire adressée aux procureurs généraux, le 10 mars 1842, 4^e division, n^o 10386.*)

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. — ÉTATS TRIMESTRIELS. — JOURNÉES D'ENTRETIEN.

1^{er} Dir. 2^e Bur. N^o 12,378. — Bruxelles, le 31 janvier 1848.*A M. H. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre occidentale, de Hainaut et de Limbourg.*

Les états du mouvement de la population des dépôts de mendicité existant dans votre province, que vous m'adressez par trimestre, indiquent globalement le nombre de journées d'entretien des indigents réclus pendant chaque trimestre, sans distinction des indigents valides d'avec les indigents invalides.

Comme le prix de la journée d'entretien des premiers est inférieur à celui de la journée d'entretien des seconds, je désire, M. le Gouverneur, que les états dont il s'agit, qu'il y a lieu de m'adresser ultérieurement à compter du premier trimestre de la présente année, indiquent à côté du nombre total des journées donné jusqu'ici, le nombre des journées des uns et des autres, pendant chaque trimestre.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PIÈCES ARGUÉES DE FAUX. — REMISE. — VACATIONS DES GREFFIERS.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,043. — Bruxelles, le 1^{er} février 1848*A M. H. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Gouverneurs, les Procureurs du roi, et les Greffiers des cours et tribunaux.*

Aux termes de l'art. 13 du décret du 18 juin 1844, combiné avec l'art. 166 du décret du 16 février 1807, « le greffier qui se transporte à un greffe ou devant un juge d'instruction pour remettre des pièces arguées de faux, a droit, pour chaque vacation de trois heures, à une indemnité de 10 francs, indépendamment des frais de voyage. »

La question s'est élevée de savoir si cette vacation est due dans le cas où le greffier représente de pareilles pièces à la chambre du conseil ou au juge d'instruction du tribunal dont il fait partie. Je pense que cette ques-

* *Moniteur* du 4 février 1848, n^o 53.

tion doit être résolue négativement, parce que les dispositions prérappe-
lées, combinées avec les art. 448, 449, 450 et 452 du Code d'instruction
criminelle, supposent l'existence de deux conditions, savoir :

1^o Un déplacement réel auquel le greffier n'est pas tenu par la nature
de ses fonctions ;

2^o Le *dessaisissement* des pièces de la part du depositaire, leur trans-
port du greffe où elles étaient déposées dans un autre dépôt public, leur
remise entre les mains du magistrat d'un autre tribunal, et par suite la
rédaction d'un *acte* qui constate ce *dépôt*, garantisse l'identité de la pièce,
et serve de décharge au greffe.

Ces deux conditions n'existant pas dans l'espèce mentionnée ci-des-
sus, il en résulte qu'aucune indemnité ne peut, de ce chef, être réclamée
par le greffier.

La même décision est applicable au cas où le greffier est requis de re-
présenter les pièces arguées de faux ou les pièces de comparaison soit aux
experts écrivains, soit aux témoins assignés devant le magistrat instruc-
teur du tribunal dont ledit greffier fait partie (art. 453, 454 et 457 du
Code d'instruction criminelle); celui-ci, en assistant ce magistrat, ne fait
que remplir un devoir de son office, pour lequel il n'est alloué aucun
droit spécial de vacation.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES. — CONSTRUCTION. — SUBSIDES.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 5,972. — Bruxelles, le 2 février 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Je vous prie de vouloir bien me faire parvenir pour le 4^{er} mars pro-
chain, au plus tard, avec votre rapport et vos propositions, un état con-
forme au modèle ci-joint, des demandes de subsides pour églises et pres-
bytères.

Il y aura lieu de compléter d'ici là, autant que possible, l'instruction
de toutes les demandes, et de m'envoyer des rapports collectifs ou succes-
sivement des rapports spéciaux pour les constructions, dont les plans
doivent être soumis à l'approbation royale, après avoir été examinés par
la commission royale des monuments.

Je crois devoir vous faire connaître, Messieurs, que par suite des besoins nombreux et toujours croissants, qui se révèlent, je devrai plus que jamais maintenir strictement la règle adoptée de n'accorder que des subsides égaux à ceux des provinces.

Pour prévenir à l'avenir tout mal entendu, j'ai l'honneur de vous faire observer, que l'autorisation donnée par le Roi, d'exécuter les travaux soumis à son approbation, n'entraîne aucun engagement pour l'État d'aider les communes ou les fabriques à assurer leur exécution; il sera donc très-essentiel, Messieurs, que vous veilliez à ce que ces travaux ne soient entrepris qu'après qu'il sera bien établi que les administrations qui doivent les faire exécuter, possèdent ou ont réuni les ressources nécessaires pour pourvoir à toute la dépense.

Toutefois, en cas d'urgence, et lorsqu'il sera impossible de réunir la totalité des fonds nécessaires, les administrations intéressées devront, d'après les instructions que vous leur donnerez, commencer par les travaux les plus indispensables et dans les limites des ressources disponibles.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

5 février 1848.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté un projet d'arrêté, tendant à préparer la révision de notre législation forestière. Votre Majesté n'ignore pas que cette partie de nos lois, dont l'importance ne saurait être mise en doute, a besoin d'être complètement réformée. Les dispositions qu'elles comprennent remontent en effet à des temps qui sont déjà loin de nous, et outre l'inconvénient de ne plus s'accorder que partiellement avec nos mœurs et avec les besoins de notre économie, elles offrent ceux qui sont forcément attachés à une législation faite sous des régimes différents et pour des intérêts étrangers. En France, où, à beaucoup d'égards, les lois forestières n'étaient pas entachées de tous ces défauts, la législature a cependant senti depuis longtemps le besoin de les refondre complètement, et la loi du 24 mai 1827, avec les ordonnances qui en règlent l'exécution, a mis ce pays à l'abri des conséquences fâcheuses produites ailleurs par la destruction et par la dégradation des forêts.

Nous pensons, Sire, que le gouvernement de Votre Majesté doit s'efforcer d'atteindre, dans la limite des besoins spéciaux du pays, le but que la loi française du 24 mai a eu en vue, et notre intention est de diriger dans cette voie les travaux de la commission à laquelle nous proposons à Votre Majesté de confier le soin de préparer la révision de nos lois forestières. Composée de personnes compétentes, choisies de manière à représenter tous les intérêts que cette grave question met en jeu, elle facilitera, nous en avons l'espoir, une réforme qui est devenue urgente et dont les effets ne peuvent qu'être avantageux au pays.

Le Ministre des finances,
VEYDT.

Le Ministre de l'intérieur,
CH. ROGIER.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur* du 10 février 1848 n° 41.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur la proposition de Nos Ministres des finances, de l'intérieur et de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er} Une commission spéciale est chargée de préparer la révision de la législation forestière.

Les travaux de chacune des séances seront consignés dans un procès-verbal détaillé.

Art. 2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. Paquet, conseiller à la cour de cassation ;

Lyon, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles ;

Dechesne, inspecteur des eaux et forêts des provinces de Liège et de Limbourg ;

Guerrier, inspecteur des eaux et forêts, pensionné ;

Le baron de Tornaco, membre de la chambre des représentants ;

Gihoul, membre du conseil supérieur d'agriculture.

Nos Ministres des finances, de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 5 février 1848.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

CH. ROGIER.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

Le Ministre des finances,

VEYDT.

ÉGLISES, BUREAUX DE BIENFAISANCE ET HOSPICES. — LEGS. — ACCEPTATION *

Bruxelles, le 12 février 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'expédition du testament par acte public, de feu la demoiselle Sussenaire (Marie-Thérèse), à Braine-le-Comte, etc.

* *Moniteur* du 17 février 1848 n° 48.

Vu les lois des 16 vendémiaire et 7 frimaire an v, celle du 16 messidor an vii, les décrets des 18 février et 30 décembre 1809, les art. 900, 910 et 937 du Code civil, ainsi que les articles 76 et 84 de la loi communale du 30 mars 1836, et l'article 2 de la loi du 9 janvier 1837;

Attendu que les divers établissements d'utilité publique, n'étant créés respectivement qu'en vue d'un service public déterminé, n'ont aucune capacité ni même aucune existence légale, dès qu'il s'agit d'actes étrangers à ce service;

Qu'il suit de là que lorsqu'un don ou un legs est fait dans l'intérêt d'un service d'utilité publique, quelle que soit d'ailleurs la personne ou l'établissement désigné dans l'acte de libéralité, ce don ou ce legs ne peut être accepté que par les administrateurs de l'établissement qui a ce service dans ses attributions spéciales (art. 910 et 937 du Code civil); tandis que la disposition qui appellerait une autre personne ou un autre établissement à la recueillir, devrait être réputée non écrite, parce qu'elle serait contraire à l'organisation des services publics telle qu'elle est établie par les lois (art. 900 du Code civil);

Attendu que les charges temporaires ou perpétuelles imposées à un légataire ou donataire en faveur d'un établissement public, constituent, pour cet établissement, une véritable libéralité soumise, pour son acceptation, aux formalités ordinaires; que par conséquent, lorsqu'un acte entre vifs ou testamentaire contient des dispositions qui intéressent à la fois deux ou plusieurs services d'utilité publique, les établissements, qui sont les agents de ces services, doivent être respectivement autorisés, s'il y a lieu, à accepter la partie de la libéralité dont la destination rentre dans le but de l'institution de chacun d'eux;

Attendu que, lorsque les dispositions en opposition avec ces principes se trouvent dans des actes de libéralité au profit de services publics, il appartient essentiellement à l'autorité investie du droit d'en autoriser l'acceptation, de concilier autant qu'il est possible les prescriptions formelles des lois avec le respect dû à la volonté du testateur, de manière à ce que cette volonté reçoive une exécution légale et régulière;

En ce qui concerne le legs d'une maison destinée à servir d'habitation à un des vicaires de la paroisse de Braine-le-Comte.

Attendu qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret du 30 décembre 1809, combinés avec l'article 2 de la loi du 9 janvier 1837, il appartient aux conseils des fabriques d'églises d'accorder, le cas échéant, des suppléments de traitement aux vicaires, et que par suite, ces conseils ont seuls qualité pour déterminer la destination des maisons léguées pour servir de logement à ces ministres du culte;

Qu'il résulte de là que la clause du testament qui investit exclusivement le curé de ce droit est contraire auxdites dispositions légales, le droit du curé se bornant en cette matière à prendre part aux délibérations du conseil de fabrique dont il est membre perpétuel et dans lequel il a la première place (décret de 1809, art. 4);

Quant aux libéralités faites au profit des pauvres dans les dispositions 7°, 8° et 11° B et C.

Attendu qu'aux termes des lois des 16 vendémiaire et 7 frimaire an v, les hospices civils et les bureaux de bienfaisance sont spécialement institués, ceux-ci pour distribuer aux indigents des secours à domicile, ceux-là pour secourir les indigents malades ou infirmes dans les hospices et que ces établissements ont par conséquent seuls qualité pour accepter les libéralités faites en vue de favoriser l'un ou l'autre de ces services publics;

Attendu en outre que les commissions administratives des hospices sont exclusivement chargées de l'admission et du renvoi des indigents (art. 6 de la loi du 16 messidor an vii), sauf le droit de présentation que les fondateurs de lits dans les hospices peuvent se réserver pour eux et leurs représentants (arrêtés des 28 fructidor an x et 16 fructidor an xi);

Attendu qu'il résulte de ce qui précède, que l'on doit considérer comme contraires auxdites lois : 1° les dispositions testamentaires susmentionnées qui chargent les vicaires de la paroisse de distribuer aux pauvres une somme de 25 francs et une autre somme de 85 francs; 2° celle qui charge la supérieure des sœurs de Notre-Dame de distribuer aux filles pauvres qui fréquentent l'école de cette association des récompenses et des vêtements pour une valeur de 170 francs; 3° celles qui donnent au curé de ladite paroisse le droit de désigner certains vieillards à recevoir à l'hospice;

Qu'en conséquence, l'admission desdits vieillards doit être faite par la commission administrative de l'hospice, tandis que c'est au bureau de bienfaisance qu'il appartient de distribuer, d'une part, aux pauvres en général, les sommes susmentionnées de 25 et 85 francs, et d'autre part, aux filles pauvres qui fréquentent l'école susdite, des récompenses et des vêtements pour une valeur de 170 francs; sauf, en ce qui concerne ce dernier legs, le droit réservé aux hospices civils, en cas de suppression de ladite école qui n'a actuellement qu'une existence de fait.

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice, etc.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — STATISTIQUE.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 109. — Bruxelles, le 16 février 1848.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.

L'état n^o VIII, de l'ancien modèle du tableau n^o 4, concernant la statistique des tribunaux correctionnels, était destiné à comprendre l'aperçu général des travaux des tribunaux de simple police.

En remplacement de cet état qui se trouve supprimé dans la nouvelle formule introduite par ma circulaire du 3 décembre dernier Secrét. Gén. 2^me Bureau n^o 104, stat. jud., je vous prie de me faire parvenir annuellement le compte rendu des travaux de chaque justice de paix en matière répressive d'après le modèle de tableau ci-joint, dont j'ai l'honneur de vous adresser des exemplaires destinés à être distribués à MM. les juges de paix de votre ressort pour le compte de l'année 1848.

Il sera loisible de se servir de ces imprimés pour le compte de 1847, tout en n'y inscrivant que les renseignements demandés par l'état n^o VIII de l'ancien tableau n^o 4 ci-dessus mentionné.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

II. TRAVAUX DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE CRIMINELLE,

En qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur du Roi, ou délégué par le juge d'instruction.

189

NUMÉRO D'ORDRE.	DATE DE L'OPÉRATION.	NATURE DE L'OPÉRATION.	DURÉE.	CRIME OU DÉLIT.	LIEU DU TRANSPORT.	DISTANCE DU CHEF-LIEU DU CANTON.	NOMBRE DES MANDATS			NOMBRE DES		OBSERVATIONS. <small>On insère d'abord les actes posés en qualité d'officier auxiliaire du procureur du roi, et ensuite ceux posés en suite d'une commission rogatoire du juge d'instruction, en séparant ces opérations par une barre.</small>				
							CITATIONS.	DE COMPARUTION.	D'AMENER.	D'ARRÊT.	PRÉVENUS INTERROGÉS.		TÉMOINS ENTENDUS.			
												<p align="center">VÉRIFICATIONS</p> <p align="center"><small>Des actes de l'état-civil, en suite de la délégation du procureur du roi. (Arrêté du 19 juillet 1847).</small></p> <table border="1"> <tr> <td>COMMUNES.</td> <td>DATE.</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>	COMMUNES.	DATE.		
COMMUNES.	DATE.															

1848.

MAISON PÉNITENTIAIRE DE ST-HUBERT. — TRAVAIL DES DÉTENUS. —
GRATIFICATIONS. — SUPPRESSION.

2^{me} Dir. 1^{er} B. N^o 1546 L^a. T. — Bruxelles le 2 mars 1848.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Il a été constaté que le travail des jeunes délinquants à la maison pénitentiaire de St-Hubert, occasionne une perte notable au trésor. — Une circonstance qui vient encore augmenter cette perte, résulte des dispositions des arrêtés des 28 et 29 décembre 1835, allouant des gratifications et majorations aux détenus.

Je pense qu'en présence d'un résultat aussi onéreux ces gratifications ne sont pas méritées.

En vain invoquerait-on, pour leur maintien, les art. 24 et 44 du code pénal; la saine interprétation de ces articles ne permet pas d'en appliquer le bénéfice à d'autres qu'à des détenus adultes et se trouvant, par leur travail, dans les conditions prescrites par ces articles. Quant aux jeunes délinquants, il est impossible d'admettre, en considérant les dépenses relativement considérables résultant et de leur entretien et de leur éducation professionnelle et scolaire qu'il puisse leur être dû, à titre légal, une rétribution quelconque pour des travaux que le Gouvernement exploite à perte et dans le but unique de leur apprendre un métier.

J'ai en conséquence, l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un projet d'arrêté qui fait cesser, à la maison pénitentiaire de St-Hubert, l'effet des arrêtés cités au début de ce rapport.

Bruxelles, le 24 février 1848.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Considérant que le travail des jeunes délinquants à la maison pénitentiaire de St-Hubert occasionne, chaque année, une perte au Trésor.

Considérant que cette perte est aggravée par l'effet des arrêtés des 28 et 29 décembre 1835, concernant les gratifications et majorations accordées aux détenus.

Attendu que les articles 24 et 44 du code pénal, relatifs au produit du travail des détenus, ne sont particulièrement applicables qu'aux condamnés adultes et dont le travail rapporte des bénéfices.

Sur le rapport de Notre Ministre de la justice.

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. unique. Les dispositions des arrêtés prérappelés des 28 et 29 décembre 1835, sont rapportées en ce qui concerne les jeunes délinquants de la maison pénitentiaire de St-Hubert.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1848.

LÉOPOLD,

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ACTES NOTARIÉS. — PARAPHE DES RENVOIS ET APOSTILLES.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 5052. — Bruxelles, le 9 mars 1848.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel et les Procureurs du Roi près les tribunaux de première instance.

Par suite de rapports qui sont parvenus à mon département, j'ai pu remarquer que les dispositions de l'art. 45 de la loi du 25 ventôse an xi, relatives à la signature ou au paraphe des renvois et apostilles écrits en marge des actes notariés, ne sont pas rigoureusement observés.

Il est des notaires qui se bornent à faire approuver plusieurs renvois ou apostilles placés dans la marge par une seule signature ou un seul paraphe.

Cette manière de procéder constitue une irrégularité grave.

Il résulte en effet des termes comme de l'esprit de la loi, que lorsqu'il existe plusieurs renvois, chacun d'eux doit être signé ou paraphé séparément.

Le renvoi n'est réellement signé ou paraphé que pour autant qu'il est suivi immédiatement d'une signature ou d'un paraphe.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ce point, et de vous prier de porter immédiatement à la connaissance des syndics des Chambres des notaires compétentes, les contraventions que vous pourriez découvrir afin qu'il puisse être statué, le cas échéant, par voie disciplinaire.

Vous voudrez bien en même temps, Messieurs, prescrire qu'une copie de la présente soit adressée aux Chambres des notaires des divers arrondissements, faisant partie de votre juridiction.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FRAIS DE JUSTICE. — INDEMNITÉ DES TÉMOINS. — SALAIRES DES HUISSIERS .

4^e Dir. N^o 16168. — Bruxelles, le 15 mars 1848.

A MM. les premiers Présidents et les Procureurs généraux des cours d'appel; le Président et l'Auditeur général de la haute cour militaire; les Gouverneurs des provinces; les Présidents et les Procureurs du Roi des tribunaux de première instance; les Auditeurs militaires; les Juges d'instruction; les Juges de paix et les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police; les Officiers de police judiciaire.

Plusieurs mesures ont été prescrites dans le but de diminuer les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

Tout en recommandant à votre attention les circulaires qui ont déjà été transmises sur cet objet, particulièrement celles du 28 août 1832 (aux procureurs généraux près les cours d'appel) et du 31 juillet 1834 (aux gouverneurs des provinces), je crois devoir ajouter quelques observations aux instructions de mes prédécesseurs, surtout en vue d'obtenir de l'économie dans les deux articles de dépense les plus considérables : les indemnités des témoins et les salaires des huissiers.

I La loi accorde aux officiers du ministère public près les tribunaux de simple police la faculté de faire appeler les prévenus et les témoins par simple avertissement (art 147, 153, 169 170 du C. d'instr. cr.). Ils doivent user de cette faculté aussi souvent que possible, ne recourir à la citation par huissier que lorsqu'ils auront des motifs sérieux de croire que les inculpés et les témoins refuseraient d'obtempérer à un simple avertissement (n^o 7 de la circulaire du $\frac{28 \text{ août } 1832}{31 \text{ juillet } 1834}$).

II. Les officiers de police auxiliaires du procureur du roi n'ignorent pas l'importance de leurs actes dans la recherche et la constatation des crimes et des délits. Ils sont appelés à poser les premiers jalons qui doivent guider le ministère public dans ses poursuites. Pour répondre au vœu de la loi et concourir à atteindre le but spécial que je me propose par la présente circulaire, il est essentiel que, dans la rédaction de leurs procès-verbaux, ils apportent la plus grande exactitude; qu'ils y mentionnent les circonstances essentielles et caractéristiques du délit, les déclarations des plaignants, des témoins et des prévenus. De cette manière le ministère public sera à même d'apprécier, sur le vu de leurs procès-verbaux, la gravité du délit; de juger si une instruction préalable

* *Moniteur* du 14 mars 1848.

est nécessaire, ou si le prévenu peut être cité directement devant le tribunal correctionnel, et de faire, en ce cas, avec discernement, le choix des témoins dont les dépositions sont utiles et concluantes.

Les procès-verbaux dans lesquels il n'aurait pas été satisfait à ces prescriptions, devront être immédiatement renvoyés à ceux qui les ont rédigés pour être complétés, ou bien le procureur du roi demandera des rapports supplémentaires, soit aux rédacteurs mêmes, soit à d'autres officiers de police judiciaire résidant dans les localités où des renseignements devraient être recueillis.

III. L'instruction préalable en matière correctionnelle n'est requise, comme le dit l'instruction du 23 septembre 1842, que lorsqu'il y a incertitude soit sur l'existence ou le caractère du délit, soit sur la désignation des individus qui doivent être cités comme prévenus ou comme témoins, ou enfin lorsque l'affaire est, à raison de son importance, susceptible de recherches ou de développements. (V. aussi le n° 4 de la circulaire du $\frac{28 \text{ août } 1832}{31 \text{ juillet } 1834}$).

Dans ce cas, le juge d'instruction ne doit pas perdre de vue le pouvoir que la loi lui accorde généralement de déléguer le juge de paix du canton dans lequel les témoins résident, à l'effet d'entendre leurs déclarations et de poser tous les actes qui sont de la compétence du juge d'instruction.

Le ministère public, en prenant connaissance des pièces de la procédure, appréciera le mérite de chaque déposition et fera un choix convenable des témoins à entendre à l'audience. L'audition des témoins inutiles, outre qu'elle occasionne une dépense en pure perte, embarrasse l'instruction et les débats, fatigue l'attention des magistrats et peut compromettre le résultat du procès.

IV. En matière criminelle, les officiers de police judiciaire, tout en apportant la plus grande célérité dans l'accomplissement des devoirs que la loi leur impose, auront soin de dresser toujours un procès-verbal ou rapport spécial des déclarations des témoins qu'ils auront entendus afin de faciliter ainsi, le cas échéant, l'exécution de l'art. 341 du Code d'instruction criminelle portant que le président de la cour d'assises remettra au jury les procès-verbaux qui constatent le délit et les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins.

V. Le procureur du roi en recevant un procès-verbal constatant un crime, examinera si, outre ce que peut commander l'intérêt de l'instruction, il n'y a pas plus d'économie à se transporter sur les lieux avec le juge d'instruction que de faire appeler les témoins devant ce magistrat.

VI. L'officier du ministère public qui a pris des conclusions à la chambre du conseil, pourrait joindre aux pièces de la procédure qu'il transmet à la chambre des mises en accusation, une note indiquant les témoins qui lui paraissent devoir être assignés aux débats; cette note, vérifiée et complétée par l'officier du parquet qui rédige l'acte d'accusation, serait transmise ensuite au magistrat chargé de porter la parole devant la cour d'assises et de dresser la liste définitive.

VII. Une circulaire du grand-juge ministre de la justice du 30 décembre 1842 porte qu'il n'est pas nécessaire, en général, de faire citer les médecins, experts, etc., pour procéder aux opérations de leur ministère, ou pour être entendus sur leurs rapports; qu'il suffit de les prévenir par simple avertissement sans frais, et que, s'il y a lieu de leur accorder la taxe comme témoin, elle pourra être délivrée au bas de l'avertissement visé par l'officier du ministère public (V. aussi n° 4 de la circulaire susmentionnée du $\frac{28 \text{ août } 1832}{31 \text{ juillet } 1834}$).

Cette instruction paraît pouvoir être étendue à tous les fonctionnaires ou employés de l'Etat, des provinces et des communes qui reçoivent un traitement quelconque, et ce, d'autant plus, qu'aux termes de l'article 32 du décret de 1814, ces témoins n'ont droit qu'au remboursement des frais de voyage, s'il y a lieu et s'ils le requièrent, sur le pied réglé par les articles 90 et suivants.

VIII. Dans un certain nombre de cours et de tribunaux on prépare pendant les débats, les taxes des témoins; on les fait signer par le président à la fin de l'audience, et on les remet aux témoins sans attendre qu'elles aient été requises. Cette marche est contraire à la loi (art. 82 du code d'instruction criminelle; 26 et 36 du décret du 18 juin 1814). Les taxes ne doivent être délivrées que lorsqu'elles ont été formellement réclamées. Toutefois il convient de prévenir les témoins qu'ils ont droit à la taxe, afin de ne pas s'exposer à en frustrer les témoins pauvres ou peu aisés, qui ne la réclameraient point, soit par délicatesse, soit par suite d'ignorance.

IX. Les assignations ou les taxes doivent indiquer avec soin le nom, la qualité, la profession et la résidence des témoins, avec l'indication du canton et de l'arrondissement judiciaire. Ces renseignements sont indispensables pour s'assurer si les témoins ne se trouvent pas dans les cas des articles 31 et 32 du décret du 18 juin 1814, c'est-à-dire s'ils sont militaires en activité de service ou s'ils touchent un traitement à raison d'un service public. L'art. 28 de ce décret rend également nécessaire la mention de l'âge du témoin.

Il y a lieu de faire remarquer à cet égard que les militaires en activité de service et les musiciens attachés aux régiments de l'armée, qui sont appelés en témoignage devant un magistrat instructeur ou devant un tribunal civil ou militaire, reçoivent des frais de route à charge du département de la guerre, et, s'il y a lieu, une indemnité de séjour forcée à charge du budget de la justice. Cependant, les officiers de l'armée active détachés aux conseils de guerre, n'ont pas droit à ces deux espèces d'indemnités (art. 3 n° 2, 32 et 95 du décret du 18 juin 1811 ; circulaire du ministre de la justice du 20 juillet 1834 ; du ministre de la guerre, du 19 juillet 1823, *Recueil militaire* de 1832, 1^{er} semestre, p. 245, et de 1849, p. 479.)

X. Toute taxe à témoin doit être datée, revêtue de la signature du juge et dûment acquittée par la partie prenante qui doit se conformer, le cas échéant, aux art. 17 et suivants de l'arrêté royal du 22 décembre 1819.

XI. Les indemnités de *comparution* sont réglées suivant le taux fixé pour le lieu que les témoins habitent, sans avoir égard à la localité où ils vont déposer. Les indemnités de séjour, au contraire, sont fixées d'après le lieu où le témoin est retenu. (Art. 25, 27, 28, 30, 34 et 96 du décret de 1811).

MM. les procureurs-généraux voudront bien me rendre annuellement compte, au mois de janvier, de la manière dont les présentes instructions auront été exécutées dans leur ressort.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ADMINISTRATION CENTRALE. — PERSONNEL.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N° 538. — Bruxelles, le 14 mars 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Je vous prie de vouloir bien appeler, sur l'avis inséré au *Moniteur*, N° 73 (partie officielle), l'attention de MM. les docteurs en droit qui fréquentent votre parquet et les parquets de première instance de votre ressort. Je désire que quelques-uns des plus capables et des plus méritants puissent se mettre sur les rangs pour les places qui sont vacantes à l'administration centrale de mon département ou qui le deviendront par suite de promotions.

Que ceux qui se destinent à la magistrature soient bien persuadés qu'en entrant dans mes bureaux et en s'y distinguant sous mes yeux, il leur sera particulièrement tenu compte de leurs travaux, dans la collation de toutes les places qui ressortissent au Ministère de la justice.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — SERVICE SANITAIRE.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13572. — Bruxelles, le 15 mars 1848.

A MM. les Gouverneurs.

La gale étant une maladie de la peau qui ne dérange pas généralement les fonctions digestives, les détenus qui en seraient atteints resteront à l'avenir soumis au régime alimentaire ordinaire de la prison. Ils ne jouiront du régime de l'infirmerie réglementé par l'arrêté royal du 15 décembre dernier ¹, que pour des causes particulières et quand le médecin le jugera indispensable. Le médecin, dans ce cas, en rendra compte à M. l'inspecteur-général du service de santé de l'armée.

Veuillez, Messieurs, porter cette instruction à la connaissance des autorités et des fonctionnaires que la chose concerne, et prendre des mesures pour assurer son exécution.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — CANTINES. — DÉBIT DE SAVON.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 14985. — Bruxelles, le 15 mars 1848.

A MM. les Gouverneurs.

J'ai l'honneur de vous informer que prenant en considération les avantages qui doivent en résulter pour l'hygiène et la propreté des détenus, j'ai, par extension à la circulaire du 5 août 1841, N^o 8964-9467, autorisé le *débit de savon* dans toutes les prisons où le service de la cantine se trouve organisé.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ Voir cet arrêté à sa date.

TRAITEMENTS ECCLÉSIASTIQUES — ÉTATS COLLECTIFS *.

1^{re} Dir. 1^{er} Bur. N° 5761. — Bruxelles, le 15 mars 1848.*A MM. les Gouverneurs.*

L'arrêté royal du 27 décembre (*Moniteur*, 1847, n° 363), qui déclare obligatoires les articles 17 et 23 de la loi sur la comptabilité de l'État (*Moniteur*, 1846, n° 439), porte que la cour des comptes recevra pour le premier mois ou pour le premier trimestre de l'ouverture du budget, un double de chacune des ordonnances collectives de traitements.

Les traitements ecclésiastiques, en général, étant liquidés sur états trimestriels, il est nécessaire que vous m'adressiez à l'avenir, en triple expédition, les états de l'espèce à ordonnancer pour le premier trimestre de chaque exercice.

Ces états devront, ainsi que ceux que vous transmettez ultérieurement, indiquer indépendamment du total des sommes à payer pour le trimestre qu'ils concernent, celui du montant annuel de l'objet de la dépense.

Je dois aussi, à cette occasion, vous recommander, Messieurs, de veiller à ce que ces pièces soient toujours rédigées avec la plus grande exactitude.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ORDRE PUBLIC. — MESURES A PRENDRE DE COMMUN ACCORD PAR LES AUTORITÉS.

5^o Dir. 1^{er} B. N° 10 P. — Bruxelles, le 17 mars 1848.*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel.*

Quelques troubles, heureusement réprimés sans difficulté, ont eu lieu à Gand le 13 de ce mois; il est à espérer que la sagesse des populations s'opposera au renouvellement ou à la propagation de désordres dont l'effet le plus inévitable est de bannir la confiance, de faire disparaître les capitaux et de restreindre le travail, ressource unique de la classe ouvrière.

Cependant la vigilance des autorités ne doit pas s'endormir un seul instant, et toutes doivent se prêter un mutuel appui; les faits dont l'une

* *Moniteur* du 16 mars 1848, n° 76. — Voir 6 mai 1848.

d'elles a connaissance, peuvent ne recevoir leur signification et leur gravité que par leur mise en rapport avec les circonstances qu'une autre autorité est parvenue à constater.

Je ne puis donc trop insister, MM. que des relations fréquentes soient établies entre votre office et les Gouverneurs tant civils que militaires, et que pour le cas où des symptômes de désordres se manifesteraient dans votre ressort, les mesures à prendre soient toujours, autant que possible, adoptées de commun accord.

MM. les Gouverneurs civils viennent de recevoir des instructions dans ce sens.

Il est inutile, Messieurs que je vous adresse des recommandations spéciales pour les éventualités fort diverses qui peuvent se présenter : je suis convaincu que dans aucune circonstance vous ne perdrez de vue que la fermeté doit rester unie au calme et, autant qu'on le peut, à la modération.

Les instructions qui précèdent pourront servir de type à celles que je vous prie de donner aux procureurs du roi de votre ressort.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAVAIL DES DÉTENUS. — INSTITUTION D'UNE COMMISSION.

Bruxelles, le 22 mars 1848.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Des réclamations nombreuses et réitérées ont été élevées contre le système de travail introduit dans les prisons. Le gouvernement s'est occupé depuis longtemps de ces réclamations ; il a minutieusement interrogé leur plus ou moins de fondement, et il s'est empressé d'y faire droit chaque fois qu'il a vu la possibilité de concilier les intérêts du travail libre avec la nécessité du maintien du principe de la pénalité et de la moralisation des détenus.

Pour compléter cette réforme et arrêter définitivement une organisation des ateliers des prisons qui réponde à tous égards au but proposé,

* *Moniteur* du 24 mars 1848, n° 84. — Voir le rapport de la commission, *Annales parlementaires*, 1847-1848, pages 1507 et suivantes.

J'ai pensé, Sire, qu'il pouvait être utile de consulter l'expérience d'hommes compétents et de leur soumettre les questions qui se rattachent à l'organisation dont il s'agit.

J'ai en conséquence l'honneur de proposer à Votre Majesté de nommer une commission composée de huit membres, dans laquelle seraient représentés les collèges préposés à l'administration des principales maisons centrales. Cette commission s'assemblerait sans délai au ministère de la justice; elle désignerait son président et il lui serait adjoint pour remplir les fonctions de secrétaire l'un des fonctionnaires supérieurs de l'administration des prisons.

Le rapport qui résumerait les travaux de la commission serait soumis à Votre Majesté et communiqué en même temps aux Chambres législatives.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT !

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Il est institué une commission composée de huit membres pour examiner le système de travail des détenus dans les prisons et proposer, le cas échéant, les modifications et les améliorations qu'il y aurait lieu d'y apporter.

ART. 2. Sont nommés membres de la commission :

MM. Dindal, sénateur, ancien président de la commission administrative du dépôt de mendicité de la Cambre ;
Verhaegen aîné, vice-président de la Chambre des représentants ;
T'Kint de Naeyer, membre de la Chambre des représentants ;
Servaes, intendant général de l'armée ;
Doucet, échevin de la ville de Bruxelles, membre de la commission administrative de la maison centrale de Vilvorde ;
Desmet-Bossaert, ancien fabricant, membre de la commission administrative de la maison centrale de Gand ;
Kums, fabricant à Anvers, membre de la commission administrative de la maison centrale de St.-Bernard ;
T'Kindt, inspecteur-aviseur de la division de l'industrie au département de l'intérieur.

M. l'inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance est adjoint à la commission pour remplir les fonctions de secrétaire.

ART. 3. La commission sera convoquée à la diligence de Notre Ministre de la justice, qui arrêtera le programme de ses délibérations et lui communiquera tous les éléments propres à éclairer son opinion.

ART. 4. La commission nommera dans son sein son président.

ART. 5. Son rapport Nous sera soumis dans le plus bref délai possible et communication en sera donnée aux Chambres législatives.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MONITEUR. — ANNALES PARLEMENTAIRES. — ABONNEMENT.

Bruxelles, le 25 mars 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Considérant que dans un gouvernement constitutionnel et représentatif, il importe de faciliter aux citoyens la connaissance des débats qui ont lieu dans les Chambres législatives pour la confection des lois;

Vu la loi du 28 février 1845 et l'arrêté royal de la même date (*Moniteur* n° 59 et 60);

Sur le rapport l. Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Notre Ministre de la justice est autorisé à faire recevoir des abonnements spéciaux pour la publication officielle intitulée : *Annales parlementaires de Belgique*.

ART. 2. Il fixera annuellement le prix de ces abonnements dans des limites telles qu'elles ne soient pas inférieures au prix de revient.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur* du 24 mars 1848, n° 84.

EMPRUNT. — MANOEUVRES FRAUDULEUSES. — DÉPRESSION *.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 15 P. — Bruxelles, le 23 mars 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel et les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance.

L'avance des huit douzièmes de la contribution foncière, décrétée par la loi du 26 février dernier, semble donner lieu à des spéculations coupables, notamment dans les communes rurales.

Il arrive, par exemple, qu'à celui dont la cote est de 3 francs, l'on offre de se charger du paiement, moyennant un franc, et contre la cession pure et simple de l'avertissement. L'on parvient à conclure ce marché usuraire soit en répandant des bruits alarmants, soit en inspirant des craintes sur le remboursement ou de toute autre manière.

Ces manœuvres frauduleuses, tout à la fois nuisibles aux intérêts des propriétaires et au crédit de l'État, méritent de fixer toute l'attention des officiers des parquets; ils voudront bien veiller à les faire constater avec soin et à en poursuivre sévèrement les auteurs.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

CONDAMNÉS MILITAIRES. — SERVICE PHARMACEUTIQUE. — ÉTATS DE FRAIS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o $\frac{15,504}{12,716}$. — Bruxelles, le 23 mars 1848.

A MM. les Gouverneurs.

En vue d'éviter une correspondance qui me paraissait superflue et onéreuse au trésor, j'ai consulté mon collègue du département de la guerre, pour savoir si l'on ne pourrait pas soumettre les déclarations, dressées annuellement ou trimestriellement, par les officiers de santé de l'armée, pour indemnité du chef de la surveillance du service pharmaceutique, et par les directeurs d'hôpitaux militaires pour journées de traitement des condamnés militaires et des médicaments fournis des pharmaciens de ces derniers établissements, aux visas préalables des directeurs et gardiens en chef des prisons qu'elles concernent.

* *Moniteur* du 24 mars 1848, n^o 84.

Mon collègue vient de me répondre affirmativement, en m'informant qu'il a donné des ordres pour qu'à l'avenir les directeurs des hôpitaux et infirmeries militaires, et les officiers de santé de l'armée, soumettent aux visés préalables des directeurs des prisons, les déclarations dont il s'agit.

Je vous prie en conséquence, Messieurs, de porter la nouvelle mesure précitée, à la connaissance des chefs des prisons de votre province, en les invitant à prêter, le cas échéant, leurs concours à son exécution.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

POSTES. — TRANSPORT ILLICITE DES CORRESPONDANCES. — RÉPRESSION.

3^e Div. 1^{er} B. N^o 2958. — Bruxelles, le 23 mars 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-annexés, tant pour votre parquet que pour ceux de MM. les procureurs du roi de votre juridiction, quelques exemplaires d'une circulaire et d'un avis au public relatifs au transport illicite des correspondances, et adressés à cette fin à mon département, par M. le Ministre des travaux publics.

Je vous prie, Messieurs, de bien vouloir appeler l'attention de ces magistrats sur le contenu de cette circulaire et de les inviter à provoquer la répression des contraventions aux dispositions réglant cette matière qui pourraient parvenir à leur connaissance.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ANNEXE.

A MM. les Directeurs des postes du royaume.

Plusieurs circonstances me portent à croire que les dispositions de la loi du 24 décembre 1847, qui a supprimé le décime rural et modifié la taxe des lettres originaires et à destination du même canton, ne sont pas suffisamment connues du public, et que certains entrepreneurs ou messagers profitent encore de cette ignorance pour transporter des lettres au mépris de la défense formelle prononcée par l'arrêté du 27 prairial an IX.

L'intérêt du trésor exigeant que la plus grande publicité soit donnée

aux mesures dont il s'agit, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un nombre suffisant d'avis que vous voudrez bien faire afficher à l'extérieur des bureaux de poste et dans toutes les communes de votre province par les soins des percepteurs et distributeurs, qui auront à se concerter dans ce but avec MM. les bourgmestres. En outre vous recommanderez aux agents sous vos ordres, et particulièrement aux facteurs ruraux, de ne laisser échapper aucune occasion d'appeler l'attention des habitants des campagnes sur les réductions de port, qui viennent d'être opérées, et sur l'avantage qu'il y a pour eux à employer de préférence la voie de la poste.

L'intervention de vos subordonnés ne doit cependant pas se borner à ces démarches officieuses; il est surtout du devoir des percepteurs de veiller avec sollicitude à la répression de la fraude, en provoquant des visites plus fréquentes dans l'étendue de leurs arrondissements respectifs; à cet effet ils auront soin de requérir le concours des employés des douanes et de la gendarmerie, dont les investigations devront spécialement s'exercer sur les entrepreneurs de voitures publiques et les messagers desservant des localités rapprochées, qui peuvent être soupçonnés de se livrer plus habituellement au transport illicite des correspondances.

Afin que les saisies à opérer de ce chef n'aient aucun caractère vexatoire, il sera essentiel de ne pas y comprendre les lettres de voiture ou factures *non-cachetées* accompagnant des marchandises, ni les paquets pesant moins d'un kilogramme, lorsque ces paquets seront composés d'objets de commission dont le transport n'appartient pas à l'administration des postes.

En ce qui concerne les journaux belges, et les publications étrangères non assujetties au timbre et introduites comme articles de librairie dans le royaume, il y aura lieu de maintenir la tolérance autorisée par le département de la justice, aux termes d'un avis inséré au *Moniteur belge* du 4 juin 1835.

Je viens, du reste, de communiquer la présente circulaire à MM. les Ministres de la justice et des finances, en les priant de vouloir bien donner des instructions dans le même sens, aux agents sous leurs ordres, qui doivent concourir à l'exécution de l'arrêté du 27 prairial an ix susmentionné.

Bruxelles, le 17 mars 1848.

Le Ministre des travaux publics,
(Signé) FRÈRE-ORBAN.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire-général du ministère de la justice,
DE GRASSIER.

PRISONS. — TRAVAUX DE CONSTRUCTION. — CRÉANCES. — LIQUIDATION.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15559. — Bruxelles, le 29 mars 1848.*A MM. les Gouverneurs.*

Il arrive fréquemment que la liquidation des sommes dues pour travaux de construction dans les prisons éprouve d'assez longs retards; tantôt par suite du manque de certaines pièces, tantôt par suite du manque de certaines formalités.

Il importe de prévenir ces retards qui sont toujours préjudiciables aux intérêts des entrepreneurs et à ceux de l'État. A cet effet, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien tenir la main à ce que toute créance du chef de travaux de construction soit désormais justifiée par les pièces suivantes :

- 1^o Une déclaration, en double, visée par la commission administrative, le directeur ou le gardien en chef de la prison.
- 2^o Un certificat de paiement également en double.
- 3^o Un procès-verbal de réception id.
- 4^o Un métré, devis et cahier des charges id.
- 5^o Un décompte (suivant le cas) visé id. et accepté par l'entrepreneur.
- 6^o Une soumission en triple.

Vous voudrez bien, enfin, Messieurs, tenir la main à ce que toutes les formalités d'enregistrement nécessaires soient remplies.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SÉMINAIRES. — BOURSES D'ÉTUDE. — VACANCE. — INFORMATION.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 5695. — Bruxelles, le 30 mars 1848.*A MM. les Chefs diocésains.*

La liquidation des bourses effectuées aux séminaires diocésains par le décret du 30 décembre 1807 devant désormais être faite conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 novembre 1847 (*Moniteur* n^o 329), je vous prie de vouloir bien à l'avenir lorsqu'il y aura lieu de pourvoir à la collation de pareilles bourses, devenues vacantes dans votre

séminaire, me faire connaître la date exacte de la cessation des études, de l'ordination ou du décès des anciens titulaires et de faire porter les mêmes renseignements sur les états collectifs trimestriels de payement.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

ADMINISTRATION CENTRALE.—3^e DIRECTION.—PERSONNEL ET ATTRIBUTIONS *

Bruxelles, le 31 mars 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A tous présents et à venir, SALUT.

Notre Ministre de la justice Nous ayant exposé que l'ordre et les besoins du service exigent que quelques modifications soient apportées au cadre du personnel de la troisième direction (législation et grâces) de l'administration centrale de son département;

Considérant que les modifications proposées n'entraîneront aucune augmentation de dépense;

Considérant en outre qu'il est utile d'attacher à ladite direction un certain nombre de docteurs en droit, qui se destinent soit à la magistrature, soit à la carrière administrative;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art 1^{er}. Par dérogation à Notre arrêté du 24 novembre 1846 (*Moniteur*, n° 328), portant organisation du ministère de la justice, le cadre du personnel de la 3^e direction de ce département, est modifié ainsi qu'il suit :

Trois chefs de bureau,
Un commis de 1^{re} classe,
Un commis de 3^e classe.

Art. 2. Un arrêté ministériel déterminera les matières qui seront distraites de chacun des deux bureaux actuels pour former les attributions du troisième bureau.

Art. 3. Des docteurs en droit pourront être admis par le Ministre à concourir aux travaux de la 3^e direction.

* *Moniteur* du 2 avril 1848 n° 95.

Leur nombre ne peut excéder cinq.

Ils ne reçoivent aucun traitement.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté,

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

ADMINISTRATION CENTRALE. — 3^e DIRECTION. — PERSONNEL ET ATTRIBUTIONS.

Secrét.-gén. 1^{er} B. N^o 540. — Bruxelles, le 31 mars 1848.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu l'arrêté organique du département de la justice en date du 24 novembre 1846;

Vu l'arrêté royal, en date du 31 mars 1848 (*Moniteur* n^o 93) contenant quelques modifications en ce qui concerne le cadre du personnel et la répartition des attributions de la 3^e direction;

Arrête :

Le personnel et les attributions de la 3^e direction sont répartis ainsi qu'il suit :

BUREAU DE LÉGISLATION.

Un chef de bureau; deux attachés.

1^o Préparation ou examen de projets de lois et des exposés des motifs.
— Sanction et promulgation des lois.

2^o Préparation ou examen de projets d'arrêtés généraux.

BUREAU DES RÉFÉRÉS.

Un chef de bureau; un commis de 3^e classe; deux attachés.

Examen des questions de droit soulevées par les référés des autorités et fonctionnaires, ou envoyés spécialement à l'examen de la direction soit par le Ministre soit par le secrétaire-général.

BUREAU DES AFFAIRES CIVILES ET CRIMINELLES.

Un chef de bureau; un commis de 1^{re} classe; deux surnuméraires; un attaché.

- 1° Dispenses d'âge, de parenté et d'alliance pour contracter mariage;
- 2° Autorisation de prendre du service ou d'accepter des fonctions publiques à l'étranger;
- 3° Réintégration dans la qualité de Belge;
- 4° Naturalisations;
- 5° Admission des étrangers au domicile en Belgique;
- 6° Changemens et additions de noms;
- 7° Sursis;
- 8° Publication des jugemens en matière d'absence et de successions en deshérence;
- 9° Honneurs et préséances;
- 10° Poursuites des crimes, délits et contraventions;
- 11° Extraditions;
- 12° Demandes en règlement de juges et en renvoi pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique;
- 13° Correspondance relative aux pourvois formés contre les jugemens et arrêts;
- 14° Commissions rogatoires;
- 15° Recours en grâce et en commutation de peines;
- 16° Réhabilitations.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PLACES DE GUERRE. — POLICE *

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 294. — Bruxelles, le 31 mars 1848.

A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi et les Greffiers des cours et tribunaux.

L'article 16 de l'arrêté du directoire exécutif, en date du 22 germinal an IV, dispose :

* *Moniteur* du 2 avril 1848, n^o 95.

» Il sera toujours remis à l'officier du génie en chef dans une place ou poste de guerre, une expédition de tout acte de jugement rendu, » concernant la conservation et la police de la place. »

Je vous prie de vouloir, dans les limites de vos attributions respectives, concourir à l'exécution de cette disposition qui semble avoir été perdue de vue.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — SERVICE SANITAIRE. — OFFICIERS DE SANTÉ DE L'ARMÉE. —
SUPPLÉMENTS DE TRAITEMENT. — SUPPRESSION *.

Bruxelles, le 5 avril 1848 .

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 22 du règlement sur le service sanitaire des prisons en date du 10 février 1823, approuvé par résolution royale et portant : « Les officiers de santé des garnisons et des hôpitaux maritimes ou militaires qui seront chargés du service sanitaire des maisons de sûreté civiles et militaires, jouiront d'un supplément de traitement qui sera fixé pour chacun d'eux en particulier ; »

Vu le rapport de Notre Ministre de la justice en date du 29 mars dernier, par lequel il nous fait connaître les inconvénients signalés par le département de la guerre, sous le rapport de la discipline, dans la concession de *pareils suppléments de traitement* ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

L'article 22 du règlement général du 10 février 1823 sur le service sanitaire des prisons est rapporté.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

* *Moniteur* du 25 avril 1848 n° 114.

ÉVÉNEMENTS POLITIQUES ET SÛRETÉ PUBLIQUES. — RAPPORTS.

2^e Dir. 2^e B. N^o 37579. D. — Bruxelles, le 10 avril 1848.

*A MM. les Procureurs-généraux près les cours d'appel, les Gouverneurs,
le Général commandant supérieur de la gendarmerie nationale.*

Il arrive fréquemment que des rapports, notamment sur les faits relatifs aux événements politiques ou qui intéressent la sûreté publique, me sont envoyés simultanément par diverses autorités.

Je désire, pour éviter un travail inutile, que tous les fonctionnaires mentionnent dans les rapports qu'ils adressent, soit à leurs collègues, soit à leurs chefs hiérarchiques, les noms des autres fonctionnaires auxquels ils auraient cru devoir faire la même communication.

De cette manière, on ne sera plus exposé à recevoir le même rapport en double ou triple expédition.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien vous conformer à ces instructions et les porter à la connaissance des fonctionnaires sous vos ordres, à fin d'exécution.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAVAIL DES DÉTENUS. — COMPTABILITÉ.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 1557. — Bruxelles, le 12 avril 1848.

*A MM. les Gouverneurs des provinces de la Flandre-orientale, de Brabant et
d'Anvers.*

Un renseignement utile et auquel les circonstances actuelles donnent un nouvel intérêt, c'est la constatation de la part de la main d'œuvre dans les prix de revient des objets fabriqués et confectionnés dans les ateliers des prisons.

La comptabilité telle qu'elle est établie ne permet pas de fournir cette donnée, même approximativement.

Il conviendrait donc de modifier les écritures de manière à pouvoir donner sous ce rapport tous les éclaircissements désirables.

Pour atteindre ce but, il serait nécessaire d'ajouter au crédit des divers comptes de fabrication ouverts au grand livre, deux colonnes.

La première indiquerait la valeur de la matière première employée.

La seconde renseignerait le montant des gratifications payées aux détenus.

Les prix de revient continueraient à être formés, comme ils le sont aujourd'hui, c'est-à-dire, sur le montant total de ces données.

Ces deux colonnes devraient également figurer au débit et au crédit des comptes de magasin des matières ayant subi une manipulation quelconque ainsi qu'aux comptes des objets fabriqués et confectionnés; au moyen de cette nouvelle disposition le prix total de la main d'œuvre serait fixé tout naturellement au compte final, sans accroissement sensible dans le travail.

Cette mesure pourrait être mise à exécution à partir du 1^{er} janvier dernier. A cet effet, il serait nécessaire de déterminer aussi exactement que possible, le montant des gratifications compris dans la valeur des objets en magasin à cette date. Ce montant serait le point de départ des opérations de l'exercice.

Je vous prie, Messieurs, de donner des instructions en conséquence, par l'entremise des commissions administratives, aux directeurs de la maison de force de Gand, de réclusion de Vilvorde et de correction de St.-Bernard, en les invitant à s'y conformer.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

BIENS DES CURES ET DES FABRIQUES. — STATISTIQUE.

1^{re} Dir. B. N^o 3388. — Bruxelles, le 27 avril 1848.

A. M. M. les Chefs diocésains.

Les biens de cure ont été, depuis leur nationalisation, l'objet de diverses mesures conservatoires, que le Gouvernement désire voir compléter par une statistique exacte de leur nature, de leurs revenus et de leur situation.

Ce travail, dont les bases ont été posées par l'administration de mon prédécesseur, permettra d'éclaircir plusieurs difficultés, auxquelles donne lieu, aujourd'hui, l'état incomplet des sommiers du domaine et de régulariser d'une manière définitive tout ce qui concerne les traitements des membres du clergé.

Les traitements des ministres du culte constituent une compensation des biens et revenus que leur a enlevés le décret du 2 novembre 1789 ; la vente de ces biens fut ordonnée en France par la loi du 5 novembre 1790 ; elle fut ajournée en Belgique, par l'arrêté du 17 ventôse an vi en faveur des cures dont les *titulaires étaient assermentés* ; mais comme il eût été illégal ¹ de cumuler les revenus des biens conservés, avec un traitement, le conseil d'État, consulté par le gouvernement, fut d'avis d'obliger les curés, desservants et marguilliers à fournir des états détaillés des biens dont ils jouissaient, afin de sauvegarder les intérêts du trésor ² ; qu'avant de statuer sur la demande du ministre du culte, tendant à faire accorder à tous les ecclésiastiques composant le clergé séculier de l'ancienne Belgique, les mêmes pensions qu'aux autres ecclésiastiques de l'empire, il était à propos d'avoir, par commune et par cure, un état exact des biens du clergé encore existants : qu'alors seulement on eût pu juger s'il était nécessaire que le trésor public vint au secours de la partie du clergé dont les possessions avaient été vendues en tout ou en partie, etc. ³.

Le gouvernement tenant compte de cet avis dans la fixation des traitements des curés, dota les uns en biens fonds, d'autres partie en biens fonds et en argent, d'autres exclusivement en argent ⁴.

La possession des biens de cure par les titulaires, fut consacrée par le décret du 6 novembre 1813 ; ils en furent déclarés usufruitiers sous la surveillance des fabriques (art. 1^{er} et 6).

Le gouvernement des Pays-Bas voulant, à cet égard, régulariser définitivement leur position, fit dresser des états statistiques de tous les biens de cure. Ces états, achevés en 1825, présentent des lacunes nombreuses qu'il importe de combler.

Par circulaire du 24 décembre dernier, dont copie est ci-jointe, M. le Ministre des finances a ordonné aux directeurs de l'enregistrement et des domaines de faire dresser une statistique nouvelle des biens de cure et de ceux dont les fabriques d'églises n'ont pas été envoyées en possession par arrêté royal spécial et postérieur à 1817 ; ces derniers renseignements sont nécessaires afin de régulariser la possession des fabriques en ce qu'elle peut avoir de contraire aux lois existantes.

De mon côté, par circulaire du 2 décembre dernier ⁵, j'ai fait inviter par

¹ Loi du 20 avril 1790 art. 2.

² Avis du conseil d'État du 25 décembre 1806.

³ Avis du conseil d'État du 26 juillet 1808.

⁴ Décret du 17 novembre 1811.

⁵ Voir cette circulaire à sa date.

l'intermédiaire des gouverneurs des provinces, tous les titulaires des cures, succursales ou chapelles à faire connaître immédiatement à ces fonctionnaires le produit net des biens dont ils jouissent, indépendamment des presbytères et jardins attenants, afin qu'une somme égale pût être déduite de leur traitement.

J'ai assez de confiance dans le patriotisme et le désintéressement des membres du clergé belge, pour espérer qu'ils contribueront de tout leur pouvoir à l'exécution d'une mesure aussi juste que nécessaire et qu'ils fourniront avec empressement les renseignements que je désire obtenir. Des considérations de pure forme, les ont, paraît-il, arrêtés dans quelques localités, ils ont cru ne pas devoir déférer à des demandes qui ne leur avaient pas été transmises par la voie hiérarchique de leurs chefs. Je vous prie, Messieurs, de faire cesser les motifs de ce refus et d'inviter les curés et desservants sous vos ordres, à fournir les renseignements qui leur sont demandés par les agents du domaine et par les gouverneurs. Je désire, Messieurs, connaître le plus tôt possible le résultat de votre bienveillante intervention.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ANNEXE.

A MM. les Directeurs de l'enregistrement et des domaines.

Les états concernant les biens de cure que vous m'avez adressés par lettre du . . . N° . . . ont été examinés et vous les trouverez ci-joints avec le relevé provisoire qui en a été dressé au département de la justice.

Je vous communique également les pièces reçues de M. le gouverneur de votre province, qui me seront renvoyées avec le relevé provisoire après en avoir fait usage.

Vous remarquerez que plusieurs chiffres de l'état dressé par M. le gouverneur diffèrent de ceux portés dans les états des receveurs.

Pour répondre entièrement aux désirs de M. le Ministre de la justice, il reste actuellement à faire compléter le travail pour arriver, sous le point de vue qui a motivé sa formation, à un résultat certain et précis, en faisant dresser, d'après le modèle ci-annexé, deux états distincts et complets.

L'un de ces états comprendra les biens dont les curés desservants ou chapelains sont actuellement en possession comme tels, sans en excepter les presbytères et jardins attenants, lors même qu'ils seraient propriétés communales.

L'autre état comprendra les biens dont les fabriques d'églises sont en possession, sans qu'il soit indiqué jusqu'ici en vertu de quelle disposition royale.

Je vous transmets avec la présente des imprimés dudit modèle d'état. Vous prescrirez aux receveurs des domaines de consigner sur ces états les données qu'ils possèdent déjà et de les adresser ensuite respectivement l'un aux curés, l'autre aux fabriques, en les invitant à remplir ou compléter celui desdits états qui les concerne.

La fabrique indiquera les arrêtés royaux d'envoi en possession postérieurs à 1817, s'il en existe ; à défaut de biens à renseigner, les curés et les fabriques enverront un certificat négatif. Vous leur ferez observer 1° que les biens chargés de services religieux devront appartenir à la fabrique, sauf à l'envoyer régulièrement en possession, si cela n'a déjà eu lieu ; 2° que les curés n'ont, par suite, pas droit à la possession de tels biens, mais que les fabriques doivent leur payer les honoraires des services à exonérer ; 3° que les fabriques ont à renseigner tous les biens et rentes dont elles se sont mises en possession, en vertu de l'arrêté royal du 7 janvier 1834 et que les prises de possession par devant notaire en vertu de cet arrêté ne sont d'aucune valeur, s'il s'agit de biens qui ne pouvaient être considérés comme cédés au domaine ; 4° que les biens dont la jouissance sera continuée aux curés donneront lieu, à l'exception des presbytères et jardins attenants, à une réduction sur le traitement, égale à la valeur réelle et actuelle de la jouissance, mais qu'il leur est loisible d'opter pour le traitement entier, en abandonnant les biens à l'État ; 5° que le domaine reprendra possession, au moyen d'arrêtés royaux, s'il y a lieu, des biens qui ne devront être laissés ni aux fabriques, ni aux curés.

Dès que vous aurez reçu les états des receveurs des domaines, vous en ferez un relevé général en double et vous m'adresserez le tout.

Vous voudrez bien, M. le Directeur, donner des instructions pressantes pour que le travail puisse être conduit avec toute l'activité possible.

Pour faciliter les relations qui vont s'établir entre l'administration, les curés et les fabriques, M. le Ministre de la justice informera les chefs diocésains du motif pour lequel les renseignements sont demandés, afin qu'ils en avertissent les curés et les fabriques et préviennent ainsi tout malentendu et toute difficulté.

Bruxelles, 21 décembre 1847.

Le Ministre des finances,
(Signé) VEYDT.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-Général du ministère de la justice,
DE CRASSIER.

PRISONS. — RELIGIEUX. — REMPLACEMENT.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15315. — Bruxelles, le 1^{er} mai 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Lorsqu'à l'avenir, par motif de santé ou autre, il y aura lieu de demander le remplacement d'un membre d'une corporation religieuse en service dans les prisons, vous devrez vous adresser directement au directeur de leur institut respectif, en ayant soin toutefois de m'en donner avis.

Cette marche, Messieurs, aura le double avantage d'être plus prompte et d'éviter des écritures inutiles.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

CODE PÉNAL. — RÉVISION. — INSTITUTION D'UNE COMMISSION *.

Bruxelles, le 1^{er} mai 1848.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Un projet de loi portant réforme du Code pénal de 1810, a été présenté le 1^{er} août 1834, à la chambre des représentants, par l'honorable M. Lebeau, alors Ministre de la justice.

Depuis treize ans la science du droit criminel a fait des progrès ; l'expérience a signalé des lacunes que rien n'avait encore fait apercevoir en 1834.

Il est donc devenu indispensable, avant de provoquer la discussion législative du projet, d'en compléter les dispositions.

J'ai en conséquence l'honneur de proposer à Votre Majesté de confier à une commission de cinq membres les travaux préparatoires de cette révision.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur* du 4 mai 1848, n^o 125.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

À TOUS PRÉSENTS ET À VENIR SALUT.

Sur le rapport de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Une commission composée de cinq membres est chargée de signaler les lacunes que l'expérience des dernières années a pu faire découvrir dans le projet de loi présenté, en Notre nom, par Notre Ministre de la justice, le 1^{er} août 1834, à la chambre des représentants.

Cette commission proposera les moyens de compléter le projet, en commençant par les dispositions qu'elle jugera devoir être examinées en premier lieu.

ART. 2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. Fernelmont, conseiller à la cour de cassation ;
 Stas, conseiller à la cour de cassation ;
 Delebecque, avocat général à la cour de cassation ;
 Haus, professeur à l'université de Gand ;
 Nypels, professeur à l'université de Liège.

ART. 3. La commission pourra s'adjoindre un secrétaire.

ART. 4. Les frais de route et de séjour des membres de la commission seront calculés d'après le taux établi par Notre arrêté du 31 décembre 1845 (*Moniteur* 1846, n° 44).

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté

LÉOPOLD.

Par le Roi :
 Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

CLERGÉ CATHOLIQUE. — TRAITEMENTS. — ÉTATS COLLECTIFS.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N° 3761. — Bruxelles, le 6 mai 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Par ma circulaire du 15 mars dernier ¹ (*Moniteur* n° 76), j'ai eu l'honneur de vous indiquer quelques mesures propres à assurer, en ce qui concerne les états collectifs des traitements du clergé catholique l'exécution de l'arrêté royal du 27 décembre précédent, qui déclare obligatoires les articles 17 et 23 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

¹ *Suprà*, p. 160.

Comme les instructions données à ce sujet, n'ont pas appelé votre attention sur le § 4^{er} de l'article 40 dudit arrêté, conçu comme il suit :

« Les ordonnances collectives sont dressées par provinces ; elles com-
» prennent tous les paiements d'une même nature pour la province
» entière. Cependant, les paiements à faire à des personnes demeurant
» dans le chef-lieu, font l'objet d'une ordonnance spéciale, » je viens
les compléter, Messieurs, en vous priant de réduire à l'avenir le nombre
d'états de l'espèce, à deux, dont l'un pour le chef-lieu et l'autre pour les
autres villes et communes de la province, en y maintenant toutefois pro-
visoirement, la classification actuelle des diverses catégories d'intéressés.

Je crois utile de vous faire remarquer que les instructions qui précèdent et celles qui ont fait l'objet de ma circulaire précitée, concernent exclusivement le clergé catholique des paroisses.

Je dois en outre, vous recommander, Messieurs, de veiller à ce que le chiffre du restant net du traitement annuel soit toujours totalisé, avec la plus grande exactitude, dans les états que vous m'adresserez à l'avenir, en ayant soin, 1^o de n'y porter qu'une seule fois le montant du traitement de chaque place qui aura été desservie par plus d'un titulaire pendant le même trimestre, et 2^o, d'y supprimer celui des traitements attachés aux places demeurées vacantes et qui ne figurent sur l'état que pour mémoire.

Enfin, Messieurs, le restant net du traitement affecté à toute place devra, alors même que celle-ci ne serait desservie que provisoirement et que le paiement intégral n'en serait pas dû au titulaire, être porté en entier sur les états collectifs.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FABRIQUES D'ÉGLISES. — FONDATIONS D'ANNIVERSAIRES. — BUREAUX DE BIENFAISANCE. — LEGS *.

Bruxelles, le 8 mai 1848

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'extrait, du testament olographe de feu la dame Grisard (Hélène Victoire), à Liège, etc.

* *Moniteur* du 10 mai 1848, n^o 151.

Vu la loi du 7 frimaire an v, le décret du 30 décembre 1809, les articles 900, 940 et 937 du Code civil, ainsi que l'article 76 de la loi communale du 30 mars 1836 ;

En ce qui concerne le mode de distribution des intérêts du capital affecté à l'exonération de l'anniversaire :

Attendu que les biens des fondations de messes doivent être administrés comme ceux des fabriques d'églises ;

Attendu que les trésoriers des fabriques ont, par suite, seuls qualité pour percevoir les revenus des biens de ces fondations, et qu'il appartient exclusivement aux bureaux des marguilliers de payer aux curés, vicaires et autres assistants, selon les réglemens du diocèse, les messes, obits et autres services auxquels lesdites fondations donnent lieu, de manière à ce que l'excédant des revenus profite aux fabriques ;

Attendu que ces principes, reconnus pour les anciennes fondations de services religieux, par un décret du 22 fructidor an xiii, et par un avis du conseil d'État en date du 24 frimaire an xiv, sont également applicables aux fondations nouvelles ;

Quant à la libéralité au profit des pauvres :

Attendu que les bureaux de bienfaisance sont spécialement institués pour distribuer aux indigents des secours à domicile, et que ces établissemens ont aussi seuls qualité pour accepter les legs affectés à ce service public ;

Attendu que, dans tout testament, les dispositions contraires aux lois doivent être réputées non écrites ;

Prenant, au surplus, en considération la plupart des motifs qui servent de base à Nos arrêtés des 30 décembre et 12 février derniers (*Moniteur*, nos 6 et 48) ¹ ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice, etc.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ Voir ces arrêtés à leurs dates.

EMPRUNT FORCÉ. — TRAITEMENTS. — RETENUES †.

4^e Dir. 2^e B. N^o 176. — Bruxelles, le 20 Mai 1848.

A MM. les premiers Présidents de la Cour de cassation et des Cours d'appel, les Présidents des tribunaux de première instance, le Président et l'Auditeur général de la Haute Cour militaire.

Des retenues à titre d'emprunt devant être faites sur les traitements et émoluments des magistrats et fonctionnaires, conformément à la loi du 6 courant (*Moniteur* n^o 128), j'ai l'honneur de vous faire connaître la marche qui devra être suivie dans la rédaction des états de traitement de l'ordre judiciaire pour la perception des retenues pour l'emprunt.

Ces retenues sont aux termes de la loi échelonnées par douzièmes du 1^{er} mai 1848 au 1^{er} mai 1849.

Elles ne doivent frapper que les traitements et émoluments s'élevant à 2,000 francs et au dessus, émoluments compris, dont la jouissance sera acquise aux magistrats et fonctionnaires dans l'intervalle du 1^{er} mai 1848 au 1^{er} mai 1849.

Elles seront perçues sur le montant *brut* du traitement et des émoluments.

Les retenues sur les traitements de l'ordre judiciaire devront être opérées, savoir :

- 2/12 sur le 2^{me} trimestre 1848.
- 3/12 sur le 3^{me} trimestre 1848.
- 3/12 sur le 4^{me} trimestre 1848.
- 3/12 sur le 1^{er} trimestre 1849.
- 1/12 sur le 2^{me} trimestre 1849.

Les traitements de disponibilité ou d'attente sont également assujettis aux retenues déterminées par la loi.

Ces retenues seront portées dans une colonne spéciale intitulée : *Retenues à titre d'emprunt*. On pourrait affecter à cette destination la colonne ayant pour titre : *Congés, absences ou punitions disciplinaires, d'ordinaire sans emploi*.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

† Voir 7 juin 1848.

CIMETIÈRES. — CONCESSIONS DE TERRAINS. — AUTORISATION *.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 4645. — Bruxelles, le 24 mai 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Les concessions de terrains pour fondations de sépultures et constructions de caveaux, monuments ou tombeaux dans les cimetières, ont été l'objet de plusieurs instructions contradictoires quant à la désignation de l'autorité chargée d'autoriser ces concessions.

La circulaire du 9 mai 1836 distingue à ce sujet entre les cimetières, propriétés communales, et les cimetières, propriétés des fabriques d'église.

Dans le premier cas, elle attribue à la députation permanente du conseil provincial le droit d'autoriser la concession, lorsque le prix n'en excède pas 4,000 francs ou le 40^e du budget des voies et moyens ordinaires, à moins que ce 40^e ne dépasse 20,000 francs. Mais lorsque le prix est supérieur à cette quotité, ou que les donations faites tant à la commune qu'à la fabrique d'église et aux établissements de charité, à l'occasion de cette concession, excèdent 3,000 francs, elle reconnaît au Roi seul le droit d'accorder l'autorisation (art. 76 §§ 1 et 3 de la loi du 30 mars 1836).

Dans le second cas, au contraire, c'est-à-dire, si la propriété du cimetière appartient à une fabrique d'église, cette circulaire, sans tenir compte, dans cette hypothèse, soit de l'importance du prix de la concession, soit des dons faits à cette occasion, décide que le Roi est seul appelé à autoriser la concession sur l'avis de l'évêque (art. 42, n^o 5, et 62 du décret du 30 décembre 1809).

La circulaire du 13 février 1844, 1^{re} division, n^o 344, pose en principe que les concessions de terrains dans les cimetières doivent, *dans tous les cas*, être autorisées par le gouvernement.

Cette nouvelle jurisprudence a soulevé de nombreuses objections de la part de quelques députations permanentes qui considéraient la circulaire de 1836 comme étant mieux en harmonie avec la nature de leurs attributions, telles qu'elles sont réglées par l'art. 76 de la loi du 30 mars 1836.

Les instructions que j'ai l'honneur de vous adresser feront cesser cette divergence d'opinions.

* *Moniteur* du 27 mai 1848 n^o 148.

Le décret du 23 prairial an XII statue que « les concessions dont il s'agit ne seront accordées qu'à ceux qui offriront de faire des fondations ou donations en faveur des pauvres, des hôpitaux, indépendamment d'une somme qui sera donnée à la commune ; mais il garde le silence sur l'autorité compétente pour accorder ces concessions. Il semble donc naturel de reconnaître ce droit à celle qui, d'après les règles ordinaires sur les attributions administratives, est appelée à statuer sur l'acceptation des fondations ou donations en faveur des communes et des établissements d'utilité publique. En conséquence les députations permanentes autoriseront ces concessions toutes les fois que les sommes données à cette occasion ne dépasseront pas la somme globale de 3,000 francs ; si la somme donnée est supérieure à ce taux, le gouvernement statuera lui-même. (Art. 76, n° 3 et 8 § 2 de la loi du 30 mars 1836.)

J'hésite d'autant moins à prendre cette décision qu'aucun motif d'intérêt général ne rattache ces sortes d'affaires à l'action du gouvernement : purement locales par leur nature, et se reliant d'ailleurs à la police des cimetières, dont le soin est confié à l'autorité communale, aux termes de l'art. 46 du décret précité, il me semble hors de doute que ces concessions ne peuvent avoir d'autres proportions que celles d'un acte ordinaire d'administration communale.

Je dois en outre vous faire observer, Messieurs, que la question de propriété du cimetière doit rester étrangère à l'instruction de ces affaires. Elle ne peut, en effet, exercer aucune influence sur leur solution. Cette question ne pourrait être agitée entre la commune et la fabrique que dans le cas d'une expropriation ou de l'abandon du cimetière. Jusque-là ces terrains sont mis, par leur destination, hors du commerce et ne donnent aux fabriques qu'un droit à la jouissance de leurs produits spontanés. (Art. 36, § 4, du décret du 30 décembre 1809.)

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien communiquer cette décision aux députations permanentes, ainsi qu'aux fabriques et autorités communales de vos provinces respectives, avec prière de s'y conformer à l'avenir.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — DÉCLARATIONS DE FOURNITURES. — PROCÈS-VERBAUX DE RÉCEPTION.

2^{me} Dir. 1^{er} B. N° 1546. — Bruxelles, le 2 juin 1848.

A MM. les Gouverneurs des provinces de Brabant et de Namur.

Je vous prie de prescrire, par l'entremise de la commission administrative, au directeur de la prison centrale de votre province, de joindre, à l'avenir, aux déclarations de fournitures faites au service des travaux de cet établissement, les procès-verbaux de réception, qui devront indiquer, dans la colonne d'observations, pour l'intelligence de l'Administration, l'usage auquel les objets fournis sont destinés.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de la Flandre orientale et de Luxembourg.

Je vous prie de prescrire, par l'entremise des commissions administratives, aux directeurs des prisons centrales de votre province, d'indiquer, à l'avenir, pour l'intelligence de l'Administration, dans les procès-verbaux de réception, qui doivent être annexés aux déclarations des fournitures effectuées au service des travaux de ces établissements, l'usage auquel les objets fournis sont destinés.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

EMPRUNT FORCÉ. — TRAITEMENTS DU CLERGÉ. — RETENUES *.

1^{er} Dir. 1^{er} B. N° 3981. — Bruxelles, le 7 juin 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Je crois utile de vous faire remarquer que les quatre premiers paragraphes de ma circulaire du 20 mai dernier, 4^e division, 2^e bureau, n° 176, concernant la marche à suivre dans la rédaction des états de traitement, pour la perception des retenues pour l'emprunt décrété par la loi du 6 du même mois (*Moniteur* n° 428), sont aussi applicables aux traitements du clergé des divers cultes, dont le chiffre s'élève à 2,000 francs et au-dessus.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur* du 9 juin 1848, n° 161.

PRISONS. — COMPTABILITÉ. — ALLOCATIONS POUR L'ENTRETIEN DES DÉTENUS
ET LE MOBILIER.

4^{me} Dir. 1^{er} B. N° 16726. — Bruxelles, le 9 juin 1848.

A MM. les Gouverneurs.

J'ai l'honneur de vous informer qu'à l'avenir on ne pourra plus confondre les fournitures faites pour le service des écoles établies dans les prisons et consistant en papier, plumes, crayons et autres menus objets, avec celles de même nature qui auraient lieu pour le service des bureaux des commissions administratives ou des directeurs, etc.

Les dépenses résultant de fournitures pour les écoles seront désormais imputées sur les *allocations pour entretien des détenus*.

On imputera sur cette même allocation toutes les fournitures faites pour le service des dortoirs et cuisines en fait de meubles, autres que *meubles meublants*, tels que litteries, brosses de toute espèce, poteries, verroteries, gamelles etc. etc.

Les meubles meublants seuls, tels que tables, chaises, bancs, lits demeureront à charge des *allocations pour mobilier*.

Je vous prie, Messieurs, de veiller à ce que l'on ait égard à ces distinctions lors de la formation des déclarations. Elles seront rejetées par la cour des comptes si elles n'étaient formulées conformément à la mesure provoquée par la Cour.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

AFFAIRES CRIMINELLES. — JURY. — LISTE GÉNÉRALE. — OBSERVATIONS
DES BOURGMESTRES *.

3^e Dir. 5^e B. N° 112. — Bruxelles, le 9 juin 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel et les Procureurs du roi faisant fonctions de procureurs criminels.

La députation permanente du conseil provincial est chargée, par l'article 3 de la loi du 13 mai 1838, de dresser, avant le 30 septembre de

* *Moniteur* du 11 juin 1848, n° 165.

chaque année, la liste générale des jurés de chaque arrondissement judiciaire. Ces listes successivement réduites, sont destinées au service des assises pendant tout le cours de l'année suivante. Mais la capacité étant susceptible de se modifier, il importe, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice criminelle, que les officiers du ministère public près les cours d'assises s'assurent d'une manière positive si les jurés désignés pour le service de chaque session réunissent encore toutes les conditions requises pour être aptes à siéger.

En conséquence ils voudront bien à l'avenir, le jour même du tirage au sort de la liste des 30 jurés effectifs et des 4 jurés supplémentaires, transmettre un extrait de cette liste aux bourgmestres des communes où les jurés seraient, soit domiciliés, soit portés pour une cote quelconque de contributions.

Ces fonctionnaires qui ont reçu des instructions spéciales à cet effet, de la part de M. le Ministre de l'intérieur, renverront immédiatement ces extraits après y avoir fait les observations reconnues nécessaires ou avoir attesté qu'il n'existe aucune observation à faire.

Les procureurs généraux et les procureurs criminels seront ainsi parfaitement éclairés sur la capacité des jurés désignés. Ils conserveront ces extraits pendant une année entière, et auront à me les faire parvenir lorsque l'aptitude de l'un des jurés de jugement sera attaquée devant la cour de cassation.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉLECTIONS. — PRÉSIDENTS DES BUREAUX. — JUGES SUPPLÉANTS *.

5^e dir. 2^e B. L. O. N^o 2439. — Bruxelles, le 9 juin 1848.

A M.H. les Présidents des tribunaux de première instance et les Juges de pair.

Des doutes paraissent s'être élevés sur le point de savoir dans quel ordre les juges suppléants doivent être appelés à présider les bureaux électoraux secondaires; si cet ordre est déterminé d'après l'âge ou bien d'après l'antériorité des fonctions.

* *Moniteur* du 11 juin 1848, n^o 163.

Le texte de l'art. 20 de la loi électorale prouve que c'est dans ce dernier sens qu'il faut se décider.

« Le président du tribunal de première instance ou, à son défaut, celui qui le remplace dans ses fonctions, préside le bureau principal.

« S'il y a plusieurs sections, la seconde et les suivantes sont présidées par l'un des juges ou juges suppléants, *suivant le rang d'ancienneté.* »

L'article 24, disposant pour les arrondissements où il n'y a pas de tribunal de première instance, charge de la présidence du bureau principal, le juge de paix ou l'un des suppléants *par ordre d'ancienneté*, et des bureaux secondaires les suppléants des juges de paix *par rang d'ancienneté*.

Si les termes employés par la loi n'indiquaient pas clairement par eux-mêmes qu'il s'agit, non de l'âge, mais de la durée des fonctions, cela résulterait encore de l'opposition entre ces termes et ceux qu'emploient les mêmes articles pour déterminer, soit l'ordre d'inscription des bourgmestres (art. 20, § 5), soit l'appel des conseillers communaux aux fonctions de scrutateurs (art. 21, § 2). En effet, c'est ici l'âge qui, d'après la loi, doit servir de règle.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PEINE CAPITALE. — LIEU DES EXÉCUTIONS.

3^e Dir. 5^e B. N^o 2775. — Bruxelles, le 10 juin 1848.

A MM. les Procureurs-généraux, près les cours d'appel.

Par ma circulaire du 26 novembre dernier ¹, j'ai eu l'honneur d'appeler votre attention sur les inconvénients qui peuvent résulter de ce qu'en

¹ Cette circulaire est conçue dans les termes suivants :

L'article 26 du Code pénal porte que l'exécution d'un condamné à mort se fera sur l'une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation.

Dans la plupart des villes, on continue à dresser l'échafaud sur la place du marché, c'est-à-dire au centre de la population que l'on fait assister, malgré elle, à ce triste spectacle.

Des réclamations s'étant élevées contre cet usage d'exécuter la peine de mort dans le sein des villes, il y a lieu d'examiner si la peine, appliquée avec moins de publicité ne perdrait pas de son efficacité.

Je désirerais, M. le Procureur-général, connaître votre avis tant sur ce point que sur la question de savoir à quelles autorités il appartient, aujourd'hui, de désigner le lieu où doivent se faire les exécutions.

général les exécutions à mort se font dans les villes au centre des populations.

Déjà, à Bruxelles, le lieu de ces exécutions a été changé et l'on a désigné une place attenant à l'une des portes de la ville. Il est à désirer que des mesures analogues soient adoptées dans tous les chefs lieux des provinces, de commun accord entre le procureur-général, chargé de pourvoir à l'exécution des arrêts criminels, et l'autorité communale à qui appartient la police de la voirie.

Bien que les exécutions à mort soient heureusement assez rares, il ne convient pas d'attendre que le cas se présente pour déterminer l'endroit où elle se fera; il est préférable que cette détermination ait lieu d'avance et d'une manière générale.

Je vous prie donc, Messieurs, de vouloir m'informer des mesures qui auront été adoptées en conséquence des instructions qui précèdent.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES. — CONSTRUCTION ET RESTAURATION. — SUBSIDES.
— COMPTABILITÉ ¹.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 3972. — Bruxelles, le 19 juin 1848.

A MM. les Membres des députations permanentes.

Bien que l'État accorde annuellement fr. 444,000 pour construction et restauration d'églises et de presbytères etc., et que les provinces allouent, de leur côté, des subsides à la même fin, il est impossible de suffire aux demandes qui surgissent de toutes parts.

Il est donc nécessaire de veiller à ce que l'on n'exécute des constructions nouvelles que lorsque la nécessité en est bien reconnue et à ce que les communes n'usent de leurs ressources qu'avec prudence.

Par ma circulaire du 2 février dernier, j'ai eu l'honneur de vous prier, Messieurs, d'être attentifs à ce que les travaux ne soient entrepris que lorsque les administrations qui doivent les faire exécuter, se sont assurées les ressources nécessaires pour faire face à toute la dépense (y compris

¹ Voir 2 février 1848, p. 145.

les subsides obtenus ou promis). Sans cette précaution, les fabriques et les communes venant à se trouver dans l'impossibilité d'achever les constructions commencées, s'adressent à la province et à l'État pour combler le déficit.

Dorénavant je ne soumettrai au Roi aucune proposition d'allocation supplémentaire pour des travaux à terminer sauf dans des cas *extraordinaires et imprévus*, dont il devra être justifié.

Les administrations communales et les conseils de fabriques devront à l'avenir pour éviter des déficits s'attacher à choisir pour la confection des plans et devis des architectes capables et s'assurer que leur travail est exact et complet.

Enfin les plans et devis dont l'exécution est autorisée par le roi doivent être suivis exactement et aucun changement ou addition ne peut y être fait sans une nouvelle autorisation royale.

Il me reste, Messieurs, à appeler de nouveau votre attention sur les comptes à rendre des subsides obtenus.

A cet égard il y a lieu de distinguer entre les sommes accordées pour les églises et les presbytères en général, et celles qui ont pour objet des travaux de construction ou de restauration, à des églises qui présentent ou présenteront un caractère monumental.

Quant aux premières les comptes doivent m'être adressés par votre intermédiaire, le plus tôt possible, et au plus tard au commencement de la seconde année qui suit l'exercice sur lequel le subside a été imputé.

Si le subside de l'État était réparti sur plusieurs exercices, la fabrique ou la commune qui l'a obtenu, devrait vous adresser à la fin de chaque année un compte sommaire et provisoire des recettes et dépenses, et après le paiement du dernier terme du subside, le compte définitif destiné à m'être transmis dans le délai indiqué ci-dessus.

S'il s'agit d'édifices ayant un caractère monumental, pour lesquels les travaux et les subsides durent ordinairement plusieurs années, les fabriques ou les communes subsidiées devront vous adresser au commencement de chaque année, un état des subsides reçus, des dépenses faites et des travaux exécutés durant l'année précédente. Ces états, conformes au modèle ci-joint, me seront transmis avant la fin du premier trimestre de chaque année avec vos observations s'il y a lieu.

Je ne puis me dispenser d'insister encore pour que les réparations soient toujours faites en temps utile, et de manière à arrêter de plus grandes dégradations et à prévenir une augmentation de dépense.

Je vous prie, Messieurs, de porter la présente instruction à la connaissance des administrations communales par la voie du mémorial administratif et de les inviter à y fixer l'attention des conseils de fabriques d'églises.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

Compte rendu des travaux de

pe

ÉVALUATION DE LA DÉPENSE TOTALE.	MONTANT DE L'ADJUDICATION.	GENRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS, DURÉE ET PRIX DE LA JOURNÉE.				QUALITÉ ET QUANTITÉ DES MATÉRIELS EMPLOYÉS ET FOURNIS ET AUTRES DÉPENSES.	
		GENRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS. (Contremaîtres, tailleurs de pierres, manœuvres, etc.)	Nombre d'ouvriers.	Durée de la journée de travail.	Prix d'une journée. Total des journées de travail.	Total payé pour les journées d'ouvriers.	QUALITÉ DES MATÉRIELS et AUTRES DÉPENSES.
		Contremaîtres. Tailleurs de pierres. Maçons. Menuisiers. Couvreurs. Plombiers. Manœuvres.					Pierre de Bois. Fer. Zinc. Plomb. Salaire ou tan- tième de l'archi- tecte dirigeant les travaux, plans, dessins. Autres dépenses.

OBS

On fera connaître en forme d'observations: 1° Si l'adjudication est totale ou parti
régie dûment autorisée; 2° le nom de ou des entrepreneurs; 3° le nom de l'arc

utés à l'Église de
née 184

ADDITION DES TOTALS PRÉCÉDENTS, POUR FORMER TOTAL DE LA DÉPENSE.	SOMME FOURNIE OU LIQUIDÉE PAR					TOTAL.	SOMMES dus aux entrepreneurs, fournisseurs, etc.		EXCÉDANT OU DÉFICIT, du total des ressources, comparé à la dépense totale de l'année.	
	LA PAROISSE.	LA COMMUNE.	LES HABITANTS.	LA PROVINCE.	L'ÉTAT.		PAYÉS.	RESTANT À PAYER.	EXCÉDANT.	DÉFICIT.
	Ajouter au total des res- sources ou en déduire suivant qu'il y a lieu, l'excédant ou le déficit de l'année précédente. .									
	Le total des ressources est de.									

NS.

fournitures etc. ont lieu d'après un bordereau de prix; s'il y a des travaux exécutés en
cteur.

PRISONS. — MONNAIE FICTIVE. — SUPPRESSION. — SERVICE DE LA
CANTINE. — COMPTABILITÉ.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,510. — Bruxelles, le 19 juin 1848.

*A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant et de la
Flandre orientale.*

Un nouveau mode de comptabilité a été organisé pour le service de la cantine dans la maison de détention d'Alost. La monnaie fictive des détenus y a été supprimée. Dans le but de la remplacer il a été tenu deux registres; le premier ou *Mémorial*, destiné à inscrire les denrées débitées à la cantine et à tenir journellement note, le matin au lever des détenus, des articles qu'ils désirent recevoir à midi; le second ou *compte courant*, à renseigner hebdomadairement l'argent de poche de chaque détenu, d'après la liste générale des gratifications, qui est fournie mensuellement à cette fin par le service des travaux; ce livre doit être consulté tous les jours avant que le cantinier fasse des distributions, pour que l'avoir du détenu ne puisse jamais être dépassé; le montant des objets achetés par les détenus y est inscrit après la distribution. On a soin de déduire de l'argent que le détenu peut dépenser, le port des lettres qu'il a reçues. Le restant du salaire des détenus qui doivent être libérés dans le courant du mois, est porté à leur décompte par le service des travaux, lors de leur libération. A la fin de chaque mois, l'employé chargé des écritures de la cantine rend compte au trésorier de la gestion de cette branche du service par un état justificatif.

Cette mesure qui date déjà de plusieurs mois ayant parfaitement réussi et ayant exercé un effet salutaire sur la conduite morale des détenus, il faudra l'étendre à la maison de correction de St.-Bernard (Anvers), à la maison de réclusion de Vilvorde (Brabant) et à la maison de force de Gand (Flandre orientale).

Je vous prie donc de prendre, à cet égard, les mesures nécessaires.

Vous trouverez annexé à la présente un exemplaire imprimé du modèle des deux registres mentionnés ci-dessus du *livre mémorial* et du *livre compte courant*.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

DOMICILE DE SECOURS. — ENFANTS TROUVÉS, ABANDONNÉS OU ORPHELINS *.

1^{re} Div. 2^e B. N^o 11,802, — Bruxelles, le 20 juin 1848.A M^H. les Gouverneurs.

Quelques affaires récemment soumises à la décision du gouvernement, ayant donné lieu d'examiner et de fixer le sens et la portée des dispositions légales relatives au domicile de secours des enfants trouvés, abandonnés ou orphelins, j'ai l'honneur de vous faire connaître les différentes solutions que j'ai adoptées, et notamment l'interprétation que j'ai cru devoir donner à l'article 2 de la loi du 18 février 1845.

Aux termes de cet article : « Les enfants trouvés, nés de père et mère inconnus et ceux qui leur sont assimilés par la loi, ont pour domicile de secours la commune sur le territoire de laquelle ils ont été exposés ou abandonnés. »

La loi du 30 juillet 1834 définit ce qu'il faut entendre par enfants assimilés aux enfants trouvés. L'art. 2 de cette loi porte : « Les frais d'entretien des orphelins indigents et des enfants abandonnés nés de père et mère connus, seront supportés par les hospices et bureaux de bienfaisance du lieu du domicile de secours, sans préjudice du concours des communes. Si le domicile de secours ne peut être déterminé, ces enfants seront assimilés aux enfants trouvés nés de parents inconnus. »

Il résulte de ce texte que les enfants abandonnés et les orphelins dont on ne peut déterminer le domicile de secours, sont seuls assimilés aux enfants trouvés.

Or, il n'y a impossibilité de déterminer ce domicile de secours que lorsqu'on ignore à la fois et le lieu de naissance de l'enfant (*domicile primitif*) et le lieu du domicile de secours des parents (*domicile pendant la minorité*).

En effet, on lit dans l'exposé des motifs de la loi du 18 février 1845 :

« L'art. 1^{er} règle l'attribution du domicile de secours primitif pour les personnes dont le lieu de naissance peut être constaté; l'art. 2 concerne deux classes de personnes pour lesquelles cet élément manque, savoir : (a) les enfants trouvés proprement dits, et (b) les enfants abandonnés lorsque le domicile de secours des parents ne peut être déterminé. »

« La loi du 30 juillet 1834 met les frais d'entretien de ces enfants, pour la moitié, à la charge de la commune où ils ont été exposés ou abandonnés, pour l'autre moitié, à la charge de la province. »

* *Moniteur* du 2 octobre 1847, n^o 275.

D'où la conséquence que l'article 2 n'est applicable à l'enfant abandonné, de même qu'à l'orphelin indigent, que lorsqu'on ne peut déterminer ni le domicile de secours des parents, ni le domicile primitif de l'enfant, c'est-à-dire le lieu de sa naissance.

Cette interprétation trouve encore sa confirmation dans le rapport de la section centrale.

D'après l'article 10 : « L'individu né en Belgique d'un étranger a pour domicile de secours, jusqu'à l'époque de son option de patrie, la commune sur le territoire de laquelle habitait, au moment de sa naissance, son père ou sa mère, selon les distinctions établies par l'article suivant et sauf l'application, le cas échéant, de l'article 8.

« Si le père ou la mère n'habitait point la Belgique, ou si le lieu de leur habitation ne peut être découvert, la commune sur le territoire de laquelle l'individu est né, est son domicile de secours. »

La cinquième section pensait que, dans le cas prévu par le 2^e § de l'art. 10, les enfants nés de père et mère étrangers devaient être considérés comme abandonnés et tomber sous l'application de l'art. 2.

La section centrale ne partagea pas cet avis. S'il était admis, disait-elle, il constituerait une exception, peu motivée, à la règle établie par le § 3 de l'art. 1^{er}; *on ne peut d'ailleurs assimiler aux enfants trouvés et abandonnés dont on ne connaît ni les parents ni le lieu de naissance, un enfant dont les parents et le lieu de naissance sont parfaitement connus.*

Le système d'après lequel un enfant abandonné, dont le lieu de naissance est connu, aurait pour domicile de secours la commune où il aurait été abandonné, et l'orphelin, la commune où il serait devenu orphelin, aurait pour conséquence, qu'à sa majorité cet enfant devrait continuer d'avoir le même domicile de secours, jusqu'à l'acquisition d'un autre domicile par une habitation continue, aux termes de l'art. 3 de la loi du 18 février 1845, tandis que d'après l'art. 7 tout mineur émancipé ou devenu majeur reprend son domicile de secours primitif, c'est-à-dire que ce système établirait une contradiction entre les art. 3 et 7.

De l'ensemble de ces dispositions, il résulte :

1^o Que le domicile de secours des enfants trouvés et de ceux qui leur sont assimilés par la loi, c'est-à-dire des enfants abandonnés ou des orphelins indigents dont le lieu de naissance ne peut être constaté, nés de parents inconnus ou bien de parents connus dont le domicile de secours ne peut être déterminé est la commune où ils ont été exposés ou délaissés. Toutefois les frais de leur entretien doivent être supportés, par moitié, par cette commune et par la province où elle est située (art. 2 de la loi du 18 février 1845).

Ce domicile doit leur être conservé non-seulement jusqu'à leur majorité, mais même jusqu'à ce qu'ils en aient acquis un autre, conformément à l'art. 3 de ladite loi qui a voulu que dans aucun cas le fait de l'exposition ou du délaissement d'un enfant ne pût grever la commune où il a eu lieu, au-delà de la moitié des frais de son entretien.

2° Quant aux enfants abandonnés et orphelins indigents dont le lieu de naissance est connu, c'est la commune où ils sont nés qui est de droit leur domicile de secours, même pendant leur minorité, si le domicile de secours des parents est inconnu; dans le cas contraire, ils rentrent dans la règle générale, et leur domicile de secours est déterminé conformément aux articles 4^{er}, 6 et 7 de la loi du 18 février 1845.

Ces principes sont applicables également aux enfants abandonnés et orphelins indigents nés de parents qui se trouvent eux-mêmes dans la catégorie des enfants trouvés, abandonnés ou orphelins.

3° En ce qui concerne la femme et les enfants mineurs de l'enfant trouvé ou abandonné, ils doivent aux termes de l'art. 7 de ladite loi suivre le domicile de secours du chef de la famille.

Dans le cas où ce domicile serait encore la commune où il a été exposé ou délaissé, leur entretien serait à la charge de la même commune sans que la province pût être tenue d'intervenir dans les frais.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir faire connaître les présentes instructions aux administrations communales de votre province.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ADMINISTRATIONS CHARITABLES. — BOULANGERIES. — NOUVEAU MODE DE
CHAUFFAGE DES FOURS.

1^{re} Div. 2^o B. N^o 12666. — Bruxelles, le 22 juin 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Le sieur Robert Philippe, demeurant à Bruxelles (galeries de Saint-Hubert, n^o 12), est inventeur d'un procédé de chauffage des fours par la houille, pour lequel il a obtenu un brevet du gouvernement. Des expériences ayant été faites par ordre du département de la guerre, il a été reconnu que ce mode de chauffage procure une économie de soixante pour cent sur l'ancien système de chauffage au bois et que la cuisson du pain est parfaite.

D'après ces résultats, des fours semblables ont été établis à la boulangerie militaire de Bruxelles et comme outre l'avantage qu'ils présentent on ne s'est pas aperçu jusqu'à présent que ces fours soient sujets à se détériorer plus vite que d'autres, ils seront successivement adoptés dans les autres manutentions de l'État.

Je crois utile, M. le Gouverneur, de vous communiquer ces faits pour que vous les portiez à la connaissance des administrations charitables de votre province.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PAYS ÉTRANGER. — FONCTIONNAIRES ET AUTORITÉS. — CORRESPONDANCE.
— RÉFÉRÉS *.

3^e Dir. 5^e B. N^o 1445. — Bruxelles, le 24 juin 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi et les Juges d'instruction.

Les instructions relatives aux rapports officiels par correspondance entre les magistrats belges et des fonctionnaires ou des autorités de l'étranger étant disséminées dans un certain nombre de documents, et des dérogations partielles y ayant été apportées à diverses époques, j'ai jugé utile de les revoir et de les coordonner dans la présente dépêche, aux indications de laquelle vous voudrez bien, messieurs, vous conformer dorénavant.

A. Matières au sujet desquelles toute correspondance directe est interdite :

- 1^o Affaires ayant un caractère politique ou paraissant susceptibles de le revêtir prochainement ;
- 2^o Affaires d'extradition, sauf les simples avis à donner pour l'exécution des extraditions accordées ;
- 3^o Commissions rogatoires à transmettre à l'étranger, ou reçues directement de l'étranger.

Toutes pièces transmises à un magistrat belge et ayant trait à l'une de ces catégories me seront communiquées par la voie hiérarchique, et je me réserve de donner chaque fois des instructions spéciales à leur sujet.

Il en sera de même :

- 4^o De toute correspondance émanant des autorités constituées des

* *Moniteur* du 23 juin 1848, n^o 177.

pays non limitrophes à la Belgique, et n'ayant pas uniquement pour objet de simples demandes de renseignement.

B. Matières dans lesquelles la correspondance directe avec les magistrats et autorités des pays limitrophes est autorisée sauf l'observation des règles existantes en quelques-unes d'entr'elles qui n'admettent les relations qu'entre les procureurs généraux seulement :

1° Demandes ou réponses à des demandes de renseignements ayant pour objet la prompte répression des délits et des crimes, pourvu quant à ceux-ci qu'ils ne puissent donner lieu ultérieurement à extradition ;

2° Demandes de comparution de témoins en matière de justice répressive. Les instructions spéciales en vigueur portent à cet égard :

Que la citation doit se faire sous forme d'invitation ;

Que la promesse d'indemnité y doit être formellement exprimée ; que l'offre de réciprocité doit être énoncée dans la lettre missive.

Les citations à adresser à l'étranger relateront chaque fois ces deux derniers points.

Le coût des exploits d'invitation restera à la charge de celui des gouvernements sur le territoire duquel ils auront été faits ; on les comprendra donc dans les états comme frais ordinaires de justice, ainsi qu'on le faisait ci-devant. S'il arrivait qu'un gouvernement voisin cessât de suivre ce mode de compensation, le système de recouvrement des frais lui serait appliqué, comme il continuera à l'être à l'égard des États non limitrophes ; des instructions spéciales seraient données dans ce cas.

S'il arrivait, du reste, que, soit pour les demandes de renseignements, soit pour des significations, MM. les procureurs du roi ne rencontrassent point chez les magistrats étrangers une parfaite réciprocité dans l'échange des bons offices autorisés, ils en référeront à M. le procureur général du ressort qui appréciera, s'il y a lieu, de me soumettre le rapport qui lui aura été adressé.

3° La remise de pièces de conviction.

Il y aura lieu à semblable référé dans toutes les circonstances qui présenteront quelque doute, ainsi que dans celles non spécialement indiquées dans les instructions qui précèdent.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

VOYAGEURS INDIGENTS. — FEUILLES DE ROUTES *.

2^e Dir. 2^e B. N^o 43225 A bis. — Bruxelles, le 24 juin 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Les administrations communales accordent fréquemment des feuilles de route à des individus qui n'y ont pas droit, et, d'autre part, elles payent des frais de route à des indigents non munis d'une feuille de route en règle.

Il résulte de là que des individus, la plupart mendiants, parcourent le pays en tout sens aux frais des provinces chargées du remboursement des secours de route avancés par les communes aux voyageurs indigents, conformément à l'art. 69, n^o 7, de la loi provinciale.

Pour mettre un terme à ces abus qui vont toujours croissant, je crois utile de rappeler ici les dispositions générales qui règlent la matière.

Aux termes du décret du 30 mai 43 juin 1790 et de l'arrêté du 40 mai 1815, des feuilles de route ne peuvent être délivrées qu'aux individus qui, ayant été arrêtés ou se trouvant hors du lieu de leur domicile, demandent à retourner dans leurs foyers ou dans les lieux où ils comptent trouver des moyens d'existence; quant aux voyageurs étrangers à la Belgique, ils n'ont droit à des secours de route que lorsqu'ils sont renvoyés du pays par mesure de police.

Avant d'accorder une feuille de route avec secours, l'administration communale doit s'assurer du but du voyage que l'indigent se propose d'effectuer, et en faire mention sur la feuille de route. Si l'indigent ne justifie pas d'une manière suffisante qu'il peut se procurer de l'ouvrage dans la commune où il a l'intention de se rendre, ou qu'il y a son domicile de secours, la feuille de route doit être refusée.

La feuille de route contient l'indication des communes que l'indigent doit parcourir; celui-ci est obligé de suivre l'itinéraire qui lui est tracé.

La durée et le terme du voyage doivent également y être précisés; cette pièce cesse d'être valable lorsqu'elle est périmée ou lorsque le porteur est arrivé au lieu désigné pour le terme de son voyage.

Une feuille de route ne peut être délivrée que pour un seul individu dont elle doit contenir le signalement très-exact.

Cependant, on peut délivrer une feuille de route collective à une famille peu nombreuse, composée du mari, de la femme et de leurs

* *Moniteur* du 23 juin 1848, n^o 177.

enfants en bas âge, mais le signalement de chacun d'eux doit toujours être indiqué.

Le secours, fixé à 45 centimes par lieue, doit être payé, autant que possible, de dix lieues en dix lieues, et ne peut, en aucun cas, être accordé dans une commune que l'itinéraire n'indique pas. Mention du paiement sera fait sur la feuille de route.

Enfin, les administrations communales doivent s'abstenir rigoureusement d'autoriser, par un visa, les indigents porteurs de feuilles de route avec secours, soit à revenir sur leurs pas, soit à voyager dans des lieux non indiqués sur leurs feuilles de route, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

La loi, en accordant des secours de route aux voyageurs indigents, a eu pour but d'assurer la répression de la mendicité, en leur procurant les moyens de retourner dans leurs communes ou de se rendre dans un lieu où ils peuvent se créer des moyens d'existence, mais elle n'a point eu en vue d'autoriser les indigents à voyager sans nécessité aux dépens de la caisse provinciale. Les administrations communales s'écartent de l'esprit de la loi lorsqu'elles accordent des feuilles de route à des indigents dans le but de s'en débarrasser, ou par commisération, ou sous tout autre prétexte, et il serait à désirer, pour faire cesser toute espèce d'abus en cette matière, que la députation permanente refusât le remboursement de tous les secours de route accordés indument.

Je vous prie, M. le gouverneur, de vouloir bien porter les dispositions qui précèdent à la connaissance des administrations communales de votre province.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS. — EXÉCUTION DES DEVIS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 1331. — Bruxelles, le 8 juillet 1848.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant et de la Flandre orientale.

L'examen et la vérification des comptes généraux du service des travaux des prisons, a fait reconnaître que les travaux de construction

et de réparation des bâtiments et du mobilier de ces établissements ne sont pas toujours exécutés dans le courant de l'exercice pendant lequel ils ont été autorisés, sans que ce résultat doive précisément être attribué à leur importance relative.

Pour plusieurs ouvrages qui auraient pu être terminés en 3 à 4 mois, on a invoqué dans certaines prisons des autorisations qui remontaient jusqu'à deux ans avant l'exécution.

Indépendamment de l'observation qu'un intervalle aussi long porte à faire croire que l'on ne consulte pas toujours la stricte nécessité pour demander à engager l'État dans des dépenses, je dois faire remarquer que cet état de choses n'est pas sans inconvénient. En effet, les autorisations de l'espèce sont réglées d'après les ressources du budget; il doit donc nécessairement arriver, à moins d'établir des comptes spéciaux, ce que n'admet pas le système de comptabilité en usage, que l'une année le crédit affecté à ces travaux sera loin d'être absorbé tandis que l'autre il sera dépassé.

Afin de prévenir cet inconvénient, je vous prie, Messieurs, d'informer par l'entremise de la commission administrative le directeur de la maison

- 1° De correction de Saint-Bernard,
- 2° De réclusion de Vilvorde,
- 3° De force de Gand,
- 4° De détention militaire d'Alost,

qu'à l'avenir il devra considérer comme rapportées, en ce qui concerne les travaux à faire, toutes les autorisations qui, en tout ou en partie, ne seraient pas exécutées au 31 décembre de chaque année.

Ainsi, qu'il s'agisse de travaux qui, à raison de leur importance, ne permettent pas d'être achevés dans le cours d'une année, ou que, par suite de l'époque avancée de l'exercice pendant lequel l'autorisation a été donnée, il n'ait pas été possible d'exécuter les ouvrages; dans l'un comme dans l'autre cas, il sera nécessaire de demander au 1^{er} janvier une nouvelle autorisation pour commencer ou pour poursuivre les travaux autorisés l'année précédente. Cette demande devra indiquer, pour les travaux en cours d'exécution, le chiffre de la dépense restant à effectuer.

Il a été remarqué aussi, que lorsque l'exécution de certains travaux n'atteint pas la dépense prévue par le devis, l'on se permet dans quelques prisons de faire d'autres ouvrages non autorisés, dont le coût est alors prélevé sur la somme du devis restée disponible. C'est là un abus réel. Il importe que jamais il ne soit effectué aucun ouvrage ou achat

quelconque sur lequel mon département n'aurait pas, au préalable, été appelé à se prononcer.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MAISONS CENTRALES DE DÉTENTION. — INTRODUCTION DE NOUVELLES
INDUSTRIES. — ENTREPRENEURS. — CONTRATS *.

Bruxelles, le 11 juillet 1848.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

porte à la connaissance des intéressés que des offres seront reçues pour l'introduction, dans les maisons centrales de détention, de nouvelles industries ou de celles dont les produits seraient susceptibles d'être exportés à l'étranger.

Les conditions principales auxquelles l'exploitation de ces industries pourrait avoir lieu se trouvent énumérées ci-après; cependant il importe d'ajouter qu'elles doivent consister en travaux salubres n'exigeant pas de moteurs mécaniques, et de nature à pouvoir être exécutés dans des locaux n'ayant pas une trop grande étendue.

Conditions générales pour l'introduction de nouvelles industries dans les prisons.

ART. 1^{er}. Le directeur mettra à la disposition de l'entrepreneur les détenus nécessaires pour l'exploitation de ses ateliers. Celui-ci payera à l'État, par homme et par jour, le prix de . . . centimes. Pour garantie de ce paiement, il sera imposé aux détenus une tâche moyenne de travail par jour, laquelle sera assurée à l'entrepreneur.

ART. 2. Les échantillons des articles que l'entrepreneur désire fabriquer devront être préalablement soumis au Ministre, lequel se réserve la faculté d'en interdire ou d'en autoriser la fabrication.

ART. 3. L'entrepreneur s'engage à exporter à l'étranger tous les produits de son industrie (pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une industrie nouvelle et non exploitée dans le pays).

* *Moniteur* du 11 juillet 1848, n° 195.

ART. 4. Immédiatement après l'approbation du contrat, l'entrepreneur entrera en jouissance des locaux affectés, dans la prison, à ses fabrications. Les métiers, ustensiles et tout le mobilier nécessaires, seront fournis par lui et devront être reconnus en bon état et satisfaisants par le directeur de l'établissement, avant d'être admis dans les ateliers. Les frais de confection et d'entretien des métiers, ustensiles de toute espèce et matériel quelconque sont à sa charge.

Il lui sera cependant facultatif de faire exécuter les réparations de ses ustensiles, leur renouvellement ou leur confection par le service des travaux de l'établissement, au prix de revient, augmenté de 25 p. c. pour bénéfice.

Le directeur sera libre toutefois de refuser ces travaux, s'il reconnaît que leur exécution donne lieu à des inconvénients.

ART. 5. Les ateliers seront chauffés aux frais de l'État.

Ils seront éclairés, le cas échéant, aux frais de l'entrepreneur.

ART. 6. La journée de travail sera celle fixée, pour les différentes saisons, par les règlements de la prison. (Elle est en moyenne de neuf heures par jour.)

La moitié de la journée du samedi de chaque semaine sera spécialement réservée pour le nettoyage des locaux.

Il est accordé à l'entrepreneur un bénéfice de trois mois d'apprentissage pour chaque détenu, pendant quel laps de temps, ses frais se borneront au remboursement des gratifications payées aux détenus. (moyenne, par homme, 40 centimes).

ART. 7. En cas de dégâts ou malfaçons occasionnés par la faute ou la mauvaise volonté des détenus, il sera accordé à l'entrepreneur une indemnité dont la valeur sera fixée par le directeur et préalablement approuvée par la commission préposée à la surveillance de la prison. Cette indemnité sera supportée par les détenus reconnus en faute.

L'entrepreneur ne pourra renvoyer de ses ateliers, sous quelque prétexte que ce soit, les détenus mis à sa disposition, à moins que, par leur inconduite ou leur mauvaise volonté, ils n'aient encouru plusieurs punitions. Dans ce cas, le renvoi sera prononcé par le directeur.

ART. 8. Les objets fabriqués et les matières premières seront emmagasinés dans les lieux de dépôt assignés par le directeur; l'entrepreneur en conservera la surveillance et avisera au moyen de les préserver de toute détérioration.

ART. 9. L'État s'interdit la faculté de contracter, pour la prison, avec d'autres fabricants d'objets similaires à ceux de l'entreprise, pendant la durée du contrat.

ART. 40. L'entrepreneur surveillera, par lui-même ou fera surveiller par un fondé de pouvoirs agréé par la commission administrative, les détenus occupés pour son compte. Il dirigera le travail, et sera obligé de former les apprentis.

Néanmoins, le sous-directeur exercera une surveillance générale sur les ateliers de l'entrepreneur, et tous les matins, il dressera, de concert avec ce dernier, un rapport de ses demandes du jour, qui sera signé par les deux parties et remis au directeur.

ART. 41. L'entrée dans l'établissement et le transport au-dehors des objets appartenant à l'entrepreneur, ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'un *bon* du directeur, qui réglera les heures d'entrée et de sortie, de manière à maintenir l'ordre et la régularité dans le service.

ART. 42. Il est strictement défendu à l'entrepreneur de donner directement ou indirectement de l'argent ou de récompenser de toute autre manière les détenus mis à sa disposition.

Toute contravention à cette clause sera punie, suivant la gravité des circonstances, d'une amende de vingt-cinq à cent francs, à déterminer, sur la proposition du directeur, par la commission administrative.

ART. 43. L'entrepreneur, dans ses relations avec le service de la prison, se conformera aux réglemens et instructions en vigueur; en tout cas, il est et demeure convenu qu'il ne pourra se prévaloir d'aucune des stipulations du contrat, pour entraver l'action des réglemens existants ou à introduire, et particulièrement de ceux qui se rapportent à la correction et à l'instruction des détenus.

L'entrepreneur sera personnellement responsable de toute contravention de son fondé de pouvoirs ou de ses agents particuliers, aux clauses du présent article et des articles précédents.

ART. 44. A l'expiration de chaque trimestre on dressera le compte des journées à payer par l'entrepreneur. Le montant de ce compte, qui devra être acquitté endéans le mois suivant, sera versé dans la caisse de l'État, et la quittance transmise au département de la justice par l'intermédiaire de la commission administrative, chargée spécialement de veiller, de concert avec le directeur, à ce que les paiements aient lieu régulièrement et aux époques fixées.

ART. 45. L'entrepreneur sera tenu de s'approvisionner de matières premières en quantité suffisante pour tenir ses ateliers constamment en activité

S'il arrivait que les détenus dussent chômer faute de cet approvisionnement, l'entrepreneur payera à l'État le prix des journées. Le cas de force majeure seul peut exempter du paiement de ces journées.

ART. 16. En cas de contravention ou de différend relativement à l'exécution des stipulations qui précèdent, ainsi que pour toute autre cause non prévue ou réglée, l'entrepreneur se soumettra à la décision du Ministre.

Les fabricants et industriels disposés à souscrire aux conditions qui précèdent, indiqueront dans leur soumission le prix de journée qu'ils offrent de payer pour les détenus qui seraient mis à leur disposition; ils spécifieront d'une manière précise la nature des travaux à entreprendre ainsi que le nombre de bras qu'ils pourraient employer.

Les offres devront être transmises, avant le 1^{er} septembre, au Ministre de la justice, qui statuera sur leur contenu.

SUCCESSIONS. — CONJOINT SURVIVANT ET ENFANTS NATURELS. — ENVOI EN POSSESSION. — DEMANDES. — PUBLICATION.

Laeken, le 16 juillet 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Considérant que l'exécution de l'article 770 du Code civil n'a été réglée jusqu'ici que d'une manière incomplète, notamment en ce qui concerne les demandes d'envoi en possession, formées par le conjoint survivant ou par les enfants naturels;

Considérant que l'usage plus ou moins général qui s'est introduit, d'adresser au Ministre de la justice les expéditions des jugements en cette matière, aux fins d'en faire faire les publications au *Moniteur*, ainsi que celui de publier textuellement ces jugements, donnent lieu à une complication de correspondances et de frais, tandis que des publications sous forme d'annonce et par extrait sont suffisantes et peuvent être requises directement par les parties intéressées;

Revu Nos arrêtés du 24 novembre 1846, organiques des départements des finances et de la justice;

Vu l'article 67 de la Constitution;

Sur la proposition de Nos Ministres des finances et de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Les publications exigées par l'article 770 du Code civil, seront à l'avenir directement requises du directeur du *Moniteur belge*¹.

* *Moniteur* du 23 juillet 1848, n° 205. — Voir ci-après 25 juillet.

¹ Cette disposition déroge en partie à l'arrêté ministériel du 31 mars 1848. Voir *supra*, pag. 170, 8°.

ART. 2. Ces publications, à répéter de trois en trois mois, pourront se faire sous forme d'annonce et par extrait, contenant la date du jugement, son dispositif, la date et le lieu du décès, les noms et prénoms des personnes décédées.

ART. 3. Les affiches à apposer, aux mêmes intervalles, au greffe du tribunal de l'ouverture de la succession, pourront également se faire par extrait, contenant les mêmes indications. Ces affiches seront sur timbre de dimension de 43 centimes.

ART. 4. Les publications concernant les successions qui intéressent le domaine, rentreront dans les attributions du département des finances.

Nos Ministres des finances et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances *ad interim*,

FRÈRE-ORBAN.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

ÉTAT-CIVIL. — REGISTRES ANTÉRIEURS A L'AN IV. — RESTITUTION AUX COMMUNES.

5^e Dir. 5^e B. N^o 1868. — Bruxelles, le 22 juillet 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Par suite de l'examen que j'ai fait des inventaires des registres de l'état-civil antérieurs à l'an IV, qui ont été communiqués à mon département, j'ai pu observer que dans un grand nombre de communes, il existe des lacunes de plusieurs années dans ces anciens documents.

Ces lacunes proviennent en partie de ce que les registres correspondant à ces années ont été transportés aux greffes des tribunaux au lieu d'avoir été déposés dans les maisons communales aux termes des articles 1 et 2, tit. VI, de la loi du 20 septembre 1792.

C'est en effet dans les communes, au milieu des personnes ou des familles intéressées, que le dépôt de ces registres me paraît devoir se trouver. Ils sont là du reste à la portée de l'autorité locale.

Je pense aussi qu'en présence du besoin journalier qu'éprouvent les administrations communales de consulter ces documents, qu'en égard aux frais de déplacement des intéressés, des retards préjudiciables et des éventualités d'un désastre, on ne peut méconnaître les inconvénients qui résulteraient de leur transport dans un dépôt central par arrondissement ou par province.

Mon collègue, M. le Ministre de l'intérieur, partage complètement mon avis à cet égard.

Il importe dès-lors d'assurer la pleine et entière exécution des dispositions de la loi du 20 septembre 1792, et de mettre les communes en possession des registres qui leur appartiennent.

Je vous prie donc, M. le Procureur général, de vouloir inviter MM. les greffiers des tribunaux de première instance du ressort de la Cour près laquelle vous exercez vos fonctions de restituer, sous récépissé, aux administrations communales les registres de l'état-civil antérieurs à l'an IV qui pourraient se trouver dans leurs greffes respectifs, à l'exception toutefois des doubles qui auraient éventuellement été remis à l'autorité civile en vertu des édits des anciens Princes souverains de la Belgique.

Le Ministre de la Justice,
DE HAUSSY.

ÉTAT-CIVIL. — DÉCÈS. — AVIS A DONNER AUX JUGES-DE-PAIX *.

3^e Dir. 2^e B. N^o 8, Litt. E. C. — Bruxelles, le 22 juillet 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi, les Juges de paix et les Officiers de l'état-civil.

L'arrêté royal du 31 juillet 1828 (*Journal officiel*, n^o LI) ordonne aux officiers de l'état-civil de donner, par écrit, avis de tout décès sans exception, au juge-de-paix de chaque canton où le décédé a été domicilié, et ce, endéans les 24 heures de la déclaration et avec information si le défunt a laissé des héritiers mineurs, interdits ou absents.

Il paraît que cette sage prescription n'est pas généralement observée ou qu'elle ne reçoit son exécution que tardivement. Il résulte des négligences, que l'on me signale à cet égard, que les juges-de-paix sont mis dans l'impossibilité de remplir les obligations que leur imposent les art. 406 et 849 du Code civil, ainsi que l'art. 944 du Code de procédure civile.

MM. les chefs des parquets et les juges-de-paix voudront bien en conséquence veiller à la stricte observation des dispositions de l'arrêté royal du 31 juillet 1828. Pour atteindre complètement le but de cet arrêté et pour la régularité de cette partie du service, MM. les officiers de l'état-civil devraient transmettre chaque jour aux juges-de-paix un bulletin, conforme au modèle ci-joint et contenant les renseignements y indiqués, pour toutes les déclarations faites dans la journée.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur* du 27 juillet 1848, n^o 209.

BULLETIN des déclarations de décès faites à l'officier de l'état-civil de la commune de

N° D'ORDRE DU DÉCÈS	NOMS ET PRÉNOMS DU DÉCÉDÉ.	PROFESSION.	DEMEURE, SECTION OU HAMEAU.	DATE DU DÉCÈS.	ÉTAT-CIVIL DU DÉCÉDÉ. (célibataire, veuf ou marié.)	S'il laisse des héritiers mineurs interdits ou absents.	Si les héritiers mineurs ou interdits ont un tuteur légal ou datif.	S'il laisse des biens, meubles ou immeubles.	NOMS, PRÉNOMS et domicile DES DÉCLARANTS.

181

Date
Signature de l'officier de l'état-civil.

1818.

209

SUCCESSIONS. — CONJOINT SURVIVANT ET ENFANTS NATURELS. — ENVOI EN POSSESSION. — DEMANDES. — PUBLICATION.

3^e Dir. 3^e B. N^o 2708. — Bruxelles, le 25 juillet 1848.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel et les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance.

Le *Moniteur* de ce jour, n^o 205, contient un arrêté royal, en date du 16 de ce mois, réglant l'exécution de l'art. 770 du Code civil.

Cet arrêté détermine, pour la première fois, les formes suivant lesquelles doivent être publiées les demandes d'envoi en possession, formées par le conjoint survivant ou les enfants naturels, et il simplifie et complète les instructions contenues, à cet égard, dans la circulaire du grand juge Ministre de la justice, en date du 8 juillet 1806, pour les successions qui intéressent l'État.

MM. les procureurs du roi, dont l'avis préalable est requis en cette matière, voudront bien attirer l'attention des tribunaux et des greffiers, sur les dispositions de cet arrêté.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FONDATIONS EN FAVEUR DE L'INSTRUCTION. — LÉGISLATION. — RÉVISION **.

Laeken, le 24 juillet 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Sur la proposition de Nos Ministres de la justice et de l'intérieur,
Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Il est institué une commission chargée de préparer un

* *Moniteur* du 25 juillet 1848, n^o 205. — Voir p. 206 du *Recueil* et la circulaire de l'Administration de l'enregistrement du 5 juillet 1848, n^o 522.

** *Moniteur* du 29 juillet 1848, n^o 211. — *Rapport au Roi*. La nécessité d'une révision complète de la législation sur les fondations en faveur de l'instruction, se fait tous les jours vivement sentir. La matière se trouve aujourd'hui régie par des dispositions dont la légalité est sujette à contestation et qui par leur insuffisance ou leur économie ne répondent plus aux besoins de l'époque.

L'examen des réformes à proposer à cet égard exige le concours d'hommes

avant-projet de loi pour la révision de la législation sur les fondations en faveur de l'instruction.

ART. 2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. Paquet, conseiller à la cour de cassation ;
Tielemans, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles ;
Van Hooghten, conseiller à la même cour ;
Orts, fils, avocat et membre de la chambre des représentants ;
Visschers, conseiller au conseil des mines¹.

ART. 3. La commission nommera dans son sein un président.
Il pourra lui être adjoint un secrétaire.

ART. 4. Les travaux de chacune des séances de la commission seront consignés dans un procès-verbal détaillé.

Nos Ministres de la justice et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

Le Ministre de l'intérieur,
CH. ROGIER.

POLICE DES CABARETS. — DROIT DE VISITE.

5^e Dir. 2^e B. N^o 349. — Bruxelles, le 2 août 1848.

A MM. les Procureurs-généraux près les Cours d'appel.

On m'a soumis la question de savoir si les officiers de police chargés

de science, qui se soient spécialement occupés d'étudier cette partie importante de l'administration, et nous avons en conséquence l'honneur de soumettre à Votre Majesté un projet d'arrêté, tendant à confier cette tâche à une commission spéciale de cinq membres choisis par nos deux départements.

Bruxelles, le 21 juillet 1848.

¹ M. Visschers n'ayant pas accepté cette mission, a été remplacé par M. de Luensemans, membre de la chambre des représentants. (Arrêté royal du 21 août 1848, *Moniteur* n^o 257.)

de surveiller l'exécution des réglemens sur la fermeture des cafés, cabarets et autres lieux semblables, peuvent, après l'heure de la retraite, exiger l'entrée des locaux non spécialement affectés au public.

La solution de cette question dépend de celle de savoir, si le fait de recevoir, après l'heure de la retraite, des personnes étrangères à sa famille, dans une pièce séparée, constitue le maître en état de contravention, puisque la non possibilité de contravention serait exclusive du droit de perquisition.

Cette question préalable doit être résolue affirmativement. En effet l'ordre de fermer à heure fixe les cafés et cabarets ne s'exécute point par le seul fait matériel de la fermeture des portes de l'établissement, le résultat que l'autorité, en portant un pareil ordre, a nécessairement en vue, est, la cessation de toute réunion, après l'heure indiquée et comme conséquence, l'obligation pour le tenant cabaret ou café de faire évacuer sa maison par tous ceux qui y sont étrangers. S'il n'en était pas ainsi, la mesure de police dont il s'agit serait perpétuellement éludée, car il n'est pas un seul maître de café qui ne serait disposé à faire passer dans une autre place, les personnes qui désireraient rester dans son établissement, après l'heure de la clôture.

Cette opinion du reste a été consacrée par notre Cour de cassation, le 8 avril 1844. (Jur. h. 44-1256), et elle est confirmée en France par une jurisprudence constante, ainsi que l'on peut s'en convaincre en consultant la nouvelle édition de Dalloz, v° *commune* n° 1440-1489.

Mais par cela même que le seul fait de recevoir des personnes étrangères après l'heure de la clôture obligatoire du cabaret ou du café, constitue une contravention peu importe que la réunion ait lieu dans la salle destinée au public ou dans un autre appartement, il faut aussi reconnaître que les officiers de police ont le droit d'exiger l'entrée de ces appartements, alors qu'ils ont des motifs sérieux de croire qu'il s'y commet une contravention.

L'art. 9 de la loi du 49-22 juillet 1791 permet aux officiers de police de toujours entrer dans les lieux, où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés etc., pour prendre connaissance des désordres, ou contraventions aux réglemens.

J'admets avec les auteurs et la jurisprudence que la portée du mot *toujours*, n'est pas de permettre à ces officiers, de visiter tous ces lieux en tous temps de nuit; mais au moins, doit-on reconnaître qu'il en résulte pour ces agens, le droit d'exiger l'entrée des lieux où une contravention se commet, et au moment même, qu'elle se commet, ce droit résulte des termes de la loi précitée et de la nécessité qu'il y a de faire

constater des contraventions qui autrement échapperaient à l'action de la police répressive.

Toutefois, M. le Procureur-général, les agens de la police ne doivent user de ce droit de visite qu'avec la plus grande réserve et seulement lorsqu'il y a des indices suffisants de contravention. Il importe également de ne jamais perdre de vue les dispositions spéciales de chaque règlement communal qui doivent servir de base pour l'appréciation des diverses contraventions qui peuvent être constatées en cette matière.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAITEMENTS DES EMPLOYÉS. — ÉTATS COLLECTIFS ¹.

4^e Dir. 2^e B. N^o 262. — Bruxelles, le 9 août 1848.

A MM. les Gouverneurs.

La vérification des états collectifs de traitement des employés des prisons a fait reconnaître que l'on perd souvent de vue l'article 88 des statuts de la caisse des veuves et orphelins de mon département. Il arrive parfois que les extraits d'actes de mariage et de naissance ne sont transmis très-tardivement ce qui pourrait dans certains cas être préjudiciable aux intérêts de la caisse.

Je crois donc devoir vous prier, M. le Gouverneur, d'appeler sur ce point l'attention des directeurs et gardiens en chef des prisons de votre province et leur prescrire de mettre dans l'envoi de ces pièces, toute la célérité désirable.

Pour être à même de constater que la retenue du chef de mariage est régulièrement perçue, il ne serait pas inutile de faire mentionner dans les états collectifs la date du mariage des employés nommés depuis le 1^{er} janvier 1845 et de ceux qui, en fonctions antérieurement à cette date, se sont mariés depuis lors.

A cette occasion je vous prie, M. le Gouverneur, d'inviter les directeurs et gardiens en chef à se conformer pour l'envoi de ces états, à ma circulaire du 25 septembre 1847, communiquée par ma lettre du 12 octobre 1847. Il est des états collectifs qui me parviennent vers le milieu

¹ Voir pag. 95 du *Recueil*.

du mois, tandis que rien ne doit s'opposer à ce qu'ils me soient adressés dans les premiers jours de chaque mois et au plus tard le 5. Veuillez les prévenir, que tout état transmis à mon département après cette date devra nécessairement faire l'objet d'un envoi spécial au Ministère des finances et subir par cela même un retard qui occasionne toujours des réclamations que je tiens à prévenir autant qu'il dépend de moi.

Le Ministre de la justice.

DE HAUSSY.

MAISONS DE SURETÉ ET D'ARRÊT. — SERVICE DOMESTIQUE. — SALAIRES.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15465. — Bruxelles, le 29 août 1848.

A MM. les Gouverneurs.

J'ai l'honneur de vous informer qu'aucun crédit n'étant ouvert aux commissions administratives des maisons de sûreté et d'arrêt pour le paiement des salaires des détenus employés au service domestique, et ce paiement donnant lieu parfois à des difficultés, il y aura lieu à l'avenir de supprimer les salaires en question dans toutes les maisons de sûreté et d'arrêt où il en est accordé. Le service domestique pourra continuer à être effectué en partie par les détenus de bonne volonté et de bonne conduite, mais sans qu'il en résulte, pour eux, de droit à un salaire quelconque.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

DÉTENUS MILITAIRES. — VENTE D'EFFETS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 8501. — Bruxelles, le 1^{er} septembre 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Il résulte de renseignements qui me sont parvenus depuis peu, que les détenus entrant à la maison de détention militaire d'Alost ne sont souvent couverts que de haillons, et cela parce qu'on leur permet, paraît-il,

dans les maisons de passage, de vendre les effets militaires dont ils sont porteurs.

Je ne puis assez appeler votre attention sur cet abus et sur la nécessité d'y mettre un terme. Déjà dans des circulaires antérieures émanées de mon département, des instructions précises avaient été données, pour que les prisonniers transférés d'une prison dans une autre, ne se trouvaient pas à peu près sans vêtements avant d'arriver à leur destination. Il avait été recommandé notamment d'empêcher la vente des effets militaires par les détenus. Je vous engage, M. le Gouverneur, à tenir la main à ce que ces instructions soient suivies scrupuleusement. Elles se trouvent au *Recueil* des arrêtés, réglemens et instructions concernant les prisons. En voici l'énumération : 1^o circulaire du 23 juin 1837; 2^o circulaire du 26 novembre 1838; 3^o circulaire du 2 décembre 1839; 4^o circulaire du 17 mars 1844.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAVAIL DES BUREAUX. — DÉTENUS EMPLOYÉS. — CONDITIONS ¹.

2^o Dir. 1^{er} B. N^o 14844.—Bruxelles, le 1^{er} septembre 1848.

A MM. les Gouverneurs des provinces de la Flandre orientale, d'Anvers et de Brabant.

J'ai l'honneur de vous informer que dorénavant, tout en maintenant la règle qui confie à des employés libres le travail des bureaux dans les prisons, il sera également facultatif à l'administration, pour motif d'économie, d'occuper aux écritures un certain nombre de détenus, sous les conditions suivantes :

1^o Les commissions administratives désigneront, sur la proposition des directeurs et sous réserve de mon approbation, les détenus employés aux écritures dans les maisons centrales; elles auront soin de déterminer en même temps quelles seront ces écritures.

Dans tous les cas la comptabilité des travaux auxiliaires sera confiée aux employés libres.

¹ Voir Circulaires du 2 janvier 1839 et du 27 janvier 1841, 2^o Dir. 1^{er} B. n^o 7505.

2° Les écrivains détenus ne jouiront, du chef de leur travail spécial, d'aucune faveur qui puisse leur donner une supériorité quelconque sur les autres détenus employés dans les ateliers.

3° Leur nombre sera strictement proportionné à la nature et à l'étendue de la besogne qui leur sera attribuée.

4° Ils seront séparés des employés libres. Mais il importe cependant qu'on exerce sur eux une surveillance active et incessante. Il est donc à désirer que les locaux qui leur seront réservés soient distincts des bureaux des employés tout en étant rapprochés de ceux-ci. Les commissions administratives et les directeurs prendront à cet égard les mesures les plus convenables. Seulement il est essentiel de ne pas perdre de vue que la surveillance des écrivains détenus et le contrôle de leur travail ne doivent pas faire défaut ; car sans cette condition, tout le fruit qu'on peut attendre de l'emploi de certains détenus comme écrivains serait perdu.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

LOIS SUR LE NOTARIAT. — RÉVISION. — INSTITUTION D'UNE COMMISSION.

Bruxelles, le 2 septembre 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Il est institué, au département de la justice, une commission chargée de donner son avis sur les modifications à introduire dans le régime du notariat.

ART. 2. Cette commission sera composée ainsi qu'il suit :

MM Jonet, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles ;

Van Damme, président du tribunal de première instance de Bruxelles ;

Beernaert, inspecteur de l'enregistrement à Louvain ;

Rutgeerts, professeur à l'université de Louvain ;

Coppyn, notaire à Bruxelles ;

* *Moniteur* du 5 septembre 1848, n° 247.

Servais, notaire à Liège;
 Gheysens, notaire à Anvers;
 Van Ackere, notaire à Gand;
 Di Martinelli, notaire à Diest;
 Evit (Jean-Pierre-Ferdinand), notaire à Alost;
 Lambinet, notaire à Virton;
 Frankignoulle, notaire à Ramet.

ART. 3. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
 Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

PRISONS. — EFFETS HORS D'USAGE. — DESTINATION.

2^e Div. 1^{er} B. N^o 1560. — Bruxelles, le 15 septembre 1848.

A MM. les Gouverneurs des provinces de Brabant, de la Flandre orientale, de Namur et de Luxembourg.

On met chaque année en vente dans les prisons de vieux effets dont on ne retire presque rien.

La plupart de ces effets pourraient être utilisés.

C'est ainsi qu'à la maison de correction de St.-Bernard, les détenus en punition et les vieillards effilent les chaussettes usées et mises au rebut; on emploie la laine qui en provient pour le raccommodage des chaussettes en service, et il s'en suit une notable économie. Les vieilles cordes, les hamacs hors de service sont soigneusement épluchés, et les matières qui proviennent de cette opération servent à la fabrication des toiles d'emballage dont le prix a été, par suite, considérablement réduit.

Je vous prie, Messieurs, d'informer de ce qui précède les directeurs des maisons de réclusion de Vilvorde, de force de Gand, de détention militaire d'Alost, des maisons pénitentiaires de Namur et de St.-Hubert, en leur prescrivant de suivre l'exemple donné par la maison de St.-Bernard dans ce qu'il pourrait avoir d'applicable à leur établissement.

Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

RECUEIL DES CIRCULAIRES, ETC. — DISTRIBUTION.

Sec.-gén. 1^{er} B. N^o 559. — Bruxelles, le 19 septembre 1848.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu les arrêtés des 15 mars 1846¹ et 16 février 1848² qui ordonnent de recueillir et imprimer les circulaires et instructions émanées du ministère

¹ Arrêté du 15 mars 1846. — Le Ministre de la justice, arrête ce qui suit :

1^o Les circulaires et instructions émanées du Ministère de la justice, tant sous le Gouvernement français que sous le Gouvernement des Puissances alliées et sous celui des Pays-Bas, seront recueillies et imprimées pour être distribuées aux autorités et fonctionnaires que la chose intéresse.

2^o Le *Recueil* se composera de deux séries : la première finissant en 1815 ; la seconde se terminant en 1850, à l'avènement du Gouvernement provisoire.

3^o Le Secrétaire général du Ministère de la justice est chargé de pourvoir à l'exécution du présent arrêté.

Baron d'ANETHAN.

² Arrêté du 16 février 1848. — Le Ministre de la justice,

Vu l'arrêté du 15 mars 1846 qui prescrit l'impression d'un *Recueil*, divisé en deux séries, comprenant les circulaires émanées du département de la justice depuis la réunion de la Belgique à la France jusqu'à l'avènement du Gouvernement provisoire en 1850 ;

Considérant que les besoins du service exigent que ce *Recueil* soit complété par l'impression d'une 3^{me} série de circulaires commençant à l'époque où la 2^{me} série finit,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il sera imprimé un *Recueil* des circulaires émanées du département de la justice à partir du 1^{er} octobre 1850 jusqu'au 31 décembre 1847.

Art. 2. Ce *Recueil* sera continué pour 1848 et pour les années suivantes.

Art. 3. Les matériaux pour la publication du *Recueil* de 1850 à 1848 seront préparés par les chefs de service respectifs, qui feront d'abord dresser à cet effet une table chronologique des instructions générales émanées de leurs bureaux respectifs, et classeront ensuite lesdites instructions dans le même ordre.

La table sera conforme au modèle adopté pour l'exécution de l'arrêté du règlement d'ordre intérieur du 50 décembre 1846.

Ces tables seront dressées rétroactivement en commençant par 1847 et finissant par 1850.

Art. 4. Ce travail sera terminé avant le 31 juillet ; il sera coordonné au secrétariat-général et l'impression commencera immédiatement.

Le *Recueil* sera ensuite distribué aux autorités et fonctionnaires que la chose concerne.

Le Secrétaire-général du département est chargé de l'exécution du présent arrêté.

DE HAUSSEY.

de la justice, pour être distribuées aux fonctionnaires et autorités que la chose concerne.

Arrête :

ART. 1^{er}. Le *Recueil* des circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de la justice ou relatifs à ce département, sera distribué gratuitement aux fonctionnaires, autorités et établissements désignés ci-après :

- La bibliothèque du Sénat;
- La bibliothèque de la Chambre des Représentants;
- Les Ministères (3 exempl.)
- Les premiers Présidents et Procureurs-généraux de la cour de cassation et des cours d'appel;
- L'auditeur général;
- Les Gouverneurs (3 exempl.);
- Les chefs diocésains.
- Le synode protestant;
- Le consistoire israélite;
- Le général commandant la gendarmerie nationale;
- Les présidents des tribunaux de 4^{re} instance;
- Les procureurs du Roi;
- Les commissaires d'arrondissement;
- Les juges de paix;
- Les chambres de discipline des notaires;
- Les commissions administratives des prisons;
- Les Directeurs des prisons centrales;
- Les Directeurs et gardiens en chef des maisons de sûreté et d'arrêt,
- La bibliothèque royale;
- Les archivistes de l'État;
- Les universités.

ART. 2. Chacun des chefs du département de la justice depuis 1830 recevra deux exemplaires du *Recueil* (Arrêté ministériel du 12 août 1847¹.)

¹ Arrêté du 12 août 1847. — Le Ministre de la justice, arrête : Chacun des chefs du département de la justice depuis 1830 recevra deux exemplaires des publications suivantes : 1^o Procès-verbaux de la commission chargée de la publication des anciennes lois et ordonnances; 2^o *Recueil* imprimé des circulaires; 3^o Procès-verbaux des séances de la commission instituée par arrêté royal du 15 septembre 1845 pour l'amélioration du sort des classes ouvrières et indigentes du pays.

ART. 3. L'envoi gratuit étant fait aux fonctionnaires désignés à l'article 1^{er} à raison des fonctions qu'ils remplissent, les exemplaires par eux reçus seront soigneusement conservés et remis à leurs successeurs.

ART. 4. Les abonnements particuliers sont autorisés; le prix en est fixé à 8 francs par volume de 500 pages, payable par anticipation et perçu par le sieur Weissenbruch, imprimeur du *Recueil*, qui en rendra compte tous les trimestres.

ART. 5. La 3^e série du *Recueil* sera dorénavant distribuée par cahiers de trois à quatre feuilles, accompagnés d'une feuille de titre contenant la table provisoire des matières par ordre chronologique.

Le secrétaire-général du département est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — CHOLÉRA. — MESURES SANITAIRES ¹.

2^e Div. 1^{er} B. N^o 5664. — Bruxelles, le 27 septembre 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Comme il est possible que le choléra, qui déjà s'est déclaré dans des pays voisins, envahisse à son tour le nôtre, il est essentiel de prendre dès-à-présent, dans toutes les prisons du Royaume, les précautions de nature, sinon à empêcher son invasion dans ces établissements, du moins à en atténuer les funestes effets. Lorsque ce fléau vint pour la première fois visiter nos contrées, l'administration des prisons adressa, le 29 mars 1832, à l'un de mes prédécesseurs, une circulaire (N^o 3456 litt. P.) accompagnée d'une instruction détaillée, qui indiquait différentes mesures recommandées pour préserver les établissements pénitentiaires du choléra morbus. Cette première circulaire fut complétée par celles des 9, 4^{et} avril et 9 mai 1832. Je viens vous prier, M. le Gouverneur, d'appeler l'attention des commissions administratives des prisons de votre province sur ces documents, pour s'y conformer et remettre en vigueur, s'il y a lieu, les dispositions qu'ils contiennent.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ Voir circulaires des 29 mars, 9 et 11 avril 1832, n^o 3136, litt. P, 9 mai et 18 juin 1832, n^o 3424, litt. P.

ENFANTS JUGÉS EN VERTU DE L'ART. 66 DU CODE PÉNAL. — MISE EN
APPRENTISSAGE .

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,533 B. — Laeken, le 29 septembre 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Sur le rapport de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Les commissions administratives des prisons, de commun accord avec le procureur-général ou le procureur du roi compétent, sont

* *Moniteur* du 15 octobre 1848, n^o 239. — *Rapport au Roi*. Les articles 66 et 67 du Code pénal établissent une distinction bien tranchée entre les enfants qui, ayant agi sans discernement, sont exempts de toute peine, et ceux qui, ayant agi avec discernement, n'obtiennent, en considération de leur âge, qu'une diminution ou une commutation de la peine encourue. Les premiers sont acquittés pour être remis ensuite à leurs parents ou conduits dans une maison de correction, pour y être élevés pendant un temps déterminé par le jugement et, au plus, jusqu'à l'accomplissement de leur vingtième année, tandis que les autres sont condamnés et nécessairement enfermés dans la maison de correction.

Indépendamment de l'état presque permanent d'encombrement de la maison pénitentiaire de Saint-Hubert, cet établissement ne présente aucun moyen d'établir une séparation complète et suffisante entre ces deux classes de détenus qui sont, par suite, confondus forcément dans les mêmes locaux et soumis à un régime uniforme.

D'autre part, il n'existe aucun autre établissement qui puisse être consacré à l'éducation des enfants acquittés aux termes de l'art. 66 du Code pénal. Il est donc nécessaire, en attendant la création d'un établissement spécial, de pourvoir à l'exécution de la loi.

Dans ce but, il conviendrait d'autoriser le placement en apprentissage, chez des cultivateurs, des artisans ou dans des établissements de charité, des enfants acquittés et qui, aux termes de l'article 66 du Code pénal, doivent être élevés dans une maison de correction.

Ce placement aurait lieu par les commissions administratives des prisons, de commun accord avec le procureur-général ou le procureur du roi compétent. Les commissions administratives seraient chargées de se concerter à cet effet avec les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance, et prendraient d'ailleurs toutes les informations désirables sur les personnes de la ville ou de la campagne qui, moyennant une indemnité à stipuler, consentiraient à recevoir les enfants acquittés pour les élever et les instruire.

Il serait traité de préférence avec celles de ces personnes qui, offrant des garanties suffisantes sous les rapports du caractère, de la probité et des mœurs,

autorisées à placer en apprentissage, chez des cultivateurs, chez des artisans ou dans des établissements de charité, les enfants acquittés et

seraient les plus capables de préparer les enfants à l'exercice d'une profession industrielle ou aux travaux de l'agriculture.

Les commissions administratives des prisons se réserveraient le droit d'annuler le traité, s'il était constaté que le maître usât de mauvais traitements envers l'élève, ne pourvût pas à ses besoins ou ne l'instruisît pas convenablement.

Par réciprocité, le maître pourrait demander que l'élève fût retiré, si celui-ci donnait des sujets de mécontentement graves.

La durée du contrat d'apprentissage n'excéderait pas le nombre d'années déterminé par le jugement.

Les enfants placés en apprentissage devraient être réintégrés dans la prison à la première réquisition du procureur-général ou du procureur du roi compétent.

Les conventions arrêtées entre les commissions administratives des prisons, les autorités locales et les maîtres ne deviendraient définitivement obligatoires que par l'approbation, toujours réservée, du gouverneur de la province.

Aux propositions qui lui seraient faites à cet effet, on joindrait l'adhésion du ministère public auquel seraient communiqués, avec les actes provisoires dont il est chargé d'examiner la régularité, les renseignements recueillis par l'administration pour constater que les personnes admises à traiter avec elles présentent des garanties suffisantes, tant dans l'intérêt des mineurs que dans l'intérêt de la société.

Aussitôt qu'un contrat d'apprentissage aurait été approuvé par le gouverneur, il en serait adressé une copie à l'officier du ministère public, qui ferait lever l'écrou et autoriserait le préposé en chef de la prison à remettre l'enfant entre les mains de la personne désignée.

Les enfants placés en apprentissage resteraient soumis à la surveillance du ministère public; ils seraient les objets de la constante attention des commissions administratives des prisons et des administrations charitables qui auraient concouru à leur placement, et qui s'assureraient fréquemment des résultats de l'éducation morale et professionnelle qu'ils recevraient.

Leurs frais d'entretien seraient imputés sur l'allocation portée au budget du département de la justice pour l'entretien général des prisonniers, d'après un tarif arrêté par le Ministre de la justice et qui ne pourrait être dépassé, dans certains cas extraordinaires, qu'en vertu d'une autorisation spéciale de celui-ci.

Enfin, les gouverneurs des provinces transmettraient chaque année, dans le cours du premier trimestre, au Ministre de la justice, un état nominatif des enfants placés en apprentissage dans leurs provinces respectives, en y joignant toutes les indications portées au tableau qui leur serait transmis à cet effet.

Les règles essentielles sur lesquelles reposent ces diverses dispositions font l'objet du projet d'arrêté ci-joint que j'ai l'honneur, Sire, de soumettre à l'approbation de Votre Majesté.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

qui, aux termes de l'article 66 du Code pénal, doivent être élevés dans une maison de correction.

ART. 2. Les conventions conclues de ce chef ne seront mises à exécution qu'après l'approbation du gouverneur; elles seront toujours révoquées de la part de l'administration. De son côté, le maître pourra demander que l'élève soit retiré, si celui-ci donne des sujets de mécontentement graves.

ART. 3. Les frais d'entretien des enfants placés en apprentissage seront imputés sur l'allocation portée au budget du département de la justice pour l'entretien général des prisonniers.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INDIGENTS HOLLANDAIS. — ÉTATS DE FRAIS. — RENSEIGNEMENTS.

4^e Div. 1^{er} B. N^o 505. — Bruxelles, le 2 octobre 1848.

A. M. H. les Gouverneurs.

Les remboursements à faire par le gouvernement des Pays-Bas du chef des secours accordés en Belgique à des indigents hollandais, donne souvent lieu à une correspondance multipliée que l'on pourrait s'épargner généralement en fournissant des renseignements plus complets et plus exacts que ceux que l'on trouve dans la plupart des états de frais.

Je viens donc vous prier, M. le Gouverneur, d'inviter les communes et établissements de bienfaisance de votre province à recueillir et à donner à l'avenir sur chacun des indigents de cette catégorie, tous les renseignements nécessaires à la formation des états dont le modèle est fourni à la suite de la convention du 6 décembre 1841¹ et, en particulier, d'indiquer le plus exactement possible, les noms et prénoms, ainsi que la date de la naissance de la personne secourue.

Quant aux remboursements demandés par le gouvernement des Pays-Bas du chef d'avances faites en Hollande à des Belges, il est de l'intérêt des communes et administrations de Belgique de ne pas perdre de vue

¹ *Bulletin officiel*, 1^{er} semestre de 1842, N^o 134.

que d'après la convention du 6 novembre 1844, il n'est dû de remboursement que pour secours accordés en Hollande, à des Belges; que cette qualité peut se perdre par diverses causes, entr'autres, en prenant, sans autorisation du Roi, du service militaire à l'étranger; et enfin, que les individus nés sur le territoire belge de parents étrangers, sont également étrangers, à moins qu'ils n'aient rempli les formalités prescrites par l'art. 9 du Code civil, ou qu'ils ne tombent sous l'application de l'art. 8 de la loi fondamentale de 1845.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SEMINAIRES DIOCÉSAINS. — COMPTABILITÉ. — NOMINATION DES TRÉSORIFIERS*.

1^{re} Div., 1^{er} B., N^o 5,575. — Bruxelles, le 11 octobre 1848.

A MM. le Cardinal-Archevêque de Malines, les Evêques de Gand, Liège, Namur, Tournay, et les Vicaires-généraux capitulaires du diocèse de Bruges 1.

Les séminaires diocésains ont été établis en exécution du concordat de 1801. D'après l'article 23 de la loi du 18 germinal an X, les règlements de leur organisation furent soumis à l'approbation du gouvernement. (Voir aussi l'article 3 du décret du 17 mars 1808.) Mais la comptabilité des séminaires ne fut régularisée, que plus tard.

Le ministre des cultes, comte Bigot de Préameneu, en appelant sur cet objet l'attention de l'Empereur fit observer « que le mode d'administration suivi jusqu'alors n'était pas en accord avec les principes généraux de la comptabilité, de toute espèce de deniers employés à des établissements publics; c'est, disait-il en présentant le projet du décret du 6 novembre 1813, au diocèse en général qu'appartiennent les biens formant leur dotation, et, à ce titre d'établissements publics, il doit y avoir des règles positives sur les moyens de conserver ces biens et sur leur administration. Ce régime doit seulement être établi en con- servant toujours une juste prépondérance à l'archevêque ou évêque qui y a le plus grand intérêt. »

Il ajoutait plus loin :

« Il ne s'agit point d'ôter aux évêques le droit d'administrer leurs séminaires, droit qu'ils exercent avec un zèle respectable.

* Voir Circulaire du 4 décembre 1815.

¹ Le siège étant vacant depuis le 1^{er} octobre par le décès de l'évêque M. François René Boussem.

» Ils n'en dresseront pas moins les règles du régime intérieur, soit pour l'instruction, soit pour la dépense. »

Les dispositions du décret concernant la nomination du trésorier par le ministre des cultes (article 62), l'obligation imposée à celui-ci et à l'économiste de rendre annuellement leurs comptes, ainsi que la transmission desdits comptes au ministre (art. 79 et 80), ne concernant donc que le temporel des séminaires, leur exécution ne saurait blesser en rien le principe de la liberté des cultes proclamé par notre Constitution, tandis que leur inobservation, notamment en ce qui concerne la nomination du trésorier, exposerait celui qui serait revêtu de ces fonctions, à voir contester sa qualité en justice, et d'autre part, il pourrait se soustraire impunément, le cas échéant, à la responsabilité que ces mêmes fonctions imposent à tout comptable.

Ces considérations vous convaincront, j'en suis persuadé, Messieurs, de la nécessité de régulariser la composition du bureau d'administration de votre séminaire, conformément à l'article 62 du décret de 1813, et je viens vous prier de vouloir m'indiquer la personne par laquelle vous désirez voir exercer ou continuer les fonctions de trésorier, afin de régulariser sa nomination.

C'est au nom du trésorier que sera faite, par application de l'art. 76, la liquidation des bourses des élèves qui d'après la circulaire du 15 juin 1832, sont actuellement liquidées à titre de remboursement au nom du directeur du séminaire.

Je désire recevoir à partir de 1849, conformément aux articles 78, 79 et 80, les bordereaux semestriels, ainsi que les comptes pour 1848.

Il me sera agréable d'obtenir en même temps, conformément à mes circulaires précédentes, le complément des renseignements sur la situation financière de votre séminaire et le compte de 1847.

Recevez, Messieurs, l'expression de mes sentiments de haute considération.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAVAUX ET FOURNITURES. — CRÉANCES. — LIQUIDATION.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13659. — Bruxelles, le 7 novembre 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Afin d'obvier autant que possible aux nombreux inconvénients qui résultent des retards dans la liquidation des diverses créances à charge

du budget du département de la justice, notamment de celles concernant les entreprises de travaux ou de fournitures. j'ai prescrit aux employés de l'administration centrale dudit département *de toujours traiter d'urgence*, chacun en ce qui le concerne, cette importante partie du service.

Il est impossible de méconnaître que les délais prolongés que subissent parfois les liquidations, peuvent dans certaines circonstances compromettre le crédit du gouvernement et élever le prix des adjudications publiques à cause des retards et des difficultés que l'on éprouve pour le paiement.

Veillez, Messieurs, donner des ordres dans le sens de la présente aux employés de vos bureaux ainsi qu'à M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de votre province.

Le Ministre de la justice,
De HAUSSY.

LÉGALISATION. — LÉGATION DE FRANCE. — TARIF.

Secrét. gén., 1^{er} B. N^o 775. — Bruxelles, le 9 novembre 1848.

A MM. les premiers Présidents et Procureurs généraux des cours-d'appel, les Gouverneurs des provinces, les Présidents des tribunaux de première instance, les Procureurs du roi.

D'après un avis de M. le Ministre des affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous informer qu'aux termes des nouveaux réglemens introduits par le gouvernement de la République française, les légalisations demandées à la chancellerie de la légation de France à Bruxelles, sont soumises au tarif suivant :

Légalisation d'une expédition d'acte de l'état civil.	fr. 3
Légalisation d'un acte de mariage.	6
Légalisation d'un acte d'adoption.	6
Légalisation d'un consentement de mariage.	6
Légalisation d'une procuration.	6

Les légalisations ne sont accordées gratis que : 1^o pour les individus indigents, et dans ce cas une certaine réserve doit être recommandée aux administrations compétentes, et 2^o pour les actes demandés ou délivrés d'office, c'est-à-dire, dans l'intérêt du gouvernement.

* *Moniteur* du 11 novembre 1848, n^o 516.

Sauf ces exceptions, il est entendu que lorsqu'une pièce sera adressée à l'avenir au département des affaires étrangères pour être soumise à la légalisation du ministre de France, le prix de la signature devra être envoyé en même temps à ce département.

MM. les gouverneurs voudront bien faire insérer au *Mémorial administratif* de leur province le tarif préindiqué.

Le Ministre de la justice,
De HAUSSY.

INDIGENTS ÉTRANGERS. — ÉTATS DE RENSEIGNEMENTS *.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 12,973. — Bruxelles, le 14 novembre 1848.

A MM. les Gouverneurs provinciaux.

Les avis à donner au gouvernement, en conformité des articles 14 et 18 de la loi du 18 février 1845, se résument, pour chaque indigent, dans un état dressé d'après le modèle joint à la circulaire de l'un de mes prédécesseurs, en date du 20 octobre 1840, 1^{re} division, n^o 5835.

Ces états me sont transmis accompagnés d'une lettre d'envoi. Lorsqu'ils ne donnent lieu à aucune observation de votre part, je pense qu'on peut, sans inconvénient, supprimer la lettre d'accompagnement et la remplacer par l'inscription suivante, faite sur chaque état et destinée à constater la date de l'envoi:

PROVINCE DE

N^o

COMMUNE DE

État de renseignements concernant admis à

aux frais de l'État, en qualité d'indigent { étranger ou dont le
domicile de secours
est inconnu.

. . . . , le 184

Le gouverneur.

A cette occasion je vous prie, Messieurs, de vouloir bien veiller à ce que ces états indiquent toujours :

1^o, si les parents des indigents secourus sont étrangers de naissance ou le sont devenus par une des circonstances énumérées dans les articles 17, 19 et 21 du Code civil;

* *Moniteur* du 17 novembre 1848, n^o 322.

2º, si les indigents eux-mêmes n'ont pu acquérir domicile de secours dans une localité du pays parce qu'ils auraient obtenu précédemment la naturalisation ou qu'ils auraient été autorisés par arrêté royal à établir leur domicile en Belgique ;

Et 3º, les dates des faits ainsi que les circonstances propres à les faire bien apprécier, le tout accompagné, autant que possible, de pièces justificatives.

Le Ministre de la justice,
De HAUSSY.

MAISON PÉNITENTIAIRE POUR LES JEUNES DÉLINQUANTES A LIÈGE *.

Laeken, le 7 décembre 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT !

Considérant que, par suite de l'encombrement de la maison pénitentiaire des femmes à Namur, un grand nombre de condamnées destinées à y subir leur peine, ont dû être retenues dans les maisons de sûreté et d'arrêt ;

Considérant qu'en présence de la nécessité qui en résulte d'établir, au moins provisoirement, une seconde prison centrale pour les femmes, il convient de ne réunir dans celle-ci que les jeunes délinquantes et de réserver celle de Namur pour les adultes ;

Vu nos arrêtés des 31 mars et 17 juillet 1835 et du 14 mars 1837, concernant les lieux de détention des femmes condamnées ;

Vu aussi l'article 59 de l'arrêté royal du 4 novembre 1824, portant :

« Dans les cas où il y aurait plus d'une prison dans le même endroit, leur administration sera exercée par la même commission, mais pour chacune de ces prisons séparément. »

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Une maison pénitentiaire pour les jeunes délinquantes est provisoirement établie à Liège dans une partie de l'ancien hôtel provincial louée par l'administration.

ART. 2. Seront détenues dans cette maison :

1º Les filles âgées de moins de 16 ans accomplis, condamnées à un emprisonnement de six mois et plus ;

* *Moniteur* du 12 décembre 1848, n° 347.

2° Les filles acquittées comme ayant agi sans discernement, mais dont l'envoi dans une maison de correction aura été ordonné, conformément à l'article 66 du Code pénal.

ART. 3. Notre Ministre de la justice pourra, selon les circonstances, faire transférer dans ladite maison les condamnées à six mois d'emprisonnement et plus, à la réclusion ou aux travaux forcés, qui seraient âgées de plus de 16 ans sans avoir accompli leur dix-huitième année.

ART. 4. Les peines inférieures à six mois d'emprisonnement continueront d'être subies dans les maisons de sûreté et d'arrêt.

ART. 5. Les fonctions de directeur de la maison pénitentiaire des jeunes délinquantes seront remplies par le directeur de la maison de sûreté civile et militaire de Liège.

ART. 6. La commission administrative de la maison de sûreté prendra le titre de *commission administrative des prisons de Liège*.

ART. 7. Notre arrêté du 31 mars 1835, ainsi que les articles 1 et 2 de notre arrêté du 17 juillet de la même année, sont abrogés.

ART. 8. Notre Ministre de la justice, chargé de l'exécution du présent arrêté, réglera la classification des détenues.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FABRIQUES D'ÉGLISES. — RENOUELEMENT ET COMPOSITION DES CONSEILS *.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N° 5,301. Bruxelles, le 14 décembre 1848.

A MM. les Gouverneurs.

Les fabriques d'églises établies en exécution du décret du 30 décembre 1809, ont dû entrer en exercice en 1810, se renouveler par moitié tous les trois ans, conformément aux articles 6 et 7. de telle sorte qu'au 1^{er} dimanche d'avril de l'année 1849 c'est la grande moitié qui doit être réélue. Il y a lieu de profiter de cette circonstance, 1° pour régulariser la position des membres des conseils de fabriques dont la composition n'est pas partout à l'abri de critique sous le rapport légal; 2° pour rétablir le renouvellement à la même époque, de la même moitié de tous les conseils de fabriques, attendu que par suite de l'érection successive

* Voir 13, 17 février et 14 mars (*Recueil*)
1849.

des églises, cette règle destinée à faciliter le contrôle de l'autorité, n'est pas observée.

Pour atteindre le premier but, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien vous faire adresser par les administrations communales un état nominatif de la composition actuelle des conseils de fabrique, faire redresser les irrégularités que vous découvririez, et m'en référer au besoin.

Comme il importe, avant d'autoriser une administration publique à poser un acte quelconque, que sa qualité soit bien établie aux yeux du pouvoir, je vous prie de vouloir bien vous assurer toujours préalablement, de la régularité de la composition des conseils de fabrique qui demanderont une autorisation de la députation permanente ou du gouvernement.

En ce qui concerne le renouvellement en 1849 de la grande moitié de tous les conseils de fabrique, il sera peut-être nécessaire pour certaines fabriques de provoquer des arrêtés d'exécution en vertu de l'article 67 de la constitution. Un arrêté royal du 3 avril 1848 (*Moniteur* du 4 n° 95) a déjà été porté pour l'église primaire de N.-D. à Huy. Je désire, Messieurs, que vous vouliez bien vous concerter à cet égard avec le chef diocésain, et que vous me fassiez vos propositions avant le 31 janvier prochain. Le renouvellement de la petite moitié devra avoir lieu pour toutes les fabriques, le premier dimanche d'avril 1852.

Dans les propositions et les moyens de régularisation que vous me soumettez, vous voudrez bien tenir compte du nombre d'années d'exercice qu'auront au premier dimanche d'avril 1849, la grande et la petite moitié des fabriciens.

Comme le nombre des fabriciens doit être de 9 ou de 5, suivant que la population qui ressortit à l'église est de 5,000 âmes et au-dessus ou bien inférieur à ce chiffre, je vous prie encore, de vouloir bien me faire parvenir pour le 31 janvier au plus tard, la liste nominative des églises, dont la population approchait en plus ou en moins au 31 décembre 1848, du chiffre indiqué ci-dessus, en indiquant le chiffre de cette population, recensée par l'administration communale, et le nombre actuel des fabriciens.

Je désire également qu'après avoir consulté le chef diocésain, vous me donniez votre avis sur les époques auxquelles il faudrait tenir compte de l'augmentation ou de la diminution de la population, pour fixer le personnel des conseils de fabrique, et sur le meilleur mode de leur régularisation dans ce cas.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FABRIQUES D'ÉGLISES. — CONSEILS, BUREAU DES MARGUILLIERS. —
DÉLIBÉRATIONS.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 6,241. — Bruxelles, le 13 décembre 1848.

A M.M. les Gouverneurs.

Aux termes de l'article 62 du décret du 30 décembre 1809 « les
» biens immeubles de l'église ne peuvent être vendus, aliénés, échangés.
» ni même loués pour un terme plus long que neuf ans, sans une délibé-
» ration du conseil, » tandis qu'aux termes de l'art. 59 de ce décret, il
suffit de l'avis du bureau des marguilliers, sur le rapport du trésorier
« relativement aux actes contenant des dons ou legs à la fabrique. »

Le bureau des marguilliers s'assemble tous les mois, à l'issue de la messe paroissiale, au lieu indiqué pour la tenue des séances du conseil, et, dans les cas extraordinaires il peut être convoqué, soit d'office par le président, soit sur la demande du curé ou desservant (art. 22 et 23 du même décret) tandis que le conseil ne peut s'assembler que le 1^{er} dimanche du mois d'avril, de juillet, d'octobre et de janvier, à l'issue de la grand'messe ou des vêpres, dans l'église ou le presbytère. Il peut ensuite s'assembler extraordinairement, mais seulement sur l'autorisation de l'évêque ou du préfet, lorsque l'urgence des affaires ou de quelques dépenses imprévues l'exigera (art. 40 cod.).

Il arrive très-fréquemment que des conseils s'assemblent extraordinairement et sans y avoir été autorisés.

D'un autre côté, ils délibèrent sur l'acceptation ou le refus de donation ou legs, tandis que cet objet rentre dans les attributions du bureau.

Afin d'obvier à l'avenir à ces irrégularités, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien rappeler les dispositions précitées du décret du 30 décembre 1809 aux fabriques et de veiller à leur exécution.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

GREFFIERS DES JUSTICES DE PAIX. — SECRÉTAIRES ET RECEVEURS COMMUNAUX. — INCOMPATIBILITÉ.

3^e Dir. 1^{er} B. N^o 2,173. — Bruxelles, le 16 décembre 1848.

A M.M. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

Il résulte de la combinaison de l'article 5 du décret du 6-27 mars 1791, avec les articles 1 et 2, titre 1^{er} de la loi du 24 vendémiaire an III, qu'il y

a incompatibilité légale entre les fonctions de greffier de justice de paix et celles de receveur ou de secrétaire communal. Les dispositions de ces lois, dûment publiées dans notre pays, n'ont nullement été abrogées par les articles 52 et 53 de la loi du 30 mars 1836. Ces derniers articles ne déterminent les incompatibilités avec les fonctions de secrétaire ou receveur de commune, que sous le rapport de l'administration provinciale ou communale, tandis que les dispositions précitées continuent à régir les incompatibilités avec les fonctions de greffier de justice de paix, sous le rapport de la discipline judiciaire.

Je vous prie en conséquence, Messieurs, de vouloir bien inviter les greffiers de justice de paix de votre ressort qui cumuleraient les fonctions de secrétaire ou de receveur communal, à opter, endéans les trois mois, entre leurs fonctions légalement incompatibles. Passé ce délai, vous voudrez bien me faire connaître le résultat des options faites ou me signaler les fonctionnaires récalcitrans, qui dès-lors seraient considérés comme démissionnaires de leur emploi de greffier.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — TRAVAUX DE CONSTRUCTION. — ENVOI DES PROJETS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,339. — Bruxelles, le 18 décembre 1848.

A. M. les Gouverneurs.

Diverses instructions émanées du département de la justice, entr'autres celles contenues dans la circulaire de l'un de mes prédécesseurs en date du 19 décembre 1842, n^o 44,775 ont appelé votre attention sur la nécessité de dresser, avant la bonne saison tous les projets de travaux urgents ou nécessaires, dont l'exécution doit avoir lieu dans le courant d'un exercice.

Vous savez, Messieurs, combien l'accomplissement de cette condition influe non seulement sur les prix mais aussi sur la qualité des ouvrages exécutés; les constructions ou réparations faites précipitamment et aux approches de l'hiver ont toujours été plus ou moins défectueuses et ont cependant coûté plus cher que celles exécutées pendant la saison favorable, surtout, lorsque, dans ce dernier cas, il s'était écoulé entre la mise en adjudication et le commencement des travaux, le temps nécessaire à l'approvisionnement de certains matériaux.

Par ces motifs, je vous prie, de tenir strictement la main à ce que, chaque année, les projets des travaux dont vous aurez cru pouvoir proposer l'exécution, me parviennent assez à temps pour être examinés et approuvés, s'il y a lieu, autant que possible dans le courant du mois de janvier, au plus tard; ce qui permettra de les adjuger au commencement de février et enfin, de les exécuter à partir du mois de mars ou d'avril suivant.

Les projets dont la dépense d'exécution atteindrait ou dépasserait 40,000 fr. devront se composer en règle générale de plans, métré, devis et cahier des charges, tandis que pour ceux d'une dépense moindre il suffira, généralement aussi, d'un devis estimatif, contenant dans une colonne d'observations les clauses générales relatives aux qualités des matériaux et des ouvrages. Cette pièce sera pour autant que de besoin, accompagnée d'un plan figuratif des travaux à exécuter.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

PRISONS. — BATIMENTS ET MOBILIER. — DÉPENSES.

2^e Tir. 1^{er} B. N^o 15,559. — Bruxelles, le 30 décembre 1848.

A. M. M. les Gouverneurs.

Appelé à rendre prochainement compte aux chambres législatives de l'emploi du crédit alloué au budget de mon département pour travaux de construction, de réparation et d'entretien dans les prisons du royaume pendant l'année 1848, je dois connaître exactement toutes les dépenses qui ont été faites de ce chef.

Les travaux dont il s'agit s'exécutent en général d'après des devis estimatifs; mais il arrive souvent que le montant de ces devis est dépassé ou qu'il n'est pas atteint.

Il suit de là qu'en faisant le relevé des dépenses autorisées par moi, on n'obtiendrait pas le chiffre réel de la dépense effectuée.

Je vous prie, en conséquence, Messieurs, de vouloir bien vous faire fournir par les directeurs ou gardiens en chef des prisons de votre province et de me transmettre sans retard des états récapitulatifs des dépenses dont il s'agit faites dans le courant du présent exercice; ces fonctionnaires auront soin d'indiquer les dates des autorisations.

Je profite de cette occasion, Messieurs, pour vous recommander de

veiller à la stricte exécution de toutes les mesures prescrites par mes circulaires des 29 mars, 9 juin, 8 juillet, 7 novembre et 18 décembre de cette année.

Aux instructions que contiennent ces circulaires, je crois devoir ajouter les suivantes :

À l'avenir les bâtiments et le mobilier des prisons feront au budget de mon département l'objet de 2 articles, il importe donc de diviser en deux catégories, les états de dépenses qui seront soumis à mon approbation. La catégorie relative au mobilier devra être subdivisée en adoptant pour base la distinction établie dans ma circulaire du 9 juin entre les meubles meublants et les meubles servant à l'entretien des détenus. Vous voudrez bien aussi, Messieurs, inviter les commissions administratives à ne pas s'écarter de ce principe, que toute dépense doit être autorisée avant d'être effectuée, et que si des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'attendre cette autorisation, l'Administration centrale doit être informée immédiatement des travaux qui ont été exécutés d'urgence.

Enfin les directeurs des prisons centrales doivent avoir soin de faire des propositions spéciales pour les travaux à exécuter par des ouvriers libres et pour ceux qui sont confiés aux détenus.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — RAPPORT JOURNALIER. — MODÈLE *.

Secrét. gén., Statis. 2^e B. N^o 20. — Bruxelles, le 30 décembre 1848.

A MM. les Directeurs et Gardiens en chefs des maisons de sûreté et d'arrêt.

Vous voudrez bien, à partir du 1^{er} janvier prochain, pour les rapports journaliers de la situation de votre établissement, à transmettre à mon département, vous servir du nouveau modèle ci-joint, dont j'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires.

Ce rapport devra m'être adressé directement sous bandes et sans lettre d'envoi.

J'appelle votre attention sur les renseignements demandés en ce qui concerne les détenus entrés et sortis, et qu'il importe de ne jamais négliger d'inscrire.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* Voir 16 janvier 1849.

ETAT DES DÉTENUS ENTRÉS ET SORTIS PENDANT LA JOURNÉE. (NON COMPRIS LES MILITAIRES.)

DÉTENUS ENTRÉS DANS LA PRISON.						DÉTENUS SORTIS.				
NOMS ET PRÉNOMS.	AGE.	PROFESSIONS.	LIEU de NAISSANCE.	DOMICILE.	NATURE DE L'ACTE EN VERTU DUQUEL ILS SONT ÉCROUÉS.	MOTIFS DE LA DÉTENTION.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATE DE L'ENTRÉE.	MOTIFS DE LA DÉTENTION.	MOTIFS DE LA SORTIE.

926

1910.

MENDICITÉ. — JUGEMENTS. — ÉTATS.

Secrét. général. 2^e B. N^o 358. — Bruxelles, le 5 janvier 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

A partir du 4^{er} janvier, je vous prie de cesser l'envoi des tableaux demandés par la circulaire de mon prédécesseur, en date du 31 octobre 1846, 3^{me} Dir. N^o 2339, concernant les jugements rendus par les tribunaux correctionnels en matière de mendicité.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TAXES DE TÉMOINS.

4^e Dir. N^o 16,168. — Bruxelles, le 5 janvier 1849.

A MM. les premiers Présidents et Procureurs généraux près les cours d'appel.

La vérification des taxes de témoins a fait connaître que beaucoup de magistrats ont perdu de vue le § XI de ma circulaire du 13 mars 1848, insérée au *Moniteur Belge* du lendemain. D'après ce paragraphe :

« Les indemnités de comparution seront réglées *suivant le taux fixé pour le lieu que les témoins habitent*, sans avoir égard à la localité où ils vont déposer. »

Je vous prie, M. le premier président et M. le procureur général, d'appeler sur ce point l'attention spéciale de MM. les juges taxateurs et officiers des parquets.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — FOURNITURES DE MÉDICAMENTS. — LIQUIDATION.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,528. — Bruxelles, le 9 janvier 1849.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre orientale, de Luxembourg et de Namur.

Dans le but d'activer la liquidation des fournitures de médicaments faites par la pharmacie de l'armée aux prisons centrales du

* *Moniteur* de 1849, n^o 6. — *Recueil*, 21 mars 1849, § vi.

royaume, mon collègue du département de la guerre vient de me faire, par modification au mode en usage, les propositions suivantes :

1° De faire renvoyer *deux expéditions*, au lieu d'une, de chaque facture de médicaments fournis, par le directeur de la prison qui l'aura reçue au directeur de la pharmacie centrale ;

2° De laisser le soin au département de la guerre d'adresser à celui de la justice, les factures à liquider du chef de médicaments livrés, et de ne plus charger de cette formalité, comme cela se pratique aujourd'hui, les directeurs des prisons ;

Approuvant ces propositions, je vous prie de faire connaître aux directeurs des prisons centrales de votre province, qu'ils auront à s'y conformer ponctuellement à partir du 1^{er} janvier 1849

Veillez aussi informer ces fonctionnaires qu'ils devront toujours conserver une expédition de chaque facture, pour être déposéé dans leurs archives comme pièce justificative de la transcription opérée au registre de dépense.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

ÉGLISES. — CONSTRUCTION OU RECONSTRUCTION. — PLANS.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N° 6,507. — Bruxelles, le 11 janvier 1849.

A M. M. les Gouverneurs.

Le Gouvernement s'est chargé jusqu'aujourd'hui de payer, outre les subsides qu'il accorde, le prix des plans dressés par l'architecte dessinateur de la commission royale des monuments, pour construction ou reconstruction d'édifices du culte et a ainsi dévié de la règle adoptée en cette matière. Le libellé du budget du département de la justice, pour l'exercice 1849 ne permettra plus d'y imputer cette dépense, qui devra être supportée, le cas échéant, par les administrations des églises ou des communes.

A cette fin, je désire qu'à l'avenir, vous correspondiez directement avec la commission royale des monuments, dont les bureaux sont établis rue de la Montagne n° 83, à Bruxelles ; celle-ci vous fera connaître, préalablement, le prix des plans qu'elle proposera de faire dresser par son architecte et ce, afin que les Administrations intéressées puissent adhérer d'avance à la dépense ou donner suite d'une autre manière aux observations de la commission.

Par l'adoption de cette mesure, les plans que vous m'enverrez, avec les avis de la commission des monuments pourront, M. le Gouverneur, être soumis, sans aucun retard, à l'approbation de Sa Majesté.

Vous voudrez bien veiller, M. le Gouverneur, à ce que les renseignements à produire satisfassent aux instructions contenues dans ma lettre à la commission des monuments, du 27 juillet dernier, dont vous trouverez ci-joint une copie.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ANNEXE.

A M. H. les membres de la commission royale des monuments.

Par ma lettre du 49 juin dernier, je vous ai prié de vouloir bien examiner, toujours avec une grande attention, les plans et les devis qui vous sont communiqués, de travaux à exécuter à des édifices du culte, afin de vous assurer qu'ils sont exacts et complets, et d'épargner ainsi aux Administrations intéressées des mécomptes et des dépenses supplémentaires auxquelles souvent il leur est impossible de faire face.

Je désire de même, Messieurs, que, lorsque vous devez apporter à ces plans, des changements qui donnent lieu à de plus grands frais, vous vouliez bien me faire connaître aussi exactement que possible le chiffre de la majoration qui en résultera. Toutefois, Messieurs, il est très-désirable, et, presque toujours il est nécessaire, de ne pas excéder les prévisions, et je désire même que vous les réduisiez, toutes les fois que cela sera possible, vu la situation des finances des communes et des provinces.

Pour éviter d'autoriser des constructions disproportionnées avec les besoins des localités, je vous prie de vouloir bien me faire connaître toujours avec votre avis, lorsqu'il s'agit de constructions nouvelles ou de reconstructions, le nombre de personnes que l'église pourra contenir, et, s'il s'agit d'agrandissement, le nombre de personnes auxquelles peut suffire le bâtiment existant, et l'augmentation de ce nombre par suite d'agrandissement.

Bruxelles, le 27 juillet 1848.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — POSTES MILITAIRES. — CONSIGNE GÉNÉRALE.

2^e Div. 1^{er} B. N^o 13,352. — Bruxelles, le 12 janvier 1849.*A MM. les Gouverneurs.*

Ayant reconnu la nécessité d'adopter de commun accord avec mon collègue du département de la Guerre, un règlement général sur les consignes à donner aux postes militaires préposés à la garde des prisons, j'ai l'honneur de vous en envoyer ci-joint des exemplaires, en vous priant de tenir la main à ce que ce règlement soit mis immédiatement à exécution dans les prisons de votre province, auxquelles il est applicable.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ANNEXE.

Consigne générale pour les postes militaires préposés à la garde des prisons.

Les directeurs et gardiens en chef des maisons centrales et des maisons de sûreté et d'arrêt, s'entendront avec les commandants de place ou les officiers commandants les postes militaires préposés à la garde de ces établissements pour les consignes à donner aux postes et aux sentinelles.

Dans les conventions rédigées à cet effet on aura égard, autant que possible, aux dispositions suivantes :

1^o Conformément à l'arrêté du 29 juin 1851, les postes militaires préposés à la garde des prisons sont à la disposition des chefs de ces établissements. En conséquence les commandants de ces postes sont tenus d'exécuter et de faire exécuter sur le champ les réquisitions écrites ou verbales qui leur sont adressées par les directeurs ou gardiens en chef des prisons.

2^o Le directeur ou le gardien en chef détermine, de concert avec l'officier commandant la place ou le détachement, le nombre de sentinelles pour le jour et pour la nuit, ainsi que la place qu'elles doivent respectivement occuper pendant leur faction.

3^o Il y a une double consigne, une pour le jour, l'autre pour la nuit. Ces consignes sont affichées dans chaque corps de garde, et il en est donné lecture chaque jour par le commandant du poste lors du renouvellement de la garde.

4^o Il est défendu aux sous-officiers et soldats du poste, ainsi qu'aux sentinelles de parler ou d'avoir aucune communication avec les détenus, de leur rien donner, ni de rien en recevoir.

5^o Dans les maisons centrales où l'usage du tabac est interdit, il est strictement défendu aux soldats en faction, d'avoir du tabac en leur possession.

6° Les hommes de garde ne peuvent quitter, sous quelque prétexte que ce soit, le poste qui leur est assigné.

7° Les sentinelles veillent à ce que les détenus ne puissent communiquer, soit verbalement, soit par signes avec des personnes étrangères à l'établissement.

8° Elles s'opposent à ce que les détenus ou tous autres individus fassent passer ou jettent des paquets, lettres ou autres objets, soit au dehors, soit au dedans de l'enceinte de la prison. Elles saisissent ces objets et les font passer de sentinelle en sentinelle au chef de poste qui les fait remettre immédiatement au chef de l'établissement.

9° Les sentinelles doivent défendre aux détenus de les approcher, elles les font passer au large, autant que possible, et font rapport des insultes et des menaces que ceux-ci pourraient leur adresser.

10° Elles exercent une surveillance particulière et assidue sur les détenus qui pourraient être occupés dans l'enceinte du mur de ronde.

11° Lorsque les sentinelles aperçoivent après dix heures du soir en été et neuf heures du soir en hiver une ou plusieurs personnes circulant à proximité des murs de la prison, elles les appellent à l'ordre, et si elles ne s'y rendent pas, ou ne peuvent donner le mot de ralliement, elles sont arrêtées et conduites de sentinelle en sentinelle jusqu'au corps de garde.

12° Si les sentinelles entendent du bruit pendant la nuit, soit à l'intérieur de l'établissement, soit aux murs extérieurs de l'enclos, elles en donnent à l'instant connaissance au corps-de-garde, afin qu'on puisse vérifier la cause qui l'a produit.

13° Indépendamment des sentinelles le poste doit fournir les hommes nécessaires pour les rondes de nuit prescrites par le chef de l'établissement.

14° Les rondes et patrouilles se font en silence conformément aux art. 220 à 241 du service de garnison. Elles observent à l'égard des personnes qu'elles rencontrent les précautions prescrites aux art. 9 et 11 du présent règlement.

15° Pendant la garde de nuit, les sentinelles crient successivement de demi-heure en demi-heure : *Sentinelle, prenez garde à vous!* Ce cri est répété jusqu'au jour, mais de manière à troubler le moins possible le repos de l'établissement. S'il arrive qu'une sentinelle ne réponde pas, la sentinelle la plus rapprochée en donne de suite connaissance à la suivante et ainsi de proche en proche jusqu'au chef de poste qui ordonne immédiatement à une patrouille d'aller reconnaître la cause du silence de la sentinelle qui n'a pas répondu. Si celle-ci est coupable de négligence, le chef du poste en fait mention dans son rapport de service.

16° En cas d'incendie, d'attaque contre les gardiens, de tentative d'évasion, ou de tout autre événement susceptible de troubler ou de compromettre la sûreté de la prison, la sentinelle qui en a connaissance en avertit immédiatement le chef du poste en criant de sentinelle en sentinelle *aux armes!*

Le chef du poste prévient sans délai le chef de l'établissement.

17° Les armes des factionnaires sont chargées autant pour leur défense personnelle que pour l'exécution de leur service.

18° En cas de tentative d'évasion faite par un ou plusieurs détenus, les sentinelles après avoir donné le signal d'alarme et avoir adressé à trois reprises la sommation de se retirer, se préparent, si cette sommation n'est pas écoutée, à s'opposer par la force à l'accomplissement de l'évasion.

Toutefois, même dans ce cas, les sentinelles ne font usage de leurs armes à feu que lorsqu'elles sont personnellement assaillies et par conséquent dans le cas de légitime défense.

19° Toutes les fois qu'un détenu parvient à s'évader, le Directeur ou le préposé en chef de la prison doit immédiatement rédiger un procès-verbal de l'évasion, relatant les circonstances du fait, les noms et prénoms des employés directement chargés de la garde des détenus.

Un double de ce procès-verbal est transmis sans délai au Gouverneur civil de la Province, et une expédition authentique du même acte remise sur le champ au commandant de poste établi à la prison, attendu qu'aux termes du Code pénal les factionnaires préposés à la garde des prisons sont également responsables des évasions. (*Instruction du Ministère de la justice du 26 juillet 1855.*)

20° Le chef du poste est responsable de l'exécution des ordres donnés par le chef de la prison et doit lui donner main forte chaque fois qu'il en est requis; il lui adresse chaque matin avant neuf heures un rapport mentionnant tout ce qui peut avoir eu lieu pendant la nuit.

21° Le chef du poste veille à ce que le corps-de-garde soit tenu dans un état de propreté convenable et à ce que les hommes placés sous ses ordres ne dégradent point les objets qui s'y trouvent.

Toutes les dégradations faites aux guérites, aux capotes et aux autres objets mis à la disposition des hommes de garde sont réparées à leurs frais ou à ceux du chef de poste qui n'en a pas rendu compte.

22° En cas de négligence, de mauvaise volonté ou de refus d'exécuter sa consigne le chef de la prison peut exiger du chef de la garde qu'il fasse relever le coupable de son poste.

Tout fait de ce genre, de même que toute contravention aux consignes, est porté à la connaissance de l'autorité militaire qui statue sur les punitions à infliger.

23° Les dispositions qui précèdent peuvent être modifiées, complétées ou simplifiées d'après la nature et l'importance des prisons et les circonstances spéciales où peuvent se trouver ces établissements, sans cependant qu'il puisse être dévié des principes essentiels qui y sont consacrés.

24° Toutes conventions et consignes, avant d'être mises à exécution, doivent être revêtues de l'approbation des Ministres de la Justice et de la Guerre.

Le Ministre de la guerre,
Baron CHAZAL.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — RAPPORT JOURNALIER, ETC.

Secrétariat gén. 2^e B. N^o 20. — Bruxelles, le 16 janvier 1849.*A MM. les directeurs et gardiens en chef des maisons de sûreté et d'arrêt.*

Le rapport journalier dont le modèle est prescrit par la circulaire du 30 décembre dernier, n'est pas dressé partout d'une manière uniforme et régulière.

L'on remarque en effet qu'à l'égard de certains détenus, tels que les mendiants, on se borne à les inscrire *numériquement*, dans l'état des entrées et des sorties, tandis qu'il importe d'indiquer *nominativement* tous les détenus avec tous les renseignements demandés.

Il n'y a d'exception que pour les *détenus passagers* dont il suffira d'indiquer le *nombre* avec la désignation du lieu vers lequel ils sont dirigés.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

DOMICILE DE SECOURS. — DÉCISIONS DES DÉPUTATIONS PERMANENTES. —
STATISTIQUE.Secrét. 2^e B. N^o 19. — Bruxelles, le 16 janvier 1849.*A MM. les Gouverneurs.*

Je vous prie de vouloir bien me transmettre pour 1848 et dressé conformément au modèle ci-annexé sub litt. A, un état des différends, en matière de domicile de secours, décidés par la députation permanente du conseil provincial, en exécution de la loi du 18 février 1845.

A l'avenir semblable état devra m'être adressé au commencement de chaque année.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

I. ETAT des différends en matière de domicile de secours décidés par la députation permanente. (Loi du 18 février 1845.)

DIFFÉRENDS.	NOMBRE DES DIFFÉRENDS				DIFFÉRENDS DÉCIDÉS PENDANT L'ANNÉE.	
	SOUMIS A LA DÉPUTATION		DÉCIDÉS PENDANT L'ANNÉE.	RESTANT A DÉCIDER A LA FIN DE L'ANNÉE.	EN CONFIRMANC LA DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAL.	EN INFIRMANC LA DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAL EN TOUT OU EN PARTIE.
	ARRÊTÉMENT A L'ANNÉE.	PENDANT L'ANNÉE.				
1 ^o Entre des institutions de bienfaisance existant dans une même commune. Recours contre les décisions du conseil communal. (Art. 20 § 1.)						
2 ^o Entre des communes d'une même province ou des institutions de bienfaisance existant dans des communes d'une même province. (Art. 20 § 2.)						
TOTAUX . . .						

OBSERVATIONS.

II. ETAT développé des décisions de la députation permanente en matière de domicile de secours.

COMMUNES OU ÉTABLISSEMENTS ENTRE LESQUELS LE DIFFÉREND S'EST ÉLEVÉ.	INDICATION SOMMAIRE	
	DE L'OBJET DU DIFFÉREND	DE LA DÉCISION. (Mention spéciale si c'est une question de principe.)

FABRIQUES D'ÉGLISES. — DÉLIBÉRATIONS EXTRAORDINAIRES *.

1^{re} Dir. 1^{er} R. N^o 6241. — Bruxelles, le 27 janvier 1849.*A MM. les Gouverneurs.*

Depuis l'envoi de ma circulaire du 15 décembre dernier, j'ai eu l'occasion de remarquer que les fabriques d'églises, lorsqu'elles sont invitées à délibérer sur les objets qui les concernent, au lieu d'attendre le jour de leurs séances ordinaires, se croient par cela même autorisées à tenir une séance extraordinaire. Cependant l'art. 10, § 3, du décret du 30 décembre 1809, en admettant ces réunions exceptionnelles, en cas d'urgence des affaires ou de quelque dépense imprévue, exige encore une autorisation expresse et formelle de la part du chef diocésain ou du gouverneur. Je vous prie, M. le gouverneur, de vouloir bien faire observer aux conseils de fabrique, qu'ils ne doivent s'assembler extraordinairement que lorsqu'ils en ont reçu l'autorisation ou l'invitation expresse et formelle de l'autorité civile ou de l'autorité ecclésiastique, et les inviter à faire mention, dans ce cas, dans les procès-verbaux de leurs délibérations, de la date de cette invitation ou autorisation et de l'autorité dont elle émane.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

PRISONS. — MODIFICATION A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 13 DÉCEMBRE 1841 **.

Laeken, le 7 février 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Vu l'art. 3 de l'arrêté royal du 13 décembre 1841, qui adjoint aux directeurs des maisons centrales deux sous-chefs sous le titre, l'un de sous-directeur chargé du service intérieur et l'autre de sous-directeur agent des travaux;

Considérant que l'expérience a prouvé que dans certaines circonstances un seul fonctionnaire suffit pour assurer convenablement ce double service;

* *Moniteur* de 1849, n^o 31.** *Moniteur* de 1849, n^o 33.

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 3 de Notre arrêté du 13 décembre 1844, Notre Ministre de la justice est autorisé à assigner à un seul employé les fonctions de sous-directeur agent des travaux et de sous-directeur chargé du service intérieur.

ART. 2. Le sous-directeur chargé de ce double service aura droit au logement dans l'établissement et à un traitement de 2,000 à 2,500 francs.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FABRIQUES D'ÉGLISES. — RENOUELEMENT ET COMPOSITION DES CONSEILS.

1^{er} Dir. 1^{er} B. N^o 5501. — Bruxelles, le 13 février 1849.

A MM. les chefs diocésains.

J'ai l'honneur de vous communiquer, en copie, la circulaire ci-jointe ¹, que j'ai adressée à MM. les gouverneurs aux fins de faire prendre toutes les mesures pour régulariser lors de l'époque très-prochaine du renouvellement partiel des conseils de fabriques d'église, la composition régulière et uniforme de ces corps administratifs.

Vous voudrez bien, messieurs, prêter votre concours bienveillant pour atteindre ce résultat si nécessaire à la bonne administration des intérêts des fabriques : une lettre pastorale par laquelle vous engageriez MM. les curés et desservants à user de l'influence légitime qu'ils peuvent exercer à cet égard, en leur qualité de membres de droit des conseils de fabriques, produirait, sans nul doute, les plus heureux effets.

Pour les nominations à faire à la suite du renouvellement, il serait aussi notamment utile de faire comprendre qu'il est dans l'esprit du décret du 30 décembre 1809 que le bourgmestre ni le curé ne peuvent être choisis comme président ni du conseil ni du bureau des marguilliers

Voir 14 décembre 1848 et 14 mars 1849.

et que le curé en sa qualité de membre de droit du bureau ne peut pas non plus remplir les fonctions de trésorier.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRAITEMENTS ECCLÉSIASTIQUES. — RETENUE.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 3981. — Bruxelles, le 16 février 1849.

A MM. les Gouverneurs.

La retenue de 1 p. %, décrétée par la loi du budget des voies et moyens, devant être indistinctement opérée sur tous les traitements à la charge du trésor public, je vous prie de vouloir bien l'appliquer à partir du 1^{er} janvier dernier, aux traitements des membres du clergé et d'en faire l'objet d'une colonne spéciale sur les états que vous m'adresserez à l'avenir.

Il y aura également lieu, M. le gouverneur, de comprendre, dans les états du trimestre courant, la retenue de l'emprunt pour les 4/42 restant, afin de mettre le département des finances à même de distribuer, dès le mois d'avril prochain, les récépissés du dit emprunt aux ayants-droit, et d'assurer ainsi l'exécution de l'article 20 de la loi du 6 mai 1848, lequel fixe au 1^{er} juin la date à laquelle l'échange de ces récépissés contre des bons du trésor doit avoir eu lieu.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FABRIQUES D'ÉGLISES. — RENOUELEMENT ET COMPOSITION DES CONSEILS *.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 3301. — Bruxelles, le 17 février 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Je vous prie de vouloir bien me faire parvenir dans le plus court délai possible vos réponses à ma circulaire du 14 décembre dernier. J'avais demandé cette réponse avant le 31 janvier dernier, parce que le temps sera à peine suffisant pour parer à toutes les exigences d'une bonne régularisation des conseils de fabrique. Je vous prie donc, M. le gouverneur, de vouloir bien donner toute votre attention à cette affaire et de lui imprimer toute l'activité possible. Il est indispensable que les fabriques d'églises soient désormais régulièrement organisées et qu'elles se renouvellent périodiquement aux mêmes époques. A l'appui de vos propositions je

* Voir 14 décembre 1848, 15 février et 12 mars 1849.

désire que vous me communiquiez en même temps la liste des conseils de fabrique dont la grande moitié ne devait pas être renouvelée au 1^{er} dimanche d'avril 1849 en indiquant la date du dernier renouvellement, si c'était la grande ou la petite moitié, la cause et l'origine de cette élection intempestive; quant aux autres irrégularités, je me réfère à ma circulaire du 14 décembre dernier.

J'ai cru utile, M. le gouverneur, de communiquer une copie de cette circulaire aux chefs diocésains, en les priant de vouloir prêter leur concours bienveillant pour atteindre le résultat que nous poursuivons. Je leur ai fait sentir l'utilité qu'il y aurait à en écrire à MM. les curés et desservants et j'ai ajouté accessoirement qu'il est dans l'esprit du décret du 30 décembre 1809 que le bourgmestre ni le curé ne peuvent être choisis comme présidents ou trésoriers, ni du conseil ni du bureau des marguilliers.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES. — JUGEMENTS. — RÉDACTION DES QUALITÉS.

3^o Dir. 2^o B. litt. Q, N^o 10/3051. — Bruxelles, le 27 février 1849.

A M^l. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi et les greffiers.

Des renseignements qui me sont parvenus m'ayant fait connaître qu'il n'existe aucune uniformité dans la pratique des différents tribunaux, relativement à la rédaction des qualités des jugements rendus dans les instances où la régie de l'enregistrement et des domaines doit procéder conformément aux articles 63 de la loi du 22 frimaire an VII et 47 de la loi du 27 ventôse an IX, je viens d'arrêter les instructions suivantes :

Les expéditions de ces jugements doivent contenir les qualités, car si les dispositions spéciales, que je viens de rappeler, s'écartent, sous certains rapports, du mode ordinaire de procéder, elles ne renferment aucune modification, en ce qui concerne les éléments dont doit se composer l'expédition des jugements.

Le ministère des avoués n'est pas requis dans ces instances et comme le § 3 de l'art. 63 de la loi du 22 frimaire an VII, indique limitativement les frais de la procédure, il est impossible d'exiger que la partie qui requiert l'expédition du jugement rédige préalablement des qualités, les signifie à

* *Moniteur* de 1849, N^o 65.

avoué, et les dépose ensuite au greffe. Imposer à la partie elle-même l'accomplissement de ces formalités, serait évidemment créer des obligations nouvelles.

Une des attributions des greffiers étant de délivrer expédition des jugements aux intéressés qui le requièrent, il en résulte que c'est à ces fonctionnaires qu'il appartient d'en soigner la rédaction. A la différence des cas ordinaires dans lesquels les qualités déposées par les parties servent de base, ils puiseront, comme les greffiers des tribunaux de commerce et des justices de paix, les renseignements qui leur sont nécessaires, dans les éléments qui se sont produits à l'audience, dans le rapport du juge, dans les exploits d'assignation, significations et oppositions, en un mot dans tout le dossier, puisqu'ils ont le droit de retenir, au moins provisoirement, les originaux des pièces du procès. Les greffiers qui, dans certains cas particuliers, craindraient d'engager leur responsabilité, agiront prudemment, en soumettant préalablement les qualités au magistrat qui a rédigé le jugement.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSEY.

RÉVISION DE LA LÉGISLATION SUR LES CIMETIÈRES *.

Laeken, le 1^{er} mars 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur le rapport de nos Ministres de la justice et de l'intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 4^{er}. Il est institué au département de la justice une commission

* *Moniteur* de 1849. N^o 68.

RAPPORT AU ROI.

L'administration des cimetières ainsi que la police sur les inhumations donnent souvent lieu à des débats et à des conflits fort graves, dont il importe de faire cesser les causes. Ces causes peuvent principalement être attribuées, d'une part, à l'influence des divers régimes qui ont successivement passé sur notre pays, et, d'autre part, aux besoins nouveaux qu'a fait naître notre réorganisation tout à la fois politique, administrative et religieuse. Il serait donc vivement à désirer que l'on pût bientôt combler les lacunes qui existent à cet égard dans notre législation, et le moyen le plus sûr pour arriver à cet heureux résultat, serait de confier le soin de préparer ce travail important à une com-

spéciale, chargée de préparer un travail de révision de la législation sur les cimetières.

ART. 2. Sont nommés membres de cette commission :

- MM. Ch. de Brouckère, membre de la chambre des représentants et bourgmestre de la ville de Bruxelles ;
- De Coninck, doyen et curé de l'église des SS. Michel et Gudule, à Bruxelles ;
- De Wandre, premier avocat général près la cour de cassation ;
- Loeb, grand rabbin du culte israélite, à Bruxelles ;
- Orts fils, avocat, membre de la chambre des représentants ;
- Paquet, conseiller à la cour de cassation ;
- Tielemans, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles ;
- Vent fils, pasteur du culte protestant évangélique, à Bruxelles ;
- Willact, curé de l'église de Notre-Dame de la Chapelle, à Bruxelles ;
- Le chevalier Wyns de Raucour, sénateur.

ART. 3. La commission nommera, dans son sein, son président. Il pourra lui être adjoint un secrétaire.

ART. 4. Les travaux de chacune des séances de la commission seront consignés dans un procès-verbal détaillé.

Nos Ministres de la justice et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice.

DE HAUSSY.

Le Ministre de l'intérieur,

CH. ROGIER.

mission spéciale, dans laquelle se trouveraient représentés les différents éléments intéressés dans la question.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté un projet d'arrêté royal, portant institution d'une commission chargée de préparer un travail de révision de la législation sur les cimetières : l'élément législatif, l'élément judiciaire, l'élément religieux et l'élément administratif ont chacun leurs représentants dans cette commission, et nous ne doutons pas un instant que les hommes honorables et éclairés auxquels nous proposons à votre Majesté de confier cet important mandat, ne prêtent le concours le plus empressé à l'appel qui sera fait à leurs lumières et à leur zèle.

Bruxelles, le 25 février 1849.

Le Ministre de l'intérieur,
CH. ROGIER.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉCOLES DE RÉFORME. — COMMUNE DE RUYSSSELEDE *

Laeken, le 8 mars 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'art. 5 de la loi du 3 avril 1848.

Vu l'avis émis par la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale, aux termes de l'article 7 de la même loi ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Il est institué dans la commune de Ruyssselede (Flandre occidentale) deux écoles de réforme, l'une pour 500 garçons, l'autre pour 400 filles et jeunes enfants âgés de 2 à 7 ans.

Des bâtiments distincts et séparés seront affectés à chacun de ces deux établissements, de manière à maintenir strictement la division des sexes. Toutefois ils seront assez rapprochés pour pouvoir être soumis à une direction commune, combiner utilement leurs travaux, et se prêter mutuellement certains services, afin de réduire, autant que faire se peut, les frais de gestion et de ménage.

ART. 2. Le personnel des employés attachés à l'école de réforme des garçons sera composé et rétribué comme suit :

§ A. Un directeur.	fr. 3,500 à 4,500
Un aumônier.	1,200 à 4,500
Un préposé à la comptabilité.	4,200 à 4,500
Deux commis adjoints.	400 à 800
Un instituteur principal.	4,200 à 4,500
Deux instituteurs adjoints.	400 à 800
Un certain nombre de surveillants qui ne pourra dépasser la proportion d'un surveillant pour 60 enfants. . .	300 à 600
§ B. Un chef de culture,	
Un jardinier,	
Un préposé aux étables,	
Un chef d'attelages,	
Deux conducteurs d'attelages,	
Quatre ouvriers laboureurs, chefs d'escouades,	

* *Moniteur* de 1849, n° 69. — *Annales parlementaires*, 1848-1849. *Chambre des Représentants*, p. 1111, 1123 et 1127.

Un boulanger,

Un certain nombre de contre-maitres ou ouvriers préposés aux divers ateliers.

Les employés et les ouvriers compris dans la catégorie *B* seront engagés et rétribués à l'année, au mois ou à la journée, selon les circonstances ou les usages de la localité.

ART. 3. Indépendamment du traitement fixe ou du salaire, le logement, le chauffage et l'éclairage seront accordés gratuitement à tous les employés en général. A l'exception du directeur, ils auront en outre la table, le blanchissage et l'ameublement, le tout d'après un tarif à arrêter par le Ministre de la justice.

ART. 4. Le directeur, le préposé à la comptabilité et l'instituteur principal seront nommés par Nous; la nomination des autres employés se fera par Notre Ministre de la justice, successivement et à mesure des besoins et des progrès de l'organisation de l'établissement.

ART. 5. Le personnel préposé à l'école des filles sera déterminé ultérieurement, lors de l'achèvement des bâtiments qui lui seront affectés.

ART. 6. Notre Ministre de la justice est autorisé à déléguer provisoirement tels employés et agents qu'il jugera nécessaire, en attendant l'organisation définitive du personnel d'après les bases posées à l'art. 2.

ART. 7. Il fera un arrangement avec l'un des médecins de la localité pour le traitement des malades et la fourniture des médicaments.

ART. 8. Le fonctionnaire délégué provisoirement pour remplir les fonctions de directeur sera autorisé à se rendre en France pour y étudier le système d'organisation et de discipline des principaux établissements agricoles institués dans ce pays en faveur des jeunes délinquants, des enfants pauvres, des orphelins et des enfants trouvés et abandonnés. Des instructions spéciales lui seront données à cet effet par Notre Ministre de la justice, qui fixera également l'indemnité qui lui sera allouée pour frais de route.

ART. 9. Il est institué un comité de trois à cinq membres, chargé de l'inspection et de la surveillance des écoles de réforme.

Sont nommés membres de ce comité, les trois membres qui composent la commission provisoire instituée par Notre arrêté du 5 octobre 1848 pour prêter son concours à l'organisation de l'établissement de Ruysselede.

ART. 10. Les dispositions de Notre arrêté précité, concernant la fixation de l'indemnité pour frais de route et de séjour des membres de la commission provisoire, sont maintenues en ce qui concerne les membres du comité d'inspection et de surveillance.

ART. 11. Le mode de renouvellement et les attributions de ce comité, le service et les devoirs des employés et des agents attachés aux deux écoles de réforme seront, ainsi que le régime et la discipline de ces établissements, spécifiés et prescrits par des réglemens organiques à arrêter ultérieurement.

En attendant, les ordres et les instructions nécessaires continueront à être donnés par Notre Ministre de la justice, qui arrêtera l'époque de l'ouverture successive des deux écoles.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté ¹.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSE

FABRIQUES D'ÉGLISES. — RENOUELEMENT PARTIEL. — RÉORGANISATION ¹.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 5301. — Bruxelles, le 14 mars 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Le *Moniteur* de ce jour publie un arrêté royal concernant le renouvel-

¹ Cet arrêté a été pris sur le rapport suivant du Ministre de la Justice, en date du 6 mars 1849. — Conformément aux dispositions de l'art. 5 de la loi du 5 avril 1848, le gouvernement a acquis récemment, dans la commune de Ruyselede, un domaine destiné à l'établissement de deux écoles de réforme, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles.

L'article 7 de la même loi stipule que l'organisation, le régime et la discipline des écoles de réforme seront déterminés par des arrêtés royaux qui ne pourront être pris qu'après avoir entendu les députations permanentes des conseils des provinces où elles seront situées.

Avant de procéder d'une manière complète et définitive à l'organisation des établissements dont il s'agit, j'ai pensé qu'il convenait de décréter leur création, de déterminer leur personnel et de régler ce qui concerne leur surveillance et leur inspection.

Le projet que j'ai l'honneur de soumettre, à cet effet, à l'approbation de Votre Majesté, a été transmis à l'avis préalable de la députation permanente du conseil de la Flandre occidentale.

J'ai tenu compte, dans sa rédaction, des observations faites par ce collège.

C'est un premier jalon posé sur la voie qui doit conduire le gouvernement à la réalisation d'une réforme dont Votre Majesté a compris l'importance, et à laquelle elle a assuré son concours en sanctionnant la loi qui en a posé le principe.

² *Moniteur* 1849, n^o 75.

lement et la réorganisation des conseils de fabrique d'église. Mes circulaires des 14 décembre et 17 février derniers émargées comme la présente, vous avaient déjà transmis des instructions sur cet objet important, et les mesures d'exécution qui viennent d'être prises vous mettront à même de pourvoir, de concert avec les chefs diocésains, à toutes les exigences des divers cas qui ont pu être prévus. S'il s'en présentait d'autres, vous voudrez bien agir par vous même ou m'en référer conformément à mes dites instructions. Vous n'en presserez pas moins l'envoi des différents renseignements demandés. Parmi ces renseignements devront nécessairement figurer les indications se rapportant à la population des paroisses auxquelles s'applique l'art. 3 de l'arrêté royal. Vous pourrez vous en rapporter, à cet égard, aux résultats du dernier recensement; dans les localités où cette base ne pourrait point être adoptée, les administrations communales pourront vous fournir sans retard les indications nécessaires. Vous vous empresserez dans tous les cas de faire connaître, *avant le 25 de ce mois au plus tard*, le chiffre de la population aux chefs diocésains et aux fabriques d'église intéressées.

Vous voudrez bien veiller à l'avenir que les états de population par paroisses soient régulièrement dressés, de manière à ce qu'il puisse être tenu compte des changements intervenus lors des renouvellements partiels des conseils de fabrique.

Je ne puis enfin vous engager assez à faire tous vos efforts pour parvenir à une composition régulière et uniforme des administrations de fabrique. Chaque fois qu'il sera nécessaire de réorganiser un conseil, je désire que vous puissiez vous concerter avec le chef diocésain, afin que parmi les notables, réunissant d'ailleurs les conditions exigées par l'art. 3 du décret du 30 décembre 1809, la préférence soit toujours donnée à ceux qui, sachant lire et écrire, réunissent toutes les garanties de moralité, d'indépendance et de savoir. Vous en agirez de même dans le cas d'application de l'art. 3, n° 2, de l'arrêté royal.

Les art. 9 et 11 du décret indiquent les élections auxquelles les conseils de fabrique réorganisés doivent procéder *le jour de leur installation*.

Les autres conseils de fabrique devront se conformer à ces dispositions *le 1^{er} avril prochain*, immédiatement après l'élection de la grande moitié de leurs membres.

Vous voudrez bien les leur rappeler, afin qu'ils procèdent régulièrement à la nomination du président et du secrétaire annuels et qu'en outre les premiers nomment les trois marguilliers et que les autres pourvoient au remplacement du ou des marguilliers sortants.

Vous veillerez également à ce que le même jour les marguilliers non-ment entre eux, avec le curé ou desservant, le président, le secrétaire et le trésorier du bureau. (Art. 19 du décret.)

Si les élections à faire par les conseils de fabrique, en exécution du décret de 1809 ou de l'arrêté royal susdit, n'avaient pas lieu aux jours fixés, vous voudrez bien en informer de suite le chef diocésain, afin qu'il puisse agir conformément aux articles 8 et 18 du décret.

Les conseils de fabrique réorganisés dont l'installation n'aurait pu avoir lieu le 1^{er} avril prochain, devront être autorisés par vous à se réunir en outre, si besoin est, le dimanche qui suivra celui de leur installation, afin de terminer l'examen du compte (art. 85 du décret de 1809).

En cas de difficultés ou de conflits, vous m'en référerez, et vous me tiendrez, dans tous les cas, au courant des principales phases de cette affaire.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

A MM. les Chefs diocésains.

Par ma lettre du 15 février dernier j'ai déjà eu l'honneur d'appeler votre attention sérieuse sur le prochain renouvellement des conseils de fabriques d'église. Le N^o du *Moniteur* de ce jour publie un arrêté royal prescrivant les mesures qu'il y aura à prendre pour réorganiser les conseils qui ne seraient plus régulièrement composés ou dont la composition ne serait plus en harmonie avec le chiffre de la population des paroisses.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien, le cas échéant vous concerter avec les gouverneurs, pour procéder à cette réorganisation. Le *Moniteur* de ce jour contient la circulaire que j'adresse aux gouverneurs.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

PRISONS. — CONSTRUCTIONS. — PLANS. — HONORAIRES ET INDEMNITÉS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,531. — Laeken, le 20 mars 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 12 juin 1847 (*Moniteur* N^o 174) autorisant Notre Ministre de la justice à charger des architectes particuliers de la ré-

daction et de l'exécution des projets concernant les travaux de construction des prisons nouvelles, ainsi que ceux d'agrandissement et d'amélioration des prisons existantes;

Vu celui du 1^{er} août (*Moniteur* n° 220) qui fixe le taux des honoraires et indemnités à payer à ces agents.

Considérant que diverses circonstances peuvent apporter des retards plus ou moins longs dans la mise en adjudication de projets approuvés par l'autorité compétente, et par suite retarder aussi le paiement des honoraires dus aux architectes auteurs de ces projets;

Sur la proposition de notre Ministre de la justice.

Avons arrêté et arrêtons:

ART. 1^{er}. Lorsque des circonstances quelconques auront retardé ou empêché la mise en adjudication de travaux projetés par des architectes particuliers et approuvés par Notre Ministre susdit, les honoraires à payer auxdits architectes du chef de la rédaction des projets complets avec métré, devis et cahier des charges, seront calculés sur le pied de neuf dixièmes pour cent (9/10 p. %) du montant de l'estimation; ce qui suppose un rabais de 10 p. % à obtenir par l'adjudication.

ART. 2. Les dispositions de l'art. 1^{er} sont applicables aux projets qui ont été dressés en 1848 et dont la mise en adjudication n'a pu avoir lieu pendant cet exercice.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FRAIS DE JUSTICE. — MANDATS. — AVERTISSEMENTS. — CITATIONS. — ÉCROU.

Bruxelles, le 21 mars 1849.

A M. M. les premiers Présidents et Procureurs généraux des cours d'appel; le Président et l'Auditeur général de la cour militaire; les Gouverneurs des provinces; les Présidents et Procureurs du roi près les tribunaux de première instance; les Juges d'instruction; les Auditeurs militaires; les Juges de paix et les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police; les Greffiers des cours et tribunaux; les officiers de police judiciaire; les Directeurs et gardiens en chef des prisons.

En attendant la révision prochaine du tarif des frais de justice en ma-

* *Moniteur* 1849, n° 81.

tière criminelle, je crois devoir vous indiquer quelques mesures dont l'application peut avoir lieu immédiatement, et qui sont de nature à réaliser de notables économies.

I. L'exécution des *mandats d'amener* sera à l'avenir exclusivement confiée aux gendarmes, officiers de police, gardes champêtres ou forestiers.

Lorsque les magistrats se transporteront sur les lieux pour l'instruction d'une affaire, ils emploieront ces mêmes agents pour appeler ou assigner les prévenus et les témoins, ainsi que pour la notification et l'exécution des mandats de justice.

Les gendarmes de service aux audiences des cours, des tribunaux correctionnels et au cabinet du juge d'instruction, seront en général employés :

a) Pour l'exécution et la notification des mandats de dépôt et pour assister à l'inscription des prévenus au registre d'écrou de la prison ;

b) Pour l'extraction de chaque prisonnier, sa conduite devant le juge et sa réintégration en prison ;

c) Pour servir d'escorte aux voitures cellulaires qui transportent les prévenus et accusés de la prison devant le juge et vice versa.

Ces actes n'exigent guère d'écriture ni de grands déplacements ; ils pourront être exécutés par la gendarmerie, sans qu'il en résulte de trouble pour le service de cette arme et sans augmentation de personnel.

Les mandats de dépôt consistent en une formule imprimée (voir modèle n° 2) sur laquelle les greffiers ou commis greffiers écrivent les noms et prénoms de l'inculpé, son âge, sa profession, le lieu de sa naissance, son domicile, l'indication sommaire du fait incriminé et la date. Vient ensuite la formule de la signification qui sera rédigée de telle sorte que le gendarme n'aura plus qu'à y intercaler ses nom et prénoms et à y apposer sa signature. Il signera l'original et la copie, présentera l'original au directeur ou gardien en chef de la prison pour être revêtu de l'acte de décharge, et puis le rapportera au juge (modèle n° 4).

L'emploi des huissiers, pour les actes qui précèdent, sera dorénavant purement exceptionnel ; le motif de l'exception devra être indiqué et certifié par le juge dans les états de frais.

II. Les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police et les juges d'instruction feront appeler, par un simple avertissement, les témoins qui occupent des fonctions politiques, judiciaires ou administratives, les militaires, les avocats, les médecins, les banquiers et autres personnes de la classe aisée de la société, lorsqu'aucun motif ne s'oppose à ce que cette voie soit employée.

Dans la commune où siège le tribunal, les agents de police, les gardes champêtres ou forestiers ou toutes autres personnes pourront être chargés de remettre ces avertissements à domicile. Quant aux avertissements à donner en dehors de ce siège, ils pourront être adressés par la poste sous le couvert des chefs de parquet, des juges de paix ou des bourgmestres (*modèle n° 2*).

Le témoin appelé en justice par un simple avertissement recevra la taxe au bas de cette pièce.

L'indemnité de comparution des témoins reste réglée d'après le lieu de leur résidence effective sans avoir égard à la localité où ils vont déposer.

III. Les juges d'instruction et les officiers du ministère public auront soin de ne pas laisser multiplier sans nécessité les originaux des exploits de citation. En conséquence, il ne sera plus passé en taxe aux huissiers qu'un seul original pour citer conjointement des prévenus, et des témoins qui résident dans la même commune ou dans des communes voisines et qui doivent être entendus dans la même affaire, quoique à des jours différents.

IV. Les officiers du ministère public ne chargeront que rarement les huissiers d'instrumenter hors de leur canton; l'intérêt du trésor et la loi exigent que cette voie extraordinaire ne soit employée qu'en cas d'urgence dûment constatée. (Art. 84 du décret du 18 juin 1811 et 29 du décret du 14 juin 1813.)

V. En règle générale, l'arrestation des individus ne doit pas nécessairement être ordonnée immédiatement après que la condamnation est passée en force de chose jugée. Cela n'est indispensable que dans les cas exceptionnels où le condamné ne satisfait pas volontairement à l'avertissement de se constituer prisonnier. Cet avertissement que le ministère public lui fera parvenir, soit directement, soit par l'intermédiaire du bourgmestre ou de l'officier de police, doit porter en marge les indications nécessaires pour dresser le signalement; l'autorité locale en remplit les blancs et remet l'avis au condamné.

Celui-ci, muni de cette pièce, peut se présenter au guichet de la prison, et le directeur ou gardien en chef, lorsqu'il n'y a pas de doute sur l'identité de la personne, procède à l'écrou. Dans le cas contraire, des renseignements sont pris au parquet et l'identité peut y être établie par le magistrat du ministère public qui a siégé dans la cause, par le greffier qui a tenu la plume, ou de toute autre manière, comme on le ferait si le condamné se présentait directement au parquet. Dans ce dernier cas, un messenger, un agent de la prison, ou un gendarme de service pourra accompagner le condamné jusqu'à la prison où il sera écroué.

VI. Les condamnés du chef de mendicité ou de vagabondage doivent être, à l'expiration de leur peine, mis à la disposition des gouverneurs provinciaux pour être conduits aux dépôts de mendicité. A cette fin, l'officier du ministère public délivrera à l'autorité administrative une déclaration qui doit renfermer toutes les indications nécessaires pour cette réception et qui rende, par conséquent, inutile l'extrait authentique du jugement que des greffiers sont dans l'habitude de délivrer soit aux gouverneurs, soit aux directeurs de ces établissements.

A cette occasion, je crois devoir rappeler à MM. les chefs de parquet et greffiers, qu'aux termes de l'art. 43 du décret du 18 juin 1811, les expéditions et extraits de jugement ne peuvent être délivrés qu'à la réquisition du ministère public, et pour un usage indispensable; et qu'en vertu de l'art. 57 du même décret, ces articles doivent être visés et inscrits sur un registre tenu au parquet.

VII. Conformément aux anciennes instructions, la mise en liberté des condamnés qui ont subi leur peine, celle des individus absous ou acquittés, en vertu d'un jugement ou arrêt, celle des individus élargis, en vertu d'une ordonnance de la chambre du conseil ou d'un arrêt de la chambre des mises en accusation, ainsi que la mise en liberté provisoire, doit s'effectuer sans l'intervention des huissiers, soit d'office par le directeur de la prison, soit sur un simple ordre du ministère public, adressé au directeur.

Telles sont, Messieurs, les principales mesures d'économie dont je crois devoir vous recommander l'exécution immédiate; votre expérience et vos lumières vous en signaleront encore d'autres.

Pour réaliser les vues d'économie et d'améliorations exprimées par la législation, le gouvernement compte principalement sur la coopération active des magistrats des cours et tribunaux.

MM. les procureurs généraux voudront bien me rendre compte, dans la première quinzaine du mois de mai prochain, de la manière dont on aura exécuté la présente instruction dans les différents tribunaux de leur ressort.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MODÈLE N° 1.

MANDAT DE DÉPOT.

Au nom du Roi des Belges.

Nous, , juge d'instruction de l'arrondissement
de , province de

Mandons et ordonnons à tous agents de la force publique de conduire à la maison d'arrêt (ou à la maison de sûreté civile et militaire) de cette ville, en se conformant à la loi, N. , âgé de , profession de , né à , demeurant à , prévenu de

Enjoignons au directeur (ou gardien en chef) de ladite maison de recevoir et retenir en dépôt la personne ci-dessus, jusqu'à nouvel ordre;

Requérons tout dépositaire de la force publique de prêter main forte pour l'exécution du présent mandat, à l'effet de quoi nous l'avons signé et scellé de notre sceau.

Fait à , le mil huit cent.

Le juge d'instruction.

En vertu du mandat qui précède et le même jour.
18. , à la requête de M. le procureur du roi de l'arrondissement de , je , soussigné, gendarme de la brigade de , y demeurant rue de ai signifié ledit mandat à la personne inculpée ci-dessus désignée et lui ai laissé copie de ce mandat, parlant à elle-même et l'ai ensuite conduite et écrouée en la maison d'arrêt (ou à la maison de sûreté civile et militaire).

Dont acte.

(Signature du gendarme.)

MODÈLE N° 2.

AVERTISSEMENT.

Nous , juge d'instruction de l'arrondissement de , province de , requérons, conformément à la loi, M. , âgé de ans, profession de , demeurant à , à comparaître en personne devant nous, en notre cabinet, situé au palais de justice, le à heures, pour être entendu comme TÉMOIN relativement aux faits imputés à , profession de , demeurant à

Déclarant audit témoin que, faute de satisfaire au présent réquisitoire, il sera contraint de comparaître.

(Signature du juge d'instruction).

Taxé au témoin, sur sa réquisition, la somme de pour

... myriamètres parcourus, en vertu des articles. du règlement du 18 juin 1811 et du décret du 7 avril 1813. Ledit témoin a déclaré savoir signer.

... , le. 18.

Le juge d'instruction.

Pour acquit de la somme de. francs.

... , le. 18.

(Signature du témoin)

ARMES CONFISQUÉES. — DÉPÔT.

5^e Dir. 2^e B. N^o 588. — Bruxelles, le 22 mars 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Je vous prie de vouloir bien informer MM. les procureurs du roi et les greffiers que les mesures dont je vous ai fait part par ma lettre du 29 juin dernier, ¹ émargée comme la présente, sont maintenues jusqu'à nouvel ordre, pour toutes les armes confisquées dont la conservation serait jugée utile. Je désire actuellement recevoir un double des inventaires et des récépissés concernant les dépôts qui auront déjà été effectués, et semblable double devra également m'être envoyé pour tous les dépôts qui se feraient encore à l'avenir.

Vous voudrez bien aussi, M. le Procureur général, inviter MM. les chefs des parquet et les greffiers à veiller à la stricte observation des dispositions des arrêtés royaux des 6 juin 1836 et 13 août 1837. D'après les prescriptions du 2^e de ces arrêtés, les objets dont la mise en vente serait dangereuse, doivent figurer sur un état spécial, et il en résulte que les armes dont il s'agit, ainsi que tous les objets à conserver ou à détruire avant d'être exposés en vente, ne doivent plus être portés sur l'état général mais sur un tableau spécial ou supplémentaire.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ Cette circulaire, non insérée au *Recueil*, ordonne de faire transporter dans les arsenaux de l'État, les armes à feu, déposées dans les greffes des tribunaux correctionnels, le tout après inventaire régulier et contre récépissé à délivrer par les gardes d'artillerie.

ASSOCIATIONS HOSPITALIÈRES. — COMPTES.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 4754. — Bruxelles, le 25 mars 1849.*A MM. les Gouverneurs.*

J'ai l'honneur de vous rappeler la circulaire de mon prédécesseur en date du 3 janvier 1845, émarginée comme la présente relative au dépôt des comptes des associations religieuses reconnues. Vous voudrez bien en me transmettant les comptes encore arriérés réclamés par mes circulaires précédentes, m'adresser ceux de l'exercice 1848 et faire observer à ces associations que la circonstance qu'elles ne possèdent pas d'immeubles ne peut pas les dispenser de renseigner les ressources dont elles disposent et le montant de leurs dépenses annuelles. L'art. 45 du décret du 18 février 1809 en assujettissant les associations hospitalières à transmettre chaque année au Ministre des cultes le compte de leurs revenus pour chaque maison séparée n'a établi aucune distinction qui pourrait servir de fondement à ce refus.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

GREFFES DES COURS ET TRIBUNAUX. — DÉPÔTS DE FONDS OU VALEURS.
— DESTINATION.

3^e Dir. 2^e B. litl. P. N^o 48. — Bruxelles, le 27 mars 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel; les Procureurs du roi près les tribunaux de 1^{re} instance; les greffiers des cours et tribunaux.

Je viens de concerter avec M. le Ministre des finances les mesures suivantes, relativement aux fonds ou valeurs qui, en vertu des lois, sont déposés aux greffes des cours et tribunaux.

Les dépôts de l'espèce seront, aussitôt que les condamnations sont devenues définitives, versés par les greffiers chez les receveurs des domaines, qui en donneront reçu et en feront recette comme de valeurs appartenant à des tiers (recettes par ordre).

En cas de restitution de ces dépôts, elle sera opérée par lesdits receveurs en main des intéressés qui se présenteront munis d'une auto-

* *Moniteur*, 1849, n^o 89.

risation du greffier déposant, inscrite au bas du reçu constatant le dépôt.

Enfin, les valeurs déposées seront portées en recette au profit du trésor, dès qu'elles figureront comme définitivement acquises à l'État, dans les relevés des objets confisqués se trouvant aux greffes, qui sont périodiquement transmis au département des finances par l'intermédiaire de celui de la justice.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES PRISONS A NAMUR *

Laeken, le 4 avril 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Vu notre arrêté du 16 mars 1841, par lequel la commission administrative des prisons de Namur a été divisée en deux sections; l'une composée de cinq membres, chargée de l'administration de la maison de sûreté, l'autre composée de sept membres chargée de l'administration de la maison pénitentiaire des femmes;

Considérant que l'expérience a démontré la nécessité d'abandonner cette combinaison, comme étant un obstacle à l'unité d'action qu'il importe de donner aux diverses branches de service de ces deux prisons, dont les besoins sont le plus souvent communs;

Vu l'art. 59 de l'arrêté du 4 novembre 1821;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

ART. 1^{er}. Notre arrêté prémentionné du 16 mars 1841 est rapporté.

ART. 2. Les prisons de Namur sont replacées sous l'administration d'une seule et même commission.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

* *Moniteur* 1849, n° 108.

DONS ET LEGS AU PROFIT DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — ACCEPTATION.
— CONDITIONS *.

5^e Dir. 2^e B., Litt. L, N^o 21. — Bruxelles, le 10 avril 1849.

Aux députations permanentes des conseils provinciaux; aux administrations des communes et des établissements publics, et à MM. les Notaires.

L'examen journalier des affaires et les discussions qui ont surgi depuis quelque temps fournissent la preuve que les principes en matière de libéralités au profit des services publics ne sont pas toujours bien compris : de graves inconvénients résultent des fausses notions qui existent à cet égard. Ainsi, au lieu de pouvoir faire jouir au plus tôt les établissements des avantages qui leur sont offerts, le gouvernement se voit souvent forcé de retarder ses décisions, soit parce qu'il y a nécessité de faire régulariser l'instruction préliminaire, soit parce que les libéralités ont été faites dans des formes irrégulières ou sous des conditions illicites. Les personnes charitables, dont les dispositions bienveillantes pour les services publics méritent d'être si fortement encouragées, pourraient se tromper sur la nature des modifications ou sur les causes des retards qui sont parfois apportés à l'exécution de leur volonté; et il importe, dans tous les cas, que les actes que l'autorité supérieure pose en cette matière ne continuent pas à être mal interprétés. Les explications et les instructions qui suivent ont pour but de guider les diverses administrations intéressées et d'éclairer, au besoin, les bienfaiteurs eux-mêmes ainsi que les notaires chargés de recevoir les actes qui contiennent l'expression de leurs volontés.

SECTION 1^{re}. *De l'autorisation requise pour pouvoir accepter les libéralités au profit des services publics. — Motifs. — Conséquences.*

SECTION II. *De l'autorité compétente pour statuer sur l'acceptation des libéralités.*

SECTION III. *Des conditions ou clauses qui doivent être réputées non écrites.*

SECTION IV. *Poursuite de la demande en autorisation. — Actes conservatoires.*

§ 1^{er}. *Par qui l'autorisation doit être demandée.*

§ II. *Quand l'autorisation doit être demandée.*

§ III. *Actes conservatoires.*

§ IV. *En quelle forme l'autorisation doit être demandée.*

* *Moniteur* 1849, n^o 105. — Voir *Recueil*, 50 germinal an XII et 25 pluviôse an XIII.

SECTION V. *De l'acceptation et de sa notification. — De la demande en délivrance. — De la transcription.*

SECTION VI. *Des droits d'enregistrement, de transcription et de mutation.*

SECTION VII. *Réduction ou répudiation des dons ou legs faits aux établissements publics. — Réclamations contre l'autorisation ou le refus d'autorisation.*

SECTION VIII. *Statistique des dons et legs au profit des établissements publics.*

SECTION I^{re}. *De l'autorisation requise pour pouvoir accepter les libéralités au profit des services publics. — Motifs. — Conséquences.*

Le Code civil dispose :

« Art. 940. Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret impérial.

» Art. 937. Les donations faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique, seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou établissements, après y avoir été dûment autorisés. »

Les considérations d'ordre social qui ont dicté ces deux articles se trouvent clairement exposées dans les documents parlementaires relatifs au titre II, livre II du Code.

Voici comment l'orateur du gouvernement, le conseiller d'État M. Bigot-Préameneu, s'est exprimé à ce sujet dans la séance du corps législatif du 2 floréal an XI, d'abord sur l'article 940 :

« On ne met pas au nombre des incapables de recevoir, les hospices, les pauvres d'une commune et les établissements d'utilité publique. Il est, au contraire, à désirer que l'esprit de bienfaisance, qui caractérise les Français, répare les pertes que ces établissements ont faites pendant la révolution; mais il faut que le gouvernement les autorise. *Ces dispositions sont sujettes à des règles dont il doit maintenir l'exécution. Il doit connaître la nature et la quantité des biens qu'il met hors du commerce; il doit même empêcher qu'il n'y ait dans ces dispositions un excès condamnable.* »

Ensuite sur l'art. 937 : « Quant aux donations qui seront faites aux pauvres des communes ou aux établissements d'utilité publique, elles seront acceptées par les administrateurs, lorsque le gouvernement, qui veille aux droits des familles comme à l'intérêt des pauvres, les y aura autorisés. » (Locré, *Législation, Code civil*, t. II, p. 365 et 392.)

Cet exposé des motifs est clair et précis, il indique nettement quel sens

et quelle portée le gouvernement attribuait au projet qu'il venait de rédiger.

Le rapport que fit, sur la même matière, M. Jaubert, dans la séance du tribunal, à la date du 9 floréal an XI, n'est pas moins explicite. On y lit sous le n° 48 :

« Les hospices, les pauvres d'une commune, les établissements d'utilité publique ne pourront recevoir qu'en vertu d'une autorisation du gouvernement (art. 940); le zèle et la piété ne doivent pas excéder les bornes légitimes. L'intérêt de la société, celui des familles, exigeaient cette limitation, qui, au reste, sera encore plus sage que le fameux édit de 1749, où on ne trouvait des dispositions restrictives que sur les immeubles. » (Loché, *ibid.*, p. 443.)

Les commentateurs du Code sont aussi unanimement d'accord pour reconnaître, en cette matière, une double mission à l'autorité : celle de protéger l'intérêt général et celle de protéger l'intérêt des familles.

M. Duranton, après avoir cité l'art. 940, ajoute au n° 260 du titre des *donations et des testaments* :

« On n'a pas voulu que, par un zèle inconsidéré ou par un sentiment d'humeur envers des parents, on les privât ainsi de la succession. Le gouvernement est juge de la bonté des motifs qui ont pu déterminer le disposant; il peut donc autoriser purement et simplement l'acceptation de la disposition, dans la mesure toutefois du disponible, ou, ce qui arrive fréquemment, ne l'accorder que sous la condition que la disposition sera réduite aux limites par lui fixées.

» Il prend, à cet égard, en considération la fortune laissée par le disposant à ses héritiers indépendamment de la disposition, la qualité et le nombre des héritiers, les besoins de l'établissement au profit duquel cette disposition a eu lieu, et il se détermine par le rapprochement de ces diverses circonstances. »

M. Coïn de Lisle, dans son *commentaire du titre des donations et des testaments*, sous l'article 940, n° 4, dit à son tour :

« Le gouvernement exerce à la fois envers les corporations et les établissements publics l'espèce de tutelle qui lui appartient, et envers les familles, le pouvoir modérateur dont usaient souvent les parlements. »

Et il renvoie sur ce dernier point au n° 2, où on lit :

« La jurisprudence des arrêts modérait quelquefois les dispositions suivant l'étendue de la libéralité comparée à la quantité des biens et à la fortune des héritiers légitimes du donateur. (V. Ricard, n° 644; Rousseaud de Lacombe, *Jurisprudence canonique*, mot *Communauté*, n° 2, et les

arrêts qu'il cite, et Merlin, *Rép. v^o Institutions d'héritier*, sect. 3, § 4^{er}, n^o 17). »

La jurisprudence à laquelle fait allusion M. Coin de Lisle était celle qui existait en France avant la législation si positive établie dans ce pays par le fameux édit de 1749, auquel fait allusion le rapport précité au tribunal.

Merlin, à l'endroit cité, donne également une analyse de la législation et de la jurisprudence qui existaient à cet égard dans les anciennes provinces belgiques. Il résulte de cette analyse qu'il y avait autrefois dans nos provinces défense générale de donner ou de léguer des biens fonds aux gens de main-morte, et que les parlements réduisaient ou déclaraient, au besoin, nulles les libéralités faites en opposition à cette défense. Sous ce rapport, notre législation était donc même plus sévère que la législation française, et quant aux donations et legs d'argent comptant ou de biens et effets mobiliers, faits en faveur des gens de main-morte ou de quelques personnes faisant partie d'une communauté religieuse, ils étaient assujettis, outre les solennités ordinaires, à un enregistrement spécial ou à l'octroi du prince. Ce dernier point, qui distinguait encore notre ancienne législation de celle de la France, résulte positivement de l'art. 17 de l'édit de Marie-Thérèse, en date du 15 septembre 1753. Cet édit peut être cité comme un véritable monument historique à côté de l'édit français, déjà cité, de 1749.

Louis XV avait déclaré qu'en renouvelant la défense faite par ses prédécesseurs de former de nouveaux établissements sans leur autorisation, il regardait comme un des principaux objets de son attention les inconvenients de la multiplication des établissements des gens de main-morte et de la facilité qu'ils trouvent à acquérir des fonds naturellement destinés à la subsistance et à la conservation des familles; qu'elles ont souvent le déplaisir de s'en voir privées, soit par la disposition que les hommes ont à former des établissements nouveaux qui leur soient propres et fassent passer leur nom à la postérité avec le titre de fondateur, soit par une trop grande affection pour les établissements déjà autorisés, dont plusieurs testateurs préfèrent l'intérêt à celui de leurs héritiers légitimes, et que le meilleur usage qu'il pouvait faire de son autorité, dans une matière si importante, était de concilier autant qu'il est possible l'intérêt des familles avec la faveur des établissements véritablement utiles au public.

Marie-Thérèse, après avoir reconnu que l'expérience ne faisait que trop voir que l'on avait trouvé des moyens de toute espèce pour éluder l'exécution des lois salutaires sur les acquisitions par les gens de main-morte, déclarait à son tour :

« Nous connaissons toute la faveur que méritent des établissements qui n'ont pour objet que le service de Dieu, l'instruction des fidèles et le soulagement des pauvres, et nous employons toujours volontiers nos soins pour la conservation des possessions légitimes de ceux qui ont été formés par les motifs de l'utilité publique et conformément aux lois. Mais en accordant notre protection royale au maintien de ces possessions, l'intérêt et la voix commune de nos fidèles sujets nous invitent à veiller aussi à la conservation des familles et à empêcher que, par des acquisitions contraires aux lois, une grande partie des fonds et autres biens immeubles ou réputés tels, ne soit soustraite au commerce. »

Ces deux déclarations si remarquables se trouvent textuellement rapportées, avec la plupart des dispositions auxquelles elles donnèrent lieu, dans le *Répertoire de l'administration et du droit administratif*, par M. Tielemans, t. I, p. 101 et 144. Elles démontrent clairement quels étaient les principes de l'ancienne législation, principes que le Code civil a voulu rigoureusement maintenir, ainsi que cela résulte de l'exposé des motifs, et notamment du rapport au tribunal.

Après cela, il est bien certain que les mêmes motifs qui ont fait réserver à l'autorité le contrôle sur les libéralités en faveur des établissements publics énumérés dans les articles 940 et 937, ont également déterminé ce contrôle pour toutes les libéralités semblables qui ont été successivement tolérées au profit d'autres établissements, notamment en faveur des fabriques d'église par le décret du 30 décembre 1809, et en faveur des séminaires par le décret du 6 novembre 1813.

Il est, d'un autre côté, certain que la loi communale de 1836 est venue confirmer les dispositions du Code civil, sauf une légère modification en ce qui concerne la compétence dont il sera parlé plus loin. L'on en trouve la preuve dans les travaux qui ont précédé la confection de cette loi. La disposition qui forme l'objet du n° 3 de l'article 76 se trouvait, avec quelques variantes, dans le projet primitif du gouvernement. Le dernier paragraphe de ce numéro était spécialement conçu en ces termes :

« En cas de réclamation de la part des *héritiers ou ayants droit* du donateur ou des testateurs de la part de la commune, il est toujours statué par le Roi sur l'acceptation, la répudiation ou la réduction de la donation ou du legs... »

La section centrale proposa de supprimer l'énumération de ceux qui pourraient réclamer, et les motifs de cette suppression, qui a été définitivement admise, se trouvent exposés de cette manière dans le rapport général fait par M. Dumortier :

« Le dernier paragraphe de ce numéro a été modifié en retranchant la

nomenclature de ceux qui sont autorisés à réclamer. Toutes les fois que nous l'avons pu, nous avons supprimé les nomenclatures qui laissent souvent à désirer. Ici, par exemple, le projet du gouvernement accorde le droit de réclamer aux héritiers ou ayants droit du testateur ou à la commune, mais on néglige de le stipuler en faveur des établissements au profit desquels le legs aurait été fait. En simplifiant la rédaction, tous les intéressés seront admis à réclamer, et ce droit de réclamation ne peut présenter que des avantages en pareil cas; *l'article d'ailleurs sera mieux en harmonie avec les dispositions du Code civil.* »

Lors de la discussion, un seul orateur (M. Doignon) avait cru devoir combattre le dernier paragraphe, comme étant de nature à conférer au gouvernement un pouvoir exorbitant; mais ses observations n'ont rencontré aucune adhésion. (*Moniteur*, 1834, n° 324.)

Il résulte de tout ce qui précède :

1° Que les libéralités, au profit des établissements publics, ne peuvent être acceptées que sous le contrôle de l'autorité;

2° Que ce contrôle a pour but de concilier l'intérêt de la société et des établissements avec les droits de la famille et avec le respect que mérite la volonté des bienfaiteurs.

L'on verra dans les sections suivantes quelles sont les conséquences qui découlent de cette mission importante, confiée à l'autorité.

SECTION II. *De l'autorité compétente pour statuer sur l'acceptation des libéralités.*

D'après les termes et l'esprit des articles 910 et 937 du Code civil, il devait être statué dans tous les cas par un décret impérial. Mais depuis l'émanation de ce Code, il a été admis que l'intervention du gouvernement peut, en certains cas, être remplacée par celle d'une autorité inférieure lorsque la libéralité n'est pas d'une grande importance. Sous le régime français, des modifications avaient été introduites à cet égard par un arrêté du 4 pluviôse an XII, et par un décret du 12 août 1807 pour les dons et legs faits aux hospices, aux bureaux de bienfaisance et aux fabriques d'église. Après la chute de l'empire, un arrêté du gouverneur général de la Belgique (le baron de Horst), en date du 22 avril 1814, déclara : « que les lois, décrets et arrêtés sur la matière étaient confirmés par provision et que chacun devait continuer à s'y conformer. »

Pareille confirmation fut encore expressément prononcée par un arrêté royal du 21 octobre 1818; seulement, les états députés furent déclarés compétents pour statuer à la place des sous-préfets sur l'acceptation des dons et legs au-dessous de 300 fr.

Aujourd'hui, la matière est réglée par la loi communale du 30 mars 1836 qui dispose :

« Art. 76. Sont soumises à l'avis de la députation permanente du conseil provincial et à l'approbation du Roi, les délibérations du conseil communal sur les objets suivants :

« 1° . . . 2°

» 3° Les actes de donation et les legs faits à la commune ou aux établissements communaux, lorsque la valeur excède 3,000 francs.

« L'approbation de la députation permanente du conseil provincial est suffisante lorsque la valeur n'excède pas cette somme. Dans ce cas elle sera notifiée dans les huit jours de sa date, par la voie administrative, à la partie réclamante s'il y a eu opposition.

» Toute réclamation contre l'approbation devra être faite au plus tard dans les trente jours qui suivront cette notification.

» En cas de refus d'approbation en tout ou en partie, la réclamation devra être faite dans les trente jours à partir de celui où le refus aura été communiqué à l'administration communale.

» En cas de réclamation, il est toujours statué par le Roi sur l'acceptation, la répudiation ou la réduction de la donation ou du legs.

» 4° . . . 5° . . . 6° . . . 7°

» 8°

» Les dispositions du n° 3 sont applicables aux établissements publics existant dans la commune, qui ont une administration spéciale.

» Les actes délibérés par ces administrations sont en outre soumis à l'avis du conseil communal. »

Ces dispositions, comme l'indique le texte, ne concernent toutefois que les dons et legs faits aux établissements communaux ou aux établissements publics existant dans la commune et ayant une administration spéciale. Ces établissements sont tous ceux (ainsi qu'on le verra plus amplement dans la section IV, § 1^{er}), qui se rattachent directement ou indirectement à l'existence de la commune. Mais, pour les libéralités en faveur d'établissements qui ne rentrent pas dans cette catégorie ou qui ont un caractère plus général, tels que les séminaires, les fabriques métropolitaines ou cathédrales, les congrégations de sœurs hospitalières et les maisons de refuge, l'on reste, dans tous les cas, sous l'empire de la règle de la compétence du gouvernement, conformément aux articles 940 et 937 Code civil, spécialement confirmés par les décrets des 18 février 1809, article 13; 30 décembre 1809, article 113; 26 décembre 1810, article 4; et 6 novembre 1813, article 67.

Quant aux libéralités mêmes, faites aux établissements communaux ou aux établissements publics existant dans la commune et ayant une administration spéciale, il appert encore des dispositions précitées de l'art. 73 de la loi communale, que la compétence du gouvernement forme toujours la règle, et que la compétence des députations pour les libéralités de 3,000 francs et au-dessous, n'existe que par une espèce de délégation des pouvoirs de l'autorité centrale. L'approbation de la députation permanente, dit la loi, est suffisante, lorsque la valeur n'excède pas cette somme; d'où la conséquence que, dans le doute, il faut toujours recourir à l'intervention du gouvernement.

Cette intervention peut notamment devenir nécessaire lorsqu'une même personne fait, par un même acte ou par des actes successifs mais connexes, deux ou plusieurs libéralités, soit par disposition collective ou séparée, soit par disposition principale ou accessoire. Dans ce cas, la compétence respective du gouvernement ou de la députation permanente doit se déterminer, non pas d'après la valeur de chaque don ou legs pris isolément, mais d'après l'importance de tous les dons ou legs connexes. La connexité existera toujours, lorsque les libéralités seront comprises dans un même acte ou dans des dispositions testamentaires successives; des dispositions de cette nature ne devenant irrévocables que par le décès du testateur, pour ne former dès lors qu'un seul tout; et lorsqu'il s'agira de donations contenues dans des actes distincts, cette connexité devra nécessairement se déduire des circonstances particulières à chaque espèce; elle existerait notamment s'il était évident, par la comparaison des dates plus ou moins rapprochées des actes, que le donateur n'avait cherché qu'à soustraire ses libéralités au contrôle de l'autorité centrale.

Dans toutes ces hypothèses, la compétence devrait se déterminer d'après l'ensemble de toutes les libéralités connexes, puisque ce n'est qu'en se plaçant à ce point de vue que l'autorité appelée à statuer pourrait efficacement protéger les droits de la famille et l'intérêt des établissements avantagés.

Ces principes avaient déjà été compris du temps de Marie-Thérèse. L'article 17 du placard précité, en date du 4^o septembre 1753, disposait :

« Nous voulons que les donations et legs d'argent comptant, ainsi que les biens et effets mobiliers ou réputés tels, faits en faveur des gens de main-morte ou de quelques personnes faisant membres d'une communauté religieuse, quand même ils seraient faits sous certaines charges ou par forme de fondation, soient et restent assujettis aux solennités ordinaires qui sont requises pour la validité des actes entre-vifs ou de dernière volonté respective. Ordonnons de plus que toutes lesdites disposi-

tions, lorsqu'une ou plusieurs ensemble, faites par la même personne, excéderont la valeur de 500 florins une fois ou de 25 florins par an, devront être ratifiées et enregistrées par-devant le juge du domicile de celui qui les a faites, et cela pendant la vie, à peine de nullité absolue; à l'effet de quoi nous ordonnons à tous magistrats et gens de la loi de se pourvoir incessamment d'un registre particulier, afin de servir à l'enregistrement des actes, qui doivent y être insérés en entier, pareillement à peine de nullité. Et quant aux dispositions de l'espèce désignées au présent article, qui excéderont seules ou ensemble la somme de 1,000 florins une fois, ou de 50 florins par an, il sera besoin d'obtenir nos lettres d'octroi, ouï nos conseillers fiscaux, et cela pendant la vie de celui qui aura ainsi disposé, pareillement à peine de nullité absolue. »

L'esprit et le texte de l'article 76 de la loi communale emportent l'application des mêmes principes : il y est parlé des *actes de donations et des legs*, locution qui indique que la valeur des libéralités connexes, faites par une même personne, doit être envisagée dans son ensemble.

Ainsi, lorsque la valeur donnée ou léguée, supérieure à 3,000 francs, est répartie entre plusieurs établissements de manière à ce que chacun ne soit appelé à recueillir qu'une somme inférieure à ce chiffre, alors ce n'est pas la députation permanente, mais bien le gouvernement qui doit statuer sur l'acceptation de chaque libéralité.

Ainsi encore, lorsque les libéralités accessoires, inférieures à 3,000 fr., se rattachent à un don ou à un legs principal excédant cette somme, c'est encore le gouvernement qui doit statuer sur l'acceptation de toutes ces libéralités connexes.

Dans tous ces cas, les députations permanentes, après avoir provoqué les délibérations des établissements intéressés, voudront bien, à l'avenir, renvoyer les affaires à l'administration centrale en y ajoutant leur avis motivé. Elles pourront se prononcer à cet égard d'après l'ensemble des actes de donation ou des legs dont une copie entière devra toujours leur être envoyée avec les demandes en autorisation, et leurs obligations, à cet égard, seront facilitées par suite des instructions adressées plus bas aux notaires.

D'après les mêmes principes, les députations sont aussi invitées à toujours statuer par un même arrêté sur l'acceptation des libéralités connexes, dont la valeur globale n'excède pas la somme de 3,000 francs, et s'il arrivait que des établissements, ressortissant à différentes provinces, fussent intéressés, les députations de ces provinces seraient bien de s'entendre sur les décisions à prendre.

Enfin, lorsqu'une même disposition entre-vifs ou testamentaire inté-

resse principalement ou accessoirement plusieurs établissements, de manière à leur accorder des intérêts collectifs relativement au même bien, c'est encore la valeur totale du bien qui doit déterminer la compétence; et si cette valeur était inférieure à 3,000 fr., les députations, tout en statuant par le même acte, devraient chercher à prévenir les inconvénients de l'indivision. Dans ce cas, l'administration du bien donné ou légué pourrait, en règle générale, être abandonnée à l'établissement principalement avantage, pour le revenu en être distribué en proportion des droits respectifs de chaque établissement.

SECTION. III. *Des conditions ou clauses qui doivent être réputées non-écrites.*

Le code civil porte :

« Art. 900. Dans toute disposition entre vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs, seront réputées non écrites. »

Cet article ne fait que répéter, pour les dispositions entre-vifs ou testamentaires, le principe d'ordre public que l'article 6 du même code avait déjà proclamé pour toutes les conventions en général. Toutefois ce principe reçoit ici une application beaucoup moins sévère.

Dans les conventions ordinaires ou à titre onéreux, l'obligation qui serait basée sur une cause ou sur une condition illicite ne peut avoir aucun effet. (Art. 1131, 1133 et 1172 c. civ.). Mais le législateur a cru devoir traiter d'une manière plus favorable les dispositions à titre gratuit : les conditions impossibles, celles contraires aux lois ou aux mœurs, sont réputées non écrites, sans que la libéralité même à laquelle elles sont apposées soit déclarée nulle.

Au reste, l'expression *conditions* employée dans l'article 900 ne doit pas être interprétée dans un sens restrictif, mais plutôt comme étant le synonyme du mot *clauses*. Les commentateurs du Code sont unanimes à cet égard, et pour le prouver, il suffira de citer l'opinion de MM. Duranton et Coin de Lisle.

Voici comment s'exprime le premier de ces auteurs, au titre des donations entre-vifs et testamentaires, n° 3 :

« En réputant non écrites, dans toute disposition entre-vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, l'article 900 ne doit pas être entendu uniquement des conditions proprement dites qui sont le cas d'un événement futur et incertain, un cas hypothétique; il s'applique également au cas où la disposition

a été faite sous la forme d'une charge positive..... Ce qu'on a entendu réputer non écrit, c'est toute clause qui aurait pour objet une chose impossible ou contraire aux lois ou aux mœurs. La loi des 5-12 septembre 1791 se servait de ces expressions générales : *Toute clause impérative ou prohibitive*, etc.; et c'est dans le même sens qu'il faut entendre le mot condition, employé dans l'article 900. »

M. Coin de Lisle dit, à son tour, sous l'article 900, n° 5 :

« Les termes de l'article 900 sont généraux ; et par *conditions*, il faut entendre non-seulement la condition proprement dite qui suspend la libéralité, mais surtout toute espèce de charge ou de clause impossible ou illicite. »

Maintenant il est certain que l'autorité, dont le contrôle en matière de libéralités au profit des services publics a spécialement pour but de protéger l'intérêt général, doit, avant tout, chercher à écarter les conditions ou les clauses qui seraient impossibles, contraires aux lois ou aux mœurs, et qui par suite porteraient une atteinte directe à cet intérêt même.

Outre les conditions ou clauses qui, dans les libéralités entre particuliers, seraient également considérées comme illicites, il y a en cette matière toute une catégorie spéciale de clauses que l'autorité se voit souvent forcée de réputer non écrites ; ce sont toutes les clauses contraires aux lois ou aux règlements organiques des établissements publics.

Le maintien de l'organisation de ces établissements est, en effet, un objet essentiellement d'ordre social. En principe, chaque établissement n'est préposé qu'à un service déterminé et ses administrateurs légaux ont seuls capacité pour accepter en son nom les dons ou legs affectés à ce service. Cette capacité exclusive des administrateurs légaux, qui dérive forcément des dispositions précitées du Code et de la loi communale, est cependant assez souvent contestée ou perdue de vue. Ceux qui la contestent invoquent notamment le paragraphe dernier, n° 3, art. 84, de la loi communale, conçu en ces termes :

« Il n'est pas dérogé, par les dispositions qui précèdent, aux actes de fondations qui établissent des administrateurs particuliers. »

Ce paragraphe se trouve à la suite des dispositions par lesquelles la loi communale a réglé le mode de nomination des membres des hospices ainsi que des bureaux de bienfaisance, et l'on veut en déduire la conséquence exorbitante qu'il appartiendrait à tout particulier qui fait un don ou legs au profit des services publics, de désigner pour administrateurs des biens donnés ou légués tels individus qu'il lui plairait, à l'exclusion des administrateurs légaux, et sans que l'autorité eût le droit de considérer une telle désignation comme non écrite.

Les rares arguments que l'on peut fournir à l'appui d'une pareille prétention sont tirés de quelques passages isolés d'une première discussion, très-confuse, dont ce paragraphe de la loi communale a été l'objet au sein de la chambre des représentants, en 1834. A cette époque, cependant, il avait déjà été reconnu, notamment par l'honorable M. Fallon, que l'on ne voulait nullement innover à la législation existante, et la véritable portée de cette disposition a été définitivement fixée en ce sens dans les discussions très-explicites qui eurent lieu en 1836, à la suite d'une nouvelle présentation de deux projets d'organisation et d'attributions communales.

Le retrait de l'ancien projet général avait rendu toutes les discussions antérieures inutiles, et il s'ensuit par cela même que l'on ne devrait, le cas échéant, attacher qu'une bien minime importance aux quelques arguments que fournirait, dans le sens préindiqué, la discussion de 1834.

Vers la fin des débats qui précédèrent, en 1836, le premier vote sur le paragraphe en question, M. Jullien avait déposé un amendement tendant à le faire supprimer, et cet honorable membre motivait sa proposition, entre autres, en ces termes :

« Je cherche vainement quelle a pu être l'intention de ceux qui veulent introduire dans la loi cette disposition qui ne se trouvait pas dans le premier projet soumis à notre discussion; car elle ne peut avoir aucun objet, puisque la loi, de quelque manière que vous la conceviez, ne peut avoir d'effet rétroactif, ne peut obliger que pour l'avenir, ne peut régler les donations que pour l'avenir. Eh bien, s'il ne s'agit pas d'autre chose que de régler les donations pour l'avenir aux hospices et aux établissements de charité, nous avons, à cet égard, une législation complète dans l'article 940 du Code civil. Vous savez que, d'après l'article 940, les établissements de bienfaisance, les établissements publics ne peuvent accepter ni dons, ni legs, ni donations, sans une ordonnance royale qui les y autorise. Si cette disposition n'existait pas, il faudrait s'empresser de l'y insérer, car je crois que l'observation de cette disposition n'a jamais été plus nécessaire qu'à présent.

« Si cette disposition n'est pas utile pour l'avenir, il ne m'est pas possible de ne pas penser qu'elle ait pour objet de rétroagir sur le passé. . . . Si la disposition rétroagit sur le passé, quel sera son effet? . . . Les évêques, par exemple, le clergé, les fabriques réclameront aux bureaux de bienfaisance les fondations originairement faites à leur profit, dont elles devront être (ces fabriques) les administrateurs naturels, parce qu'elles trouveront dans les titres que ces fondations

doivent avoir une autre administration que celle des hospices et des bureaux de bienfaisance; elles prétendront qu'il faut rendre cette administration à ceux à qui elle était originairement confiée. Il est certain que de cette manière on viendra déposséder les bureaux de bienfaisance et les administrations des hospices.

« Si l'on voulait faire rétroagir la disposition dont il s'agit, il en résulterait les conséquences les plus funestes pour les propriétés et les biens des hospices et des bureaux de bienfaisance.

« . . . Je persiste dans mon amendement, jusqu'à ce qu'on m'ait prouvé que la disposition n'est pas inutile et qu'elle ne peut pas avoir l'effet que je lui suppose. »

La question sur laquelle on cherche encore à revenir aujourd'hui, était donc nettement posée : M. Jullien demandait positivement à connaître la portée de la disposition aussi bien *pour l'avenir que pour le passé*, et voici ce que l'honorable M. de Theux, alors Ministre de l'intérieur, lui répondit :

« Peu de mots suffiront pour prouver que les appréhensions de l'honorable préopinant n'ont pas le moindre fondement. Si l'honorable membre s'était rappelé l'article 68 du règlement des villes¹, et l'article 40 du règlement pour le plat-pays², je crois qu'il se serait dispensé de prononcer son discours, car ces règlements contiennent la disposition que nous discutons.

« Je crois que le retranchement proposé aurait pour effet, non pas de conserver le droit actuel, mais de frustrer la volonté des fondateurs, contrairement aux dispositions actuellement en vigueur.

« Vous vous rappellerez que, dans la discussion qui a eu lieu l'année dernière, on a signalé quelques établissements qui ont des administrateurs spéciaux en vertu des *actes de fondation*. Il en est un célèbre dans la ville de Namur, qui a une administration spéciale. Je pense qu'il serait inutile d'en dire davantage et que vous n'hésitez pas à adopter la disposition qui a pour objet de maintenir les règlements en vigueur. »

M. Dubus, aîné, confirma, à son tour, cette déclaration, faite au nom du gouvernement.

« L'honorable membre, disait M. Dubus, qui a attaqué la disposition, a raisonné comme s'il s'agissait d'innover à la législation actuelle; il vous

¹ 19 janvier 1824.

² 25 juillet 1825.

a dit qu'il ne fallait pas faire une loi qui eût un effet rétroactif. L'honorable auteur de la critique n'a pas réfléchi que ce serait le retranchement de la disposition qui aurait un effet rétroactif.

« Il ne peut être ici question que de fondations faites sous l'empire des dispositions qui autorisent des fondations semblables ; car si une fondation a été faite sous l'empire d'une loi qui n'autorisait pas ces conditions, le fondateur n'aurait pas pu les stipuler ou le souverain les aurait considérées comme contraires aux lois, et la fondation n'aurait pas eu lieu.

« Il n'y a donc pas de danger de voir donner à la disposition un effet rétroactif ; ce n'est pas une législation nouvelle qu'on propose, mais le maintien de la législation actuellement en vigueur.

« Il est bien entendu qu'il s'agit d'actes approuvés par l'autorité compétente. Jusque-là, il n'existe pas de fondation. La fondation n'a d'existence que quand l'approbation que la loi exige a été donnée. »

Et c'est à la suite de ces explications si claires et si précises que M. Jullien retira son amendement en disant : « Puisque je vois que la loi ne peut avoir d'effet rétroactif et qu'elle ne s'appliquera qu'aux donations actuellement gérées par des administrations spéciales et faites sous l'empire des lois qui le permettaient, je retire ma proposition. »

Le paragraphe fut ensuite adopté tel qu'il a été reproduit plus haut. (Séance de la chambre des représentants du 24 février 1836, *Moniteur* 1836, n° 56). Et aucune discussion ultérieure ne s'éleva plus sur ce point ni à la chambre, ni au sénat.

Ainsi, il résulte bien expressément de ces explications unanimes qui ont clôturé le débat, que le législateur de 1836 n'a point voulu incidemment ouvrir la porte aux abus, et que, loin de vouloir consacrer une nouvelle opinion ou un nouveau système, il a déclaré nettement que son intention était de conserver le droit existant et de maintenir uniquement les administrations spéciales, créées sous l'empire des lois qui le permettaient.

Le texte du paragraphe dont il s'agit prouve surabondamment cette intention du législateur. L'on ne déroge qu'à ce qui existe : dans aucune disposition législative, cette expression n'est employée dans un autre sens ; ce n'est jamais par une déclaration de non-dérogação que le législateur entend innover : aussi le paragraphe porte-t-il qu'il n'est pas dérogé aux *actes de fondations*, et l'on a vu plus haut, par les explications très-justes de M. Dobus, ce qu'il faut entendre par *actes de fondations* ; ils n'existent que quand l'approbation a été donnée par l'autorité compétente. Le législateur de 1836 a donc uniquement voulu parler des

actes de fondations préexistants, déjà régulièrement approuvés, et pour faire ressortir encore davantage sa pensée, il a ajouté : aux *actes de fondations qui établissent* et non pas qui *établiront*. Ce dernier argument de texte semble faible au premier abord, parce que le législateur parle ordinairement au présent, ainsi que le prouve la disposition même à laquelle le paragraphe en question fait suite : mais l'argument acquiert beaucoup plus d'importance lorsqu'on rapproche cette expression de celles qui le précèdent ; l'on reste dès lors convaincu qu'il est impossible que le législateur ait voulu donner à ce verbe une signification au futur : une simple substitution du futur au présent le prouve ; une disposition conçue en ces termes : Il n'est pas *dérégé* par les dispositions qui précèdent aux *actes de fondations qui établiront* des administrateurs spéciaux, aurait été un non-sens.

Il est donc bien évident que le législateur de 1836 *n'a pas voulu innover* et qu'il a seulement voulu maintenir exceptionnellement les fondations régies par des administrateurs spéciaux, en vertu des lois qui permettaient de semblables dérogations.

Les dérogations ainsi respectées sont celles qui résulteraient positivement de certains décrets de l'empereur, spéciaux à quelques établissements (tels que celui de l'hospice d'Harscamp à Namur, auquel faisait allusion le Ministre de l'intérieur), ou celles qui rentreraient dans les cas prévus par les arrêtés des 28 fructidor an X et 16 fructidor an XI, ainsi que par le décret du 31 juillet 1806.

En l'an X, des réclamations avaient été adressées au gouvernement consulaire par quelques *fondateurs de lits* dans les hospices, aux fins de pouvoir rentrer dans l'exercice du droit de désigner les pauvres qui occuperaient ces lits. L'arrêté du 28 fructidor prescrivit la production des titres ainsi que les mesures pour le rétablissement éventuel de la jouissance du droit de désignation, et un second arrêté, du 16 fructidor an XI, disposa :

« ART. 1^{er}. Les fondateurs de lits dans les hospices de Paris et leurs représentants, avec réserve du droit de présenter les indigents pour occuper les lits dépendants de leurs fondations, continueront de jouir de ce droit, conformément aux clauses et conditions insérées dans les actes de fondation, à la charge par eux de satisfaire aux dispositions ci-après et de se conformer aux règlements approuvés par le gouvernement.

« ART. 2. Les fondateurs de lits dans les maisons hospitalières et réunies à d'autres établissements par le décret du 28 nivôse an III, exercent leurs droits dans les hospices conservés.

« ART. 3. Le fonds nécessaire à l'entretien de chaque lit fondé dans

les hospices de Paris, est fixé, à l'égard des malades, à cinq cents francs de revenu net, et à quatre cents francs pour les incurables.

« Dans le cas où les revenus existants de chaque fondation seraient inférieurs, les fondateurs ou les représentants ne pourront jouir du droit de présentation qu'en suppléant au déficit par une nouvelle concession de revenus.

« ART. 4. Le supplément à fournir pourra être fait, soit en argent, soit en rentes sur l'état ou sur particuliers.

» ART. 5. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux diverses communes de la république qui jouissaient aussi de quelques droits de présentation dans les hôpitaux de cette ville ou dont les pauvres étaient appelés à jouir des avantages de la fondation.

» ART. 6. Les bureaux de bienfaisance des douze arrondissements de Paris jouiront des droits de présentation précédemment exercés par les paroisses de la même ville. Les lits qui appartiennent à des corporations supprimées ou à des individus dont les biens sont réunis au domaine national, resteront à la disposition du gouvernement.

» ART. 7. Les communes, l'administration des hospices et les bureaux de bienfaisance pourront concéder leur droit de présentation dans les hôpitaux de Paris, à des personnes charitables qui, pour en jouir, proposeront de satisfaire, pour le supplément de dotation à fournir, aux art. 5 et 6 du présent arrêté.

» ART. 8. Les fondations de lits qui pourront être offertes à l'avenir, ne pourront, comme les legs et donations, être acceptées ou rejetées qu'en vertu d'un arrêté spécial du gouvernement. »

Quoique les dispositions de cet arrêté semblent toutes spéciales aux fondations de lits dans les hospices de Paris, elles ont cependant reçu une application plus large, et le gouvernement ne voit aucun inconvénient à en appliquer encore le bénéfice à toutes les fondations semblables, sous cette seule réserve que le droit de présentation ne peut être reconnu qu'aux fondateurs ou à leurs héritiers, et non à des étrangers ni à des personnes successives.

Le décret du 31 juillet 1806 a consacré un système analogue en faveur des fondateurs d'hospices. Il porte :

« ART. 4^{er}. Les fondateurs d'hospices et autres établissements de charité, qui se sont réservé, par leurs actes de libéralité, le droit de concourir à la direction des établissements qu'ils ont dotés, et d'assister, avec voix délibérative, aux séances de leurs administrations, ou à l'examen et vérification des comptes, seront rétablis dans l'exercice de ces droits, pour en jouir concurremment avec les commissions instituées par

la loi du 16 vendémiaire et par celle du 3 frimaire an V, d'après les règles qui seront fixées par le ministre de l'intérieur, sur une proposition spéciale des préfets et l'avis des commissions instituées par les lois précitées, et à la charge de se conformer aux lois et règlements qui dirigent l'administration actuelle des pauvres et des hospices.

» Art. 2. Les dispositions de l'article précédent seront appliquées aux héritiers des fondateurs décédés, qui seraient appelés par les actes de fondation à jouir des droits mentionnés audit article. »

Quoique ce décret ne semble, à son tour, s'occuper que des anciennes fondations de l'espèce, il a cependant également reçu une application plus large, et le gouvernement ne voit non plus aucun inconvénient à en reconnaître encore l'applicabilité, sous la même réserve que pour les fondations de lits.

Ces dispositions dérogatoires au système général concèdent réellement aux fondateurs toute la part d'intervention désirable; l'on ne pourrait faire à cet égard une plus grande concession sans sacrifier l'organisation légale des établissements de bienfaisance, et sous ce rapport, le décret de 1806 contient une précaution fort sage dont on s'éloignerait entièrement, si l'on reconnaissait aux fondateurs le droit exorbitant de nommer des administrateurs spéciaux indépendants : la dérogation qu'il autorise ne peut avoir lieu qu'à la charge de se conformer aux lois et règlements qui dirigent l'administration actuelle des pauvres et des hospices.

C'est cette législation exceptionnelle, résultant d'une part de quelques décrets spéciaux à certains établissements, et d'autre part de l'arrêté du 16 fructidor an XI, ainsi que du décret du 31 juillet 1806, que le législateur de 1836 a voulu maintenir à l'instar de ce qui avait été fait par les règlements sur l'administration des villes et des communes rurales auxquels on s'est constamment référé dans les discussions qui ont eu lieu en 1834 et 1836.

Le règlement des villes, en date du 19 janvier 1824, disposait :

« Art. 68. Le conseil nomme les membres des administrations des hospices, des établissements de charité et de l'administration générale des pauvres de la ville, pour autant qu'il n'ait pas été décidé autrement à cet égard par les actes de fondation. »

L'article 40 du règlement pour le plat-pays, en date du 23 juillet 1825, contenait une disposition semblable.

La phrase finale reproduisait avec une légère variante le paragraphe final du n° 2, art. 84 de la loi communale, et les termes indiquent assez que les auteurs de ces règlements n'avaient également entendu parler que des fondations existantes et régies par des administrateurs spéciaux,

en exécution de la législation exceptionnelle qui vient d'être analysée.

Le texte ne serait encore une fois pas si clair, que la portée ainsi restreinte de ces dispositions ressortirait nécessairement de la nature des attributions en vertu desquelles elles ont été portées.

Les règlements dont il s'agit ont été arrêtés en exécution des articles 6 et 7 de la loi fondamentale de 1815, et d'après ces articles ces règlements devaient uniquement avoir pour objet le droit de voter dans les villes et les campagnes, ainsi que l'admissibilité dans les administrations locales. Les dispositions de ces règlements qui portent sur d'autres objets, n'ont donc pu avoir pour effet d'abroger ou de modifier la législation antérieure. Le roi de l'ancien royaume des Pays-Bas n'avait d'ailleurs pas reçu le pouvoir exorbitant de disposer en législateur : c'était à la législature seule, c'est-à-dire au roi de concert avec les états-généraux, que la loi fondamentale avait réservé le droit d'apprécier ce qu'il fallait maintenir ou rétablir des anciennes institutions civiles ou religieuses, et l'administration de la bienfaisance publique, organisée par les lois restées en vigueur, rentrait évidemment dans cette réserve. Le roi aurait donc voulu modifier cette organisation qu'il ne l'aurait pas pu.

Enfin, les règlements dont il s'agit n'ont jamais été publiés dans le *Journal officiel*.

Il est donc aussi bien évident que les cas exceptionnels prévus par les articles 68 et 40 de ces règlements ne concernaient que les dérogations établies ou permises en vertu de la législation antérieure. Le législateur de 1836, en reproduisant les mêmes dispositions, n'a, à son tour, voulu que confirmer cette même législation : il n'a pas entendu consacrer incidemment un nouveau système, puisqu'il résulte expressément de toutes les explications qui ont clôturé les discussions sur le paragraphe de l'article 84 de la loi communale, *que l'on n'a pas voulu innover*.

Ainsi, le sens restrictif de ce paragraphe est certain, et le gouvernement est bien décidé à ne pas lui donner une autre application, convaincu qu'il est, d'une part, qu'une interprétation contraire mènerait aux abus les plus graves, et d'autre part, que la législation exceptionnelle analysée plus haut est suffisante pour réserver aux fondateurs la seule intervention compatible avec le maintien de l'organisation des services publics.

Il serait difficile d'énumérer ou même de prévoir tous les inconvénients qui pourraient résulter du système de ceux qui prétendent qu'il appartiendrait à tout donateur ou testateur de nommer les administrateurs des biens affectés aux services publics. Mais une première conséquence fâcheuse et inévitable de ce système serait de priver ces services mêmes de tous les secours si utiles qu'ils reçoivent aujourd'hui des bienfaiteurs

particuliers. Une seconde conséquence non moins fâcheuse et non moins inévitable, serait de créer, à côté des établissements publics légalement organisés et préposés aux divers services d'intérêt général, une foule d'institutions particulières, ne se rattachant par aucun lien à l'administration générale, prétendant toutes jouir du privilège de la personnalité civile et se soustraire à tout contrôle légal. La désorganisation des véritables services publics et la perte plus ou moins immédiate de toutes les fondations de bienfaisance ou de piété en seraient des conséquences ultérieures.

Les craintes de tous ces inconvénients ne sont d'ailleurs pas tout à fait hypothétiques. Sous les administrations précédentes quelques actes isolés, il est vrai, y avaient déjà donné lieu. C'est ainsi que dans une espèce dont il a été spécialement parlé dans les discussions qui ont eu lieu l'année dernière à la chambre ¹, un legs important au profit des pauvres de la ville de Bruges (il s'agissait d'une somme de 426,523 fr. 46 c.) a été abandonné à la disposition d'administrateurs particuliers, par l'intermédiaire du bureau de bienfaisance dont on s'est servi comme d'un instrument tout à fait passif, et sans que l'on ait imposé à ces administrateurs la moindre obligation de reddition de compte.

C'est ainsi encore qu'au moyen de l'interprétation si élastique donnée à l'art. 84 de la loi communale, combinée avec les dispositions fort arbitraires des arrêtés des 26 décembre 1818, 2 décembre 1823 et 12 février 1829, l'on avait même fait des tentatives pour revenir sur le passé. L'affaire des deux fondations *Stalins*, dont il a été question plusieurs fois à la tribune parlementaire, en offrait un exemple remarquable. Dans cette affaire, l'administration des hospices d'Audenarde avait été positivement mise en demeure d'abandonner à des administrateurs particuliers la gestion des biens dont cet établissement avait été régulièrement mis en possession.

Ceux qui insistent pour que l'administration actuelle prête encore la main à l'application d'un système aussi dangereux, tombent au surplus dans les contradictions les plus flagrantes. Tout en reconnaissant aux donateurs ou testateurs le droit de désigner les administrateurs des biens affectés aux services publics, ce ne sont pas ces administrateurs mêmes qu'ils jugent compétents pour accepter ces biens. Ce serait cependant là une conséquence logique et nécessaire de leur système, entièrement basé sur cette opinion erronée que l'art. 84 de la loi communale aurait modifié ou permettrait de modifier les lois antérieures sur l'administration des

Voir Annales parlementaires, 1847-1848, pag. 377 et suiv.

établissements publics. Mais sentant bien qu'ils ne peuvent reconnaître aux administrateurs particuliers ainsi désignés aucun caractère légal, et craignant, d'un autre côté, d'avouer que leur opinion implique l'abrogation partielle des art. 910 et 937 du Code civil, expressément maintenus par l'art. 76 de la même loi, ils arrivent à cette conclusion contradictoire et essentiellement contraire au respect dû à toute administration publique, que les administrateurs légalement compétents qui n'auraient rien à y voir, devraient servir d'intermédiaires pour faire passer les biens entre les mains des administrateurs spéciaux, et ils supposent gratuitement qu'il résulterait d'un pareil expédient acte de reconnaissance d'une fondation spéciale, ayant la personnification civile.

Ils invoquent aussi à tort le respect absolu que l'on devrait montrer pour la volonté des testateurs, ainsi que la liberté naturelle que doit avoir tout homme de charger un individu quelconque du soin d'exécuter ses dernières volontés.

Certes, l'on ne peut montrer trop de respect pour la volonté des bienfaiteurs; mais cette volonté même doit plier devant le respect que mérite à plus forte raison la loi ou l'intérêt général. L'autorité n'en est pas réduite, en cette matière, au rôle humiliant ou désastreux, de devoir consacrer tous les caprices souvent si bizarres de la volonté humaine, ou bien de ne pouvoir autoriser l'acceptation de la libéralité offerte.

L'article 936 du Code civil permet heureusement de concilier à cet égard toutes les exigences légitimes; cet article implique forcément le respect qui est dû, avant tout, à la loi; et, ainsi qu'on l'a vu, l'organisation des services publics, qui ne comporte point l'intervention exclusive d'administrateurs particuliers, est d'ordre public.

L'objection tirée de la liberté que doit avoir tout homme de charger un individu quelconque du soin d'exécuter ses dernières volontés, est puisée dans un avis du conseil d'État, du 9 frimaire an XII, qui a, il est vrai, proclamé ce principe. Tout indique cependant que cet avis, contraire à l'opinion du Ministre de l'intérieur de cette époque et non approuvé ni publié, a été rendu à l'occasion d'une espèce où il s'agissait, non d'une *fondation à administrer, ni de secours à distribuer périodiquement*, mais d'un simple legs d'une *somme d'argent à distribuer en une fois*.

Il est, au surplus, certain que l'homme qui lègue à un établissement public, peut nommer un exécuteur testamentaire pour surveiller l'exécution de sa volonté, sous ce rapport, comme sous tous autres; mais les fonctions d'un exécuteur testamentaire ne consistent jamais à administrer les biens légués; son mandat a toujours spécialement pour but de faire parvenir les biens à leur destination. Ainsi, pour les biens affectés

aux services publics, la mission de l'exécuteur testamentaire consistera principalement à avertir les administrateurs légalement préposés à ces services, et à leur fournir toutes les pièces, pour les mettre à même de pouvoir poursuivre immédiatement la demande en autorisation d'accepter. Et une fois cette autorisation obtenue, il devra tâcher que ces administrations entrent régulièrement en possession, sans pouvoir prétendre à se substituer dans leur gestion légale, pas plus qu'il ne le pourrait à l'égard des biens légués à des particuliers.

D'un autre côté, l'affectation d'un bien à un service public produit ordinairement des effets plus ou moins permanents. Or, le mandat d'un exécuteur testamentaire est essentiellement temporaire; ses pouvoirs ne passent point à ses héritiers (art. 1032, Code civil), et la confiance sur laquelle se base nécessairement le choix d'un exécuteur testamentaire, étant essentiellement *personnelle*, l'on ne conçoit pas même comment il serait possible qu'un testateur pût désigner pour exécuteurs de sa volonté des personnes *successives*, dont l'individualité même lui est inconnue.

Les arguments que l'on voudrait tirer de la faculté qu'a tout testateur de choisir un exécuteur testamentaire, feraient du reste défaut pour les libéralités accordées sous forme de donation entre vifs, et sous ce dernier rapport il est encore nécessaire de détruire une fausse idée qui règne assez généralement en cette matière.

Pourquoi, se dit-on parfois, l'homme bienfaisant ou religieux ne pourrait-il pas disposer, pour l'époque où il n'existera plus, de la même manière qu'il aurait la faculté de disposer pendant sa vie? Cette objection repose sur une erreur capitale. Certes, l'homme propriétaire a le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, mais *il ne peut cependant pas en faire un usage prohibé par les lois ou par les règlements.* (Art. 344 du Code civil.) Or, les lois et les règlements organiques des services publics veulent que tous les biens affectés à ces services soient exclusivement régis et administrés par les mandataires légaux à ce préposés : les art. 910 et 937 du Code ne sont qu'une conséquence de ces principes; aussi ces articles exigent-ils que non seulement les legs mais également les donations entre-vifs au profit des établissements publics ne puissent être acceptés que par les administrateurs de ces établissements. Le particulier qui dispose en faveur des services publics doit donc renoncer à l'administration du bien donné (tout aussi bien pendant sa vie qu'après sa mort), soit par lui-même, soit par des administrateurs particuliers de son choix : toute réserve contraire serait en opposition avec les lois et les règlements organiques des établissements publics et elle devrait par suite être réputée non

écrite, sans que le droit de propriété en souffrit aucunement. (Art. 544 et 900 du Code civil.) Ainsi l'homme peut pendant sa vie faire la *charité privée* comme il l'entend, soit par lui-même, soit par d'autres : mais dès qu'il veut venir en aide à la *charité publique*, légalement organisée, il ne peut confier l'administration ou la distribution de ses bienfaits qu'aux seuls administrateurs des établissements institués à cette fin ; il ne pourrait même pas se servir de leur intermédiaire pour attribuer ce soin à des administrateurs particuliers. Les seules dérogations permises à cet égard sont celles qui résulteraient des arrêtés de fructidor an X et XI, ainsi que du décret du 31 juillet 1806, déjà cités. Ainsi, par exemple, si quelqu'un disposait de sa fortune en faveur d'un hospice, soit par donation entre-vifs, soit par testament, et si, contrairement à la loi, il voulait réserver exclusivement le droit d'administration à lui-même ou à d'autres, il y aurait là une clause illégale qui devrait être réputée non-écrite ; mais la libéralité n'en serait pas moins valable et devrait être affectée au service de l'hospice. Il en serait de ce cas, comme de celui où un particulier instituerait un enfant mineur pour son héritier universel, en déclarant que l'administration des biens légués devrait être réservée à un tiers, à l'exclusion du père ou du tuteur légal de l'enfant : il y aurait là aussi une réserve qui devrait être réputée non écrite, c'est-à-dire que le legs subsisterait, nonobstant cette condition qui n'aurait aucune valeur, parce qu'elle serait contraire à des lois et à des principes d'ordre public qui ne permettent pas de porter atteinte à la puissance paternelle ni au pouvoir tutélaire. Dans ce cas, la confiance dans l'administration du père et du tuteur serait forcée, et l'on ne trouvera, sans doute, pas plus étrange que la loi commande, à plus forte raison, d'avoir confiance dans l'administration des mandataires proposés à la direction des établissements publics. Outre les garanties spéciales de probité et de sûreté que ces mandataires présentent en raison même des conditions légales auxquelles est subordonnée leur nomination administrative, les actes de leur gestion sont encore soumis à un contrôle sévère et constant, de manière à prévenir toute crainte de détournement ou d'abus. Les administrateurs particuliers ne pourraient jamais présenter autant de garanties, et c'est sans doute bien à tort que les bienfaiteurs des services publics ne placeraient pas toute leur confiance dans les hommes que la loi en a jugés dignes. Ils ne perdront pas non plus de vue qu'en matière de bienfaisance notamment, la centralisation prévient les doubles emplois et que ce système de centralisation se trouve dans les grands centres de population, heureusement combiné avec l'institution des comités de charité ou de paroisses.

Dans toute cette matière, il importe encore de ne pas oublier que les établissements qui jouissent du privilège de la personnification civile ont seuls la capacité nécessaire pour recevoir des dons ou des legs. Ce point a été récemment reconnu par deux arrêts de la cour d'appel de Bruxelles des 3 et 14 août 1846, ainsi que par un arrêt de la cour de cassation du 11 mars 1848. D'un autre côté, il ne peut jamais appartenir à des particuliers de créer des personnes civiles. Ce droit n'appartient qu'à la loi ou à l'administration, en vertu d'une délégation expresse des pouvoirs du législateur.

Il ne sera pas inutile de citer ici les paroles prononcées à la tribune de la chambre des représentants, le 27 janvier 1848, par M. le Ministre des travaux publics :

« Du devoir de faire la charité, il ne faut pas conclure au droit qu'aurait un individu de déclarer qu'après sa mort on fera telle chose conformément à sa volonté, qu'on fera à perpétuité tel usage de son bien. Ici le droit de la société conserve tout son empire, car une disposition de ce genre ne peut être autorisée que dans un intérêt social.

« C'est par une extension hardie donnée à la puissance de la volonté qu'on est arrivé au droit de tester; mais ce droit doit être renfermé dans des limites raisonnables; il ne peut être exercé que dans l'intérêt social; sous quelque face qu'on l'envisage, au double point de vue de la famille ou de la société, ce droit a des bornes; il n'y aurait ni raison ni sagesse à le laisser illimité.

» Or, pouvez-vous accorder à un testateur le droit absolu d'imposer à perpétuité à la société une volonté quelconque? Pouvez-vous admettre le droit d'un testateur de créer des personnes civiles, de faire, lui mort, ce qu'il n'aurait pas pu faire vivant? C'est exclusivement le droit du législateur de créer des personnes civiles et vous voulez le transférer à tous les mourants. (*Interruption.*) Avec le concours de l'autorité civile, me dit-on, avec le concours du gouvernement. Oui, sans doute, mais vous vous placez dans un cercle d'où il serait impossible de sortir. Le concours du gouvernement!... Quand le gouvernement refuse, il est coupable; il faudra toujours accepter; il faudrait donc dire que toujours le mourant aura la puissance d'imposer à la société sa volonté à perpétuité! Et si dans la suite siècles, on trouve que tel mode d'administration imposé par ce mourant est devenu vicieux, qu'il faut le changer, transférer à d'autres administrations le soin de surveiller le bien des pauvres, que direz-vous? . . . Ce qu'on vient de dire tout à l'heure dans cette enceinte : « On a violé la volonté des testateurs! »

« Il faut donc en revenir à des principes plus conformes à la raison;

il faut autoriser tous les legs faits aux pauvres dans une juste mesure, mais il faut les autoriser quand ils s'adressent à des établissements publics, placés sous le contrôle d'autorités qui surveilleront l'emploi des biens, avec toutes les garanties que la société a le droit d'exiger.

» Mais, nous dit-on, la confiance ne s'impose pas; pourquoi, voulez-vous que tel ou tel citoyen, tel ou tel croyant, ait confiance dans l'autorité publique qui est chargée d'administrer officiellement la charité?

» Peut-on admettre qu'on puisse témoigner une telle défiance contre l'autorité publique? Rien ne la légitime. Est-il raisonnable de penser que ces administrateurs successifs garantiront mieux le bien des pauvres que les administrateurs qui existent sous le contrôle de l'autorité.

» Je reconnais qu'un testateur, à l'heure de la mort, choisissant son ami, son parent, un membre de la famille, peut dire alors qu'il a la plus grande certitude que les biens qu'il lègue seront appliqués conformément à sa volonté; mais à celui qu'il a ainsi nommé, cent personnes succéderont.

» Dans la suite des siècles il y aura des successeurs à l'infini; que sait le testateur de la confiance que mériteront ces administrateurs, que sait-il du bon et du mauvais emploi qui pourra être fait de ses legs? Ne faut-il pas plutôt dire que le danger existe du côté de ces administrations imparfaites, organisées au hasard, agissant sans règles et sans contrôle, et subissant toutes les vicissitudes de la fortune de ceux qui sont appelés à les diriger? N'est-il pas évident que ces administrations présentent bien moins de garanties que les administrations publiques, placées sous le contrôle de toute la société? » (Annales parlementaires, session 1847-1848, page 594, 2^e colonne.)

M. Tielemans, qui avait également pris une part importante à la discussion, résume ainsi les principes sur la matière, dans son *Répertoire de l'administration*, v^o *Fondations*, t. VII, p. 375.

Après avoir analysé les articles 537, 893, 900, 902, 940 et 937 du Code civil, il ajoute :

« Ces règles. . . . ne permettent plus aux particuliers que de faire des donations et des legs. S'ils en font qui aient pour objet l'exercice du culte, des pauvres ou de l'instruction, ce ne peut être qu'au profit d'un établissement capable de recevoir; et il n'y a de capables que les établissements publics tels qu'ils ont été institués, organisés et qualifiés par la loi pour l'exécution de ces divers services. Ils peuvent mettre des conditions à leurs libéralités; mais la loi, réputant non-écrites les conditions impossibles et contraires aux lois, prohibe toutes celles qui tendraient à modifier l'organisation, le régime et la capacité légale

de ces établissements; elle prohibe enfin toute fondation dans le sens qu'on attachait autrefois à ce mot. Et remarquons-le bien, ce n'est pas seulement aux particuliers que cette prohibition s'adresse, elle s'applique aussi au *gouvernement*. Simple exécuteur des lois, le gouvernement n'a pas le pouvoir d'en suspendre l'exécution ni d'en dispenser; il juge *administrativement* si les dispositions faites au profit d'un établissement public lui sont ou non avantageuses, et partant si elles doivent être acceptées ou refusées; mais il ne peut donner effet à des conditions que la loi condamne et répute non-écrites. »

Plus loin (p. 378 et suiv.), M. Tielemans, en traitant spécialement des *fondations en faveur du culte catholique*, dit encore à la suite des art. 73 et 74 de la loi du 18 germinal an X :

« Le droit de faire des fondations se trouve donc légalement rétabli dans certaines limites. Est-il permis, comme autrefois, de fonder des églises, des séminaires. . . . et autres établissements ecclésiastiques? Non; la loi a fondé elle-même ces établissements, et, en permettant de faire des fondations en leur faveur, elle ne permet ni de les multiplier, ni de les modifier, ni d'en créer d'autres; car elle en a déterminé le nombre et l'espèce suivant les besoins d'utilité publique. En un mot, elle n'autorise les fondations qu'à titre de *donations* et de *legs* au profit des églises, des séminaires. . . . tels et ainsi qu'elle les a constitués. Est-il permis, comme autrefois, de fonder des *benefices*? Non; les fondations peuvent avoir pour objet *l'exercice du culte et l'entretien des ministres*. Mais ce culte n'est autre que celui qui s'exerce dans les églises légalement établies; ces ministres ne sont autres que les titulaires, en général, des offices ecclésiastiques que la loi attache à chaque espèce d'église; et, remarquons-le bien, ce n'est point à leur profit personnel, ce n'est point au profit de tels ou tels individus, de telle ou telle famille, communauté, ordre ou congrégation, ce n'est point à titre de *benefice* enfin que les fondations peuvent avoir lieu. Or, dans ces limites, le droit de faire des fondations n'est plus que celui de disposer, à titre gratuit, en faveur des établissements que la loi reconnaît capables de recevoir. Et l'on comprend dès lors pourquoi les législateurs du Code civil, ayant à s'occuper de ce droit peu de temps après la loi organique de l'an X, n'ont point parlé spécialement des fondations religieuses ou autres.

« En résumé, toute la législation en cette matière se réduit aux principes suivants :

« La loi seule fonde les établissements qu'exige l'utilité publique et leur donne la capacité de recevoir par disposition entre-vifs ou testa-

mentaire; et elle n'a fondé pour le culte d'autres établissements que les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et succursales, les séminaires. . . .

« Les particuliers ne peuvent que donner ou léguer à ces établissements, sans autre destination que celle de remplir les services d'utilité publique pour lesquels ils sont institués; ils ne peuvent leur imposer aucune condition qui dérangerait leur organisation ou changerait leur destination légale.

« Toute condition de ce genre est censée non écrite; et ni le clergé, ni le gouvernement ne peuvent la tenir pour valable. »

Tous ces principes sont également professés et appliqués en France. Déjà l'on a vu quelle était l'opinion de MM. Duranton et Coin de Lisle sur le sens qu'il fallait attacher à l'art. 900 du Code civil. Voici ce que dit sur la même matière un auteur non moins estimé, qui s'est spécialement occupé de la jurisprudence administrative, M. Vuillefroy, maître des requêtes au conseil d'état, dans son *Traité de l'administration du culte catholique*, v. *Dons et legs*, p. 284 et suivantes.

« Conditions. Les conditions auxquelles est soumise une donation entre vifs ou testamentaire. . . . ne peuvent avoir d'effet qu'autant qu'elles sont licites et conformes aux principes du Code civil et aux lois et règlements relatifs à l'administration des établissements.

« Conditions illicites. Elles ne doivent pas être exécutées, si elles sont contraires aux lois civiles ou à l'ordre public; telle serait l'interdiction de jamais vendre, aliéner ou engager les biens donnés; ces conditions n'annulent pas la disposition principale, mais elles doivent être regardées comme non écrites. »

Ici, M. Vuillefroy cite plusieurs autres exemples de clauses qui devraient également être réputées non écrites. « Telle serait encore, dit-il, notamment : 1° la donation faite à une fabrique à la condition que le donateur sera enterré dans l'église, qui serait inadmissible; car l'art. 4^{er} du décret du 23 prairial an XII interdit toute inhumation dans les églises et chapelles publiques (décision ministérielle, fabrique de Lombez); 2° La stipulation que le donateur jouira dans l'église des droits honorifiques et privilèges anciennement attribués aux seigneurs; car elle est contraire à la législation actuelle (décision ministérielle, 28 août 1846, C^o Labarthe, Lot-et-Garonne); etc.

Et il continue :

« Elles (*les conditions*) ne doivent pas davantage être exécutées et doivent être réputées non-écrites, lorsque, sans être interdites par le droit commun, elles sont contraires aux lois ou aux règlements spéciaux

relatifs à l'organisation et à l'administration des établissements donataires. *Telle serait la donation d'un bien faite à une fabrique, à la condition que le conseil de la fabrique n'en aura pas l'administration et que cette administration sera confiée à des mains étrangères.* »

Plus loin, p. 287 et suiv., M. Vuillefroy dit encore :

« *Qualité pour accepter.* Toute disposition faite au profit d'une personne dénommée, quel que soit son titre d'ecclésiastique ou de religieuse, est considérée comme concernant spécialement cette personne et non l'établissement auquel elle peut appartenir. Il n'y a donc pas lieu de la soumettre à l'approbation du gouvernement. Le droit d'accepter les libéralités faites, non plus au profit d'une personne privée, mais au profit d'un service public ou d'utilité publique, appartient à l'établissement qui a été légalement préposé ou autorisé pour régir et représenter ce service. Aucun établissement n'a qualité pour accepter les dons ou legs qui devraient recevoir une destination étrangère au service spécial qui lui est confié ou qu'il a été autorisé à remplir. »

Et en note : « En conséquence, la qualité pour accepter résulte moins de la *désignation* faite, par l'acte, qui constitue la libéralité, que de l'objet auquel elle s'applique. Le donataire véritable, en effet, c'est le service public ou d'utilité publique, auquel la donation doit profiter ; l'établissement n'en est que l'agent, et chaque établissement ne peut accepter des donations, ayant une destination autre que celle dont le service lui est spécialement attribué. » « *Il ne peut appartenir aux donateurs de modifier à leur caprice les lois et les règlements administratifs qui constituent l'organisation et règlent la destination et le service spécial de chaque établissement public. Ces établissements n'ont évidemment reçu de la loi une existence civile et la faculté de recevoir, qu'en vue de leur destination spéciale et dans les limites d'attributions déterminées. Il n'appartient pas aux donateurs d'étendre leur capacité légale au-delà de ces limites.* (Avis du conseil d'Etat, 15 janvier 1837 ; R^e Vuillefroy.) Ces principes ont été trop souvent méconnus, les considérations les plus graves d'ordre public exigent de les maintenir avec fermeté. »

Une autre note qui se trouve à la page 290 fournit un nouvel exemple remarquable de l'application de ces principes. On y lit :

« Conformément aux principes exposés ci-dessus, une fabrique né pourrait être autorisée à accepter une donation faite pour tout autre objet que le service de la paroisse ou de l'église qui lui est confié, pour l'établissement d'une école, par exemple. En effet, il n'entre pas dans les attributions des fabriques d'établir ou d'entretenir des écoles. » (Avis du comité de l'intérieur, 15 avril et 17 juin 1836 ; R^e Vuillefroy). — « Les

lieux de sépulture doivent servir à tous les habitants d'une commune, sans distinction de culte, et sont soumis exclusivement à l'autorité, police et surveillance de l'autorité municipale; il convient dès lors qu'ils appartiennent aux communes et non aux fabriques. » Il n'y a donc pas lieu d'autoriser une fabrique à accepter le legs d'un terrain, avec condition d'en faire un cimetière. (Avis du comité de législation, 13 novembre 1840; *R^e. Eugène Dubois.*) »

Enfin, M. Vuillefroy termine de la manière suivante la note qui se trouve à la page 208 :

« Du reste, les donations attribuées par les donateurs à d'autres établissements que ceux auxquels appartient le droit de les recevoir et de les accepter, n'en sont pas moins valables et n'en doivent pas moins être acceptées par les personnes ayant qualité; car, aux termes de l'art. 900 du Code civil, les conditions impossibles et celles *contraires aux lois* sont réputées non-écrites et ne vicient pas la libéralité. »

C'est d'après tous ces principes, qu'a été dirigée, récemment chez nous, l'instruction dans l'affaire de l'acceptation de la donation de madame de *Montmorency*, instruction au sujet de laquelle des discussions ont eu lieu dans les séances de la chambre des représentants et du sénat, des 41 janvier et 8 février derniers. (*Annales parlementaires*, 1848-1849, page 394, de la partie consacrée aux séances de la chambre, et page 440 et suivantes de la partie consacrée aux séances du sénat.)

La dame de *Montmorency* avait fait une donation d'une maison de ferme avec 5 hectares et 47 ares de terre dans le but de fonder à *Vlaermetinghe* un hospice pour les vieillards et les incurables des deux sexes. Cette donation était faite au bureau de bienfaisance, établissement dont les attributions, aux termes de la loi du 7 frimaire an V, consistent exclusivement à secourir les pauvres à domicile, tandis que les hospices civils ont été spécialement institués par la loi du 46 vendémiaire de la même année pour secourir les indigents malades ou infirmes dans les établissements à ce destinés. La donatrice avait de plus abandonné ou laissé au curé la désignation des sœurs de charité à préposer au service de l'hospice; c'était une clause en opposition formelle avec l'article 7 de la loi du 46 messidor an VII, qui confère aux commissions administratives la nomination des employés des hospices. Elle avait encore voulu que la commission administrative pût autoriser les sœurs de l'hospice à y établir une école gratuite pour les pauvres de la commune; c'était une condition contraire à la loi sur l'enseignement primaire du 23 septembre 1842, laquelle charge exclusivement les administrations communales de la direction et de la surveillance de l'instruction primaire. Enfin,

M^{me} de Montmorency voulait que la commission administrative de l'hospice fût composée de cinq membres qu'elle désignait, tandis que l'art. 84 de la loi communale confère expressément aux administrations communales le droit de nommer les membres de ces commissions et qu'aux termes du décret du 7 germinal an XIII, les commissions doivent être renouvelées chaque année par cinquième, le tout sauf le droit d'intervention qui serait réservé conformément au décret du 31 juillet 1806.

Le gouvernement ne pouvait évidemment pas consacrer toutes ces clauses illicites; les principes d'ordre public exposés ci-dessus lui faisaient un devoir d'en exiger la suppression.

Enfin, lorsque les charges imposées à une libéralité rentrent dans les attributions de deux ou plusieurs établissements distincts, chaque établissement intéressé, quoique non spécialement appelé, doit intervenir pour poursuivre, en son nom, la demande de pouvoir accepter la partie du don ou du legs qui rentre dans le service spécial auquel il est préposé, et les clauses ou conditions contraires aux attributions respectives de chaque établissement doivent encore une fois être réputées non-écrites.

C'est à ce cas d'une libéralité dans laquelle plusieurs établissements distincts ont des *intérêts collectifs*, que se rapportent également les règles de compétence fixées dans la section II. Ainsi, par exemple, si un don ou un legs était fait à une fabrique d'église avec charge d'exonérer un certain nombre de services religieux et de faire certaines distributions aux pauvres, l'exécution de cette dernière charge exigerait l'intervention du bureau de bienfaisance, seul représentant légal des pauvres qui doivent être secourus à domicile. Réciproquement, si un don ou un legs était fait à un bureau de bienfaisance avec charge de faire des distributions aux pauvres et de faire exécuter un certain nombre de services religieux, l'exécution de cette charge exigerait l'intervention de la fabrique d'église, compétente pour soigner l'exonération de ces services.

Une marche contraire, outre qu'elle serait en opposition avec les conséquences qui découlent de la capacité civile nécessairement restreinte de chaque établissement, finirait bientôt par porter le désordre dans l'organisation de tous les services publics; et sous ce rapport, la règle de la circonscription des divers établissements publics dans les limites de leur capacité ou de leurs attributions respectives n'est pas moins importante que celle de la division des pouvoirs, dont elle n'est qu'une conséquence.

D'un autre côté, cette intervention simultanée des divers établissements intéressés ne tend qu'à garantir d'une manière plus certaine l'exécution constante des intentions des bienfaiteurs, puisque chaque établissement tout en soignant spécialement l'exécution des charges qui rentrent dans

le cercle de ses attributions, exercera naturellement un contrôle réciproque sur la gestion des autres établissements intéressés.

C'est sur les principes développés dans cette section que sont basés les arrêtés royaux des 20 décembre 1847, 12 février et 8 mai 1848 (*Moniteur*, 1848, n° 6, 48 et 131), concernant l'acceptation des legs faits par feu M. le curé *Lauwers*, la demoiselle *Susenaire*, la dame veuve *Grisard*. L'administration actuelle, qui s'est donné pour mission d'introduire les réformes partout où elles étaient devenues nécessaires, ne s'est point crue liée par les errements contraires dont on vient de démontrer le peu de fondement et le danger. Le gouvernement est fermement résolu à continuer l'application des nouveaux principes dans toutes les affaires qui lui seront soumises, et il tiendra la main à ce qu'ils soient, le cas échéant, suivis et observés par les députations permanentes ainsi que par les administrations des communes et des établissements publics. Les notaires et autres personnes qui, par leur ministère tout de confiance, exercent souvent un si grand empire sur l'esprit des bienfaiteurs, pourront, de leur côté, après avoir reconnu le fondement de ces principes, faire comprendre aux personnes pieuses ou charitables la préférence que mérite, sous tous ces rapports, l'affectation de leurs bienfaits aux services publics légalement organisés, puisque ce n'est que par cette voie que l'exécution de leurs intentions se trouvera assurée d'une manière prompte, permanente et efficace.

SECTION IV. *Poursuite de la demande en autorisation. — Actes conservatoires.*

§ 1^{er}. *Par qui l'autorisation doit être demandée.*

Il résulte suffisamment de tout ce qui précède que l'autorisation d'accepter les libéralités affectées aux services publics, ne peut être demandée que par les administrateurs des établissements légalement organisés pour ces services.

La première chose à faire pour reconnaître quels sont dans chaque cas spécial les administrateurs compétents pour demander l'autorisation, consiste donc à rechercher quel est l'établissement public qui représente le service auquel la libéralité est affectée, et dans cette recherche, il faut moins se préoccuper, ainsi qu'on l'a vu, de la désignation ou de l'institution faite par l'acte qui contient la libéralité, que de l'objet auquel elle s'applique, puisque le donataire ou le légataire véritable est le service d'utilité publique auquel le don ou le legs doit profiter.

Après cette première recherche, il importe d'examiner si les lois ou les règlements organiques de l'établissement ou du service avantage n'ont

pas déterminé les administrateurs spécialement compétents pour agir.

D'après l'article 76, n° 3, de la loi communale, les administrations communales sont généralement compétentes lorsqu'il s'agit de libéralités faites *aux établissements communaux*, et sous cette dénomination il faut comprendre toutes les institutions directement dépendantes de la commune et qui sont immédiatement administrées par l'autorité communale, sans avoir une existence civile, distincte ou séparée de la commune; telles seraient une crèche instituée au nom de la commune, une école communale.

D'après les dispositions finales de l'article 76, lorsqu'il s'agit, au contraire, de libéralités faites *aux établissements publics existant dans la commune qui ont une administration spéciale*, ce sont les administrations spéciales de ces établissements qui sont compétentes; seulement, les actes délibérés par ces administrations sont soumis à l'avis du conseil communal.

Que faut-il entendre par *établissements publics existant dans la commune qui ont une administration spéciale*?

« Ce sont, dit avec raison M. Tielemans (*Répertoire d'administration*, tome VI, pages 402 et suivantes), tous les établissements que la loi ou l'autorité publique, en exécution de la loi, a créés dans la commune pour l'utilité des citoyens considérée sous le rapport de leurs besoins ou intérêts locaux. Ces établissements sont distincts de la commune, quant à leurs droits et intérêts civils, mais ils se rattachent au régime communal par les liens d'autorité, de tutelle ou d'intérêt. Tels sont les hospices, les bureaux de bienfaisance, les monts-de-piété et même les fabriques d'église paroissiale ou succursale, etc. On a cependant élevé des doutes au sujet des fabriques, sous le prétexte qu'elles ont un caractère et un but particulier. Mais si l'on réfléchit que les termes de la loi sont généraux; — que les fabriques y rentrent aussi naturellement que les hospices; — que les fabriques n'ont à gérer que les intérêts temporels de l'église; — que les bourgmestres en sont membres de droit; — que les communes sont tenues de suppléer à l'insuffisance de leurs revenus; et que déjà sous la législation antérieure, les régences ou conseils communaux devaient être entendus lorsqu'il s'agissait d'acquisitions à faire par les fabriques, on sera convaincu que le législateur a voulu les comprendre au nombre des *établissements publics existant dans la commune, qui ont une administration spéciale*.

Toutefois, pour les fabriques d'église paroissiale ou succursale c'est le bureau des marguilliers et non le conseil de la fabrique qui, aux termes de l'art. 59 du décret du 30 décembre 1809, doit délibérer sur l'acceptation. Cette disposition a encore été récemment rappelée par la

circulaire du 15 décembre 1848. (*Recueil des circulaires. etc.*, p. 231; *Moniteur*, n° 336, 3^e supplément.)

Enfin, pour les établissements plus généraux dont l'organisation ou l'existence ne se rattache pas directement ou indirectement à l'intérêt communal, l'autorisation doit en général être poursuivie par leurs administrateurs ou par la personne que les lois ou les règlements spéciaux désignent pour faire l'acceptation. Mais avant de parler de cette acceptation même ou des formalités et des actes conservatoires qui doivent la précéder, il est nécessaire de voir quand il y a lieu de demander l'autorisation d'accepter un don ou un legs.

§ 2. *Quand l'autorisation doit être demandée.*

Aux termes de l'art. 894 du Code civil : « La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. » Et aux termes de l'article 931 du même code : « Tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats, et il en restera minute sous peine de nullité. » Ainsi, il n'y a de véritable donation entre-vifs que pour autant qu'elle soit contenue dans un acte régulier, et que pour autant que le donateur se soit réellement dessaisi de la chose donnée.

Voici ce que disait sur ce dernier point l'orateur du gouvernement, dans la séance du corps législatif du 2 floréal an XI :

« Il n'existe point de donation entre-vifs, à moins que le donateur ne se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. De là ces maximes : *que donner et retenir ne vaut, et que c'est donner et retenir, quand le donateur s'est réservé la puissance de disposer librement de la chose donnée.* » (Loché, code civil, t. II, p. 395 et suivants.)

M. Jaubert, dans son rapport au tribunal, disait sur le même point :

« Il est de l'essence de la donation entre-vifs qu'elle soit irrévocable (art. 894) : *donner et retenir ne vaut.* — L'irrévocabilité, sans laquelle il n'y a pas de donation, s'oppose à ce qu'une donation entre-vifs puisse comprendre des biens à venir ; elle serait nulle à cet égard. (Art. 943.) D'après les mêmes principes, une donation qui serait faite sous des conditions dont l'exécution dépendrait de la seule volonté du donateur, serait nulle. Elle serait nulle aussi si le donateur devait rester le maître d'en diminuer l'émolument. » (Ibid., p. 455 et 459.)

Les explications n'ont pas été moins formelles sur l'autre point :

« Dans les donations entre-vifs, disait M. Bigot-Prémeneu, on dis-

tiqne les formalités à observer dans les actes qui les contiennent et celles que l'on peut nommer extérieures.

« Les formalités à observer dans ces actes ont un double objet, celui de les constater et celui d'en fixer la nature.

« On n'admet, comme légalement constatés, les actes portant donations entre-vifs, que quand ils sont passés devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats.

» La minute doit rester entre les mains du notaire; elle ne doit être délivrée ni au donateur, ni au donataire. La donation entre-vifs est un acte par lequel celui qui l'accepte s'engage à en remplir les conditions. Il ne doit être au pouvoir ni de l'une ni de l'autre des parties de l'anéantir, en supprimant l'acte qui en contient la preuve. » (Loché, *ibid.*, p. 389.)

M. Jaubert disait, à son tour : « Nous devons remarquer que le projet se sert des termes : *Tout acte de donation.*

« Tout acte. . . . Le projet ne parle pas des dons manuels, et ce n'est pas sans motif.

» Les dons manuels ne sont susceptibles d'aucune forme. » (*ibid.*, p. 459.)

D'un autre côté : « Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut révoquer. » (Art. 893 C. civ.)

Pour que pareil acte soit valable, il faut qu'il soit revêtu des formes substantielles déterminées par les articles 967 et suivants du même Code.

La révocabilité est de l'essence des testaments, et comme ils ne sont destinés à produire effet qu'après le décès des testateurs, il ne peut jamais s'agir de demander l'autorisation d'accepter les libéralités faites par acte testamentaire, aussi longtemps qu'elles sont révocables.

Avant donc de formuler de pareilles demandes, pour accepter les dons ou legs, les administrateurs intéressés doivent toujours s'assurer : 1° Si les libéralités sont faites par un acte revêtu de toutes les formalités requises; 2° dans le cas où elles sont faites sous forme de donation entre-vifs, s'il y a dessaisissement actuel, et 3° dans le cas où elles sont faites par disposition testamentaire, si le testateur est décédé.

De là résultent encore les conséquences suivantes : 1° qu'il ne peut y avoir lieu de demander l'autorisation pour accepter de simples offres de donation, contenues, par exemple, dans une lettre missive; de pareilles offres n'impliquent point un dépouillement réel, et une lettre ne peut remplacer un acte notarié; 2° que semblable autorisation ne peut pas non plus être demandée pour accepter une donation couverte sous

le voile de l'anonyme, ni des dons manuels, puisque des libéralités offertes sous ces formes excluent l'existence de la première condition requise, l'existence d'un acte régulier. Il est, en effet, impossible que dans un acte de cette espèce, le donateur ne se fasse point connaître, ne fût ce que pour laisser apprécier sa capacité (art. 902 Code civil), ainsi que les intérêts de la famille qui doivent toujours être pris en considération par l'autorité. D'un autre côté, le don manuel, disait le rapporteur au tribunal, n'est susceptible d'aucune forme.

Ce point se trouve également éclairci par les travaux parlementaires qui ont précédé l'adoption de la loi communale.

Le n° 3 de l'art. 76 du projet primitif du gouvernement commençait en ces termes : *Les donations et les legs*. La rédaction actuelle : *Les actes de donations et les legs*, a été introduite sur la proposition de la section centrale, et M. Dumortier a clairement expliqué les motifs et la portée de ce changement de rédaction dans le rapport déjà cité ;

« Le n° 3, disait-il, a été adopté par toutes les sections. La 4^e aurait désiré que l'on supprimât le mot *donations* de crainte qu'on y confondit les *dons manuels*. . . . Nous vous proposons... de dire : *Les actes de donation*. Par là on ne soumettra au Roi que les donations résultant d'un acte réel. »

Ces principes sont également admis et suivis en France. M. Vuillefroy, dans son traité déjà cité, p. 293, s'exprime à cet égard de la manière suivante :

« Aux termes de l'art. 934 du Code civil, tous actes portant donations entre-vifs doivent être passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats. Une simple promesse de donation, faite par acte sous seing privé, n'aurait donc aucune valeur, et l'acceptation n'en saurait être autorisée par une ordonnance royale, conformément à l'art. 910 du Code civil, avant que cette donation soit réalisée par un acte authentique. » (C'est donc un acte notarié et constituant une donation régulière, qu'il est nécessaire de produire. » (Avis du comité de législation, 5 décembre 1839, R^e Joly; 13 avril 1840, R^e Reverchon.)

« Ce n'est que sur la présentation du testament que l'acceptation d'un legs peut être autorisée. Si un testament avait été lacéré, et si l'établissement qui se prétend légataire appuyait ses prétentions sur des preuves graves, précises et concordantes, comme on ne pourrait alors autoriser, soit d'une manière spéciale, soit d'une manière générale irrévocable, un legs dont l'existence ne reposerait encore que sur des présomptions, et dont l'importance, les charges et les conditions ne seraient pas encore connues, il y aurait lieu à surseoir à l'acceptation jusqu'à ce

que les tribunaux eussent prononcé; mais comme pour exercer cette action il faut que les établissements légataires s'adressent au conseil de préfecture, en s'appuyant sur une ordonnance royale, il y aurait lieu exceptionnellement d'accorder *de plano*... l'autorisation nécessaire pour ester en justice. » (Avis du conseil d'État, 17 janvier 1835, R^r Ternaux.)

Dès qu'une libéralité offerte pour un service public quelconque est contenue dans un acte revêtu des formalités extrinsèques (l'appréciation des questions de validité quant aux formes intrinsèques devant, en règle générale, être abandonnée à l'autorité supérieure), les administrateurs de l'établissement avantagé ou ceux préposés au service intéressé doivent cependant toujours s'empressez de poursuivre la demande en autorisation d'accepter. Il importe en effet, dans tous les cas, que les bienfaits de cette nature reçoivent la plus prompte affectation; et pour les libéralités faites par donation entre-vifs, il est encore spécialement nécessaire de prévenir leur caducité, puisque l'acceptation doit nécessairement se faire du vivant du donateur. (Art. 894 et 932 Code civil.)

Sous ce rapport, un arrêté royal du 27 octobre 1825 a même disposé :

« ART. 1^{er}. Aucune autorisation à l'effet d'accepter les libéralités faites aux fabriques d'églises, établissements de charité ou autres institutions dites de main-morte, ne sera dorénavant accordée, si la demande n'en a été formée dans le délai d'un an, à compter de la date de l'acte pour les donations entre-vifs, et' du jour des déclarations d'héritiers relatives au droit de succession pour les legs et libéralités à cause de mort. »

Cette disposition ne fait toutefois que consacrer une règle de discipline administrative, et quoique le gouvernement tiendra à ce qu'elle soit strictement observée, il pourra, le cas échéant, relever de la déchéance qu'elle commine, sans que les tiers puissent contester la validité d'une autorisation donnée après l'expiration du temps prescrit : les établissements publics ne peuvent, en effet, pâtir de la négligence de leurs administrateurs : ces établissements doivent à cet égard être mis sur la même ligne que les particuliers, et il est de principe que les donations entre-vifs peuvent être acceptées pendant toute la vie des donateurs et que l'action en délivrance d'un legs ne se prescrit que par trente ans.

Les administrateurs négligents, par la faute desquels l'établissement intéressé aurait perdu le bénéfice d'une libéralité ou même seulement les fruits naturels ou civils du bien abandonné, encourraient néanmoins la responsabilité ordinaire : une action en dommages-intérêts serait ouverte contre eux. (Art. 1382 et 1383 Code civil.)

De leur côté, les députations permanentes ainsi que les administrations communales voudront bien toujours instruire d'urgence ces sortes d'affaires. Le gouvernement se fera un devoir d'adopter la même règle.

§ 5 *Actes conservatoires.*

Pour mettre les administrations intéressées en mesure de faire promptement les diligences utiles à l'effet d'obtenir l'autorisation nécessaire pour accepter les libéralités faites au profit d'un service public, les lois et les règlements imposent en général aux notaires l'obligation de leur donner immédiatement connaissance des actes contenant pareilles libéralités.

Voici les dispositions que contiennent à cet égard l'arrêté du 4 pluviôse an XII, et les décrets des 30 décembre 1809 et 6 novembre 1813 :

Arrêté du 4 pluviôse an XII, art. 2 : « Conformément aux anciens règlements constitutifs de l'administration des hospices, les notaires et autres officiers ministériels appelés pour la rédaction des donations et actes testamentaires auront soin de donner avis aux administrateurs, des dispositions qui seront faites en leur faveur. »

Décret du 30 décembre 1809, art. 58 : « Tout notaire devant lequel il aura été passé un acte contenant donation entre-vifs ou disposition testamentaire au profit d'une fabrique sera tenu d'en donner avis au curé ou desservant. »

Décret du 6 novembre 1813, art. 67 : « Tout notaire devant lequel il aura été passé un acte contenant donation entre-vifs ou disposition testamentaire au profit d'un séminaire ou d'une école secondaire ecclésiastique, sera tenu d'en instruire l'évêque, qui devra envoyer les pièces, avec son avis, à notre ministre des cultes, afin que, s'il y a lieu, l'autorisation pour l'acceptation soit donnée en la forme accoutumée. »

L'obligation que ces dispositions imposent aux notaires, obligation qui doit, du reste, être généralisée pour tous les cas de donations ou legs faits au profit d'un service public quelconque, a déjà été rappelée par les circulaires des 10 décembre 1846 ¹, et 2 avril 1847 ². Son exécution laisse cependant encore à désirer.

Ainsi, lorsqu'une même personne a avantage plusieurs établissements distincts par des dispositions principales ou accessoires, contenues dans un seul acte ou dans des actes successifs mais connexes. l'on se borne,

¹ *Moniteur*, 1846, n° 545.

² *Recueil des circulaires*, 1847, p. 22.

en général, à délivrer un simple extrait à chaque établissement intéressé. et il en résulte que l'autorité provinciale étant saisie successivement ou isolément des demandes d'autorisation, est exposée à excéder les bornes de sa compétence, et qu'en tout cas l'autorité appelée à statuer n'est pas mise à même d'envisager l'ensemble des libéralités au point de vue des divers intérêts engagés.

Une telle marche est essentiellement vicieuse, et pour prévenir les inconvénients qui en résultent, MM. les notaires, tout en continuant de se conformer strictement aux dispositions précitées, voudront bien, à l'avenir, communiquer aux députations permanentes des provinces auxquelles ressortissent les établissements intéressés, une copie sur papier libre de tout acte contenant une donation ou un legs au profit d'un service public quelconque, et les députations transmettront, le cas échéant, cette copie au gouvernement, à l'appui de leur avis.

En attendant que l'autorisation pour accepter les dons ou les legs faits aux établissements publics puisse être poursuivie ou accordée et en attendant l'acceptation, les administrateurs doivent avoir soin de faire tous les actes conservatoires qui seraient jugés nécessaires. Cette obligation incombe spécialement aux receveurs des bureaux de bienfaisance et des hospices, ainsi qu'aux trésoriers des fabriques d'églises, en cas de libéralités en faveur de ces établissements. (Arrêté du 4 pluviôse an XII, art. 4, et décret du 30 décembre 1809, art. 78.)

§ 4. *En quelle forme l'autorisation doit être demandée.*

Les formalités à remplir pour poursuivre l'autorisation d'accepter les dons et legs au profit d'un service public, peuvent se réduire aux suivantes :

1° La délibération contenant résolution d'accepter et demande en autorisation est adressée à l'autorité supérieure.

Cette délibération doit, en général, émaner des administrateurs préposés au service intéressé. Quelquefois cependant, les lois ou les règlements déterminent spécialement les administrateurs compétents pour délibérer à cette fin. Ainsi, par exemple, c'est notamment le bureau des marguilliers, comme on l'a déjà vu, que l'art. 59 du décret du 30 décembre 1809 charge de délibérer sur l'acceptation des dons ou legs au profit des fabriques d'église paroissiale ou succursale. Aux termes de cet article, tout acte contenant des dons ou legs à une fabrique doit être remis au trésorier, qui en fait son rapport à la prochaine séance du bureau.

A l'appui de cette délibération, les administrations intéressées doivent avoir soin d'annexer les pièces et les renseignements de nature à éclairer l'autorité supérieure. Les pièces à joindre sont notamment une expédition authentique de l'acte contenant le don ou le legs ; en cas de cession gratuite d'immeubles, un extrait du cadastre indiquant la nature, la situation, la contenance et le revenu net des biens donnés ou légués, un certificat du conservateur des hypothèques ; un double du dernier budget et compte de l'établissement donataire ou légataire, etc., etc. Et quant aux renseignements, ils doivent spécialement fournir quelques données sur l'état de la fortune présumée du donateur ou du testateur ainsi que sur la position plus ou moins aisée de la famille et le degré de parenté des héritiers.

2° L'avis du conseil communal chaque fois qu'il s'agit d'un don ou d'un legs dont l'acceptation est poursuivie au nom d'un établissement public existant dans la commune et ayant une administration spéciale. (Art. 76 de la loi communale.) En donnant cet avis, les administrations communales doivent, en général, s'assurer avec soin de l'utilité que la libéralité peut avoir pour la commune, non seulement sous le rapport financier, mais aussi sous le point de vue moral. Ces administrations qui sont le mieux à même de connaître la position des familles intéressées, doivent aussi toujours se faire un devoir d'éclairer à cet égard l'autorité supérieure.

3° L'avis du chef diocésain pour les libéralités faites aux fabriques d'église, aux congrégations des sœurs hospitalières, aux maisons de refuge ainsi qu'aux séminaires. (Décrets des 18 février 1809, art. 13 ; 30 décembre de la même année, art. 59 ; 26 décembre 1810, art. 4, et 6 novembre 1813, art. 67.)

4° L'avis de la députation permanente lorsque les libéralités distinctes ou connexes excèdent 3,000 fr. (Loi communale, art. 76 n° 3, loi provinciale, art. 65 et 106) ; et si ces libéralités intéressent un établissement ressortissant à plus d'une province, la députation permanente de chaque province intéressée est appelée à émettre son avis. Cette dernière hypothèse se présente notamment pour les donations ou legs en faveur de quelques séminaires ou cathédrales.

SECTION V. *De l'acceptation et de sa notification. — De la demande en délivrance. — De la transcription.*

Lorsque l'autorisation d'accepter a été accordée par le Roi ou par la députation permanente, il reste à consommer l'acceptation.

L'acceptation doit, en général, se faire par les administrateurs de chaque

établissement intéressé. (Art. 937 c. civ.) Les lois organiques déterminent cependant presque toujours l'administrateur spécialement compétent pour remplir cette formalité. L'on trouve ci-après les différentes dispositions se rapportant à cette matière.

Un arrêté du 19 vendémiaire an xi charge expressément les receveurs des revenus des hôpitaux, bureaux de charité, maisons de secours, et autres établissements de bienfaisance de faire, sous leur responsabilité, toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des legs et donations affectés au service de ces établissements (Art. 1.)

Le décret du 18 février 1809, relatif aux congrégations hospitalières, statue :

« Art. 12. Les donations seront acceptées par la supérieure de la maison, quand la donation se fera à une maison spéciale, et par la supérieure générale, quand la donation sera faite à toute la congrégation. » Et cette disposition a été rendue commune aux maisons de refuge par le décret du 26 décembre 1840 précité, art. 4.

Aux termes de l'article 59 du décret du 30 décembre 1809, l'acte d'acceptation, dans lequel il est fait mention de l'autorisation, doit être signé par le trésorier au nom de la fabrique. Cet article ne concerne toutefois que les églises paroissiales et succursales. Pour les églises cathédrales et les séminaires, le même décret porte :

« Art. 143. Les fondations, donations ou legs faits aux églises cathédrales, seront acceptés, ainsi que ceux faits aux séminaires, par l'évêque diocésain. »

Quoique dans la plupart de ces dispositions, l'acceptation des donations se trouve mise sur la même ligne que celle des legs, il y a cependant sous le rapport de la forme et des effets, une distinction essentielle à faire, suivant qu'il s'agit d'accepter une libéralité faite par acte entre-vifs ou par disposition testamentaire.

Pour les legs, l'acceptation se résume en une simple demande en délivrance à former conformément aux prescriptions des articles 1004 et suivants du code civil. Une fois l'autorisation donnée, cette demande peut être poursuivie à toutes fins, et aucun autre acte n'est nécessaire pour assurer la validité de la disposition, devenue irrévocable par la mort du testateur.

Il en est tout autrement pour les libéralités faites par acte de donation entre-vifs.

L'article 932 du code civil porte : « La donation entre-vifs n'engagera le donateur et ne produira aucun effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès. L'acceptation pourra être faite du vivant du dona-

teur, par un acte postérieur et authentique dont il restera minute; mais alors la donation n'aura d'effet à l'égard du donateur que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié. »

Ainsi, contrairement à ce qui arrive pour les legs, l'acceptation des donations entre-vifs est une formalité essentielle pour leur validité, et si cette acceptation ne se fait point dans l'acte constitutif, elle doit nécessairement se faire du vivant des donateurs par un acte postérieur et authentique.

Ce dernier mode d'accepter est le seul qui puisse être suivi pour les donations faites aux établissements publics, puisque cette acceptation ne peut avoir lieu qu'après une autorisation préalable de l'autorité, laquelle ne peut, à son tour, être appelée à statuer que lorsque les offres de donation se trouvent contenues dans un acte régulier. Le texte de l'art. 937 du code civil est formel à cet égard et M. Jaubert s'en est clairement expliqué dans son rapport au tribunal : « L'acceptation, disait-il, qui ne lierait pas le donataire, ne saurait engager le donateur : ainsi il est naturel que la femme mariée ne puisse accepter sans le consentement de son mari ou l'autorisation de la justice; que l'autorisation du gouvernement *doive précéder* l'acceptation des administrateurs des communes ou des hospices, ou des établissements d'utilité publique. » (Loché, code civil, t. 2, p. 436 et suiv.)

L'on trouve des explications non moins nettes sur ce point dans une circulaire du ministre de l'intérieur (M. Chaptal), du 30 germinal an XII, (*Code administratif des établissements de bienfaisance*, p. 34.) L'on y lit :

« Il est bon de ne pas perdre de vue que la donation n'engage le donateur que du moment où l'acceptation en est consommée légalement : qu'une acceptation provisoire de la part des administrateurs et sans autorisation du gouvernement, ne lie point le donateur, et qu'il ne peut être dessaisi de l'objet donné que du jour où une nouvelle acceptation faite en vertu de l'autorisation spéciale, par un acte authentique et postérieur lui a été notifiée. »

La même circulaire ajoute :

« A l'égard des libéralités et donations à cause de mort ou que l'on veut faire par acte de dernière volonté, il est dans la nature des actes qui les contiennent, d'être secrets jusqu'à l'ouverture de la succession, et révocables à la volonté du donateur. Il n'y a pas lieu, dès lors, tant que le donateur existe, à faire autoriser l'acceptation des dispositions faites par ces actes, en ce que la faculté constante de les révoquer peut rendre l'acceptation illusoire, et que le gouvernement, ainsi qu'il en a plusieurs

fois consacré le principe, ne doit point compromettre son intervention par des arrêtés auxquels il ne peut dépendre de lui d'attacher la garantie des avantages qu'ils doivent avoir pour but d'assurer. »

L'article 76, n° 3, de la loi communale n'a nullement modifié ces principes, et il s'ensuit notamment que les administrations intéressées suivraient une marche vicieuse, si elles se contentaient d'intervenir dans l'acte constitutif de la donation pour déclarer qu'elles acceptent, *sauf l'approbation ultérieure de l'autorité compétente*. Une acceptation faite en ces termes serait inopérante, puisqu'elle ne lierait pas plus le donateur que l'autorité même.

Quant à la notification de l'acceptation des donations, comme il ne doit rester aucun doute sur l'accomplissement de cette formalité également substantielle, il importe de la faire par exploit d'huissier. Cette notification a pour but « d'empêcher que le donateur ne soit personnellement victime des transactions qu'il aurait faites dans la croyance qu'il n'était pas engagé. » (Rapport au tribunal, précité; Locré, *ibid.*, p. 456.)

Une fois cette notification faite, la propriété des objets donnés est transférée à l'établissement donataire sans qu'il soit besoin d'autre tradition. (Art. 938, c. civ.)

Cependant, lorsque la donation comprend des biens susceptibles d'hypothèque, il y aura une dernière formalité à remplir, celle de la transcription. L'article 939 porte à ce sujet :

« Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite au bureau des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés. »

Et l'article 940 ajoute : « Lorsque la donation sera faite à des établissements publics, la transcription sera faite à la diligence des . . . administrateurs. »

La formalité de la transcription a spécialement pour but de prévenir les tiers, et son défaut peut être opposé par toutes personnes ayant intérêt, excepté toutefois celles qui sont chargées de faire faire la transcription, ou leurs ayants cause et le donateur. (Art. 944. c. civil.)

Cette formalité est également requise pour les biens immeubles légués comme pour toutes autres mutations de propriété; mais la validité du legs ne dépend point de son accomplissement.

SECTION VI. Des droits d'enregistrement, de transcription et de mutation.

D'après une loi du 7 pluviôse an XII : « Les droits à percevoir au profit du trésor public pour la transcription des actes de donations et d'accep-

tations d'immeubles susceptibles d'hypothèques, ainsi que de la notification faite par acte séparé... et le droit d'enregistrement desdites donations sont modérés, en ce qui concerne les pauvres et les hôpitaux, au droit fixe d'un franc pour la transcription, sans préjudice des droits dévolus au conservateur. »

Cette dispense a été étendue ensuite au profit de plusieurs autres établissements par les dispositions suivantes :

Décret du 18 février 1809, art. 11 : « Il ne sera perçu pour l'enregistrement des actes de donation, legs ou acquisitions, légalement faits en faveur des congrégations hospitalières, qu'un droit fixe d'un franc ; « Et cette disposition a été rendue commune aux maisons dites de refuge par le décret du 26 décembre 1810.

Décret du 30 décembre 1809, art. 81 : « Les dons et legs qui seraient faits aux fabriques d'églises, ne supporteront que le droit fixe d'un franc. »

Enfin, l'art. 67 du décret du 6 novembre 1813 n'assujettit qu'au même droit les dons et legs au profit des séminaires et des écoles ecclésiastiques secondaires.

Toutes ces dispositions ont continué à être en vigueur pour les donations entre-vifs faites aux mêmes établissements, sauf que le droit fixe d'un franc a été porté à 1 fr. 70 cent. par les lois des 31 mai 1824 et 30 septembre 1832. Mais la loi du 27 décembre 1817, relative à la perception du droit de succession, frappe d'un droit de 40 p. $\frac{1}{100}$ les legs au profit des établissements publics en général comme en faveur de toutes personnes non parentes. (Art. 17.)

Le paiement de ce droit, qui est exigible endéans les six mois de la date de l'autorisation, doit avoir lieu d'après une déclaration que les administrateurs de chaque établissement institué sont tenus de déposer dans les délais et dans les formes déterminés par la loi précitée. Cette déclaration doit notamment comprendre la désignation des établissements légitimes, ainsi que la description des biens légués.

SECTION VII. Réduction ou répudiation des dons ou legs faits aux établissements publics. — Réclamations contre l'autorisation ou le refus d'autorisation.

Il résulte suffisamment de tout ce qui a été dit dans la première section que l'autorité compétente pour statuer sur l'acceptation de dons et legs au profit des établissements publics, a par cela même le droit, soit de refuser son autorisation, soit de n'accorder qu'une autorisation partielle.

Voici en quels termes la mission de l'autorité se trouve à cet égard déterminée dans l'ouvrage de M. Vuillefroy, p. 299 :

« *Réduction et rejet.* Le gouvernement appelé, comme tuteur des intérêts généraux et des établissements publics, à statuer sur l'acceptation des libéralités faites en leur faveur, a le droit de réduire, de rejeter même les libéralités, lorsque des considérations d'ordre public, l'équité ou l'intérêt même des établissements lui en font un devoir.

« *Motifs* Les principaux éléments de ses déterminations sont : d'une part, la destination du legs, son utilité, la situation financière de l'établissement, les conditions plus ou moins onéreuses qui peuvent y être attachées ; d'autre part, le degré de parenté des intéressés réclamanis, leur situation de fortune, les raisons plus ou moins louables qui ont déterminé le testateur à les priver de l'héritage auquel leur position semblait leur donner quelques droits, l'origine des biens légués, la nature des influences auxquelles le donateur a pu céder ; enfin, et en première ligne, le respect que méritent les actes de dernière volonté. »

En cas de refus, le don ou le legs devient caduc, et en cas d'autorisation partielle la libéralité subit une réduction ou devient caduque pour toute la partie non comprise dans l'autorisation. Les biens donnés retournent ou restent, en cas de caducité, au donateur, tandis que les biens légués retournent ou restent dans le même cas à la succession du testateur pour être recueillis suivant les règles du droit commun, sans que l'autorité puisse disposer de la partie réduite ou imposer des obligations qui ne résultent pas de l'acte constitutif de la libéralité.

Ce principe est également admis en France, et il a été reconnu dans ce pays que s'il y avait eu quelques exemples de dérogation à ce principe, cette déviation était illégale et pouvait avoir de grands inconvénients. (Avis du comité de l'intérieur du 2 janvier 1833, rendu sur le rapport de M. Guizot et analysé dans le traité de Vuillefroy, p. 304.)

Quelques dérogations à ce principe ont aussi été consacrées chez nous, et il importe d'en prévenir le retour.

M. Vuillefroy ajoute encore sur l'application du même principe : « Il peut en résulter que la réduction qui serait opérée dans l'intérêt d'un héritier pauvre, profitera en même temps à un héritier riche ; mais cet inconvénient n'est pas de nature à empêcher le rejet ou la réduction. Le gouvernement qui, en pareil cas, se trouve dans l'impossibilité d'attribuer aux nécessiteux seulement les avantages résultant de la réduction des legs, doit examiner s'il ne vaut pas encore mieux procurer à une personne déjà riche un accroissement de fortune, dont elle pouvait se passer, plutôt que de priver des gens notoirement malheureux, de sommes comparativement moins fortes, mais dont la grande importance pour eux ne

saurait être méconnue.» (Avis du comité de l'intérieur, 8 novembre 1833; R^r Ternaux.)

Au reste, si l'autorité ne peut pas disposer des biens réduits ni imposer de nouvelles obligations ou charges, elle ne peut pas, d'un autre côté, changer ces obligations mêmes. Toutefois, aux termes de l'art. 29 du décret du 30 décembre 1809, lorsque le revenu d'une fondation de services religieux est devenu inférieur au prix de ces services, et lorsque le défaut de proportion entre ce revenu et les charges l'exige, la réduction des services peut être autorisée par l'évêque, conformément aux règles canoniques.

Quant à la faculté de la répudiation, de même que les administrateurs des établissements publics ne peuvent accepter une libéralité sans une autorisation de l'autorité supérieure, de même aussi ils ne peuvent, sans une autorisation semblable, répudier pareille libéralité. Les pouvoirs de ces administrateurs sont, sous ce double rapport, limités et soumis au contrôle de toutes les administrations centrales dont ils dépendent.

Enfin, aux termes de l'art. 76, n° 3, de la loi communale : Toute réclamation contre l'approbation donnée par la députation permanente doit être présentée au plus tard dans les trente jours qui suivent la notification de l'autorisation faite à la partie réclamante s'il y a eu opposition; et, en cas de refus d'approbation totale ou partielle, la réclamation doit être faite dans les trente jours à partir de celui où le refus aura été communiqué à l'administration intéressée.

En cas de réclamation, il est toujours statué par le Roi sur l'acceptation, la répudiation ou la réduction de la donation ou du legs.

Lorsque la députation a pris une résolution qui sortirait de ses attributions ou qui blesserait l'intérêt général, le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès du gouvernement dans les dix jours, et de le notifier à la députation, au plus tard dans le jour qui suit le recours. Ce recours est suspensif de l'exécution pendant trente jours, à dater de sa notification; et si, dans ce délai, le gouvernement n'a pas prononcé, la résolution est exécutoire. (Loi provinciale, art. 425.)

SECTION VIII. *Statistique des dons et legs au profit des établissements publics.*

L'intervention de l'autorité en cette matière a spécialement pour but, ainsi qu'il a été établi, de prévenir qu'une trop grande partie de biens ne sortent du commerce. Or, pour que l'administration puisse bien remplir, sous ce rapport, sa mission, elle doit nécessairement pouvoir connaître le

nombre, la nature et l'importance des libéralités dont l'acceptation est successivement autorisée au profit des établissements publics.

D'un autre côté, il importe que les secours louables que les différents services publics obtiennent de la bienfaisance privée ne restent pas inconnus du public : les bons exemples trouvent souvent des imitateurs et ceux dont il s'agit ne peuvent dès lors recevoir une trop grande publicité.

C'est ce qu'avait senti Napoléon, lorsque par son décret du 12 août 1807, relatif à l'acceptation des dons et legs inférieurs à 300 francs, il ordonna :

« ART. 3. Chaque année, le tableau de ces dons et legs sera envoyé par les préfets à notre ministre de l'intérieur, qui en formera un tableau général, lequel nous sera soumis dans le cours du mois de janvier et sera publié. »

Les députations permanentes voudront bien tenir la main à l'observation de cette disposition pour tous les dons et legs dont elles auront annuellement autorisé l'acceptation ; chaque année, dans la première quinzaine du mois de janvier, elles adresseront au département de la justice un tableau détaillé indiquant, par numéros d'ordre et de date des arrêtés d'autorisation, les noms des donateurs ou testateurs, l'établissement avantagé, la nature des dons ou legs, l'importance des biens donnés ou légués avec les indications cadastrales pour les immeubles, ainsi que les motifs des refus ou des réductions qui auraient été prononcés. Le modèle de ce tableau sera incessamment adressé à MM. les gouverneurs.

Le gouvernement se fera, de son côté, un devoir de publier annuellement le tableau général de toutes les libéralités, au profit des services publics, dont l'acceptation aurait été autorisée ou refusée dans le courant de l'année précédente.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉCOLES DE RÉFORME A RUISSELEDE. — FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS. —
ÉVALUATION DES ÉMOLUMENTS *

1^{re} Dir. 2^e B. n^o 12,204. — Lièges, le 22 avril 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT !

Vu l'art. 3 de notre arrêté du 8 mars 1849 concernant l'organisation et le personnel des écoles de réforme ;

* *Moniteur*, 1849, n^o 122.

Vu l'art. 15, 4^e, de notre arrêté du 29 décembre 1844, qui approuve les statuts organiques de la caisse des veuves et orphelins du département de la justice;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les émoluments accordés, outre le traitement fixe, aux fonctionnaires et employés de l'école de réforme des garçons à Ruyssellede, sont évalués comme suit :

1^o Directeur, mille francs (fr. 1,000);

2^o Aumônier, préposé à la comptabilité, instituteur principal, cinq cents francs (fr. 500);

3^o Commis adjoints, instituteurs adjoints, quatre cents francs (fr. 400);

4^o Surveillants, trois cents francs (fr. 300).

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — TÉMOINS ÉTRANGERS.

3^e Dir. 2^e B. Litt. E. C., N^o 11. — Bruxelles, le 28 avril 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Gouverneurs des provinces, les Procureurs du Roi et les Officiers de l'état civil.

Des faits récents prouvent que quelques officiers de l'état civil agissant contrairement au texte et à l'esprit de la loi, croient pouvoir se refuser à admettre les étrangers comme témoins aux actes de l'état civil.

L'article 37 du code civil détermine, d'une manière limitative, les conditions requises pour être témoins aux actes de l'état civil. Les individus présentés à cette fin doivent être du sexe masculin et être âgés de 21 ans au moins; mais à part ces deux restrictions, *ils peuvent être choisis*, par les personnes intéressées, parmi les *parents ou autres*. Ces dernières expressions de l'article indiquent clairement que les étrangers sont également aptes à être choisis comme témoins, lorsque, d'ailleurs, ils réunissent les deux conditions précitées.

L'article 48 du code démontre ultérieurement que tel est l'esprit de la

Moniteur, 1849, n^o 119.

loi. Cet article concerne les actes de l'état civil en pays étranger; il se réfère nécessairement à l'article 37 pour la capacité des témoins, et il est impossible de supposer que le législateur ait voulu que les nationaux seuls pussent être témoins en cette circonstance.

La différence entre la capacité requise pour être témoin à un acte de l'état civil ou à d'autres actes, tels que les actes notariés, s'explique du reste par la nature diverse de ces actes. Les actes de l'état civil ont principalement pour but de constater l'état de l'homme dans la société; les témoins n'y interviennent que pour certifier certains faits, et comme ces faits sont, avant tout, connus de la famille, la loi admet même, jusqu'à un certain point, de préférence, le témoignage des parents ou amis, sans distinction s'ils sont ou non étrangers.

MM. les officiers de l'état civil voudront bien, en conséquence, laisser à cet égard la plus grande latitude aux parties intéressées.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS NOUVELLES. — PROJETS DE TRAVAUX. — RÉCEPTIONS *.

2^e Dir. 1^{er} B. n^o 13,557. — Laeken, le 20 avril 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

À TOUS PRÉSENTS ET À VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 12 juin 1847, autorisant l'emploi d'architectes particuliers pour la rédaction et l'exécution des projets de travaux relatifs, soit à l'établissement de prisons nouvelles, soit à l'agrandissement ou à l'amélioration des prisons existantes;

Voulant entourer de toutes les garanties convenables les réceptions des dits travaux;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. La dernière réception provisoire et la réception définitive des travaux projetés par des architectes particuliers et exécutés sous leur direction, seront faites par une commission composée de :

MM. l'administrateur des prisons;

L'inspecteur général des prisons;

Le contrôleur des constructions;

* *Moniteur*, 1849, n^o 150.

L'architecte auteur du projet;

Et de deux membres de la commission administrative de la prison nouvellement érigée ou de la prison ancienne existant dans la localité.

Ces membres seront nommés par notre ministre de la justice, sur la proposition du gouverneur de la province dans laquelle sera située la construction à recevoir.

Notre Ministre susdit est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera envoyée à la cour des comptes pour information.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

INDIGENTS. — HOLLANDE ET LUXEMBOURG. — DÉNONCIATION DES
CONVENTIONS *.

4^e Dir. 1^{er} B. n^o 524. — Bruxelles, le 1^{er} mai 1849.

A. M. H. les Gouverneurs.

Le gouvernement des Pays-Bas a dénoncé, le 6 février dernier, la convention du 6 novembre 1841 (*Bulletin officiel* de 1842, n^o III), concernant le remboursement des secours accordés en Belgique et en Hollande aux indigents des deux pays. De son côté, le gouvernement belge a dénoncé également, le 25 février, la convention conclue le 24 août 1843 (*Bulletin officiel* de 1843, n^o 787), relative aux indigents du Luxembourg secourus en Belgique et aux Belges secourus dans le Grand-duché.

Ces conventions cesseront entièrement d'avoir leur effet, à savoir, la première, le 6 août prochain, et la deuxième, le 24 du même mois.

Je vous prie d'en informer les communes et les établissements de bienfaisance de votre province, en les invitant à vous faire parvenir, fin d'août, les déclarations relatives aux secours accordés jusqu'à la date des 6 et 24 août aux indigents néerlandais ou luxembourgeois, et dont le remboursement devra encore être réclamé au gouvernement hollandais ou grand-ducal.

Après ces dates respectives, on suivra, en ce qui concerne les indigents de ces deux pays, les principes de la marche administrative adoptés à l'égard des indigents appartenant à d'autres nations.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur*. 1849. n^o 124. — Voir 25 mai 1849.

SÉMINAIRES DIOCÉSAINS. — TRAITEMENTS DES PROFESSEURS. — RETENUE.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 3,971. — Bruxelles, le 4 mai 1849.*A MM. les Chefs diocésains.*

En exécution de l'article 5 de la loi du 17 février dernier, (*Moniteur*, n^o 50), je viens vous prier de vouloir bien, à l'avenir, opérer la retenue de 4 p. %, prescrite par cet article, sur les traitements de M. les professeurs de votre séminaire, portés sur les états collectifs que vous m'adresserez trimestriellement.

Les sommes retenues ainsi sur les traitements de chacun des intéressés, devant toujours figurer sur les états collectifs, il y aura lieu d'y ouvrir, à cette fin, immédiatement après la colonne indiquant le *chiffre brut des sommes dues*, deux nouvelles colonnes, destinées : l'une, à indiquer le *montant de la retenue de 4 p. % au profit du trésor*, et l'autre le *restant net des sommes à payer*.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

ÉCOLES DE RÉFORME A RUYSSSELEDE. — COMITÉ D'INSPECTION ET DE SURVEILLANCE. — ATTRIBUTIONS *.

Lacken, le 7 mai 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES.

A TOUS PRÉSENTS ET A VÉNIR, SALUT!

Vu les articles 9 et 10 de notre arrêté du 8 mars 1849 ;

Vu l'avis émis par la députation permanente du conseil provincial, aux termes de l'article 7 de la loi du 3 avril 1848 ;

Sur le rapport de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Le comité d'inspection et de surveillance des écoles de réforme à Ruyssselede est chargé, sous la direction de notre ministre de la justice de surveiller tout ce qui concerne la gestion et les divers services du dit établissement : les bâtiments et le mobilier, le ménage, l'exploitation agricole, le travail industriel, la comptabilité, l'instruction et la réforme des colons.

Il maintiendra l'exécution des règlements et des instructions, il fera

telles propositions qu'il jugera convenables dans l'intérêt de l'établissement.

En cas d'urgence, il pourra donner tels ordres que les circonstances exigeront, sauf à en référer immédiatement à notre ministre de la justice.

ART. 2. Le comité correspond directement avec notre ministre susdit.

ART. 3. Il fixe les époques et les endroits de ses réunions; celles-ci auront lieu dans le local affecté à cet effet dans l'établissement au moins une fois tous les mois pendant la saison d'été et une fois tous les deux mois pendant la saison d'hiver.

ART. 4. Il répartit entre ses membres le service de surveillance et les diverses attributions qui lui sont dévolues.

Il délègue spécialement l'un de ses membres pour inspecter l'établissement dans l'intervalle de ses réunions.

Il est rendu compte des résultats de cette inspection à chaque séance du comité.

ART. 5. Le comité tient procès-verbal de ses délibérations.

Il peut, pour tout ce qui concerne ses écritures, réclamer l'assistance du directeur et des employés de l'établissement.

ART. 6. Toutes les dépenses qui auront été faites dans le courant de chaque trimestre seront vérifiées au commencement du trimestre suivant par le comité ou celui de ses membres qu'il délèguera à cet effet; il en sera formé un état en double expédition, lequel sera adressé à notre ministre de la justice, accompagné de toutes les pièces justificatives, avec les observations auxquelles il pourrait donner lieu.

ART. 7. Avant le mois de juillet de chaque année, le comité rédigera, de commun accord avec le directeur, un projet de budget de dépenses pour l'année suivante; il y joindra un plan de culture et de travail, ainsi que l'indication détaillée des constructions, changements ou réparations à faire aux locaux.

Ce projet sera transmis à notre ministre de la justice, avant le 1^{er} août, par l'intermédiaire de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale, qui y joindra, s'il y a lieu, ses observations.

ART. 8. Au commencement de chaque année, le directeur adressera au comité un rapport sur la situation des écoles de réforme pendant l'exercice écoulé et sur les changements et améliorations à y apporter.

A ce rapport sera joint :

1^o Un tableau de la population des deux écoles, des entrées, des sorties et des mutations de toute nature ;

2^o Un tableau de l'état sanitaire, des journées de maladies, des décès, etc ;

3° Un état des dépenses classées par catégories, telles que traitements, salaires et ménages des employés, nourriture, coucher, habillement des colons, combustibles, éclairage, blanchissage, médicaments, frais de bureau, des écoles et du culte, mobilier, constructions et réparations, etc ;

4° Un état des opérations de la culture et des ateliers, des journées de travail, des dépenses et recettes, etc ;

5° Un inventaire des objets mobiliers et des effets et articles en service et en magasin ;

6° Un relevé du nombre et de l'espèce des punitions infligées et des récompenses accordées, ainsi que l'analyse et le résumé de la comptabilité morale ;

7° Un tableau de la situation et des progrès de l'instruction pendant l'exercice écoulé ;

8° Les rapports de l'aumônier, de l'instituteur en chef et du médecin concernant les services spéciaux qui leur sont confiés.

ART. 9. Le rapport du directeur avec les annexes sera transmis par le comité, avec les observations qu'il aura pu lui suggérer, à la députation permanente du conseil de la province, qui, après l'avoir examiné à son tour, l'adressera à notre ministre de la justice dans le plus bref délai possible.

ART. 10. Un registre sera déposé à l'établissement, dans le local des séances du comité, sur lequel chacun de ses membres, ainsi que l'inspecteur général des établissements de bienfaisance consigneront leurs observations et les ordres qu'ils auront pu donner lors de leurs inspections.

ART. 11. A partir du 4^{er} janvier 1850, le comité sera renouvelé par tiers, par quart ou par cinquième, tous les ans, en raison du nombre de ses membres et d'après leur rang d'ancienneté.

Les membres sortants peuvent toujours être renommés.

ART. 12. L'ordre du premier renouvellement sera déterminé par un tirage au sort.

Le membre nommé en remplacement d'un autre dans l'intervalle des renouvellements périodiques, achève le temps du remplacé.

ART. 13. Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — DONS, LEGS. — TABLEAUX STATISTIQUES. —
MODÈLE.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 25. — Bruxelles, le 8 mai 1849.

M le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le modèle du tableau des dons et legs dont l'envoi à mon département est prescrit par l'avant dernier paragraphe de ma circulaire du 10 avril dernier, 3^e dir., 2^e bur. litt. L. n^o 21.

Il sera dressé un tableau séparé pour chaque catégorie d'établissements, tels que :

- 1^o Bureaux de bienfaisance;
- 2^o Hospices;
- 3^o Monts-de-piété;
- 4^o Fabriques d'église;
- 5^o Cathédrales;
- 6^o Séminaires;
- 7^o Associations religieuses;
- 8^o Consistoires protestants,
- 9^o Etc., etc.

Les éléments de ces tableaux seront puisés dans les bulletins de renseignements dont un modèle se trouve également ci-joint, et qui sera rempli dans chaque affaire par les établissements intéressés; ces bulletins seront vérifiés au gouvernement provincial, et complétés ou rectifiés, s'il y a lieu, avant que le contenu en soit porté sur le tableau, qui sera toujours tenu au courant. Dans les premiers jours de janvier, les chiffres des colonnes 1, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18 et 19, seront additionnés au bas de chaque tableau en ayant soin de soustraire des totaux des dites colonnes le chiffre global des libéralités qui n'auront pas été autorisées ainsi que des réductions opérées.

Lorsque la décision à prendre sera de la compétence du gouvernement, le bulletin dont il s'agit sera envoyé à mon département avec les autres pièces de l'instruction.

Pour les états des dons et legs dont l'acceptation a été autorisée, jusqu'au 31 décembre 1848, l'on continuera à se servir du modèle prescrit par la circulaire du 8 novembre 1845, 1^{re} Div. 1^{er} Bur., n^o 4, 222.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

1	2.	3.	DÉSIGNATION		NATURE ET IMPORTANCE DES BIENS DONNÉS OU LÉ					RE S LE I	
			DES BIENFAITEURS.	DES ÉTABLISSEMENTS AVANTAGÉS.	DÉSIGNATION DES BIENS.	COMMUNE ET LIEU DE LA SITUATION DES BIENS-FONDS.	INDICATIONS CADASTRALES.				PROPRIÉTÉS
							CONTENANCE. H. Ar. C.	SECTION.	NUMÉRO DE LA PARCELLE.		
			4	5	6.	7.	8.	9.	10.	11	

ANT AL ITÉS RES.	REVENU ANNUEL DES RENTES ET INSCRIPTIONS.	DESTINATION des biens donnés ou légués, et charges ou conditions attachées à la libéralité.	ÉVALUATION DES CHARGES AU PROFIT				OBSERVATIONS. MOTIFS des refus d'autorisation et des réductions, et montant des réductions.
			DE PERSONNES FAIVÉES.		D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.		
			EN CAPITAL.	EN REVENU.	EN CAPITAL.	EN REVENU.	
14.	15.	16.	17.	18.	19.	20.	

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS,

CONCERNANT

fait par

l
au profit
suivant
le

passé devant le notaire

à

NATURE ET IMPORTANCE DES BIENS.

DÉSIGNATION DES BIENS. 1 ^o PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES.	COMMUNE ET LIEU DE LA SITUATION DES BIENS-FONDS.	INDICATIONS CADASTRALES.				REVENU NET.	
		COTISATION en HECTARES.	SECTION.	NO DE LA PARCELLE.	PROPRIÉTÉS		
					BÂTIES.	NON-BÂTIES.	

2 ^o PROPRIÉTÉS MOBILIÈRES. 1.	MONTANT EN CAPITAL. 2.	REVENU ANNUEL DES RENTES OU INSCRIP- TIONS. 3.	OBSERVATIONS. Dans la colonne : <i>désignation des biens</i> , l'on indiquera pour chaque objet compris dans la libéralité, en ce qui concerne les propriétés immobilières, si c'est par ex. une maison, un jardin, une terre labourable, une prairie, un bois, etc., etc., et en ce qui concerne les propriétés mobilières, si la libéralité consiste en numéraire, obligations, rentes, inscriptions, redevance en nature, et dans ce dernier cas l'objet et la quantité de la prestation, etc., etc. Pour les rentes et inscriptions, l'on fera connaître le taux de l'intérêt dans la première colonne et le capital nominal dans la seconde; pour les prestations en nature, on indiquera dans la première colonne l'objet et la quantité, et dans les deux colonnes suivantes, leur évaluation en capital et en revenu. Lorsque plusieurs établissements sont avantagés, un bulletin séparé sera dressé pour chaque établissement.

DESTINATION DES BIENS DONNÉS OU LÉGUÉS. CHARGES ET CONDITIONS ATTACHÉES A LA LIBÉRALITÉ.	ÉVALUATION DES CHARGES AU PROFIT			
	DE PERSONNES PRIVÉES.		D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.	
	EN CAPITAL.	EN REVENU.	EN CAPITAL.	EN REVENU.

OBSERVATIONS.

(Si l'instruction de l'affaire avait éprouvé des retards, on en mentionnerait ici les causes à la suite des autres observations.)

BIENS DES MINEURS. — QUITTANCE DU PRIX DE VENTE. — PAYEMENT FICTIF.

5^e Dir. 2^e B. litt. O. N^o 16. — Bruxelles, le 8 mai 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du Roi, les juge-de-paix et les notaires.

Il arrive fréquemment que les notaires insèrent dans l'acte d'adjudication des biens des mineurs la quittance du prix de vente, alors qu'il ne s'est opéré qu'un paiement fictif par la remise de contre-lettres, bons de paiement, billets à termes ou autres titres qui n'emportent point libération réelle.

* *Moniteur*, 1849, n^o 130.

Cet usage abusif, outre qu'il a pour résultat de frustrer le trésor du droit d'un demi pour cent, qui est exigible lorsque la quittance est donnée par acte séparé, est encore de nature à compromettre gravement les droits des mineurs; ceux-ci se trouvent ainsi privés du privilège que la loi leur accorde sur les biens vendus, et ils sont exposés par suite à perdre le prix de la vente, si l'acquéreur tombe en déconfiture ou s'il devient insolvable.

La vente des biens appartenant en tout ou en partie à des mineurs, devant être autorisée par le tribunal (*loi du 12 juin 1816*), celui-ci peut exiger communication du cahier des charges (*arrêté royal du 12 septembre 1822, art. 4*), et modifier, au besoin, les clauses, ou régler le mode de paiement de la manière la plus avantageuse aux intérêts des mineurs. Les officiers du ministère public qui doivent toujours être entendus dans ces affaires (*art. 59 C. proc. civ. et loi précitée du 12 juin 1816, art. 2, § 3*), fixeront, le cas échéant, l'attention des tribunaux sur cet objet. De leur côté, les juges-de-paix qui doivent veiller à ce que dans ces ventes il ne se fasse rien au préjudice des mineurs (*même loi, art. 3*), et qui peuvent se faire produire le cahier des charges dix jours avant la vente (*arrêté précité, art. 5*), voudront bien, à l'avenir, ne laisser insérer aucune quittance dans les actes de vente, qu'après s'être assuré que le prix a été payé antérieurement, et qu'il l'a été d'après le mode déterminé par le cahier des charges.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. — ÉTATS STATISTIQUES. — MODÈLE.

Secret. gén. 2^e B. N^o 21. — Bruxelles, le 9 mai 1849.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre occidentale, de Hainaut et de Liège.

La population des dépôts de mendicité mérite de fixer particulièrement l'attention du gouvernement. Afin d'introduire l'uniformité dans les comptes généraux de la situation de ces établissements, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, un modèle de tableau renfermant une série d'états statistiques, que je vous prie de vouloir bien faire dresser à l'appui du compte que vous me transmettez annuellement de la situation du dépôt de mendicité de votre province.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMPTE STATISTIQUE DE LA SITUATION DU DÉPÔT DE MENDEICITE D

PENDANT L'ANNÉE 18

PREMIÈRE PARTIE. — POPULATION GÉNÉRALE.
I. MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE.

SEXES.	Nombre des reclus antérieurement pendant l'année		Nés dans l'année		SORTIS		POPULATION à la fin de l'ANNÉE														
	Population au commencement de l'année.	Population au commencement de l'année.	Volontaires.	Condamnés.	Libérés sur leur demande.	Transférés.	Volontaires.	Condamnés.													
Hommes	vieillard, infirmes, incurables. adultes valides (18 à 29 ans). jeunes de moins de 12 ans. garçons	Du collège des bourgeois et élèves. Du gouverneur. Du commissaire d'arrondissement. de la députation permanente. Condamnés, pour mendicité ou vagabondage, après l'expiration de leur peine.	Nés dans l'année Volontaires. Condamnés.	Libérés sur leur demande. Par la commune. A l'intervention de parents. A l'intervention de particuliers.	Transférés. A la frontière.	Volontaires.	Condamnés.														
								Femmes	vieillard, infirmes, incurables. adultes valides (18 à 29 ans). jeunes de moins de 12 ans. filles	Nés dans l'année Volontaires. Condamnés.	Libérés sur leur demande. Par la commune. A l'intervention de parents. A l'intervention de particuliers.	Transférés. A la frontière.	Volontaires.	Condamnés.							
															TOTAL.						

Il y aura lieu d'insérer dans ce tableau les catégories qui n'y sont pas indiquées, par exemple : rendus en liberté pour crimes ou délits, incorporés dans l'armée, etc.

OBSERVATIONS.

III. ÉTAT DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE,

avec l'indication des communes, des provinces ou du pays étranger auxquels ils appartiennent.

RECLUS VOLONTAIRES ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE.				RECLUS CONDANNÉS.		
COMMUNE	COMMUNE	Nombre des reclus admis par autorisation		COMMUNE	COMMUNE	NOMBRE DES RECLUS.
qui a autorisé ou refusé l'admission.	du domicile de secours.	de la commune.	d'autres autorités.	où ils ont été arrêtés en état de mendicité ou de vagabondage.	du domicile de secours.	

IV. AGE DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE ET DES RECLUS DÉCÉDÉS.

NOMBRE DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE.	Reclus âgés de moins de 18 ans, entrés au dépôt pendant l'année													OBSERVATIONS.					
	Nés dans l'établissement.	1 an et moins.	2 ans accomplis.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	6 ans.	7 ans.	8 ans.	9 ans.	10 ans.	11 ans.	12 ans.		13 ans.	14 ans.	15 ans.	16 ans.	17 ans accomplis.
Volontaires. {																			
garçons.																			
filles.																			
Condamnés. {																			
garçons.																			
filles.																			
Totaux. . . {																			
enfants légitimes.																			
— naturels.																			
— trouvés.																			
Décédés. . . {																			
garçons.																			
filles.																			
Totaux.																			

324

1849.

V. AGE ET ÉTAT-CIVIL DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE, ET DES RECLUS DÉCÉDÉS.

NOMBRE DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE.	Indigents de moins de 18 ans (total).	Valides				Infirmes et incurables				Vieillards		OBSERVATIONS		
		18 à 25 ans.	25 à 40 ans.	40 à 55 ans.	55 à 70 ans.	Moins de 18 ans.	18 à 25 ans.	25 à 40 ans.	40 à 55 ans.	55 à 70 ans.	70 à 80 ans.		80 à 90 ans.	Plus de 90 ans.
Volontaires. { hommes . . .														
{ femmes . . .														
Condamnés. { hommes . . .														
{ femmes . . .														
TOTAUX . . .														
Décédés. . . { hommes . . .														
{ femmes . . .														
ÉTAT-CIVIL.														
DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE.														
Hommes. { célibataires . .														
{ mariés														
{ veufs														
Femmes. { célibataires . .														
{ mariées														
{ veuves														
TOTAUX . .														

VII. ÉTAT DES RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE,
qui se trouvaient en état de récidive, et des repris de justice compris parmi les reclus entrés pendant l'année.

RECLUS ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE.	NOMBRE DES RECLUS EN ÉTAT DE RÉCIDIVE,							Nombre des reclus entrés pendant l'année.			(a) Les reclus entrés par suite de condamnation pour mendicité ou vagabondage, ne seront portés dans cette colonne que lorsqu'ils auront subi d'autres condamnations.			
	TOTAL.	sortis du dépôt antérieurement à l'année et rentrés pendant l'année				sortis du dépôt et rentrés pendant l'année			Libérés de peines	dans les maisons centrales.		dans les prisons secondaires.		
		moins de trois mois après la sortie.	trois à six mois.	six mois à un an.	plus d'un an.	moins de trois mois après la sortie.	trois à six mois.	six mois à un an.					plus d'un an.	
Volontaires	hommes	vieillards et infirmes.							(a)					
		adultes, valides.												
	garçons	de 12 à 18 ans.												
		de moins de 12 ans.												
femmes	vieillards et infirmes.													
	adultes, valides.													
	filles	de 12 à 18 ans.												
		de moins de 12 ans.												
Condamnés	hommes	vieillards et infirmes.												
		adultes, valides.												
	garçons	de 12 à 18 ans.												
		de moins de 12 ans.												
femmes	vieillards et infirmes.													
	adultes, valides.													
	filles	de 12 à 18 ans.												
de moins de 12 ans.														
TOTAL														

1849.

527

VIII. ÉTAT DES RECLUS SORTIS PENDANT L'ANNÉE AVEC L'INDICATION DE LA DURÉE DE LA DÉTENTION.

LIBÉRÉS PENDANT L'ANNÉE.	RECLUS		OBSERVATIONS.
	RECLUS VOLONTAIRES.	RECLUS CONDAMNÉS.	
<p>RECLUS</p> <p>LIBÉRÉS PENDANT L'ANNÉE.</p> <p>Hommes { vieillards et infirmes, { adultes valides, { de 12 à 18 ans, { garçons de moins de 12 ans, { vieillards et infirmes, Femmes { adultes valides, { de 12 à 18 ans, { filles de moins de 12 ans,</p> <p>TOTAL DES RECLUS LIBÉRÉS.</p> <p>Hommes { vieillards et infirmes, { adultes valides, { de 12 à 18 ans, { garçons de moins de 12 ans, Décédés { vieillards et infirmes, { adultes valides, { de 12 à 18 ans, Femmes { adultes valides, { de 12 à 18 ans, { filles de moins de 12 ans,</p> <p>TOTAL DES RECLUS DÉCÉDÉS.</p>	Total des reclus sortis pendant l'année		
	Moins d'un mois.		
	1 à 3 mois.		
	3 à 6 mois.		
	6 mois à 1 an.		
	1 an à 2 ans.		
	2 à 3 ans.		
	3 à 4 ans.		
	4 à 5 ans.		
	5 ans et plus.		
	Moins d'un mois.		
	1 à 3 mois.		
	3 à 6 mois.		
	6 mois à 1 an.		
	1 an à 2 ans.		
2 à 3 ans.			
3 à 4 ans.			
4 à 5 ans.			
5 ans et plus.			
Nombre total des journées de détention.			

X. NATURE DES MALADIES.

NATURE DES MALADIES EN SUIVANT LE TABLEAU ARRÊTÉ PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE.	NOMBRE DES MALADES				OBSERVATIONS.
	Entrés à l'infirmerie.	sortis de l'infirmerie			
	Guéris.	Avant leur guérison.	Décédés.		

TROISIÈME PARTIE. — ÉCOLE.
XI. MOUVEMENT DE L'ÉCOLE.

	NOMBRE DES RECLUS				SORTIS DE L'ÉCOLE APRÈS L'AVOIR SUIVI										Durée moyenne de la fréquentation.	Nombre des reclus à l'école à la fin de l'année.	Population moyenne de l'école.	OBSERVATIONS.	
	Fréquentant l'école au commencement de l'année.	Moins de 8 ans.	8 à 12 ans.	12 à 15 ans.	15 ans et plus.	Moins d'un mois.	Un mois.	Deux mois.	Trois mois.	Quatre mois.	Cinq mois.	Six mois.	Sept mois à un an.	Un an et plus.					Total.
Garçons . . .																			
Filles . . .																			
Total . . .																			

XII APERÇU DES BRANCHES D'ENSEIGNEMENT.

XIII. RÉSULTAT DE L'ENSEIGNEMENT.

RECLUS ENTRÉS A L'ÉCOLE.	Nombre des reclus entrés à l'école pendant l'année				DEGRÉ D'INSTRUCTION A L'ÉPOQUE DE LEUR ENTRÉE A L'ÉCOLE DES RECLUS qui en SONT SORTIS PENDANT L'ANNÉE.	Nombre des reclus sortis de l'école pendant l'année				OBSERVATIONS.
	SACHANT Lire		SACHANT Lire, écrit et calculer.			SACHANT Lire, écrit et calculer.		SACHANT Lire, écrit et calculer.		
	Imparfaitement. (1 ^{er} Degré.)	Bien.	Imparfaitement. (2 ^e Degré.)	Bien. (3 ^e Degré.)		Imparfaitement. (1 ^{er} Degré.)	Bien.	Imparfaitement. (2 ^e Degré.)	Bien. (3 ^e Degré.)	
Garçons âgés de	moins de 8 ans.				sans instruction.					
	8 à 12 ans.					sachant lire (1 ^{er} degré).				
	12 à 15 ans.				sachant lire, écrire et calculer (2 ^e deg.)					
	15 ans et plus.				ayant une instr. supérieure (3 ^e degré).					
Filles âgées de	moins de 8 ans.				sans instruction.					
	8 à 12 ans.					sachant lire (1 ^{er} degré).				
	12 à 15 ans.				sachant lire, écrire et calculer (2 ^e deg.)					
	15 ans et plus.				ayant une instr. supérieure (3 ^e degré).					
TOTAUX.					TOTAUX.					

XV. ÉTAT DES JOURNÉES D'ENTRETIEN, DE TRAVAIL ET DES JOURNÉES SANS OCCUPATION.

	Nombre total des journées d'entretien.	NOMBRE DES JOURNÉES							NOMBRE DES DÉTENUX OCCUPÉS PENDANT L'ANNÉE	
		En quarantaine.	A l'imprimerie.	En punition. ¹	De travail		Sans travail (non compris les 9 premières colonnes)		Au service intérieur.	Aux ateliers.
					Au service intérieur.	Aux ateliers.	Jours Ouvrables.	Dimanches et jours de fête.		
Hommes.										
{ vieillards.										
{ valides.										
{ enfants { de 12 à 18 ans.										
{ de moins de 12 ans.										
Femmes.										
{ vieillards.										
{ valides.										
{ enfants { de 12 à 18 ans.										
{ de moins de 12 ans.										
TOTAUX.										

134

1849.

XVI. QUANTITÉS ET PRIX DES OBJETS FOURNIS :

1° Au service intérieur de l'établissement; 2° Aux administrations publiques; 3° Aux particuliers; 4° Exportés.

DÉSIGNATION DES OBJETS FOURNIS.	Mesure, largeur, taille, etc.	Quantités livrées.	PRIX DE REVIENT						PRIX DE VENTE		OBSERVATIONS.
			PAR OBJET.			POUR TOUTE LA QUANTITÉ FOURNIE.			Par objet.	Total.	
			Matières premières.	Salaires ou gratifications.	Total.	Matières premières.	Salaires ou gratifications.	Total.			

1949.

538

CINQUIÈME PARTIE.

XVII. SITUATION DE LA CAISSE D'ÉPARGNES, OU MONTANT DES MASSES DE RÉSERVE.

556

SIXIÈME PARTIE
XVIII. PUNITIONS.

MOTIFS DES PUNITIONS.	HOMMES				FEMMES				TOTAL.	OBSERVATIONS.
	Vieillards infirmes.	Adultes valides.	GARÇONS		Vieillards, infirmes.	Adultes valides.	FILLES			
			De 12 à 18 ans.	De moins de 12 ans.			de 12 à 18 ans.	De moins de 12 ans.		
NATURE DES PUNITIONS INFLIGÉES.										

1849.

GARDE CIVIQUE. — PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE DISCIPLINE. — JUGES-DE-PAIX ET SUPPLÉANTS. *

5^e Dir. 3^e B. N^o 2,092. — Bruxelles, le 12 mai 1849.

A M. les Juges-de-paix et leurs suppléants, les Majors et les Officiers Rapporteurs de la garde civique.

L'art. 95 de la loi organique de la garde civique, en date du 8 mai 1848, dispose : « le conseil de discipline est présidé par un juge-de-paix, ou à son défaut par un major. »

Des doutes paraissent s'être élevés sur la question de savoir si en cas d'absence ou d'empêchement du juge-de-paix, le suppléant doit le remplacer dans la présidence du conseil, avant le major ?

Cette question doit recevoir une solution affirmative. La loi a voulu en règle générale, attribuer cette présidence à un magistrat de l'ordre judiciaire, et en principe les fonctions de juge-de-paix sont en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire, remplies par les juges suppléants.

Ce principe est consacré d'une manière expresse par l'art. 3 de la loi du 29 ventôse an IX, conçu en ces termes : « En cas de maladie, d'absence ou autre empêchement du juge-de-paix, ses fonctions seront remplies par un suppléant. » La loi du 8 mai 1848 n'a pas dérogé à cette disposition, et, en fait, il n'y avait aucun motif pour s'en écarter.

Il est vrai que les juges-de-paix sont exempts du service de la garde civique et que cette exemption ne s'étend pas aux suppléants : mais il est à remarquer que le privilège dont jouissent sous ce rapport les juges-de-paix, leur est accordé, moins à cause du droit de présidence qui leur est éventuellement attribué, que parce qu'ils sont officiers de police judiciaire tout comme les procureurs généraux, les procureurs du roi, les juges d'instruction et les commissaires de police. D'un autre côté, lorsque les juges suppléants qui font partie de la garde civique, président les conseils, le caractère de garde s'efface en présence de celui de magistrat, et en cette dernière qualité ils doivent, comme les juges titulaires revêtir, le cas échéant, le costume déterminé par l'art. 4^{er} § 3 n^o 1 de l'arrêté du 4 octobre 1832.

C'est au surplus en ce sens que l'art. 95 de la loi a été interprété par le rapporteur de la section centrale à la séance de la chambre des représentants du 15 avril 1848.

« La différence entre le projet du gouvernement et celui de la section

* *Moniteur*, 1849, n^o 133.
1849.

» centrale disait l'honorable M. Delfosse, c'est que le gouvernement faisait
 » présider le conseil de discipline par le juge-de-peace là où il n'y avait
 » qu'un bataillon, et par un major là où il y avait plusieurs bataillons.
 » Nous avons cru qu'il ne fallait pas faire cette distinction : nous déférons
 » dans les deux cas la présidence au juge-de-peace ; ce n'est qu'en cas
 » d'empêchement du juge-de-peace et de son suppléant, que la présidence
 » du conseil de discipline sera déferée au major. Annales parlementaires,
 1847-1848, p. 4,338.

Le Ministre de l'intérieur,
 CH. ROGIER.

Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

FRAIS DE ROUTE ET DE SÉJOUR.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 16947. — Bruxelles, le 15 mai 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
 A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Revu les divers arrêtés réglant les frais de route et de séjour des magistrats, fonctionnaires et employés ressortissant au département de la justice ;

Revu notre arrêté du 23 novembre 1844, réduisant de moitié les indemnités pour frais de voyage sur les chemins de fer ;

Considérant que, dans la fixation des indemnités pour déplacement, il importe de tenir compte, dans de justes limites, des dépenses de toute nature auxquelles les fonctionnaires et employés sont respectivement assujettis ;

Considérant que l'expérience a démontré que quelques tarifs actuellement en vigueur pourraient être sensiblement réduits ;

Voulant d'ailleurs faire une rigoureuse économie dans les dépenses résultant pour le trésor des frais de route et de séjour ;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Les magistrats, fonctionnaires et employés, ressortissant au département de la justice, sont divisés en six classes sous le rapport des indemnités qui leur seront allouées pour frais de route et de séjour, savoir :

* *Moniteur*, 1849, n^o 148-149.

Première classe.

Le Ministre;
Le premier président et le procureur général de la cour de cassation.

Deuxième classe.

Les présidents de chambre et les avocats généraux de la cour de cassation;
Les premiers présidents des cours d'appel;
Les procureurs généraux près ces cours;
Le président et l'auditeur général de la cour militaire,
Le secrétaire général du ministère de la justice.

Troisième classe.

Les membres des cours de justice;
Les chefs de service à l'administration centrale;
L'inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance;
L'inspecteur général du service de santé de l'armée, voyageant pour les prisons;
Les greffiers des cours de justice.

Quatrième classe.

Les membres des tribunaux civils et de commerce;
Les commis-greffiers des cours;
Les greffiers des tribunaux;
Les juges-de-paix;
Les auditeurs militaires;
Les membres et secrétaires des commissions administratives des prisons;
Les membres des commissions instituées au département de la justice;
Les chefs de division et chefs de bureau à l'administration centrale;
Le contrôleur des prisons et celui des constructions dans les prisons;
Les directeurs et aumôniers des prisons.

Cinquième classe.

Les commis-greffiers des tribunaux de première instance et de commerce;
Les greffiers des justices de paix;
Les secrétaires des parquets;
Les commis, surnuméraires et expéditionnaires à l'administration centrale;

Les sous-directeurs, directeurs-adjoints, instituteurs, gardiens en chef, contre-maitres et commis dans les prisons.

Sixième classe.

Les gardiens, aides des travaux et surveillants dans les prisons.

Les huissiers de salle, concierges, messagers et autres gens de service à l'administration centrale et dans les provinces.

ART. 2. Les indemnités pour frais de route et de séjour sont fixées, savoir :

	PAR LIEUE DE DISTANCE DE 5 KILOM. SUR		INDEMNITÉ par jour de séjour.
	les routes ordinaires et voies navig.	les chemins de fer.	
Pour la première classe. . .	5 »	1 50	25 »
Pour la deuxième classe. . .	2 »	1 »	15 »
Pour la troisième classe. . .	1 50	1 »	12 »
Pour la quatrième classe. . .	1 »	» 75	10 »
Pour la cinquième classe. . .	1 »	» 75	8 »
Pour la sixième classe. . .	» 75	» 50	4 »

ART. 3. Les distances parcourues sur les chemins de fer belges et internationaux seront calculées d'après les tableaux géométriques arrêtés par le département des travaux publics.

ART. 4. Pour les voyages hors du royaume, l'indemnité par jour de séjour sera augmentée de moitié.

ART. 5. Les magistrats, fonctionnaires et employés ne pourront réclamer les indemnités de séjour pour la journée pendant laquelle aura lieu le voyage.

Néanmoins, ils recevront la moitié de l'indemnité de séjour lorsque le retour à la résidence s'accomplit le jour même du départ, et la totalité s'il s'accomplit le lendemain.

ART. 6. Les frais de route et de séjour à allouer soit à des fonctionnaires ou employés qui ne seraient compris dans aucune des classes établies à l'art. 1^{er}, soit à des personnes qui, à raison de leur position ou de leurs connaissances spéciales, auraient été chargées d'une mission quelconque, seront fixés par notre ministre de la justice, par assimilation, d'après les bases déterminées par le présent arrêté.

ART. 7. Les déclarations des magistrats, fonctionnaires et employés, seront, pour preuve de leur validité, visées par le ministre ou par le fonctionnaire supérieur sous les ordres duquel ils sont placés.

Aucuns frais de route ou de séjour ne sont dus pour transport à moins de cinq kilomètres de la résidence des fonctionnaires.

ART. 8. Lorsque le séjour d'un fonctionnaire au lieu où la mission doit être remplie excédera un mois, les frais de séjour seront déterminés par notre ministre de la justice.

ART. 9. Lorsque, dans des circonstances extraordinaires, les frais de voyage et de séjour excéderont le taux déterminé par les articles précédents, les fonctionnaires et employés pourront réclamer le remboursement sur mémoire certifié et appuyé, autant que possible, des pièces justificatives.

ART. 10. Notre ministre de la justice veillera à ce qu'aucun voyage ne soit entrepris aux frais de l'État, que lorsque la nécessité en aura été reconnue et à ce qu'il ne se prolonge pas au delà des besoins du service.

ART. 11. Il n'est point dérogé par le présent arrêté, aux dispositions concernant les voyages et transports faits par les membres des cours et tribunaux pour l'instruction et les poursuites des affaires en matière criminelle et de simple police.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INSTITUTION ROYALE DE MESSINES. — RÈGLEMENT GÉNÉRAL *.

1^{re} Dir. 2^e B. n^o 11501. — Laeken, le 21 mai 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

* RAPPORT AU ROI. — J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté un règlement général pour l'Institution royale de Messines destinée à l'éducation des filles de militaires dénués de fortune, morts sous les drapeaux

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Le règlement général pour l'Institution royale de Mesines annexé à notre présent arrêté, est approuvé.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ou réformés définitivement du service comme invalides pour blessures reçues ou pour infirmités contractées dans la carrière des armes.

Cet établissement qui contient 220 jeunes filles, est dans une situation florissante; on y a apporté depuis quelques années d'importants changements qui ont permis d'augmenter de près d'un cinquième sa population. Il est administré par une commission qui apporte dans l'exercice de ses fonctions le zèle le plus louable. La gestion intérieure et l'instruction sont confiées à des surveillantes laïques choisies pour la plupart parmi les meilleures élèves de l'Institution. L'éducation des jeunes filles est dirigée de manière à les former aux diverses professions exercées d'ordinaire par les femmes sans fortune, depuis la profession d'institutrice jusqu'à celle de servante et de fille de ferme. Un patronage bienveillant est exercé sur les élèves à leur sortie de l'établissement et facilite leur placement.

Le règlement nouveau a surtout pour but de consolider cette organisation en y introduisant d'ailleurs toutes les améliorations dont elle est encore susceptible. Ainsi, j'ai pensé qu'il convenait de modifier l'âge fixé jusqu'ici pour l'entrée et la sortie des élèves, afin d'étendre les bienfaits de l'Institution au plus grand nombre possible de jeunes filles. L'instruction et l'apprentissage, trop exclusivement sédentaires jusqu'ici, embrasseront désormais des exercices et des travaux propres à ouvrir de nouvelles carrières aux élèves à leur sortie. Les attributions de la commission administrative et des surveillantes, les devoirs du secrétaire-ecoveur ont été déterminés de manière à introduire l'ordre, la régularité et le contrôle le plus sévère dans chacune des branches du service.

Le règlement général est divisé en cinq titres principaux, subdivisés en 14 chapitres, et 205 articles; la commission actuelle de l'Institution et la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale ont été consultées sur sa rédaction. En le revêtant de sa haute sanction, Votre Majesté témoignera de l'intérêt qu'elle porte aux progrès et à la prospérité d'un établissement qui honore la Belgique et dont les bienfaits sont justement appréciés par la classe nombreuse des anciens militaires qui y trouvent une garantie complète pour l'avenir de leurs enfants.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

RÈGLEMENT.

TITRE I^{er}. *Administration externe. — Commission administrative. — Secrétaire-receveur.*

TITRE II. *Destination de l'établissement. — Admission, sortie, placement ou renvoi des élèves.*

TITRE III. *Administration intérieure. — Personnel.*

CHAP. I^{er}. *Attributions et devoirs de la supérieure.*

CHAP. II. *Attributions et devoirs des institutrices.*

CHAP. III. *Devoirs de la portière.*

TITRE IV. *Régime économique*

CHAP. I^{er}. *Nourriture des élèves et des institutrices.*

CHAP. II. *Habillement, coucher, buanderie, lingerie.*

CHAP. III. *Chauffage et éclairage. — Service de propreté, mesures d'hygiène.*

CHAP. IV. *Infirmier.*

CHAP. V. *Constructions et réparations des bâtiments et du mobilier. — Adjudications.*

TITRE V. *Éducation et instruction.*

CHAP. I^{er}. *Division et emploi de la journée. — Mesures d'ordre et de discipline.*

CHAP. II. *Classement des élèves. — Récompenses et punitions.*

CHAP. III. *Travail. — Éducation physique et professionnelle.*

CHAP. IV. *Exercice du culte. — Éducation religieuse et morale.*

CHAP. V. *Écoles. — Instruction intellectuelle.*

CHAP. VI. *Correspondances. — Visites.*

TITRE PREMIER.

Administration externe. — Commission administrative. — Secrétaire-receveur.

ART. 1^{er}. L'administration de l'Institution royale de Messines est confiée à une commission composée de cinq membres, nommés par le roi, sur la proposition du ministre de la justice.

Ses fonctions sont gratuites.

ART. 2. La présidence de la commission est dévolue à l'un de ses membres désigné par le roi.

En cas d'absence du président, ses fonctions sont remplies par le membre le plus ancien dans l'ordre des nominations.

ART. 3. La commission est renouvelée par cinquième tous les ans. Le roi pourvoit au renouvellement après avoir entendu la commission et la députation permanente du conseil provincial de la Flandre-Occidentale.

Le membre nommé en remplacement d'un autre achève le terme de celui qu'il remplace.

Les membres sortants peuvent être renommés.

ART. 4. Il est adjoint à la commission un receveur rétribué qui remplit en même temps les fonctions de secrétaire.

ART. 5. Le ministre de la justice nomme, suspend ou révoque le secrétaire-receveur après avoir pris l'avis de la commission administrative.

Le traitement du secrétaire-receveur est fixé par l'arrêté de nomination.

ART. 6. Les membres de la commission et le secrétaire-receveur sont assimilés, sous le rapport financier, aux administrateurs et aux receveurs des établissements charitables et des bureaux de bienfaisance et soumis par suite aux lois, arrêtés et instructions relatifs à l'administration générale et à la comptabilité de ces établissements.

ART. 7. Le secrétaire-receveur assiste à toutes les séances de la commission ; il est chargé de la tenue des procès-verbaux, de l'expédition de la correspondance, des écritures en général et de la garde et conservation des archives.

ART. 8. La commission correspond avec l'administration supérieure, par l'intermédiaire du gouverneur de la province de la Flandre-Occidentale.

La correspondance est signée par le président et le secrétaire.

ART. 9. Pour faciliter l'exercice de leurs fonctions, les membres de la commission répartissent entre eux la surveillance spéciale des diverses branches de l'administration.

ART. 10. La commission s'assemble régulièrement, au moins une fois tous les trois mois, dans le local qui lui est réservé dans l'établissement. Les frais de route sont fixés à deux francs par liene et à huit francs par jour de séjour.

Il n'y a de séjour que lorsque le membre de la commission passe à Messines la nuit qui suit le jour de la réunion.

La liquidation des frais de route et de séjour s'opère d'une manière analogue à celle des autres dépenses de l'Institution.

ART. 11. Un des membres de la commission, à tour de rôle, est spécialement chargé, pendant la durée d'un mois, de la surveillance de l'Institution ; il fait rapport à la commission du résultat de ses inspections et provoque, s'il y a lieu, les mesures dont il a été à même de constater l'utilité ou la nécessité.

ART. 12. Un règlement d'ordre intérieur détermine tout ce qui a rapport à la tenue des séances, au mode de délibérer, à la répartition du service de surveillance, et généralement aux diverses attributions qui sont dévolues à la commission.

Ce règlement, arrêté par la commission, est soumis à l'approbation du ministre de la justice.

ART. 13. Chaque année avant la fin du mois d'octobre, la commission transmet au ministre de la justice le projet de budget des recettes et dépenses pour l'année suivante, ainsi que les plans et devis des nouvelles constructions, grosses réparations ou changements à faire aux bâtiments.

ART. 14. Elle dresse les cahiers des charges pour les fournitures relatives aux divers services de l'Institution et les soumet à l'approbation du ministre de la justice.

Elle passe les marchés, sauf l'approbation du ministre.

ART. 15. Le receveur rend compte à la commission administrative, avant le 1^{er} juillet, des recettes et dépenses de l'année précédente. Ce compte, après avoir été vérifié et visé par la commission, est adressé en triple expédition, au ministre de la justice, qui le revêt, s'il y a lieu, de son approbation.

ART. 16. La commission en envoyant au ministre de la justice le compte financier lui transmet en même temps un rapport détaillé sur l'état de l'Insti-

tution, le personnel des employés, l'instruction, le travail, la conduite et les progrès des élèves, la situation et la location des biens, etc., en y joignant ses vues, propositions et demandes relatives aux améliorations et aux changements dont la convenance ou la nécessité lui paraîtrait démontrée.

ART. 17. Toute mesure extraordinaire que la commission juge à propos de prendre dans l'intérêt de l'Institution, est soumise à l'approbation préalable du ministre de la justice.

Néanmoins, en cas d'urgence, la commission peut donner tels ordres que les circonstances exigent, sauf à en donner immédiatement connaissance au ministre.

TITRE II.

Destination de l'établissement. — Admission, sortie, placement ou renvoi des élèves.

ART. 18. L'Institution royale de Messines est spécialement destinée à l'éducation des filles de militaires dénués de fortune, morts sous les drapeaux, ou réformés définitivement du service comme invalides pour blessures reçues ou pour infirmités quelconques contractées dans la carrière des armes.

Sont assimilés aux militaires les combattants de la révolution de 1830 morts ou blessés, qui ont été admis eux-mêmes ou dont les familles ont été admises à la pension par le gouvernement.

ART. 19. Le nombre des élèves est proportionné aux ressources de l'établissement. Il est, jusqu'à nouvelle décision, fixé à 220.

ART. 20. Les admissions ont lieu en vertu d'un arrêté royal, à la suite d'une information destinée à constater les titres des postulantes et sur l'avis des gouverneurs.

ART. 21. Les enfants, pour être admises, doivent avoir sept ans révolus et n'être pas âgées de plus de quatorze ans. Elles doivent d'ailleurs n'être atteintes d'aucun mal contagieux et être exemptes de toute infirmité grave et incurable.

Il peut néanmoins être accordé des dispenses d'âge, sauf à en spécifier les motifs dans l'acte d'admission.

ART. 22. A leur arrivée à l'établissement, les enfants doivent être munies de leur acte de naissance et d'un certificat de vaccine: elles sont soumises à la visite du médecin de l'Institution à l'effet de constater si elles ne sont affectées d'aucune des maladies ou des infirmités indiquées ci-dessus.

ART. 23. Les frais de route des enfants pour se rendre à l'Institution ou pour retourner dans leurs foyers, sont à la charge des familles, ou des bureaux de bienfaisance des communes auxquelles elles appartiennent.

ART. 24. Les élèves demeurent à l'Institution jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis. Cependant, le ministre de la justice, sur le rapport de la commission, peut prolonger le séjour selon les circonstances, laisser sortir ou renvoyer les élèves à leurs familles avant l'âge de dix-huit ans, s'il est reconnu qu'un plus long séjour dans l'établissement ne peut leur être profitable.

ART. 25. A leur sortie de l'Institution il leur est donné un trousseau comprenant les objets suivants :

- 1° Deux robes de cotonnette;
- 2° Une jupe de dessous en étoffe de laine;

- 3° Un manteau en tissu de laine ;
- 4° Deux tabliers de cotonnette ;
- 5° Six mouchoirs de coton de couleur ;
- 6° Six fichus de coton de couleur ;
- 7° Six bonnets ;
- 8° Six serre-têtes ;
- 9° Six bonnets de nuit ;
- 10° Six chemises de toile ;
- 11° Deux paires de poches ;
- 12° Quatre paires de bas dont deux de coton et deux de laine ;
- 13° Deux paires de souliers ;
- 14° Deux corsages ;
- 15° Douze francs en numéraire.

Ce trousseau est réduit de moitié pour les élèves qui quittent l'établissement avant l'âge de dix-huit ans.

ART. 26. Les parents ou les tuteurs des élèves sont avertis au moins un mois à l'avance de l'époque fixée pour leur sortie, et sont tenus de venir les chercher eux-mêmes à l'établissement ou de déléguer à cet effet une personne de confiance à laquelle on puisse remettre l'élève sans avoir à craindre d'inconvénients.

ART. 27. Si les élèves sont orphelines, ou si leurs parents ou tuteurs négligent de venir les reprendre dans un délai fixé, ou s'ils sont hors d'état de les placer convenablement et déclarent s'en rapporter dans ce cas à la commission administrative de l'Institution, celle-ci pourvoit directement à ce placement de la manière la plus avantageuse et la plus conforme aux capacités, au caractère et aux intérêts des jeunes filles confiées à son patronage.

ART. 28. Il est ouvert un registre dans l'établissement où peuvent se faire inscrire toutes les personnes qui offriraient de prendre à leur service des élèves sortant de l'Institution, en qualité d'institutrices, de demoiselles de compagnie ou de magasin, de femmes de chambre, lingères, cuisinières, bonnes d'enfants, servantes, filles de ferme ou de basse cour, etc.

La commission administrative fait choix parmi les personnes inscrites au fur et à mesure des élèves disponibles, en ayant, autant que possible, égard à l'ancienneté des demandes et à la convenance des placements.

Ces personnes sont tenues de venir chercher elles-mêmes les élèves à l'Institution ou de charger de ce soin une personne de confiance.

La commission et la supérieure continuent à exercer leur patronage sur les élèves placées de cette manière ; elles se font rendre compte de leur conduite par les personnes auxquelles elles ont été confiées, et leur remettent, s'il y a lieu, après un certain temps d'épreuve, un certificat qui atteste leur bonne conduite, leur capacité et leurs progrès.

ART. 29. Les parents et tuteurs ont en tout temps le droit de retirer leurs enfants ou pupilles admises à leur demande dans l'Institution, même avant qu'elles n'aient atteint leur dix-huitième année.

Dans ce cas, non-seulement les élèves sortantes ne reçoivent aucun trousseau de l'établissement, mais leurs parents sont obligés de les habiller à leurs frais, de manière qu'elles n'emportent rien de la maison.

Les parents peuvent, en outre, être tenus, selon les circonstances et dans la mesure de leurs ressources, à rembourser les dépenses occasionnées par le séjour de leurs enfants dans l'Institution.

Il est donné connaissance de cette disposition aux parents lors de l'admission de leurs enfants, et on leur fait signer l'engagement de s'y conformer strictement le cas échéant.

ART. 50. Si des enfants font preuve de dispositions vicieuses qu'aucune correction ne peut déraciner et si l'on a des raisons fondées de craindre que leurs relations avec leurs compagnes soient de nature à produire sur ces dernières des impressions fâcheuses, la commission administrative, après en avoir reçu l'autorisation du ministre, peut les renvoyer à leurs parents, à leurs tuteurs ou aux communes, lieux de leur domicile de secours.

Les jeunes filles renvoyées de l'Institution ne peuvent prétendre à aucun troussseau, et les frais de leur retour dans leurs foyers, sont à charge des parents ou tuteurs des communes ou des bureaux de bienfaisance.

TITRE III.

Administration intérieure. — Personnel.

ART. 51. La direction intérieure de l'Institution est confiée à une supérieure.

ART. 52. Il est adjoint à la supérieure un certain nombre d'institutrices ou maîtresses, choisies de préférence, et autant que possible, parmi les élèves les plus capables et les plus méritantes de l'Institution.

ART. 53. La supérieure et les institutrices sont nommées et révoquées par le Roi, sur la proposition du ministre de la justice après avoir pris l'avis de la commission administrative de l'Institution. Elles ne sont admises que de l'âge de dix-huit à trente ans.

ART. 54. La supérieure et les institutrices sont tenues de se conformer strictement aux statuts et aux règles de l'Institution et d'en assurer le maintien.

ART. 55. À leur admission, les institutrices promettent publiquement, en présence de la communauté assemblée, et devant la commission administrative, d'obéir à leur supérieure, de n'épargner ni soins, ni travail pour l'éducation des enfants qui leur sont confiées, et finalement de remplir avec une scrupuleuse exactitude et avec zèle les devoirs de leur place.

Elles ne contractent aucun autre engagement, et restent complètement maîtresses de leurs personnes, de leurs actions et de leurs biens, sous l'unique réserve des obligations inhérentes aux fonctions qu'elles exercent dans l'Institution.

ART. 56. La supérieure et les institutrices sont habillées en noir et uniformément. Elles ne peuvent porter ni dentelles, ni rubans, ni bijoux quelconques.

Leur habillement se compose des objets suivants :

- 1° Robe avec pèlerine en étoffe de laine noire;
- 2° Bas et souliers noirs;
- 3° Tablier noir;
- 4° Bonnet uni avec un petit plissé;
- 5° Voile noir en crêpe.

Elles ont en outre une faille pour aller à l'église. Cette faille est en soie pour les dimanches et fêtes, en camelot pour les jours ouvrables.

Les premiers frais de ce costume sont supportés par l'Institution, sauf restitution de sa valeur en cas de sortie ou de décès.

ART. 37. L'entretien et le renouvellement de leur habillement sont à charge des institutrices. La supérieure veille à ce qu'elles ne s'écartent jamais du modèle adopté.

ART. 38. Indépendamment du don du trousseau dont il vient d'être fait mention, la supérieure et les institutrices sont logées, meublées, nourries, blanchies, chauffées, éclairées et traitées en cas de maladie aux frais de l'établissement.

Tout ce qui concerne ces avantages est réglé par les présents statuts ou, à défaut de ceux-ci, par la commission, sous l'approbation du ministre.

ART. 39. Il est attaché à l'établissement un certain nombre d'aides ou servantes spécialement préposées au service de portière, de la cuisine, de l'infirmier, de la buanderie, de la basse cour, etc.

Leur nomination ou leur renvoi appartient à la commission administrative.

Leur entretien, sauf l'habillement, est à charge de l'Institution.

ART. 40. Le nombre des institutrices et des servantes est fixé, suivant les besoins, par le ministre sur l'avis de la commission.

ART. 41. Les traitements et gages des diverses classes d'employés sont réglés comme suit :

Supérieure.	fr. 500
Institutrices.	500
Cuisinière.	180
Servantes.	150

ART. 42. La commission conclut, sous l'approbation du ministre, un arrangement avec un médecin pour le traitement des malades et, s'il y a lieu, pour la livraison des médicaments.

ART. 43. La direction spirituelle de la maison est confiée au clergé de la localité.

ART. 44. Les institutrices qui veulent quitter l'établissement sont tenues d'en prévenir trois mois à l'avance la supérieure; celle-ci en réfère sans délai à la commission administrative qui prend telles mesures que de besoin.

Dans le cas où l'avertissement préalable exigé aurait été omis ou n'aurait pas été donné en temps utile, la commission, sur l'avis de la supérieure, peut opérer une retenue sur le traitement de la démissionnaire; retenue qui ne pourra toutefois dépasser le montant d'un trimestre.

ART. 45. La suspension d'une institutrice pour un terme qui ne dépasse pas un mois, avec ou sans retenue du traitement, peut être prononcée par la commission; la suspension pour plus d'un mois ne peut être prononcée que par le ministre de la justice sur la proposition de la commission.

ART. 46. En cas de faute grave, la commission en fait rapport au ministre qui, s'il y a lieu, propose au roi la destitution.

ART. 47. Nulle punition n'est infligée ou provoquée avant que la commission n'ait entendu l'inculpée et consulté la supérieure. Toutefois celle-ci a le droit

de suspendre provisoirement une institutrice, sauf à en prévenir immédiatement la commission qui décide dans sa prochaine séance.

ART. 48. En cas de sortie volontaire ou de destitution, l'institutrice n'a droit à aucun trousseau ni indemnité, mais uniquement au paiement du traitement jusqu'au jour de la sortie, après déduction de ce qu'elle peut devoir à l'établissement.

ART. 49. Pour assurer l'exécution de cette dernière condition, de même que pour garantir la restitution prévue à l'art. 36, la supérieure tient un inventaire de tout ce qui peut être fourni à chaque institutrice. Cet inventaire, renouvelé tous les ans et dûment contrôlé par la commission, sert à établir le compte des institutrices. L'import en est porté sur un livret remis à chacune des intéressées et sur lequel sont inscrits, à mesure de leur remise, tous les objets que leur livre l'institution.

CHAPITRE I^{er}. — Attributions et devoirs de la supérieure.

ART. 50. La supérieure a la direction et la surveillance de l'intérieur de la maison et de l'économie du ménage sous le contrôle immédiat de la commission administrative.

ART. 51. Elle ne peut faire aucun achat de grosses provisions, telles que blé, viande, pommes de terre, légumes, laitage, beurre, bière, vinaigre, houille, bois, huile, chandelles, étoffes pour vêtements, toiles, mouchoirs, etc.; mais à chaque séance de la commission administrative, elle présente une note de ceux de ces objets qu'elle juge nécessaire au service de la maison, en en déterminant la qualité et la quantité.

Elle ne peut non plus ordonner aucun travail, aucune réparation quelconque à la maison, mais elle indique tout ce qu'il y aurait à faire sous ce rapport à la commission.

ART. 52. Elle achète et paie les objets de peu d'importance et d'un besoin journalier, à la condition d'annoter ces dépenses sur un registre-journal à ce destiné.

ART. 53. Elle soumet tous les mois ce registre à la commission qui examine scrupuleusement chaque article de dépense, et redresse ce qu'elle trouve de contraire à la bonne économie.

ART. 54. Elle tient deux autres registres destinés l'un à inscrire les noms et prénoms des élèves, la date de leur entrée, celle de leur sortie ou de leur décès; l'autre à inscrire tous les objets d'approvisionnement reçus pour le service de l'établissement.

ART. 55. La supérieure est en outre chargée de la garde et du soin des vêtements, du linge, des étoffes, des literies, et généralement de tout ce qui a rapport à l'habillement et au coucher. A cet effet, elle tient également un registre à colonnes dans lequel elle inscrit méthodiquement :

1^o Tout ce qui entre dans le magasin ;

2^o Les noms des enfants auxquelles il a été fait quelques distributions d'effets ;

3^o La quantité d'étoffes sorties, ou la nature des objets donnés ou mis en service.

ART. 56. La supérieure peut se faire assister par l'une des institutrices pour

le service et la tenue des registres dont il est fait mention dans les articles qui précèdent.

ART. 57. Elle assigne aux institutrices les fonctions spéciales auxquelles elles peuvent être respectivement préposées.

ART. 58. Elle peut, dans le cas où le bien du service l'exige, charger accessoirement les institutrices de telle besogne qu'elle juge convenable, quand même cette besogne serait étrangère aux fonctions dont elles sont investies.

ART. 59. La supérieure choisit une des institutrices pour l'aider dans l'administration économique de la maison et pour la remplacer en cas de besoin. Ce choix doit être approuvé par la commission.

ART. 60. Elle est tenue de visiter tous les jours les dortoirs et réfectoires, les ateliers, les écoles, l'infirmerie, la cuisine, la buanderie, la basse-cour, etc., pour s'assurer si tout y est en ordre, s'il y règne la propreté requise, et si l'on y observe exactement les règles et statuts de la maison.

ART. 61. L'une des institutrices, outre la tenue de sa classe, est chargée par la supérieure de l'entretien des vêtements et des effets de coucher, de celui du linge et du blanchissage. Un certain nombre d'élèves, choisies parmi les plus capables et les plus instruites, sont désignées pour l'aider dans ces détails.

ART. 62. La supérieure désigne également une des institutrices pour veiller à la dépense, au magasin aux provisions et à la cave; celle-ci conserve les clefs des locaux confiés à sa garde et n'y laisse entrer personne si ce n'est en sa présence.

ART. 63. La supérieure veille particulièrement à la conduite des institutrices, à ce qu'elles remplissent avec exactitude leurs devoirs, et en rend compte tous les mois à la commission administrative qui avise aux mesures à prendre suivant les circonstances.

ART. 64. La supérieure porte spécialement son attention sur tout ce qui se rattache à la propreté et à la salubrité de l'établissement. Elle veille à ce que les salles, dortoirs, galeries, etc., soient convenablement aérés, balayés, lavés, et à ce que rien n'y soit introduit qui puisse nuire à leur bonne tenue.

ART. 65. Elle prend les mesures nécessaires pour que les institutrices et les domestiques n'abusent pas de la faveur qui leur est accordée d'avoir leur linge blanchi dans la maison.

Elle emploie à la buanderie le plus grand nombre possible d'élèves, et la visite plusieurs fois par jour pour s'assurer si le travail s'y fait avec exactitude.

Elle peut déléguer l'une des institutrices pour l'assister dans ses soins et la remplacer en cas d'empêchement.

ART. 66. La supérieure est préposée à la perception du produit des ventes de cierges, des dons et collectes qui ont lieu dans l'oratoire de l'Institution. Elle annote sur un registre à ce destiné les recettes faites de ce chef, de même que les dépenses relatives au service dudit oratoire, et elle en rend compte à la commission administrative à la fin de chaque année.

Elle ne peut confier la clef de l'oratoire qu'à la personne chargée de l'aider pour la recette, et elle prend les mesures nécessaires pour que cet oratoire ne puisse donner entrée dans l'établissement ou une issue pour en sortir en trompant la surveillance de la portière.

ART. 67. La supérieure veille à ce qu'aucun travail pour le dehors ne se fasse dans la maison sans son autorisation.

Elle seule reçoit les commandes d'ouvrages en tricot, couture, broderies, etc., et distribue ces ouvrages aux maitresses préposées aux divers ateliers. Après leur achèvement, elle les livre aux personnes qui les ont commandés et en reçoit le prix.

Ce prix est perçu d'après un tarif proposé par la supérieure et approuvé par la commission. Il ne peut être inférieur à celui des confections analogues faites par les ouvrières du dehors.

ART. 68. La supérieure se fait délivrer les dentelles et autres objets qui se fabriquent dans l'établissement et pour compte de celui-ci ; elle tâche de les vendre le plus avantageusement possible, en prenant pour base le taux habituel des prix des autres fabricants.

Elle soumet tous les ans à la commission administrative un compte tant du produit des ventes que de celui des ouvrages mentionnés à l'article précédent, en indiquant, s'il y a lieu, les valeurs qu'elle n'aurait pas encore réalisées. Elle fournit de plus un compte des objets conservés en nature pour les besoins de l'Institution.

ART. 69. Elle veille à ce qu'aucune personne attachée au service de la maison ne fasse travailler les élèves à son profit particulier, même pendant les heures de récréation.

ART. 70. La supérieure porte une attention particulière à ce que le règlement soit observé à la lettre par toutes les personnes qui composent la maison. Elle tâche de les pénétrer des dispositions qui les concernent spécialement, et, dans ce but, elle en fait une lecture publique le premier dimanche de chaque mois pendant la première année, deux fois par an les années suivantes, lors de l'admission de nouvelles institutrices, et toutes les fois qu'elle le juge nécessaire pour rappeler à l'ordre les personnes qui s'en écarteraient.

Elle doit d'ailleurs traiter les institutrices, comme les élèves, avec bonté, douceur et équité ; éviter de témoigner des préférences susceptibles d'éveiller des jalousies, et s'attacher en toute circonstance à commander le respect et à gagner l'affection en agissant comme une bonne mère de famille envers ses enfants.

CHAP. II. — *Attributions et devoirs des institutrices.*

ART. 71. Les institutrices sont chargées de l'instruction physique, professionnelle, intellectuelle et morale des enfants. Elle doivent se vouer sans réserve aux intérêts des élèves et leur prodiguer les soins les plus assidus. Elle veillent au maintien de l'ordre et de la propreté, et ne négligent aucune occasion d'en faire prendre l'habitude aux élèves.

ART. 72. Elles ne peuvent jamais perdre de vue les élèves, même hors des ateliers et des classes. A cet effet l'une des institutrices est spécialement préposée chaque quinzaine à la surveillance à exercer pendant les repas et au moment du lever et du coucher ; deux autres sont chargées de surveiller les élèves pendant les heures de récréation.

Elles ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, abandonner le poste qui leur est assigné, sans être remplacées.

ART. 75. Elles traitent les enfants avec douceur, et n'ont recours aux punitions qu'à la dernière extrémité et lorsqu'elles croient ne pouvoir plus obtenir d'effet de leurs remontrances et corrections verbales.

ART. 74. Les institutrices ont chacune leur chambre séparée; néanmoins leur présence étant nécessaire dans les dortoirs, elles y sont logées avec les élèves.

ART. 75. Elle se couchent un quart d'heure après et se lèvent un quart d'heure avant les élèves; les heures de leurs repas sont fixées de manière à pouvoir se concilier en tous cas avec les besoins de la surveillance.

ART. 76. Elles ne peuvent sortir de la maison, sous quelque prétexte que ce soit, sans la permission de la supérieure, et il leur est interdit de loger hors de l'établissement sans une autorisation accordée par la commission sur l'avis de la supérieure.

ART. 77. La permission de la supérieure est également nécessaire pour qu'elles puissent recevoir des visites de l'extérieur. Ces visites ne peuvent être trop fréquentes, et dans aucun cas les visiteurs ne peuvent être hébergés ni logés dans la maison.

ART. 78. Lorsque par suite d'âge avancé ou d'infirmités une institutrice devient incapable de remplir convenablement ses fonctions, la commission, après avoir pris les mesures nécessaires pour pourvoir à son remplacement, a l'option de la garder dans la maison où elle est convenablement entretenue mais sans recevoir de traitement, ou de lui accorder, avec l'autorisation du Roi, une pension de retraite proportionnée à la durée de ses services.

ART. 79. Les institutrices doivent porter à la supérieure la déférence due à une mère, suivre exactement toutes les instructions et les avis qu'elle leur donne, et écouter avec docilité ses observations et ses réprimandes.

Elle doivent se conduire à l'égard des enfants comme de bonnes mères de famille, sans préférence comme sans partialité; éviter de mettre de l'aigreur dans les réprimandes et de nuire à l'autorité dont elles sont investies par un excès de familiarité.

Elles doivent, en un mot, donner à leurs élèves l'exemple de la modestie, de la douceur, et de toutes les vertus, de l'éloignement pour le luxe et les plaisirs frivoles.

CHAP. III. — *Devoirs de la portière.*

ART. 80. La portière ne peut laisser entrer aucune personne étrangère au service de l'Institution sans la permission expresse de la supérieure.

ART. 81. Cette même permission est nécessaire pour qu'elle laisse sortir aucune des habitantes de la maison.

ART. 82. Lorsqu'un étranger se présente pour parler à quelqu'un de l'établissement, la portière doit le prier d'attendre dans le parloir disposé près de la porte d'entrée, et prévenir immédiatement la supérieure; si celle-ci l'autorise, la portière accompagne la personne étrangère jusqu'au lieu de sa destination.

ART. 83. Les étrangers ne sont admis à visiter l'Institution qu'avec une permission spéciale du président de la commission, du gouverneur de la province ou du ministre de la justice.

ART. 84. La portière est tenue de rester constamment à son poste. En consé-

quence elle est logée et prend ses repas dans le local voisin de la porte, qui lui est destiné.

ART. 85. Chaque jour, à neuf heures du soir, elle ferme la porte à clef et remet celle-ci entre les mains de la supérieure; elle va la reprendre le lendemain matin à 5 heures en été et à 6 heures en hiver.

TITRE IV.

RÉGIME ÉCONOMIQUE.

CHAП. I^{er}. — *Nourriture des élèves et des institutrices.*

ART. 86. Les élèves font quatre repas par jour.

Au déjeuner elles ont une mesure de lait coupé avec du pain beurré.

Au dîner, une soupe, de la viande quatre ou cinq fois par semaine et un plat de légumes; la viande est remplacée les autres jours par du poisson, des œufs, du fruit ou tout autre aliment;

Au goûter, du pain beurré;

Au souper, du pain beurré avec un légume, des pommes de terre ou une soupe aux légumes ou au lait.

ART. 87. La portion allouée à chaque élève est calculée suivant son âge, ses besoins et son appétit, de manière cependant à ne pas dépasser le strict nécessaire et à lui donner l'habitude de la sobriété.

Le pain est fait de froment non bluté et n'est distribué que 24 heures après la cuisson.

ART. 88. L'eau est la boisson habituelle. Cependant dans les grandes chaleurs comme dans les froids rigoureux, cette boisson est remplacée par une décoction d'orge.

L'usage de la bière légère est strictement limité aux élèves employées aux gros ouvrages et à celles dont l'état de santé exige une boisson fortifiante.

ART. 89. Les enfants ne peuvent manger hors des heures de repas; il est strictement interdit de leur donner aucun aliment qui pourrait nuire à leur santé.

ART. 90. Les pommes de terre et les légumes récoltés dans les jardins, de même que le beurre, le laitage et les autres objets fournis par la basse-cour annexés à l'établissement, sont portés en compte, en déduction des quantités des mêmes denrées à mettre en adjudication.

ART. 91. La supérieure et les institutrices reçoivent la nourriture dans l'établissement et mangent en commun.

Elles ont, au déjeuner, du café ou du thé au lait, à leur choix, et du pain beurré;

Au dîner, les jours gras, deux portions de viande et un plat de légumes, et les jours maigres, un plat de poisson et deux plats de légumes, ou des œufs au lieu de poisson.

Au souper, du lait coupé avec du pain beurré, un plat de légumes, un plat d'œufs, une salade ou du fruit.

Pour boisson, elles ont de l'eau ou de la bière légère à leur choix. Dans ce

dernier cas la portion de bière est strictement limitée, par jour, à un demi litre au dîner et à un demi litre au souper.

ART. 92. L'usage du vin n'est autorisé, pour les institutrices de même que pour les élèves, que dans le seul cas de maladie, en vertu d'une ordonnance du médecin.

CHAP. II. — *Habillement, coucher, buanderie, lingerie.*

ART. 93. Les élèves, à leur entrée, sont vêtues de l'uniforme de la maison.

L'uniforme se compose d'un robe de laine bleue, en castorine ou en mérinos, suivant la saison; un fichu de couleur rouge et blanc pour les jours ouvrables, blanc pour les dimanches et jours de fête; un tablier de calicot bleu; un bonnet de lasting noir garni d'une blonde de même couleur.

ART. 94. Les vêtements doivent être faits de manière à laisser toute liberté aux mouvements et à ne mettre aucun obstacle à la circulation du sang, à la croissance et au développement des forces corporelles.

ART. 95. Lorsqu'on a quelque raison de craindre qu'un enfant ne contracte une difformité, la supérieure peut, d'après l'avis du médecin, lui faire porter un corsage destiné à contenir ou à redresser les membres menacés de déviation.

ART. 96. Les vêtements et la chaussure sont changés ou modifiés lorsqu'ils deviennent trop étroits et commencent à gêner les mouvements du corps.

ART. 97. L'usage des gants est strictement interdit.

ART. 98. Chaque élève a sa couchette séparée, composée d'un lit de fer, une paillasse, un matelas, et une ou deux couvertures suivant la saison. On veille à ce que la grandeur des lits soit toujours en rapport avec la taille des enfants.

ART. 99. L'ordre du blanchissage des effets d'habillement, de coucher et du linge à l'usage des élèves est calculé de manière que le rechange de ces effets puisse toujours s'opérer avec régularité aux époques fixées par la commission.

ART. 100. Les effets en magasin et spécialement les objets en laine, sont aérés, battus et exposés au grand air, aussi souvent que possible.

ART. 101. La supérieure veille à ce que les effets d'habillement et de coucher soient convenablement entretenus et réparés, en utilisant, autant que possible, pour les réparations, les effets mis hors de service.

Pour assurer l'exécution de cette disposition, la supérieure, assistée de l'une des institutrices, fait tous les six mois une revue générale de tous les effets et du linge appartenant à l'Institution.

ART. 102. Tous les effets à l'usage des élèves et des institutrices sont, autant que possible, confectionnés dans l'établissement, d'après des états dressés par la supérieure et approuvés par la commission.

CHAP. III. — *Chauffage et éclairage. Service de propreté. Mesures d'hygiène.*

ART. 103. La maison est chauffée par des poêles alimentés, autant que possible, par du charbon de terre.

Le nombre des poêles est limité au strict nécessaire, et ils ne sont allumés que lorsque la rigueur du froid le rend absolument indispensable.

Art. 104. Les poêles dans les salles d'école et de travail ne sont chauffés que pendant la durée des travaux et de l'instruction.

Pendant les grands froids un poêle est allumé hors des heures de travail, dans la salle de récréation des enfants. Du reste il ne peut y avoir d'autres feux qu'à l'infirmerie, au quartier de la supérieure et aux réfectoires pendant les repas.

Art. 105. L'usage des chaufferettes est strictement interdit.

Art. 106. L'éclairage se fait, suivant les saisons, le matin et le soir, aux heures à fixer par la supérieure. Les dortoirs et l'infirmerie sont éclairés pendant la nuit.

Art. 107. Le service domestique et de propreté est fait, d'après les ordres de la supérieure, par les élèves les plus robustes, et autant que possible à tour de rôle de manière à les former et à les habituer à ce genre de travaux.

Art. 108. Les salles d'école et de travail, les réfectoires, les dortoirs, les corridors, les escaliers et généralement tous les locaux occupés par les élèves et les institutrices, sont balayés chaque jour. On évite soigneusement de laver aux grandes eaux les planchers et l'on se sert de préférence à cet effet de sable, de sciure de bois ou de torchons mouillés.

Art. 109. Chaque élève qui en a la force est tenue de faire son lit; les plus grandes font les lits des petites.

Art. 110. Lorsque le temps le permet, les fenêtres des dortoirs et des locaux non occupés restent ouvertes pendant la journée.

Art. 111. Les murs intérieurs sont blanchis à la chaux au moins une fois l'année, au commencement du mois de mai, et aussi souvent que l'exige la propreté. Les boiseries, portes et fenêtres sont peintes à l'huile, ainsi que le bas des murs, sur une hauteur de 1 mètre à 1 mètre 25 centimètres.

Art. 112. Tous les locaux occupés par les élèves doivent être convenablement aérés; des ventilateurs sont placés là où le besoin s'en fait sentir; des fumigations sont faites dans les locaux désignés par le médecin.

Art. 113. Les eaux ménagères sont vidées à mesure de leur production, et utilisées comme engrais au profit de l'établissement.

Art. 114. Les cheminées sont ramonées au moins tous les six mois et plus fréquemment là où la nécessité l'exige.

Art. 115. Les fumiers et les débris sont enlevés le plus tôt possible.

Art. 116. Les chaudières, marmites et autres ustensiles servant à préparer les aliments, doivent être tenus dans le plus grand état de propreté. L'usage des vases de cuivre est interdit sauf dans les cas de nécessité.

Art. 117. L'habillement et le coucher des élèves sont constamment en rapport avec l'état de l'atmosphère; la supérieure se règle d'après le degré de la température pour augmenter ou diminuer le nombre des couvertures et donner ou retirer les vêtements d'hiver.

Art. 118. La propreté la plus scrupuleuse doit régner sur la personne des élèves. On leur fait prendre des bains de temps à autre et on exige d'elles qu'elles se lavent les pieds toutes les semaines. Les cheveux des plus jeunes sont coupés aussi souvent que de besoin.

Art. 119. Les literies sont exposées à l'air le plus souvent possible.

La paille des paillasses est renouvelée tous les ans et les matelas sont rebattus tous les deux ans.

ART. 120. Chaque dimanche, les élèves passent une revue de propreté à laquelle préside la supérieure.

CHAP. IV. — *Infirmierie.*

ART. 121. L'infirmierie est disposée dans un local isolé. Elle est divisée en plusieurs salles suffisamment séparées pour y placer d'une part les enfants simplement indisposés ou atteints de maladies non contagieuses et d'une autre part celles qui seraient affectées de maladies contagieuses.

ART. 122. D'autres salles dépendantes de l'infirmierie sont affectées aux enfants à leur arrivée dans la maison.

Elles y sont logées pendant les trois premières semaines pour prévenir les accidents qui pourraient résulter de maladies dont ces enfants porteraient le germe et qui ne se seraient pas développées au premier abord.

ART. 125. Le médecin, accompagné de la supérieure ou de ses assistantes, visite chaque jour les malades une ou deux fois suivant les circonstances et se rend d'ailleurs à l'établissement chaque fois qu'il y est appelé par la supérieure.

ART. 124. Il règle tout ce qui est relatif au service de l'infirmierie, la tenue des salles sous le rapport de la salubrité, le placement des malades, leur changement de lit ou de local.

ART. 125. Il indique, dans chacune de ses visites, sur un état distinct, les médicaments et les aliments à donner à chaque malade et donne ses instructions sur les soins dont elle doit être l'objet.

Dans ses prescriptions il doit mettre toute la simplicité et l'économie compatibles avec les besoins des malades.

ART. 126. Il tient, d'après le modèle prescrit, un journal dans lequel il inscrit chaque malade à son entrée à l'infirmierie, la nature de la maladie, l'indication de sa cause connue ou présumée, sa durée, les symptômes et les accidents survenus pendant son cours, le mode de traitement, la guérison ou le décès.

ART. 127. Les indications de ce journal sont analysées et résumées dans un rapport annuel, dont copie est envoyée au ministre de la justice par l'intermédiaire de la commission.

ART. 128. Le médecin ordonne le régime qu'il juge convenable pour les convalescentes en se conformant aux principes de simplicité et d'économie recommandés ci-dessus en ce qui concerne le traitement des malades.

ART. 129. Lorsqu'une malade est en danger de mort, le médecin en informe sans délai la supérieure et l'aumônier.

ART. 150. Il est affecté un local spécial dans l'infirmierie pour les institutrices et les servantes qui pourraient tomber malades.

ART. 151. La supérieure désigne les élèves chargées de soigner et de veiller au besoin les malades de concert avec la servante infirmière. Elle leur prescrit leurs devoirs en se concertant à cet effet avec le médecin.

ART. 152. La supérieure visite une ou plusieurs fois par jour l'infirmierie lorsqu'il s'y trouve des malades; elle veille à ce que tout y soit en bon ordre et à ce qu'aucun soin, aucune précaution ne soient négligés.

ART. 155. Indépendamment du traitement des malades, le médecin est chargé, d'accord avec la supérieure, de surveiller tout ce qui concerne le régime hygiénique de l'établissement.

ART. 134. Chaque fois qu'il en est requis, il vérifie la nature et la qualité des denrées et s'assure si elles ne sont pas falsifiées et si elles ne contiennent rien de nuisible.

ART. 135. Il visite l'établissement dans toutes ses parties au moins une fois tous les mois, vérifie l'état sanitaire des élèves et fait les propositions qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la salubrité.

CHAP. V. — *Constructions et réparations des bâtiments et du mobilier. — Adjudications.*

ART. 136. Aucune construction nouvelle, aucun travail d'entretien des bâtiments ne peuvent être effectués sans l'autorisation préalable du ministre de la justice.

Il ne peut être dérogé à cette disposition qu'en cas d'urgence, pour les réparations seulement, et sauf à en donner immédiatement connaissance au ministre.

ART. 137. Il est dressé un inventaire de tous les objets mobiliers appartenant à l'Institution; cet inventaire est rectifié et complété chaque année. Une copie en est envoyée au département de la justice.

ART. 138. L'achat des objets nécessaires au service de l'établissement a lieu par voie d'adjudication.

Sont néanmoins exceptés les objets de peu de valeur qui peuvent être achetés directement, au plus bas prix possible, par la supérieure sous le contrôle de la commission administrative, comme il est dit aux articles 52 et 55 qui précèdent.

ART. 139. Les cahiers des charges pour les adjudications sont arrêtés par le ministre de la justice à l'approbation duquel sont aussi soumises toutes les adjudications.

ART. 140. Les factures des objets livrés par les fournisseurs, après avoir été vérifiées par la supérieure et visées par la commission, sont liquidées dans la forme ordinaire par le secrétaire-receveur.

TITRE V.

ÉDUCATION ET INSTRUCTION.

CHAP. I. — *Division et emploi de la journée. — Mesures d'ordre et de discipline.*

ART. 141. La division et l'emploi de la journée des élèves sont réglés d'après un tableau dressé par la commission, sur la proposition de la supérieure et approuvé par le ministre de la justice.

ART. 142. On a, autant que possible, égard, dans la distribution des heures, à l'âge des élèves; ainsi les plus jeunes pourront être couchées plus tôt que les plus âgées; on pourra aussi prolonger pour les premières, la durée des récréations.

ART. 143. La supérieure peut avancer ou retarder l'heure du lever ou du coucher, en égard aux circonstances.

ART. 144. Les divers exercices des élèves, le passage d'un lieu dans un autre, sont annoncés au son de la cloche.

ART. 145. Au signal de la cloche pour le lever les élèves s'habillent en silence.

Après la prière du matin, qui est récitée à haute voix par l'une des institutrices, les élèves se rendent en ordre à l'oratoire pour y entendre la messe.

ART. 146. La messe est suivie du déjeuner après lequel les élèves les plus âgées et désignées à cet effet par la supérieure, se rendent dans les dortoirs pour y faire les lits.

ART. 147. L'instruction et le travail occupent le temps des élèves jusque une demi heure avant le diner qui, de même que le déjeuner et le souper, est servi dans les réfectoires.

Les repas sont précédés et suivis d'une courte prière; pendant leur durée il est fait une lecture morale ou instructive aux élèves.

ART. 148. L'après-dîner est partagé de même que la matinée, entre l'école et les ateliers; ces divers exercices sont interrompus par des intervalles suffisants pour le repos et la récréation.

ART. 149. Lorsque sonne la cloche du coucher, les élèves après avoir récité la prière du soir, se rendent en ordre et en silence dans leurs dortoirs respectifs.

ART. 150. Chaque dortoir est surveillé au moins par une institutrice qui y couche et qui ne peut le quitter depuis le moment où les enfants y entrent jusqu'à ce qu'elles en soient sorties.

ART. 151. La supérieure et son assistante ne se couchent qu'après les élèves. Elles font au préalable une ronde dans la maison afin de s'assurer que tout y est en ordre et qu'il n'y a nulle part de danger pour le feu.

ART. 152. L'après-midi du samedi est consacré à la réception des ouvrages, à la distribution du linge propre, au nettoyage des locaux et à l'exercice des devoirs religieux.

ART. 153. L'emploi des dimanches et jours de fête est réglé d'après un tableau analogue à celui qui est prescrit pour la distribution des jours ouvrables.

ART. 154. Pendant les repas les élèves sont réunies, autant que possible et chaque fois que le temps le permet, dans les préaux et les jardins. Elles s'y livrent à la promenade et à divers jeux ou exercices gymnastiques, sous la surveillance des institutrices.

ART. 155. Deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, lorsque le temps est favorable, les élèves sont conduites à la promenade hors de l'établissement.

ART. 156. En cas de pluie ou de froid trop rigoureux, les élèves sont réunies, pendant les heures de récréation, dans les réfectoires où les institutrices organisent des jeux, ou font des lectures susceptibles de les amuser en les instruisant.

ART. 157. La surveillance est organisée de manière que les élèves ne puissent jamais être seules ni se soustraire aux regards des institutrices.

ART. 158. Les élèves ne peuvent s'absenter d'un lieu quelconque sans la permission des surveillantes.

ART. 159. Il leur est strictement recommandé d'obéir à l'instant, et sans observations, aux ordres et aux remontrances de leurs supérieures et de se conduire à leur égard avec déférence et respect.

ART. 160. Lorsqu'une élève a quelque sujet de plainte elle peut s'adresser en tout temps soit à l'institutrice, chargée de la surveillance, soit à la supérieure.

CHAP. II. — Classement des élèves. — Récompenses et punitions.

ART. 161. Les élèves sont classées en deux grandes divisions : la première com-

prend les enfants âgées de moins de 12 ans et la seconde, les jeunes filles qui ont dépassé cet âge.

La supérieure détermine l'ordre de ce classement et la séparation qui doit s'opérer en conséquence dans les dortoirs, les préaux, les réfectoires, l'école et les ateliers.

ART. 162. Indépendamment des deux divisions principales, il est institué une classe d'honneur à laquelle sont promues les élèves qui se distinguent par leur bonne conduite soutenue, leur zèle, leur activité et leurs progrès en tous genres.

Cette promotion a lieu tous les trois mois par la supérieure en présence des institutrices et des élèves assemblées. Les élèves de la classe d'honneur portent un ruban qui sert à les faire reconnaître et leurs noms sont portés sur un tableau suspendu dans l'une des principales salles de la maison.

Elles sont admises à tour de rôle à dîner à la table de la supérieure et des institutrices; elles sont spécialement chargées de surveiller leurs compagnes, conjointement avec les institutrices, pendant les repas, les récréations et les promenades.

ART. 163. Les élèves de la classe d'honneur, lorsque d'ailleurs elles réunissent les qualités et l'instruction requises, sont admises de préférence à concourir pour les places d'institutrices qui peuvent devenir vacantes dans l'établissement.

ART. 164. Indépendamment de la promotion à la classe d'honneur les récompenses consistent en marques de satisfaction et d'encouragement données par les institutrices et par la supérieure soit publiquement, soit en particulier, et en primes ou prix accordés annuellement pour la bonne conduite, les ouvrages, les progrès à l'école, etc.

L'ordre et le mode de distributions annuelles de primes ou prix aux élèves sont déterminés par la commission sur l'avis de la supérieure.

ART. 165. Les punitions consistent en réprimandes faites en particulier ou publiquement, dans la privation des jeux et des récréations, dans l'exclusion du tableau d'honneur, et, en cas d'incorrigibilité absolue, dans le renvoi de l'établissement.

L'exclusion du tableau d'honneur ne peut être prononcée que par la supérieure.

Le renvoi de l'établissement, proposé par la supérieure, a lieu avec les formalités prescrites à l'art. 30 du titre II.

En attendant qu'il soit prononcé, la supérieure peut, en cas de nécessité constatée et avec l'approbation de la commission, séparer l'élève coupable de ses compagnes et la soumettre à un régime spécial.

CHAP. III. — Travail. — Éducation physique et professionnelle.

ART. 166. On aura égard dans le choix des occupations et l'organisation des travaux des élèves à leur aptitude et à leurs besoins futurs.

On les mettra, autant que possible, en état de se suffire à elles-mêmes et de remplir, à leur sortie de l'établissement, les diverses fonctions auxquelles elles peuvent être appelées.

On s'attachera, avant tout, à former de bonnes ménagères, et à les initier aux devoirs d'une existence frugale et laborieuse, à leur en inspirer le goût et à leur en inculquer les habitudes.

A cet effet les élèves sont employées, suivant leurs forces et leurs aptitudes spéciales, dans les diverses branches du ménage de l'établissement, au service

de propreté, à la buanderie, à la blanchisserie, à la lingerie, à la confection et au ravantage des effets d'habillement et de coucher, à la cuisine, à l'infirmierie, à la basse-cour, à la laiterie, au jardinage, etc.

Leur participation à ces divers services est déterminée par la supérieure, de manière que chaque élève soit, autant que possible, initiée successivement aux soins essentiels du ménage.

ART. 167. Indépendamment des occupations dont l'énumération précède, l'instruction professionnelle des élèves comprend tous les ouvrages manuels. Il est établi à cet effet quatre ateliers spéciaux, savoir :

- Un atelier de tricot de tous les genres ;
- Un atelier pour la confection des dentelles ;
- Un atelier pour la couture ordinaire et la réparation du linge, des vêtements et des effets de coucher ;
- Un atelier pour la couture en linge fin et demi fin, la broderie, la tapisserie et tous les ouvrages à l'aiguille les plus variés.

Le nombre de ces ateliers peut être augmenté avec l'autorisation de la commission.

ART. 168. La supérieure détermine le classement des élèves dans les divers ateliers et le passage d'un atelier à un autre, en consultant, à cet effet l'âge, le goût et l'aptitude de chaque élève.

ART. 169. Les travaux et les exercices sont, autant que possible, alternés, de manière à prévenir l'ennui, le dégoût et tout excès de fatigue.

ART. 170. Une ou deux institutrices, suivant les besoins, sont spécialement préposées à la direction de chaque atelier. Elles président à l'apprentissage des élèves, surveillent les ouvrages, reçoivent les matières premières et les objets à confectionner et les restituent lorsqu'ils sont achevés.

Elles tiennent à cet effet un registre où elles inscrivent tout ce qui entre à l'atelier et tout ce qui en sort.

Elles tiennent également note des progrès et de l'activité des élèves. Le relevé de ces notes est remis chaque semaine à la supérieure qui règle en conséquence les prix ou les primes dont il est fait mention à l'art. 164 ci-dessus.

ART. 171. Les institutrices préposées aux ateliers sont assistées par un certain nombre d'élèves choisis par la supérieure parmi les plus capables et les plus méritantes et de préférence dans la classe d'honneur.

ART. 172. Indépendamment des primes et des récompenses qui leur sont distribuées chaque année, les élèves reçoivent un dixième du prix de leurs ouvrages, calculé d'après un tarif arrêté par la commission sur la proposition de la supérieure. Ce dixième est tenu en réserve et déposé à la caisse d'épargne pour être remis aux élèves à l'époque de leur sortie de l'établissement.

CHAP. IV. — *Exercice du culte. — Education religieuse et morale.*

ART. 173. Une demi-heure au moins chaque jour est affectée à l'enseignement de la religion, cet enseignement est mis en rapport avec l'âge et le degré d'intelligence des élèves.

ART. 174. L'enseignement spécial et les exercices religieux qui précèdent la première communion sont réglés par l'ecclésiastique chargé des fonctions d'aumônier.

ART. 175. Les élèves accompagnées des institutrices assistent chaque jour à la messe et de plus le dimanche au salut dans l'oratoire de la maison.

ART. 176. Le dimanche et le jeudi, après les travaux, l'aumônier leur fait une instruction appropriée à leur situation et à leurs besoins. Cette instruction est faite alternativement en flamand et en français.

ART. 177. L'aumônier célèbre pour chaque élève décédée une messe funèbre à laquelle assistent les élèves et les institutrices.

ART. 178. L'aumônier visite au moins une fois par semaine l'Institution; il donne ou fait donner sous sa surveillance, par l'une des institutrices, une instruction spéciale aux élèves dont il juge l'instruction religieuse insuffisante.

ART. 179. En cas de maladie grave, qui mette la malade en danger, il est immédiatement averti par le médecin ou la supérieure et se rend sans retard près de la malade pour lui administrer les secours de la religion.

ART. 180. Les élèves étrangères à la religion catholique reçoivent l'instruction et les secours spirituels des ministres de leurs cultes respectifs; ceux-ci se rendent à cet effet, aussi souvent qu'ils le jugent convenable, à l'établissement pour y remplir les devoirs de leur charge.

Ces mêmes ministres doivent être invités d'office par la supérieure à venir donner les secours spirituels à leurs coreligionnaires en cas de maladie grave ou de danger de mort.

ART. 181. La supérieure et les institutrices s'attachent avec un soin constant, à former le cœur des enfants et à y faire naître toutes les vertus et particulièrement celles qui sont propres à leur sexe.

On ne peut trop recommander aux institutrices de joindre l'exemple au précepte. Il leur importe à cet effet de se mettre à l'abri de tout reproche en n'usant que de bons procédés, non-seulement envers les élèves, mais aussi envers leurs compagnes avec qui elles doivent vivre dans la plus parfaite union, s'entraïdant en toutes circonstances avec une complaisance mutuelle, et concourant ainsi de tous leurs moyens au seul but pour lequel elles ont été admises dans la maison, celui de procurer aux enfants qui y sont élevées la meilleure éducation possible.

ART. 182. La supérieure ne néglige personnellement aucune occasion de faire ressortir près des élèves les bienfaits de leur admission et de leur séjour dans l'établissement, d'éveiller leur reconnaissance pour leurs bienfaiteurs, de leur rappeler leurs devoirs et d'entretenir leur affection pour leurs parents, de les éclairer sur leur destinée future et sur le choix d'un état, et de les préparer aux modestes fonctions qu'elles sont appelées à exercer à leur sortie de l'Institution.

Elle réunit à cet effet, dans des conférences, les élèves les plus âgées quelques mois avant l'époque fixée pour leur sortie.

ART. 183. Il est institué dans l'établissement deux bibliothèques, l'une pour les institutrices, l'autre pour les élèves.

La bibliothèque des institutrices est composée des meilleurs livres et traités sur l'instruction et de tous autres ouvrages que l'administration supérieure juge à propos d'y envoyer.

La bibliothèque des élèves se compose d'ouvrages pieux, moraux, instructifs

et amusants. Ils sont mis à la disposition des élèves d'après leur degré d'intelligence et leurs dispositions morales.

ART. 184. La garde et l'entretien des deux bibliothèques sont confiés à l'une des institutrices désignée par la supérieure. Elle inscrit sur un registre à ce destiné les noms des institutrices et des élèves auxquelles les livres sont confiés, le numéro du volume, le jour du prêt et celui de la restitution.

ART. 185. Les institutrices et les élèves auxquelles des ouvrages ont été prêtés, doivent les conserver avec soin ; on ne peut leur remettre qu'un volume à la fois et elles doivent le restituer avant de pouvoir en obtenir un nouveau.

ART. 186. Les lectures particulières ne peuvent nuire en aucun cas aux autres exercices ; en conséquence la supérieure détermine les instants où elles peuvent avoir lieu. Toute infraction à cet égard peut donner lieu à l'interdiction de la bibliothèque pour un temps plus ou moins long.

CHAP. V. — École. — Instruction intellectuelle.

ART. 187. La direction de l'école est confiée à une institutrice principale.

La commission peut en outre, sur l'avis de la supérieure, confier l'enseignement de certaines branches ou dans certaines classes à des institutrices spéciales qui sont dans ce cas subordonnées à l'institutrice principale et doivent se conformer strictement aux dispositions du présent chapitre.

ART. 188. Les élèves reçoivent chacune au moins deux heures d'instruction par jour y compris le dimanche et les jours de fête.

On les divise, d'après leur âge, leurs capacités et leur degré d'instruction, en un certain nombre de classes. Le passage d'une classe à une autre est prononcé par la supérieure sur l'avis de l'institutrice principale.

La classe inférieure sera organisée d'une manière analogue à celle des écoles gardiennes pour les enfants âgées de moins de 6 à 7 ans.

ART. 189. Les enfants âgées de moins de douze ans et celles qui ne peuvent être occupées utilement ont journellement, sauf les dimanches et jours de fête, une heure au moins de leçon en sus, qui est imputée sur le temps consacré aux travaux manuels.

ART. 190. Les heures de leçon pour chaque classe sont fixées par la commission sur la proposition de la supérieure.

ART. 191. L'institutrice principale inscrit sur un registre la date d'entrée de l'élève, ses noms et prénoms, son âge, le degré d'instruction qu'elle possède, et la classe où elle est placée ; une colonne en blanc sert à y inscrire le passage d'une classe à une autre et la date de la sortie de l'école.

ART. 192. L'enseignement comprend la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le dessin linéaire, des notions élémentaires d'histoire et de géographie, et les autres connaissances qui peuvent être jugées d'une utilité pratique.

ART. 193. Il y a en outre un cours de chant dont la fréquentation peut être considérée comme récompense.

Lorsque la connaissance du chant aura été suffisamment généralisée, on

pourra le faire entrer comme élément essentiel dans les exercices et les jeux. Il sera fait à cet effet des propositions spéciales par la supérieure à la commission qui décidera.

ART. 194. L'enseignement se fait d'après la méthode simultanée.

Dans la distribution du travail, les institutrices se conforment aux prescriptions d'un tableau indiquant, par jour et par heure, les matières de l'enseignement à donner aux élèves de chaque classe.

Ce tableau est affiché dans les salles d'école.

ART. 195. Les institutrices s'attachent à développer les facultés intellectuelles et morales de leurs élèves et à leur inculquer des règles de bonne conduite.

Elles maintiennent dans l'école la discipline, le silence et l'ordre.

Elles veillent à ce que le temps consacré à l'instruction soit toujours employé de la manière la plus profitable à l'avancement des élèves.

ART. 196. L'institutrice principale tient, dans un registre, note exacte de la conduite, de l'application et des progrès des élèves. Ce registre est soumis tous les mois à la supérieure et présenté à la commission au moins deux fois par an.

ART. 197. Tous les trois mois l'institutrice principale fait concourir les élèves de chaque classe sur toutes les branches enseignées dans celle-ci ; elle annote les places obtenues dans le registre dont il est fait mention à l'art. précédent.

ART. 198. Des prix et des accessits sont accordés annuellement aux élèves qui se sont le plus distingués par leur conduite et leurs progrès.

Tout ce qui se rapporte à ce mode de récompense et d'encouragement est réglé par la commission après avoir préalablement consulté la supérieure et l'institutrice principale, et soumis à l'approbation du ministre, l'indication des récompenses et le montant de la dépense qu'elles peuvent occasionner.

ART. 199. L'institutrice principale peut avec l'agrément de la supérieure, choisir dans les classes supérieures les élèves qui se distinguent par leur application et leurs progrès, pour remplir les fonctions d'assistantes dans l'enseignement des classes inférieures.

Les assistantes ou monitrices reçoivent chaque semaine trois leçons spéciales d'au moins une heure chacune.

Cet enseignement spécial pourra être ultérieurement complété de manière à constituer dans l'établissement une sorte d'école normale propre à former des institutrices pour les écoles gardiennes et primaires.

ART. 200. L'administration supérieure se réserve le choix et l'approbation des livres qui peuvent être mis entre les mains des élèves et de ceux qui doivent servir à leur instruction.

CHAP. VI. — *Correspondances. — Visites.*

ART. 201. Les élèves peuvent correspondre avec leurs parents avec l'autorisation et sous la surveillance de la supérieure. Ces correspondances ont surtout pour but d'entretenir le respect et l'affection des enfants pour leurs parents et d'éclairer ceux-ci sur les progrès réalisés dans l'Institution. Elles sont spéciale-

ment autorisées à l'époque du renouvellement de l'année et aux anniversaires de la naissance et de la fête des parents.

ART. 202. La supérieure transmet dans les premiers jours de l'année un bulletin aux parents ou aux tuteurs pour leur faire connaître la conduite et les progrès de leurs enfants ou pupilles.

ART. 203. Les visites trop fréquentes distrayant les enfants de leurs occupations, les parents, tuteurs ou les personnes autorisées par eux, ne sont admis à visiter les élèves que le premier et le troisième lundi de chaque mois. Dans aucun cas il ne leur est permis de les conduire hors de la maison ni de les voir ailleurs qu'au parloir en présence de la supérieure ou de l'une des institutrices. Cette dernière précaution ne peut être omise que lorsque l'élève reçoit la visite de son père ou de sa mère.

ART. 204. Il n'y a point de vacances dans l'Institution. Toutefois dans des circonstances rares et exceptionnelles, les élèves peuvent être admises à aller visiter leurs familles avec l'autorisation de la commission qui limite en tous cas la durée de l'absence.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — DONS ET LEGS. — INSTRUCTION DES
AFFAIRES. — MARCHÉ A SUIVRE.

3^e Dir. 2^e B. N^o 21 L. — Bruxelles le 21 mai 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Je vous prie de vouloir bien faire insérer au *Mémorial administratif* de votre province, un résumé des instructions contenues dans ma circulaire du 10 avril 1849, sur l'acceptation des dons et legs au profit des établissements publics, (*Moniteur*, n^o 103) et de veiller à ce que ces instructions soient suivies dans toutes les affaires.

Le § 3 de la section IV, invite les notaires à communiquer aux députations permanentes des provinces auxquelles ressortissent les établissements intéressés, une copie sur papier libre de tout acte qu'ils auraient reçu contenant une libéralité au profit d'un service public quelconque.

Cette copie vous mettra en état, M. le Gouverneur, non-seulement de diriger dès le principe l'instruction de chaque affaire dans le sens de la circulaire du 10 avril, sans devoir attendre la demande de l'établissement intéressé, mais même de provoquer au besoin cette demande.

A cet effet vous voudrez bien, dans chaque affaire où vous le trouverez nécessaire, tracer aux autorités inférieures la marche à suivre en indiquant, s'il y a lieu, les documents à produire.

Pour accélérer la décision qui est toujours vivement attendue dans ces sortes d'affaires, il serait désirable que toute demande fût adressée, avec les pièces à l'appui, à l'autorité qui doit en délibérer en premier lieu et qu'elle fût transmise ensuite successivement, par la voie hiérarchique, aux autres autorités qui ont à émettre leur avis, de manière à arriver complètement instruite à l'autorité compétente pour y statuer.

Toutefois, il reste libre aux intéressés de s'adresser directement à l'autorité supérieure.

Si l'application des instructions générales à certains cas spéciaux, présentait des doutes ou des difficultés, vous voudrez bien m'en référer à la réception de la copie de l'acte de donation ou du testament; en me transmettant, avec cette copie, vos propositions, j'aurai soin de vous répondre dans un court délai. En tout cas, je désire recevoir immédiatement communication de tout acte de libéralité sur lequel il doit être statué par arrêté royal; le renvoi vous en sera fait de suite.

Il me sera agréable de recevoir un numéro spécial du *Mémorial administratif*, qui contiendra les instructions qui seront données en exécution de la présente.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRAVAUX PUBLICS. — MODIFICATIONS AU CAHIER DES CHARGES. —
APPROBATION.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,359. — Bruxelles, le 22 mai 1849.

A MM les Gouverneurs.

Par une circulaire en date du 18 janvier 1848, mon collègue du département des travaux publics a défendu aux ingénieurs des ponts et chaussées d'apporter, sans autorisation préalable, aucune modification à un travail dont les dispositions ont été arrêtées, soit par le pouvoir royal, soit par des décisions ministérielles, soit par toute autre autorité compétente. Il leur a également interdit de faire exécuter, sans autorisation, des

travaux quelconques, même des travaux imprévus dont la dépense est imputable sur une somme réservée pour ces travaux dans les devis et cahiers des charges, sauf des cas d'urgence ou de force majeure, en présence desquels l'ingénieur nè peut rester inactif, en attendant les ordres de l'administration supérieure.

Dans ces cas, mais dans ces cas seulement, l'initiative leur est permise sauf à informer sur le champ, des mesures prises d'office, le gouverneur et l'inspecteur général des ponts et chaussées et à en demander au ministère la ratification.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de tenir la main à ce que les ingénieurs des ponts et chaussées de votre province se conforment à cette circulaire dans l'exécution des travaux ressortissant à mon département.

Veuillez en outre avoir soin de faire observer strictement les stipulations insérées dans la plupart des cahiers des charges relativement à l'achèvement des travaux, et lorsque des circonstances quelconques auront rendu nécessaires certaines modifications à ces stipulations, me mettre à même de prendre, à ce sujet, et en temps utile, toute décision jugée convenable.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INDIGENTS. — PAYS-BAS ET LUXEMBOURG. — DÉNONCIATION DES CONVENTIONS *.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 324. — Bruxelles, le 25 mai 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Je m'empresse de vous informer que le gouvernement des Pays-Bas et le gouvernement Belge ont, de commun accord, abrégé la durée du temps pendant lequel les conventions des 6 novembre 1844 et 24 août 1843, devaient encore rester en vigueur.

Le terme d'expiration des deux conventions a été fixé au 31 du présent mois.

Je me réfère du reste, M. le Gouverneur, à l'observation faite dans ma circulaire du 1^{er} mai courant (*Moniteur*, n^o 424), touchant les secours que les indigents Néerlandais seraient dans le cas de réclamer après l'expiration des conventions. Ils devront être traités sur le même pied que les étrangers indigents appartenant à d'autres pays, et comme les

* *Moniteur*, 1849, n^o 145. — Voir 28 juin 1849.

secours qui seront accordés par la suite ne seront plus remboursés par le gouvernement néerlandais, il conviendra dans l'intérêt du trésor, de n'en accorder que dans des cas de nécessité reconnue, et de suivre en général à leur égard, les mêmes principes que ceux appliqués aux indigents d'autres pays dénués de moyens d'existence.

Veillez, M. le Gouverneur, donner immédiatement connaissance de ces dispositions aux administrations locales et établissements de bienfaisance de votre province, afin qu'à partir de l'époque fixée ci-dessus, ils puissent s'y conformer.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INSTITUTEURS PRIMAIRES ET PROFESSEURS. — CONDAMNATIONS. — EXTRAIT
DES JUGEMENTS ET ARRÊTS *.

Secrét. gén. 1^{er} B. N^o 982. — Bruxelles, le 23 mai 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Des arrêtés royaux du 31 décembre 1842 et du 22 juin 1848 insérés le premier dans le *Bulletin officiel* n^o 4214 et le second dans le *Moniteur* n^o 473, et *Recueil des lois* n^o 421, ont institué des caisses de prévoyance en faveur de diverses catégories d'instituteurs primaires et de professeurs.

Ces arrêtés portent, entre autres dispositions, que toute condamnation à une peine afflictive ou infamante enlève à l'instituteur qui en est l'objet ses droits à la pension.

Pour être à même d'assurer l'exécution de cette prescription, M. le ministre de l'intérieur m'a manifesté le désir de recevoir un extrait des arrêtés tant définitifs que par contumace qui seront prononcés contre :

- 1^o Des instituteurs primaires ;
- 2^o Des membres du corps enseignant des athénées et des collèges ;
- 3^o Des personnes attachées à l'enseignement dans les académies ou écoles de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, d'architecture et de musique.

Je vous prie, M. le Procureur général, de prendre dans votre ressort les mesures nécessaires pour que cette communication puisse avoir lieu

* *Moniteur*, 1849, n^o 133.

régulièrement et que pour le passé elle remonte au 31 décembre 1842.

Le département de l'intérieur désire aussi obtenir un extrait des arrêts et des jugements correctionnels prononcés depuis le 31 décembre 1842 ou qui le seront à l'avenir contre des personnes appartenant aux diverses catégories dont il s'agit.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉMIGRANTS ÉTRANGERS. — PASSAGE PAR LA BELGIQUE .

4^e Dir. 2^e B. N^o 43,223. — Bruxelles, le 4 juin 1849.

Les Ministres des affaires étrangères et de la justice,

Voulant compléter les mesures de police générale existantes, relativement à l'admission et au séjour en Belgique d'émigrants étrangers qui viennent s'embarquer dans un port belge pour se rendre dans les contrées d'outre-mer, et donner à ces émigrants toutes les garanties que l'intervention de l'autorité, en tant qu'elle est compatible avec le respect dû aux transactions privées, peut leur procurer ;

Arrêtent :

ART. 1^{er}. L'émigrant qui se présente à la frontière pour traverser la Belgique à l'effet de s'embarquer dans un port belge, devra justifier qu'il possède en espèces ou en bonnes valeurs une somme de deux cent cinquante francs. Si l'émigrant a moins de 16 ans et plus de 12, il suffira qu'il justifie de la possession d'une somme de deux cents francs. La somme devra être de cent francs seulement pour chaque enfant qui n'a pas atteint l'âge de 12 ans. Aucune justification de ce genre ne devra être faite pour les enfants au-dessous de 2 ans.

ART. 2. Sera dispensé de cette justification, l'émigrant porteur d'une déclaration signée par un habitant du royaume, visée par le gouverneur de la province, et par laquelle le signataire s'oblige à pourvoir à la subsistance dudit émigrant pendant son séjour sur le territoire belge et à son embarquement.

L'expéditeur qui se proposera d'opérer un transport d'émigrants par la voie d'un port belge devra, préalablement à l'entrée des émigrants sur le territoire de la Belgique, présenter au visa du gouverneur de la pro-

* *Moniteur*, 1849, n^o 133.

vince des déclarations stipulant l'engagement ci-dessus énoncé, et correspondant au nombre d'émigrants qu'il s'agit de transporter.

Les déclarations, au moment où elles seront soumises au gouverneur, ne devront pas nécessairement porter les noms et prénoms des émigrants auxquels elles seront ultérieurement délivrées.

Le gouverneur, avant de viser, pourra exiger une caution solvable.

Les déclarations devront être faites en double expédition.

Les deux expéditions, visées par le gouverneur, seront remises à l'émigrant par l'expéditeur ou par son agent. L'émigrant y fera inscrire ses noms et prénoms, si déjà ils ne s'y trouvent. Une des expéditions demeurera es mains de l'émigrant, l'autre sera remise par l'émigrant à l'officier de police du lieu de la frontière par lequel il entrera en Belgique.

L'émigrant ne sera admis à entrer dans le pays que si ces deux pièces sont conformes et régulières.

ART. 3. Le signataire de la déclaration dont il est parlé dans l'article précédent pourra substituer une autre personne dans l'obligation de pourvoir à la subsistance et à l'embarquement de l'émigrant. Mais cette substitution ne pourra avoir lieu qu'en la soumettant aux mêmes conditions et garanties stipulées dans ledit article.

ART. 4. Dans le cas où le gouvernement serait obligé de faire des dépenses, soit pour la subsistance et l'embarquement, soit pour le renvoi à la frontière de l'émigrant, à raison d'un fait non personnel à ce dernier, le signataire de la déclaration mentionnée en l'article 2 sera tenu de les acquitter.

Cette clause devra expressément être stipulée dans la déclaration dont il s'agit.

ART. 5. Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 15 juillet 1849 ¹.

Le Ministre des travaux publics,
C. D'HOFFSCHMIDT.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ Cette époque a été prorogée au 15 août 1849, par arrêté du 5 juillet. (*Moniteur*, 1849, n° 188.)

CONDAMNÉS LIBÉRÉS. — PATRONAGE. — BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 18. — Bruxelles, le 12 juin 1849.

A MM. les Directeurs des prisons centrales et le Directeur des écoles de réforme à Ruysselede.

Aux termes de l'art. 18 de l'arrêté royal du 14 décembre 1848, concernant le patronage des condamnés libérés, ces condamnés sont tenus, un mois au moins avant leur libération, de désigner le lieu où ils se proposent d'établir leur résidence, en faisant connaître s'ils désirent être admis à la faveur du patronage.

J'ai l'honneur de vous adresser le modèle de bulletin confidentiel que vous aurez à transmettre immédiatement, en exécution de l'art 20, au comité du canton où le condamné aura déclaré vouloir fixer sa résidence, au sortir de la prison.

Vous trouverez ci-joint un certain nombre d'imprimés de ce modèle, pour le service de votre établissement.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

(ANNEXE)

N^o DU COMITÉ.

A M. le Président du comité de patronage du canton de

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous informer que le détenu désigné dans le bulletin de renseignements qui suit, et dont la peine expirera le 48 , a déclaré choisir pour résidence la commune de et qu'il désire être admis à la faveur du patronage.

A , le 18

LE DIRECTEUR,

Fil de et de
né le à province de
résidant en dernier lieu à , province d
condamné le par
à du chef
lieu du délit :
entré à la prison le , libéré le
motifs de la libération :

CONDITION DU LIBÉRÉ A L'ÉPOQUE DE SA CONDAMNATION.

Profession. { 1° et 2°
 { 3°
Moyens d'existence.
État civil.
Religion. Degré d'instruction.
Conduite, moralité.

CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES ET OBSERVATIONS DES AUTORITÉS.

CONDITION DU LIBÉRÉ PENDANT SON SÉJOUR DANS LA PRISON.

Profession ou métier exercé ou appris dans la prison.
Autres moyens d'existence.
Aptitude et application au travail.
Langue parlée. Instruction acquise.
Exercice des devoirs religieux.
Santé. Conduite et moralité
Punitions.
Résidence choisie. , province d
Masse de sortie, total : somme remise au libéré :
Somme transmise au comité de patronage:

OBSERVATIONS DU DIRECTEUR DE LA PRISON

sur le caractère du condamné libéré sur ses antécédents, sur sa conduite en prison, sur les incidents de sa détention, sur les occupations auxquelles il pourrait être utilement employé, et autres renseignements.

MORTS VIOLENTES. — VISITE. — FRAIS *.

4^e Dir. 1^{er}. B. N^o 13727. — Bruxelles, le 18 juin 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel ; les Gouverneurs des provinces ; les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance ; les Juges-de-peace et les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police ; les Bourgmestres et les Commissaires de police.

L'art. 81 du code civil porte que lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives. D'après les art. 32, 43, 44 et 49 du code d'instruction criminelle, lorsque le procureur du roi ou l'officier de police auxiliaire se transporte sur les lieux, dans le cas d'une mort violente ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, il se fait assister d'un ou de deux officiers de santé qui font leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Les cas de mort violente peuvent donc se présenter dans deux circonstances bien distinctes : ou le décès semble avoir été le résultat soit d'un crime, soit d'un délit, ou bien il est constant, même avant toute visite des hommes de l'art, que la mort, bien que subite ou violente, n'a été due qu'à un accident ou à toute autre cause qui ne constitue ni crime ni délit ;

Dans ces deux cas, des hommes de l'art doivent être appelés à faire un rapport ; mais dans le premier, les frais qu'entraîne leur visite doivent être supportés par le département de la justice, et dans le second ils ne peuvent être qu'à la charge de la commune ; ils se confondent alors tant avec les frais de l'inhumation qu'avec ceux faits, en général, dans l'intérêt de l'état civil et de la police locale.

Cette distinction, si facile à établir, est trop souvent perdue de vue. Pour éviter les correspondances et les rôles de restitution auxquelles donnent lieu les erreurs commises dans cette matière, il importe que les réquisitoires adressés aux hommes de l'art indiquent, autant que possible, la cause de la mort violente et les points que le médecin ou chirurgien aura à constater.

D'un autre côté, les officiers du ministère public, appelés à viser les états auront soin de mentionner à l'avenir si une information judiciaire a eu lieu.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur*, 1849, n^o 172.

MAISONS DE PASSAGE. — REGISTRE D'ÉCROU. — MODÈLE.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 14004. — Bruxelles, le 25 juin 1849.

A MM. les Gouverneurs.

La mise à exécution de la loi du 1^{er} mai 1849 sur les tribunaux de police simple et correctionnelle (*Moniteur* n^o 172,) devant amener dans certaines maisons de passage, indépendamment des détenus passagers et prévenus, des détenus condamnés à 8 jours d'emprisonnement ou moins, il est devenu nécessaire de faire imprimer pour ces maisons un nouveau modèle de registre d'érou. J'ai en conséquence l'honneur de vous en envoyer un certain nombre d'exemplaires en rapport avec le nombre des cantons de justice de paix de votre province.

Ce registre devra être préalablement signé et paraphé à toutes les pages par le juge-de-paix du canton. Il devra être tenu exactement. Il servira à la fois aux différentes catégories de détenus dans les maisons de passage destinées à recevoir les individus condamnés par les juges-de-paix en vertu de la nouvelle loi sur la compétence en matière criminelle.

Il est inutile, je pense, de vous énumérer la destination de ses diverses colonnes. Cette destination ressort suffisamment des indications placées en tête de chacune d'elles.

Vous remarquerez seulement que la 19^e colonne porte pour rubrique : signature de l'agent de la force publique, sans autre désignation.

Il est à désirer que partout où la chose pourra se faire, ce soit le concierge de la maison de passage qui remplisse les diverses indications du registre d'érou. Mais comme, d'après les renseignements qui me sont fournis, beaucoup de concierges sont hors d'état de s'acquitter d'une pareille mission, force sera en pareil cas de recourir provisoirement aux sous-officiers de gendarmerie ou autres agents de la force publique qui remettront les prévenus et condamnés à la maison de passage.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INDIGENTS ÉTRANGERS. — FRAIS D'ENTRETIEN. — SECOURS PROVISOIRES *.

1^{re} Dir. 2^o B. N^o 11412. — 5^e Dir. 2^o B. N^o 2324. — Bruxelles le 28 juin 1849.

À MM. les Gouverneurs des provinces, aux administrations des communes et des établissements de bienfaisance.

Le nombre sans cesse croissant des demandes en remboursement qui sont adressées à l'autorité supérieure pour secours avancés à des indigents étrangers, les retards que l'on met dans la formation de ces demandes, ainsi que les renseignements souvent fort incomplets recueillis sur le compte des individus secourus fournissent la preuve que les principes qui régissent cette matière sont généralement perdus de vue; il importe de les rappeler à l'attention des administrations intéressées et d'arrêter l'augmentation progressive des dépenses que l'État supporte de ce chef.

La loi du 18 février 1845 dispose :

« ART. 8. *L'étranger admis à établir son domicile en Belgique acquiert domicile de secours pour lui, pour sa femme et pour ses enfants mineurs, conformément aux articles 3 et 4 de la présente loi.*

» ART. 12. *Tout indigent, en cas de nécessité, sera secouru provisoirement par la commune où il se trouve.*

» ART. 18. *Lorsque des secours provisoires seront accordés à un étranger qui n'a point de domicile de secours en Belgique, l'avertissement sera donné au gouvernement, conformément à l'art. 14.* »

L'esprit et la portée de ces dispositions sont clairement indiqués par l'exposé des motifs qui a précédé leur adoption.

On y lit, d'abord sur l'art. 8 :

« Sous le régime de la loi de 1818, l'étranger admis à établir son domicile dans le royaume, n'acquerrait droit aux secours publics que par une habitation de six années consécutives dans une même commune, tandis que le Belge y acquerrait droit après un séjour de quatre années.

» Ce dernier terme étant doublé d'après le projet nouveau, il a paru que le motif de la différence établie par la loi de 1818 n'existait plus.

» L'article 8, d'après son texte, ne s'applique qu'aux étrangers autorisés par le gouvernement à établir leur domicile en Belgique; les autres étrangers n'acquièrent point des droits à la charge de communes belges. Les conséquences d'un principe différent pourraient être fort graves; mais il est à désirer que par des arrangements internationaux, basés sur la réciprocité, l'on parvienne à concilier avec les exigences rigoureuses de l'intérêt des communes belges, les intérêts des étrangers qui ont besoin

* *Moniteur*, 1849, n^o 182.

d'être momentanément secourus. De tels arrangements, par lesquels le remboursement des avances faites est stipulé, forment le complément naturel de la loi sur le domicile de secours. »

Ensuite sur l'article 42 :

« Lorsqu'il est nécessaire de secourir un indigent, ou, s'il est malade, de lui assurer des soins dans un hospice, la question d'humanité domine et absorbe toutes les autres.

» La commune où il se trouve doit des secours, soit définitifs et immédiats en exécution d'une obligation propre, si elle est le domicile de secours de l'indigent, soit provisoires, mais immédiats aussi, sauf à poursuivre le remboursement des avances faites en exécution de l'obligation d'autrui. »

Enfin sur l'article 48 :

« Dans le cas prévu par cet article, l'étranger n'ayant point domicile de secours dans une commune du royaume, il est nécessaire de donner avis au ministre dans les attributions duquel se trouve l'exécution de la loi relative au domicile de secours.

» Après cet avertissement, il pourra être pris des mesures, selon les circonstances, pour concilier les exigences de l'intérêt public avec les devoirs qu'impose l'humanité. »

De ces développements officiels, mis en rapport avec le texte de la loi, résultent les conséquences suivantes :

Les étrangers admis à établir leur domicile en Belgique sont les seuls qui aient droit aux secours, à charge des communes belges où ils auraient, sans interruption, résidé pendant six années sous le régime de la loi de 1818, ou pendant huit années, depuis le 1^{er} mars 1845, date de la force obligatoire de la loi de 1845.

Les étrangers mêmes de cette catégorie qui n'auraient pas une habitation de six ou de huit années, ainsi que tous les étrangers en général, non autorisés à établir leur domicile dans le royaume, n'ont aucun droit aux secours publics; seulement, en cas de nécessité, ils sont secourus provisoirement par la commune de leur résidence qui peut alors réclamer du gouvernement le remboursement des avances.

Il s'en faut cependant que le gouvernement soit indéfiniment tenu pour toutes les avances de cette nature, que les administrations font avec d'autant moins de discernement qu'elles croient pouvoir compter sur un remboursement certain. La nécessité du secours accordé doit être reconnue, et comme c'est au gouvernement qu'il appartient de prononcer sur ce point, il faut qu'il soit averti sans délai de la dépense que l'on a jugé devoir faire à sa décharge.

Le principe du remboursement de ces avances par l'État n'existait point dans les lois antérieures ; il a été introduit dans la loi du 18 février 1845, notamment en vue des traités internationaux qui auraient pu être conclus pour assurer le remboursement réciproque des secours accordés aux indigents appartenant aux pays contractants ; mais les seuls traités de cette nature qui eussent été conclus jusqu'ici, étaient ceux intervenus avec le gouvernement des Pays-Bas ; leurs effets sont venus à cesser depuis le 31 mai dernier, ainsi que MM. les gouverneurs en ont été informés par mes circulaires des 4^{er} et 23 du même mois (*Moniteur*, nos 124 et 145).

Les seules considérations qui doivent donc continuer à déterminer l'importance des secours provisoires que peuvent recevoir les indigents étrangers, non autorisés à établir leur domicile dans le pays, sont celles qui dérivent *des devoirs de l'humanité conciliés avec les exigences de l'intérêt public.*

L'intérêt public exige aujourd'hui de larges économies et le gouvernement, tout en respectant les devoirs de l'humanité, se voit par suite dans la nécessité de fixer sévèrement les conditions auxquelles les frais pour secours accordés aux indigents étrangers en général pourront, à l'avenir, être remboursés par l'État.

1^o Comme il importe d'abord que les charges de l'État n'augmentent point à son insu et que le gouvernement doit, le cas échéant, pouvoir utilement adresser des réclamations aux pays étrangers, les administrations, qui sont dans le cas d'accorder des secours à des indigents étrangers, doivent en avertir immédiatement le département de la justice.

L'art. 48 de la loi ne détermine point le délai endéans lequel cet avertissement doit être donné ; entre communes ce délai est de quinze jours et comme pendant ce délai les administrations intéressées ont tout le temps nécessaire pour s'informer si les individus secourus n'ont point leur domicile de secours en Belgique, l'avertissement devra parvenir au département de la justice dans les huit jours qui suivront cette première quinzaine.

2^o L'avertissement sera formulé dans un bulletin de renseignements conforme au modèle joint à la circulaire du 14 novembre 1848 (*Moniteur*, n^o 322).

3^o A défaut d'avoir donné l'avertissement de la manière et dans les délais ci-dessus déterminés, les administrations sont déchues du droit de réclamer le remboursement des avances faites antérieurement à l'envoi de cet avertissement.

4^o D'après l'article 42 de la loi, les secours que peuvent recevoir les

indigents étrangers ne devant être accordés qu'en cas de *nécessité*, le bulletin de renseignements devra toujours indiquer les causes de cette nécessité.

5° D'après le même article, combiné avec l'article 18, ces secours ne devant être que provisoires ou temporaires, les administrations intéressées ne doivent jamais compter sur le remboursement des avances qui auraient été faites d'une manière permanente.

Il serait impossible de déterminer une limite de temps au delà de laquelle les secours accordés devraient être réputés *permanents*.

Le gouvernement appréciera, suivant les circonstances spéciales à chaque espèce.

La seule règle précise qu'il est utile de fixer ici, c'est que les administrations qui voudront se réserver le droit au remboursement, ne pourront, dans aucun cas, continuer ces secours pendant plus de six mois, à moins d'avoir, sur un exposé complet des faits qui peuvent justifier une dérogation, obtenu l'autorisation de faire des dépenses extraordinaires pour compte de l'État. Tous les efforts des administrations doivent tendre à engager les indigents étrangers, qui seraient dans une position assez précaire pour ne pas pouvoir se passer de secours au bout de ce temps, à retourner dans leur pays.

La loi du 3 avril 1848, concernant les dépôts de mendicité et les écoles de réforme, dispose sous ce rapport :

« Art. 3. Si les indigents sont étrangers, et s'il est reconnu qu'ils n'ont pas acquis de domicile de secours en Belgique, ou qu'ils n'appartiennent pas à un pays avec lequel le gouvernement a conclu un traité pour le remboursement des frais de secours, ils seront reconduits à la frontière. »

De son côté, l'administration supérieure ne saurait assez vivement engager les étrangers très-nombreux qui résident dans le pays sans avoir conservé l'esprit de retour vers leur patrie, à solliciter l'autorisation d'établir définitivement leur domicile en Belgique, de manière à s'assurer le droit éventuel à des secours permanents dans les communes de leur résidence. Dans l'état actuel des choses, il arrive assez souvent que les communes sollicitent le remboursement des frais de secours accordés à des personnes qui résident depuis trente et quarante années dans le pays et auxquelles les administrations communales ont intérêt à laisser ignorer les avantages que leur procurerait une autorisation régulière d'établissement de domicile. Le gouvernement se montrera désormais très-sévère dans l'admission de ces demandes en remboursement.

6° Les secours provisoires à accorder, en cas de nécessité, aux indigents étrangers, doivent généralement consister en secours en nature ;

les secours en espèces ne doivent être accordés que très-exceptionnellement.

Le gouvernement rejettera invariablement les demandes des administrations qui auraient traité les indigents étrangers avec plus de faveur que les indigents belges.

7° Quant au passé, comme le principe du remboursement par l'Etat des frais de secours accordés aux indigents étrangers n'existait point antérieurement à l'époque de la force obligatoire de la loi du 18 février 1845, les administrations doivent se dispenser d'adresser au gouvernement des demandes en remboursement pour des secours de l'espèce avancés avant cette époque.

Enfin, pour les avances faites postérieurement, toutes les demandes qui n'auraient pas été formées dans les délais fixés par la loi du 8 novembre 1815 seront réputées prescrites.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS. — RAPPORT STATISTIQUE.

Sécr. gén. 2^e B. N^o 22. — Bruxelles, le 29 juin 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Afin de mettre le gouvernement à même d'exercer à l'égard du service des enfants trouvés et abandonnés, dont l'entretien est pour les communes, les provinces et l'état, l'objet de dépenses considérables, toute la surveillance dont l'intérêt de la société lui fait un devoir, je vous prie de vouloir bien me faire parvenir annuellement un rapport statistique conforme au modèle dont vous trouverez ci-joint des imprimés, concernant la situation des établissements de votre province où les enfants dont il s'agit sont recueillis.

Ce rapport est divisé en quatre parties, relatives :

- 1^o à la population des hospices ;
- 2^o aux enfants placés au dehors en nourrice ou en pension ;
- 3^o à la situation financière de ces établissements ;
- 4^o aux émancipations.

Quant aux enfants trouvés et abandonnés entretenus et placés directement par les soins des communes, vous voudrez bien joindre à ce rapport un compte spécial dans lequel il suffira de remplir les états V à VII et IX à XI.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

HOSPICE DES ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS. — COMPTE DE LA SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT PENDANT L'ANNÉE 18

PREMIÈRE PARTIE. — SITUATION DE L'HOSPICE.
I. ADMISSIONS A L'HOSPICE.

1° SEXE ET AGE DES ENFANTS ADMIS.	NOMBRE DES ENFANTS ADMIS PENDANT L'ANNÉE,								ENFANTS ADMIS PENDANT L'ANNÉE			NOMBRE des enfants restés dans l'établissement.					
	TROUVÉS,				ABANDONNÉS,				dans un état de santé		atteints						
	Placés au tour de l'hospice.	Remis à l'hospice.	Sur la voie publique.	Dans un lieu solitaire.	NÉS DE PÈRE OU MÈRE CONNUS. Enfants dont les parents sont												
				Décédés (épaveurs.)	Incarcérés.	Disparus.	Enfants apportés à la maternité.	Nés de père et mère inconnus.	Enfants abandonnés par d'autres personnes.	Nombre total des enfants admis pendant l'année.	Satisfaisante.	Mauvaise.	De maladies scrophuleuses ou syphilitiques.	D'infirmités.	Malades.	Restés de l'année sans maladies ou incurables.	
GARÇONS.	de moins de 5 jours.																
	de 5 jours à 1 mois.																
	plus d'un mois à 1 an.																
	1 à 3 ans.																
	3 à 6 ans.																
FILLES.	de moins de 5 jours.																
	de 5 jours à 1 mois.																
	plus d'un mois à 1 an.																
	1 à 3 ans.																
	3 à 6 ans.																
TOTAL.																	
TOTAUX GÉNÉRAUX.																	
2. MOIS DE L'ADMISSION.																	
Janvier.																	
Février.																	
Mars.																	
Avril.																	
Mai.																	
Juin.																	
Juillet.																	
Août.																	
Septembre.																	
Octobre.																	
Novembre.																	
Décembre.																	
TOTAL ÉGAL.																	

39 Juin.

381

II. ENFANTS SORTIS DE L'ÉTABLISSEMENT. — SITUATION A LA FIN DE L'ANNÉE.

SEXE ET AGE DES ENFANTS SORTIS.	NOMBRE DES ENFANTS SORTIS PENDANT L'ANNÉE.							SITUATION A LA FIN DE L'ANNÉE.										
	PLACÉS			RESTITUÉS				ENFANTS ATTEINTS D'INFIRMITÉS.										
	En nourrice ou en pension.	En apprentissage d'un métier.	Replacés au dehors après être rentrés dans l'établissement.	Émancipés, cessant d'être à la charge de l'hospice.	après le remboursement des frais d'entretien.	à leur mère sans le remboursement des frais d'entretien.	après le remboursement des frais d'entretien.	au père ou à d'autres personnes sans le remboursement des frais d'entretien.	A la commune.	Retirés ou adoptés par d'autres personnes.	Décédés.	Nombre d'enfants existant dans l'établissement au 31 décembre.	Épileptiques.	Idiots et aliénés.	Sourds-muets.	Aveugles.	Autres infirmités.	
GARÇONS.	de moins de 5 jours.																	
	de 5 jours à 1 mois.																	
	de plus d'un mois à 1 an.																	
	de 1 à 2 ans.																	
	de 2 à 3 ans.																	
	de 3 à 4 ans.																	
	de 4 à 5 ans.																	
	de 5 à 6 ans.																	
	de 6 à 12 ans.																	
	de 12 ans et plus.																	
	FILLETTES.																	
	de moins de 5 jours.																	
de 5 jours à 1 mois.																		
de plus d'un mois à 1 an.																		
de 1 à 2 ans.																		
de 2 à 3 ans.																		
de 3 à 4 ans.																		
de 4 à 5 ans.																		
de 5 à 6 ans.																		
de 6 à 12 ans.																		
de 12 ans et plus.																		
TOTAUX.																		
Garçons.																		
Filles.																		
TOTAL GÉNÉRAL.																		

OBSERVATIONS.

III. AGE DES ENFANTS DÉCÉDÉS AVEC L'INDICATION DU MOIS ET DES CAUSES DES DÉCÈS.

1 ^o MOIS DU DÉCÈS.	NOMBRE DES ENFANTS DÉCÉDÉS PENDANT L'ANNÉE.	GARÇONS AGÉS DE						FILLES AGÉES DE							
		Moins de 5 jours.	5 jours à 1 mois.	plus d'un mois à 9 mois.	9 mois à 1 an.	1 à 6 ans.	6 à 12 ans.	12 ans et plus.	Moins de 5 jours.	5 jours à 1 mois.	plus d'un mois à 9 mois.	9 mois à 1 an.	1 à 6 ans.	6 à 12 ans.	12 ans et plus.
Janvier.															
Février.															
Mars.															
Avril.															
Mai.															
Jun.															
Juillet.															
Août.															
Septembre.															
Octobre.															
Novembre.															
Décembre.															
TOTAL.															
2 ^o NATURE DES MALADIES.															

IV. OBSERVATIONS GÉNÉRALES. — Régime de l'établissement. — Améliorations, changements, etc.
CAUSES DE LA MORTALITÉ.

20 juil.

385

DEUXIÈME PARTIE. — ENFANTS PLACÉS HORS DE L'HOSPICE.

V. NOMBRE DES ENFANTS PLACÉS HORS DE L'HOSPICE AVEC L'INDICATION DES COMMUNES OU ILS SONT PLACÉS.

1884

COMMUNES ou ÉTABLISSEMENTS où LES ENFANTS SONT PLACÉS.	NOMBRE des enfants		Enfants retirés de leurs nourrices ou nourriciers.				NOMBRE DES ENFANTS qui ont cessé d'être à la charge de l'hospice				NOMBRE DES ENFANTS à la fin de l'année			OBSERVATIONS.	
	Au commencement de l'année.	Placés dans la commune pendant l'année.	Placés chez un autre nourricier dans la même commune.	Déplacés dans une autre commune.	Retirés à l'hospice		Émancipés	Restitués	Retirés ou adoptés par d'autres personnes.	Décédés.	Agés de moins d'un an.	De 1 à 6 ans.	6 ans et plus.		TOTAL.
					Pour cause de maladie.	Pour autres causes.									
Garçons . .															
Filles . . .															
Garçons . .															
Filles . . .															
Garçons . .															
Filles . . .															

1840.

1849.

1 ^o ENFANTS QUI ONT CESSÉ D'ÊTRE A LA CHARGE DE L'HOSPICE.	GARÇONS AGÉS DE						FILLES AGÉES DE					OBSERVATIONS.			
	moins de 5 jours.	de 5 jours à 1 mois.	de plus d'un mois à 1 an.	de 1 à 3 ans.	de 3 à 6 ans.	de 6 à 12 ans.	de 12 ans et plus.	moins de 5 jours.	de 5 jours à 1 mois.	de plus d'un mois à 1 an.	de 1 à 3 ans.		de 3 à 6 ans.	de 6 à 12 ans.	de 12 ans et plus.
Émancipés { conservés par leurs nourriciers. { placés ailleurs.															
Restitués { à leur mère { après rembourse- { { ment des frais. { à leur père { sans rembourse- { { ment des frais. { à la commune. { sans rembourse- Retirés ou adoptés par une autre personne. Décédés.															
2. SITUATION AU 31 DÉCEMBRE.															
Nombre des enfants hors de l'établissement au 31 décembre.															
Épileptiques.															
Idiots et aliénés.															
Sourds-muets.															
Aveugles.															
Autres infirmes.															
3. ENFANTS DÉCÉDÉS PENDANT LE MOIS DE															
Janvier.															
Février.															
Mars.															
Avril.															
Mai.															
Juin.															
Juillet.															
Août.															
Septembre.															
Octobre.															
Novembre.															
Décembre.															
4. CAUSES DES DÉCÈS.															

55

20 juiln.

583

VII. OBSERVATIONS GÉNÉRALES, ET RÉSUMÉ DES RAPPORTS DES INSPECTEURS, sur les soins donnés aux enfants, la nourriture, l'habillement, le chauffage, l'instruction religieuse, civile et professionnelle, etc., etc.

TROISIÈME PARTIE. — SITUATION FINANCIÈRE.

VIII. ÉTAT RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE D'APRÈS LES BUDGETS ET LES COMPTES DE L'ÉTABLISSEMENT.

NATURE DES RECETTES ET DES DÉPENSES.	D'APRÈS		OBSERVATIONS.
	le compte de l'année précédente.	le budget pour l'année.	
RECETTES.			
En caisse au commencement de l'année.			
Sommes restant à recouvrer.			
Revenus, — Produits d'immeubles.			
Produit de rentes sur l'état ou sur les établisse- ments publics.			
Produit de rentes sur les particuliers.			
— des restitutions d'enfants.			
Subside du gouvernement.			
— de la province.			
Frais d'entretien payés par les communes.			
Autres revenus (détail.)			
TOTAL DES RECETTES.			
DÉPENSES.			
Sommes restant à payer au commencement de l'année.			
Loyer et entretien des bâtiments de l'hospice.			
Entretien du mobilier.			
Frais d'administration.			
Frais d'entretien et de nourriture des enfants placés à l'hospice.			
Mois de nourrice et pensions des enfants placés hors de l'établissement.			
Layettes et habillements.			
Trousseaux d'émancipation.			
Indemnités dues aux nourrices. (Arrêté du 30 ven- tôse an v.).			
Autres dépenses (détail.)			
TOTAL DES DÉPENSES.			
EN CAISSE OU EXCÉDANT.			

XI. ÉTAT GÉNÉRAL DES FRAIS D'ENTRETIEN À CHARGE DES VILLES ET DES COMMUNES RURALES.

VILLES ET COMMUNES.	NOMBRE DES ENFANTS			NOMBRE DES JOURNÉES D'ENTRETIEN			MONTANT DES FRAIS D'ENTRETIEN			
	Trouvés.	abandonnés		Des enfants trouvés.	des enfants abandonnés		Des enfants trouvés.	des enfants abandonnés		Total.
		Nés de parents connus.	Nés de parents inconnus.		Nés de parents connus.	Nés de parents inconnus.		Nés de parents connus.	Nés de parents inconnus.	

29 juin.

QUATRIÈME PARTIE. — ÉMANCIPATIONS.
 X. ÉTAT NOMINATIF DES ENFANTS ÉMANCIPÉS PENDANT L'ANNÉE 18 .

338

NOMS DES ENFANTS ÉMANCIPÉS PENDANT L'ANNÉE.	AGE.	CONSTITUTION. INFIRMITÉS.	INSTRUCTION.	PROFESSION. MOYENS D'EXISTENCE.	OÙ L'ENFANT SE TROUVAIT AU MOMENT DE SON ÉMANCIPATION.	OÙ L'ENFANT A ÉTÉ PLACÉ.	MORALITÉ. BONNES OU MAUVAISES DISPOSITIONS.

4949.

XI. SITUATION AU 1^{er} JANVIER DE L'ANNÉE DU COMPTE DES ENFANTS ÉMANCIPÉS
HUIT ANNÉES AUPARAVANT.

<p>NOMS DES ENFANTS ÉMANCIPÉS EN 18</p> <p>(Le tableau de l'année 1849 comprendra les enfants émancipés en 1840, celui de 1850 ceux qui ont été émancipés en 1841, et ainsi de suite.)</p>	<p>AGE AU MOMENT de L'ÉMANCIPATION</p>	<p>PLACEMENT au moment de L'ÉMANCIPATION. MOYENS D'EXISTENCE.</p>	<p>RÉSUMÉ</p> <p>DES RENSEIGNEMENTS SUR LE SORT DE CES ENFANTS JUSQU'AU 31 DÉ- CEMBRE DE L'ANNÉE DU COMPTE.</p> <p>Décès; — la cause; — conduite des en- fants depuis leur émancipation; — oc- cupations; — mariages; — enrôlements dans l'armée; — disparitions; etc., etc.</p>

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — JURIDICTION *.

3^e Dir. litt. L. N^o 42. — Bruxelles, le 30 juin 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du Roi, les Juges-de-peace et les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

La loi du 4^{er} mai 1849 deviendra obligatoire dès le 4^{er} juillet prochain. Comme elle introduit de nouveaux rapports entre les officiers du ministère public, et comme ceux de ces magistrats qui sont établis près les tribunaux de simple police vont recevoir une augmentation de compétence, je crois devoir entrer dans quelques détails sur la portée des nouvelles dispositions.

Trois classes d'affaires seront désormais soumises aux tribunaux de simple police.

I. Poursuites des faits qualifiés contraventions et entraînant des peines qui n'excèdent pas 5 jours d'emprisonnement et 15 francs d'amende.

Aucune modification n'a été introduite à l'égard de ces sortes d'affaires, si ce n'est en ce qui concerne l'appel.

II. Poursuites des délits correctionnels renvoyés par la chambre du conseil au tribunal de simple police, conformément à l'art. 4 de la loi du 4^{er} mai. Ces faits doivent être considérés comme de véritables contraventions. Les peines qui leur sont applicables ne peuvent excéder 5 jours d'emprisonnement et 15 francs d'amende.

III. Poursuites des délits énumérés dans l'art. 4^{er} de la loi. Ces faits ne changent point de nature; ils ne deviennent point des contraventions; ils conservent le caractère de délits. Seulement, la juridiction qui doit en connaître est modifiée, et le maximum des peines à prononcer est fixé à 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende.

Ces délits sont :

1^o *Le vagabondage*, défini par l'art. 270 du code pénal. Outre la peine, qui sera réduite conformément à l'art. 2 de la loi du 4^{er} mai, si les vagabonds sont Belges, ils demeurent, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement (art. 274 du code pénal); s'ils sont étrangers, le gouvernement peut les faire conduire hors du territoire du royaume (art. 272 du code pénal).

La mendicité, dans les cas prévus par les art. 274 et 275 du code pénal, c'est-à-dire la mendicité sans les circonstances aggravantes dont parlent les art. 276 et suivants du même code.

* *Moniteur*, 1849, n^o 182.

A l'expiration de leur peine, les mendiants doivent être conduits au dépôt de mendicité, à moins cependant que par suite de circonstances exceptionnelles, les dépôts ne soient fermés.

Les injures proférées publiquement, et renfermant l'imputation d'un vice déterminé. (Art. 375 du code pénal.)

2° Les délits prévus par la loi rurale du 6 octobre 1791, à l'exception de ceux qui sont qualifiés dans les art. 26, 36, 37 et 38.

Plusieurs des dispositions du titre II de la loi rurale ont été remplacées par des dispositions nouvelles qui font aujourd'hui partie du code pénal. La loi ne s'en occupe point; les délits qu'elles mentionnent doivent continuer à être déférés aux tribunaux correctionnels.

Les seuls articles de la loi de 1791 dont les tribunaux de simple police auront à faire application en vertu de la loi du 1^{er} mai sont les art. 40, 46 (en partie), 48, 24, 25, 28, 33, 34, 35, 40 et 44.

Les art. 43 et 22 ne concernent que des contraventions qui déjà aujourd'hui sont soumises aux juges-de-paix : les art. 26, 36, 37 et 38 sont exceptés, et les délits qu'ils prévoient continueront à être jugés par les tribunaux correctionnels.

Quant aux peines comminées contre les délits ruraux, qui vont être soumis aux tribunaux de simple police, il est important de remarquer que le *maximum* est fixé par l'art. 2 de la loi du 1^{er} mai 1849 à 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende, et que le *minimum* établi par la loi du 23 thermidor an IV (art. 2) est de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement.

Au surplus, il existe dans cette loi de 1791, des règles spéciales sur la recherche et la constatation des délits (sect. VII, art. 6), sur la prescription (sect. VII, art. 8), sur la contrainte par corps (sect. II, art. 5), sur la responsabilité civile (*ib.*, art. 7 et 8).

3° *Les contraventions en matière de grande voirie.*

Ces contraventions consistent particulièrement en anticipations ou dégradations (art. 40 de la loi du 6 octobre 1791), en enlèvements de pierres, gazons, etc. (art. 44, *ib.*), ou en constructions ou plantations sans alignement préalablement obtenu (arrêté du 29 février 1836).

Les contraventions en matière de roulage.

Les dispositions principales applicables en cette matière se trouvent dans la loi du 7 ventôse an XII, le décret du 23 juin 1806, les arrêtés des 28 janvier 1832 et 8 septembre 1834, et la loi du 18 mars 1833 (art. 5 et 12).

Les contraventions en matière de messageries.

Le règlement adopté par l'arrêté royal du 24 novembre 1829 contient

des dispositions dont la violation doit être réprimée par l'application des peines qu'établit l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1848, dont le *minimum* est d'un jour d'emprisonnement ou dix florins d'amende (24 fr. 20 c. *Loi du 30 décembre 1832, art. 1^{er}*), et dont le *maximum* est celui qu'établit l'article 2 de la loi du 1^{er} mai 1849.

Les contraventions en matière de postes.

Celles qui concernent la poste aux chevaux sont particulièrement prévues par les lois des 6 nivôse an VI, 19 frimaire an VII, 15 ventôse an XIII, les décrets des 10 brumaire an XIV et 6 juillet 1806.

Les contraventions relatives à la poste aux lettres sont comprises dans les arrêtés des 2 nivôse, 7 fructidor an VI, et 27 prairial an IX, et dans l'art. 14 de la loi du 29 décembre 1835.

Les contraventions en matière de barrières.

La législation sur ce point se compose des deux lois du 18 mars 1833 (l'une renfermant les dispositions générales sur la taxe et sur la perception, l'autre contenant le cahier des charges et les obligations spéciales des fermiers), des lois des 12 mars 1834 et 18 mars 1838. Ces dispositions sont déjà appliquées tous les jours par les tribunaux de simple police dans les limites de leur compétence actuelle. La loi nouvelle n'augmentera cette compétence que dans les cas assez rares où l'amende doit dépasser 15 francs.

4^o Les contraventions aux arrêtés pris en exécution de la loi du 24 août 1846 sur les poids et mesures.

Ces arrêtés sont assez nombreux, mais ils ne concernent pour la plupart, que l'introduction du nouveau système des poids et mesures. Les suivants sont d'une application fréquente :

25 juillet 1849 (art. 17) (emploi d'aunes sur lesquelles seraient marquées en même temps d'autres mesures). La sanction se trouve dans l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1848 et l'art. 2 de la loi du 1^{er} mai 1849.

18 décembre 1822 (possession dans les boutiques, etc., de poids ou mesures supprimés), 30 mars 1827 (possession de poids ou mesures non vérifiés.)

Les dénominations du système métrique, qui avaient été changées sous le gouvernement des Pays-Bas, ont été rétablies par la loi du 18 juin 1836. Il est sans doute inutile de faire remarquer, à cette occasion, que les contraventions à l'art. 1^{er} de cette loi ne doivent pas être déférées aux tribunaux de simple police.

5^o Les infractions aux règlements provinciaux portés en vertu de l'article 85 de la loi provinciale et de la loi du 5 mars 1848. Ces règlements, variant suivant les provinces, pourront être signalés par les procureurs

du roi à l'attention des officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

Comme il importe de constater avec soin les résultats qu'entraînera l'exécution de la loi nouvelle, des mesures particulières doivent être prises en ce qui concerne les poursuites des deux dernières catégories indiquées ci-dessus (II et III), c'est-à-dire de celles qui résulteront tant de l'art. 4 que des art. 1 et 2 de la loi du 1^{er} mai 1849. Ces affaires, à mesure que les ordonnances de la chambre du conseil, les procès-verbaux ou les plaintes parviendront aux officiers du ministère public, seront inscrites sur un registre spécial dont la formule leur parviendra incessamment. Tous les huit jours un extrait de ce registre sera transmis au procureur du roi de l'arrondissement qui donnera, s'il le juge convenable, des instructions sur la direction qu'il conviendra d'imprimer aux affaires signalées. A l'issue de chaque audience, l'officier du ministère public transmettra au même magistrat un tableau complétant, s'il y a lieu, les indications de l'extrait du registre et en rappelant les n^{os} ; ce tableau mentionnera les décisions et sera accompagné des renseignements ou pièces qui seraient nécessaires à l'intelligence parfaite de chaque affaire.

Lorsque la peine prononcée contre les mendiants ou vagabonds sera subie, si les condamnés doivent être transférés au dépôt de mendicité, l'officier du ministère public requerra cette translation et en donnera immédiatement avis tant au procureur du roi qu'au gouverneur de la province. Le réquisitoire reproduira le dispositif du jugement.

Cependant il peut arriver que l'accès des dépôts soit momentanément impossible. Si ce cas se présentait, le procureur du roi en serait informé par le gouverneur, et il en donnerait avis aux officiers du ministère public près les tribunaux de simple police. Les mendiants et vagabonds seraient alors dirigés sur la commune de leur domicile.

Tous les mois les procureurs du roi recevront un compte détaillé de l'exécution qu'auront reçue les jugements portant condamnation à l'emprisonnement. Les condamnations non encore exécutées à l'expiration du délai feront l'objet d'un rapport adressé au procureur général.

Il me reste à appeler toute l'attention des officiers du ministère public près les tribunaux de simple police sur les art. 147 du code d'instruction criminelle et 15 de la loi du 15 juin 1849. Aux termes de ces dispositions, les parties et les témoins peuvent comparaître volontairement sur de simples avertissements. Il n'arrivera que rarement que les inculpés en s'abstenant de se présenter volontairement s'exposeront à encourir les frais qu'entraînera une citation. Il y aura, du reste, rarement des inconvénients à ce que cette voie soit tentée, lorsque le fait devra être prouvé par

procès-verbal ou lorsque l'on ne doutera pas de la comparution des témoins. Les officiers du ministère public resteront juges des cas où il sera possible de procéder sur simples avertissements donnés, soit aux prévenus, soit aux témoins; mais comme je tiens à être informé de l'exécution que cette mesure aura pu recevoir, je désire que, chaque mois, les procureurs du roi me rendent compte, par l'intermédiaire du procureur général du ressort, du nombre des avertissements qui auront été donnés utilement dans chaque canton.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET DE SIMPLE POLICE. — JURIDICTION. —
TÉMOINS. — COMPARUTION VOLONTAIRE. — APPELS. — DÉTENTION DU
PRÉVENU ACQUITTÉ.

3^e Dir. Litt. L. N^o 12. — Bruxelles le 30 juin 1849.

*A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, et les Procureurs du
roi près les tribunaux de première instance.*

Par ma circulaire en date de ce jour, j'ai donné des instructions sur l'exécution de la loi du 4^{er} mai 1849 en ce qui concerne particulièrement la juridiction de simple police. Il me reste à vous en adresser sur l'exécution des dispositions relatives aux tribunaux de police correctionnelle.

Ces tribunaux, juges en degré d'appel des décisions prononcées en police simple, pourront désormais être saisis, dans tous les cas, des pourvois formés par toutes les parties, avec cette seule réserve que le droit d'appeler conféré au ministère public est réservé au procureur du roi. Ce magistrat puisera les renseignements nécessaires pour s'éclairer sur l'utilité d'un pourvoi, dans l'extrait des notices et dans le tableau des décisions qui lui auront été transmis par les officiers de simple police; au besoin, il se fera communiquer les pièces de la procédure ainsi que tous les documents qui pourraient lui paraître nécessaires.

Le délai de l'appel est, pour le ministère public, de 45 jours (article 8). Cependant, lorsque le prévenu acquitté est en état de détention, sa mise en liberté ne peut pas être retardée au delà du cinquième jour à partir du jugement (art. 9). Dans ce dernier cas, qui ne se présentera qu'en matière de mendicité et de vagabondage, il importera que le procureur du roi fasse connaître sans délai sa détermination.

L'influence et l'intervention des procureurs du roi aideront puissamment à l'exécution régulière et complète des dispositions nouvelles. Il est à désirer que chaque fois que ces magistrats se transporteront au chef-

* *Moniteur*, 1849, n^o 182.

lieu d'un canton, ils ne manquent jamais de vérifier la marche des affaires de simple police, les écritures des officiers du ministère public et les registres des prisons locales. Ils effectueront en outre une tournée spéciale à cet effet à l'époque qui sera fixée ultérieurement.

En ce qui concerne plus particulièrement la juridiction correctionnelle, voici les principales modifications introduites par les lois des 1^{er} et 15 mai et 1^{er} juin 1849 :

1^o Certains délits énumérés dans l'art. 4^{er} de la loi du 1^{er} mai cesseront d'être déférés aux tribunaux correctionnels, si ce n'est en cas d'appel.

2^o La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation pourront, dans le cas de tous autres délits qui sembleraient ne devoir entraîner que des peines de simple police, prononcer le renvoi devant le juge-de-peace. (Loi du 1^{er} mai, art. 4.)

3^o Les tribunaux correctionnels pourront, de même, être saisis de tous les faits qualifiés crimes par la loi pénale, mais auxquels les articles 4 et 5 de la loi du 15 mai 1849 seraient applicables.

4^o L'art. 147, du code d'instruction criminelle, autorisait la comparution volontaire des parties devant le tribunal de simple police. Cette disposition, spéciale à cette juridiction, a été étendue aux tribunaux correctionnels et a été rendue également applicable aux témoins. Ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, il est impossible de prescrire rien d'absolu sur les cas où il conviendra d'user de cette faculté; les circonstances particulières de chaque affaire détermineront la préférence que les officiers du ministère public donneront, soit à la citation, soit à l'avertissement. Pour éviter que les témoins, craignant de n'être point taxés, ne s'abstiennent de comparaître sur le simple avertissement, il conviendra de mentionner toujours que, conformément à l'article 15 de la loi du 1^{er} juin 1849, ils auront droit à la taxe tout comme s'ils avaient été cités.

Quant au mode de transmission des avertissements, le plus simple consistera à se servir de l'intermédiaire des bourgmestres. Toute autre voie pourra, du reste, être employée, pourvu que les destinataires ne soient pas tenus de payer des ports qui pourraient les déterminer à ne point accepter ces avertissements.

5^o L'art. 463 du code pénal est modifié particulièrement en ce qu'il n'oblige plus à tenir compte de la somme du préjudice causé. (Loi du 1^{er} mai, art. 6.)

6^o En cas de condamnation, s'il y a eu des frais de ports de lettres et de paquets, la partie condamnée devra supporter le remboursement de ces frais sur le pied fixé par l'article 12 de la loi du 1^{er} juin.

7^o Dans les provinces, autres que celles où siège la cour d'appel, les recours contre les jugements prononcés par les tribunaux correctionnels

ne siégeant point au chef-lieu, cesseront d'être portés au tribunal de ce chef-lieu. Tous les appels indistinctement seront déférés à la cour du ressort. (Loi du 4^{er} mai, art. 6.)

8^o La prolongation de la détention du prévenu acquitté, fixée à dix jours par l'article 206 du code d'instruction criminelle, ne pourra plus excéder cinq jours. (Loi du 4^{er} mai, art. 9.)

9^o L'appel du procureur général qui, d'après l'art. 205 du code d'instruction criminelle, pouvait être interjeté dans les deux mois, devra désormais être notifié dans les quinze jours. Cette abréviation de délai entraîne nécessairement d'autres modifications. Aux termes des art. 198 et 202, le procureur du roi était tenu d'adresser au procureur général, dans la quinzaine, extrait de tout jugement correctionnel. Ces extraits, qui entraînent une dépense considérable, peuvent en général être avantageusement remplacés par un tableau dressé au parquet et renfermant toutes les indications que fourniraient les extraits. Ces tableaux, transmis à l'issue de chaque audience correctionnelle, seraient accompagnés des extraits de ceux des jugements qui, à raison de l'étendue de leurs motifs ou par toute autre cause, seraient jugés indispensables.

Il appartiendra au procureur général de déterminer la forme suivant laquelle ces tableaux devront présenter les renseignements. Il est, du reste, superflu d'ajouter que toutes les fois que d'autres documents ou des renseignements particuliers pourront être nécessaires, on aura soin de les joindre.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MENDIANTS ET VAGABONDS. — TRANSLATION AUX DÉPÔTS DE MENDICITÉ. —
DÉLITS RURAUX. — CONTRAVENTIONS AUX RÈGLEMENTS PROVINCIAUX.

5^o Dir. Litt. L, N^o 12. — Bruxelles, le 30 juin 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Aux termes des art. 274 et 274 du code pénal et 4^{er} de la loi du 13 août 1832, les individus condamnés pour vagabondage ou pour mendicité peuvent être envoyés, à l'expiration de leur peine, dans les dépôts de mendicité. Aujourd'hui, lorsque les condamnations sont prononcées, des extraits des jugements vous sont adressés, et c'est vous, M. le Gouverneur, qui êtes chargé de pourvoir à la translation au dépôt. La mise en vigueur de la loi du 4^{er} mai 1849 ne permettra pas de continuer à employer cette marche, qui entraîne des retards incompatibles avec la

* *Moniteur*, 1849, n^o 182.

prompte exécution que devront recevoir à l'avenir les jugements dont il s'agit. J'ai donc décidé que les dispositions ordonnant la translation au dépôt de mendicité seront exécutées sur le réquisitoire des officiers du ministère public, chargés en général de l'exécution des jugements. Avis immédiat vous sera donné de toute translation, et la désignation de la commune aux frais de laquelle l'entretien aura lieu se fera par la voie administrative.

Cependant, comme il peut arriver que le dépôt soit encombré ou que l'accès n'en soit pas possible par tout autre motif, vous voudrez bien, dans de tels cas, en donner avis aux divers procureurs du roi de votre province, afin que ces magistrats puissent veiller à ce que les mendiants ou vagabonds soient dirigés sur la commune de leur domicile.

Le n° 2 de l'article 1^{er} de la même loi renvoie aux juges-de-paix la connaissance des délits ruraux, prévus par la loi du 6 octobre 1791, à l'exception de ceux qui sont mentionnés aux articles 26, 36, 37 et 38. Je vous prie donc, M. le Gouverneur, de donner les instructions nécessaires pour que, hors les cas prévus par ces quatre derniers articles, tous les procès-verbaux constatant des délits ruraux soient remis directement aux officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

La dernière disposition du même article donne aux tribunaux de simple police le droit de connaître des contraventions aux règlements provinciaux. Ces règlements sont loin d'être les mêmes dans les différentes provinces; il n'en existe aucune collection. Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir faire rechercher quels sont ceux qui ont été adoptés depuis la loi du 6 mars 1818 jusqu'à ce jour et qui sont encore en vigueur. Je désire en recevoir la liste, et autant que possible, le texte ou au moins l'indication des recueils où ils se trouvent.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MAISON PÉNITENTIAIRE DES FEMMES A NAMUR. — RÈGLEMENT.

2^o Dir. 1^{er} B. n° 15354. — Laeken, le 30 juin 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Revu notre arrêté du 5 avril 1840, approuvant le règlement de la maison pénitentiaire de Namur;

Prenant en considération la nécessité d'y apporter certaines modifications;

1849.

34

Sur la proposition de notre ministre de la justice ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. UNIQUE. Le règlement ci-annexé de la maison pénitentiaire de Namur est approuvé.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD,

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

RÈGLEMENT.

SOMMAIRES DES CHAPITRES ET DES ARTICLES.

- CHAPITRE I^{er}. — *Personnel. — Attributions.* Art. 1 à 21.
 CHAP. II. — *Classement des détenues.* Art. 22 et 25.
 CHAP. III. — *Devoirs des détenues.* Art. 24 à 36.
 CHAP. IV. — *Entrée des détenues. — Quarantaine.* Art. 37 à 46.
 CHAP. V. — *Division de la journée — Mesures d'ordre et de police.*
 Art. 47 à 75.
 CHAP. VI. — *Travail. — Tarif des gratifications.* Art. 74 à 84.
 CHAP. VII. — *Comptabilité et emploi du pécule. — Cuisse de secours.*
 Art. 85 à 98.
 CHAP. VIII. — *École.* Art. 99 à 110.
 CHAP. IX. — *Instruction morale et religieuse. — Service divin. — Re-
 traite. — Bibliothèque circulante.* Art. 111 à 131.
 CHAP. X. — *Punitions.* Art. 132 à 143.
 CHAP. XI. — *Récompenses.* Art. 144 à 149.
 CHAP. XII. — *Statistique morale.* Art. 150 à 155.
 CHAP. XIII. — *Visites aux détenues. — Correspondances.* Art. 154 à 165.
 CHAP. XIV. — *Visites d'étrangers.* Art. 164 à 169.
 CHAP. XV. — *Habillement. — Coucher. — Buanderie. — Lingerie. —
 Comptabilité.* Art. 170 à 188.
 CHAP. XVI. — *Nourriture. — Dépense et comptabilité des vivres.* Art. 189
 à 197.
 CHAP. XVII. — *Constructions et réparations des bâtiments et du mobilier.*
 Art. 198 à 205.
 CHAP. XVIII. — *Inventaire du mobilier.* Art. 204 à 206.
 CHAP. XIX. — *Adjudications. — Comptabilité.* Art. 207 à 242.
 CHAP. XX. — *Chauffage et éclairage. — Service de propreté. — Mesures
 de sûreté et d'hygiène.* Art. 215 à 250.
 CHAP. XXI. — *Infirmerie. — Service de santé.* — Art. 251 à 309.
 CHAP. XXII. — *Naissances. — Décès.* Art. 310 à 319.
 CHAP. XXIII. — *Mise en liberté des détenues.* Art. 320 à 337.
 CHAP. XXIV. — *Dispositions générales.* Art. 338 et 339.

CHAPITRE I^{er}.

PERSONNEL. — ATTRIBUTIONS.

ART. 1^{er}. Le personnel du pénitencier de Namur est composé comme suit :

Un directeur ;
Un commis pour les travaux ;
Un commis pour le service intérieur ;
Un ou deux commis adjoints aux écritures ;
Un magasinier dépensier ;
Un aumônier ;
Un médecin-chirurgien ;
Un aide-médecin ;
Un portier ;
Deux à quatre gardiens, suivant les besoins.
Dix-neuf sœurs, savoir :

Une supérieure et dix-huit sœurs respectivement préposées à la garde et à la surveillance des détenues, aux ateliers, à l'école, à l'infirmerie, à la cuisine, à la buanderie, à la lingerie et aux autres services qui peuvent leur être assignés.

ART. 2. Le directeur est le chef de l'établissement ; il doit y résider constamment ; il surveille et dirige tout ce qui concerne l'administration dans ses diverses branches, la discipline et la police. Il préside à la réception, à l'inscription et à la sortie des détenues, visite au moins une fois par jour toutes les divisions de l'établissement ; et transmet au gouverneur de la province et à la commission les états de mouvement, de consommation et des besoins, et généralement toutes les indications qui lui sont demandées.

ART. 3. Tous les employés du pénitencier, sans distinction, sont subordonnés à la commission de surveillance et au directeur. Ils sont tenus d'avoir égard aux instructions et d'obéir aux ordres qu'ils leur donneront.

ART. 4. Chaque employé est responsable dans le cercle des attributions qui lui sont confiées, et il est tenu de porter sans délai à la connaissance de ses supérieurs, les abus, les négligences ou contraventions qu'il viendrait à découvrir.

ART. 5. La supérieure des sœurs dirige, sous les ordres du directeur, le personnel préposé à la surveillance des détenues, et règle, d'accord avec ce fonctionnaire, les diverses branches du service qui lui est confié.

Elle doit être présente à l'établissement depuis l'heure du réveil jusqu'à celle du coucher et en parcourir successivement et plusieurs fois par jour les diverses parties, afin de s'assurer par elle-même de la régularité et de l'exactitude des sœurs surveillantes dans l'exercice de leurs fonctions.

Elle rend journellement compte au directeur de la marche du service, et met

scrupuleusement à exécution les instructions qu'il pourra lui donner à cet égard.

Art. 6. Les sœurs surveillantes doivent se trouver à leurs postes respectifs dans l'intérieur des quartiers, depuis l'heure du réveil jusqu'à celle du coucher. Elles sont tenues d'observer et de maintenir rigoureusement les règlements.

Elles ne perdront jamais de vue les détenues confiées à leurs soins ; elles maintiendront strictement la règle du silence et veilleront scrupuleusement à ce qu'aucune relation dangereuse ne s'établisse entre les détenues.

A la fin de chaque jour, les sœurs surveillantes rendent compte à la supérieure de la marche du service qui leur aura été confié.

Celle-ci, à son tour, communique au directeur journallement et, en cas d'urgence, immédiatement, les faits dont elle aura connaissance.

Art. 7. Le droit de punir les sœurs surveillantes appartient exclusivement à la supérieure. Toutefois la commission ou le directeur pourront interdire tout service à la sœur qui aurait manqué gravement à ses devoirs, sauf à en référer immédiatement au Ministre.

Art. 8. L'aumônier se conformera aux règlements de la maison. Il ne doit donner aux détenues aucune nouvelle, aucun espoir ni promesse d'obtenir leur grâce. Il peut les visiter à tout instant, excepté pendant les heures de travail, pour leur donner l'instruction religieuse ou des consolations.

Il préside aux exercices religieux et veille spécialement à ce que les détenues soient initiées aux principes essentiels de la religion.

Art. 9. Le médecin-chirurgien est tenu de visiter journallement l'établissement aux heures fixées par le règlement ou à déterminer ultérieurement. Chaque fois que son ministère sera requis extraordinairement, il abandonnera toute autre occupation pour se rendre à l'invitation du directeur. Il tiendra le registre dont il est fait mention à l'art. 265 du présent règlement.

Après chacune de ses visites à l'infirmerie, le médecin examinera les détenues qui auront réclamé ses soins. Il sera consulté pour tout ce qui concerne l'emploi des mesures hygiéniques.

Art. 10. Les gardiens sont exclusivement sous les ordres du directeur ; ils ne peuvent s'absenter de l'établissement sans permission. Leur service est tout extérieur. Ils ne doivent avoir aucune relation avec les détenues ; ils n'ont aucune autorité sur elles, si ce n'est pour empêcher les évasions, ou lorsque leur présence est requise dans les quartiers pour le maintien de l'ordre ou tout autre motif grave. Ils veillent aux entrées et aux sorties, à la vérification, et à l'emmagasinage des denrées et des matériaux, etc. ; ils sont chargés des commissions au dehors. Ils doivent rendre compte au directeur des infractions aux règlements qu'ils pourraient remarquer.

Ils font le service à l'extérieur des quartiers, et dans l'enceinte du mur de ronde. Quand ils ne sont pas de service, ils sont tenus de rester dans leur corps-de-garde et de se tenir prêts en cas de besoin.

Art. 11. Le directeur est autorisé à punir les gardiens qui manqueront à leurs devoirs, en les consignant pour un à huit jours, sauf à en faire mention au rapport à transmettre à la commission et au Ministre.

ART. 12. Le portier chargé de la garde de la porte extérieure du pénitencier, est assimilé aux gardiens sous le rapport de la discipline. Il fera l'inscription sur un registre *ad hoc*, par jour, par heure et sans laisser de blanc, de tous les objets introduits dans l'établissement. Il inscrira également sur un autre registre tous les objets qui seront exportés de la maison, en faisant mention des permis de sortie du directeur. Ces registres seront visés chaque jour par le directeur.

Tout objet importé dans l'établissement sera visité par le directeur ou les employés spécialement délégués à cet effet.

ART. 13. Les attributions des commis et des autres employés dont il n'est pas fait mention dans les dispositions qui précèdent, sont déterminées par leur spécialité, ou réglées par des instructions particulières, sans qu'ils puissent jamais se refuser à la besogne que pourrait leur prescrire la commission ou le directeur. Si ces employés se rendent coupables d'inconduite ou s'ils manquent à leurs devoirs, le directeur en donne sur-le-champ connaissance à la commission, qui pourra proposer au Ministre de les suspendre de leurs fonctions, avec retenue d'appointements pour un temps plus ou moins long, ou même de prononcer leur destitution.

ART. 14. Nul employé ou surveillante ne pourra, sous aucun prétexte, s'absenter de l'établissement sans avoir obtenu préalablement un congé du directeur.

Les congés qui dépasseront 24 heures devront être accordés par la commission.

ART. 15. Le directeur ni la supérieure des sœurs ne pourront s'absenter sans en donner connaissance préalable à la commission. Lorsque l'absence durera plus d'un jour, elle devra être autorisée par le gouverneur. Toute demande d'absence de plus de huit jours, faite par un employé quelconque ou par une sœur, devra être soumise à l'approbation préalable du ministre de la justice par l'intermédiaire de la commission.

En tous cas la supérieure des sœurs devra donner connaissance de ses sorties au directeur pour information.

ART. 16. En cas d'absence ou de maladie du directeur, il est remplacé par la personne que désignera le gouverneur, sauf l'agrément du ministre, lorsque *l'intérim* devra durer plus de huit jours.

La supérieure désignera, de commun accord avec le directeur, dans des circonstances analogues, la surveillante qui fera *l'intérim* de ses fonctions, sauf l'agrément du gouverneur.

ART. 17. Nul employé ne pourra sortir ou entrer après 9 heures du soir pendant l'hiver, et après 10 heures en été, si ce n'est avec l'autorisation du directeur. Cette autorisation sera donnée par écrit et devra être exhibée au portier.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne pourra y passer la nuit sans la permission du directeur qui en informera la commission.

ART. 18. Aucun employé ne pourra, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être, soit directement ou indirectement, s'associer à quelque entreprise ou livraison concernant le service de la maison.

ART. 19. Nul employé ne pourra, sans l'autorisation expresse du ministre, prendre à son service ou occuper pour son compte aucune détenue, ni faire servir

à son usage particulier aucun objet appartenant à l'établissement, sous peine de destitution, sans préjudice aux poursuites judiciaires, s'il y a lieu.

Arr. 20. Il est défendu aux employés, sous peine de suspension ou de destitution, selon la gravité des cas :

1° D'accepter d'une détenue, de ses parents, amis ou autres personnes, des dons ou promesses, sous quelque prétexte que ce soit ;

2° D'acheter ou de vendre, de prêter ou d'emprunter quoi que ce soit aux détenues ;

3° De se charger, sans le consentement du directeur, d'aucune commission pour les détenues ;

4° D'exporter aucun effet appartenant aux détenues, sans un permis du directeur, dont il sera fait mention dans un registre à ce destiné.

Il est d'ailleurs strictement interdit aux employés du sexe masculin d'avoir des relations avec les détenues, autres que celles qui leur sont commandées par la nature de leurs fonctions. Ces employés devront être constamment accompagnés d'une sœur dans leurs visites à l'intérieur des quartiers.

Tout gardien qui parlera à une détenue pendant la ronde de nuit, sera, pour ce seul fait, renvoyé du service.

Si toutefois il s'aperçoit qu'une détenue est malade, il sonnera à la chambre de nuit des sœurs du quartier, et désignera autant que possible la cellule de la malade.

Arr. 21. Le directeur transmet chaque jour au gouverneur, au secrétariat de la commission et au commissaire de mois, un rapport indiquant le nombre des détenues présentes, les mutations et les événements survenus dans l'établissement, suivant le modèle arrêté par l'administration.

Il fournira tous les mois et d'après les modèles donnés :

1° Un état des mutations survenues dans la population ;

2° Un état de situation des ateliers, du nombre des détenues occupées aux diverses branches d'industrie et des objets confectionnés pendant le mois ;

3° Un relevé des avances faites et des sommes perçues par lui pour compte de l'établissement.

Au commencement de chaque trimestre, le directeur remettra également à la commission :

1° Un état de situation des magasins du service intérieur, denrées et objets de consommation ;

2° Un état de situation des magasins de la fabrique, des matières premières et des objets confectionnés ;

3° Un état numérique du mouvement de la population et de l'état sanitaire des détenues pendant le trimestre écoulé ;

4° Un état de situation des écoles, indiquant le nombre d'élèves, les entrées, les sorties, etc. ;

Au commencement de chaque année :

1° Un état du mobilier de la maison ;

2° Un rapport détaillé sur la situation de chacune des branches du service qui

lui est confié, sur le personnel de l'établissement et sur les changements et améliorations qu'il croira utiles.

CHAPITRE II.

CLASSEMENT DES DÉTENUES.

ART. 22. Les détenues condamnées à des peines criminelles et celles condamnées à des peines correctionnelles, occuperont des quartiers distincts et absolument séparés.

On séparera également, autant que possible, les détenues condamnées aux travaux forcés de celles condamnées à la réclusion, en leur assignant des ateliers et des préaux distincts.

La discipline, l'ordre des travaux et des exercices, le régime, seront les mêmes dans les deux divisions, sauf les exceptions établies par le présent règlement ou à établir par la suite.

ART. 23. Il y aura une 5^{me} division qui occupera le quartier dit *d'exception*. Cette division sera spécialement réservée aux jeunes détenues que l'on croira devoir séparer des autres condamnées, et aux prisonnières que leurs antécédents favorables, leur bonne conduite ou des circonstances exceptionnelles rendront dignes de cette faveur.

L'admission dans le quartier d'exception sera accordée par la commission, sur la proposition du directeur et de la supérieure des sœurs.

Les détenues admises dans ce quartier à titre de récompense, jouiront de certains adoucissements compatibles d'ailleurs avec le régime général de la maison. Elles pourront recevoir des visites plus fréquentes et correspondre plus souvent avec leurs familles; leurs promenades pourront être prolongées; elles seront admises de préférence à certains travaux et emplois de confiance, et portées les premières sur les listes de propositions de grâce ou de réduction de peine.

La faveur du séjour dans le quartier d'exception pourra en tout temps être retirée par la commission, sur l'avis du directeur et de la supérieure.

CHAPITRE III.

DEVOIRS DES DÉTENUES.

ART. 24. Les détenues obéiront à l'instant et sans observation aux ordres des personnes préposées à leur direction et à leur surveillance.

ART. 25. Les détenues seront occupées et ne pourront, dans aucun cas, se refuser à remplir la tâche qui leur sera prescrite.

ART. 26. Elles seront assujetties au silence le plus absolu pendant le travail, l'instruction, les repas, et généralement pendant tous les exercices prescrits par le règlement.

ART. 27. Lorsqu'elles répondront ou demanderont une explication à l'une des personnes préposées à leur direction et à leur surveillance, elles devront le faire à voix basse.

ART. 28. L'ordre le plus rigoureux présidera aux actions des détenues. Elles observeront avec une scrupuleuse attention les règles de discipline, de propreté et d'hygiène prescrites par les règlements.

ART. 29. Elles ne pourront, sans nécessité, adresser la parole aux surveillantes ni à aucun des employés.

ART. 30. Elles ne pourront interrompre leur travail, alors même que les membres de la commission, des fonctionnaires ou des étrangers visiteront les ateliers.

ART. 31. Il leur est interdit de recevoir de l'extérieur aucune denrée ou boisson, et d'avoir en leur possession de l'argent.

ART. 32. Toute somme d'argent trouvée sur elles, ou qui sera introduite clandestinement pour leur être remise, sera confisquée au profit de la caisse de secours.

ART. 33. Les jeux de toute espèce, les ventes, échanges ou prêts entre les détenues, sont strictement défendus.

ART. 34. Les articles du règlement qui concernent particulièrement les détenues, ainsi que le programme de leur nourriture et le tarif des tâches et des gratifications, seront affichés dans la maison, aux endroits les plus convenables. Lecture leur en sera donnée mensuellement.

ART. 35. Si une détenue croit avoir des sujets de plainte, elle les exposera à la Sœur chargée de la surveillance spéciale de son quartier, qui aura soin de les faire parvenir à la supérieure; elle pourra aussi donner directement connaissance de ses griefs à la supérieure ou au directeur. Celui-ci fixera, à cet effet, l'heure à laquelle il recevra chaque jour les détenues qui auront à lui faire des demandes ou des réclamations.

ART. 36. En outre, il sera placé dans chaque quartier un tronc pour les réclamations, dont le commissaire de mois aura seul la clef, et dont le contenu sera communiqué à chaque séance de la commission. Toute plainte ou accusation portée par une détenue, contre une surveillante ou un employé, reconnue non fondée ou calomnieuse, sera punie.

CHAPITRE IV.

ENTRÉE DES DÉTENUES. — QUARANTAINE.

ART. 37. La détenue, à son entrée en prison, sera conduite au greffe, où l'on prendra son signalement; elle sera inscrite sur les registres de la maison et recevra un numéro de classement.

ART. 38. Après cette inscription, la détenue sera conduite par l'une des Sœurs surveillantes dans la chambre des arrivantes, où elle recevra la visite du médecin de l'établissement. Si elle est reconnue en bon état de santé, on lui fera prendre un bain de propreté.

ART. 39. Après le bain, la condamnée sera revêtue du costume de la maison qui portera son numéro de classement sur le bras gauche, et elle sera conduite dans la cellule qui lui est destinée.

ART. 40. Dans la première journée de sa séquestration, la détenue arrivante sera visitée dans sa cellule par la supérieure, qui lui donnera lecture des dispositions du règlement relatives aux devoirs qu'elle aura à remplir, l'entretiendra de sa vie passée et de sa vie nouvelle, et lui indiquera les moyens de se bien conduire dans la maison, d'y éviter les punitions et d'y mériter les récompenses.

ART. 41. La quarantaine des entrantes sera de dix jours pour les condamnées correctionnellement, et de quinze jours pour les condamnées à des peines criminelles. Pendant sa durée, on procurera, si on le juge à propos, quelque ouvrage aux détenues, et on mettra à leur disposition, si elles savent lire, quelques livres pieux. A la sortie de quarantaine, les détenues recevront un livret, et seront conduites à la place qui leur sera assignée dans l'atelier.

La durée de la quarantaine sera double pour les détenues en état de récidive.

ART. 42. Si le médecin trouve la détenue entrante en état de maladie, il lui fera revêtir le vêtement affecté aux malades, et l'enverra jusqu'à sa guérison dans la division de l'infirmerie à laquelle elle appartiendra par la nature de sa condamnation, à moins que le directeur, sur l'avis du médecin, ne juge préférable de la laisser jusqu'à son rétablissement dans la cellule qui lui aura été assignée.

ART. 43. La quarantaine, dans le cas d'envoi préalable à l'infirmerie, ne commencera qu'après la guérison.

ART. 44. Les vêtements déposés par les condamnées à leur entrée dans l'établissement, seront lavés et purifiés si on le juge nécessaire. Ils seront soigneusement conservés avec tout ce qui les accompagne, pour leur être remis lors de leur élargissement. S'ils sont trop usés ou trop souillés, on les brûlera.

ART. 45. Cependant si la détention était à long terme, le directeur, avec l'autorisation de la commission, pourra les céder aux détenues sortantes ou les faire vendre au profit de la détenue à qui ils appartiennent. Le montant du prix de cession ou de vente sera versé à la masse de la propriétaire.

ART. 46. Il sera fait une annotation exacte, dans un registre ouvert à cet effet, ainsi que dans les livrets dont il est fait mention à l'art. 41, des effets d'habillements et autres objets que les détenues ont déposés à leur entrée dans l'établissement, ainsi que du prix provenant de la vente ou cession de tout ou partie desdits effets.

CHAPITRE V.

DIVISION DE LA JOURNÉE. — MESURES D'ORDRE ET DE POLICE.

ART. 47. La division de la journée des détenues sera réglée d'après un tableau dressé par la commission sur la proposition du directeur et soumis à l'approbation du ministre.

Le directeur pourra avancer ou retarder l'heure du lever et celle du coucher eu égard aux circonstances.

Les divers exercices des détenues, les passages d'un lieu à un autre, seront annoncés au son de la cloche.

ART. 48. Au signal de la cloche du lever les détenues s'habilleront, balaye-

ront leur cellule, feront leur lit, mettront leur habillement en état de propreté, se laveront les mains et le visage et se peigneront.

Un quart d'heure après, au second coup de cloche, les portes des cellules seront ouvertes, et les détenues se rendront en ordre et en silence dans leurs ateliers respectifs, où elles assisteront avec recueillement à la prière du matin que diront les surveillantes. Les travaux commenceront immédiatement après la prière.

ART. 49. A sept heures en été et à huit heures en hiver, aura lieu la distribution de lait coupé ou de café. Cette distribution se fera dans les réfectoires.

ART. 50. Le déjeuner sera suivi, pendant la période d'été et lorsque le temps le permettra, d'une promenade d'une demi-heure dans les préaux.

ART. 51. Le dîner aura lieu, en toute saison, à midi et demi; il sera servi dans les réfectoires. Après le dîner, pendant le semestre d'avril à septembre, les détenues retourneront dans les ateliers, et pendant le semestre d'octobre à mars, elles feront une promenade de trois quarts d'heure si le temps le permet.

ART. 52. A cinq heures on servira le souper dans les réfectoires. Après le souper, les détenues, pendant la période d'été, feront une promenade d'une demi-heure; pendant la période d'hiver, elles rentreront dans leurs ateliers.

ART. 53. Lorsque sonnera la cloche du coucher, la prière du soir sera récitée dans chaque atelier par la surveillante, puis les détenues se rendront en ordre et en silence dans leurs cellules respectives, dont les portes seront immédiatement closes jusqu'au lendemain matin.

ART. 54. Les vêtements des condamnées réputées dangereuses seront retirés chaque nuit de leur cellule.

ART. 55. L'après-midi du samedi sera consacré aux mesures d'ordre et de propreté, et, entre autres, au nettoyage des locaux, à la distribution du linge propre, au renouvellement de la paille et à tout ce qui concerne le changement et l'arrangement des couchettes, à l'exercice des devoirs religieux, tels que la confession, etc.

La succession de ces mesures et l'emploi de l'après-midi du samedi, seront réglés d'après un tableau dressé par la commission, sur la proposition du directeur, et soumis à l'approbation du ministre.

ART. 56. L'emploi des dimanches et des jours de fête sera réglé comme il suit :

Le lever aura lieu une heure plus tard que les jours ouvrables.

Le service divin aura lieu à 7 heures du matin en été et à 8 heures et demie en hiver.

Immédiatement après le service divin, les détenues passeront une revue générale à laquelle présidera le directeur assisté de la supérieure des Sœurs.

A la suite de la revue, les détenues se rendront à l'école qui cessera une demi-heure avant le dîner.

L'après-midi sera occupé par l'école, les vêpres et le salut.

Pendant la soirée les détenues seront réunies dans les ateliers pour faire ou entendre des lectures, ou assister à des instructions. Ces exercices seront terminés par la prière du soir, après laquelle aura lieu le coucher.

Pendant les intervalles qui sépareront les divers exercices énumérés ci-dessus,

les détenues se livreront à la promenade ou seront enfermées dans leurs cellules.

Tout ce qui concerne au surplus, l'emploi des heures du dimanche, conformément aux règles qui précèdent, sera déterminé par un tableau dressé par la commission sur la proposition du directeur, et soumis à l'approbation du ministre.

ART. 57. Pour se rendre d'un local dans un autre, les détenues marcheront rangées sur une seule file ; le même ordre sera rigoureusement observé pendant les promenades.

ART. 58. Si le nombre des détenues d'une division était trop élevé pour qu'on pût les faire promener toutes à la fois dans le même préau, le directeur pourra, avec l'assentiment de la commission, les partager en deux ou trois sections, en assignant à chacune des heures de promenade différentes.

ART. 59. Les détenues âgées ou infirmes et celles qui sont occupées à des travaux fatigants pourront, pendant les intervalles de repos, être dispensées des promenades et demeurer assises aux places qui leur seront indiquées.

ART. 60. Chaque repas sera précédé et suivi d'une courte prière ; pendant la durée du repas, il sera fait une lecture morale ou instructive aux détenues. Cette lecture sera continuée ou suivie de l'un des exercices dont il est fait mention à l'art. 124, toutes les fois que le mauvais temps empêchera les détenues de se rendre dans les préaux.

ART. 61. Les places assignées aux détenues dans les ateliers, les réfectoires, les cellules, les préaux, à l'école et à la chapelle, seront changées fréquemment, d'après un ordre de roulement déterminé par le directeur, sur l'avis de la supérieure des Sœurs.

ART. 62. Le service de surveillance sera organisé de telle manière que les détenues ne puissent jamais être seules ni se soustraire aux regards des surveillantes préposées à leur garde. L'ordre de ce service sera réglé par le directeur, sur la proposition de la supérieure des Sœurs, et soumis à l'approbation de la commission.

Aucun service de surveillance ne pourra être confié aux détenues ; il est aussi strictement défendu de leur remettre les clefs d'aucun des locaux de l'établissement.

ART. 63. Nulle détenue ne pourra s'absenter d'un lieu quelconque sans l'autorisation de la Sœur surveillante. Cette autorisation se demandera au moyen de signes à convenir.

ART. 64. Il sera remis à chaque surveillante un nombre déterminé de marques ou signes. Toute détenue qui aura obtenu la permission de s'absenter devra être munie d'un de ces signes, qu'elle portera de manière qu'il soit aperçu par tout employé qu'elle rencontrera sur son passage. La détenue à sa rentrée remettra le signe à la surveillante.

ART. 65. Nulle détenue ne pourra s'arrêter dans les cours, corridors, etc., ni demeurer absente au delà du temps rigoureusement nécessaire pour l'objet qui aura nécessité sa sortie.

ART. 66. Deux détenues ne pourront jamais se trouver en même temps au cabinet d'aisance.

ART. 67. Le soir après la fermeture des cellules, les Sœurs surveillantes se réuniront dans la chambre de la supérieure pour lui faire leur rapport journalier et lui remettre les clefs des divers locaux.

Ces clefs leur seront rendues de la même manière le matin, après le premier coup de cloche pour le lever.

ART. 68. Les galeries cellulaires, l'infirmerie et l'extérieur des bâtiments seront éclairés pendant la nuit.

ART. 69. Une Sœur surveillante veillera chaque nuit dans chacun des deux quartiers criminel et correctionnel. La surveillante de nuit de l'un de ces quartiers étendra également sa surveillance sur le quartier d'exception. Les surveillantes de nuit auront une clef ouvrant les portes des cellules. Elles feront au moins une fois le tour des galeries pendant la nuit, et visiteront les cellules des détenues que quelque circonstance particulière recommanderait à leur surveillance spéciale.

L'heure des rondes intérieures sera déterminée par le directeur sur la proposition de la supérieure des Sœurs.

ART. 70. Chaque jour les Sœurs surveillantes visiteront avec soin les cellules, afin de s'assurer qu'il n'y existe aucune dégradation ni aucun préparatif d'évasion. Le moindre indice de tentative à cet égard sera signalé à la supérieure qui en fera aussitôt part au directeur. Le directeur et la supérieure feront de temps en temps ces investigations de leurs propres yeux.

En cas d'évasion ou dans toute autre circonstance grave, les surveillantes avertiront immédiatement le directeur et la supérieure au moyen de signaux convenus.

ART. 71. Les détenues devront, au besoin, et lorsqu'elles en seront requises par l'une des personnes préposées à leur surveillance, lui prêter main forte et la seconder de tous leurs efforts, sous peine des châtimens les plus sévères, dont l'application est laissée au directeur et à la commission.

ART. 72. Le service nocturne des gardiens à l'extérieur des quartiers sera organisé d'une manière analogue à celui des surveillantes à l'intérieur. Les clefs de la porte principale du pénitencier et des autres portes dont la garde est confiée aux gardiens, seront remises chaque soir au directeur, qui réglera les heures de ronde de manière qu'elles ne puissent être prévues ni à l'extérieur, ni à l'intérieur, et prendra d'ailleurs les autres précautions qu'il jugera nécessaires afin de garantir pendant la nuit la sécurité de l'établissement.

ART. 73. Le directeur, dans sa visite journalière des locaux de l'établissement, s'assurera par lui-même de l'ordre qui y règne, de l'observation des règles d'hygiène et de propreté. Il constatera la nécessité des réparations, et exercera également la plus grande surveillance sur les poêles, les cheminées et tous les lieux de la maison où il pourrait se trouver du feu.

CHAPITRE VI.

TRAVAIL. — TARIF DES GRATIFICATIONS.

ART. 74. Le directeur, après avoir pris l'avis de la supérieure des sœurs, assignera aux détenues des occupations en rapport avec leur âge, leurs forces et

leur aptitude. Néanmoins, il pourra charger la supérieure des sœurs de cette classification en se faisant rendre compte mensuellement de l'aptitude et des progrès des détenues dans les professions auxquelles elles seront occupées.

ART. 75. Les matières premières et tout le matériel des ateliers sont confiés à la garde et mis sous la responsabilité de la supérieure, sous la surveillance du directeur.

ART. 76. Les surveillantes sont chargées, sous les ordres de la supérieure, du maintien de la discipline dans leurs divisions respectives ; elles instruiront et dirigeront les détenues placées sous leurs ordres, leur distribueront l'ouvrage. Elles examineront et le reprendront lorsqu'il sera terminé.

ART. 77. Chaque surveillante d'atelier inscrira sur un état qui lui sera remis à cet effet, au fur et à mesure qu'elle délivrera des matériaux à confectionner à une détenue, le numéro et le nom de celle-ci, la date de la remise, la nature, la qualité et la quantité des objets. Elle portera les mêmes indications sur son état, pour les objets confectionnés que lui rendra la détenue.

ART. 78. Elle tiendra un registre des bonnes et mauvaises notes, d'après le mérite, la nature du travail et la conduite des détenues. Ces notes, jointes à celles que recueilleront les surveillantes des autres services, seront transmises chaque semaine à la supérieure, qui les résumera sur un registre particulier qui sera communiqué au directeur.

ART. 79. Les détenues travailleront et seront rétribuées autant que possible à la pièce.

Elles ne jouiront de la gratification que dans le cas où elles auront atteint le *minimum* de tâche fixé par le directeur. Dans le cas contraire, il pourra leur être fait, à titre de punition, une retenue équivalente au déficit constaté.

ART. 80. Les détenues sont responsables des ouvrages qui leur sont confiés ; elles devront les rendre en même qualité et quantité, et bien confectionnés.

Elles sont également responsables des outils et autres instruments mis à leur disposition. Elles devront les représenter chaque fois qu'elles en seront requises par la sœur préposée à leur surveillance.

ART. 81. Le directeur, sur la proposition par écrit de la supérieure des sœurs, désignera les détenues à employer au service domestique, à la préparation des aliments, au lavage et à l'entretien du linge et des habillements, au soin des malades, etc. Ces détenues seront choisies, autant que possible, parmi les condamnées correctionnellement non récidivistes, et de préférence dans le quartier d'exception.

ART. 82. Les gratifications pour le service domestique seront payées suivant le tarif arrêté à cet effet.

ART. 83. Aucune délivrance de matières premières, d'effets confectionnés ou d'outils ne se fera sans récépissés des employés auxquels ils seront remis. Ces récépissés seront revêtus du visa du directeur.

ART. 84. Les états dont il est fait mention à l'article 77 seront remis chaque semaine, munis du visa de la supérieure, au directeur, afin qu'ils puissent, après vérification, servir à la formation des états de travail et des listes mensuelles de gratifications.

CHAPITRE VII.

COMPTABILITÉ ET EMPLOI DU PÉCULE. — CAISSE DE SECOURS.

ART. 85. Le pécule des détenues se compose de l'argent qu'elles auront déposé à leur entrée, du produit de la vente de leurs effets, du montant de leurs gratifications, et généralement de toute somme qui pourra leur parvenir pendant leur détention.

L'administration supérieure déterminera, le cas échéant, le mode de placement de ce pécule.

ART. 86. Le montant des gratifications mensuelles sera inscrit au livret de chaque détenue.

Ce livret contiendra deux divisions consacrées, l'une à la quotité du pécule, l'autre à l'emploi qui en aura été autorisé pendant la détention.

ART. 87. Cet emploi est limité aux cas suivants : frais de réception et d'affranchissement de lettres ; envoi de dons et de secours à la famille ; réparations envers la partie lésée ; paiement d'obligations contractées avant la détention.

ART. 88. L'autorisation pour cet emploi devra être demandée huit jours à l'avance. Chaque dimanche, la supérieure des sœurs rendra compte aux détenues des dispositions par elles sollicitées le dimanche précédent et autorisées par la commission, sur la proposition du directeur.

ART. 89. La remise des livrets avec l'inscription de la note indicative de la conduite et des gratifications du mois, aura lieu le dimanche en cellule. Cette remise sera faite par la supérieure elle-même à celles des détenues que quelques faits particuliers signaleraient à son attention.

ART. 90. Les dépenses autorisées pendant la détention ne pourront, sauf dans les cas exceptionnels et avec l'approbation de la commission, excéder le tiers du pécule inscrit au livret ; le surplus aura exclusivement pour objet : 1^o de vêtir la détenue à sa sortie ; 2^o de lui procurer les frais de route jusqu'au lieu de sa résidence ; 3^o de lui faciliter dans ce lieu l'achat des outils et des matériaux nécessaires à l'exercice de son métier, et les premières avances indispensables pour subvenir à son existence jusqu'à ce qu'elle ait obtenu du travail.

ART. 91. L'administration supérieure se réserve le droit de prélever les frais de justice et les amendes sur les sommes appartenant aux détenues, quelle qu'en soit l'origine.

Ce prélèvement aura toujours lieu avant la remise du pécule aux héritiers des détenues décédées.

ART. 92. Les détenues devront payer les détériorations qu'elles auront fait subir, par leur faute, aux instruments ou matériaux remis entre leurs mains.

Si elles trouvent l'évaluation des ces objets trop élevée, elles pourront en appeler à la décision de la commission.

ART. 93. La commission pourra aussi, en cas de tentative d'évasion ou de tout autre délit ou infraction grave commis par une détenue condamnée à une

peine criminelle, proposer au ministre la confiscation du pécule de la coupable, en tout ou en partie.

ART. 94. Il sera tenu un livre de caisse dans lequel chaque détenue aura son compte ouvert en entrée et en sortie pour toutes ses recettes et dépenses. Chaque mois ce compte sera rapporté sur son livret.

Ce compte sera vérifié et arrêté tous les trois mois par la commission.

ART. 95. Il sera formé une caisse de secours pour les prisonnières qui, à leur sortie, n'auraient pas de moyens de subsistance, et qui n'auraient pu, pour des causes indépendantes de leur volonté, accumuler une somme suffisante pour satisfaire à leurs premiers besoins.

ART. 96. On appliquera au profit de cette caisse le montant des gratifications laissées par les détenues décédées dans l'établissement ; une partie de la subvention qui pourra être portée au budget pour l'institution du patronage ; les dons et subsides qui seront spécialement alloués, ainsi que toute somme d'argent confisquée.

ART. 97. Le surplus du pécule des détenues décédées sera versé, jusqu'à ce qu'il soit réclamé, dans la caisse de l'État.

ART. 98. Le compte de l'emploi des fonds de la caisse des secours sera soumis, tous les trois mois, à la commission administrative, et le résumé en sera envoyé tous les ans, avec le compte général, au ministre.

CHAPITRE VIII.

ÉCOLE.

ART. 99. Les détenues, sauf celles qui seraient reconnues n'être pas susceptibles de profiter de l'enseignement, auront chacune au moins deux heures d'école tous les deux jours. On les divisera, d'après leurs capacités et le degré de leur instruction, en sections de 50 ou de 60, qui se rendront aux écoles successivement, aux jours et heures déterminés par la commission sur la proposition du directeur.

ART. 100. La sœur institutrice inscrira sur un registre l'admission, la date d'entrée, le numéro d'ordre de l'élève, ses nom et prénoms, son âge, le temps de la peine déjà écoulé, ce qu'il en reste à subir, et le degré d'instruction qu'elle possède ; une colonne en blanc servira à y inscrire la date de la sortie et toute autre observation.

ART. 101. L'enseignement comprendra : la lecture, l'écriture, l'arithmétique et les autres connaissances qui pourront être jugées d'une utilité pratique.

ART. 102. L'enseignement se fera d'après la méthode simultanée ou des écoles chrétiennes.

Dans la distribution du travail, l'institutrice se conformera aux prescriptions d'un tableau indiquant, par jour et par heure, les matières d'enseignement dont elle aura à s'occuper. Ce tableau sera affiché dans la salle d'école.

ART. 103. Tous les trois mois l'institutrice fera concourir ses élèves sur toutes

les branches d'enseignement, et elle annotera les places qu'elles auront obtenues, dans le registre mentionné à l'art. 109.

ART. 104. Des prix et des accessits pourront être accordés annuellement aux élèves qui se seront le plus distingués par leur conduite, leur application, et leurs progrès.

ART. 105. Le ministre se réserve l'approbation des livres qui pourront être mis entre les mains des élèves et ceux d'après lesquels l'institutrice leur donnera l'instruction.

ART. 106. La supérieure des sœurs pourra, avec l'agrément du directeur, choisir dans les classes supérieures les élèves qui se distingueront par leur application et leurs progrès, pour servir d'assistantes dans l'enseignement des classes inférieures dans leurs catégories respectives.

Les assistantes ou monitrices recevront, chaque semaine, trois leçons spéciales d'au moins une heure chacune.

ART. 107. La classe commencera par une prière; ensuite l'institutrice fera l'appel nominal des élèves; elle inscrira les absentes sur un registre à ce destiné. S'il en est dont on ne puisse justifier l'absence, elle en fera rapport à la supérieure.

ART. 108. L'obéissance est la première obligation des détenues envers l'institutrice. Celle-ci doit mettre tous ses soins à maintenir dans l'école la discipline, le silence et l'ordre.

Elle doit veiller à ce que le temps passé à l'école soit toujours employé de la manière la plus profitable à l'avancement des élèves.

Elle s'attachera particulièrement à développer leurs facultés morales et intellectuelles et à leur inculquer des règles de bonne conduite.

ART. 109. L'institutrice tiendra, sur un registre, note exacte de la conduite, de l'application et des progrès des élèves,

ART. 110. Elle en fera tous les trimestres un rapport qui sera transmis par la supérieure des sœurs au directeur. Celui-ci décidera des récompenses à accorder et des punitions à infliger, sauf à en référer à la commission suivant les circonstances. Mention sera faite de ces punitions et de ces récompenses, avec l'indication des dates et des motifs, sur le registre dont il est parlé à l'article précédent.

Le résumé en sera porté au livret et au compte moral de chaque détenue.

CHAPITRE IX.

INSTRUCTION MORALE ET RELIGIEUSE. — SERVICE DIVIN. — RETRAITE. — BIBLIOTHÈQUE CIRCULANTE.

ART. 111. Les dimanches et fêtes conservées, les détenues assisteront le matin à la messe et au sermon, et l'après midi aux vêpres et au salut, à la suite duquel l'aumônier leur fera une instruction morale.

Le sermon et l'instruction se feront alternativement dans les deux langues, française et flamande.

ART. 112. Tous les jeudis après les travaux, les détenues seront réunies à la chapelle pour y entendre une instruction comme le dimanche.

ART. 113. L'aumônier dira chaque jour la messe dans l'établissement, à l'heure fixée par la commission, de manière à faciliter aux sœurs surveillantes l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

ART. 114. Il célébrera pour chaque détenue décédée, une messe funèbre, à laquelle assisteront les détenues du quartier auquel appartenait la défunte.

ART. 115. Indépendamment des exercices dont il est fait mention dans les articles précédents, il y aura chaque année, pendant la semaine de pâques, ou à toute autre époque à déterminer par la commission administrative de commun accord avec le directeur et l'aumônier, une retraite spirituelle.

L'ordre et la durée de cette retraite seront réglés par la commission, le directeur, l'aumônier et la supérieure des sœurs entendus.

ART. 116. Pendant la retraite, les détenues demeureront dans leurs cellules, excepté aux heures des exercices, des instructions et des prières en commun.

ART. 117. L'aumônier donnera ou fera donner sous sa direction et sa surveillance, par l'une des sœurs, une instruction spéciale aux détenues dont il jugera l'instruction religieuse insuffisante. Les jours et les heures affectés à cette instruction seront fixés par le directeur sur la proposition de l'aumônier et de la supérieure des sœurs.

ART. 118. L'aumônier visitera journellement les infirmeries pour y apporter de bons avis et des consolations. Sur l'invitation du médecin ou des sœurs infirmières, il se rendra immédiatement près de la malade en danger pour lui administrer les secours de la religion.

ART. 119. Toute demande de l'aumônier, formée dans l'intérêt du service dont il est chargé, sera par lui adressée au directeur, et transmise par celui-ci, avec son avis, à la commission administrative qui la fera parvenir à l'administration supérieure, si elle la trouve fondée.

ART. 120. L'aumônier tiendra un journal dans lequel il inscrira les observations qu'il pourra faire à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ainsi que les notes relatives à la conduite des détenues que quelque circonstance particulière signalerait à son attention.

Le résumé de ces observations et de ces notes sera adressé chaque trimestre, sous forme de rapport, à la commission par l'intermédiaire du directeur.

L'aumônier fournira, en outre, au directeur les renseignements à consigner au registre de statistique morale sur le degré d'instruction religieuse des détenues à leur entrée et à leur sortie.

ART. 121. Il rédigera annuellement un rapport général, dans lequel il signalera les faits qui auront particulièrement fixé son attention et les améliorations qu'il croira possible d'introduire.

Ce rapport, adressé à la commission administrative, sera par elle transmis à l'administration supérieure.

ART. 122. Les détenues étrangères à la religion catholique recevront, autant que possible, l'instruction des ministres de leurs cultes respectifs, et jouiront

d'une liberté entière en ce qui concerne les pratiques et les exercices commandés par ces cultes.

Art. 125. On se conformera au surplus, pour tout ce qui concerne l'exercice du culte, aux dispositions de l'arrêté du 11 octobre 1826, pour autant qu'elles ne seront pas en opposition avec le présent règlement.

Art. 124. Indépendamment des instructions de l'aumônier, les sœurs surveillantes pourront, avec l'assentiment du directeur et de la commission, hors des heures de travail et particulièrement lorsque le mauvais temps forcera d'interrompre les promenades, établir avec les détenues de leurs quartiers respectifs des colloques ou des conférences qui rouleront principalement sur la religion, la morale, la bonne conduite à tenir, etc.

Art. 125. La supérieure ou la sœur qu'elle désignera à cet effet, consacrera les trois premiers jours de chaque trimestre pour faire l'explication aux détenues de chaque quartier, des dispositions réglementaires qui les concernent. Elle saisira cette occasion pour leur rappeler leurs devoirs, les fautes qu'elles peuvent avoir commises et les punitions encourues, pour signaler les preuves d'amendement, les bonnes actions, et les récompenses méritées.

Art. 126. Les dimanches et les jours fériés sont particulièrement consacrés à l'instruction morale et religieuse. Hors des heures consacrées à cette instruction, au service divin, aux repas et à la promenade, les détenues demeureront dans leurs cellules.

Art. 127. La supérieure et les sœurs surveillantes visiteront successivement les détenues en cellule, et leur prêteront l'assistance de leurs conseils et de leurs exhortations.

Art. 128. Pendant le séjour des détenues en cellule, on mettra à la disposition de celles qui savent lire des ouvrages moraux, religieux et instructifs. A cet effet, il sera établi dans le pénitencier, par les soins de l'administration supérieure, une bibliothèque circulante dont la garde et l'entretien seront confiés à la sœur institutrice; elle inscrira sur un registre à ce destiné, les numéros des détenues auxquelles les livres seront remis, le numéro du volume, le jour du prêt et celui de la restitution.

Art. 129. Les détenues auxquelles des ouvrages auront été prêtés, devront les conserver avec soin; elles ne pourront obtenir tout ou partie d'un nouvel ouvrage avant d'avoir restitué celui qui leur aura été confié.

Art. 130. La commission administrative, sur la proposition du directeur, déterminera la peine à infliger à la détenue qui aura égaré ou détérioré un ouvrage prêté.

Art. 131. Chaque trimestre, la supérieure remettra au directeur les indications qu'elle aura recueillies sur la conduite des détenues, leurs progrès, etc.

Ces indications seront inscrites ou résumées dans les registres de statistique morale; l'extrait en sera porté au livret de chaque détenue.

CHAPITRE X.

PUNITIONS:

Art. 152. Toute désobéissance, toute infraction à la règle du silence, la paresse, la négligence dans l'accomplissement des devoirs, la malpropreté, le défaut d'ordre, l'irrévérence à la chapelle et pendant les instructions, le défaut d'application à l'école, toute dégradation ou détérioration, en un mot toute infraction au règlement sera punie suivant la gravité du cas.

Art. 153. Si l'indiscipline est flagrante ou la faute grave, il en sera donné immédiatement connaissance au directeur, et la détenue inculpée pourra être mise sur le cliamp en cellule jusqu'à la décision du directeur.

Art. 154. Les punitions sont les suivantes :

Réprimandes adressées publiquement ;

Mises à l'ordre du jour ;

Signes distinctifs à l'habillement ;

Privation de l'usage du pécule, de l'autorisation de correspondre, de recevoir des visites, et de toutes autres faveurs ou distinctions ;

Retenues ou privations de gratification ;

Séquestration dans la cellule avec ou sans réduction de nourriture, avec ou sans interdiction du travail ou de lecture ;

Séquestration dans une cellule obscure au pain et à l'eau ;

Proposition de retirer en tout ou en partie les grâces accordées conditionnellement.

Ces punitions pourront être infligées soit séparément, soit cumulativement.

Art. 155. Les punitions qui n'entraînent pas la séquestration pourront être prononcées par la supérieure des sœurs à charge d'en donner avis dans les 24 heures au directeur.

La séquestration ne pourra être infligée qu'après l'approbation du directeur.

Art. 156. Toute séquestration cellulaire de plus de trois jours devra être ratifiée par l'un des membres de la commission faisant fonctions de commissaire de mois.

Art. 157. Lorsque la faute sera de nature à entraîner une punition sévère et une réclusion de plus de huit jours, il en sera fait rapport à la commission, qui en déterminera la mesure et la durée, sans cependant que la séquestration cellulaire puisse excéder trois mois, et quatre mois en cas de récidive.

Art. 158. Néanmoins, dans les cas graves et où il importe que la répression soit immédiate, la détenue coupable pourra être retenue en cellule, avec l'assentiment du commissaire de mois, jusqu'à ce que la commission ait prononcé en dernier ressort.

Art. 159. Dans le cas de mise au pain et à l'eau pour plus de trois jours, il sera accordé, de jour à autre, le régime ordinaire à la détenue en punition.

La détenue mise au régime du pain et de l'eau, recevra en plus une demi-ration de pain.

Art. 140. Pendant la durée de la séquestration cellulaire, la détenue sera

visitée au moins tous les deux jours par le médecin, qui fera telles propositions qu'exigera le soin de sa santé.

ART. 141. La commission administrative, sur le rapport du directeur, décidera s'il y a lieu de prononcer des retenues sur les gratifications ou leur privation, le renvoi du quartier d'exception, et de provoquer le retrait, en tout ou en partie, des grâces accordées précédemment.

ART. 142. Il sera fait mention au rapport journalier des punitions infligées ; elles seront inscrites, avec l'indication des motifs qui les auront provoquées, au registre spécial des punitions, qui sera présenté à chaque séance de la commission, au livre de statistique morale et dans les livrets des détenues qui les auront subies.

ART. 143. Le directeur dressera immédiatement procès-verbal des faits qui présenteraient le caractère d'un crime ou d'un délit. Ce procès-verbal sera envoyé à la commission et transmis par elle au procureur du roi, s'il y a lieu.

La détenue inculpée pourra être séquestrée provisoirement dans sa cellule.

CHAPITRE XI.

RÉCOMPENSES.

ART. 144. Les récompenses décernées à la bonne conduite, à l'application, au zèle et aux progrès dans le travail et à l'école, aux actes méritoires quels qu'ils soient, sont les suivantes :

- 1° Eloges adressés publiquement aux détenues qui les auront mérités ;
- 2° Autorisation de correspondre plus fréquemment avec la famille, de recevoir des visites plus rapprochées, de disposer d'une partie du pécule de la manière indiquée par le règlement ;
- 3° Admission à certains emplois de confiance, au service domestique, à certains travaux exceptionnels ;
- 4° Inscription au tableau d'honneur et port de certains signes distinctifs, tels qu'une médaille, un ruban, etc. ;
- 5° Admission au quartier d'exception ;
- 6° Proposition de grâce ou de réduction de peine.

ART. 145. Les récompenses seront accordées par le directeur, sur la proposition ou l'avis de la supérieure des sœurs, et sauf le concours de la commission dans les cas prévus par les art. 148 et 149 du présent règlement.

ART. 146. Les récompenses, de même que les punitions, seront inscrites au livre de statistique morale et dans les livrets des détenues qui les auront méritées.

ART. 147. Les propositions de grâce seront dressées de commun accord par la supérieure, l'aumônier, le médecin et le directeur, qui ajoutera en marge ses observations particulières.

ART. 148. Ces propositions seront transmises à la commission, qui les examinera à son tour, les modifiera ou les approuvera, et en fera l'objet d'une

proposition définitive, conformément à l'arrêté du 15 juillet 1851, modifié par l'arrêté du 12 mars 1844.

ART. 149. La proclamation des grâces accordées ou retirées se fera le dimanche, à la suite du service divin, par les membres de la commission spécialement chargés du travail des grâces ou, à leur défaut, par le directeur, qui tirera parti de cette circonstance pour adresser aux détenues ses encouragements ou ses réprimandes.

CHAPITRE XII.

STATISTIQUE MORALE.

ART. 150. Il sera tenu, sous la surveillance spéciale du directeur et d'après le modèle prescrit, un registre de statistique morale où chaque détenue aura son compte ouvert; ce compte comprendra non-seulement les renseignements transmis par les chefs des parquets et les autorités communales, mais encore toutes les autres indications qu'on pourra juger convenable d'y consigner.

ART. 151. A la suite de ces renseignements, et à partir du premier jour de l'entrée de la condamnée dans l'établissement, on insérera à son compte, sous des titres distincts, les actes d'une conduite méritoire, les récompenses qu'elle aura méritées, les fautes qu'elle aura commises et les punitions qu'elle aura encourues.

ART. 152. Les inscriptions au registre de statistique morale n'auront lieu qu'après examen des registres particuliers, indiquant la conduite des détenues, que devront tenir le directeur, la supérieure des sœurs, l'aumônier, le médecin, et en conséquence des renseignements qui y seront consignés.

Ces inscriptions seront soumises au contrôle de la commission administrative qui vérifiera, le cas échéant, leur exactitude.

ART. 153. On observera, au surplus, scrupuleusement, pour tout ce qui concerne la statistique morale, les dispositions de l'arrêté du 15 juillet 1851, et des instructions données postérieurement à ce sujet.

CHAPITRE XIII.

VISITES AUX DÉTENUES. — CORRESPONDANCES.

ART. 154. Toute visite d'étrangers aux détenues est interdite, sauf dans les cas graves et exceptionnels dont l'appréciation est laissée au gouverneur et à la commission.

ART. 155. Les visites des proches parents, de même que les visites d'étrangers, dont il est fait mention à l'article précédent, ne seront permises que sur un ordre écrit du gouverneur, du vice-président de la commission, ou de l'un des membres de la commission spécialement délégué à cet effet; elles se feront sous les yeux de l'une des sœurs surveillantes, dans le local établi pour cet usage.

Cette faveur ne sera accordée qu'aux détenues qui se comporteront bien, et

seulement une fois par trimestre sauf le cas de récompense prévu à l'art. 144.

ART. 156. Les parents, pour être admis à visiter leurs parentes détenues, devront être porteurs d'un certificat du bourgmestre de leur commune, constatant leur identité.

ART. 157. Si le directeur interdit la visite à cause de la mauvaise conduite d'une détenue, il en fera mention au registre des punitions et indiquera les motifs dans son rapport journalier.

ART. 158. Les visiteurs ne seront admis que les dimanches et les jeudis, depuis 11 heures du matin jusqu'à 5 heures de relevée. Chaque visite ne pourra durer au plus qu'une demi-heure.

Il ne pourra être dérogé aux règles posées dans cet article que dans des circonstances exceptionnelles dont le directeur sera juge.

ART. 159. Il est strictement défendu aux visiteurs de rien introduire dans la maison ni de rien donner aux détenues. Le directeur pourra, s'il le juge prudent, faire visiter les personnes admises à leur entrée et à leur sortie de l'établissement.

La visite des femmes sera faite par une personne de leur sexe. Tout visiteur sera conduit par une sœur de la porte principale (intérieure) du pénitencier au parloir, et *vice versa*.

ART. 160. Les détenues atteintes de maladies graves ou condamnées à garder le lit, pourront, sans même qu'elles en aient manifesté le désir, recevoir des visites sur un ordre signé par le directeur, qui prendra au préalable l'avis du médecin.

ART. 161. Les détenues ne pourront écrire des lettres que les dimanches et fêtes, et avec la permission du directeur.

ART. 162. Toutes les lettres écrites par les détenues ou qui leur seront adressées, à l'exception des réclamations dont il est fait mention à l'article 56, seront soumises avant leur envoi ou leur remise, au visa préalable du directeur, qui pourra, s'il y a lieu, prendre l'avis de la supérieure.

Remise sera faite à la commission, des lettres dont le directeur n'aura pas cru pouvoir autoriser la délivrance ou l'expédition.

ART. 163. En tous cas, les passages des lettres adressées aux détenues, qui seraient de nature à leur donner l'espoir de quelques grâces, seront soigneusement billés.

CHAPITRE XIV.

VISITES D'ÉTRANGERS.

ART. 164. Nul si ce n'est les membres de la commission, les magistrats et les fonctionnaires de l'administration supérieure dans l'exercice de leurs fonctions, ne sera admis dans l'intérieur du pénitencier sans autorisation.

ART. 165. Les visiteurs étrangers devront être munis d'une autorisation de l'administration supérieure ou du gouverneur de la province.

Cette autorisation ne sera accordée qu'aux dames, sauf les exceptions qui

pourront être faites, à raison de la qualité des visiteurs, de leurs fonctions ou des motifs de la visite.

Art. 166. Les visiteurs seront accompagnés par le directeur, la supérieure ou l'une des surveillantes; ils circuleront, autant que possible, dans les galeries supérieures, afin de ne pas distraire ou interrompre les détenues dans leurs travaux ou leurs exercices.

Il leur est interdit d'adresser la parole à celles-ci.

Art. 167. Il est strictement défendu aux employés de rien recevoir des visiteurs.

Art. 168. Un tronc placé près de la porte d'entrée sera destiné à recevoir les dons des personnes charitables en faveur des détenues libérées dont le pécule ne serait pas suffisant. La clef de ce tronc demeurera entre les mains de la commission.

Art. 169. Un registre, déposé dans les bureaux de l'administration, est destiné à l'inscription des noms et qualités des visiteurs, qui pourront y faire les observations que leur aura suggérées leur visite.

Copie de ce registre sera envoyée à l'administration supérieure à la fin de chaque année.

CHAPITRE XV.

HABILLEMENT. — COUCHER. — BUANDERIE. — LINGERIE. — COMPTABILITÉ.

Art. 170. Chaque détenue, à son entrée au pénitencier, recevra un trousseau composé de la manière prescrite par les règlements généraux ¹.

Art. 171. Les détenues sont logées dans des cellules séparées. Chaque cellule est garnie des objets mobiliers déterminés par les instructions générales ².

Chacun de ces objets doit être placé à l'endroit de la cellule qui lui est assigné, afin que la sœur surveillante puisse d'un coup d'œil juger de leur présence et de leur état.

Art. 172. Chaque détenue est également pourvue d'une gamelle, d'une cuiller et d'un gobelet en étain, pour ses repas.

Art. 173. Le numéro de classement de chaque détenue sera marqué sur ses habillements et le n° de la cellule sur les effets du coucher.

Art. 174. La valeur du trousseau d'habillement sera portée au livret de chaque détenue, qui sera tenue de payer, sur son pécule, les détériorations subies

¹ L'habillement des détenues est le même pour toutes les saisons, à l'exception de l'addition d'un jupon d'étoffe de laine, pendant les mois d'hiver.

Cet habillement se compose de :

3 Chemises; 3 fichus de cou; 3 mouchoirs de poche; 2 bonnets de jour; 2 id. de nuit; 2 serre-têtes; 3 tabliers; robes d'étoffe de laine ou d'imitation; 2 Jupons de dessous en toile; 2 id. en étoffe de laine; 2 corslets de toile sans manches; 3 paires de bas de coton; 3 id. de laine; 3 paires de chaussons ou de souliers; 6 linges de propreté; 3 essuie-mains.

La durée de ce trousseau est fixée à 3 ans.

² La couchette est composée des effets suivants :

1 pailleasse ou matelas; 1 traversin; 2 couvertures; 3 paires de drap de lit; 1 porte-manteau surmonté d'une planche; 1 petit banc ou tabouret; 1 pot à eau et une cuvette; 1 essuie-main; 1 vase de nuit; 1 petit balai; 1 brosse pour l'habillement; 1 peigne; 1 brosse à peigne.

par sa faute ou les pièces de rechange fournies pendant le laps de temps fixé pour la durée de chaque objet.

ART. 175. Le dépôt des effets d'habillement et de coucher en service, la lingerie et la buanderie, sont placés sous la direction de la supérieure et la surveillance spéciale du directeur. Le dépensier sera chargé du magasin des effets d'habillements neufs et mis hors de service.

ART. 176. Tous les effets à l'usage des détenues seront, autant que possible, confectionnés dans l'établissement, d'après les états dressés par le directeur et approuvés par l'administration supérieure, sur le rapport de la commission.

ART. 177. Le dépôt d'habillements sera ouvert aux jours et heures fixés par le directeur, pour la distribution des vêtements et les remises qu'auraient à faire les surveillantes de quartier.

Les distributions et les remises se feront au moyen de récépissés conformes au modèle arrêté, et signés par la partie qui délivre et par celle qui reçoit. Ces récépissés seront conservés par ordre de date.

ART. 178. Après chaque blanchissage, la supérieure, assistée de la sœur chargée de la lingerie et du vestiaire, fera un recensement général du linge, des effets d'habillement et de coucher, et des autres objets servant à l'usage des détenues; elle donnera les ordres nécessaires pour les réparations qu'elle jugera devoir être faites, et fera rapport au directeur du résultat de son examen.

Ce rapport mentionnera :

1° Le nombre d'objets à réparer, en indiquant le nombre d'effets hors de service nécessaires à cette réparation; 2° le nombre d'objets détériorés à renouveler; et 3° le nombre d'objets de chaque espèce jugé nécessaire pour remplacer les trousseaux mis hors de service.

ART. 179. Ce rapport sera transmis à la commission, qui, s'il y a lieu, approuvera les réparations demandées et autorisera le directeur à faire délivrer par le magasin général les objets désignés aux numéros 2 et 3.

ART. 180. Le remplacement des objets détériorés aura lieu d'après un état nominatif constatant la date de la remise, afin de pouvoir punir les détenues qui auraient déchiré ou usé leurs vêtements avant le terme prescrit pour leur durée.

ART. 181. L'ordre du blanchissage des effets d'habillement et de coucher à l'usage des détenues, sera calculé de manière que le rechange de ces effets puisse toujours s'opérer avec régularité aux époques fixées ci-dessous :

A. *Habillement.*

	Par semaine.	Par mois.
Chemise.	1	»
Fichu de cou.	1	»
Mouchoir de poche.	1	»
Bonnet de jour (blanc).	1	(noir) 1
Id. de nuit.	1	»
Serre-tête.	1	»
Tablier.	1	»

	Par semaine.	Par mois.
Jupon de toile.	»	1
Id. d'étoffe.	»	1
Corselet.	»	1
Paire de bas.	1	»
Linge de propreté.	»	5
Essuie-mains.	1	»
Robe suivant la nature de l'étoffe.		

B. Effets de coucher.

	Par mois.	Par semestre.
Matelas.	»	1
Traversin.	»	1
Couverture de laine.	»	1
Paire de draps.	1	»

Arr. 182. Il sera fait des lessives séparées pour les linges à pansement ou destinés à faire de la charpie, ainsi que pour tout ce qui aura servi aux détenues atteintes de la gale ou de toute autre maladie contagieuse.

Arr. 183. Dans l'arrangement des effets en magasin et à la lingerie, on classera soigneusement, en les mettant à part, les effets des détenues valides et ceux de l'infirmerie.

Arr. 184. La quantité d'ingrédients nécessaire pour le service de la buanderie, sera déterminée d'après le poids du linge donné au blanchissage et délivrée par le dépensier, sur bons signés par le directeur.

Arr. 185. La supérieure et le dépensier veilleront à ce que les effets d'habillement et de coucher en magasin et spécialement les objets en laine, soient visités, battus et exposés au grand air aussi souvent que possible, et spécialement au commencement et à la fin de l'été.

Arr. 186. Pour la justification de la gestion et de la comptabilité du magasin d'habillement et d'effets de coucher,

1° On annotera au mémorial toutes les opérations de la journée par ordre de date, sans rature ni lacune;

2° On transportera au journal les articles du mémorial, en distinguant chaque espèce, chaque classe et chaque service;

3° On ouvrira un registre indiquant les objets en service, ainsi que ceux déposés à la lingerie pour servir au rechange.

Arr. 187. Indépendamment des écritures dont il est fait mention à l'article précédent, on tiendra un registre nominatif des détenues avec l'indication des objets délivrés à chacune d'elles.

Arr. 188. A l'expiration de chaque exercice, le directeur transmettra à la commission, après l'avoir certifié, un compte général indiquant;

1° Les effets d'habillement et de coucher, de linge et de chaussure, restant en magasin à la fin de l'exercice précédent, ainsi que les effets reçus, pendant l'année, soit du magasin des travaux de l'établissement, soit de l'extérieur;

- 2° Les effets délivrés avec distinction des services, et ceux mis au rebut ;
 3° La récapitulation de la recette et de la dépense, le restant en magasin, ainsi que l'effectif de tous les objets tant en service qu'en magasin.
 Ce compte, après avoir été vérifié par la commission, sera transmis à l'administration supérieure.

CHAPITRE XVI.

NOURRITURE. — DÉPENSE ET COMPTABILITÉ DES VIVRES.

ART. 189. Chaque détenue recevra journellement, le matin, une boisson chaude et une ration de 60 décagrammes de pain de méteil.

Le pain ne sera distribué que 24 heures après la cuisson.

Au dîner elle recevra, les dimanche, lundi, mardi et jeudi de chaque semaine, un litre et quart de soupe grasse, et un litre et quart de soupe maigre les trois autres jours, ainsi que les jours d'abstinence.

La ration du soir sera de 75 décagrammes de potage.

Le pain, la soupe, le potage et la boisson chaude seront composés de la manière déterminée par les règlements généraux ¹.

¹ Arrêté royal du 17 juillet 1840 :

La nourriture des détenues déterminée par les arrêtés royaux en date du 1 novembre 1821, no 16, 29 mars 1827, no 58, et 23 octobre 1832, est modifiée comme suit, pour le pénitencier des femmes à Namur.

Le pain de méteil est substitué au pain de seigle.

Il entrera dans la composition de la soupe à la viande, 10 kilogrammes de viande au lieu de 7, pour cent personnes.

La mesure de lait et d'eau allouée pour le déjeuner sera remplacée deux fois par semaine par une mesure égale de café au lait.

² Arrêté royal du 4 juillet 1846 :

ART. 167. La composition des soupes distribuées dans les prisons de l'État reste, pour 100 personnes, définitivement déterminée comme suit :

A. --- Soupe à la viande.

10	kilogrammes de viande ;
7	--- de pain ;
20	--- de pommes de terre ;
7	--- de riz ;
5	--- de légumes,
1	--- 50 décagrammes de sel ;
3	décagrammes de poivre.

Cette soupe sera distribuée, par semaine, quatre fois dans les prisons centrales et deux fois dans les prisons secondaires.

B. --- Soupe aux légumes.

1	kilogramme 50 décagrammes de beurre ;
7	--- de pain ;
20	--- de pommes de terre ;
7	--- de riz ;
10	--- de légumes ;
1	--- 50 décagrammes de sel,
3	décagrammes de poivre.

Cette soupe sera distribuée, par semaine, une fois dans les prisons centrales et deux fois dans les prisons secondaires.

C. --- Soupe à l'orge.

1	kilogramme 50 décagrammes de beurre ;
10	--- de pain ;

ART. 190. La dépense et les magasins de denrées, de combustibles, etc., sont confiés au dépensier, sous la surveillance immédiate du directeur.

ART. 191. Le directeur et le dépensier auront soin que les magasins soient toujours approvisionnés.

Ils ne recevront que des objets de bonne qualité, ayant les conditions prescrites par l'adjudication.

ART. 192. Le médecin vérifiera la nature des denrées susceptibles de falsification et de détérioration; il secondera le directeur et le dépensier dans leur examen chaque fois qu'il en recevra l'invitation.

ART. 193. Le directeur, assisté du dépensier, dressera un procès-verbal des réceptions ou des rejets qu'il fera parvenir immédiatement à la commission.

ART. 194. En cas de rejet de l'un ou de l'autre objet, et si l'entrepreneur, dûment averti, ne le remplace pas sans délai, le directeur se pourvoira d'autres denrées aux frais de l'entrepreneur, et en fera rapport à la commission.

ART. 195. Le directeur aura soin que les distributions se fassent régulièrement et en temps utile.

ART. 196. Le directeur ne fera aucun achat extraordinaire qu'après en avoir demandé l'autorisation à la commission; il prendra de préférence et à prix égal les objets dont il aura besoin chez les fournisseurs, lorsque ces objets seront compris parmi ceux adjugés; sinon il les fera acheter en suivant l'échantillon et le prix approuvé par la commission. Toutefois, en cas d'urgence, le directeur

10 kilogrammes de pommes de terre;
7 --- de gruau d'orge;
5 --- de légumes;
1 --- 50 décagrammes de sel;
3 décagrammes de poivre.

Cette soupe sera distribuée, par semaine, une fois dans les prisons centrales et deux fois dans les prisons secondaires.

D. --- Soupe aux pois.

2 kilogrammes de beurre;
35 --- de pois secs;
5 --- de légumes;
1 --- 50 décagrammes de sel;
1 litre de vinaigre.

Cette soupe sera distribuée, le vendredi, dans les prisons centrales seulement.

ART. 2. Le potage dit *ratatouille*, distribué tous les jours pour le repas de l'après-midi et à l'infirmerie, sera, pour cent personnes, composé comme suit :

25 kilogrammes de pommes de terre;
50 décagrammes de beurre;
1 kilogramme d'oignons;
1 --- de sel;
3 décagrammes de poivree;
1 litre de vinaigre.

ART. 3. Par dérogation à l'arrêté royal du 9 novembre 1826, il sera distribué tous les jours, dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires, une boisson chaude, composée, pour une personne, de :

450 grammes d'eau;
10 --- de chicorée en poudre;
50 --- de lait;

La distribution spéciale de café dans la maison pénitentiaire de Namur, est maintenue telle qu'elle est déterminée par notre arrêté du 17 juillet 1840.

ART. 4. En cas de manque de pommes de terre, on les remplacera dans les soupes, par du gruau d'orge ou par du riz, dans la proportion d'un kilogramme pour cinq kilogrammes cinquante décagrammes de pommes de terre.

Dans le cas le potage dit *ratatouille*, sera remplacé au gré des commissions administratives, ou par la soupe aux légumes B, ou par la soupe au gruau C, dûment modifiée.

est autorisé à acheter pour les besoins du service les denrées que les entrepreneurs de vivres resteraient en retard de fournir, sauf à en faire rapport à la première réunion de la commission.

ART. 197. Conformément aux prescriptions de l'art. 21, le directeur fournira, tous les trimestres, le compte général certifié par lui, de la recette et de la dépense des vivres et autres objets destinés à l'entretien des détenues. Ce compte, dressé par le dépensier, se composera de relevés, indiquant, le premier, les denrées et objets reçus en magasin pendant le trimestre; le second, le nombre des rationnés et autres objets distribués pendant le trimestre aux détenues en santé et malades; le troisième la récapitulation générale des recettes et dépenses effectuées pendant le même laps de temps pour les divers services précités.

CHAPITRE XVII.

CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS DES BÂTIMENTS ET DU MOBILIER.

ART. 198. Le directeur indiquera à la commission les constructions, changements ou réparations qu'il jugera utiles ou nécessaires pour la conservation des bâtiments et du mobilier, et pour la sûreté de l'établissement.

ART. 199. Nul travail de cette nature ne pourra être fait qu'en vertu d'une autorisation préalable du ministre.

ART. 200. Il ne pourra être dérogé à la disposition qui précède que dans le cas où la sûreté de l'établissement l'exigerait, et sauf à en donner immédiatement connaissance à l'administration supérieure.

ART. 201. Les réparations de peu d'importance pourront néanmoins être exécutées sur l'ordre du directeur; il en insérera la nature et le montant sur un registre spécial qu'il soumettra tous les mois à la commission.

ART. 202. Le directeur surveillera l'exécution des travaux de construction et de réparation, et fera connaître à la commission, dans son rapport mensuel, s'il y a lieu d'en être satisfait.

ART. 203. Tous les mois le directeur présentera un compte sommaire des réparations et autres travaux effectués, dûment spécifiés.

Ce compte sera soumis à la commission et au gouverneur, et transmis au ministre.

CHAPITRE XVIII.

INVENTAIRE DU MOBILIER.

ART. 204. L'inventaire du mobilier, des ustensiles, outils, machines, etc., sera fait tous les ans, en y comprenant le montant des achats nouveaux et le coût des réparations, et en opérant sur la valeur totale de l'année précédente, une diminution de 3 pour cent.

30 juil.

ART. 205. Tous les quatre ans, il sera procédé à l'estimation détaillée de ce mobilier et de sa valeur par catégories de services et d'industries.

ART. 206. L'inventaire quatriennal sera dressé d'après les indications des registres à ce destinés.

CHAPITRE XIX.

ADJUDICATIONS. — COMPTABILITÉ.

ART. 207. L'achat des objets nécessaires au service domestique, ainsi que celui des matières premières destinées à la fabrication, des fournitures de bureau, etc., auront lieu par adjudication publique.

ART. 208. Seront exceptés les objets de peu de valeur, dont l'administration supérieure aura autorisé l'achat de la main à la main ; ces achats se feront au plus bas prix possible par le directeur, sous le contrôle de la commission administrative.

ART. 209. Les cahiers de charge pour les adjudications seront arrêtés et approuvés par le ministre de la justice, à l'approbation duquel seront aussi soumises toutes les adjudications.

ART. 210. Le directeur dressera, en triple expédition dont l'une sur timbre, les factures des objets livrés par les fournisseurs ; ces factures, signées par ceux-ci et revêtues des formalités voulues, après avoir été vérifiées par le directeur et visées par la commission administrative, seront transmises sans délai, pour liquidation, à l'administration supérieure.

ART. 211. Il sera fait mention, en tête des factures concernant les achats particuliers faits en suite d'autorisation de l'administration supérieure, de la date de l'autorisation en vertu de laquelle ils auront eu lieu.

ART. 212. Les mêmes règles seront applicables aux travaux de construction, d'entretien et de réparation à exécuter par voie d'entreprise.

CHAPITRE XX.

CHAUFFAGE ET ÉCLAIRAGE. — SERVICE DE PROPRIÉTÉ. — MESURES DE SURETÉ ET D'HYGIÈNE.

ART. 213. Le chauffage des locaux occupés par les détenues en santé et par les employés, aura lieu aux époques déterminées par le directeur. Les feux dans les salles d'infirmerie, seront allumés aux époques à fixer par le médecin.

ART. 214. L'éclairage se fera suivant les saisons, le matin et le soir, aux heures à fixer par le directeur.

ART. 215. Les corridors, les infirmeries et l'intérieur des bâtiments seront éclairés pendant la nuit.

ART. 216. Un réservoir d'eau suffisant et une pompe à incendie seront placés et entretenus dans l'enceinte de l'établissement.

ART. 217. Le directeur prendra les mesures nécessaires pour l'organisation

du service journalier de propreté, le balayage, le nettoisement et l'arrangement des divers locaux, chemin de ronde, etc.

Il donnera à cet effet des instructions précises et par écrit à la supérieure des sœurs qui, de son côté, lui communiquera ses observations et lui remettra ses demandes également par écrit au rapport journalier qui aura lieu le matin à l'heure à fixer par le directeur.

ART. 218. On évitera soigneusement de laver aux grandes eaux les planchers, et l'on se servira de préférence à cet effet de sable ou de torchons mouillés.

ART. 219. Les portes et les fenêtres des locaux non occupés, resteront ouvertes pendant la journée, si cette précaution peut se concilier d'ailleurs avec les exigences de la discipline et la sûreté de la prison.

ART. 220. Le nettoyage des cellules sera spécialement confié aux détenues qui y seront enfermées.

ART. 221. Les murs intérieurs seront blanchis à la chaux au moins une fois l'année, au commencement du mois de mai, et aussi souvent d'ailleurs que l'exigera le soin de la propreté. Les boiseries portes et fenêtres seront peintes à l'huile, ainsi que le bas des murs, sur une hauteur de 1 mètre à 1 mètre 25 centimètres.

Le blanchiment sera, autant que possible, exécuté par les détenues.

ART. 222. Tous les locaux occupés par les détenues devront être convenablement aérés; des ventilateurs seront placés là où le besoin s'en fera sentir; des fumigations seront faites dans les locaux désignés par le médecin.

ART. 223. Les eaux ménagères seront vidées au fur et à mesure de leur production, et on veillera à leur prompt écoulement.

Les cheminées seront ramonées au moins tous les six mois, et plus fréquemment là où la nécessité l'exige.

Les fumiers et les débris seront enlevés le plus tôt possible.

ART. 224. On veillera d'une manière particulière à ce que les chaudières, marmites, casseroles et autres ustensiles servant à préparer les aliments soient proprement tenus, et à ce que les objets qui en sont susceptibles soient étamés.

ART. 225. L'eau pour la boisson des détenues sera conservée, en été, dans des cruches en grès; on pourra y mêler une petite quantité de vinaigre, de houblon, de réglisse ou d'autres substances à déterminer par le médecin.

ART. 226. L'habillement et le coucher des détenues seront constamment en rapport avec l'état de l'atmosphère; on se réglera d'après le degré de température pour augmenter ou diminuer le nombre de couvertures et donner ou retirer le jupon et les bas de laine.

ART. 227. On veillera à ce que la propreté la plus scrupuleuse règne sur la personne des détenues. On leur procurera les moyens de se laver souvent les pieds et de prendre de temps à autre des bains de propreté.

ART. 228. Conformément au prescrit de l'art. 181 les détenues changeront de linge toutes les semaines, et les draps de lit seront renouvelés tous les mois.

ART. 229. Dans tous les temps, les literies seront exposées à l'air, le plus souvent possible.

Le foin, la paille ou la fougère des matelas et des traversins sera renouvelé au moins deux fois par année.

ART. 250. Chaque dimanche, les détenues passeront une revue de propreté à laquelle présideront le directeur et la supérieure des sœurs. Le médecin assistera à cette revue.

CHAPITRE XXI.

INFIRMERIE. — SERVICE DE SANTÉ.

ART. 251. Toute détenue qui se déclarera malade sera visitée dans le plus bref délai par le médecin, qui, s'il y a lieu, la fera immédiatement transférer à l'infirmerie.

ART. 252. Le médecin fera connaître à la supérieure et au directeur les détenues qui auraient feint ou prétexté une maladie ou indisposition, afin qu'elles soient punies suivant la gravité des circonstances.

ART. 253. Il y aura deux infirmeries séparées, l'une pour les condamnées criminellement, l'autre pour les condamnées correctionnellement. Toute communication entre les deux divisions sera strictement interdite. Un nombre suffisant de sœurs seront préposées à la surveillance de chaque infirmerie. Elles auront sous leurs ordres un nombre proportionné d'infirmières détenues, choisies dans leurs catégories respectives. Ces infirmières seront nommées par le directeur sur la proposition du médecin et de la supérieure des sœurs.

ART. 254. Les malades seront, autant que possible, classées d'après la nature de leur maladie.

Les ordres que le médecin pourra donner à cet effet devront être ponctuellement suivis.

ART. 255. Des locaux spéciaux seront affectés au placement et au traitement des détenues atteintes de la gale et autres maladies contagieuses.

Il y aura également une salle séparée pour les femmes en couches et les enfants nouveau-nés.

ART. 256. Les détenues atteintes d'aliénation mentale seront placées dans un lieu isolé, jusqu'à ce qu'il ait été pris les mesures nécessaires pour leur transfert, soit dans un hospice, soit dans une maison de santé.

ART. 257. Les détenues, à leur arrivée à l'infirmerie, seront revêtues du costume des malades; leurs habillements seront nettoyés s'il est nécessaire et mis en dépôt jusqu'à leur guérison.

ART. 258. Le trousseau assigné à chaque lit de malade, est déterminé par les règlements généraux ¹.

ART. 259. Il y aura en outre pour les détenues en convalescence un certain nombre d'objets d'habillement, qui feront partie du vestiaire des infirmeries.

¹ Le trousseau d'habillement se compose de :

1 Robe en étoffe de laine; 1 jupon; 2 mouchoirs de cou; 2 chemises de toile blanche; 2 bonnets de toile blanche; 2 mouchoirs; 2 paires de bas de laine; 2 essuie-mains; 1 paire de pantoufles de cuir.

La couchette se compose de :

1 pailleasse; 1 matelas de crin et de laine; 1 traversin de crin et de laine; 1 traversin garni de paille; 3 paires de draps de lit de toile blanche, 2 couvertures de laine.

Art. 240. On conservera une distance de trois pieds au moins entre les lits. Chaque lit sera garni de rideaux, numéroté et surmonté d'une planchette peinte en noir où l'on inscrira le numéro du classement, le nom de la malade et le régime alimentaire qui lui sera prescrit.

Art. 241. Chaque lit de malade sera pourvu d'une table de nuit ou d'un support mobile, d'une chaise, une gamelle, une cuiller, un gobelet, une cruche pour les boissons, un bassin, un vase de nuit, et de tous les autres ustensiles qui seront jugés nécessaires par le médecin de l'établissement.

Art. 242. Chaque salle principale de l'infirmerie sera pourvue d'une baignoire sur roulettes et d'un lavoir commun avec réservoir et robinets.

Art. 243. Il sera tenu en réserve une certaine quantité de matelas de dimension prescrite et de moitié du poids des autres, pour les malades dont l'état exigerait ce supplément.

Art. 244. Les fournitures, les habillements et le linge des malades seront lavés et renouvelés aussi souvent que le médecin le jugera nécessaire. Les matelas seront réparés et rebattus chaque année.

Les fournitures du lit sur lequel une malade sera décédée seront enlevées et remplacées sur-le-champ par des fournitures nouvelles.

En cas de symptômes de contagion, ou lorsque la maladie aura été longue ou de nature à endommager les effets de coucher, ceux-ci seront, suivant l'exigence des cas, et sur le rapport du médecin, brûlés, désinfectés ou réparés convenablement.

Art. 245. Il sera attribué au service des détenues atteintes de la gale, par lit, les effets d'habillement et de coucher déterminés par les instructions générales 1.

On se servira, autant que possible, d'effets hors d'usage pour composer ce trousseau.

Art. 246. Chaque objet servant aux détenues atteintes de la gale, sera marqué de la lettre G, et ne pourra jamais être confondu avec les autres.

Art. 247. Le médecin règlera tout ce qui est relatif au service des malades, la tenue des salles sous le rapport de la salubrité, le placement des malades, leur changement de lit et de local, etc.

Art. 248. Il fera régulièrement deux visites par jour dans les salles des malades, l'une le matin, l'autre l'après-midi, aux heures qu'il fixera de commun accord avec la commission. Ces visites seront annoncées dans chaque salle.

Art. 249. Néanmoins lorsque le nombre des malades sera peu considérable et la nature des maladies de peu de gravité, la commission pourra autoriser le médecin à ne faire que la visite du matin.

Art. 250. Le médecin se rendra sans délai à l'établissement chaque fois qu'il y sera appelé par le directeur.

Art. 251. Il devra visiter l'établissement dans toutes ses parties au moins une fois par semaine, et s'assurer de l'état sanitaire des détenues.

Art. 252. Il fera les propositions qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de la salubrité.

¹ 1 chemise; 1 mouchoir de coton; 1 jupon; 1 paire de bas; 1 paire de pantoufles; 1 bonnet; 1 robe; 1 pailleuse garnie de paille; 1 traversin garni de paille; 2 paires de draps de lit; 2 couvertures.

ART. 253. Il visitera au moins une fois tous les deux jours les détenues placées au régime cellulaire.

ART. 254. Il donnera des consultations aux détenues qui réclameront ses avis et ses soins. Une liste sera dressée à cet effet pour lui être remise lors de chacune de ses visites.

ART. 255. Il inscrira ses visites sur le registre prescrit par les instructions sur la comptabilité.

ART. 256. Il indiquera, dans chacune de ses visites, les médicaments et les aliments à donner à chaque malade en observant à cet égard les règles essentielles de simplicité et d'économie.

ART. 257. Il surveillera la bonne préparation des médicaments.

ART. 258. Il ordonnera, dans les limites du tarif arrêté à cet effet, le régime qu'il jugera convenable pour les convalescentes.

ART. 259. L'état des médicaments sera transmis à la pharmacie, où on les préparera dans le plus bref délai, et d'où on les enverra avec l'indication, pour chaque préparation, de l'usage interne ou externe, du nom et du numéro du lit de la malade à laquelle elle sera destinée.

ART. 260. Le mode de fourniture et de comptabilité de la pharmacie, le mode d'alimentation des malades, seront déterminés par des règlements particuliers.

ART. 261. Les objets nécessaires à la préparation des médicaments et à l'exercice de la chirurgie, qui ne seront pas fournis par la pharmacie, tels que l'huile, le savon, le combustible, le luminaire, etc., seront procurés par l'administration de l'établissement sur des bons du médecin.

ART. 262. Si, pour une cause quelconque, la pharmacie ne pouvait fournir les médicaments ordonnés, ces médicaments seront achetés chez le pharmacien qui aura été indiqué par la commission administrative. On soumettra, tous les six mois, le mémoire de ces achats à l'examen de l'inspecteur général du service de santé, pour être liquidé selon les formes ordinaires.

Le médecin certifiera, au bas de ce mémoire, que les médicaments y spécifiés ont été jugés par lui indispensables, qu'il les a requis et qu'il les a reçus.

ART. 263. Le médecin tiendra, d'après le modèle prescrit, un journal dans lequel il inscrira chaque condamnée immédiatement après son entrée : il y indiquera l'état de sa santé au point de vue physique et moral, et y joindra les observations qu'il jugera importantes.

ART. 264. Il inscrira sur ce journal, l'espèce de maladie dont chaque détenue aura été atteinte pendant sa détention, et en décrira sommairement la nature, la gravité et les affections chroniques incurables; il indiquera si leur cause est antérieure à l'entrée de la condamnée dans l'établissement, ou si elle doit être attribuée au séjour dans la prison.

Il indiquera, en outre, le nombre de jours que la malade sera restée à l'infirmerie, le régime ordinaire ou extraordinaire auquel elle aura été soumise, les remèdes chirurgicaux ou pansements, les remèdes internes, les accidents survenus pendant le cours de la maladie, la mort ou le renvoi dans le quartier.

ART. 265. Les indications de ce journal seront analysées et résumées dans un

rapport annuel, dont copie sera envoyée à l'administration supérieure par l'intermédiaire de la commission administrative.

Le journal même devra rester déposé dans l'établissement à la disposition de la commission et du directeur.

ART. 266. Dès qu'une maladie contagieuse ou épidémique se manifestera dans l'établissement, le médecin prendra d'urgence et d'accord avec le directeur, les mesures nécessaires pour isoler les malades atteints et empêcher le mal de faire des progrès.

Il en informera immédiatement l'inspecteur général du service de santé; le directeur de son côté en fera sans délai rapport au gouverneur et à la commission administrative.

ART. 267. Le médecin ne pourra, sauf le cas d'urgence bien constaté, procéder à aucune opération grave, sans en avoir au préalable prévenu l'inspecteur général du service de santé qui, s'il le juge nécessaire, assistera à l'opération.

ART. 268. A défaut de consentement de la malade à une amputation, et si celle-ci était de nature à ne pouvoir être différée sans danger, l'inspecteur général du service de santé, dûment averti par le médecin, se rendra immédiatement sur les lieux, et prendra telles mesures que de besoin.

ART. 269. Le médecin transmettra à la fin de chaque trimestre, à l'inspecteur général du service de santé, et dans la forme à prescrire par lui, un état détaillé des maladies qu'il aura traitées pendant cet intervalle.

Il y joindra un rapport contenant l'*Historia morborum ac sectionis cadaverum* des prisonnières décédées, ainsi que les observations qu'il aura faites en cas de maladie remarquable.

ART. 270. Il transmettra chaque jour au directeur un état du nombre des malades traitées à l'infirmerie et du nombre des journées de traitement.

ART. 271. Il fera connaître, dans son rapport annuel, les époques auxquelles les maladies sont le plus nombreuses, les causes du plus grand nombre de maladies à ces époques et les moyens hygiéniques à mettre en œuvre pour les combattre et les neutraliser; — l'état comparé de la santé des détenues au moment de leur entrée et à celui de leur libération; — le nombre de grâces accordées pendant l'année pour cause de mauvaise santé; — le nombre et la cause des décès et le rapport de ceux-ci à la population.

ART. 272. Le médecin ne pourra s'absenter de son poste sans l'autorisation du gouverneur, qui avisera à son remplacement.

ART. 273. L'aide médecin assistera le médecin principal dans toutes les parties de son service et devra se conformer strictement aux ordres et aux instructions qu'il pourra en recevoir.

ART. 274. Les sœurs préposées aux infirmeries devront se trouver à leurs postes respectifs depuis l'heure du réveil jusqu'à celle du coucher.

Elles seront tenues d'observer et de maintenir rigoureusement les règlements.

ART. 275. Elles ne perdront jamais de vue les détenues confiées à leurs soins; elles maintiendront strictement la règle du silence dans les salles, et veilleront d'une manière toute spéciale aux relations des détenues entre elles de manière à prévenir toute intimité dangereuse, toute possibilité de corruption. A cet

effet le service sera organisé de manière qu'il y ait constamment une sœur présente dans chaque salle, de même que dans le préau pendant la promenade.

Aucune sœur de service ne pourra quitter son poste sans être relevée par une autre sœur.

ART. 276. Les sœurs infirmières serviront les malades en tout ce qui les concerne immédiatement. Les autres travaux de nettoyage, de balayage, de lavage des vases, etc., se feront par les détenues chargées du service domestique mises à cet effet à la disposition et sous la surveillance des sœurs.

ART. 277. Les détenues attachées au service de l'infirmierie ou qui y entreront n'importe sous quel prétexte, pourront être visitées par les sœurs afin de s'assurer qu'elles ne sont pas nanties d'objets prohibés ou qui pourraient être nuisibles aux malades.

ART. 278. Il est strictement défendu aux malades d'assister les détenues de service dans le nettoyage des salles et du mobilier.

ART. 279. En cas d'infraction, par les détenues de service dans les infirmieries, aux devoirs qui leur sont imposés, la supérieure des sœurs en avertira immédiatement le directeur qui pourvoira, s'il y a lieu, à leur remplacement.

ART. 280. Les sœurs infirmières indiqueront aux malades les lits qu'elles devront occuper et leur feront connaître les dispositions relatives à la discipline de l'infirmierie.

Elles diront les prières du matin et du soir, et celles qui précéderont et suivront les repas.

ART. 281. Les détenues malades ou convalescentes ne pourront descendre au préau ou au parloir, qu'avec l'autorisation du médecin.

Elles assisteront au service divin et aux exercices religieux dans les salles d'infirmierie qui sont mises en communication avec la chapelle du pénitencier.

ART. 282. Les sœurs infirmières accompagneront le médecin dans ses visites et tiendront note des prescriptions alimentaires et des entrées et sorties des malades.

ART. 283. Elles rendront compte au médecin de l'effet des remèdes, des crises qu'elles auront remarquées, et de toutes autres circonstances particulières ou changements survenus dans l'état des malades pendant l'intervalle des visites.

ART. 284. Elles administreront les remèdes d'après les prescriptions du médecin et feront les pansements sous ses ordres et sa surveillance.

ART. 285. Elles régleront la température des salles, ouvriront et fermeront les fenêtres afin de faciliter la circulation de l'air, veilleront à ce que les vêtements et les objets de literie soient propres et tenus en bon état, à ce que les murs, le plancher et le mobilier soient nettoyés fréquemment, etc.

Dans tous les détails de ce service, elles se conformeront avec soin aux règles d'hygiène prescrites par le médecin.

ART. 286. Elles feront, aux heures fixées, la distribution des aliments aux malades selon les prescriptions du relevé des visites.

Au moment de la distribution, les malades et les convalescentes qui pourront se lever, se rangeront au pied de leur lit pour recevoir les aliments; une des sœurs indiquera à haute voix la portion attribuée à chaque malade.

ART. 287. L'échange ou la cession des aliments et des boissons est strictement interdit.

ART. 288. Aucun aliment ni boisson, autres que ceux prescrits par le médecin, ne pourront être introduits à l'infirmerie, soit par les sœurs, soit par toute autre personne attachée au service de la prison.

ART. 289. Les sœurs veilleront à ce que deux détenues ne puissent jamais se trouver en même temps au cabinet d'aisance.

ART. 290. Elles entretiendront en état de propreté les malades qui n'auront pas la force de le faire. Elles auront à leur disposition le linge destiné au service de chaque salle; elles en feront la distribution selon les circonstances, et en général au temps fixé.

ART. 291. En envoyant le linge sale à la buanderie, elles y joindront une note en double, dont l'une leur sera restituée après avoir été signée pour leur décharge.

Elles auront soin de faire mettre à part et d'envoyer séparément le linge des galeuses et celui qui aura servi aux détenues atteintes de maladies épidémiques ou contagieuses.

ART. 292. Elles tiendront une liste exacte des linges et des autres objets destinés aux pansements et les conserveront soigneusement.

ART. 293. La surveillance de la cuisine de l'infirmerie ainsi que la préparation des aliments des malades seront confiées à l'une des sœurs infirmières qui fera en même temps le service de la dépense. A ce titre elle recevra les comestibles et le combustible pour les besoins de l'infirmerie, et prendra les mesures nécessaires pour prévenir toute soustraction.

Elle veillera spécialement à ce que les portions soient faites et pesées conformément aux prescriptions du relevé des visites.

ART. 294. Le soir, après la fermeture, les sœurs infirmières rendront compte à la supérieure de la marche du service qui leur sera confié.

ART. 295. Elles ne pourront remettre, sous aucun prétexte, leurs clés aux détenues; l'ouverture et la fermeture des salles seront faites par les sœurs elles-mêmes.

ART. 296. Les salles de l'infirmerie seront éclairées le soir, aux heures fixées par le directeur, et pendant toute la durée de la nuit.

ART. 297. Deux sœurs infirmières ou un plus grand nombre, si on le juge nécessaire, seront logées à proximité des salles des malades. Elles seront tenues de faire alternativement la garde, de manière qu'au moins l'une d'elles soit constamment éveillée et sur pied.

La sœur de garde parcourra de temps à autre chacune des salles, afin de s'assurer qu'aucune malade n'a besoin de son aide. Elle veillera spécialement les détenues atteintes de maladies graves ou qui exigeront des soins particuliers.

Ce service sera soumis à tel contrôle que pourra prescrire le directeur ou la commission.

Rapport sera fait, soit par la sœur de garde elle-même, soit par la supérieure, au directeur et au médecin lors de la visite, des événements ou circonstances particulières qui se seront passés pendant la nuit.

ART. 298. En cas d'évasion ou de tentative d'évasion ou de toute autre circonstance grave, les sœurs de garde avertiront immédiatement la supérieure ainsi que le directeur de l'établissement.

ART. 299. Le régime des malades ne pourra être prescrit qu'aux détenues admises à l'infirmierie; toute distribution exceptionnelle de vivres, de l'infirmierie aux détenues dans les quartiers est expressément interdite.

ART. 300. Aucune détenue, lorsqu'elle sera rétablie, ne pourra sortir de l'infirmierie, que sur le vu d'un ordre délivré par le médecin.

ART. 301. La détenue avant de quitter l'infirmierie sera revêtue de ses habillements ordinaires et conduite au quartier auquel elle appartiendra. Les sœurs infirmières s'assureront, sous leur responsabilité, qu'elle n'emporte pas d'effets à l'usage des malades.

ART. 302. Lorsqu'une malade sera en danger de mort, l'une des sœurs infirmières en préviendra l'aumônier sur l'ordre du médecin. Cependant, en cas d'absence de celui-ci et de danger jugé imminent, la sœur pourra de son chef réclamer l'assistance de l'aumônier, sauf à en donner aussi immédiatement avis à la supérieure et au directeur.

ART. 303. En cas de décès, la sœur de service en avertira sur-le-champ le directeur, l'aumônier et la supérieure, en leur indiquant par écrit le nom et le numéro de la défunte, ainsi que l'heure du décès.

ART. 304. Les sœurs infirmières se joindront à l'aumônier pour assister la mourante et rendre aux mortes les derniers devoirs.

Le dépôt à la salle des morts ne pourra avoir lieu qu'après que le médecin aura constaté le décès.

ART. 305. La clef de la salle des morts sera déposée entre les mains de la supérieure des sœurs, qui ne permettra à qui que ce soit de s'y introduire sans l'autorisation expresse du directeur ou du médecin.

ART. 306. Le corps de la défunte ne pourra être enlevé de la salle des morts sans l'ordre du médecin et sans avoir été préalablement examiné par lui.

ART. 307. Sur l'ordre du médecin, le corps de la détenue décédée sera enveloppé d'un linceul en toile commune et déposé dans un cercueil en présence de l'une des sœurs. Le cercueil sera porté à la chapelle pour le service religieux.

ART. 308. Les effets de coucher des détenues décédées seront immédiatement enlevés et remis au magasinier pour être lavés et nettoyés, à moins que le médecin n'en ait ordonné la destruction.

ART. 309. Les fonctionnaires et employés, leurs femmes et leurs enfants seront traités par le médecin de l'établissement et recevront, aux frais de l'administration, les médicaments qu'il prescrira.

Les sœurs surveillantes pourront être traitées dans l'établissement; elles seront placées à cet effet dans un local séparé, et recevront, dans ce cas, les médicaments et les vivres attribués aux détenues malades.

CHAPITRE XXII.

.NAISSANCES — DÉCÈS.

ART. 510. Les naissances de même que les décès seront immédiatement portées à la connaissance du directeur et de l'aumônier.

ART. 511. Le directeur fera, dans les trois jours, la déclaration de la naissance de l'enfant à l'officier de l'état civil, conformément à l'article 53 du Code civil.

ART. 512. La commission prendra les mesures nécessaires pour que l'enfant nouveau-né soit confié, dans le plus bref délai, à sa famille; à défaut de famille, elle le placera en nourrice, ou dans un établissement de charité, en attendant que la commune du domicile de secours, dûment avertie, ait pris les mesures nécessitées par les circonstances.

ART. 515. Le directeur en conformité des art. 80 et 84 du Code civil, fera sur-le-champ, à l'officier de l'état civil, la déclaration des décès.

ART. 514. L'inhumation n'aura lieu qu'après l'expiration des délais et l'accomplissement des formalités ordonnées par l'art. 77 du Code civil.

L'autopsie ne pourra être faite que lorsque la nécessité en sera démontrée et après l'accomplissement des formalités prescrites pour l'inhumation. Il en sera dressé procès-verbal, qui sera transmis à l'inspecteur général du service de santé.

ART. 515. L'inhumation se fera dans le cimetière communal, et les frais en seront supportés par l'administration, sauf la restitution par les héritiers de la décédée, dans le cas de l'art. 518.

ART. 516. Le décès d'une détenue sera annoncé au bourgmestre du domicile de la défunte, avec indication de l'argent (autre que celui provenant des gratifications) et des effets qu'elle aura délaissés. Le bourgmestre sera invité en même temps à en donner avis aux héritiers ou ayant droit.

ART. 517. Tous les effets d'habillement, ainsi que les autres objets appartenant à la détenue décédée, seront déposés dans un magasin à ce destiné, sous la surveillance du directeur. Il en sera tenu note dans un registre ouvert à cet effet.

ART. 518. Les héritiers ou ayant droit de la défunte, après avoir été dûment reconnus, et sur l'exhibition d'un acte de notoriété, seront mis en possession des effets sus-énoncés, avec retenue cependant des frais de l'inhumation; après le terme de deux ans, les dits effets seront vendus, et le produit en sera versé dans la caisse de secours, sauf à en tenir compte aux héritiers s'ils présentent leurs réclamations avant la prescription acquise.

ART. 519. Si la détenue décédée est étrangère, son décès sera annoncé à l'administration supérieure par l'intermédiaire du gouverneur.

CHAPITRE XXIII.

MISE EN LIBERTÉ DES DÉTENUES.

ART. 520. On suivra, pour la mise en liberté des détenues placées sous la surveillance de la police, les dispositions de l'arrêté royal du 28 novembre 1836, et l'instruction spéciale du 1^{er} mars 1839.

Le directeur dressera, le 15 de chaque mois, d'après le modèle prescrit, une liste générale de toutes les détenues à libérer le mois suivant.

ART. 521. Le directeur sera tenu de faire parvenir cette liste dans les cinq jours, au procureur général ou au procureur du roi du ressort où le jugement aura été prononcé. Ce fonctionnaire la revêtira de son *visa* et la renverra, avant la fin du mois, au pénitencier.

ART. 522. Dès que le directeur recevra la liste visée comme il est dit ci-dessus, il dressera les ordres de mise en liberté, qui devront être revêtus du *visa* du bourgmestre de la ville. L'ordre de mise en liberté tiendra lieu de feuille de route à la détenue libérée.

ART. 523. Indépendamment de la liste dont il est fait mention à l'art. 520, le directeur annotera sur une liste dressée en forme d'indicateur, conformément au modèle prescrit, les noms des détenues dont la peine expirera pendant l'année courante, avec indication pour chacune du jour de l'élargissement.

ART. 524. Avant le 15 de chaque mois, le directeur dressera la liste des détenues à libérer dans le trimestre et la transmettra à l'administration supérieure accompagnée de renseignements statistiques, pour chaque libérée.

ART. 525. Les détenues dont le terme de libération approchera, seront tenues de déclarer à l'avance au directeur si elles désirent être admises à la faveur du patronage et dans quel lieu elle entendent fixer leur résidence.

Le directeur les guidera dans le choix de cette résidence, et les instruira des conséquences de leur séjour sans autorisation dans un autre lieu.

ART. 526. La détenue à libérer, sauf le cas de grâce, passera les dix derniers jours de sa captivité dans sa cellule. Elle y recevra, comme lors de son entrée, la visite de la supérieure qui préparera, autant qu'il dépendra d'elle, les relations qu'elle doit renouer avec la société, lui rappellera sa vie passée et fortifiera ses bonnes résolutions pour l'avenir.

ART. 527. On retirera à la détenue sortante les objets appartenant à l'établissement et on lui remettra l'habillement et les effets qu'elle portait à son entrée dans le pénitencier. Un reçu en décharge sera donné de part et d'autre, tant sur le registre de la maison que sur le livret de la détenue, pour les effets qui lui auront été remis et ceux qu'elle aura restitués.

ART. 528. A défaut d'un habillement convenable pour sa sortie, la détenue pourra, en s'adressant à la supérieure, se procurer des vêtements simples à un prix modéré; si son pécule ne suffisait pas pour payer ce prix, l'excédant sera imputé, avec l'autorisation de la commission, sur la caisse de secours dont il est fait mention à l'art. 95.

ART. 529. Si après l'achat de l'habillement, il ne restait plus à la détenue de ressources suffisantes pour se rendre à sa destination, la commission avisera également aux moyens de compléter ces ressources à l'aide du fonds de secours.

ART. 530. Le compte et le livret de chaque détenue seront clos et visés par le directeur, la veille de sa mise en liberté. On lui remettra, sur ce qui lui revient, la somme nécessaire pour ses frais de route; le surplus sera envoyé dans le

plus bref délai et sans frais, par la poste ou par la voie administrative, au comité de patronage du canton de sa résidence.

ART. 331. Si la libérée est étrangère au pays et si l'on ordonne son expulsion, son pécule, déduction faite de la somme qui lui sera donnée pour faire son voyage, sera confié aux agents chargés de sa conduite, qui lui en feront remise à la frontière en présence de l'autorité locale.

ART. 332. Quant aux femmes belges libérées qui manifesteront l'intention de quitter le royaume, on leur remettra la somme nécessaire pour le trajet jusqu'à la frontière; le surplus de leur pécule sera envoyé au bourgmestre de la commune frontière vers laquelle elles seront dirigées au moyen d'une feuille deroute; à leur arrivée à la destination indiquée dans cette dernière pièce, elles recevront le solde qui leur reviendra ainsi que le passe-port à l'étranger qui aura été expédié à l'avance avec le montant du pécule.

ART. 333. L'élargissement des détenues aura lieu, autant que possible, le matin.

ART. 334. Le directeur prendra telles mesures qu'il jugera convenables, pour faire parvenir le plus promptement et le plus sûrement possible les détenues libérées à leur destination.

ART. 335. Si la détenue à libérer est malade, son élargissement pourra être différé jusqu'après sa guérison, ou du moins jusqu'à ce qu'elle puisse être transportée sans danger.

ART. 336. Lorsqu'une détenue doit être extraite ou transférée avant l'expiration de sa peine, soit pour témoigner en justice, soit pour subir un nouveau jugement, les effets d'habillement qu'elle aura déposés à son arrivée pourront, sur sa demande, lui être accordés pendant le voyage.

ART. 337. Chaque condamnée libérée qui, pendant sa détention, aura eu une bonne conduite, recevra à sa sortie de l'établissement un certificat du directeur et de la commission.

CHAPITRE XXIV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 338. Les arrêtés, les instructions et les règlements généraux concernant l'administration des prisons auxquels ne dérogent pas expressément les dispositions du présent règlement, conservent leur autorité et serviront également de guides à la commission, au directeur et aux autres employés de la maison pénitentiaire.

ART. 339. Pour tous les cas non prévus dans le présent règlement, la commission et le directeur prendront telles mesures que les circonstances et la prudence leur suggéreront, avec obligation néanmoins d'en donner immédiatement connaissance au ministre.

Vu et approuvé pour être annexé à notre arrêté du 30 juin 1849.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MAISON DE RÉCLUSION A VILVORDE. — RÈGLEMENT.

2^o Dir. 1^{er} B. n^o 15,562. — Laeken, le 1^{er} juillet 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les articles 53 et 74 de l'arrêté organique sur les prisons, en date du 4 novembre 1824;

Sur la proposition de notre ministre de la justice;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le règlement provisoire ci-annexé de la maison de réclusion de Vilvorde, est approuvé.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SOMMAIRE.

TITRE I. — COMMISSION ADMINISTRATIVE.

- CHAPITRE 1^{er}. — *Composition, organisation et attributions de la commission administrative*, Art. 1 à 28.
 CHAP. II. — *Commissaire de mois*, Art. 29 à 32.
 CHAP. III. — *Trésorier*, Art. 33 à 37.

TITRE II. — ADMINISTRATION INTÉRIEURE.

- CHAP. 1^{er}. — *Composition du personnel*, Art. 38 et 39.
 CHAP. II. — *Directeur*, Art. 40 à 101.
 CHAP. III. — *Sous-directeur*, Art. 102 à 125.
 CHAP. IV. — *Aumônier. — de l'instruction morale et religieuse et du service divin*, Art. 124 à 139.
 CHAP. V. — *Instituteur. — École, lecture, bibliothèque*, Art. 140 à 172.
 CHAP. VI. — *Personnel du service sanitaire*, Art. 173.
 Sect. I. — *Médecin*, Art. 174 à 200.
 Sect. II. — *Chirurgien-pharmacien*, Art. 201 à 207.
 CHAP. VII. — *Personnel du service domestique [et de police]*.
 Sect. I. — *Premier et deuxième commis*, Art. 208 à 211.
 Sect. II. — *Magasinier-dépensier*, Art. 212 à 222.
 Sect. III. — *Portier*, Art. 223 à 226.
 Sect. IV. — *Boulangier, jardinier et commissionnaire*, Art. 227 à 229.
 Sect. V. — *Gardiens*, Art. 230 à 246.
 Sect. VI. — *Frères-surveillants*, Art. 247 à 253.

- Sect. VII. — *Frères infirmiers*. Art. 256.
 § I. *Fonctions du frère-supérieur*. Art. 257 à 265.
 § II. *Fonctions des frères infirmiers*. Art. 266 à 303.
 Sect. VIII. — *Infirmier*. Art. 304 à 324.
 CHAP. VIII. — *Personnel du service des travailleurs*. Art. 325.
 Sect. I. — *Contre-maitres*. Art. 326 à 329.
 Sect. II. — *Magasinier*. Art. 330 à 337.
 Sect. III. — *Premier commis*. Art. 338 à 339.
 Sect. IV. — *Deuxième commis, commis aux écritures et surnuméraires*. Art. 340 à 345.
 CHAP. IX. — *Dispositions complémentaires contenant le personnel des divers services*. Art. 344 à 354.
 CHAP. X. — *Absences et congés. — Remplacements*. Art. 355 à 362.
 CHAP. XI. — *Conférences des employés. — Bibliothèque*. Art. 363 à 367.

TITRE III. — RÉGIME DISCIPLINAIRE.

- CHAP. I. — *Division de la journée. — Mesures d'ordre et de police. — Devoirs des détenus*. Art. 368 à 404.
 CHAP. II. — *Entrée des condamnés dans l'établissement. — Quarantaine*. Art. 405 à 412.
 CHAP. III. — *Classement des détenus. — Récidivistes*. Art. 415 à 425.
 CHAP. IV. — *Mise en cellules*.
 Sect. I. — *Dispositions générales*. Art. 426 à 428.
 Sect. II. — *Régime de quarantaine ou de la 1^{re} catégorie*. Art. 429 à 431.
 Sect. III. — *Régime de punition ou de la deuxième catégorie*. Art. 432 et 433.
 Sect. IV. — *Régime de correction ou de la troisième catégorie*. Art. 434 à 436.
 Sect. V. — *Régime d'encouragement ou de la quatrième catégorie*. Art. 437.
 Sect. VI. — *Mesures communes à toutes les catégories*. Art. 438 à 450.
 Sect. VII. — *Mesures spéciales en ce qui concerne les aliénés enfermés dans le quartier cellulaire*. Art. 451 à 453.
 CHAP. V. — *Punitions et récompenses. — Statistique morale*.
 Sect. I. — *Punitions*. Art. 454 à 459.
 Sect. II. — *Récompenses*. Art. 460 à 464.
 Sect. III. — *Statistique morale*. Art. 465 à 469.
 CHAP. VI. — *Pécules des détenus. — Son emploi et sa comptabilité. — Caisse de secours*. Art. 470 à 482.
 CHAP. VII. — *Visites. — Correspondances*.
 Sect. I. — *Visites aux détenus*. Art. 483 à 489.
 Sect. II. — *Correspondances*. Art. 490 à 494.
 Sect. III. — *Visites d'étrangers*. Art. 495 à 499.
 CHAP. VIII. — *Mises en liberté. — Décès*.
 Sect. I. — *Mise en liberté des détenus*. Art. 500 à 515.
 Sect. II. — *Décès*. Art. 514 à 518.

TITRE IV. — RÉGIME ÉCONOMIQUE.

- CHAP. I. — *Entretien des détenus*.
 Sect. I. — *Nourriture*. Art. 519 à 521.

- Sect. II. — *Cantine*. Art. 522 à 524.
 Sect. III. — *Habillement, coucher, buanderie, lingerie, et comptabilité*.
 Art. 525 à 540.
 Sect. IV. — *Chauffage et éclairage. — Service de propreté. — Mesures d'hygiène*. Art. 541 à 561.
 CHAP. II. — *Constructions et réparations des bâtiments et du mobilier*.
 Art. 562 à 570.
 CHAP. III. — *Adjudications. — Comptabilité*. Art. 571 à 576.
Dispositions générales. Art. 577 à 578.

TITRE PREMIER.

COMMISSION ADMINISTRATIVE.

CHAPITRE PREMIER.

Composition, organisation et attributions de la commission administrative.

ART. 1^{er}. L'administration de la maison de réclusion de Vilvorde est confiée à une commission de huit membres nommée par le roi, sur la proposition du ministre de la justice. Le procureur du roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement de Bruxelles et le bourgmestre de Vilvorde en font partie de droit.

ART. 2. Cette commission porte le titre de *Commission administrative de la maison de réclusion de Vilvorde*.

Les fonctions de ses membres sont gratuites.

ART. 3. Elle est présidée par le gouverneur du Brabant, et, en son absence, par un vice-président, nommé par le roi, parmi les membres de la commission.

ART. 4. En cas d'absence du président et du vice-président, la présidence appartient au membre le plus ancien dans l'ordre des nominations.

ART. 5. La commission est renouvelée, par tiers tous les deux ans.

Le membre nommé en remplacement d'un autre achève le temps de celui qu'il remplace.

Les membres sortants peuvent être renommés.

ART. 6. Il est adjoint à la commission un secrétaire, proposé par la commission, nommé et rétribué par l'administration supérieure.

Il assiste à toutes les séances du conseil de l'administration et des sous-commissions.

Il est chargé de la tenue des procès-verbaux, de la correspondance, des écritures en général, et de leur garde et conservation.

ART. 7. La commission correspond avec l'administration supérieure, par l'intermédiaire du gouverneur; la correspondance est signée par le président et le secrétaire.

ART. 8. La commission est chargée de la surveillance intérieure de l'établissement en tout ce qui concerne la salubrité, la discipline, la tenue régulière des registres d'écroû et autres, le travail, la distribution des gratifications, les rete-

nues, l'instruction religieuse, l'école, la réforme morale des détenus, la conduite des employés, l'entretien des bâtiments et du mobilier.

Art. 9. Chaque année, à la fin du mois de juin, elle transmet à l'administration supérieure le projet de budget des dépenses pour l'année suivante, ainsi que les plans et devis des nouvelles constructions, grosses réparations ou changements à faire aux locaux.

Art. 10. Les cahiers des charges pour les fournitures relatives aux différents services de la prison, sont dressés par l'administration supérieure.

La commission ouvre les soumissions présentées et les transmet au Ministre de la justice qui désigne les adjudicataires.

Elle envoie à l'administration supérieure, après les avoir vérifiés, les divers états de dépenses.

Elle lui transmet aussi tous les renseignements et documents relatifs à l'état et au régime de la prison, ainsi que ses vues, propositions et demandes sur les améliorations dont cet état ou ce régime sont susceptibles.

Art. 11. La commission dresse, à la demande de l'administration supérieure, l'état des détenus qui, par leur bonne conduite et leur assiduité au travail, lui paraissent avoir des titres à la clémence royale.

Art. 12. Elle peut, dans des cas particuliers et lorsque la conduite des condamnés pourra l'y engager, faire directement des propositions de grâce au ministre.

Art. 13. Les propositions de grâce sont toujours accompagnées de l'extrait du compte moral du détenu et de l'avis du directeur.

Art. 14. La commission inflige les punitions que peuvent avoir encourues les surveillants et les employés, sauf l'exception prévue à l'art. 246.

Art. 15. Elle examine, à chacune de ses séances, le rapport du directeur concernant les punitions par lui infligées aux détenus.

Elle détermine les punitions que subiront ceux qui auront commis des faits qui entraînent une répression en dehors des attributions du directeur.

Art. 16. Elle nomme, dans son sein, un trésorier dont les attributions sont déterminées par le règlement d'ordre du 20 novembre 1844.

Art. 17. La commission se divise en sections entre lesquelles sont réparties de la manière suivante, les diverses branches de l'administration :

- 1^o Le régime moral ;
- 2^o Le régime domestique ;
- 3^o Le régime industriel.

Art. 18. Le régime moral comprend : le personnel, la discipline, la police, le classement des détenus, les visites, les correspondances, les punitions, les récompenses, la statistique morale et les propositions de grâce, l'exercice du culte, l'école, la bibliothèque, le patronage des libérés.

Art. 19. Le régime domestique comprend : la nourriture, l'habillement, le coucher, la buanderie, la lingerie, le chauffage, l'éclairage, la propreté, l'hygiène, le service de santé, le mobilier, les bâtiments.

Art. 20. Le régime industriel comprend : le travail, les gratifications, le pécule et sa comptabilité.

Art. 21. La commission s'assemble régulièrement deux fois par mois.

Art. 22. Un des membres, à tour de rôle, est spécialement chargé, pendant la durée d'un mois, de la surveillance de l'établissement.

Le vice-président de la commission visite personnellement plusieurs fois l'établissement dans le courant de l'année.

Art. 23. La commission se conforme, au surplus, pour la tenue de ses séances, le mode de délibérer, la répartition du service de surveillance et des diverses attributions qui lui sont dévolues, au règlement arrêté le 20 novembre 1844, et approuvé le 18 décembre suivant.

Art. 24. Toute mesure extraordinaire que la commission juge à propos de prendre dans l'intérêt de l'établissement, est soumise à l'approbation préalable de l'administration supérieure.

Art. 25. En cas d'urgence, la commission peut néanmoins donner tels ordres que les circonstances exigent, sauf par elle à en donner immédiatement connaissance à l'administration supérieure.

Art. 26. La commission fait, au commencement de chaque année et au plus tard avant le 1^{er} avril, un rapport sur la situation de l'établissement pendant l'exercice écoulé, et sur les changements et améliorations à y apporter.

Ce rapport comprend :

1^o Un tableau général de la population de l'établissement, des entrées, des sorties et des mutations de toute nature ;

2^o Les dépenses, classées par catégories, telles que nourriture, habillement, combustible, éclairage, blanchissage, médicaments, traitements des employés, frais de bureau, etc. ;

3^o Un tableau des dépenses moyennes de la journée de détention ;

4^o Un inventaire des objets de mobilier et des effets en service et en magasin, tant pour l'entretien et l'habillement que pour le travail en matériaux et confections ;

5^o Un tableau de l'état sanitaire, des journées de maladie, des décès, etc. ;

6^o Un compte moral indiquant le nombre et l'espèce de punitions infligées et des récompenses accordées, le nombre des journées de séquestration cellulaire, ainsi que l'analyse du grand livre de statistique morale ;

7^o Un tableau de la situation et des progrès de l'instruction pendant l'exercice écoulé.

Art. 27. Au mois de juillet au plus tard, il est dressé un rapport spécial concernant les constructions et réparations exécutées pendant l'exercice précédent, et les opérations des ateliers. A ce rapport est annexé le relevé des journées de travail, des recettes et dépenses de la fabrique et des comptes courants des détenus.

Art. 28. Les rapports mentionnés aux deux articles qui précèdent sont transmis à l'administration supérieure en joignant au premier les rapports spéciaux du directeur, de l'aumônier, de l'instituteur et du médecin.

CHAPITRE II.

Commissaire de mois.

Art. 29. Le commissaire de mois visite l'établissement aussi souvent que possible, et au moins une fois par semaine.

ART. 50. Il a le droit de se faire rendre compte de tout ce qui se rapporte aux divers services de la maison.

ART. 51. Il reçoit les plaintes, écoute les réclamations, les apprécie, les porte à la connaissance de la commission, lui signale les abus et en provoque la répression.

ART. 52. À l'expiration du mois, il remet à la commission un rapport par écrit sur la manière dont s'est fait le service administratif et de surveillance.

CHAPITRE III.

Trésorier.

ART. 53. Le trésorier fait la recette et la dépense de tous les fonds confiés au manquement de la commission, et, d'accord avec celle-ci, il applique à intérêt toutes les sommes appartenant aux détenus du chef de leur masse de sortie et de leur caisse de dépôt. Ces placements se font à la caisse d'épargne ou en inscriptions au grand livre de la dette publique.

ART. 54. Il est responsable des fonds qu'il a entre les mains et il a sous sa garde tous les titres des fonds appliqués.

ART. 55. Le compte des gratifications, des avances et retenues, qui doit avoir lieu tous les mois, et le décompte général lors de la sortie d'un détenu, dressés par le directeur, sont arrêtés par la commission et visés par le trésorier.

ART. 56. Avant le 1^{er} avril de chaque année, il remet à la commission un état justificatif de l'emploi des fonds avancés par le gouvernement pour payer les gratifications des détenus, et un compte général de la situation de la trésorerie, au 31 décembre précédent. L'approbation de ce compte, par la commission, lui sert de décharge pour sa gestion de l'année, et il en est fait mention au procès-verbal.

ART. 57. Il rend aussi compte de la situation de la caisse, dans le courant de l'année, si la commission ou son président le requiert.

TITRE II.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE.

CHAPITRE PREMIER.

Composition du personnel.

ART. 58. L'administration intérieure de la maison de réclusion de Vilvorde comprend le service domestique et de police et le service des travaux.

ART. 59. Le personnel général de l'établissement est composé comme suit :

- Un directeur ;
- Un sous-directeur ;
- Un aumônier ;
- Un instituteur ;
- Un instituteur adjoint ;
- Un médecin ;

Un chirurgien-pharmacien ;
 Au service domestique et de police sont attachés :
 Un premier commis ;
 Un deuxième commis ;
 Un certain nombre de commis aux écritures et de surnuméraires proportionné aux besoins du service ;
 Un magasinier dépensier ;
 Un certain nombre de gardiens et de frères surveillants préposés aux divers services qui peuvent leur être assignés, y compris les emplois de portier, de cantinier, de boulanger, de jardinier et de commissionnaire.
 Au service des travaux sont attachés :
 Un premier et un deuxième commis ;
 Un certain nombre de commis aux écritures et de surnuméraires proportionné aux besoins du service ;
 Un magasinier ;
 Trois contre-maîtres.

CHAPITRE II.

Directeur.

ART. 40. Le directeur est le chef de l'établissement. Son action s'étend sur toutes les parties du service. Tous les employés indistinctement lui sont subordonnés et lui doivent obéissance, particulièrement dans la partie du service qui leur est confiée.

ART. 41. Il est personnellement responsable de la sécurité de l'établissement et doit y résider constamment ; il dirige et surveille la discipline, la police et les travaux ; il est spécialement chargé d'assister à la réception, à l'inscription sur les registres d'écrou et à la sortie des détenus ; il doit visiter une fois au moins par jour, toutes les divisions de l'établissement ; il transmet au président de la commission administrative, tous les états de mouvement, de consommation et de besoins, et généralement tous les renseignements qui lui sont demandés.

ART. 42. Il est chargé du dépôt et du maniement des fonds et valeurs quelconques qui lui sont confiés. Il s'assure au moins une fois tous les mois que le relevé des espèces en caisse correspond exactement à la balance des livres de caisse tenus par le premier commis, et, en cas d'erreurs, il en donne immédiatement avis à la commission.

ART. 43. Il veille à ce que les employés et les surveillants soient à leurs travaux et à leur poste.

ART. 44. Il examine la liste d'entrée des employés et signale à la commission ceux qui ne se sont pas présentés aux heures fixées.

ART. 45. Il organise un service spécial de surveillance pendant la nuit et règle les heures de ronde, de manière qu'elles ne puissent être connues ni de l'intérieur ni de l'extérieur.

ART. 46. Il détermine, avec le commandant d'armes de la place, les postes et le nombre de sentinelles qui doivent être placées pendant la nuit et pendant le jour.

Il peut en tout temps requérir l'assistance de la force armée.

ART. 47. Il donne, à l'égard des mesures de sûreté, les instructions nécessaires et par écrit au sous-directeur, et il détermine avec lui le nombre de gardiens qui doivent faire le service pendant la nuit.

ART. 48. Il s'assure, dans ses visites journalières des locaux, de l'ordre qui y règne, de l'observation des règles d'hygiène et de propreté : il constate la nécessité des réparations des bâtiments et du mobilier, les signale à la commission administrative, et lui fait connaître les constructions nouvelles qu'il juge nécessaires.

Il examine spécialement les poêles et calorifères, et tous les lieux de la maison où il pourrait se trouver du feu.

ART. 49. Il veille à ce que les gardiens et employés soient toujours revêtus, dans l'exercice de leurs fonctions, de leur uniforme.

Il passe en revue, tous les mois au moins, l'uniforme et l'armement des gardiens.

ART. 50. Tous les dimanches, dans la matinée, il fait l'inspection de la tenue des détenus.

ART. 51. Il prend communication des lettres écrites et reçues par les détenus.

ART. 52. Les lettres qu'il retient sont par lui remises à la commission administrative, avec ses observations.

ART. 53. Il veille à ce que les objets destinés à l'infirmerie et à l'usage des malades soient de bonne qualité.

S'il croit qu'il s'y trouve des objets avariés ou détériorés, il en informe la commission administrative.

ART. 54. Il fait par lui-même ou fait faire tous les jours, le matin après le lever et le soir avant le coucher, l'appel des détenus.

ART. 55. Il veille à ce qu'ils n'aient point en leur possession des couteaux ou tous autres instruments susceptibles de favoriser de mauvais desseins.

ART. 56. Il visite spécialement les détenus placés en quarantaine et dans les cellules, et leur donne des conseils et des instructions sur la conduite à tenir, leur fait connaître les règlements et la discipline de l'établissement, et leur indique les moyens d'éviter les punitions et de mériter des récompenses.

ART. 57. Il assigne aux détenus, d'accord avec le sous-directeur et les contre-maitres, le métier auquel ils seront employés.

ART. 58. Il détermine le minimum de tâche de chaque détenu.

ART. 59. Il choisit les détenus à employer au service intérieur.

Ces choix sont faits de préférence parmi les condamnés placés dans la division de récompense.

ART. 60. Il prend les mesures nécessaires pour l'organisation du service journalier de propreté, le nettoyage et l'arrangement des divers locaux.

ART. 61. Il veille à ce que les comptes des détenus sortants soient régulièrement dressés et clôturés, et à ce que mention du règlement de compte soit faite sur les livrets qui doivent être signés par lui et par les détenus.

ART. 62. Il tient un livre de punitions dans lequel il inscrit, pour chaque

détenu, les fautes et les offenses commises ainsi que les punitions encourues.

ART. 63. Il dresse une table analytique et raisonnée des circulaires et des instructions concernant l'administration générale, et tient un registre des ordres et des instructions qu'il donne lui-même, en vertu de ses pouvoirs.

Il tient un journal dans lequel il fait mention de tous les événements de quelque importance qui ont lieu dans l'établissement, et des observations que peuvent lui suggérer les diverses branches du service dont il a la direction.

ART. 64. Le registre et le journal mentionnés ci-dessus sont représentés à la commission et aux fonctionnaires supérieurs de l'administration des prisons, lors de chacune de leurs inspections.

ART. 65. Il donne son avis chaque fois qu'il en est requis par la commission administrative, l'administration supérieure ou le gouverneur.

ART. 66. Il est spécialement chargé de la répression des fautes disciplinaires commises par les détenus, et inflige directement les punitions lorsqu'elles ne dépassent pas le cercle de ses attributions.

ART. 67. Il mentionne dans son rapport journalier les punitions qu'il a infligées ainsi que les fautes qui les ont provoquées.

ART. 68. Si un détenu se rendait coupable d'une infraction qui entraînerait l'application d'une punition plus sévère que celle que le directeur est autorisé à infliger directement, il pourra faire enfermer le délinquant dans une cellule obscure ou autre jusqu'à la prochaine assemblée de la commission, ou jusqu'à la visite du commissaire de mois. Celui-ci statuera provisoirement.

ART. 69. Il ne peut faire mettre les fers à un détenu que dans le cas d'absolue nécessité, et il en fait immédiatement rapport au gouverneur ou au commissaire de mois.

ART. 70. Si un détenu se rend coupable d'un délit qui, à cause de sa gravité, peut donner lieu à des poursuites judiciaires, le directeur en dresse immédiatement procès-verbal. Ce procès-verbal, dans lequel sont précisées toutes les circonstances du délit, est transmis sans délai au procureur du roi de l'arrondissement.

ART. 71. A chacune des séances de la commission administrative, le directeur soumet à son examen la liste des détenus punis ou à punir avec l'indication des motifs.

ART. 72. Il a le droit, sous sa responsabilité, d'interdire la visite des détenus en punition.

ART. 73. Il a aussi le droit, sous sa responsabilité et pour des motifs graves, de refuser l'entrée de l'établissement aux personnes munies de permissions pour y visiter des détenus, et même de les expulser si elles ne tiennent pas une conduite convenable.

Il mentionne la cause du refus ou de l'expulsion dans le journal destiné à inscrire les visiteurs, et en fait immédiatement rapport à l'autorité qui a délivré l'autorisation de visiter.

ART. 74. Si une maladie contagieuse ou épidémique se manifeste dans l'établissement, il en informe immédiatement la commission administrative, le commissaire de mois et l'inspecteur général du service de santé.

ART. 75. Il tient, conformément au modèle prescrit, une liste dressée en forme

d'indicateur, sur laquelle sont annotés les noms des détenus dont la peine expire pendant l'année courante, avec indication pour chacun du jour de l'élargissement.

ART. 76. Il dresse avant le 15 de chaque mois, d'après le modèle prescrit, une liste générale de tous les détenus à libérer le mois suivant.

ART. 77. Il transmet cette liste dans les cinq jours à la commission administrative et à l'auditeur général, au procureur-général ou au procureur du roi du siège qui a porté l'arrêt ou le jugement de condamnation, pour qu'elle soit par lui visée.

ART. 78. Dès qu'il reçoit cette liste revêtue du visa du fonctionnaire auquel il l'a transmise, il dresse les ordres de mise en liberté qui doivent être revêtus du visa du bourgmestre de la commune.

ART. 79. Dans le cas où un ou plusieurs détenus obtiennent remise de peine, il dresse immédiatement les ordres de mise en liberté, et les fait revêtir du visa du bourgmestre, de manière à retarder le moins possible la sortie des graciés.

ART. 80. Il est tenu d'avertir l'administrateur de la sûreté publique, trois mois à l'avance, de la sortie de tout détenu étranger, en joignant à cet avis les renseignements de nature à faire apprécier le degré de défiance qu'il doit inspirer.

ART. 81. Il veille à ce que tout soit disposé pour la célébration des offices religieux aux heures fixées par le règlement; il s'entend à cet égard avec l'aumônier.

ART. 82. Il veille, sous sa responsabilité, à ce qu'aucun détenu ne soit inquiété dans sa croyance, ni exhorté par qui que ce soit à changer de religion.

ART. 83. S'il découvre que quelque tentative a été faite dans ce but, il en donne immédiatement connaissance à la commission administrative.

ART. 84. S'il découvre chez des détenus un penchant ou une inclination vicieuse plus particulièrement caractérisée, et dont il a lieu de craindre la propagation, il en donne immédiatement connaissance à l'aumônier ou au ministre admis dans l'établissement, avec les éclaircissements nécessaires.

ART. 85. Il a la surveillance de la dépense, des magasins de denrées et de combustible, des effets d'habillement et de coucher, de la lingerie et de la buanderie.

ART. 86. Il dresse, assisté du magasinier, procès-verbal des réceptions ou des rejets des objets livrés, et le fait parvenir immédiatement à la commission.

ART. 87. En cas de rejet, et si l'entrepreneur, dûment averti, ne remplace pas sans délai les objets rejetés, il se pourvoit d'autres denrées aux frais de l'entrepreneur, et en fait rapport à la commission administrative.

ART. 88. Lorsqu'il y a urgence, il est autorisé à acheter, pour les besoins du service, les denrées et autres objets que les entrepreneurs resteraient en retard de fournir ou de remplacer en cas de rejet, sauf à en faire immédiatement rapport au gouverneur et à la commission administrative.

Art. 89. Il veille à ce que les distributions de vivres se fassent régulièrement.

Art. 90. Il ne peut faire aucun achat extraordinaire sans l'autorisation du ministre.

Art. 91. Il prend dans ce cas, de préférence et à prix égal, les objets nécessaires, chez les fournisseurs soumissionnaires.

Art. 92. Lorsque les objets n'ont point été soumissionnés, il les fait acheter suivant l'échantillon et le prix approuvés par le ministre.

Art. 93. Il donne les autorisations nécessaires pour renouveler ou réparer les objets d'habillement, de coucher etc., détériorés, et pour remplacer les trousseaux ou parties de trousseaux mis hors de service.

Art. 94. Aucun objet ne peut sortir du magasin d'habillement qu'après que la délivrance en a été par lui ordonnée.

Art. 95. Il soumet annuellement à l'administration supérieure, par l'intermédiaire de la commission administrative, un état indiquant le nombre de feux et d'appareils jugés nécessaires pour le chauffage et l'éclairage de divers locaux, en indiquant approximativement les quantités de houille, de bois et d'huile nécessaires aux approvisionnements.

Art. 96. Il tient un registre où il inscrit exactement les états journaliers qui lui sont transmis par le médecin, du nombre de malades traités à l'infirmerie et du nombre de journées de traitement.

Art. 97. Il informe sans délai le gouverneur et la commission administrative de tout cas d'aliénation mentale constaté dans l'établissement, afin que sans retard il soit pris les mesures nécessaires pour faire transférer le détenu aliéné dans un hospice ou dans une maison de santé.

Art. 98. En cas de décès, il en fait sur-le-champ la déclaration à l'officier de l'état civil, conformément aux articles 80 et 84 du Code civil.

Art. 99. Le directeur fait parvenir chaque jour à l'administration supérieure, au président de la commission et au commissaire de mois, un rapport indiquant le nombre de détenus présents, les mutations et les événements survenus dans l'établissement.

Art. 100. Au commencement de chaque trimestre, il remet à la commission administrative :

1^o Un état numérique du mouvement de la population et de l'état sanitaire des détenus pendant le trimestre écoulé ;

2^o Un état de situation de l'école, indiquant le nombre d'élèves, les entrées, les sorties, etc. ;

3^o Un état de situation et des mouvements des magasins du service domestique ;

4^o Un état de situation des magasins de la fabrique, des matières premières et des objets confectionnés, etc.

Ces états, certifiés par le directeur et visés par la commission, sont transmis par celle-ci à l'administration supérieure.

Art. 101. Le directeur adresse annuellement à la commission un rapport

détaillé sur chacune des branches de service, sur la conduite, le travail et l'instruction des détenus, sur le personnel de l'établissement, sur les changements et améliorations dont il croit devoir recommander l'introduction. A ce rapport sont joints les relevés statistiques d'après les modèles prescrits, un état du mobilier de la maison, et un état indiquant : a) les effets d'habillement et de coucher, de linge et de chaussure restant en magasin, ainsi que les effets reçus, soit du magasin des travaux de la maison, soit de l'extérieur ; b) les effets délivrés avec distinction des services, et ceux mis au rebut ; c) la récapitulation de la recette et de la dépense, le restant en magasin, ainsi que l'effectif de tous les objets tant en service qu'en magasin.

Ce rapport et ces annexes sont transmis à l'administration supérieure avec le rapport de la commission, conformément à l'article 28 du présent règlement.

CHAPITRE III.

Sous-directeur.

ART. 102. Le sous-directeur habite l'établissement. Il est chargé, sous les ordres du directeur, du contrôle de la police et du service domestique, de la direction et de la surveillance des ateliers et des travaux.

Il doit se trouver continuellement dans l'établissement et ne peut en sortir, sans en avoir obtenu l'autorisation du directeur.

ART. 103. Il a la surveillance directe des employés des deux services, et s'assure qu'ils s'acquittent des devoirs qui leur sont imposés.

Il assigne, d'accord avec le directeur, le poste que chacun d'eux doit occuper.

ART. 104. Il doit plusieurs fois par jour, parcourir successivement les divers locaux, et s'assurer que le service se fait avec exactitude et que l'ordre et la discipline sont rigoureusement maintenus.

ART. 105. Tous les soirs, après la rentrée des détenus dans leurs cellules, il reçoit les rapports que doivent lui faire les gardiens et les frères surveillants.

ART. 106. Il rend, à son tour, compte au directeur de la marche du service, de tout ce qui lui a été signalé ou de tout ce qu'il a découvert par lui-même.

ART. 107. Il veille, d'une manière particulière, à ce que les chaudières, marmites et autres ustensiles servant à la préparation et à la distribution des aliments, soient proprement tenus, à ce que les objets qui en sont susceptibles, soient étamés en temps utile.

ART. 108. Il veille à ce que les pompes à incendie, ainsi que tout ce qui en dépend, soient toujours en bon état.

Il fait, à cet égard, au directeur les propositions qu'il juge nécessaires dans l'intérêt du service.

ART. 109. Il s'assure que les corridors, l'infirmerie et les autres locaux désignés par le directeur sont éclairés pendant la nuit.

ART. 110. Il veille à ce que les portes de l'établissement soient fermées à l'heure prescrite. Les clefs de la porte extérieure et des principaux passages lui

sont remises chaque soir, et, après s'être assuré de la fermeture, il les remet en main du directeur.

ART. 111. Il veille à ce que chaque détenu soit constamment occupé et s'acquitte de la tâche qui lui est imposée.

ART. 112. Le sous-directeur dresse tous les mois les états des objets nécessaires à la fabrication.

ART. 113. Il surveille la réception des objets livrés aux magasins, et veille à ce que ceux-ci soient toujours suffisamment approvisionnés.

ART. 114. Il veille à ce que les fournitures soient faites conformément au cahier des charges.

ART. 115. Il surveille l'achat et la livraison des objets non adjugés.

ART. 116. Il a la surveillance des matières premières qui se trouvent en magasin et des objets fabriqués.

ART. 117. Il s'assure de la régularité de la remise des objets par le magasinier des travaux aux contre-maitres, et par ceux-ci au magasinier, en raison des besoins et de la production des ateliers.

ART. 118. Il veille à ce que les ateliers, les magasins et autres locaux, soient tenus dans le plus grand ordre et dans un état de parfaite propreté.

ART. 119. Il signale au directeur les réparations à faire au mobilier.

ART. 120. Il visite fréquemment les ateliers et les magasins, et s'assure que l'ordre y règne, que les détenus s'acquittent de leur tâche et que l'activité nécessaire est imprimée aux travaux.

ART. 121. Il vérifie toutes les pièces de comptabilité, et en constate l'exactitude en y apposant son visa avant de les soumettre à l'examen et à la signature du directeur.

ART. 122. Il s'assure que les magasiniers tiennent régulièrement les registres sur lesquels ils doivent indiquer, jour par jour, les mouvements qui s'opèrent dans les magasins.

ART. 123. Il rend compte chaque jour au directeur de la marche des divers services et de la manière dont les employés se sont acquittés de leurs devoirs.

CHAPITRE IV.

Aumônier. — De l'instruction morale et religieuse et du service divin.

ART. 124. L'aumônier est tenu d'habiter dans l'intérieur de l'établissement et de se conformer aux règlements de la maison.

ART. 125. Il est investi de la direction spirituelle des détenus qui professent la religion catholique.

Si les besoins du service l'exigent, il peut lui être adjoint un ou plusieurs prêtres auxiliaires désignés à cette fin par l'autorité ecclésiastique.

ART. 126. Hors les heures de travail, l'aumônier visite les détenus pour leur donner l'instruction religieuse.

ART. 127. Il visite journellement les détenus malades, ceux en quarantaine

et ceux en cellule, les instruit de leurs devoirs et cherche à exciter en eux le repentir de leurs fautes, la résolution de les expier par leur bonne conduite, et à les ramener aux sentiments du bien et de l'honneur.

ART. 128. En cas de maladie grave, qui mette le malade en danger, il se rend sans retard, sur les informations que les infirmiers et le médecin doivent immédiatement lui donner, près du malade, pour lui administrer les secours de la religion.

ART. 129. Il donne ou fait donner sous sa direction et sa surveillance, par l'un des frères, une instruction spéciale aux détenus dont il juge l'instruction religieuse insuffisante.

ART. 130. Les dimanches et jours fériés, la grand'messe et le salut sont célébrés dans chacune des deux chapelles. L'aumônier officiant fait, après la messe, un sermon, et, après le salut, une instruction morale alternativement dans les deux langues, française et flamande.

ART. 131. Tous les jeudis, après les travaux, les détenus sont réunis dans les chapelles où on leur fait une instruction comme les dimanches.

ART. 132. L'aumônier dit chaque jour la messe dans l'établissement, à l'heure fixée par la commission, de manière à faciliter aux frères surveillants l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Il célèbre, pour chaque détenu décédé, une messe funèbre à laquelle assistent les détenus du quartier auquel appartenait le défunt.

Cette même célébration a lieu pour les gardiens et les surveillants décédés dans l'établissement.

ART. 133. Indépendamment des exercices dont il est fait mention dans les articles précédents, il y a chaque année, pendant la semaine de Pâques, ou à toute autre époque à déterminer de commun accord avec la commission administrative, le directeur et l'aumônier, une retraite spirituelle, dont les exercices sont calculés de manière à interrompre le moins possible les travaux des détenus. L'ordre de ces exercices est fixé par la commission, le directeur et l'aumônier entendus.

ART. 134. Toute demande de l'aumônier, formée dans l'intérêt du service dont il est chargé, est par lui adressée au directeur, et transmise par celui-ci, avec son avis, à la commission administrative qui la fait parvenir à l'administration supérieure, si elle la trouve fondée.

ART. 135. L'aumônier tient un journal dans lequel il inscrit les observations qu'il peut faire à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, et les notes relatives à la conduite des détenus que quelque circonstance particulière signale à son attention.

Le résumé de ces observations et de ces notes est adressé chaque trimestre, sous forme de rapport, à la commission par l'intermédiaire du directeur.

L'aumônier fournit, en outre, au directeur les renseignements à consigner au registre de statistique morale sur le degré d'instruction religieuse des détenus à leur entrée et à leur sortie.

ART. 136. Il rédige annuellement un rapport général, dans lequel il signale

les faits qui ont particulièrement fixé son attention et les améliorations qu'il croit possible d'introduire.

Ce rapport, adressé à la commission administrative, est par elle transmis à l'administration supérieure.

ART. 157. Les détenus sont obligés d'assister aux exercices de leur culte et aux instructions religieuses de leurs ministres respectifs.

Ils ne peuvent participer aux exercices d'une autre religion.

ART. 158. Les ministres admis à donner l'instruction et les secours spirituels aux détenus étrangers à la religion catholique, se rendent, aussi souvent qu'ils le jugent convenable, à l'établissement pour y accomplir les devoirs de leur charge.

Ces mêmes ministres doivent être invités d'office par le directeur à venir donner les secours spirituels à leurs coreligionnaires détenus, en cas de maladie grave ou de danger de mort.

ART. 159. Pour tout ce qui concerne l'exercice du culte, on se conformera, au surplus, aux dispositions de l'arrêté du 11 octobre 1826, pour autant qu'elles ne sont pas en opposition avec le présent règlement.

CHAPITRE V.

Instituteur. — École, lectures, bibliothèque.

ART. 140. L'instituteur dirige et surveille l'école et l'instruction.

ART. 141. Dans chaque section de l'école il y a un ou deux surveillants qui servent d'auxiliaires et au besoin de suppléants à l'instituteur, et qui l'aident à maintenir l'ordre et la discipline pendant les leçons.

ART. 142. L'instituteur inscrit sur un registre les noms et les n^{os} des détenus qui entrent à l'école, et y mentionne leur degré d'instruction à la date de leur entrée ainsi qu'à leur sortie.

Il indique sur ce même registre la conduite, l'aptitude, le zèle, l'application et les progrès des élèves, ainsi que leur paresse et leur négligence.

ART. 143. L'instituteur s'attache à développer les facultés intellectuelles des élèves, leur enseigne les préceptes de la morale, et dirige leurs lectures de manière à leur inculquer des règles de bonne conduite.

ART. 144. Il s'applique à former une classe spéciale de moniteurs auxquels il enseigne particulièrement l'art de lire à haute voix.

ART. 145. Il choisit, dans cette classe, avec l'agrément du directeur, les élèves qui se distinguent par leur application, leurs progrès et leur bonne conduite, pour s'en faire assister dans l'enseignement des classes inférieures.

ART. 146. Il fait trimestriellement, à la commission administrative, par l'intermédiaire du directeur, un rapport sur la manière dont les élèves se sont acquittés de leurs devoirs, sur les punitions qu'ils ont subies, et propose les récompenses à accorder.

ART. 147. Il fait mention, sur un registre à ce destiné, des décisions prises par la commission en indiquant leur date et leurs motifs.

Le résumé en est porté au livret et au compte moral de chaque détenu en même temps que l'indication de ses progrès.

ART. 148. Indépendamment de la direction de l'école, l'instituteur est spécialement chargé de la tenue des registres de statistique morale, et de tout autre travail qui lui est assigné par l'administration supérieure.

ART. 149. L'instruction est donnée simultanément aux détenus, dans le local à ce destiné.

ART. 150. L'enseignement se donne d'après la méthode mixte, combinaison des méthodes simultanée et mutuelle.

ART. 151. L'enseignement de la classe spéciale des moniteurs comprend les mêmes objets que l'enseignement de l'école primaire; mais il est plus étendu et particulièrement destiné à rendre les élèves aptes à pouvoir seconder l'instituteur.

ART. 152. Les règles d'ordre et de discipline établies pour cette classe sont les mêmes que pour l'école primaire.

ART. 153. Les détenus reçoivent l'instruction dans leur langue maternelle, et sont à cet effet divisés en deux sections : française et flamande. Chacune de ces sections forme trois classes : inférieure, moyenne et supérieure.

ART. 154. La 1^{re} classe comprend les détenus qui sont sans instruction et ceux qui ne savent que lire imparfaitement; la 2^e, ceux qui savent lire, écrire et calculer imparfaitement; la 3^e, ceux qui savent lire, écrire et calculer.

ART. 155. La fréquentation de l'école est obligatoire pour tout détenu âgé de moins de 40 ans.

Une dispense peut être accordée par la commission administrative, qui peut aussi interdire, pour des causes particulières, la fréquentation de l'école.

La dispense et l'exclusion sont prononcées sur le rapport du directeur, et l'exclusion accompagnée d'une punition.

Le tableau des dispenses et des exclusions est soumis chaque semestre à l'administration supérieure avec l'indication des motifs qui les ont provoquées.

ART. 156. La fréquentation de l'école est facultative pour les détenus âgés de plus de 40 ans; néanmoins, une fois admis, ils ne peuvent se retirer qu'avec l'assentiment de la commission administrative.

ART. 157. L'enseignement comprend :

- La religion et la morale;
- La lecture;
- L'écriture;
- L'arithmétique;

Des notions élémentaires de grammaire, d'histoire et de géographie (principalement de la Belgique); le dessin linéaire et les autres connaissances qui peuvent être jugées d'une utilité pratique.

ART. 158. Les leçons doivent avoir lieu tous les jours, excepté le samedi; la durée en est d'une heure et demie. Une demi-heure doit être employée à l'enseignement spécial de la religion par l'aumônier ou par son délégué.

Art. 159. La classe spéciale des moniteurs a lieu quatre fois par semaine, et dure chaque fois au moins une heure.

Art. 160. Le nombre des moniteurs peut varier suivant le mode et la nature de l'enseignement, et la dépense à laquelle donnent lieu les indemnités qu'on leur alloue, est imputée sur les crédits ouverts trimestriellement pour le paiement des gratifications des détenus.

Le nombre des moniteurs est fixé annuellement pour chaque classe par le ministre, sur la proposition de la commission, l'instituteur et le directeur entendus.

Art. 161. L'obéissance est la première obligation des détenus envers l'instituteur; celui-ci doit mettre tous ses soins à maintenir dans l'école, la discipline et le silence.

Art. 162. Il doit veiller à ce que le temps passé à l'école, soit toujours employé de la manière la plus profitable à l'avancement des élèves.

Art. 163. La classe commence et finit par une prière; l'instituteur fait ou fait faire l'appel des élèves dans leurs sections respectives; s'il en est dont l'absence ne peut être justifiée, il en fait rapport au directeur.

Art. 164. Indépendamment de la distinction accordée aux élèves qui peuvent être appelés aux fonctions de moniteur, il peut être fait chaque année une distribution de prix dont la commission administrative détermine la nature et le mode, après avoir entendu le directeur, l'aumônier et l'instituteur.

Art. 165. La commission délègue un ou plusieurs de ses membres qui, de concert avec l'instituteur, jugent les compositions et président aux examens et aux distributions des prix.

Art. 166. Il est fait chaque jour aux détenus, réunis dans leurs quartiers respectifs, une lecture à haute voix, dans les livres spécialement désignés par l'administration supérieure. Ces lectures se font, sous la direction de l'instituteur, soit par les frères, soit par des lecteurs formés à cet effet parmi les détenus.

Art. 167. Les heures de leçon et de lecture sont déterminées par la commission administrative sur la proposition du directeur et avec l'approbation du ministre.

Art. 168. Il est établi une bibliothèque circulante, dont les ouvrages sont mis à la disposition des détenus d'après leur degré d'intelligence et leurs dispositions morales.

La garde et l'entretien de cette bibliothèque sont confiés à l'instituteur. Il inscrit sur un registre à ce destiné les numéros des détenus auxquels les livres sont confiés, le numéro du volume, le jour du prêt et celui de la restitution.

Art. 169. Les détenus auxquels des ouvrages ont été prêtés, doivent les conserver avec soin; ils ne peuvent obtenir tout ou partie d'un nouvel ouvrage, avant d'avoir restitué celui qui leur a été confié.

Art. 170. La commission administrative, sur la proposition du directeur, détermine la peine à infliger au détenu qui a égaré ou détérioré un ouvrage prêté.

Art. 171. Tous les livres qui traitent de la morale et de la religion, doivent avoir obtenu l'approbation de l'autorité supérieure.

ART. 172. L'instituteur peut, d'accord avec le directeur, donner, au moment de sa libération, à chaque détenu qui s'est distingué par sa bonne conduite et son application, un exemplaire de l'un des ouvrages qui ont servi à son instruction.

CHAPITRE VI.

Personnel du service sanitaire.

ART. 173. Le service sanitaire est exercé sous la surintendance de l'inspecteur général du service de santé de l'armée.

SECTION 1^{re}. — Médecin.

ART. 174. Le médecin est chargé de régler, d'accord avec le directeur, et de surveiller tout ce qui concerne le régime hygiénique de l'établissement.

ART. 175. Il assiste, avec le directeur et le chirurgien pharmacien, à la réception des médicaments qui sont fournis par la pharmacie centrale, s'assure s'ils sont de bonne qualité, et signe avec eux les procès-verbaux de réception ou de rejet.

ART. 176. Chaque fois qu'il en est requis, il vérifie, avec le chirurgien-pharmacien, la nature des denrées susceptibles de falsification et de détérioration, et seconde le directeur et le dépensier dans les expertises.

ART. 177. Il règle tout ce qui est relatif au traitement des malades, la tenue des salles sous le rapport de la salubrité, le placement des malades, leur changement de lit et de local.

ART. 178. Il doit visiter l'établissement dans toutes ses parties au moins une fois par semaine, et s'assurer de l'état sanitaire des détenus.

ART. 179. Il fait les propositions qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la salubrité.

ART. 180. Il se rend deux fois par jour à l'établissement : l'une le matin, en été à 7 heures, en hiver à 8 heures ; l'autre l'après-midi, aux heures qu'il fixe de commun accord avec le directeur, pour visiter les malades et les détenus qui réclament ses soins.

ART. 181. Il s'y rend aussi sans délai chaque fois qu'il est appelé par le directeur.

ART. 182. Il indique, dans chacune de ses visites, sur un état distinct, les médicaments et les aliments à donner à chaque malade.

ART. 183. Il visite au moins une fois tous les deux jours les détenus placés au régime cellulaire.

ART. 184. Il inscrit ses visites sur le registre prescrit par les instructions sur la comptabilité.

ART. 185. Dès qu'un détenu se déclare malade, il est visité dans le plus bref délai par le médecin qui, s'il y a lieu, le fait immédiatement transférer à l'infirmerie.

ART. 186. Le médecin signale au directeur les détenus qui auraient feint ou prétexté une maladie ou indisposition.

ART. 187. Dès qu'un détenu est rétabli, il délivre l'ordre de le faire sortir de l'infirmerie.

ART. 188. Lorsqu'un détenu malade se trouve en danger de mort, il en informe sans délai le directeur et l'aumônier; il les informe également des décès.

ART. 189. Il surveille la bonne préparation des médicaments.

ART. 190. Il ordonne, dans les limites du tarif arrêté à cet effet, le régime qu'il juge convenable pour les convalescents.

ART. 191. Il observe, pour tout ce qui concerne les médicaments, la nourriture et les boissons qu'il prescrit aux malades, la simplicité et l'économie, sans priver les malades de ce dont ils ont besoin.

ART. 192. Il tient, d'après le modèle prescrit, un journal dans lequel il inscrit chaque condamné immédiatement après son entrée : il y indique l'état de sa santé au point de vue physique et moral, et y joint les observations qu'il juge nécessaires.

ART. 193. Il inscrit sur ce journal, l'espèce de maladie dont chaque détenu a été atteint pendant la durée de sa détention, et en décrit sommairement la nature, la gravité et les affections chroniques incurables; il indique si leur cause est antérieure à l'entrée du condamné dans l'établissement, ou si elle doit être attribuée au séjour dans la prison.

Il indique, en outre, le nombre de jours que le malade est resté à l'infirmerie, le régime ordinaire ou extraordinaire auquel il a été soumis, les remèdes chirurgicaux ou pansements, les remèdes internes, les accidents survenus pendant le cours de la maladie, la mort ou le renvoi dans le quartier.

ART. 194. Les indications de ce journal sont analysées et résumées dans un rapport annuel, dont copie est envoyée à l'administration supérieure par l'intermédiaire de la commission administrative.

Le journal doit rester déposé dans l'établissement à la disposition de la commission et du directeur.

ART. 195. Dès qu'une maladie contagieuse ou épidémique se manifeste dans l'établissement, le médecin prend d'urgence et d'accord avec le directeur, les mesures nécessaires pour isoler les malades atteints et empêcher le mal de faire des progrès.

Il en informe immédiatement l'inspecteur général du service de santé; le directeur de son côté en fait sans délai rapport au gouverneur et à la commission administrative.

ART. 196. Le médecin ne peut procéder, sauf le cas d'urgence bien constaté, à aucune opération grave, sans avoir au préalable prévenu l'inspecteur général du service de santé qui, s'il le juge nécessaire, assiste à l'opération.

ART. 197. A défaut du consentement du malade à une amputation, et si celle-ci était de nature à ne pouvoir être différée sans danger, l'inspecteur général du service de santé, dûment averti par le médecin, se rendra immédiatement sur les lieux, et prendra telles mesures que de besoin.

ART. 198. Le médecin transmet à la fin de chaque trimestre, à l'inspecteur général du service de santé, et dans la forme à prescrire par lui, un état détaillé des maladies qu'il a traitées pendant cet intervalle.

Il y joint un rapport contenant l'*Historia morborum ac sectionis cadaverum* des prisonniers décédés, ainsi que les observations qu'il aurait faites en cas de maladie remarquable.

ART. 199. Il transmet chaque jour au directeur, un état du nombre des malades traités à l'infirmerie, et du nombre de journées de traitement.

ART. 200. Il fait connaître, dans son rapport annuel, les époques auxquelles les maladies sont le plus nombreuses, les causes du plus grand nombre de maladies à ces époques, et les moyens hygiéniques à mettre en œuvre pour les combattre et les neutraliser; — l'état comparé de la santé des détenus au moment de leur entrée et à celui de leur libération; — le nombre de grâces accordées pendant l'année pour cause de mauvaise santé; — le nombre et la cause des décès et le rapport de ceux-ci à la population,

SECTION II. — *Chirurgien-pharmacien.*

ART. 201. Le chirurgien-pharmacien assiste le médecin dans toutes les parties de son service.

Il le remplace au besoin, avec l'assentiment de l'inspecteur général du service de santé.

ART. 202. Il est particulièrement chargé du service de la chirurgie et de la pharmacie.

Il est responsable de la préparation et de la conservation des médicaments.

ART. 203. Il assiste, avec le médecin et le directeur, à la réception des médicaments qui sont fournis par la pharmacie centrale, et dresse avec eux procès-verbal de leur réception en y mentionnant leur qualité.

ART. 204. Il tient, en conformité des instructions qui lui sont données, toutes les écritures relatives à la comptabilité de l'infirmerie.

Il peut être chargé, en outre, d'insérer dans les registres, dont la tenue est prescrite au médecin, les indications qu'ils doivent contenir.

ART. 205. Il suit, pour les demandes, l'emploi et le compte à rendre des médicaments, ce qui s'observe à cet égard dans les pharmacies militaires.

ART. 206. Les objets nécessaires à la préparation des médicaments et à l'exercice de la chirurgie, qui ne peuvent être tirés du magasin central, tels que l'huile, le savon, le combustible, le luminaire, etc., sont fournis par l'administration de l'établissement sur des bons du médecin.

ART. 207. Dans le cas où il y aurait insuffisance de médicaments, ou si l'on était obligé d'en employer qui ne fissent point partie de la provision, ils seront achetés chez le pharmacien qui aura été indiqué par la commission administrative. On soumettra, tous les six mois, le mémoire de ces achats à l'examen de l'inspecteur général du service de santé, pour être liquidé suivant les formes ordinaires.

Le médecin certifiera, au bas de ce mémoire, que les médicaments y spécifiés ont été jugés par lui indispensables, qu'il les a requis et qu'ils les a reçus.

CHAPITRE VII.

Personnel du service domestique et de police.

SECTION 1^{re}. — *Premier et deuxième commis.*

ART. 208. Le premier commis tient les livres suivants :

A. Le facturier d'achat ;

B. id. de vente ;

C. Le mémorial ;

D. Le dépouillement du mémorial ;

E. Le journal ;

F. Le grand livre ;

G. Le compte des dépenses annuelles ;

H. Le livre de correspondance, ainsi que toutes les écritures qui se rattachent à ces registres.

ART. 209. Il est chargé des écritures relatives à la comptabilité du service intérieur ; à cette fin, il tient un livre général de caisse dans lequel sont immédiatement inscrites, à l'entrée et à la sortie, toutes les sommes reçues et payées, avec indication, dans des colonnes séparées, de la partie du service à laquelle ces paiements ou recettes appartiennent.

Une colonne supplémentaire à l'entrée et une autre à la sortie réunissent toutes les recettes et toutes les dépenses, de telle sorte qu'au moyen d'une addition on puisse savoir quelle est la somme en caisse.

ART. 210. Il est chargé en outre de la conservation des archives.

ART. 211. Le deuxième commis du service intérieur tient les écritures des écrous, des libérations, des transfèrements provisoires ou définitifs, des décès, etc.

SECTION II. — *Magasinier-dépensier.*

ART. 212. Le magasinier-dépensier a, sous la surveillance du directeur, soin des objets qui se trouvent en magasin.

ART. 213. Il veille à ce que les magasins soient toujours approvisionnés.

ART. 214. Il assiste, avec le sous-directeur, à la réception des objets livrés au magasin, et ne peut accepter que des objets de bonne qualité, conformément aux conditions prescrites par l'adjudication.

ART. 215. Le magasin d'effets d'habillement et de coucher neufs et mis hors de service, le dépôt des effets d'habillement et de coucher en service, la lingerie et la buanderie, le combustible et les objets destinés à l'éclairage, sont placés sous sa direction.

ART. 216. Il veille à ce que tous les effets provenant de l'infirmerie soient lavés et placés séparément.

ART. 217. Il fait, après le blanchissage, l'examen et le recensement géné-

ral du linge, des effets d'habillement et de coucher et des autres objets servant à l'usage des détenus.

ART. 218. Il fait rapport au sous-directeur du résultat de son examen.

Ce rapport mentionne :

1^o Le nombre des objets à réparer, en indiquant le nombre d'effets hors de service qui peuvent être employés à ces réparations;

2^o Le nombre d'objets détériorés à renouveler ;

3^o Le nombre d'objets de chaque espèce jugé nécessaire pour remplacer les trousseaux mis hors de service.

Ce rapport est soumis au directeur, qui donne les ordres nécessaires pour les réparations et les renouvellements.

ART. 219. Le magasinier veille à ce que les effets d'habillement et de coucher en magasin soient visités et aérés de temps en temps, pour prévenir leur détérioration.

ART. 220. Il est chargé de la comptabilité générale du magasin et tient tous les livres qui ont un rapport immédiat à ce service.

ART. 221. Pour la justification de la gestion et de la comptabilité du magasin d'habillement et d'effets de coucher, il tient un mémorial sur lequel il inscrit toutes les opérations de la journée, par ordre de date, sans ratures ni lacunes.

Il ouvre un registre indiquant les objets en service, ainsi que ceux qui sont déposés à la lingerie pour servir au rechange.

ART. 222. Indépendamment des écritures dont il est fait mention à l'article précédent, le magasinier tient un registre nominatif des détenus avec l'indication des objets délivrés à chacun d'eux.

SECTION III. — *Portier.*

ART. 223. Le gardien faisant les fonctions de portier est chargé de la garde de la porte extérieure. Il doit veiller particulièrement à ce que rien ne sorte de l'établissement sans la permission du directeur.

ART. 224. Il fait, sur un registre à ce destiné, l'inscription, jour par jour et et sans laisser de blanc, de tous les objets qui entrent dans l'établissement ou qui en sortent, en mentionnant les permis de sortie qui doivent être délivrés par le directeur.

Le directeur vise et arrête chaque jour ce registre.

ART. 225. Il tient un registre sur lequel il inscrit toutes les personnes qui se présentent pour visiter soit les détenus, soit l'établissement; il mentionne l'autorité qui a délivré le permis de visite.

ART. 226. Il remet au directeur, un quart d'heure après l'heure fixée pour l'entrée des employés, la liste de présence sur laquelle ils ont apposé leur signature.

SECTION IV. — *Boulangier, jardinier et commissionnaire.*

ART. 227. Le gardien-boulangier est responsable des denrées qui lui sont confiées et de la bonne préparation du pain.

Il doit veiller à ce que les farines soient de bonne qualité.

ART. 228. Le gardien-commissionnaire est chargé de toutes les commissions tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, de l'entretien et de la propreté des bureaux.

ART. 229. Le gardien-jardinier est chargé de tout ce qui concerne la culture des terres et jardins annexés à l'établissement. Il dirige et surveille les ouvriers préposés à cette culture, et si quelques détenus sont mis à cet effet à sa disposition, il ne peut les perdre de vue un seul instant.

SECTION V. — *Gardiens.*

ART. 230. Les gardiens sont divisés en deux classes, conformément aux arrêtés royaux du 11 décembre 1822, du 15 avril 1844 et du 20 juin 1846. Le directeur, de concert avec le sous-directeur, détermine les divers services auxquels ils doivent être respectivement employés.

ART. 231. Les gardiens doivent suivre avec exactitude et sans réplique, les ordres qui leur sont donnés par le sous-directeur.

ART. 232. Ils doivent se trouver respectivement à leur poste aux heures fixées par les règlements.

Ils ne peuvent, sous aucun prétexte, s'absenter de l'établissement pendant les heures de service, sans en avoir obtenu l'autorisation du directeur.

ART. 233. Les gardiens spécialement préposés aux travaux sont, pendant la durée de ceux-ci, subordonnés aux contre-maitres.

Ils sont tenus de veiller à la police et au maintien de la discipline dans les ateliers, et doivent faire rapport au sous-directeur de tout ce qui a particulièrement fixé leur attention, ainsi que de la manière dont les détenus se sont acquittés de leur travail; lui signaler ceux que leur zèle, leur assiduité et leur aptitude rendent recommandables, et ceux qui se sont fait remarquer par leur peu de soin, leur négligence ou leur paresse.

ART. 234. Les gardiens sont tenus de se conformer rigoureusement aux règlements et de les faire observer par les détenus.

Ils sont obligés de prêter main forte aux frères surveillants à toute réquisition, et même d'office.

ART. 235. Ils ne peuvent jamais perdre de vue les détenus à la surveillance desquels ils sont particulièrement préposés.

ART. 236. Ils maintiennent strictement la règle du silence et empêchent toute communication, tout rapport direct des détenus entre eux.

Ils ne se permettent aucune familiarité avec eux, et ne peuvent, sous aucun prétexte, leur donner ou en recevoir de l'argent, des lettres, du tabac ou tout autre objet quelconque, même après leur sortie de prison.

ART. 237. Ils sont responsables de la propreté des locaux dont la surveillance leur est confiée.

ART. 238. Ils sont responsables de tout dégât commis aux bâtiments, aux métiers, outils, etc., par leur faute ou par suite de leur négligence.

ART. 239. Les gardiens spécialement préposés à la police, visitent chaque jour avec soin les cellules, les couchettes, etc., afin de s'assurer qu'il n'y existe aucune dégradation, ni aucun préparatif d'évasion.

ART. 240. Ils font, à la fin de chaque jour, rapport de leur service au sous-directeur, et lui signalent les faits qui ont particulièrement fixé leur attention.

ART. 241. En cas d'évasion ou de toute autre circonstance grave, les gardiens doivent immédiatement avertir le sous-directeur ainsi que le directeur, et prendre eux-mêmes, suivant les circonstances, les mesures qu'ils jugent nécessaires.

ART. 242. Des gardiens, à tour de rôle et en nombre suffisant, sont logés, de distance en distance, à proximité des cellules.

ART. 243. Ils font au moins une fois le tour des corridors pendant la nuit, et visitent les cellules des détenus que quelque circonstance particulière recommande à leur surveillance spéciale.

ART. 244. Les ordres particuliers concernant ce service leur sont communiqués par le sous-directeur.

ART. 245. Tout manquement à leurs devoirs de la part des gardiens, peut, suivant la gravité des cas, être réprimé :

1° Par l'obligation de faire le service à l'intérieur, en dehors du tour de rôle, pendant un temps qui ne peut dépasser quatorze jours;

2° Par la mise aux arrêts, pendant huit jours au plus, avec ou sans retenue sur le traitement;

3° Par la retenue sur le traitement;

4° Par la suspension des fonctions avec privation du traitement, pendant un mois au plus; et

5° Par la démission.

ART. 246. Les pénalités prévues par les nos 1 et 2 de l'article qui précède, peuvent être infligées par le directeur, qui en fait mention dans son rapport journalier et en informe spécialement la commission. Les autres pénalités, hors la démission, qui ne peut être prononcée que par le ministre, sont infligées par la commission administrative.

SECTION VI. — Frères surveillants

ART. 247. Un certain nombre de frères surveillants, à fixer par l'administration supérieure, sont attachés au service de l'établissement et placés avec les frères infirmiers sous la direction d'un seul supérieur.

Aucun d'eux n'est admis à ce service s'il n'a au préalable été examiné de la manière prescrite par l'administration supérieure, et si sa capacité n'a été constatée.

L'arrêté de nomination fait mention de cet examen et de la capacité reconnue du surveillant.

ART. 248. Les frères sont libres de vivre selon l'esprit de leur institution et d'en observer les règles, mais sans toutefois qu'ils puissent s'en autoriser pour

se dispenser sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, de l'accomplissement intégral des services et de l'observance des règlements intérieurs de la maison, qui doivent recevoir avant tout leur pleine et entière exécution. Ils continuent à être subordonnés, sous le rapport spirituel, mais sous ce rapport seulement, à leur père supérieur général, lequel peut par lui-même ou par tel autre délégué de la congrégation désigné par lui, les visiter et conseiller en tout ce qui concerne l'observance des règles de leur institut.

ART. 249. En ce qui concerne spécialement leur qualité de surveillants, les frères sont soumis aux mêmes règles de discipline et de subordination que les gardiens.

Toutefois, le droit de punir les frères surveillants appartient à leur supérieur dans l'établissement; la commission pouvant de son côté proposer à l'administration supérieure leur suspension avec privation de tout ou partie de leur traitement ou leur renvoi.

ART. 250. La commission ou le directeur a le droit d'interdire tout service au frère qui a manqué gravement à ses devoirs et de le consigner dans son logement. Le directeur fait rapport de toute interdiction ou consigne prononcée par lui à la commission qui prend à cet égard telle décision qu'elle juge nécessaire.

ART. 251. Les attributions et les devoirs des frères surveillants sont déterminés par le directeur qui leur assigne les divers services sur lesquels doit s'étendre leur surveillance.

Ils peuvent être aidés d'un certain nombre de gardiens chargés spécialement de l'ouverture et de la fermeture des portes et de leur prêter main forte au besoin.

ART. 252. Ils récitent les prières du matin et du soir ainsi que celle qui précède et qui suit chaque repas.

Ils peuvent être également chargés de faire les lectures morales, soit pendant les repas, soit dans les réunions du soir, et en général chaque fois qu'elles doivent avoir lieu.

ART. 253. Les frères surveillants ne perdront jamais de vue les détenus confiés à leurs soins; ils maintiendront strictement la règle du silence dans les divers locaux soumis à leur surveillance, et veilleront d'une manière toute spéciale aux relations des détenus pendant les intervalles du repos, de manière à prévenir toute intimité dangereuse, toute possibilité de corruption.

ART. 254. Le supérieur parcourt successivement et plusieurs fois par jour les diverses parties de l'établissement, afin de s'assurer par lui-même de la régularité et de l'exactitude des frères surveillants dans l'exercice de leurs fonctions.

Il rend compte journalièrement au sous-directeur, de la marche générale des divers services confiés aux frères, lui communique immédiatement les faits dont il a connaissance, et met scrupuleusement à exécution les instructions qui peuvent lui être données par le directeur.

ART. 255. Aucun des frères admis dans l'établissement ne peut en être retiré qu'avec l'autorisation du ministre.

SECTION VII. — *Frères infirmiers.*

ART. 256. Un certain nombre de frères, à déterminer par l'administration
1849.

supérieure, sont spécialement préposés au service et à la surveillance de l'infirmierie.

§ 1^{er}. *Fonctions du frère supérieur.*

ART. 257. Le supérieur des frères est particulièrement chargé, sous sa responsabilité personnelle et sous les ordres du directeur, de la surveillance des détenus malades.

Il dirige le personnel de cette surveillance, et règle, d'après les instructions que lui donne le directeur, l'organisation du service qui lui est confié. Il est sous les ordres du médecin et du chirurgien pour tout ce qui se rapporte au service médical et à l'hygiène, et sous les ordres du sous-directeur et de l'aumônier, en ce qui concerne leurs attributions respectives.

En cas de nécessité, le directeur, le médecin et le chirurgien peuvent donner des ordres directs aux frères qui sont tenus de les exécuter.

ART. 258. Le supérieur rend journellement compte au directeur de la marche du service ; il rend de même un compte journalier au médecin de la situation des détenus malades et de l'exécution de ses prescriptions.

ART. 259. Chaque jour, immédiatement après l'ouverture et la fermeture, il remet au sous-directeur le rapport des détenus qui se trouvent à l'infirmierie.

ART. 260. Il ne peut recevoir des objets d'habillement ou de coucher du magasin, que sur un récépissé en double signé par le directeur ; il conserve l'un de ces récépissés pour sa gouverne.

La même règle doit être observée pour les objets rentrés en magasin.

ART. 261. Il remet au directeur toutes les demandes soit pour réparations à effectuer, soit pour renouvellement d'objets mis hors de service et d'effets de linge et d'habillements jugés nécessaires.

ART. 262. Il tient un registre indiquant les objets d'habillement et de coucher qu'il a reçus du magasin et qu'il y a envoyés.

ART. 263. Tous les objets mobiliers, effets d'habillement et de coucher confiés aux soins des frères, lui sont remis sur un inventaire qui est renouvelé tous les ans.

ART. 264. Le supérieur est personnellement responsable des effets qui pourraient s'égarer, se perdre ou se détériorer par négligence qui lui serait imputable ; la valeur des objets perdus ou détériorés est, dans ce cas, retenue sur son traitement.

ART. 265. En cas d'absence ou de maladie, le frère supérieur est remplacé dans ses fonctions par un frère désigné par lui.

§ 2. *Fonctions des frères infirmiers.*

ART. 266. Les frères infirmiers doivent se trouver à leurs postes respectifs depuis l'heure du réveil jusqu'à celle du coucher.

Ils sont tenus d'observer et de maintenir rigoureusement les règlements.

ART. 267. Ils ne perdront jamais de vue les détenus confiés à leurs soins ; ils maintiendront strictement la règle du silence dans les salles, et veilleront d'une

manière toute spéciale aux relations des détenus afin de prévenir toute intimité dangereuse, toute possibilité de corruption.

A cet effet le service est organisé de manière à ce qu'il y ait *constamment* un frère au moins, présent dans chaque salle, de même que dans le préau pendant la promenade.

Aucun frère de service ne peut quitter son poste sans être relevé par un autre frère.

ART. 268. Les frères infirmiers servent les malades en tout ce qui les concerne immédiatement. Les autres travaux d'écurage, de nettoyage, de lavage des vases, etc., se font par les détenus chargés du service domestique mis à cet effet à la disposition et sous la surveillance des frères.

ART. 269. Les détenus attachés au service de l'infirmerie ou qui y entreront n'importe sous quel prétexte, pourront être visités par les frères afin de s'assurer qu'ils ne sont pas nantis d'objets prohibés ou qui pourraient être nuisibles aux malades.

ART. 270. Il est strictement défendu aux malades d'assister les détenus de service dans le nettoyage des salles ou du mobilier.

ART. 271. En cas d'infraction, par les détenus de service à l'infirmerie, aux devoirs qui leur sont imposés, le frère supérieur en avertit immédiatement le directeur qui pourvoit, s'il y a lieu, à leur remplacement.

ART. 272. Un des frères dit dans chaque salle les prières du matin et du soir ainsi que celles qui précèdent et qui suivent les repas.

Les convalescents et les malades en état d'assister au service divin sont accompagnés par un frère à la chapelle.

ART. 273. Le frère indique au malade le lit qu'il doit occuper et lui fait connaître les dispositions relatives à la discipline de l'infirmerie.

ART. 274. S'il est porteur d'argent, le frère en inscrit la somme dans un registre *ad hoc* et dépose le montant au bureau du directeur.

ART. 275. A la sortie de l'infirmerie, les frères s'assureront, sous leur responsabilité particulière, que les détenus qui y ont été traités n'emportent pas d'effets affectés à l'usage des malades. En cas d'affirmative, ils en rendront immédiatement compte au sous-directeur.

ART. 276. Les frères accompagnent le médecin et le chirurgien dans leurs visites et tiennent note des prescriptions alimentaires et des entrées et sorties des malades.

ART. 277. Les ordonnances du médecin, avec l'indication, pour chaque préparation, du nom et du numéro du lit du malade auquel elle est destinée, sont dans le plus bref délai transmises par eux à la pharmacie.

ART. 278. Ils rendent compte au médecin et au chirurgien de l'effet des remèdes, des crises qu'ils ont remarquées et de toutes autres circonstances particulières ou changements survenus dans l'état des malades pendant l'intervalle des visites.

ART. 279. Ils administrent les remèdes d'après les prescriptions du médecin et font les pansements sous les ordres et la surveillance du chirurgien.

ART. 280. Ils règlent la température des salles, ouvrent ou ferment les fenêtres afin de faciliter la circulation de l'air; ils doivent pourvoir à ce que les vêtements et les objets de literie soient propres et tenus en bon état, à ce que les murs, le plancher et le mobilier soient nettoyés fréquemment, etc.

Dans tous les détails de ce service, ils se conforment avec soin aux règles d'hygiène prescrites par le médecin.

ART. 281. Ils font, aux heures fixées, la distribution des aliments aux malades selon les prescriptions du relevé des visites.

Au moment de la distribution, les malades et convalescents qui peuvent se lever se rangent au pied de leur lit pour recevoir les aliments; un des frères indique à haute voix la portion attribuée à chaque malade.

ART. 282. L'échange ou la vente des aliments et des boissons est strictement interdite.

ART. 283. Aucun aliment ni boisson, autres que ceux prescrits par le médecin, ne peuvent être introduits à l'infirmerie, soit par les frères, soit par toute autre personne attachée au service de la prison.

ART. 284. Les frères veillent à ce que deux détenus ne puissent jamais se trouver ensemble au cabinet d'aisance.

ART. 285. Les frères entretiennent en état de propreté les malades qui n'ont pas la force de le faire. Ils ont à leur disposition le linge destiné au service de chaque salle; ils en font la distribution selon les circonstances, et en général au temps fixé.

ART. 286. En envoyant le linge sale au magasinier, ils y joignent une note en double, dont l'une leur est restituée après avoir été signée pour leur décharge.

ART. 287. Les frères ont soin de faire mettre à part et d'envoyer séparément au magasin, le linge des galeux et celui qui a servi aux détenus atteints de maladies épidémiques ou contagieuses.

ART. 288. Ils tiennent une liste exacte des linges et autres objets destinés aux pansements, et les conservent soigneusement.

ART. 289. La surveillance de la cuisine ainsi que la préparation des aliments sont confiées à l'un des frères infirmiers.

ART. 290. Le frère préposé au service de la cuisine fait en même temps le service de la dépense; il reçoit les comestibles et le combustible pour les besoins de l'infirmerie, et tient la main à ce que le service de la cuisine des malades soit fait de manière à prévenir toute soustraction.

ART. 291. Il veille à ce que les portions soient faites et pesées conformément aux prescriptions du relevé des visites.

ART. 292. Le soir, après la fermeture, les frères rendent compte à leur supérieur de la marche du service qui leur est confié.

ART. 293. Ils ne peuvent remettre, sous aucun prétexte, leurs clefs aux détenus; l'ouverture et la fermeture des salles sont faites par les frères eux-mêmes.

ART. 294. Les salles de l'infirmerie sont éclairées le soir, aux heures fixées par le directeur, et pendant toute la durée de la nuit.

ART. 295. Deux frères surveillants ou un plus grand nombre, si on le juge

nécessaire, sont logés de distance en distance dans une cellule attenante aux salles des malades. Ces frères sont tenus de faire alternativement la garde, de manière qu'au moins l'un d'eux soit constamment éveillé et sur pied.

Le surveillant de garde parcourt de temps à autre chacune des salles, afin de s'assurer qu'aucun malade n'a besoin de son aide. Il veille spécialement les détenus atteints de maladies graves ou qui exigent des soins spéciaux.

Ce service est soumis à tel contrôle que peut prescrire le directeur ou la commission.

Rapport est fait, soit par l'infirmier de garde lui-même, soit par le supérieur, au directeur et au médecin lors de la visite, des événements ou circonstances particulières qui se sont passés pendant la nuit.

ART. 296. En cas d'évasion ou de tentative d'évasion ou de toute autre circonstance grave, les surveillants de garde avertissent immédiatement leur supérieur ainsi que le directeur de l'établissement.

ART. 297. Lorsqu'un malade est en danger de mort, un des frères de service en prévient l'aumônier sur l'ordre du médecin ou du chirurgien. Cependant, en cas d'absence de ceux-ci et de danger jugé imminent, il peut de son chef réclamer l'assistance de l'aumônier, sauf à en donner aussi immédiatement avis au directeur et au frère supérieur.

ART. 298. En cas de décès, le frère de service en avertit sur-le-champ le directeur, l'aumônier et le supérieur des frères, en leur indiquant par écrit le nom et le numéro du défunt, ainsi que l'heure de son décès.

ART. 299. Les frères infirmiers se joignent à l'aumônier pour assister le mourant et rendre aux morts les derniers devoirs ; le dépôt à la salle des morts ne peut avoir lieu qu'après que le médecin a constaté le décès.

ART. 300. La clef de la salle des morts est déposée entre les mains du supérieur des frères, qui ne permet à qui que ce soit de s'y introduire sans l'autorisation expresse du directeur ou du médecin.

ART. 301. Le corps du défunt ne peut être enlevé de la salle des morts sans l'ordre du médecin et sans avoir été préalablement examiné par lui.

ART. 302. Sur l'ordre du médecin, le corps du détenu décédé est enveloppé d'un linceul en toile commune et déposé dans un cercueil en présence d'un frère ; le cercueil est porté à la chapelle pour le service religieux.

ART. 303. Les effets de coucher des détenus décédés sont immédiatement enlevés pour être lavés et nettoyés, à moins que le médecin n'en ait ordonné la destruction.

SECTION VIII — *Infirmierie.*

ART. 304. Les malades, à leur entrée à l'infirmierie, sont autant que possible classés d'après la nature de leur maladie.

Les ordres que le médecin peut donner à cet effet doivent être ponctuellement suivis.

ART. 305. Des locaux spéciaux sont affectés au placement et au traitement des détenus atteints de la gale et autres maladies reconnues contagieuses par le médecin.

ART. 306. Les détenus atteints d'aliénation mentale sont placés dans un lieu séparé, jusqu'à ce qu'il ait été pris à leur égard les mesures nécessaires pour leur transfèrement, soit dans un hospice, soit dans une maison de santé.

ART. 307. Les détenus, à leur arrivée à l'infirmerie, sont revêtus du costume des malades; leurs habillements sont nettoyés et mis en dépôt jusqu'à leur guérison.

ART. 308. Le trousseau assigné à chaque lit de détenu malade, est déterminé par les règlements généraux ¹.

ART. 309. Les malades sont placés dans des loges ou alcoves dont les portes doivent rester fermées de manière à empêcher toute communication entre les détenus. Chaque loge est pourvue d'une couchette en fer, d'une table de nuit ou d'un support mobile, d'une chaise, d'une gamelle, d'une cuiller, d'un gobelet, d'une cruche pour les boissons, d'un vase de nuit et de tous les autres ustensiles qui sont jugés nécessaires par le médecin de l'établissement.

ART. 310. Chaque loge porte un numéro au-dessous duquel est suspendue une planchette peinte en noir où l'on inscrit le numéro du classement, le nom du malade et le régime alimentaire qui lui est prescrit.

ART. 311. L'infirmerie est pourvue d'une baignoire sur roulettes, d'un lit mécanique pour les opérations chirurgicales, de thermomètres et d'autres objets mobiliers nécessaires au service des malades.

ART. 312. Toutes les fournitures, les habillements et le linge des malades, sont lavés et renouvelés aussi souvent que le médecin le juge nécessaire. Les matelas sont réparés et rebattus chaque année.

ART. 313. Les fournitures du lit sur lequel un malade est décédé, sont enlevées et remplacées sur-le-champ par des fournitures nouvelles.

ART. 314. En cas de symptômes de contagion, ou lorsque la maladie a été longue ou de nature à endommager les effets de coucher, ceux-ci sont, suivant l'exigence des cas, et sur le rapport du médecin, brûlés, désinfectés ou réparés convenablement.

ART. 315. Il est attribué au service des détenus atteints de la gale, par lit, les effets d'habillement de coucher déterminés par les instructions générales ².

On se sert, autant que possible, d'effets hors d'usage pour composer ce trousseau.

ART. 316. Chaque objet servant aux détenus atteints de la gale, est marqué de la lettre G, et ne peut jamais être confondu avec les autres.

ART. 317. Indépendamment des salles de malades, il y a une salle spécialement réservée aux convalescents, où ils séjournent jusqu'à ce que le médecin juge qu'ils peuvent être renvoyés, sans inconvénient et sans danger, dans leurs quartiers respectifs.

¹ 1 Capote de drap ou de pilou; 1 pantalon id.; 3 chemises de toile blanche; 2 bonnets de coton; 1 paire de pantoufles; 2 paires de bas de laine; 2 cravates; 2 mouchoirs; 2 essuie-mains.

Le trousseau pour le coucher de chaque malade consiste en :

1 paille; 1 matelas de crin et de laine; 1 traversin id.; 1 traversin garni de paille; 3 paires de draps de lit de toile blanche; 2 couvertures de laine.

² 1 chemise; 1 pantalon et une robe de chambre ou une blouse; 1 mouchoir; 1 bonnet de nuit; 1 paire de chaussettes; 1 paire de pantoufles; 2 paillasses garnies de paille; traversin id.; 1 paire de draps de lit; 2 couvertures.

ART. 518. Les détenus malades ou convalescents, ne peuvent descendre au préau ou au parloir, qu'avec l'autorisation du médecin.

ART. 519. Les malades qui sont déclarés par le médecin en état de se rendre à la chapelle, et les convalescents, assistent au service divin.

Ils sont, autant que possible, séparés des détenus en bonne santé.

ART. 520. Les ordonnances du médecin sont transmises à la pharmacie, où on les prépare dans le plus bref délai.

Chaque préparation porte le numéro de classement et celui de la loge du malade auquel elle est destinée, ainsi que la mention de l'usage interne ou externe.

ART. 521. Le mode de fourniture et la comptabilité de la pharmacie, le mode d'alimentation des malades, sont déterminés par les règlements particuliers.

ART. 522. Aucun détenu, lorsqu'il est rétabli, ne peut sortir de l'infirmerie, que sur le vu d'un ordre délivré par le médecin.

ART. 523. Le détenu sortant de l'infirmerie, est revêtu, sur l'ordre du directeur, de ses habillements ordinaires et conduit au quartier auquel il appartient.

ART. 524. Le régime des malades ne peut être prescrit qu'aux détenus admis à l'infirmerie; toute distribution exceptionnelle de vivres de l'infirmerie aux détenus dans les quartiers est expressément interdite.

CHAPITRE VIII.

Personnel du service des travaux.

ART. 525. Le service des travaux embrasse tout ce qui concerne les occupations des détenus. Ces occupations ont principalement pour objet :

1^o La fabrication des étoffes et la confection des objets nécessaires à l'usage des prisons ;

2^o La fabrication et la confection d'objets destinés au service du gouvernement;

3^o La fabrication et la confection d'objets pour compte soit d'établissements publics, soit d'entrepreneurs particuliers, avec l'approbation préalable de l'administration supérieure.

SECTION 1^{re}. — *Contre-maitres.*

ART. 526. Les contre-maitres assistent le directeur et le sous-directeur dans tout ce qui a rapport à la fabrication et à la conservation des objets, ainsi que dans tout ce qui est relatif aux réparations et renouvellements d'outils et de métiers.

ART. 527. Ils signent, conjointement avec le directeur, le sous-directeur et le magasinier, les procès-verbaux d'expertise des objets reçus pour le service des ateliers; ils instruisent et dirigent dans leur travail, les détenus placés sous leurs ordres, leur distribuent l'ouvrage, l'examinent et le reprennent lorsqu'il est terminé; ils veillent à ce que les matières premières, outils, ustensiles, etc., ne soient pas détériorés dans les ateliers par les détenus, et ils sont responsables de toute perte ou détérioration s'il y a de leur faute.

ART. 528. Ils délivrent au magasinier, contre reçu les objets fabriqués ou confectionnés.

ART. 529. Chaque contre-maitre tient :

1° Un livre où sont renseignés, jour par jour, les détails d'exécution des travaux qui leur sont confiés ;

2° Un état pour chaque branche de fabrication indiquant la nature et la quantité des objets délivrés à chaque détenu, la date de la remise ainsi que de la rentrée des objets confectionnés ;

3° Le livret de travail des détenus placés sous sa surveillance.

Il dresse mensuellement les états de travail pour servir à la fixation des gratifications.

SECTION II. — *Magasinier.*

ART. 530. Le magasinier du service des travaux a sous sa responsabilité le magasin des matières premières, des matériaux de construction et des objets fabriqués et confectionnés dans les ateliers.

ART. 531. Il veille à ce que les objets en magasin soient visités et aérés de manière à prévenir toute détérioration.

ART. 532. Il assiste à la réception des objets livrés pour le service des ateliers.

ART. 533. Il tient la main à ce que les objets reçus soient conformes aux conditions prescrites par le cahier des charges, et vérifie particulièrement leur poids et leur mesure.

ART. 534. Il signe, conjointement avec le directeur et le sous-directeur, les procès-verbaux de réception des objets livrés.

ART. 535. Il délivre, sur les bons du directeur, aux contre-maitres, et contre reçus signés par ceux-ci, les matières premières et autres objets nécessaires aux ateliers.

ART. 536. Il reçoit des contre-maitres les objets fabriqués confectionnés dans les ateliers et leur en donne reçu.

ART. 537. Il tient la comptabilité générale des magasins, ainsi que les livres qui ont un rapport immédiat avec ce service.

SECTION III. — *Premier commis.*

ART. 538. Les livres que le premier commis, attaché à la direction des travaux, doit tenir, sont les suivants :

A. Un mémorial général ou main courante ;

B. Le journal ;

C. Le grand livre ;

D. Le compte général conformément aux instructions existantes.

ART. 539. Il tient également les livres auxiliaires suivants :

A. Le livre des factures d'achat, dans lequel sont transcrites littéralement toutes les factures d'achat ;

B. Les livres des ventes où sont transcrites littéralement toutes les factures de vente, livraisons ou envois faits, tant aux départements d'administration générale qu'à chaque prison, y compris celle de Vilvorde ;

C. Le livre de copie des lettres, en tête duquel est placé une table alphabétique ;

D. Le livre des gratifications, servant à tenir lieu d'indicateur au compte général des gratifications à payer pour chaque métier en particulier ;

E. Le registre à souches des objets sortants.*SECTION IV. — Deuxième commis, commis aux écritures et surnuméraires*

ART. 540. Le deuxième commis est chargé de la tenue de la comptabilité des détenus ; il dresse les états de gratifications, tient les comptes-courants de chacun d'eux, et les comptes de la caisse de sortie.

ART. 541. Le livre-contrôle de la caisse de sortie est dressé d'après le grand-livre des comptes-courants des détenus ; il doit être tenu par un autre employé qui vérifie ainsi le travail du deuxième commis, et s'assure qu'il ne s'y est glissé aucune erreur de calcul.

ART. 542. Le livre ou l'état semestriel indiquant le montant de la masse de sortie est aussi tenu par le deuxième commis.

ART. 543. Les livrets des détenus sont tenus d'après le registre des comptes-courants ; ils sont acquittés, après paiement, par les détenus mis en liberté, et remis ensuite au directeur pour être déposés aux archives.

CHAPITRE IX.*Dispositions complémentaires concernant le personnel des divers services.*

ART. 544. Les commis aux écritures et les surnuméraires, tant du service intérieur que de celui des travaux, secondent, dans la partie du service à laquelle ils sont attachés, les premier et deuxième commis, le magasinier et les contre-maitres dans leurs attributions respectives et dans la tenue des écritures.

ART. 545. Les attributions des commis et des autres employés dont il n'est pas fait mention dans les dispositions qui précèdent, sont déterminées par leur spécialité ou réglées par des instructions particulières.

ART. 546. Les directeur, sous-directeur, contre-maitres et gardiens sont tenus de porter constamment l'uniforme dans l'exercice de leurs fonctions.

Les gardiens doivent le porter même à l'extérieur de l'établissement.

ART. 547. Nul employé ne peut entrer avant l'heure fixée pour l'ouverture du matin, ni sortir avant celle de la clôture, si ce n'est avec l'autorisation ou sur l'ordre du directeur.

ART. 548. Les employés logés à l'extérieur signent, à leur entrée, la liste de présence déposée chez le portier.

ART. 549. Les moyens de répression établis par les nos 5, 4 et 3 de l'art. 245, sont applicables aux employés qui ne s'acquittent pas de leurs devoirs.

ART. 550. Nul employé ne peut, sous peine de suspension ou destitution, suivant la gravité du cas :

1° Exercer aucune profession, remplir aucun emploi ou fonction au-dehors de l'établissement, sans une autorisation spéciale du ministre ;

2° S'associer, à quelque titre ou sous quelque dénomination que ce puisse être, soit directement soit indirectement, à des entreprises ou livraisons concernant le service de la maison ;

3° Faire servir à son usage particulier, sans l'autorisation expresse de l'administration supérieure, aucun objet appartenant à l'établissement ;

4° Employer, pour son compte particulier, un ou plusieurs détenus, à moins d'une autorisation expresse de l'administration supérieure et sauf le paiement d'une gratification déterminée en raison de l'emploi ;

5° Accepter d'un détenu, de ses parents, amis ou autres personnes, des dons ou promesses, sous quelque prétexte que ce soit ;

6° Acheter ou vendre, prêter ou emprunter quoi que ce soit aux détenus ;

7° Se charger, sans le consentement du directeur, d'aucune commission pour les détenus ;

8° Exporter aucun effet appartenant aux détenus, sans un permis du directeur, dont il est fait mention dans le registre à ce destiné ;

9° Introduire aucun objet destiné à des détenus, sans l'autorisation du directeur.

ART. 351. Pourra également être révoqué tout employé qui par suite de délégation, saisie-arrests, réclamations de créanciers ou d'autres circonstances, devra être considéré comme étant en demeure ou hors d'état d'acquitter ses dettes.

ART. 352. Les fonctionnaires et employés, leurs femmes et leurs enfants sont traités par le médecin et le chirurgien de l'établissement, et reçoivent, aux frais de l'administration, les médicaments qu'ils prescrivent.

ART. 353. Les gardiens peuvent être traités dans l'établissement. Ils sont placés dans un local séparé de l'infirmerie, et reçoivent, dans ce cas, les vivres attribués aux détenus malades.

ART. 354. Aucune personne, autre que celles qui ont le droit de loger dans l'établissement, ne peut y passer la nuit sans la permission du directeur.

CHAPITRE X.

Absences et congés. — Remplacements.

ART. 355. Nul employé ne peut s'éloigner de son poste ou de l'établissement, sans une autorisation de la commission administrative, si l'absence ne doit durer que deux fois 24 heures, du gouverneur de la province si elle doit être plus longue, et sans un congé de l'administration supérieure, si l'absence doit être de plus de huit jours.

Les absences ne sont autorisées et les congés accordés qu'après avoir entendu le directeur de l'établissement.

ART. 356. Lorsque la commission administrative accorde à un employé la permission de s'absenter, elle en informe immédiatement le gouverneur.

ART. 357. Néanmoins, en cas d'urgence, le vice-président de la commission, le commissaire de mois ou l'un des membres spécialement délégué à cet effet, peut autoriser les absences qui n'excéderaient pas 24 heures, sauf à en donner immédiatement connaissance au gouverneur.

ART. 358. Pendant le jour, le droit d'autoriser les sorties appartient au directeur. Ces autorisations doivent être limitées et réparties, particulièrement en ce qui concerne les gardiens, de manière à ne pas nuire aux divers services de l'établissement.

ART. 359. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, il est remplacé dans l'exercice de ses fonctions par le sous-directeur.

ART. 360. Le directeur, la commission administrative, le gouverneur ou l'administration supérieure, suivant que l'une ou l'autre autorité a délivré la permission d'absence ou de congé, désigne l'employé chargé du service de l'absent.

ART. 361. Lorsque le médecin ou le chirurgien obtient la permission de

s'absenter ou est empêché par un motif quelconque de faire son service, il est tenu d'en donner connaissance à l'inspecteur général du service de santé qui, avec l'autorisation de l'administration supérieure, avise aux moyens de pourvoir aux besoins du service pendant son absence ou son empêchement.

Art. 362. En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque de l'aumônier, il se fait remplacer par un autre prêtre, et en informe le directeur qui en donne avis à la commission.

Si l'empêchement se prolonge au-delà d'un mois, l'autorité ecclésiastique supérieure soumet à l'agrément du ministre de la justice, le prêtre désigné par elle pour remplacer l'aumônier.

CHAPITRE XI.

Conférences des employés. — Bibliothèque.

Art. 363. Le directeur peut, lorsqu'il le juge convenable, réunir sous sa présidence le sous-directeur, l'aumônier, le médecin, l'instituteur et le supérieur des frères, à l'effet de se communiquer les observations qu'ils ont pu faire dans l'exercice de leurs fonctions respectives, et sur les mesures propres à faciliter l'œuvre de la moralisation des détenus.

Les autres employés peuvent, sur l'ordre du directeur, être appelés à ces conférences.

Art. 364. Les observations faites dans les conférences, sont mentionnées dans un procès-verbal et portées dans un registre qui est soumis à la commission dans sa plus prochaine séance.

Art. 365. L'employé chargé de la tenue des procès verbaux est désigné par le directeur.

Art. 366. Indépendamment des réunions mentionnées ci-dessus, les employés peuvent se présenter chaque jour, à l'heure déterminée à cet effet, chez le directeur qui écoute leurs observations et leur donne, s'il y a lieu, les instructions.

Art. 367. Il est institué dans la maison une bibliothèque composée des meilleurs ouvrages sur les prisons, et de tous autres ouvrages que l'administration supérieure juge à propos d'y envoyer. Cette bibliothèque est mise à la disposition des membres de la commission et des employés. Sa conservation est confiée au directeur, qui peut déléguer soit l'instituteur, soit tout autre employé pour en faire le service, distribuer les livres et veiller à leur rentrée.

TITRE III.

RÉGIME DISCIPLINAIRE DES DÉTENUIS.

CHAPITRE PREMIER.

Division de la journée. — Mesures d'ordre et de police. — Devoirs des détenus.

Art. 368. La division de la journée des détenus est réglée d'après un tableau dressé par la commission sur la proposition du directeur, et soumis à l'approbation de l'administration supérieure. (Voir le tableau ci-après.)

TABLEAU DE LA DIVISION DE LA JOURNÉE.

DÉSIGNATION DES ÉPOQUES, DU	AVANT MIDI.					APRÈS MIDI.					HEURE DE L'ÉCOLE.	HEURE DE LA LECTURE.	
	Heure du déjeuner.	Heure du travail.	Repos.	Reprise du travail.	Heure du dîner et du repos.	Marché.	Heure du travail.	Heure du souper et du repos.	Reprise du travail.	Cessation du travail.			Heure du coucher.
1 ^{er} au 15 janvier.	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	4 1/2	»	4 1/2	7	5 1/2 à 7 s.	5 à 5 1/2 s.
16 » 31 »	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	4 1/2	»	4 1/2	7	5 1/2 » 7 »	5 » 5 1/2 »
1 ^{er} » 15 février.	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	5	»	5	7 1/2	6 » 7 1/2 »	5 1/2 » 6 »
16 » 28 »	6 1/2	7	»	»	12	12 1/2	1	5 1/2	»	5 1/2	8	6 1/2 » 8 »	6 » 6 1/2 »
1 ^{er} » 15 mars.	6	6 1/2	»	»	12	12 1/2	1	5 1/2	»	5 1/2	8	6 1/2 » 8 »	6 » 6 1/2 »
16 » 31 »	5 1/2	6	7 1/2	8	12	12 1/2	1	4	4 1/2	6 1/2	7	6 » 7 1/2 m.	6 1/2 » 7 »
1 ^{er} » 15 avril.	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	6 1/2	7	5 1/2 » 7 »	6 1/2 » 7 »
16 » 30 »	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	6 1/2	7	5 1/2 » 7 »	6 1/2 » 7 »
1 ^{er} » 15 mai.	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7	7 1/2	5 1/2 » 7 »	7 » 7 1/2 »
16 » 31 »	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
1 ^{er} » 15 juin.	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
16 » 30 »	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
1 ^{er} » 15 juillet.	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
16 » 31 »	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
1 ^{er} » 15 août.	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
16 » 31 »	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	7 1/2	8	5 1/2 » 7 »	7 1/2 » 8 »
1 ^{er} » 15 septemb.	5	5 1/2	7	7 1/2	12	12 1/2	1	4	4 1/2	6 1/2	7	5 1/2 » 7 »	6 1/2 » 7 »
16 » 30 »	5 1/2	6	7 1/2	8	12	12 1/2	1	5 1/2	»	5 1/2	8	6 1/2 » 8 s.	6 » 6 1/2 »
1 ^{er} » 15 octobre.	6	6 1/2	»	»	12	12 1/2	1	5 1/2	»	5 1/2	8	6 1/2 » 8 »	6 » 6 1/2 »
16 » 31 »	6 1/2	7	»	»	12	12 1/2	1	5	»	5	7 1/2	6 » 7 1/2 »	5 1/2 » 6 »
1 ^{er} » 15 novemb.	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	4 1/2	»	4 1/2	7	5 1/2 » 7 »	5 » 5 1/2 »
16 » 30 »	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	4 1/2	»	4 1/2	7	5 1/2 » 7 »	5 » 5 1/2 »
1 ^{er} » 15 décemb.	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	4 1/2	»	4 1/2	7	5 1/2 » 7 »	5 » 5 1/2 »
16 » 31 »	7	7 1/2	»	»	12	12 1/2	1	4 1/2	»	4 1/2	7	5 1/2 » 7 »	5 » 5 1/2 »

472

1849.

ART. 369. Le directeur peut avancer ou retarder l'heure du lever ou du coucher, eu égard aux circonstances.

ART. 370. Les divers exercices des détenus, le passage d'un lieu dans un autre, sont annoncés au son de la cloche.

ART. 371. Au signal de la cloche pour le lever, les détenus s'habillent, plient leurs effets de coucher, brossent leurs vêtements et leurs chaussures, se lavent les mains, le visage, et se peignent.

ART. 372. Dix minutes après, au second coup de cloche, les portes des cellules sont ouvertes et les détenus se rendent en ordre et en silence dans les réfectoires, où la prière du matin est dite à haute voix.

ART. 373. Après la prière, on fait la distribution du pain et de la boisson. A la suite du déjeuner, les détenus se rendent, suivant la saison, à l'école ou dans leurs ateliers respectifs, où les travaux commencent immédiatement.

ART. 374. Le déjeuner, le dîner et le souper sont servis dans les réfectoires de chaque division; ils sont précédés et suivis d'une courte prière. Pendant la durée des repas, il est fait dans chaque réfectoire une lecture morale ou instructive aux détenus.

ART. 375. Lorsque sonne la cloche du coucher, les détenus passent au réfectoire où l'on récite la prière du soir; puis ils se rendent en ordre et en silence dans leurs cellules respectives, dont les portes sont immédiatement closes jusqu'au lendemain matin.

ART. 376. Pour se rendre d'un local dans un autre, les détenus marchent rangés sur une seule file et en silence.

ART. 377. L'après-midi du samedi est consacré aux mesures d'ordre et de propreté ci-après indiquées :

- 1^o A la distribution du linge propre;
- 2^o Au renouvellement de la paille et à tout ce qui concerne le changement et la propreté des couchettes;
- 3^o Au nettoyage des locaux;
- 4^o A l'exercice des devoirs religieux, tels que la confession, etc.

La succession de ces mesures et l'emploi de l'après-midi du samedi, sont réglés d'après un tableau dressé par la commission sur l'avis du directeur, et soumis à l'approbation de l'administration supérieure ¹.

ART. 378. L'emploi des dimanches et des jours de fête est réglé comme il suit : Le lever a lieu une heure plus tard que les jours ouvrables.

¹ *Emploi de l'après-midi du samedi.*

EN ÉTÉ,		EN HIVER	
De 1	à 4 h., reprise des travaux.	De 1	à 2 h., reprise des travaux.
3	à 4 1/2 • souper et repos.	2	à 4 • nettoyage des locaux.
4 1/2	à 6 1/2 • nettoyage des locaux.	4	à 4 1/2 • souper et repos.
6 1/2	à 7 • inspection de propreté par les chefs des quartiers.	4 1/2	à 1/2 • coucher.
7	• coucher.		
1849,		41	

Le service divin a lieu à 7 heures du matin en été et à 8 heures et demie en hiver.

Immédiatement après le service divin, les détenus passent une revue générale à laquelle préside le directeur.

A la suite de la revue, les détenus se rendent à l'école, qui cesse une demi-heure avant le diner.

L'après-midi est occupé par l'école, les vêpres et le salut.

Pendant la soirée, les détenus sont réunis dans les réfectoires pour faire ou entendre des lectures, ou assister à des instructions. Les exercices sont terminés par la prière du soir, après laquelle a lieu le coucher.

Les détenus appartenant à la division de punition, sont enfermés dans leurs cellules pendant les intervalles qui séparent les divers exercices énumérés ci-dessus.

L'emploi des heures du dimanche, conformément aux règles qui précèdent, est déterminé par un tableau dressé par la commission sur l'avis du directeur, et soumis à l'approbation du ministre ¹.

Art. 379. Pendant les repos, les détenus sont, autant que possible et chaque fois que le temps le permet, réunis dans les préaux sous les yeux des surveillants. Ils s'y livrent à la promenade et à diverses évolutions, en marchant à la file les uns des autres. Toute communication est interdite entre eux pendant les exercices.

Toutefois les vieillards, les infirmes et les détenus occupés à des travaux fatigants peuvent, pendant les intervalles de repos, être dispensés des promenades et demeurer assis aux places qui leur sont assignées.

Art. 380. Lorsque le temps ne permet pas aux détenus de se rendre dans les préaux, le directeur peut, suivant les circonstances, soit les faire rentrer dans leurs cellules pendant la durée des repos, soit les réunir dans les réfectoires, où il leur est fait des lectures ou des instructions.

Art. 381. Si l'on remarquait que la réunion des détenus d'un même quartier dans le préau ou le réfectoire, pendant les intervalles de repos, présente des inconvénients, le directeur peut les partager en deux ou trois sections, en assignant à chacune des heures de repos différentes.

(1) *Emploi de la journée du dimanche.*

EN ÉTÉ.		EN HIVER.	
De 6	à 6 1/2 h., lever des détenus.	De 7	à 7 1/2 h., lever des détenus.
6 1/2	à 7	à 7 1/2	à 8 1/2 • déjeuner et repos.
7	à 8 1/2 • service divin et sermon en français.	8 1/2	à 9 1/2 • office divin et sermon en français.
8 1/2	à 9 1/2 • inspection.	9 1/2	à 10 • inspection.
9 1/2	à 11 1/2 • école.	10	à 11 1/2 • école.
11 1/2	à 12 • promenade.	11 1/2	à 12 • promenade.
12	à 12 1/2 • dîner.	12	à 12 1/2 • dîner.
12 1/2	à 1 • repos.	12 1/2	à 1 • repos.
1	à 3 • école et lectures.	1	à 2 • école ou lectures.
3	à 4 • vêpres et sermon en flamand.	2	à 3 • vêpres et sermon en flamand.
4	à 4 1/2 • promenade.	3	à 3 1/2 • promenade.
4 1/2	à 5 1/2 • souper et repos.	3 1/2	à 4 1/2 • souper et repos.
5 1/2	à 6 • salut et prières du soir.	4 1/2	à 5 1/2 • salut et prières du soir.
6	• coucher.	5 1/2	• coucher.

ART. 382. Les places assignées aux détenus dans les ateliers, les réfectoires, les cellules, les préaux, à l'école et à la chapelle, sont changées fréquemment, d'après un ordre de roulement déterminé par le directeur.

ART. 383. Le service de surveillance est organisé de telle manière que les détenus ne puissent jamais être seuls, ni se soustraire aux regards des surveillants préposés à leur garde. L'ordre de ce service est réglé par le directeur, qui donne à cet égard au sous-directeur les instructions nécessaires.

ART. 384. Aucun détenu ne peut, à aucun titre, être associé au service de surveillance, ni exercer une autorité quelconque sur ses compagnons de captivité.

ART. 385. Il est strictement défendu de confier aux détenus les clefs d'aucun des locaux de l'établissement.

ART. 386. Nul détenu ne peut s'absenter d'un lieu quelconque, sans l'autorisation du surveillant. Cette autorisation se demande au moyen de signes à convenir.

ART. 387. Il est remis à chaque surveillant un nombre déterminé de marques ou signes. Tout détenu qui obtient la permission de s'absenter doit être muni d'un de ces signes, qu'il porte de manière à pouvoir être aperçu par tout employé qu'il rencontre sur son passage. Il remet cette marque au surveillant au moment de sa rentrée.

ART. 388. Nul détenu ne peut s'arrêter dans les cours, corridors, etc., ni demeurer absent au delà du temps rigoureusement nécessaire pour l'objet qui a motivé sa sortie.

ART. 389. Deux détenus ne peuvent jamais se trouver ensemble au cabinet d'aisance.

ART. 390. Les détenus doivent obéir à l'instant, et sans observation, aux ordres des employés, surveillants et gardiens.

ART. 391. Les détenus sont occupés et ne peuvent, dans aucun cas, se refuser à remplir la tâche qui leur est assignée.

ART. 392. Ils sont assujettis au silence le plus absolu pendant le travail, l'instruction, les repas, et généralement pendant tous les exercices prescrits par le règlement.

ART. 393. Ils ne peuvent, sans nécessité, adresser la parole aux surveillants ni à aucun des employés.

ART. 394. Ils ne peuvent interrompre leur travail, alors même que les membres de la commission, des fonctionnaires, employés ou des particuliers visitent les ateliers.

ART. 395. Ils ne peuvent recevoir de l'extérieur aucune denrée ou boisson, ni avoir en leur possession de l'argent monnayé.

ART. 396. Toute somme d'argent qui est trouvée en leur possession, ou qui est introduite clandestinement pour leur être remise, est confisquée au profit de la caisse des secours.

ART. 397. Les jeux de toute espèce sont strictement défendus.

ART. 398. Les ventes, échanges ou prêts entre les détenus sont interdits.

ART. 399. Toute désobéissance, toute infraction à la règle du silence, la paresse, la négligence dans l'accomplissement des différents devoirs, l'infraction des ordres concernant la propreté et l'hygiène, l'irrévérence à la chapelle et pendant les instructions, tout acte d'indécence, le défaut d'ordre et d'application à l'école, toute dégradation ou détérioration, enfin toute infraction au règlement est immédiatement réprimé.

ART. 400. Les articles du règlement qui concernent particulièrement les détenus, sont affichés aux lieux où il leur sera le plus facile de les lire.

Lecture leur en est donnée mensuellement.

ART. 401. Tout détenu peut, par l'intermédiaire d'un des gardiens, faire connaître au directeur les faits dont il a à se plaindre. Le gardien fait immédiatement rapport au sous-directeur qui informe le directeur.

Il peut aussi adresser directement ses réclamations soit au directeur, qui fixe chaque jour une heure pour la réception des détenus, soit au commissaire de mois lors de ses visites.

ART. 402. En outre, il est placé dans chaque réfectoire un tronc pour les réclamations, dont le commissaire de mois a seul la clef, et dont le contenu est communiqué à chaque séance à la commission.

ART. 403. Aucun détenu ne peut adresser ou faire adresser, soit au Roi, soit à l'un des ministres, aucune requête en grâce, sans y avoir, au préalable, été autorisé par la commission.

ART. 404. Toute infraction aux règlements, tout acte répréhensible commis par un détenu est immédiatement porté à la connaissance du sous-directeur ou du directeur par les surveillants ou employés qui en ont connaissance.

Si l'indiscipline est flagrante ou la faute grave, le détenu inculpé peut être mis sur-le-champ en cellule jusqu'à la décision du directeur.

CHAPITRE II.

Entrée des condamnés dans l'établissement. — Quarantaine.

ART. 405. Le condamné, à son entrée, est conduit au greffe où l'on prend son signalement, et on l'inscrit sur le registre de la maison, en lui assignant un numéro de classement.

ART. 406. Le détenu entrant doit déclarer à quelle religion il appartient, et mention de sa déclaration est faite sur les registres.

ART. 407. Après cette inscription, le détenu est conduit par l'un des surveillants dans la chambre des arrivants, où il reçoit la visite du médecin de l'établissement. S'il est reconnu en bon état de santé, on lui fait prendre un bain de propreté.

ART. 408. Après le bain, le condamné est revêtu du costume de la maison, qui porte son numéro de classement sur le bras gauche; on le conduit ensuite dans l'une des cellules où il doit subir une quarantaine aux termes de l'art. 426.

ART. 409. Si le médecin trouve le détenu entrant en état de maladie, il lui

fait revêtir le vêtement réservé aux malades, l'envoi à l'infirmerie et en donne immédiatement avis au directeur.

ART. 410. La quarantaine, dans le cas de l'envoi préalable à l'infirmerie, ne commence qu'après la guérison.

ART. 411. A la sortie de quarantaine, le directeur indique la division dans laquelle le détenu doit être inscrit; il lui est remis un livret et un extrait du règlement qui concerne les devoirs des prisonniers. Il est ensuite conduit par l'un des surveillants à la place qui lui est assignée dans l'un des ateliers.

ART. 412. Les vêtements portés par le condamné à son entrée dans l'établissement, sont vendus à son profit, à moins qu'on ne lui accorde, sur sa demande, l'autorisation de les renvoyer à son domicile.

Le montant du prix de la vente est porté à son compte sur le registre à ce destiné, inscrit sur son livret et versé à sa masse de sortie.

CHAPITRE III.

Classement des détenus. — Récidivistes.

ART. 413. Les détenus sont divisés en deux catégories.

La première comprend les détenus condamnés à la réclusion.

La seconde, les détenus condamnés à une peine correctionnelle, après avoir subi antérieurement une peine criminelle.

La discipline, les exercices, le régime, les travaux sont les mêmes pour les deux catégories, sauf les exceptions portées ci-après.

ART. 414. Les détenus de chaque catégorie sont divisés en trois classes.

La première comprend les détenus dont les antécédents sont le plus défavorables et dont la conduite est mauvaise. Cette classe porte le nom de : *Division de punition*.

La seconde comprend les détenus dont les antécédents, sans être décidément défavorables, et la conduite absolument mauvaise, ont néanmoins besoin d'être soumis à une épreuve plus ou moins longue, avant d'être définitivement classés. Cette classe porte le nom de : *Division d'épreuve*.

La troisième est composée de détenus qui, par leurs antécédents et leur bonne conduite soutenue dans l'établissement, ont des titres à une distinction particulière. Cette classe porte le nom de : *Division de récompense*.

ART. 415. Ces trois divisions, bien qu'astreintes au même régime et aux mêmes exercices, sont néanmoins l'objet de distinctions particulières.

ART. 416. Pour faire reconnaître les détenus qui en font respectivement partie, on adoptera pour chaque division un signe distinctif à l'habillement, à déterminer par la commission sur l'avis du directeur.

ART. 417. Les détenus de la division de punition sont soumis à certaines privations et sont notamment privés de la faculté de recevoir des visites, de correspondre avec l'extérieur, sauf en cas d'urgence et avec l'autorisation spéciale du Directeur, de participer à l'avantage de la cantine; ils sont astreints aux travaux les plus pénibles et privés de toute gratification.

ART. 418. Le passage d'une division dans une autre est prononcé par la commission administrative sur la proposition du directeur. On consulte à cet effet les registres de conduite et de punition.

ART. 419. L'examen qui précède le classement, a lieu au commencement de chaque trimestre.

Les numéros des détenus classés dans chaque division, sont inscrits sur un tableau qui reste affiché dans les locaux.

ART. 420. Le premier classement est opéré par le directeur, d'après les antécédents connus du condamné entrant, les circonstances révélées à l'occasion de sa condamnation, et les notes qui sont transmises par les parquets. Ces notes et ces renseignements sont inscrits et résumés dans les registres de statistique morale.

ART. 421. Un quartier spécial est affecté aux détenus employés au service domestique et à certains travaux auxiliaires.

ART. 422. Les condamnés en récidive à la réclusion, de même que les détenus qui, après avoir été condamnés pour crime, subissent une peine correctionnelle, sont soumis à leur entrée dans la prison et avant leur libération, à une quarantaine double de celle imposée aux condamnés pour un premier délit.

ART. 423. A leur sortie de quarantaine, les récidivistes sont classés pendant les six premiers mois dans la division de punition.

Ce terme peut, suivant les circonstances, être prolongé ou abrégé par la commission, sur l'avis motivé du directeur.

ART. 424. Le taux de la gratification des récidivistes, à leur sortie de la division de punition, sera réduit au taux de celui fixé pour les condamnés aux travaux forcés, et ils seront privés en outre de l'argent de poche.

ART. 425. Le récidiviste admis dans la division de récompense est relevé de toute incapacité, et assimilé en tous points aux autres détenus appartenant à cette division.

CHAPITRE IV.

Mise en cellule.

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales.*

ART. 426. Les cellules sont spécialement destinées :

- 1^o Aux détenus mis en quarantaine à leur entrée et avant leur sortie;
- 2^o Aux détenus auxquels il est infligé des punitions pour des fautes graves et qui, vu leur durée, ne pourraient être subies entièrement dans les cachots sans compromettre la santé des coupables.
- 3^o Aux détenus dont le caractère violent ou les habitudes vicieuses pourraient exercer une influence funeste sur l'ordre et la discipline de l'établissement ou la moralité et la sécurité de leurs compagnons de captivité;
- 4^o Aux détenus dont les antécédents favorables, la bonne conduite ou l'âge peu avancé réclament une exception à la règle ordinaire de l'établissement.

5^o Aux détenus atteints d'aliénation mentale.

ART. 427. Les détenus de la 5^o et 4^e catégories ne peuvent être placés au quartier cellulaire, qu'en vertu d'une autorisation motivée de la commission ou sur l'ordre de l'administration supérieure.

ART. 428. Il y a un régime spécial pour chacune des catégories de détenus mis en cellule.

SECTION II. — *Régime de quarantaine ou de la première catégorie.*

ART. 429. La quarantaine sanitaire et morale d'entrée et de sortie sauf le cas de grâce, est fixée à quinze jours, pour les condamnés du chef d'une première offense, et à un mois pour les condamnés en récidive à la réclusion, de même que pour les détenus qui, après avoir été condamnés pour crime, subissent une peine correctionnelle. Si des circonstances particulières l'exigent, la commission peut abréger ou prolonger la quarantaine. Cependant toute prolongation qui excéderait le double de la durée prescrite dans cet article est subordonnée à l'approbation préalable du ministre de la justice.

ART. 450. Pendant la quarantaine, les détenus en cellule reçoivent, aussi souvent que possible, la visite du directeur, de l'aumônier, de l'instituteur et des membres de la commission administrative, qui chercheront à éveiller chez les condamnés le repentir et la résolution de s'amender.

ART. 451. Des livres pieux et moraux seront mis à la disposition des détenus en quarantaine qui savent lire. Il leur sera donné connaissance des dispositions du règlement intérieur de l'établissement, concernant l'ordre, la discipline et les devoirs des détenus.

SECTION III. — *Régime de punition ou de la deuxième catégorie.*

ART. 432. Les détenus de la deuxième catégorie sont soumis au régime ordinaire du cachot; ils sont privés de travail et de l'usage de l'argent de poche, de la cantine, de la bibliothèque, des promenades, de la correspondance et des visites de leur famille.

ART. 433. Ce régime est appliqué pendant toute la durée de la punition infligée. Après l'expiration de la peine fixée, les détenus restent pour une période déterminée, mais jamais moindre que celle de la punition subie, au quartier cellulaire avec le régime de la troisième catégorie.

Si leur conduite laissait encore à désirer après ce temps d'épreuve, leur séjour au quartier cellulaire peut être prolongé, en suivant à cet égard les formalités prescrites par l'art. 456.

SECTION IV. — *Régime de correction ou de la troisième catégorie.*

ART. 454. Les détenus de la troisième catégorie placés en isolement pour un temps indéterminé, sont soumis au régime alimentaire et de coucher des quartiers.

Toutefois, ils sont privés, pour une période à fixer par la commission au mo-

ment de leur entrée, des faveurs accordées aux détenus dont la conduite n'est pas répréhensible. Cette période ne peut jamais être moindre d'un mois.

ART. 435. Le régime de correction peut être modifié par la commission après expiration du temps de privation fixé, en raison des bonnes dispositions que montrent les détenus cellulés.

ART. 436. Suivant les circonstances, il est facultatif au directeur de leur accorder du travail avec ou sans jouissance de la cantine une fois par jour, ainsi que l'usage de la promenade, de la bibliothèque et de la correspondance avec leur famille, sans qu'il puisse leur être fait aucune autre faveur.

SECTION V. — *Régime d'encouragement ou de la quatrième catégorie.*

ART. 437. Les détenus de la quatrième catégorie sont soumis au régime ordinaire de l'établissement et jouissent de certaines faveurs, telles que celles de recevoir des visites plus fréquentes, de pouvoir correspondre plus souvent avec leur famille; on met constamment à leur disposition, s'ils savent lire, des livres de la bibliothèque, et ils sont l'objet de la sollicitude toute spéciale des frères surveillants, de l'instituteur, de l'aumônier, du directeur et des membres de la commission.

SECTION VI. — *Mesures communes à toutes les catégories.*

ART. 438. La surveillance spéciale du quartier cellulaire est attribuée aux frères religieux.

L'ordre, les attributions et les devoirs de cette surveillance sont déterminés par le directeur. Dans tous les cas la surveillance doit être continue. A cet effet, un ou deux frères couchent au quartier cellulaire pour être à même de satisfaire aux besoins extraordinaires du service de nuit.

ART. 439. Les frères servent également d'auxiliaires à l'aumônier et à l'instituteur pour l'instruction religieuse et l'enseignement élémentaire donné dans les cellules.

ART. 440. Les gardiens ne sont admis dans le quartier cellulaire que par exception, pour prêter leur aide en cas de résistance, et pour les rondes de nuit.

ART. 441. L'entrée du quartier cellulaire est interdite aux détenus des autres quartiers; leur présence ne peut y être tolérée, qu'en vertu d'une autorisation spéciale du directeur, pour le service de propreté des corridors, sans qu'ils puissent jamais être aperçus par les détenus placés à l'isolement.

ART. 442. Chaque détenu est obligé de tenir sa cellule en ordre et dans un état de parfaite propreté. Il ne peut dormir et se reposer pendant le jour sur sa couchette. Il doit s'abstenir de faire aucun bruit et, dans l'intervalle des visites, garder le silence le plus absolu.

ART. 443. Toute infraction à la règle disciplinaire est punie, suivant les cas, de la privation de l'un ou de plusieurs des avantages dont jouissent les détenus en cellule. Les infractions les plus graves peuvent donner lieu à la mise au régime de punition.

ART. 444. Sauf les exceptions portées au présent règlement, les détenus jouis-

sent d'une heure au moins de promenade par jour en plein air, suivant le temps et la saison.

ART. 443. En cas de maladies graves, les détenus en cellule sont transférés à l'infirmerie à la demande du médecin et sur l'ordre du directeur. Si la maladie n'est que légère, ils peuvent être traités dans leurs cellules et mis au régime de l'hôpital suivant les prescriptions du médecin.

ART. 446. Le médecin et l'aumônier visitent au moins tous les deux jours les détenus en cellule, et font, s'il y a lieu, rapport au directeur des observations que leur ont suggérées leurs visites.

ART. 447. Indépendamment de ces visites et des exercices religieux auxquels les détenus soumis au régime cellulaire assistent de même que les autres prisonniers, l'aumônier fait pour les premiers une instruction spéciale au moins une fois par semaine, aux jours et heures à fixer ultérieurement, d'accord avec le directeur et la commission, qui désignent également le local où cette instruction doit avoir lieu.

ART. 448. Des mesures sont aussi prises pour faire participer, autant que possible, les détenus en cellule des troisième et quatrième catégories aux bénéfices de l'instruction scolaire soit que cette instruction puisse être donnée en commun, soit qu'on la donne individuellement à chaque détenu dans sa cellule.

L'emploi de ces mesures est abandonné à la discrétion du directeur et de la commission.

ART. 449. Le commissaire de mois visite au moins une fois tous les quinze jours, et plus souvent si faire se peut, les détenus en cellule. Ceux-ci peuvent en tous cas demander à entretenir les membres de la commission et les fonctionnaires attachés au service de l'établissement.

ART. 450. Tous les six mois il est rendu compte à l'administration supérieure de l'état du quartier cellulaire, des entrées et des sorties, de la situation physique et morale des détenus isolés appartenant à chaque catégorie, et des résultats généraux obtenus par le régime de la séparation.

SECTION VII. — *Mesures spéciales en ce qui concerne les aliénés enfermés dans le quartier cellulaire.*

ART. 451. Les détenus atteints d'aliénation mentale sont provisoirement placés dans le quartier cellulaire sur l'avis du médecin et du directeur, en vertu d'une autorisation de la commission, ou, en cas d'urgence, de son président ou du commissaire de mois.

ART. 452. La garde et la surveillance des détenus aliénés sont confiées aux frères chargés du service du quartier, qui suivent ponctuellement les instructions et les ordres du médecin en ce qui concerne le traitement des malades.

ART. 453. Le directeur, d'accord avec le médecin, prend d'ailleurs toutes les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt des aliénés, et pour empêcher que l'ordre ne soit troublé par leur admission dans le quartier, sauf à en référer immédiatement à la commission ou au gouverneur, en cas d'événement grave ou de difficultés imprévues.

CHAPITRE V.

*Punitions et récompenses. — Statistique morale.*SECTION 1^{re}. — *Punitions.*

ART. 454. Les punitions sont les suivantes :

Privation de l'usage du pécule, de l'autorisation de correspondre, de recevoir des visites et de toutes autres faveurs ou distinctions ;

Retenues ou privation de gratifications ;

Réprimandes adressées publiquement ; mise à l'ordre du jour ; signes distinctifs à l'habillement ;

Séquestration cellulaire, avec ou sans interdiction du travail ou de la lecture, avec ou sans réduction de nourriture ;

Mise au cachot au pain et à l'eau ;

Renvoi dans une division inférieure ;

Proposition de retirer, en tout ou en partie, les grâces accordées.

ART. 455. Ces punitions peuvent être infligées soit séparément, soit cumulativement ; elles sont prononcées par le directeur avec les restrictions suivantes :

ART. 456. Lorsque la faute est de nature à entraîner une punition sévère et une réclusion de plus de 14 jours, il en est fait rapport à la commission administrative qui en détermine le mode et la durée, sans cependant que la séquestration cellulaire ou la peine du cachot puisse excéder quatre mois, et six mois en cas de récidive.

ART. 457. C'est aussi la commission administrative qui, sur le rapport du directeur, décide s'il y a lieu de prononcer des retenues sur les gratifications ou leur privation, de provoquer le retrait, en tout ou en partie, des grâces accordées, et de prononcer le renvoi dans une division inférieure.

ART. 458. Dans le cas de mise au pain et à l'eau, pour plus de trois jours, il est accordé, de jour à autre, le régime ordinaire au détenu en punition.

Le détenu mis au pain et à l'eau, reçoit en plus 1/2 ration de pain.

ART. 459. Les punitions sont inscrites, avec l'indication des motifs qui les ont provoquées, au registre spécial des punitions, au livre de statistique morale et dans les livrets des détenus qui les ont subies.

SECTION II. — *Récompenses.*

ART. 460. Les récompenses décernées à la bonne conduite, à l'application, au zèle et au progrès dans le travail et à l'école, aux actes méritoires quels qu'ils soient, sont les suivantes :

1^o Admission à certains emplois de confiance, au service domestique, à certains travaux exceptionnels ;

2^o Éloges adressés publiquement aux détenus qui les ont mérités ;

3^o Passage d'une division inférieure dans une division supérieure ;

4^o Proposition de grâce ou de réduction de peine.

ART. 461. Les récompenses mentionnées dans les nos 1 et 2 de l'article qui

précède, sont accordées par le directeur qui en fait rapport par écrit à la commission.

ART. 462. Les propositions de grâce ou de réduction de peine ne peuvent être faites, hors les cas extraordinaires, qu'en faveur des détenus qui ont fait partie, pendant au moins deux trimestres consécutifs, de la division de récompense.

ART. 463. Les récompenses et les réductions de peine, sont, ainsi que les punitions, inscrites au registre de statistique morale et dans les livrets des détenus.

ART. 464. La proclamation des récompenses et des punitions est faite chaque semaine, à la suite du service divin, en présence de tous les détenus.

SECTION III. — *Statistique morale.*

ART. 465. Il est tenu, par l'instituteur, un registre de statistique morale où chaque détenu a son compte ouvert; ce compte comprend non-seulement les renseignements envoyés par les chefs des parquets, mais encore toutes les autres indications qu'on peut juger convenable d'y consigner.

ART. 466. À la suite de ces renseignements, et à partir du premier jour de l'entrée du condamné dans l'établissement, on inscrit, à son compte, sous des titres distincts, les actes d'une conduite méritoire, les récompenses qu'il a méritées, les fautes qu'il a commises et les punitions qu'il a encourues.

ART. 467. Les inscriptions sur le registre de statistique morale n'ont lieu qu'après examen des registres particuliers, indiquant la conduite des détenus, que doivent tenir le directeur, le sous-directeur, l'aumônier, l'instituteur, le médecin, et en conséquence des renseignements qui y sont consignés.

ART. 468. Rien n'est inscrit au registre de statistique morale sans l'approbation de la commission administrative à laquelle le directeur communique ses propositions.

ART. 469. On observe au surplus scrupuleusement, pour tout ce qui concerne la tenue de la statistique morale, les dispositions de l'arrêté du 13 juillet 1851, et des instructions données postérieurement à ce sujet.

CHAPITRE VI.

Pécule des détenus. — Son emploi et sa comptabilité. — Caisse de secours.

ART. 470. Le pécule du détenu se compose de l'argent déposé par lui à son entrée, du produit de la vente de ses effets, du montant de ses gratifications affecté à la masse de réserve, et généralement de toute somme qui peut lui parvenir pendant sa détention. Ce pécule est placé ainsi qu'il est dit à l'article 35.

ART. 471. Les détenus reçoivent, à titre de gratification, les sommes allouées par le tarif pour leur travail.

ART. 472. Ils sont, autant que possible, rétribués à la pièce.

ART. 473. Ils ne jouissent de la gratification, que dans le cas où ils ont atteint le minimum de tâche déterminé par le directeur.

Dans le cas contraire, il peut leur être fait une retenue équivalente au déficit constaté.

ART. 474. Les gratifications sont divisées en deux parties, conformément aux dispositions des règlements généraux : l'une est mise à la disposition des détenus pendant leur captivité et forme *l'argent de poche*; l'autre forme leur *masse de réserve* et sert à accroître leur pécule.

ART. 475. Le pécule sert à fournir au détenu les vêtements à sa sortie, à lui procurer les frais de route jusqu'au lieu de sa résidence, et à lui assurer les moyens de subvenir à son existence dans les premiers temps de sa libération.

ART. 476. Le détenu, dans certains cas, dont la commission administrative est juge, peut être autorisé à disposer d'une partie de la masse de réserve.

Cette autorisation toutefois ne peut lui être donnée qu'autant que son pécule soit assez élevé pour qu'il puisse, indépendamment de la somme dont il dispose, fournir à son habillement et à ses premiers besoins au moment de sa libération.

ART. 477. Le montant des gratifications mensuelles est inscrit au livret de chaque détenu. Ce livret contient deux divisions consacrées, l'une à la quotité du pécule, l'autre à l'emploi qui en a été autorisé pendant la détention ainsi qu'aux retenues.

ART. 478. L'administration supérieure se réserve le droit de prélever les frais de justice et les amendes sur les sommes appartenant aux détenus, quelle qu'en soit l'origine.

Ce prélèvement a toujours lieu avant la remise du pécule des détenus décédés à leurs héritiers.

ART. 479. Le pécule des détenus décédés, déduction faite de la masse appliquée au profit du patronage des libérés aux termes de l'article 29 de l'arrêté royal du 14 décembre 1848, est versé, jusqu'à ce qu'il soit réclamé, dans la caisse de l'État.

ART. 480. Il est formé une caisse de secours pour les détenus qui, à leur sortie, n'auraient pas des moyens de subsistance et qui n'auraient pu, pour des causes indépendantes de leur volonté, accumuler une somme suffisante pour satisfaire à leurs premiers besoins.

ART. 481. Le Ministre de la justice détermine annuellement, d'après le compte qui lui est donné, la quotité à réserver au profit de la caisse de secours sur les ressources affectées à l'œuvre du patronage des condamnés libérés.

ART. 482. Le compte de l'emploi des fonds de la caisse de secours est soumis, tous les trois mois, à la commission administrative, et le résumé en est envoyé tous les ans, avec le compte général, à l'administration supérieure.

CHAPITRE VII.

Visites. — Correspondances.

SECTION 1^{re}. — *Visites aux détenus.*

ART. 483. Toute visite d'étrangers aux détenus est interdite, sauf dans les cas graves et exceptionnels dont l'appréciation est laissée au gouverneur.

ART. 484. Les visites des proches parents ne sont permises que sur un ordre écrit du gouverneur ou du vice président de la commission administrative. Ce n'est qu'exceptionnellement et en cas d'urgence, que le directeur peut autoriser ces mêmes visites, sauf à en faire mention dans son journal.

ART. 485. Toutefois le directeur peut permettre la visite des détenus aux père, mère, époux, enfants, frères, sœurs, oncles, tantes et tuteurs porteurs d'un certificat constatant leur qualité et délivré par le bourgmestre de leur résidence.

ART. 486. Les visites se font au parloir, en présence de l'un des surveillants. La faveur de les recevoir n'est accordée qu'aux détenus qui se comportent bien et seulement une fois par trimestre.

ART. 487. Les jours et heures et la durée des visites sont fixés par le directeur, qui peut néanmoins y déroger dans des cas particuliers.

ART. 488. Il est strictement défendu aux visiteurs de rien introduire dans l'établissement ni de rien donner aux détenus.

ART. 489. Les détenus atteints de maladies graves ou obligés de garder le lit, peuvent, sans même qu'ils en aient manifesté le désir, recevoir des visites sur un ordre signé par le directeur, qui prend, au préalable, l'avis du médecin.

SECTION II. — *Correspondances.*

ART. 490. Ce n'est que les dimanches et fêtes, et avec la permission du directeur, qu'il est loisible aux détenus d'écrire des lettres.

ART. 491. Toutefois la faveur d'écrire ne peut être accordée aux condamnés, qu'une fois toutes les six semaines.

ART. 492. Toutes les lettres écrites par les détenus, ou qui leur sont adressées, à l'exception des réclamations dont il est parlé à l'article 402, sont soumises préalablement à leur envoi ou à leur remise, au visa du directeur.

ART. 493. Remise est faite à la commission des lettres dont le directeur n'a pas cru pouvoir autoriser la délivrance ou l'expédition.

ART. 494. En tous cas les parties des lettres adressées aux détenus, qui seraient de nature à leur donner l'espoir de quelque grâce, sont soigneusement biffées.

SECTION III. — *Visites d'étrangers.*

ART. 495. Nul, si ce n'est les membres de la commission, les magistrats et les fonctionnaires de l'administration supérieure dans l'exercice de leurs fonctions et les personnes qu'ils accompagnent, n'est admis dans l'intérieur de l'établissement, sans l'autorisation de l'administration supérieure ou du gouverneur de la province.

ART. 496. Cette autorisation n'est accordée qu'aux personnes du sexe masculin, sauf les exceptions qui peuvent être faites à raison de la qualité des visiteurs ou du motif de la visite.

ART. 497. Les visiteurs sont accompagnés par le directeur, le sous-directeur, ou l'un des surveillants. Il leur est interdit d'adresser la parole aux détenus.

ART. 498. Il est strictement défendu aux employés de rien recevoir des visiteurs.

ART. 499. Un registre, déposé dans les bureaux de l'administration, est destiné

à l'inscription du nom des visiteurs, qui peuvent y faire les observations que leur aura suggérées leur visite. Copie de ce registre est envoyée à l'administration supérieure, à la fin de chaque année.

CHAPITRE VIII.

Mise en liberté. — Décès.

SECTION 1^{re}. — *Mise en liberté des détenus.*

ART. 500. On suit, pour la mise en liberté des détenus placés sous la surveillance de la police, les dispositions de l'arrêté royal du 28 novembre 1838, et l'instruction spéciale du 1^{er} mars 1859.

ART. 501. Tout détenu dont le terme de libération approche, est obligé de déclarer à l'avance au directeur dans quel lieu il entend fixer sa résidence afin de faciliter l'emploi de mesures prescrites dans l'intérêt de son avenir.

Le directeur le guide dans le choix de cette résidence, et l'instruit des conséquences de son séjour sans autorisation dans un autre lieu.

ART. 502. On retire, au détenu sortant, le costume de l'établissement, et on lui procure les effets d'habillement nécessaires pour qu'il soit convenablement vêtu.

ART. 503. La valeur des effets qui lui sont délivrés à sa sortie, est imputée sur le montant de son pécule, et elle est portée sur son livret.

ART. 504. Si son pécule ne suffit pas pour payer le prix des effets d'habillement qui lui sont fournis, la valeur ou l'excédant est imputé sur la caisse de secours.

ART. 505. Si, après l'achat de l'habillement, il ne reste plus au détenu une somme suffisante pour se rendre à sa destination, le directeur avise aux moyens de compléter ses ressources à l'aide du fonds de secours.

ART. 506. Le jour de sa mise en liberté on remet au détenu, sur ce qui lui revient, la somme nécessaire pour ses frais de route; le surplus est adressé dans le plus bref délai et sans frais, par la poste ou par la voie administrative, au comité de patronage du canton de sa résidence.

ART. 507. Si le libéré est étranger à la Belgique et si l'on ordonne son expulsion, sa masse de sortie, déduction faite de la somme qui lui est remise pour faire son voyage, est confiée aux gendarmes de l'escorte qui lui en font la remise à la frontière, en présence de l'autorité locale.

ART. 508. Quant aux Belges libérés qui manifestent l'intention de quitter le royaume, on leur remet la somme jugée nécessaire pour le trajet jusqu'à la frontière; le surplus de leur masse est envoyé au bourgmestre de la commune frontière vers laquelle ils sont dirigés au moyen d'une feuille de route; à leur arrivée à la destination indiquée dans cette dernière pièce, ils reçoivent le solde qui leur revient ainsi que le passe-port à l'étranger qui a été expédié à l'avance avec le montant du pécule.

ART. 509. L'élargissement des détenus a lieu, autant que possible, le matin.

ART. 510. L'acte de mise en liberté délivré par le directeur, est visé par le bourgmestre et sert de feuille de route au détenu libéré.

ART. 511. Le directeur prend, s'il y a lieu, telles mesures qu'il juge convenable, pour faire parvenir le plus promptement et le plus sûrement possible, les détenus libérés à leur destination.

ART. 512. Si le détenu à libérer est malade, son élargissement peut être différé jusqu'après sa guérison, ou du moins jusqu'à ce qu'il puisse être transporté sans danger.

ART. 513. Chaque condamné libéré qui, pendant sa détention, a eu une bonne conduite, reçoit, à sa sortie de l'établissement, une déclaration du directeur; elle est inscrite sur sa feuille de mise en liberté.

SECTION II. — *Décès.*

ART. 514. L'inhumation n'a lieu qu'après les délais et les formalités ordonnés par l'article 77 du code civil. L'autopsie ne peut avoir lieu que lorsque la nécessité en est démontrée et qu'après l'accomplissement des formalités prescrites pour l'inhumation. Il en est dressé procès-verbal, qui est transmis à l'inspecteur général du service de santé.

ART. 515. L'inhumation se fait dans le cimetière de l'établissement, et les frais en sont supportés par l'administration, sauf la restitution par les héritiers du décédé dans le cas de l'art. 517.

ART. 516. Le décès d'un détenu est annoncé au bourgmestre du domicile du défunt, avec indication de ce qu'il a délaissé, et avec invitation de faire connaître aux héritiers qu'ils doivent faire leur réclamation dans le terme de deux années.

ART. 517. Les héritiers ou ayant-droit du défunt, après avoir été dûment reconnus, et sur l'exhibition d'un acte de notoriété, sont mis en possession des objets délaissés par le détenu décédé, avec retenue cependant des frais de l'inhumation s'ils n'ont pas déjà été perçus sur le pécule, et moyennant de se présenter endéans les deux ans. Ce terme écoulé, les objets susdits sont vendus publiquement; le produit en est versé dans la caisse de l'État.

ART. 518. Si le détenu décédé est étranger, son décès est annoncé à l'administration supérieure par l'intermédiaire du gouverneur.

TITRE IV.

RÉGIME ÉCONOMIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Entretien des détenus.

SECTION 1^{re}. — *Nourriture.*

ART. 519. Chaque détenu reçoit journellement, le matin, une boisson chaude et une ration de pain de seigle de 62 1/2 décagrammes.

Le pain n'est distribué que 12 heures au moins après la cuisson.

Au dîner il reçoit la soupe et au souper un potage.

Le pain, la soupe, le potage et la boisson chaude sont composés et distribués de la manière déterminée par les règlements généraux ¹.

¹ Arrêté royal du 3 juillet 1936 :

ART. 1^{er}. La composition des soupes distribuées dans les prisons de l'État reste, pour 100 personnes, définitivement déterminée comme suit :

A. --- Soupe à la viande.

10 kilogrammes	de viande;
7	--- de pain;
20	--- de pommes de terre;
7	--- de riz;
5	--- de légumes;
1	--- 50 décagrammes de sel;
	3 décagrammes de poivre.

Cette soupe sera distribuée, par semaine, quatre fois dans les prisons centrales et deux fois dans les prisons secondaires.

B. --- Soupe aux légumes.

1 kilogramme	50 décagrammes de beurre;
7	--- de pain;
20	--- de pommes de terre;
7	--- de riz;
10	--- de légumes;
1	--- 50 décagrammes de sel;
	3 décagrammes de poivre.

Cette soupe sera distribuée, par semaine, une fois dans les prisons centrales et deux fois dans les prisons secondaires.

C. --- Soupe à l'orge.

1 kilogramme	50 décagrammes de beurre;
10	--- de pain;
10 kilogrammes	de pommes de terre;
7	--- de grain d'orge;
5	--- de légumes;
1	--- 50 décagrammes de sel;
	3 décagrammes de poivre.

Cette soupe sera distribuée, par semaine, une fois dans les prisons centrales et trois fois dans les prisons secondaires.

D. --- Soupe aux pois.

2 kilogrammes	de beurre;
35	--- de pois secs;
5	--- de légumes;
1	--- 50 décagrammes de sel;
	1 litre de vinaigre.

Cette soupe sera distribuée, le vendredi, dans les prisons centrales seulement.

ART. 2. Le potage dit *rataouille*, distribué tous les jours pour le repas de l'après-midi et à l'infirmerie, sera pour cent personnes, composé comme suit :

25 kilogrammes	de pommes de terre;
50	décagrammes de beurre;
1 kilogramme	d'oignons;
1	--- de sel;
3	décagrammes de poivre;
	1 litre de vinaigre.

ART. 3. Par dérogation à l'arrêté royal du 9 novembre 1936, il sera distribué tous les jours, dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires, une boisson chaude, composée, pour une personne, de :

450	grammes d'eau;
10	--- de chicorée en poudre;
	de lait;

La distribution spéciale de café dans la maison pénitentiaire de Namur, est maintenue telle qu'elle est déterminée par notre arrêté du 17 juillet 1936.

ART. 4. En cas de manque de pommes de terre, on les remplacera dans les soupes, par du grain d'orge ou par

ART. 520. Les pommes de terre et les légumes récoltés dans les jardins annexés à l'établissement, sont portés en compte, en déduction des quantités des mêmes denrées à mettre en adjudication,

ART. 521. Il peut être accordé, avec le consentement préalable de l'administration supérieure, des rations supplémentaires aux détenus employés à certains travaux qui occasionnent une grande fatigue corporelle.

SECTION II. — Cantine.

ART. 522. Il ne peut être débité à la cantine que du pain bis, dit de ménage, du beurre, de la bière de mars, de la viande pressée, des pommes, du vinaigre, du jus de réglisse et du sel.

ART. 523. Les approvisionnements de la cantine se font par la *dépense*, et le tarif des prix des divers articles qui y sont débités est arrêté tous les ans par la commission.

ART. 524. Le directeur fixe les heures pour les achats à la cantine. Les aliments et boissons qu'on y débite ne peuvent être consommés que dans les réfectoires et pendant les repas.

SECTION III. — Habillement, coucher, buanderie, lingerie et comptabilité.

ART. 525. Chaque détenu, à son entrée dans la maison, reçoit un trousseau composé de la manière prescrite par les règlements généraux ¹.

ART. 526. Les détenus sont logés dans des cellules séparées et couchés dans des hamacs.

Chaque hamac est pourvu des objets déterminés par les règlements généraux ².

ART. 527. Le mobilier de chaque cellule se compose des objets déterminés par les instructions générales ³.

ART. 528. Il peut être accordé des souliers aux détenus employés à certains travaux, ou affligés de certaines infirmités. Il est ouvert un compte spécial pour ces distributions, de même que pour toutes autres distributions analogues ou additions extraordinaires à l'habillement, prévu par les règlements.

ART. 529. Sauf le cas de maladie, les détenus ne peuvent obtenir des gilets de

du riz, dans la proportion d'un kilogramme pour cinq kilogrammes cinquante décagrammes de pommes de terre. Dans ce cas le potage dit *ratatouille*, sera remplacé au gré des commissions administratives, ou par la soupe aux légumes B, ou par la soupe au gruau C, dûment modifiée.

¹ Le trousseau d'habillement est provisoirement composé comme suit :

1 Vesté de drap ou de pilou; 1 pantalon de drap ou de pilou; 2 pantalons de toile; 5 chemises en toile; 3 Camisoles; 3 mouchoirs de poche; 3 cravates; 6 paires de chaussettes de laine; 3 bonnets de nuit; 4 tabliers de toile; 1 casquette de cuir; 9 paires de sabots; 3 essuie-mains; 2 paires de bretelles.

La durée de ce trousseau est fixée à trois ans.

² La couchette se compose provisoirement de :

1 paillasse contenant 20 kilogrammes de paille; 1 traversin; 2 couvertures, 3 paires de draps de lit.

³ 1 Porte-manteau surmonté d'une planche; 1 petit banc ou tabouret; 1 pot à l'eau et une cuvette; 1 essuie-main; 1 pot de nuit; 1 petit bali; 1 peigne; 1 brosse à habit; 1 brossé à peigne.

dessous ou des caleçons, qu'à condition d'en payer le prix sur leur pécule. L'autorisation nécessaire à cet effet, n'est accordée par le directeur qu'ensuite de l'avis favorable du médecin.

ART. 350. Chaque détenu est pourvu d'une gamelle, d'une cuiller et d'un gobelet.

ART. 351. Le numéro du classement de chaque détenu est marqué sur tous les objets servant à son usage, ainsi que sur sa cellule.

ART. 352. La valeur du trousseau d'habillement est portée au livret de chaque détenu, qui est tenu de payer sur son pécule, les détériorations subies par sa faute, ou les pièces de rechange fournies pendant le laps de temps fixé pour la durée de chaque objet.

ART. 353. Tous les effets à l'usage des détenus sont, autant que possible, confectionnés dans l'établissement, d'après les états dressés par le directeur et approuvés par l'administration supérieure.

ART. 354. Le dépôt d'habillement est ouvert aux jours et aux heures fixés par le directeur, pour la distribution des vêtements et pour les remises qu'ont à faire les surveillants des quartiers.

Les distributions et les remises se font au moyen de récépissés conformes au modèle arrêté, et signés par la partie qui délivre et celle qui reçoit. Ces récépissés sont conservés par ordre de date.

ART. 355. L'ordre du blanchissage des effets d'habillement et de coucher à l'usage des détenus, est calculé de manière que le rechange de ces effets puisse toujours s'opérer avec régularité aux époques fixées.

ART. 356. Les détenus reçoivent :

Toutes les semaines une chemise, une cravate, une paire de chaussettes, un mouchoir de poche, un essuie-main, et en été, un pantalon de toile.

Tous les 15 jours un bonnet de nuit et un gilet.

Tous les mois une paire de draps de lit; tous les six mois une paillasse et un traversin; une couverture tous les ans.

ART. 357. Il est fait des lessives séparées pour les linges à pansement ou destinés à faire de la charpie, ainsi que pour les effets qui ont servi aux détenus atteints de la gale, ou de toute autre maladie contagieuse.

ART. 358. Dans l'arrangement des effets en magasin et à la lingerie, on classe soigneusement, en les mettant à part, les effets des détenus malades et ceux de l'infirmerie.

ART. 359. Les effets en magasin, et spécialement les objets en laine, sont aérés, battus et exposés au grand air, aussi souvent que possible, et particulièrement au commencement et à la fin de l'été.

ART. 360. La quantité d'ingrédients nécessaires pour le service de la buanderie, est déterminée d'après le poids du linge donné au blanchissage, et délivré par le magasinier sur bons signés par le directeur.

SECTION IV.—*Chauffage et éclairage. — Service de propreté. — Mesures d'hygiène.*

ART. 541. Le chauffage des locaux occupés par les détenus en santé et par les employés, a lieu aux époques déterminées par le directeur. Les feux dans les salles d'infirmierie, sont allumés aux époques à fixer par le médecin.

ART. 542. L'éclairage se fait suivant les saisons, le matin et le soir, aux heures à fixer par le directeur.

ART. 543. Les corridors, l'infirmierie et l'intérieur des bâtiments, sont éclairés pendant la nuit.

ART. 544. Un réservoir d'eau suffisant, et au moins deux pompes à incendie avec leurs accessoires, sont placés et entretenus dans l'enceinte de l'établissement.

ART. 545. Le service des pompes à incendie fait l'objet d'un exercice et d'un apprentissage auxquels prennent part les détenus que désigne le directeur.

ART. 546. Le service domestique et de propreté est fait, d'après les ordres donnés par le directeur, par les détenus choisis de préférence parmi ceux qui ont une bonne conduite et qui sont classés dans la division de récompense.

ART. 547. Les cellules, les ateliers, les réfectoires, les corridors, les escaliers et généralement tous les locaux occupés par les détenus et par les employés, sont balayés tous les jours. On évite soigneusement de laver aux grandes eaux les planchers, et l'on se sert de préférence à cet effet de sable ou de torchons mouillés.

ART. 548. Les portes et les fenêtres des locaux non occupés, restent ouvertes pendant la journée, si cette précaution peut se concilier d'ailleurs avec les exigences de la discipline et la sûreté de la prison.

ART. 549. Le nettoyage des cellules est spécialement confié aux détenus qui y sont enfermés.

ART. 550. Les murs intérieurs sont blanchis à la chaux au moins une fois l'année, au commencement du mois de mai, et aussi souvent d'ailleurs que l'exige le maintien de la propreté. Les boiseries, portes et fenêtres sont peintes à l'huile, ainsi que le bas des murs, sur une hauteur de 1 mètre à 1 mètre 25 centimètres.

Le blanchiment et la peinture sont exécutés par les détenus.

ART. 551. Tous les locaux occupés par les détenus doivent être convenablement aérés; des ventilateurs sont placés là où le besoin s'en fait sentir; des fumigations sont faites dans les locaux désignés par le médecin.

ART. 552. Les eaux ménagères sont vidées au fur et à mesure de leur production, et on veille à leur prompt écoulement.

ART. 553. Les cheminées sont ramonées au moins tous les six mois et plus fréquemment là où la nécessité l'exige.

ART. 554. Les fumiers et les débris sont enlevés le plus tôt possible.

ART. 555. Les chaudières, marmites et autres ustensiles servant à préparer les aliments, doivent être tenus dans le plus grand état de propreté.

ART. 556. L'habillement et le coucher des détenus sont constamment en rapport avec l'état de l'atmosphère; on se règle d'après le degré de température pour augmenter ou diminuer le nombre de couvertures et donner ou retirer les vêtements d'hiver.

ART. 557. La propreté la plus scrupuleuse doit régner sur la personne des détenus. Ils sont rasés deux fois par semaine, et leurs cheveux sont coupés aussi souvent que de besoin. On procure, en outre, aux prisonniers les moyens de se laver souvent les pieds et de prendre de temps à autre des bains de propreté.

ART. 558. Un ou plusieurs détenus choisis parmi ceux qui se distinguent par leur bonne conduite, sont chargés de remplir l'office de barbier.

ART. 559. Les literies sont exposées à l'air le plus souvent possible.

ART. 560. La paille des matelas et des traversins est renouvelée au moins quatre fois par année.

ART. 561. Chaque dimanche, l'été avant et l'hiver après le service divin, les détenus passent une revue de propreté à laquelle préside le directeur. Le médecin assiste à cette revue.

CHAPITRE II.

Constructions et réparations des bâtiments et du mobilier.

ART. 562. Aucune construction nouvelle, aucun travail d'entretien des bâtiments ne peuvent être effectués sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du ministre.

ART. 563. Il ne peut être dérogé à cette disposition que dans le cas où la sûreté de l'établissement l'exige, et sauf à en donner immédiatement connaissance au ministre.

ART. 564. Les travaux à effectuer sont, autant que possible, exécutés par les détenus, et l'on n'emploie aucun ouvrier libre dans l'établissement sans nécessité absolue.

ART. 565. Il est procédé à l'achat des matériaux nécessaires aux travaux de construction et de réparation, de la même manière que pour l'achat des matières premières nécessaires à la fabrication.

ART. 566. Il est tenu sous la surveillance du sous-directeur, des registres des objets mobiliers destinés au service intérieur, ainsi que du mobilier, des outils, ustensiles, machines, etc., qui se trouvent dans les magasins, les ateliers et autres locaux.

ART. 567. Ces registres comprennent, outre les achats nouveaux, les répara-

tions qui sont faites au mobilier, aux ustensiles, etc., pendant le cours de chaque année.

Art. 568. L'inventaire du mobilier, y compris les ustensiles, outils, machines, etc., est fait tous les ans, en y comprenant le montant des achats nouveaux et le coût des réparations.

Art. 569. Tous les quatre ans, il est procédé à l'estimation détaillée de ce mobilier et de sa valeur par catégories de services et d'industries.

Art. 570. L'inventaire quadriennal est dressé d'après les indications des registres à ce destinés.

CHAPITRE III.

Adjudications. — Comptabilité.

Art. 571. L'achat des objets nécessaires au service domestique, ainsi que celui des matières premières destinées à la fabrication des fournitures des bureaux, etc., a lieu par adjudication publique.

Art. 572. Sont exceptés les objets de peu de valeur, dont l'administration supérieure a autorisé l'achat de la main à la main; ces achats se font au plus bas prix possible par le directeur, sous le contrôle de la commission administrative.

Art. 573. Les cahiers de charges pour les adjudications, sont arrêtés et approuvés par l'administration supérieure, à l'approbation de laquelle sont aussi soumises toutes les adjudications.

Art. 574. Le directeur dresse, en triple expédition dont l'une sur timbre, les factures des objets livrés par les fournisseurs; ces factures, signées par ceux-ci et revêtues des formalités voulues, après avoir été vérifiées par le directeur et visées par la commission administrative, sont transmises sans délai, pour liquidation, à l'administration supérieure.

Art. 575. Il est fait mention, en tête des factures concernant les achats particuliers faits en suite d'autorisation de l'administration supérieure, de la date de l'autorisation en vertu de laquelle ils ont eu lieu.

Art. 576. Les mêmes règles sont applicables aux travaux de construction, d'entretien et de réparation à exécuter par voie d'entreprise.

Dispositions générales.

Art. 577. Les arrêtés, les instructions et les règlements généraux concernant l'administration des prisons, auxquels ne dérogeant pas expressément les dispositions du présent règlement, conservent leur autorité et servent également de guide à la commission, au directeur et aux autres employés de l'établissement.

Art. 378. Pour tous les cas non prévus dans le présent règlement, la commission et le directeur prennent telles mesures que les circonstances et la prudence leur suggèrent, avec obligation néanmoins d'en donner immédiatement connaissance au ministre.

MENDIANTS ET VAGABONDS. — LIEUX DE DÉTENTION. — PRISONS CANTONALES.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13633. — Bruxelles, le 29 juin 1849.

A MM. les Juges-de-paix (excepté ceux des chefs lieux de province et d'arrondissement).

En réponse à ma circulaire du 30 mai dernier ¹, émargée comme la pré-

¹ *Circulaire du 30 mai 1849.*

La mise à exécution de la loi sur la compétence en matière criminelle ne devant pas faire augmenter le chiffre des détentions préventives du chef de mendicité et de vagabondage, il est à supposer que les individus qui seront arrêtés sous prévention de délits de cette espèce, pourront être, en général, détenus dans les chambres de sûreté, les maisons de passage ou de police municipale, sans que pour cela il soit nécessaire d'y effectuer des changements tant soit peu considérables; mais envisagés comme devant servir aux détentions à subir en exécution des jugements, ces mêmes locaux peuvent réclamer certains travaux, ou d'entretien, ou d'appropriation, ou d'agrandissement.

C'est pourquoi, je vous prie, M. le Juge-de-paix, de vouloir bien me soumettre, avant le 10 juin prochain, vos vues sur cet objet, et me donner toutes les indications nécessaires pour me faire apprécier :

- 1^o La situation et l'état des locaux dont il peut être disposé actuellement;
- 2^o La nécessité de les agrandir, de les approprier ou d'en louer d'autres.

Veillez bien vous pénétrer, M. le juge-de-paix, de l'esprit d'économie qui doit présider aux indications que je réclame; aucune dépense ne pouvant être faite par le gouvernement si elle n'est pas absolument indispensable, ou si elle pouvait être ajournée sans inconvénient.

Veillez aussi me faire connaître dans quelles prisons ont été subies jusqu'à présent, les peines d'emprisonnement que vous avez prononcées en matière de simple police, et me donner votre avis sur la possibilité d'y faire également subir leur peine aux individus qui auront été condamnés du chef de vagabondage ou de mendicité.

Vous voudrez bien ne pas perdre de vue que les condamnés de cette catégorie doivent être dirigés sur les dépôts de mendicité immédiatement après l'expiration de leur peine.

Vous trouverez, ci-joint, M. le juge-de-paix, un tableau indiquant le chiffre moyen des condamnés appartenant aux divers cantons de justice-de-paix, pendant les années 1843, 1846, 1847, et les 9 premiers mois de 1848.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

sente, MM. les juges-de-paix m'ont fait parvenir divers renseignements desquels il résulte :

1^o Qu'un certain nombre de chefs-lieux de canton de justice-de-paix ne possèdent point de local pour la détention des individus arrêtés préventivement ou condamnés du chef de mendicité ou de vagabondage;

2^o Que d'autres ne possèdent que des locaux insuffisants, insalubres, peu sûrs, où, par conséquent, il est nécessaire de faire effectuer certains travaux d'agrandissement ou d'amélioration;

3^o Que d'autres enfin ont des locaux ne laissant rien ou ne laissant que peu à désirer, soit sous le rapport de l'entretien, soit sous celui du mobilier.

Dans cet état de choses, et vu la modicité des ressources actuelles du budget de mon département, je crois devoir engager MM. les juges-de-paix appartenant aux cantons mentionnés sub. n^{os} 1 et 2, à s'entendre avec MM. les commandants des brigades de gendarmerie stationnées dans les cantons respectifs, pour assurer provisoirement, de la manière la plus convenable possible, les détentions dont il s'agit, soit dans les prisons de cantons voisins, soit dans les maisons de sûreté et d'arrêt; on choisira de préférence, autant que possible, d'abord la prison la plus à proximité du siège de la justice de paix, ensuite l'une de celles qui se trouvent dans la direction des établissements où devront être envoyés les détenus à l'expiration de leur peine.

Il me serait agréable, M. le Juge-de-paix, d'être tenu au courant des mesures que vous aurez prises en exécution de la présente et des résultats que vous en aurez obtenus.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FRAIS DE JUSTICE RECOUVRABLES. — TABLEAUX TRIMESTRIELS.

4^e Dir. 1^{er} B. N^o 18834. — Bruxelles, le 3 juillet 1849.

À MM. les Procureurs généraux.

Je vous prie de bien vouloir informer MM. les greffiers des cours et tribunaux, qu'à partir du 4^{er} de ce mois il ne sera plus nécessaire de transmettre à mon département *les tableaux trimestriels des frais de justice recouvrables* dont la confection a été prescrite par les circulaires des 12 février, 23 mars et 23 décembre 1845, 4^e Dir. N^o 41457 et 43252.

Cependant les greffiers continueront de dresser dans chaque affaire un état particulier des frais recouvrables, état dit de liquidation (art 144 du tarif du 18 juin 1849).

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

OBJETS CONFISQUÉS. — DÉPÔT. — INVENTAIRE *.

3^e Dir. 2^e B. P. N^o 86 — Bruxelles, le 4 juillet 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Juges-de-paix, les Officiers du Ministère public et les Greffiers près les tribunaux correctionnels et de simple police.

Une enquête récente a fait connaître qu'il existe dans les différents ressorts la plus grande diversité dans le mode suivant lequel on dispose des objets dont la confiscation est prononcée par les tribunaux de simple police; les intérêts du trésor peuvent s'en trouver lésés, et il est devenu d'autant plus nécessaire de les garantir par l'application de règles uniformes, que l'extension de la compétence des juges-de-paix, en matière répressive, augmentera notablement le nombre des confiscations prononcées en simple police.

A l'avenir, les officiers du ministère public près le tribunal de simple police, spécialement chargés de poursuivre l'exécution des jugements prononcés par ces tribunaux veilleront à ce que les objets confisqués soient régulièrement déposés aux greffes de ces tribunaux. Les préposés à ces greffes auront soin, de leur côté, de transmettre périodiquement ces objets, avec un double de l'inventaire au greffe du tribunal correctionnel du ressort; cette transmission se fera tous les trois ou tous les six mois à compter du premier courant, selon que le chef-lieu du canton est ou non le siège du tribunal de première instance. Les doubles des inventaires seront ensuite successivement transmis au département de la justice avec ceux des objets confisqués par les tribunaux correctionnels, pour être disposé du tout par l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions des arrêtés royaux des 6 juin 1836 et 13 août 1837.

* *Moniteur*, 1849, n^o 187.

Quand la confiscation aura porté sur des objets de consommation ou autres susceptibles de déperir, il sera procédé comme dans les cas prévus par les art. 38 et 39 de l'arrêté du 18 juin dernier (*Moniteur*, n° 478), sur les frais de justice criminelle.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — SITUATION FINANCIÈRE. — ÉTATS
STATISTIQUES. — MODÈLES.

Secrét. gén. 2^e B. N° 15. — Bruxelles, le 6 juillet 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Afin de mettre le gouvernement en position de se rendre un compte exact de la situation financière des établissements de bienfaisance qui méritent de fixer son attention particulière, je vous prie de vouloir bien me transmettre annuellement des états conformes aux modèles dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint des imprimés indiquant pour chacun des établissements de votre province,

- 1° les recettes d'après les budgets approuvés;
- 2° les dépenses;
- 3° les recettes et les dépenses d'après les comptes.

Le premier envoi comprendra le résultat des budgets approuvés pour l'année 1849, et des comptes rendus et approuvés pour l'année 1848.

Désirant compléter la série de ces documents importants à partir de 1831, je vous prie de vouloir bien faire dresser des états semblables d'après les budgets arrêtés pour les années 1831 et suivantes, que vous voudrez bien me faire parvenir au fur et à mesure qu'ils auront pu être terminés.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

BUDGETS DE L'ANNÉE 18

MAIRES.		S A DOMICILE.		PENSIONS et entretien		DÉPENSES en nature.		DÉPENSES A CHARGE de la commune.		OBSERVATIONS.					
20.	21.	22.	23.	24.	25.	26.	27.	28.	29.		30.	31.	32.	33.	
	En vêtements, effets de confection, boyautes.	En combustible.	De vieillards, de malades ou infirmes dans les hospices et hôpitaux.	[Orphelins trouvés, aveugles, sourds-muets, aliénés.]	D'indigents au dépit de mendicité.	Dépenses diverses.	Total des dépenses ordinaires.	Total général des dépenses ordinaires et extraordinaires.	Foucault, épaveur, sciage, orge, avoine, etc.	Evaluation en argent.	Crédits alloués postérieurement à l'approbation du budget.	Entretien d'enfants trouvés, aliénés, sourds, aveugles.	Indigents dans les dépôts de mendicité.	Du service sanitaire.	<p>Indiquer l'objet des crédits accordés postérieurement à l'approbation du budget.</p> <p>(Les chiffres des trois dernières colonnes seront puisés dans les budgets communaux.)</p>
														34	

BUREAUX DE BIENFAISANCE, HOSPICES, FABRIQUES D'ÉGLISES. — EMPLOI DE
CAPITAUX. — ACQUISITIONS D'IMMEUBLES *.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 10,497. — Bruxelles, le 6 juillet 1849.

Aux députations permanentes des conseils provinciaux.

Contrairement à la circulaire du 30 octobre 1847 (*Moniteur* du 4^{er} novembre), relative au remploi en fonds belges des capitaux appartenant aux communes et aux établissements publics, quelques administrations ressortissant au département de la justice se sont rendues adjudicataires d'immeubles en vente publique, sans avoir sollicité et obtenu de l'autorité compétente l'autorisation de les acquérir; elles en ont payé le prix au moment même de l'achat, la quittance a été insérée dans l'acte, et les droits dus ont été acquittés; enfin, elles ont consenti des baux à de nouveaux locataires, et lorsque les biens vendus ne pouvaient plus que difficilement retourner aux vendeurs, elles demandaient une ratification tardive de ces actes irréguliers.

Pour prévenir de semblables faits, vous voudrez bien, Messieurs, faire connaître aux administrations publiques que, dorénavant, loin d'être considérés comme un motif d'autorisation, les engagements et les acquisitions contractés par elles sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente seront regardés comme une infraction aux règles administratives et une irrégularité volontaire qui rendront beaucoup plus difficile l'accueil exceptionnel des demandes qui pourraient être faites. En outre, les administrateurs, qui auront posé des actes de cette nature sans autorisation, devront supporter personnellement la responsabilité de leur fait: ils n'auront engagé en aucune manière l'établissement public dont la régie leur est confiée, tandis qu'eux-mêmes seront tenus de toutes les conséquences du contrat qu'ils auraient consenti et dont la ratification leur serait refusée.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

CLASSES OUVRIÈRES ET PAUVRES. — ASSAINISSEMENT DES HABITATIONS. —
CONCOURS DES BUREAUX DE BIENFAISANCE **.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 15316. — Bruxelles, le 6 juillet 1849.

Aux députations permanentes des conseils provinciaux.

M. le ministre de l'intérieur a récemment adressé aux administrations

* *Moniteur*, 1849, n^o 189.

** *Moniteur*, 1849, n^o 191.

communales des instructions pour l'assainissement des quartiers et des habitations occupés par les classes ouvrières et pauvres. Ces administrations se sont empressées de répondre aux vœux de mon collègue, et elles ont organisé déjà quelques-unes des mesures que réclame cet important objet.

Cependant, Messieurs, les communes ne peuvent suffire à une tâche aussi difficile; il est nécessaire que les bureaux de bienfaisance leur prêtent un concours zélé. La mission légale de ces administrations charitables comprend tous les moyens propres à améliorer le sort des indigents qui ne sont pas recueillis dans les hospices. Ainsi, les bureaux de bienfaisance ne doivent pas se borner à des distributions d'aumônes, d'aliments, de vêtements et de chauffage; ils ont aussi à s'occuper des autres besoins des pauvres, et spécialement de l'amélioration de leur état sanitaire; ils peuvent donc employer une partie de leurs ressources à leur procurer, outre des secours médicaux, les moyens hygiéniques qui leur sont nécessaires, tels que de la paille fraîche pour le coucher, de la chaux pour le badigeonnage intérieur de leurs habitations, enfin prendre ou prescrire toutes les mesures propres à prémunir les indigents contre les causes d'insalubrité et de maladies au milieu desquelles ils vivent.

Les comités de charité sont appelés de leur côté, comme auxiliaires des bureaux de bienfaisance, à coopérer avec tout le zèle dont ils sont capables à l'exécution de ces mesures. D'après cela, les bureaux de bienfaisance pourront affecter une partie de leur dotation à construire des demeures pour les ouvriers indigents. Ces travaux tourneraient directement au profit des travailleurs; ils leur procureraient de l'ouvrage et leur donneraient ensuite des habitations saines, commodes et réunissant les conditions de salubrité nécessaires pour éloigner les maladies, les infirmités, ainsi que d'autres causes de misère.

Plusieurs bureaux de bienfaisance entendent ainsi leur mission et l'accomplissent avec un zèle très-louable; mais il en est d'autres peut-être qui, s'attachant moins à l'esprit qu'à la lettre de la loi de leur institution, se bornent à la simple distribution de secours directs, et négligent ainsi une partie essentielle de leurs devoirs. Il importe beaucoup de les éclairer sur l'étendue de leurs attributions: les circonstances exigent en effet que la bienfaisance publique se montre partout ce qu'elle doit être: qu'elle atténue ou prévienne les causes des maladies épidémiques qui ne sévissent que trop souvent au sein des populations ouvrières et pauvres, et qu'elle s'attache en outre à l'amélioration physique et morale des indigents.

Les distributions d'aumônes procurent certainement un soulagement

notable aux familles nécessiteuses; cependant il faut reconnaître que la bienfaisance s'exercerait au moins d'une manière aussi efficace si on la dirigeait en même temps vers le but élevé que je signale à votre attention.

Je vous prie donc, Messieurs, de vouloir bien appeler la sollicitude des administrations de bienfaisance de votre province sur l'objet important dont il s'agit ici, et de les inviter à s'entendre avec les administrations communales à l'effet de combiner ainsi leurs efforts et de les faire marcher plus sûrement dans la voie nouvelle qu'elles ont à parcourir.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INDIGENTS ÉTRANGERS.—SECOURS PROVISOIRES.—INSTRUCTIONS.—PUBLICITÉ.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 11,412. — Bruxelles, le 7 juillet 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Je vous prie de vouloir bien appeler l'attention la plus sérieuse des diverses administrations intéressées sur la circulaire, en date du 28 juin dernier (*Moniteur*, n^o 182), concernant l'entretien des indigents étrangers, et de lui donner à cette fin, la plus grande publicité.

Outre son insertion au *Mémorial administratif* de la province, il serait, sous ce rapport, bien désirable qu'un double du numéro dans lequel elle paraîtra, fût, par l'intermédiaire des administrations communales, adressé aux diverses administrations des bureaux de bienfaisance et des hospices.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES. — INSERTION AU MÉMORIAL ADMINISTRATIF. — ENVOI AUX ADMINISTRATIONS INTÉRESSÉES *.

5^e Dir. 2^e B. N^o 1484/2524. — Bruxelles le 9 juillet 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Il arrive souvent que les instructions générales qui vous sont adressées, intéressent moins directement les provinces ou les communes que

* *Moniteur*, 1849, n^o 192.

les divers établissements publics, tels que les hospices, les bureaux de bienfaisance, les monts-de-piété, les fabriques d'églises paroissiales ou succursales, etc., tous établissements qui ne sont que rarement abonnés au *Mémorial administratif* de la province. Dans ce cas, pour éviter une nouvelle correspondance entre vos bureaux et les commissaires d'arrondissement ou les communes, et pour mettre toujours les diverses administrations intéressées à même de connaître complètement les instructions de l'autorité supérieure, je vous prie de vouloir bien dorénavant leur faire parvenir immédiatement les numéros spéciaux du *Mémorial* qui contiendront de semblables instructions.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — POURSUITES, ASSIGNATIONS, JUGEMENTS.
— NOTICES, TABLEAUX ET REGISTRES. — MODÈLES.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 592. — Bruxelles, le 9 juillet 1849.

A MM. les Procureurs généraux, les Procureurs du roi, les Juges-de-paix, les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police et les Greffiers des justices-de-paix.

Comme suite à ma circulaire du 30 juin dernier, 3^e Dir. Litt. L. n^o 42, concernant l'exécution de la loi du 4^{er} mai 1849, en ce qui regarde les tribunaux de simple police, j'ai l'honneur de vous communiquer les modèles que je viens d'arrêter, savoir :

1^o des notices hebdomadaires à transmettre aux procureurs du roi par les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police, et du registre destiné à servir à la formation de ces notices ;

2^o du registre des jugements, à tenir par les greffiers de ces tribunaux ;

3^o du tableau des jugements prononcés, à transmettre au procureur du roi, après chaque audience de simple police ;

4^o de l'état des assignations par avertissement ou par citation.

NOTICES HEBDOMADAIRES,
ET REGISTRE A TENIR POUR LA FORMATION DES NOTICES.

La notice hebdomadaire (annexe litt. A) contiendra l'indication de toutes les affaires dont le ministère public aura été saisi aux termes des articles 4^{er} et 4 de la loi du 4^{er} mai, dans l'ordre de leur inscription au registre spécial qui sera tenu à cet effet par les officiers du ministère public.

Indépendamment de tous autres renseignements qu'il serait jugé convenable d'y consigner, ce registre contiendra les indications nécessaires

pour la formation de la notice à en extraire, ainsi que trois colonnes pour faire connaître :

- 1° la date des jugements rendus;
- 2° le résultat des poursuites;
- 3° la date de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement.

Les notices seront extraites du registre et transmises à la fin de chaque semaine, indépendamment des communications que le ministère public croirait devoir faire extraordinairement et d'urgence.

Les procureurs du roi pourront néanmoins n'exiger qu'un envoi des notices tous les quinze jours, et même tous les mois, pour les cantons où, vu le nombre restreint d'affaires, l'expérience aurait démontré que le service n'en souffrirait pas.

Toutes les affaires portées dans la dernière notice, et sur lesquelles le ministère public n'aura pu prendre encore aucune détermination, seront reportées en tête de la notice suivante. Il suffira d'en indiquer le n° et de compléter pour le surplus les indications contenues dans la notice précédente.

Les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police auront soin de donner régulièrement avis aux procureurs du roi de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement, en mentionnant à la suite de la notice hebdomadaire, le nom des condamnés, la date du jugement de condamnation et la prison où elle a été subie.

A la fin de chaque mois, ils feront connaître, de la même manière, les noms des condamnés qui n'auront pas subi leur peine dans le mois, à partir du jugement de condamnation, la date des jugements ainsi que les motifs des retards.

REGISTRE ET TABLEAU DES JUGEMENTS.

Les greffiers des justices-de-paix sont chargés de la tenue du registre, et de la rédaction du tableau des jugements (annexes litt. B et C.) Au commencement de l'année prochaine, ils recevront les imprimés nécessaires à la formation du registre. En attendant les cadres devront être tracés à la main.

Le tableau des jugements comprendra toutes les affaires qui auront été appelées à l'audience. En cas de remise, les motifs en seront indiqués dans la colonne d'observations.

A l'issue de chaque audience, le tableau des jugements sera remis par le greffier à l'officier du ministère public, qui le transmettra au procureur du roi, en y ajoutant les observations, renseignements et pièces dont il jugera devoir l'accompagner pour la parfaite intelligence des affaires,

en indiquant spécialement celles qui paraîtraient devoir être frappées d'un recours en appel.

Il conviendra que ces tableaux soient préparés par les greffiers avant la tenue de chaque audience, de manière qu'à l'issue de l'audience, il ne reste plus qu'à le compléter en y inscrivant la teneur des jugements.

ÉTAT DES ASSIGNATIONS.

L'état des assignations, (annexe litt. D) sera dressé par le greffier de la justice-de-peace, d'après les renseignements qui lui seront fournis, s'il y a lieu, par le ministère public; cet état sera envoyé chaque mois au procureur du roi, il pourra être transcrit au dernier verso du tableau des jugements.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

LITT. A.

ANNÉE 18

CANTON DE

NOTICE

des affaires dont le Ministère public a été saisi en vertu des articles 1^{er} et 4 de la loi du 1^{er} mai 1849 pendant la semaine du

NOMBRE D'ORDRE DU REGISTRE DES NOTICES.	NATURE DES AFFAIRES. CIRCONSTANCES des FAITS.	NOMS DES INculpés.	DÉSIGNER LA MANIÈRE DONT L'AFFAIRE A ÉTÉ PORTÉE A LA CONNAISSANCE DU MINISTÈRE PUBLIC. (Procès-verbal, plai- te, ordonnance de la chambre du con- seil, etc. — Dates.)	DÉTERMINATION PRISE PAR LE MINISTÈRE PUBLIC. (En cas de citation, in- diquer le jour de l'au- dience à laquelle l'af- faire sera appelée.)	OBSERVATIONS. Si l'affaire est de nature à être lais- sée sans suite, in- diquer les motifs.	
	1.	2.	3.	4.	5.	6.

9 juillet.

515

CANTON DE

SIMPLE POLICE EN AUDIENCE DU

NOM DU DÉLIT ou CONTRAVENTION.	JUGEMENT			NOMBRE des témoins		OBSERVATIONS du MINISTÈRE PUBLIC. (A défaut d'espace les obser- vations seront consignées au verso ou sur une feuille supplémentaire.)
	Contradict. ou par défaut.	DISPOSITIF.	LOIS, ARRÊTÉS, ou RÈGLEMENTS APPLIQUÉS.	A CHARGE.	A DÉCHARGE.	
10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.

Litt. D.

314

ÉTAT DES ASSIGNATIONS DANS LES AFFAIRES JUGÉES PENDANT LE MOIS DE

NOMBRE DES	AVANT COMPARU A L'AUDIENCE			AVANT FAIT DÉFAUT		MONTANT DES FRAIS LIQUIDÉS, ET OBSERVATIONS.
	volontairement après avertissement.	SUR CITATION		SUR CITATION		
		après avertissement.	sans avertissement présenté.	après avertissement.	sans avertissement présenté.	
Inculpés.						MONTANT DES FRAIS LIQUIDÉS PAR LES JUGEMENTS PRONONCÉS DANS LE MOIS, 1. A charge des parties condamnées, autres que les parties civiles. 2. A charge des parties civiles, sur les sommes consignées par elles, <i>remboursables</i> (en cas de condamnation de l'inculpé), <i>non remboursables</i> (en cas d'acquiescement).
Personnes civilement responsables.						
Témoins à charge. { Fonctionnaires, agents.						
{ Autres.						
Témoins à décharge.						
TOTAUX.						

1849.

EXPÉDITIONS DÉLIVRÉES PAR LES GREFFIERS. — ARRÊTS DE RENVOI
DEVANT LES ASSISES *5^e Dir. Litt. L. N^o 12. — Bruxelles, le 9 juillet 1849.*M. H. les Procureurs généraux et Greffiers en chef près les cours d'appel.*

L'article 42 du décret du 18 juin 1814 accorde aux greffiers des droits d'expédition pour les actes et pièces mentionnés dans cet article. L'article 59 du même décret ajoute que toutes les fois qu'une procédure doit être transmise à une autre cour ou tribunal, cette procédure sera envoyée en minute, à moins que le ministre de la justice ne désigne des pièces pour n'être expédiées que par copies ou par extraits. Cette disposition a été reproduite dans le nouveau tarif, article 52. Une circulaire du 30 décembre 1812, prise en exécution de l'article 59 précité, porte que les expéditions mentionnées dans l'article 42 ne doivent être demandées que quand elles sont indispensablement nécessaires, et par application de ce principe, elle décide qu'il ne peut être délivré expédition des arrêts des chambres des mises en accusation portant renvoi aux assises, que dans le cas où l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siège la cour d'appel. (*Voyez Dalmas sur les articles 42 et 59 du décret du 18 juin 1814.*) On a pensé, d'une part, que les minutes des arrêts de renvoi doivent rester au greffe de la cour qui les a rendus et, d'autre part, que le greffe des assises du lieu où siège la cour d'appel, faisant partie du greffe de cette cour, les minutes, quoique restant annexées aux procédures, ne sortent pas du dépôt légal où elles doivent être conservées.

Il n'en est pas de même depuis que la loi du 1^{er} mai a chargé le greffier du tribunal de première instance du service de la cour d'assises. En joignant les minutes des arrêts de renvoi aux pièces des procédures qui doivent être déposées au greffe du tribunal de première instance, on en dessaisirait le depositaire légal des minutes de la cour. Ainsi, en adoptant les motifs de la circulaire du 30 décembre 1812, il faut aujourd'hui appliquer aux arrêts de renvoi le système d'uniformité que le législateur de 1849 a voulu introduire dans l'organisation des cours d'assises.

Les greffiers des cours d'appel sont en conséquence autorisés à délivrer expédition des arrêts portant renvoi, même devant la cour d'assises siégeant au chef-lieu de la cour d'appel.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.* *Moniteur*, 1849, n^o 192.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — NOTICES ET TABLEAUX. — IMPRIMÉS.
— ENVOI.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 593. — Bruxelles, le 10 juillet 1849.

A MM. les Juges-de-peace.

J'ai l'honneur de vous adresser des imprimés des notices et du tableau des jugements, destinés à faciliter la première exécution de la circulaire du 9 de ce mois, Secrét. gén. 2^e B. n^o 392, en vous priant de vouloir bien les mettre respectivement à la disposition de l'officier du ministère public près le tribunal de simple police, et du greffier de la justice de paix faisant les fonctions de greffier près ce tribunal.

Il ne sera plus fait d'envoi ultérieur de ces imprimés; à l'avenir il y aura lieu d'y pourvoir au moyen des menues dépenses allouées à la justice de paix.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS. — OPÉRATIONS DES COMITÉS. — RAP-
PORTS ANNUELS. — REGISTRES, ÉTATS, BULLETINS. — MODÈLES.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 18. — Bruxelles, le 15 juillet 1849.

A MM. les Gouverneurs.

L'article 34 de l'arrêté du 14 décembre 1848 concernant le patronage des condamnés libérés porte :

« Chaque comité rendra compte, annuellement, de ses opérations au
» ministère de la justice.

» La forme et l'époque de l'envoi de ces rapports seront fixées par une
» instruction générale, qui déterminera en même temps les modèles à
» suivre pour la tenue des registres des comités et la formation des états
» de mutation de domicile et des bulletins de renseignements. »

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les modèles de tableaux, registres, etc., que j'ai cru devoir adopter en exécution de la disposition citée et dont le détail suit :

1^o *Compte annuel des opérations du comité.*

Le cadre de ce compte est annexé sub litt. A. Il comprend cinq états concernant : 1^o les libérés ne demandant pas le patronage; 2^o les libérés ayant sollicité le patronage; 3^o les opérations du comité; 4^o les listes des patrons et des souscripteurs, enfin 5^o les observations générales et les vœux du comité.

2° *Registre des libérés ayant sollicité le patronage.* (Modèle B.)

Ce registre est destiné à l'inscription :

1° Des libérés adressés au comité, à leur sortie de prison, aux termes de l'art. 20 de l'arrêté du 14 décembre 1848;

2° Des libérés adressés au comité avec une lettre de recommandation d'un autre comité; (art. 25.)

3° De tous autres libérés qui sollicitent le patronage. (art. 23.)

Mention spéciale sera faite à la colonne d'observations, si le libéré appartient à l'une des deux dernières catégories.

Ce registre qui forme en quelque sorte la liste des libérés patronés, devra être revisé avec soin à la fin de chaque année, dans une réunion du comité qui sera convoquée spécialement à cet effet.

Lorsqu'un libéré, qui aura été rayé de la liste des patronés, se représentera, il y aura lieu de l'inscrire de nouveau avec renvoi à l'ancien n°.

3° *Bulletin de renseignements.*

Les bulletins de renseignements, dont le modèle est annexé sub litt. C, et qui seront transmis aux comités par les directeurs des prisons seront classés par ordre de n° en deux séries distinctes, comprenant: 1° ceux qui sont relatifs aux libérés adressés au comité, à leur sortie de prison et qui auront demandé le patronage; 2° ceux de ces libérés qui n'auront pas sollicité le patronage.

Les bulletins de la première série serviront à faire les inscriptions dans le registre côté sub litt. B, en conservant le même ordre, de manière que les n° du registre correspondent exactement à ceux des bulletins.

En cas de changement de résidence d'un libéré patroné, une copie du bulletin sera jointe à la lettre de recommandation pour le comité du canton où le libéré ira résider.

Une semblable copie sera adressée, sur sa demande à tout comité qui admettrait un détenu au bénéfice du patronage dans le cas de l'art. 23. La demande d'une copie pourra également être adressée aux directeurs des prisons.

Les bulletins transmis avec une lettre de recommandation, ainsi que les bulletins réclamés seront classés en suivant l'ordre des n° avec les bulletins de la première série et transcrits dans le registre litt. B.

Dans les cas de réinscription, mentionnés ci-dessus, le bulletin sera remplacé par une feuille qui indiquera le renvoi au n° du bulletin précédent.

Pour faciliter les recherches lorsque les bulletins auront atteint un certain nombre, il sera utile d'en dresser un index par ordre alphabétique des noms avec renvoi aux n°.

4° *Compte annuel du trésorier.* (Art. 7, § 2.)

Le cadre de ce compte, annexé sub litt. D, est divisé en trois parties, comprenant : 1° les masses de sortie ; 2° les autres recettes et dépenses et 3°, l'aperçu de la situation générale à la fin de l'année.

Le montant des sommes restant à payer, à renseigner dans cette dernière partie, n'étant souvent pas connu d'une manière exacte à l'époque de la reddition du compte, il importe de les indiquer de la manière la plus approximative.

5° *Registre des comptes particuliers de la masse de sortie de chaque libéré.*
(Annexe litt. E.)

La comptabilité des masses de sortie sera tenue d'une manière tout à fait distincte.

Il sera ouvert dans le registre ci-dessus un compte spécial pour chaque libéré. Les inscriptions seront faites dans l'ordre de la date de la réception des masses.

Ce registre ainsi tenu pouvant servir de livre-journal des recettes en ce qui concerne cette partie de la comptabilité, il suffira de tenir en outre une notice spéciale des paiements dans la forme du registre suivant n° 6.

6° *Livre-journal des recettes et dépenses.* (Annexe litt. F.)

Le trésorier inscrira dans ce livre, par ordre de date, toutes les recettes et les dépenses autres que celles qui concernent la comptabilité des masses de sortie.

Là où le besoin s'en ferait sentir, il pourra être établi des registres d'imputation pour chaque nature de recettes et de dépenses.

Le trésorier se fera délivrer pour chaque paiement une décharge, qui sera conservée à l'appui de ses registres de comptabilité, ses écritures seront arrêtées par le président du comité à la fin de chaque année.

7° *Registre nominatif des patrons et des personnes qui s'engagent à des cotisations annuelles en faveur de l'œuvre du patronage.* (Annexe litt. G.)

Un extrait de cette liste est annuellement transmis au département de la justice. (art. 12.) Il sera joint au compte annuel du comité et au compte du trésorier, dont l'envoi se fera simultanément dans la première quinzaine qui suivra l'approbation de ce dernier compte, ainsi, au plus tard avant le 15 avril. (Art. 7.)

Indépendamment des écritures ci-dessus spécifiées, la marche régulière du service réclame la tenue d'un registre des procès-verbaux des délibérations du comité, ainsi que d'un registre de la correspondance.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

B.

REGISTRE DES LIBÉRÉS AYANT SOLlicitÉ LE PATRONAGE.

NOMS ET PRÉNOMS DES LIBÉRÉS. Date de leur sortie de prison. — Montant de la masse de sortie. — Date de l'admission au patronage, ou motifs du refus.	NATURE DU PATRONAGE. Résumé des délibérations du comité à cet égard. — Nature et montant des secours alloués.	RÉSUMÉ des rapports faits par les patrons sur la conduite des libérés.	OBSERVATIONS. Date et motifs de la cessation du patronage.
N° PRISON D'OU IL SORT. Date de la sortie. MONTANT de la masse de sortie. . . . SOMME transmise au comité. . . . Admis au patronage le			

1920

1919.

C. Bulletin de renseignements. (Voir *suprà*, p. 570.)

D.
COMITÉ DE PATRONAGE DU CANTON DE

COMpte DU TRÉSORIER PENDANT L'ANNÉE 18

I. MASSES DE SORTIE.

En caisse au 1 ^{er} janvier 18		}
Recettes pendant l'année.		
Paievements pendant l'année.		
Reste en caisse à la fin de l'année.		

MONTANT DES MASSES DE SORTIE REÇUES PENDANT L'ANNÉE.

	liens	Moins de 25 francs.	25 francs à 50 fr.	50 francs à 100 fr.	100 francs à 200 fr.	200 fr. et au-dessus.	TOTAL.
Nombre des libérés	ayant demandé le patronage.						
	n'ayant pas demandé le patronage.						
Somme reçue de ceux qui	ont demandé le patronage.						
	n'ont pas demandé le patronage.						

II. AUTRES RECETTES ET DEPENSES.

RECETTES.	DEPENSES.
Solde actif au 1 ^{er} janvier.	Solde passif au 1 ^{er} janvier.
Subside du gouvernement.	Frais d'administrat ⁿ ou de bureau.
— de la province.	Secours en argent.
— des communes.	— en nature.
— des bureaux de bienfais ^{anc} .	Frais d'ent ⁿ à la maison de refuge.
Montant des souscriptions.	— à l'hôpital ou à l'hospice.
Autres recettes (détail).	— d'apprentissage.
	Autres dépenses (détail).

Reste en caisse à la fin de l'année.

III. SITUATION GÉNÉRALE A LA FIN DE L'ANNÉE.

Solde actif à la fin de l'année.	Solde passif à la fin de l'année.
RESTE A RECEVOIR : (Détail.)	RESTE A PAYER : (Détail.)
TOTAL.	TOTAL.

Vu et approuvé le présent compte,
en séance du comité,

LE PRÉSIDENT,
LE SECRÉTAIRE,

F.

LIVRE JOURNAL DES RECETTES ET DÉPENSES.

N ^o D'ORDRE.	DATE DE LA RECETTE OU DE LA DÉPENSE.	NATURE ET OBJET DE LA RECETTE OU DE LA DÉPENSE. — INDICATION DES PARTIES INTÉRESSÉES.	SOMMES		DATE DU MANDAT de PAYEMENT.	N ^o .
			REÇUES.	PAYÉES.		

18 juillet.

325

REGISTRE NOMINATIF DES PATRONS, ETC.

NOMS ET PRÉNOMS.	PROFESSION.	INDIQUER si la personne s'associe à l'œuvre du patronage en qualité de patron et de souscripteur, ou en l'une de ces qualités seule- ment.	DATE de l'INSCRIPTION.	MONTANT des cotisations ANNUELLES.	OBSERVATIONS. Indiquer si les person- nes ont cessé de con- courir à l'œuvre du patronage, et l'épo- que.

524

1848.

17 juillet.

523

BREVETS. — JUGEMENTS ET ARRÊTS. — ENVOI D'UNE COPIE AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Secrét. gén. 1^{er} B. N^o 1060. — Bruxelles, le 16 juillet 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Les questions relatives à la propriété ou à la validité des brevets, intéressant d'une manière spéciale le ministère de l'intérieur, le chef de ce département, m'a manifesté le désir de recevoir une copie de tout jugement ou arrêt qui serait prononcé en cette matière.

Je vous prie, M. le Procureur général, de prendre dans votre ressort les mesures nécessaires pour que cette communication directe puisse avoir lieu régulièrement à l'avenir.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SERVICE SANITAIRE DES PRISONS. — INDEMNITÉ DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL. — SUPPRESSION DU TANTIÈME SUR LES MÉDICAMENTS.

2^e Dir. 1^{er} B. n^o 15698. — Laeken, le 17 juillet 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'arrêté du 10 février 1823, portant règlement sur le service sanitaire des prisons;

Vu les arrêtés des 10 février 1834 et 19 mars 1835;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1833, du ministre de la justice;

Vu l'arrêté du 20 mars 1847, fixant les traitements des officiers de santé,

* *Rapport au Roi.* — Sous le gouvernement précédent, l'arrêté du 10 février 1825 ayant réuni le service sanitaire des prisons à celui de l'armée, il en résulta, un surcroît de besogne pour l'inspecteur général de ce service et on lui accorda comme indemnité, un supplément de traitement de 900 fl. (Son traitement s'élevait à cette époque à 4,500 florins.)

Après la révolution de 1830, le service sanitaire des prisons continua à être placé sous la surveillance de l'inspecteur général du service de santé de l'armée, et un arrêté du 1^{er} septembre 1831 lui accorda de ce chef un supplément de traitement de 900 florins.

Mais lors de la discussion du budget de 1834, la chambre des représentants, sur la proposition de la section centrale, supprima ce supplément de traitement. C'est dans cet état de choses que fut porté l'arrêté du 10 février 1834, qui ac-

Sur la proposition de nos ministres de la justice et de la guerre,
Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les arrêtés des 10 février 1834, et 19 mars 1835, accordant à l'inspecteur général du service de santé de l'armée, chargé auxiliairement du service sanitaire des prisons, un tantième sur le montant de la valeur des médicaments fournis aux prisons, soit par les pharmacies militaires, soit par les pharmaciens particuliers, sont rapportés.

Art. 2. Il est alloué par an, à ce fonctionnaire, sur le budget du dé-

corda à l'inspecteur général précité et aux employés qui lui sont subordonnés un tantième de 10 % sur le montant de la valeur des médicaments fournis aux prisons.

Ce premier arrêté fut modifié par un arrêté subséquent du 19 mars 1835, qui accorda à l'inspecteur général du service de santé de l'armée un tantième de 15 % sur le montant de la valeur des médicaments fournis aux prisons.

C'est en vertu de ces dispositions que ce fonctionnaire a joui jusqu'à ce jour d'un tantième qui s'est élevé, année moyenne, à la somme de 1410 fr. 95 c.

Indépendamment des 15 % prélevés par l'inspecteur général précité sur les médicaments fournis aux prisons, un autre tantième de 15 % était prélevé sur ces mêmes fournitures par les pharmaciens de plusieurs prisons.

Ce dernier tantième avait été accordé par un arrêté du 10 janvier 1835, en remplacement du traitement supprimé de ces pharmaciens.

En résumé, de ce qui précède il résulte que 30 % sont prélevés sur les médicaments fournis aux prisons.

Nous pensons, Sire, qu'il y a lieu de supprimer aujourd'hui les tantièmes dont il s'agit. L'arrêté royal du 20 mars 1847, n° 6184, qui fixe les traitements des officiers et employés militaires d'administration, en augmentant considérablement les traitements de l'inspecteur général du service de santé et des pharmaciens de l'armée, les a placés dans une position trop avantageuse pour qu'ils ne rendent pas à l'État tous les services qui peuvent être réclamés d'eux, sans que celui-ci doive leur accorder plus longtemps de semblables indemnités.

Nous venons en conséquence soumettre à votre approbation, Sire, un projet d'arrêté destiné à rapporter les arrêtés des 10 février 1834 et 19 mars 1835, ainsi que celui du 10 janvier 1835, en ce qui concerne les pharmaciens militaires. Tout en vous proposant cette mesure, nous pensons cependant qu'il y a lieu d'accorder à l'inspecteur général du service de santé de l'armée une indemnité de 500 francs pour les frais de bureau résultant pour ce fonctionnaire des écritures et de la correspondance auxquelles il est tenu à raison de la comptabilité et de la fourniture des médicaments et en général de tout ce qui intéresse le service sanitaire des prisons. Cette indemnité serait mise à la charge du département de la justice. Tel est l'objet de l'art. 2 du projet d'arrêté ci-joint.

Bruxelles, le 17 juillet 1849.

Le Ministre de la guerre,
Baron CHAZAL.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

partement de la justice, une indemnité de cinq cents francs, pour les frais de bureau résultant des écritures et de la correspondance auxquelles il est tenu par suite du service auxiliaire dont il est chargé.

ART. 3. L'arrêté du 10 janvier 1833 est rapporté en ce qui concerne le tantième de 45 %, accordé aux pharmaciens militaires des maisons de sûreté civile et militaire et d'arrêt, sur le coût des médicaments qu'ils préparent pour le service de ces établissements.

Nos ministres de la justice et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

Le Ministre de la guerre,

B^{on} CHAZAL.

JUSTICES-DE-PAIX. — NOTICES, TABLEAUX ET REGISTRES.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 593. — Bruxelles, le 19 juillet 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous informer, que par circulaire du 10 de ce mois, cotée comme en marge, dans le but de faciliter la première exécution de la circulaire du 9 juillet, Secrét. gén. 2^e B. n^o 392, il a été expédié directement à MM. les juges-de-paix, pour être mis à la disposition des officiers du ministère public et des greffiers près les tribunaux de simple police, un certain nombre d'imprimés des notices et des tableaux des jugements dont l'envoi aux procureurs du roi est prescrit par ladite circulaire du 9 juillet.

MM. les juges-de-paix ont été informés en même temps qu'à l'avenir, il y aura lieu de pourvoir aux frais de ces imprimés, qui concernent essentiellement le service des justices-de-paix, au moyen des menues dépenses qui leur sont allouées.

Il sera sans doute facile de trouver ces imprimés dans le commerce au même prix que l'administration devrait les faire confectionner.

Au reste rien n'empêchera de tracer ces pièces à la main, en se conformant aux modèles et au format prescrit.

Il en est de même du registre des notices à tenir par les officiers du ministère public; on a dû se borner à tracer les indications les plus

essentielles que ce registre devait contenir, en abandonnant à chacun de ces fonctionnaires le soin d'ajouter telles colonnes destinées à contenir tels renseignements qu'il jugerait utiles pour sa direction ou sa facilité.

La tenue du registre des jugements ayant été prescrite principalement pour servir de base aux comptes statistiques demandés par le gouvernement, l'administration a cru, en suivant à cet égard la marche adoptée pour d'autres services, devoir s'engager à fournir les imprimés nécessaires à la formation de ce registre, dont l'impression a été retardée jusqu'à la fin de l'année afin de pouvoir y introduire les changements dont la pratique, jusqu'à cette époque, aurait fait connaître l'utilité.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MAISONS DE PASSAGE. — REGISTRE D'ÉCROU.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 14004. — Bruxelles le 19 juillet 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous transmettre pour information copie d'une circulaire du 25 juin dernier¹, adressée à MM les gouverneurs et relative à un modèle provisoire de registre d'écroû pour les maisons de passage destinées à recevoir des condamnés à huit jours d'emprisonnement ou moins, en vertu de la loi du 4^{er} mai 1849. (*Moniteur*, n^o 172.)

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

MASSES DES DÉTENUS. — TRANSPORT.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 1633. — Bruxelles, le 27 juillet 1849.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre Orientale et de Namur.

Afin d'assurer la franchise de port aux envois des masses des détenus libérés à adresser aux comités de patronage, je vous prie de vouloir bien inviter le directeur de la maison de correction de St.-Bernard (de réclusion de Vilvorde, de force de Gand, de détention militaire d'Alost et pénitentiaire de Namur), à expédier ces masses sous le couvert des bourgmestres des localités où siègent les comités.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ *V. supra* p. 575.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ET DE COMMERCE. — REGISTRE DE
MISES AU RÔLE — ENVOI.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 597. — Bruxelles, le 31 juillet 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Je vous prie de vouloir bien adresser aux greffiers des tribunaux de première instance et de commerce de votre ressort, les imprimés ci-joints, pour la formation du registre des mises au rôle dont le modèle a été prescrit par la circulaire du 13 octobre 1846, 3^e Dir. N^o 63.

La provision de ces imprimés étant épuisée l'administration n'en fera plus l'envoi à l'avenir ; MM les greffiers auront à pourvoir eux-mêmes à la dépense de ce registre, dont la tenue donne d'ailleurs lieu à la perception de certains émoluments destinés en partie à couvrir les frais d'impression, etc., qu'il peut occasionner.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

JUGEMENTS ET ARRÊTS. — ÉTAT MENSUEL DES ASSIGNATIONS. — MONTANT
DES FRAIS LIQUIDÉS.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 599. — Bruxelles, le 4 août 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Aux termes du § final de ma circulaire du 30 juin dernier, 3^e Dir. Litt. L. N^o 42, il doit m'être rendu compte, chaque mois, du nombre d'avertissements qui auront été utilement donnés dans chaque canton.

La circulaire du 9 juillet, Secrét. gén. 2^e B. N^o 392, détermine *sub Litt. D.* le modèle de l'état que MM. les procureurs du roi recevront mensuellement des justices-de-paix de leur arrondissement, concernant le nombre des assignations et le montant des frais liquidés par les jugements.

Je vous prie de vouloir bien faire dresser et me faire parvenir, dans la première quinzaine qui suivra le mois, un résumé de ces états, conforme au modèle ci-joint, qui comprendra en même temps les renseignements de cette nature concernant les affaires correctionnelles et criminelles instruites par les juges d'instruction et celles qui auront été jugées par les tribunaux correctionnels, les cours d'assises et les cours d'appels.

A cet effet les colonnes relatives aux cours d'assises et aux appels correctionnels ne seront remplies respectivement que sur les états des arrondissements des chefs-lieux des cours d'assises ou de la cour d'appel.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ARRONDISSEMENT DE
État des assignations dans les affaires instruites ou jugées pendant le mois d 18 .

		Appels correctionnels.	Cour d'assises.	Tribunal correctionnel.	Cabinet du juge d'instruction.	CANTONS DE																	
Inculpés, prévenus.	ayant comparu volontairem. ou sur avertissem.																						
	 sur citation après avertissem.																						
	 sur citation sans avertissem.																						
	ayant fait défaut sur citation après avertissem.																						
	 sur citation sans avertissem.																						
Personnes civiles, responsables.	ayant comparu volontairem. ou sur avertissem.																						
	 sur citation après avertissem.																						
	 sur citation sans avertissem.																						
	ayant fait défaut sur citation après avertissem.																						
.. .. sur citation sans avertissem.																							
Témoins à charge, fonctionnaires, agents.	ayant comparu volontairem. ou sur avertissem.																						
	 sur citation après avertissem.																						
	 sur citation sans avertissem.																						
	ayant fait défaut sur citation après avertissem.																						
.. .. sur citation sans avertissem.																							
Autres témoins à décharge.	ayant comparu volontairem. ou sur avertissem.																						
	 sur citation après avertissem.																						
	 sur citation sans avertissem.																						
	ayant fait défaut sur citation après avertissem.																						
.. .. sur citation sans avertissem.																							
Témoins à décharge.	ayant comparu volontairem. ou sur avertissem.																						
	 sur citation après avertissem.																						
	 sur citation sans avertissem.																						
	ayant fait défaut sur citation après avertissem.																						
.. .. sur citation sans avertissem.																							

MONTANT DES FRAIS LIQUIDÉS PAR LES JUGEMENTS OU ARRÊTS PRONONCÉS DANS LE MOIS.

	FRAIS LIQUIDÉS			SOMMES ALLOUÉES A L'ÉTAT à titre de parts de lettres et paquets		
	à charge des parties condamnées autres que les parties civiles.	à charge des parties civiles sur les sommes consignées par elles		à charge des parties condamnées autres que les parties civiles.	à charge des parties civiles sur les sommes consignées par elles	
	Rembour-sables.	Non rembour-sables.		Rembour-sables.	Non rembour-sables.	
Appels correctionnels.						
Cour d'assises.						
Tribunal correctionnel.						

ÉMIGRANTS ÉTRANGERS. — PASSAGE PAR LA BELGIQUE *.

Bruxelles, le 7 août 1849.

Les Ministres des affaires étrangères et de la justice,

Considérant que divers États de l'Allemagne se préparent à prendre des mesures législatives touchant l'émigration; et voulant se réserver de combiner les règlements belges relatifs au passage des émigrants pour la Belgique avec les dispositions qui seront adoptées en Allemagne ;

Arrêtent :

Article unique. L'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 4 juin 1849, qui soumet à de nouvelles conditions l'entrée en Belgique des émigrants étrangers, est prorogée au 1^{er} avril 1850.

Le Ministre des affaires étrangères,
C. D'HOFFSCHMIDT.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — MINISTÈRE PUBLIC. — CONSEILLERS COMMUNAUX **.

5^e Dir, 2^e B. N^o 145. — Bruxelles, le 15 août 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance et les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

L'art. 144 du code d'instruction criminelle porte que les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police seront remplies par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal, et qu'en cas d'empêchement du commissaire de police, elles seront remplies par le bourgmestre qui pourra se faire remplacer par un échevin.

L'art. 107 de la loi communale délègue d'un autre côté les conseillers communaux suivant l'ordre y déterminé, pour remplir, en cas d'empêchement, les fonctions de bourgmestre et d'échevins.

Des doutes pouvant s'élever par la comparaison de ces textes sur la question de savoir si un conseiller communal pourrait remplacer le bourgmestre ou l'échevin comme officier du ministère public, je crois devoir vous rappeler que l'article 404 de la Constitution exige que toutes les

* *Moniteur*, 1849, n^o 221.** *Moniteur*, 1849, n^o 227.

fonctions du ministère public soient remplies par des officiers nommés par le roi; que d'ailleurs les fonctions administratives dont s'occupe l'article 107 de la loi communale sont essentiellement distinctes des fonctions judiciaires, et qu'aucune disposition légale n'a étendu aux conseillers communaux la compétence exceptionnelle dont le bourgmestre et les échevins sont investis par l'art. 144 du code d'instruction criminelle.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — SERVICE DES CONSTRUCTIONS. — ARCHITECTES PARTICULIERS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 255. — Laeken, le 17 août 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Revu notre arrêté du 29 août 1834, organique du corps des ponts et chaussées, et celui du 18 février 1833, réglant les rapports des ingénieurs de ce corps avec l'administration des prisons;

Vu l'arrêté du 12 juin 1847, autorisant l'emploi d'architectes particuliers pour la rédaction et l'exécution des projets de travaux relatifs soit à l'établissement de prisons nouvelles, soit à l'agrandissement ou à l'amélioration des prisons existantes;

Considérant que pour obtenir dans le service des constructions relatives aux prisons, l'unité d'impulsion et de direction désirable, il est nécessaire d'étendre également l'intervention des architectes particuliers aux travaux d'entretien et de réparation;

Sur la proposition de nos ministres de la justice et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Le service des constructions relatives aux prisons, tant en ce qui concerne l'exécution que la rédaction des projets de constructions nouvelles, d'amélioration, d'agrandissement, de réparation et d'entretien, est placé en dehors des attributions du corps des ponts et chaussées, et ressortira exclusivement à l'avenir au département de la justice.

ART. 2. Afin d'assurer convenablement le service dont il s'agit, notre ministre de la justice est autorisé à s'adjoindre des architectes particuliers, sous le contrôle d'un fonctionnaire attaché à l'administration centrale.

* *Moniteur*, 1849, n^o 255.

Nos ministres de la justice et des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice, Le Ministre des travaux publics,
DE HAUSSY. ROLIN.

PRISONS. — SERVICE DES CONSTRUCTIONS. — ARCHITECTES PARTICULIERS. —
FRAIS DE ROUTE ET DE SÉJOUR. — INDEMNITÉS *.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13551. — Laeken, le 17 août 1849.

LÉOPOLD, ETC.

Vu notre arrêté de ce jour, qui autorise Notre ministre de la justice à employer, pour les travaux d'amélioration et d'entretien des prisons de l'État, des architectes particuliers sous le contrôle d'un fonctionnaire attaché au département de la justice;

Revu nos arrêtés du 1^{er} août 1847 et 20 mars 1849, qui déterminent les honoraires et indemnités concernant la rédaction et l'exécution des projets relatifs à la construction de prisons nouvelles, ou à l'agrandissement des prisons existantes;

Sur la proposition de Notre ministre susdit,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Les architectes auxquels le département de la justice aura confié les travaux d'entretien ou d'amélioration des prisons de l'État, recevront, du chef des déplacements et séjours que leur auront occasionnés ces travaux, les mêmes indemnités que celles allouées, par notre arrêté du 15 mai 1849, au contrôleur de la comptabilité et à celui des constructions dans les prisons; et pour la rédaction des diverses pièces nécessaires à l'exécution et à la liquidation desdits travaux, il leur sera payé des indemnités à calculer d'après les bases généralement adoptées pour la fixation des honoraires d'architecte; bases que, du reste, Notre ministre de la justice aura la faculté de modifier, chaque fois qu'il ne trouvera pas la rémunération réclamée en rapport avec le service rendu.

ART. 2. Les diverses dépenses auxquelles donnera lieu l'emploi des architectes seront prélevées sur l'allocation portée au chap. X du budget de la justice, sous le libellé: Honoraires et indemnités aux architectes, etc.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur*, 1849, n^o 255.
1849.

ENFANTS JUGÉS EN VERTU DE L'ART. 66 DU CODE PÉNAL. — MISE EN APPRENTISSAGE. — TARIF DES FRAIS D'ENTRETIEN*.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13787. — Bruxelles, le 21 août 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Comme suite à ma circulaire du 29 mai dernier concernant les frais d'entretien des enfants mis en apprentissage conformément à l'arrêté royal du 29 septembre 1848, j'ai jugé convenable d'adopter le tarif ci-après, savoir :

	1 ^{re} ANNÉE.		2 ^e ANNÉE		3 ^e ANNÉE ET SUIV.	
	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.
Pour les enfants de 6 à 10 ans.	» 60	« 55	» 50	» 45	» 40	» 35
Id. 10 à 14 ans.	» 50	» 45	» 40	» 35	» 30	» 25
Id. 14 et au-dess.	» 40	» 35	« 30	» 25	» 20	» 15

Il est toutefois à remarquer, M. le Gouverneur, que ce tarif est susceptible d'être modifié selon les circonstances et les localités; qu'il pourra toujours être abaissé, mais non élevé sans mon assentiment préalable.

Je pense qu'il serait utile de faire appel, par la voie du mémorial administratif de votre province, aux administrations charitables, aux cultivateurs et aux artisans qui consentiraient à prendre des enfants en pension ou en apprentissage aux conditions stipulées. Des informations devront être prises par les soins des commissaires d'arrondissement et des bourgmestres sur la position et la moralité des acceptants; une liste des enfants à placer sera dressée pour chaque arrondissement, et transmise aux comités de patronage chargés du placement, pour leur servir de direction.

Veillez, M. le Gouverneur, tenir la main à l'exécution des instructions qui précèdent, et m'informer des résultats que vous obtiendrez.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* Voir 15 novembre 1849.

SURVEILLANCE SPÉCIALE DE LA POLICE. — INTERRUPTION.

5^e Dir. 2^e B. N^o 2536. — Bruxelles, le 25 août 1849.

A. M. les Procureurs généraux près les cours d'appel et les Gouverneurs des provinces.

Par son arrêt du 18 juin dernier, dont un extrait se trouve ci-après, la cour de cassation vient de décider que la peine de la surveillance spéciale de la police n'est point interrompue pendant l'exécution d'une condamnation à l'emprisonnement, prononcée postérieurement.

Cette décision, contraire aux instructions de mon prédécesseur en date du 29 mai 1847, a fixé mon attention, et l'examen que j'ai fait de la question m'a porté à partager l'opinion de la cour suprême.

Vous voudrez donc bien l'adopter à l'avenir comme règle de conduite.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

—
Extrait de l'arrêt du 18 juin 1849.

Sur le moyen unique de cassation, pris de la fausse application et de la violation de l'art. 494 du code d'instruction criminelle et des art. 4, 3 et 4 de la loi du 31 décembre 1836 relative à la surveillance des condamnés libérés;

Considérant que, suivant la loi du 31 décembre 1836, le renvoi sous la surveillance spéciale de la police est prononcé pour un temps déterminé par le jugement;

Que ce temps commence au moment même de l'exécution de la peine; que la loi n'a attaché à aucun incident la vertu d'en suspendre le cours; que prévoyant le cas où l'individu mis en surveillance ne se conformerait pas aux mesures prosrites, elle déclare qu'il sera de ce chef passible d'emprisonnement, mais sans ajouter que le temps de sa détention ne sera point compté dans celui de la surveillance;

Considérant que, d'après l'exposé des motifs de la loi dont il s'agit, le but du renvoi sous la surveillance spéciale de la police est de prévenir soit les actes de vengeance que les condamnés, à leur sortie de prison, voudraient exercer contre les personnes auxquelles ils imputeraient leur condamnation, soit d'autres attentats qu'ils méditeraient contre les personnes ou les propriétés, soit enfin les dangers de la réunion, sur un même point, des individus de cette catégorie;

Considérant que ce but est complètement atteint et que le condamné

libéré, assujéti à la surveillance de la police, se trouve effectivement sous la main de l'autorité, lorsqu'il subit un emprisonnement en exécution d'un jugement nouveau;

Que l'esprit, pas plus que le texte de la loi, ne s'oppose donc à ce que la durée de cet emprisonnement soit imputée sur le temps de la surveillance avec lequel elle se combine et se confond;

Considérant qu'il résulte de là que l'arrêt attaqué, en décidant que le défendeur, placé sous la surveillance de la police pour cinq ans, à partir du 28 décembre 1843, en était affranchi après le 28 décembre 1848, quoiqu'il eût passé dans l'intervalle plus de quatre ans en prison par suite de condamnations nouvelles, et en le renvoyant des poursuites dirigées contre lui pour avoir rompu son ban en 1849, n'a aucunement contrevenu à la loi de 1836 précitée et a justement appliqué l'art. 494 du code d'instruction criminelle.

Pour ces motifs, — rejette le pourvoi.

Annexe à la circulaire du 28 août 1849.

MODÈLE DU REGI

1 ^o NUMÉRO D'ORDRE. 2 ^o NUMÉRO DE LA MATRICULE.	DÉSIGNATION DES INCULPÉS. NOMS, PRÉNOMS, LIEU DE NAISSANCE, DOMICILE. (Lorsque plusieurs inculpés sont compris dans la même poursuite, chacun d'eux occupera une case spéciale, mais dans ce cas l'on aura soin de réunir ces cases par une accolade sous le même numéro d'ordre.)	AGE ET SIGNALEMENT.	QUALITÉ AVEC LAQUELLE LES INCULPÉS SONT ENTRÉS AU SERVICE. (Miliciens, substituants, rem- plaçants, volontaires.) GRADE. — CORPS ADQUEL ILS APPARTIENNENT. (Régiment, bataillon, escou- dron ou batterie, compagnie.) ANNÉES DE SERVICE EFFECTIF. DEGRÉ D'INSTRUCTION. (S'ils ont signé ou s'ils n'ont pas pu signer leur interroga- toire.)	POURSUITE OU CONDAMNATION ANTÉRIEURE Désigner 1. Leur nombre. 2. La date. 3. Les faits qui y ont donné lieu. 4. Les peines pro- noncées et leur durée. 5. Le lieu où elles ont été subies. 6. La date de la li- bération. 7. S'il y a eu rem- placement de
	Fils de et de né à le domicilié à	Age de Nez Taille Bouche Visage Menton Front Cheveux Yeux Sourcils MARQUES PARTICULIÈRES. Profession antérieure.	Qualité. Grade. Régiment. Années de service effectif. Degré d'instruction.	

AUDITORIATS MILITAIRES. — REGISTRE DES NOTICES. — MODÈLE.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 593. — Bruxelles, le 28 août 1849.*A M. l'Auditeur général.*

Je viens d'arrêter le modèle ci-joint, pour la formation du registre des notices à tenir dans les auditoriats militaires.

Je vous prie, de vouloir bien donner à MM. les Auditeurs militaires ainsi qu'à l'Auditeur fiscal à Anvers, les instructions nécessaires pour l'introduction immédiate de ce registre, et de veiller à ce qu'il soit tenu régulièrement.

Vous trouverez, ci-joint, un certain nombre d'imprimés conformes au modèle ci-dessus que vous voudrez bien répartir suivant les besoins du service.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

NOTICES.

NATURE DU INCRIMINÉ. (Le lieu où il a été pris et la date.)	DATES. (Si le prévenu est ab- sent, le mot <i>contra- dictoire</i> , après jugement sera remplacé par les mots: <i>par contumace</i> .)	RÉSULTAT DES POURSUITES.		TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE JOUR DU DÉLIT ET CELUI DU JUGEMENT.	APPELS ET POURVOIS EN CASSATION; LEURS DATES ET LEURS RÉSULTATS. POURVOIS EN GRACE; LEURS SUITES. EXÉCUTION DES JUGEMENTS OU ARRÊTS.
		DISPOSITIF DU JUGEMENT (En cas de condamnation, indiquer la nature des peines principales et des peines ac- cessoires: déchéance, expo- sition.)	ARTICLES DE LA LOI APPLIQUÉS.		
	De la plainte.				
	De l'arrestation.				
	De l'interrogatoire.				
	Du jugement contra- dictoire.				TRANSPÉRÉ A LA PRISON DE DATE DU TRANSPORT.

MILITAIRES. — ARRESTATION ET CITATION A LA REQUÊTE DES AUTORITÉS CIVILES. — FORMALITÉS *.

5^e Dir. 3^e B. N^o 1097/2595. — Bruxelles, le 5 septembre 1849.

A M^ll. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance, les juges d'instruction et les huissiers.

Les dispositions des articles 67 et 68 du décret du 24 décembre 1814 et celles des articles 13, 14 et 18 de la première partie du règlement militaire du 26 juin 1799, rendu obligatoire en Belgique par l'arrêté-loi du 24 octobre 1814, déterminent les formalités spéciales à suivre pour l'arrestation et la citation de militaires, à la requête des autorités civiles. Ces formalités ont fait, depuis lors, l'objet de deux circulaires en date des 17 juin 1817 et 19 mars 1824; mais les instructions contenues dans ces circulaires sont généralement perdues de vue, et elles ont besoin d'être complétées. Je viens en conséquence de concerter avec M. le Ministre de la guerre les mesures suivantes :

Aucune disposition spéciale ne déroge à la règle que tous les exploits doivent être faits à personne ou à domicile; mais les officiers ministériels chargés de citer un militaire devant le juge civil seront tenus de faire viser l'original de l'exploit au bureau de la place ou du chef du corps, et d'en donner ainsi connaissance à l'autorité militaire; ce n'est qu'après avoir rempli cette formalité qu'ils pourront se rendre à la caserne ou au logement du militaire cité, pour y remettre la copie.

Lorsqu'il s'agira d'exécuter un mandat d'amener, de dépôt ou d'arrêt, ou bien une ordonnance de capture, le juge civil devra préalablement en donner connaissance au commandant de la place. En route ou en cantonnement, cet avis sera donné au commandant de la troupe.

Lorsque, pour opérer l'arrestation, il sera nécessaire de pénétrer dans l'intérieur des bâtiments ou établissements militaires, ou des terrains clos qui en dépendent, ou dans les parties des fortifications autres que celles qui sont réservées à la libre circulation des habitants, en vertu de l'art. 28 de la loi du 8-10 juillet 1794, le juge civil adressera au commandant de la place un réquisitoire, auquel celui-ci sera tenu de déférer.

Il sera procédé de la même manière dans tous les cas où le militaire qu'il s'agit d'arrêter fait partie d'un corps de troupes. Le commandant de la troupe, à défaut du commandant de place, sera tenu de déférer au réquisitoire du juge civil.

* *Moniteur*, 1849, n^o 248.

En cas de flagrant délit, l'article 14 du règlement de 1799 ne subordonne l'arrestation immédiate du militaire à aucune formalité préalable ; mais le juge civil devra aussitôt en donner avis à l'officier commandant du corps auquel appartient le prévenu ou l'accusé.

Les procureurs du roi transmettront chaque mois aux procureurs généraux un état nominatif de tous les individus attachés à l'armée qui, pendant le mois écoulé, auront été condamnés par jugement ayant acquis force de chose jugée : les procureurs généraux formeront un tableau général qu'ils feront parvenir directement au département de la guerre. Ce tableau comprendra tous les tribunaux de leur ressort et mentionnera en outre les condamnations prononcées par les cours d'assises.

Je vous prie de vouloir tenir la main à l'exécution ponctuelle des instructions qui précèdent.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE. — RÈGLEMENT. — MODIFICATIONS.

5^e Dir. 1^{er} B. LIT. L. N^o 1948. — Bruxelles, le 5 septembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

D'après l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} juin 1849, les dispositions prises par le gouvernement en matière de frais de justice criminelle ne deviendront définitives que le 30 juin 1852. Le gouvernement pourra donc jusqu'à cette époque introduire dans l'arrêté du 18 juin 1849 les améliorations que l'expérience aura indiquées.

Parmi ces améliorations, les unes pourront, sans inconvénient être différées jusqu'à la révision finale : les autres au contraire, pourront présenter un caractère de haute utilité et d'urgence et elles exigeraient dès lors des mesures immédiates.

Je désire, M. le Procureur général, que ces dernières me soient signalées sans retard : quant aux autres, elles pourront faire l'objet de rapports périodiques que vous voudrez bien m'adresser dans le courant des mois de janvier et de juillet de chaque année.

Je vous prie de vouloir recommander aux procureurs du roi, juges d'instruction et greffiers de votre ressort, de vous communiquer leurs observations particulières en temps opportun.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMMUTATION DE PEINES. — POINT DE DÉPART DE LA PEINE SUBSTITUÉE.

5^e Dir. 5^e B. N^o 2736. — Bruxelles, le 8 septembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, l'Auditeur général près la cour militaire et les Directeurs des prisons de Vilvorde, St-Bernard, Gand et Namur.

D'anciens arrêtés de grâce qui commuaient une peine perpétuelle en une peine temporaire n'étant pas fort explicites sur le point de départ de la peine substituée, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les principes que j'ai cru devoir adopter :

Si les termes de l'arrêté de grâce permettent une interprétation favorable au condamné, c'est cette interprétation qu'il faut suivre.

Si la peine substituée remplace une peine ayant déjà pris cours par l'exposition publique, l'arrêté de commutation est le point de départ de la peine nouvelle.

Si l'exposition n'avait pas été subie et si le roi l'avait maintenue, la peine substituée a pris cours du jour de l'exposition; il en est de même dans les cas où la peine substituée est la peine militaire de la brouette qui a pour point de départ la lecture de la sentence.

Si dispense a été faite de l'exposition, la peine substituée est censée avoir pris cours du jour de la condamnation.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS. — INSTRUCTIONS *.

1^{re} Dir. 2^e B. N^o 15402. — Bruxelles, le 12 septembre 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Un arrêté royal du 14 décembre 1848 (*Moniteur* n^o 359) a institué le patronage en faveur des condamnés libérés. En exécution des dispositions de cet arrêté, des comités ont été organisés dans chaque canton, sous la présidence du juge-de-paix. Chaque fois qu'un condamné témoigne le désir d'être admis à la faveur du patronage à l'époque de sa libération, il est transmis d'avance, au comité du canton où il se propose de fixer sa résidence, un bulletin confidentiel, donnant les renseigne-

* *Moniteur*, 1849, n^o 238.

ments nécessaires sur l'origine du libéré, le motif de sa condamnation, la nature et la durée de sa peine, les incidents de sa détention, son caractère et sa conduite en prison. En outre, le comité reçoit le surplus du pécule du libéré après prélèvement de la somme jugée nécessaire pour qu'il se rende au lieu de sa destination. J'ai lieu de croire, M. le Gouverneur, que ces dispositions sont exactement suivies, et que les comités de patronage sont mis ainsi à même de remplir leur utile mission.

Le but et le caractère de cette mission sont clairement exposés dans les articles 40 à 46, 22 à 26 de l'arrêté cité. Cependant, pour le cas où l'interprétation et l'application de ces articles pût encore laisser quelque doute, j'ai pensé qu'il ne serait pas inutile d'entrer à cet égard dans quelques explications.

Le but du patronage est de procurer aux condamnés, à leur sortie de prison, un appui et une direction qui, le plus souvent, leur ont fait défaut jusque-là. L'état de suspicion dans lequel ils sont placés, la répulsion qu'ils inspirent généralement, montrent la nécessité d'un intermédiaire bienveillant, qui facilite leur réintégration dans les rangs de la société et qui, tout en surveillant leur conduite, en soutenant et encourageant leurs bonnes résolutions, en écartant, autant que faire se peut, les causes qui pourraient amener leur rechute, les relève à leurs propres yeux, comme aux yeux de leurs concitoyens, et aplanisse devant eux la voie qui doit les conduire à une existence laborieuse et honnête.

Il ressort de ces prémisses que l'œuvre confiée au zèle et aux lumières des comités de patronage est, avant tout, une œuvre morale; l'appui matériel ne vient qu'en seconde ligne et comme complément, pour ainsi dire, de l'action morale dans certains cas déterminés. Cette action morale peut s'exercer de diverses manières et se modifier à l'infini selon les circonstances. Ainsi, les comités s'informeront si le libéré a des parents, des amis, des connaissances qui veillent s'intéresser à son sort et puissent lui être utiles; ils s'efforceront de rétablir ses relations de famille; si le libéré a exercé antérieurement une profession dans la localité, s'il y a été employé dans un atelier, on avisera aux moyens de le remettre dans la position qu'il occupait avant sa condamnation; si le travail fait défaut dans le canton, le comité, consultant les intérêts et l'aptitude du libéré, le recommandera au comité d'un autre canton plus à même de lui procurer de l'occupation. Ce cas est prévu par l'article 25 de l'arrêté du 14 décembre; toutefois, comme le prescrit l'article 26, les comités veilleront avec le plus grand soin à ce que les libérés ne fassent pas de voyages inutiles sous prétexte de chercher du travail. Ils s'informeront d'abord des chances que pourrait présenter leur changement de résidence, et ne

conseilleront et ne favoriseront le changement qu'après avoir reçu à cet égard des renseignements satisfaisants. La nomination des patrons, prévue et recommandée par le § 3 de l'article 40 de l'arrêté royal, facilitera, sous ce rapport, la tâche du comité, en simplifiant sa correspondance. L'institution du patronage individuel, sous la direction et le contrôle du comité cantonal, forme le complément indispensable du système adopté; elle offre le moyen d'associer l'intervention de la charité privée à celle de la bienfaisance publique. Sans son concours, les comités cantonaux seraient bientôt et inévitablement absorbés par d'infinis détails qui ralentiraient et neutraliseraient à certains égards leur action supérieure.

L'art. 49 de l'arrêté du 14 décembre, en attribuant aux comités de patronage la faculté de disposer du pécule des libérés, leur fournit une ressource précieuse dont il ne faut user qu'avec prudence et discrétion. Ils en régleront scrupuleusement l'emploi, de la manière la plus conforme aux intérêts des ayants droit, soit qu'ils remettent ce pécule par petites portions aux libérés, ou bien à leurs femmes et à leurs enfants pour satisfaire à leurs premiers besoins, soit qu'ils jugent utile ou préférable de l'affecter spécialement à leur procurer des métiers, des outils ou des matières premières. Ce n'est qu'exceptionnellement et en cas d'absence ou d'insuffisance du pécule, que les comités auront à assister pécuniairement les libérés à l'aide des subsides, des dons volontaires et des autres ressources qu'ils pourront avoir à leur disposition.

Mais, même dans ce cas, cette assistance ne peut avoir qu'un caractère temporaire. Les libérés indigents doivent être rangés dans la même catégorie que les indigents ordinaires; c'est aux communes à pourvoir à leur soulagement et à leur entretien. L'institution du patronage est essentiellement distincte, sous ce rapport, de celle des bureaux de bienfaisance et des établissements de charité proprement dits. Les comités cantonaux doivent se borner à recommander les libérés indigents aux administrateurs de la bienfaisance locale, à faciliter, s'il y a lieu, leur admission dans les dépôts de mendicité, les hospices ou les hôpitaux; mais dès leur entrée dans ces établissements, les libérés tombent à la charge des communes où ils ont leur domicile de secours; l'action des comités de patronage reste purement morale à leur égard; il ne peut en résulter aucune obligation pécuniaire.

Cependant, il peut être posé une exception en ce qui concerne les femmes et les enfants des deux sexes. Placés à leur sortie de prison dans une situation toute particulière, il peut y avoir lieu d'admettre en leur faveur certaines mesures, qui, dans aucun cas, ne peuvent être appli-

quées aux libérés adultes du sexe masculin. Ainsi, l'art. 24 de l'arrêté du 14 décembre veut, qu'en cas de nécessité, les commissions administratives des pénitenciers des femmes condamnées et des jeunes délinquants puissent aviser *provisoirement* au placement de certains libérés, sauf à en donner immédiatement avis aux comités de patronage des cantons où ces libérés auront respectivement leur domicile. Sur cet avis, les comités cantonaux examineront s'il y a lieu de prolonger ce séjour ou de faire rentrer les libérés dans les communes de leur domicile. Dans le premier cas, ils adresseront une proposition au ministre de la justice, en exposant les motifs qui militent pour la prolongation du séjour; dans le second, ils prendront telles mesures que pourront exiger les circonstances.

Aux termes de l'article 46 de l'arrêté précité, les comités de patronage peuvent être chargés de la mise en apprentissage des enfants acquittés comme ayant agi sans discernement, mais retenus conformément à l'article 66 du code pénal, pour être élevés jusqu'à un certain âge déterminé par le jugement. Le bénéfice de cette disposition peut être appliqué, au besoin, aux jeunes libérés et particulièrement à ceux d'entre eux qui sont privés de leurs parents ou dont la famille ne présenterait pas les garanties désirables; le placement, dans ce cas, devra se faire conformément aux règles prescrites par l'arrêté du 29 septembre 1848 (*Moniteur*, n° 289), sauf à soumettre les conventions à conclure de ce chef à l'approbation préalable de l'administration supérieure. (Art. 43 *in fine* de l'arrêté du 14 décembre 1848.)

Je crois pouvoir résumer la question des ressources et des subsides de la manière suivante; ces ressources se divisent en trois catégories :

1° Le montant des masses de sortie des libérés, admis à la faveur du patronage. Cette ressource est la plus immédiate; c'est aux comités à en régler l'emploi de la manière la plus conforme aux intérêts et la plus utile à la position des intéressés;

2° Les subsides accordés par les provinces, les communes et les bureaux de bienfaisance, les souscriptions et les dons volontaires. Ce sont là des ressources subsidiaires que les comités doivent s'efforcer de se procurer avant de recourir à l'assistance du gouvernement;

3° Enfin les allocations portées au budget de l'Etat pour l'œuvre du patronage, le produit des masses des condamnés décédés dans les maisons centrales, des amendes et des retenues faites sur les mêmes masses, à titre de punitions ou autrement.

Ces trois catégories de ressources serviront en partie à pourvoir à l'entretien des femmes et des jeunes délinquants libérés, dans des mai-

sons de refuge et aux frais d'apprentissage; en partie à donner aux comités les moyens d'encourager leurs patronés lorsqu'ils se trouveront dans une position exceptionnelle. Les comités ne doivent pas compter sur l'appui exclusif du gouvernement; ils s'efforceront de pourvoir à leurs besoins à l'aide de leurs propres ressources. En ce qui concerne le patronage lui-même, l'administration supérieure n'interviendra directement que pour des œuvres spéciales, telles que le placement des femmes dans des refuges, et la mise en apprentissage de jeunes délinquants.

Je désire, M. le Gouverneur, que les instructions qui précèdent soient communiquées aux comités de patronage et que ces comités me transmettent, par votre entremise, les observations auxquelles elles pourront donner lieu.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ÉGLISES. — ACHAT DE TABLEAUX ET STATUES — CONCOURS DU
GOUVERNEMENT.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 3083. — Bruxelles le 9 octobre 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Le genre de peinture qui mérite le plus d'être encouragé par le gouvernement et que l'ancienne école flamande a cultivé avec le plus de succès, c'est, sans contredit, la peinture historique et surtout la peinture religieuse. C'est aux artistes qui montrent des dispositions pour ce genre, que des subsides seront désormais accordés de préférence, mais à la condition que ces artistes exécutent des tableaux dont l'importance sera nécessairement proportionnée au talent de chaque peintre et à l'élévation du subside qu'il aura obtenu.

Malheureusement, les ressources bornées dont le gouvernement peut disposer en faveur des beaux-arts ne lui permettent pas d'affecter aux subsides de cette nature une somme assez considérable pour qu'il puisse espérer d'en obtenir des résultats efficaces.

Mais, en me signalant cet inconvénient, monsieur le ministre de l'intérieur, qui a dans ses attributions les encouragements à accorder aux beaux-arts, m'a indiqué en même temps un moyen qui m'a paru propre à le faire disparaître et que je recommande à votre attention particulière.

* *Moniteur*, 1849, n^o 283.

Il existe dans toutes les provinces un assez grand nombre d'églises, à peu près, sinon tout-à-fait, dépourvues de tableaux, et qui ne sont pas assez bien dotées pour pouvoir s'en procurer à l'aide de leurs seules ressources. Si ces églises s'adressaient au gouvernement en mettant à sa disposition les sommes modiques qu'elles voudraient consacrer aux objets d'art qui leur manquent, le gouvernement y joindrait les subsides dont il est parlé plus haut; elles obtiendraient, par ce moyen, non pas des tableaux de maître, mais, du moins, des tableaux fort convenables, et les encouragements destinés aux jeunes artistes deviendraient ainsi beaucoup plus importants.

Des croquis seraient soumis préalablement aux conseils de fabrique des églises intéressées, ainsi qu'à MM. les chefs diocésains.

Cette mesure sera également applicable à la statuaire.

Je vous prie, Messieurs, d'en faire l'objet d'une circulaire à insérer au *Mémorial administratif* de votre province et de vouloir bien prendre les dispositions que vous jugerez convenables pour atteindre, aussi complètement qu'il sera possible, le double but que nous nous sommes proposé, M. le ministre de l'intérieur et moi.

S'il existe des églises qui manquent entièrement de tableaux et de statues et qui soient trop pauvres pour pouvoir disposer d'aucune somme, vous pourriez me les indiquer; il sera possible, peut-être, de donner à quelques-unes de ces églises des objets d'art d'une moindre importance.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

FONDATIONS EN FAVEUR DE L'INSTRUCTION ET DE LA BIENFAISANCE. —
COMMISSION. — NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX MEMBRES *.

5^e Dir. 2^e B. N^o 2194. — Ardennes, le 15 octobre 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT!

Sur la proposition de nos ministres de la justice et de l'intérieur.

* *Rapport au roi*: Un arrêté du 24 juillet 1848 (*Moniteur*, n^o 205) a institué une commission de cinq membres, chargée de préparer la révision des lois sur les fondations en matière d'instruction. Ces fondations présentant, sous beaucoup de rapports, une grande analogie avec celles qui ont la bienfaisance pour objet, et les unes et les autres pouvant être régies par des principes identiques ou tout au moins connexes, le cercle des travaux de la commission s'est nécessairement élargi. Un surcroît de travail résultant naturellement de cette extension.

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la commission instituée par notre arrêté du 24 juillet 1848 est porté à sept.

ART. 2. Sont adjoints aux membres nommés par nos arrêtés des 24 juillet et 24 août 1848 :

MM. *Leclercq*, procureur général à la cour de cassation.

Liedts, gouverneur de la province du Brabant.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

Le Ministre de l'intérieur,
CH. ROGIER.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — NON PAYEMENT DE L'AMENDE. —
EMPRISONNEMENT SUBSIDIAIRE.

3^e Dir. 2^e B. N^o 2129 bis. — Bruxelles, le 24 octobre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, Procureurs du roi et Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

Il est venu à ma connaissance que quelques tribunaux de simple police, lorsqu'ils prononcent une condamnation à l'amende, croient devoir en même temps comminer un emprisonnement subsidiaire de 3 ou 5 jours pour le cas de non paiement de l'amende.

Cette manière de procéder est évidemment contraire à la loi.

L'art. 67 du code pénal qui autorise la contrainte par corps pour le paiement de l'amende et dispose qu'en cas d'insolvabilité du condamné, il ne pourra être détenu plus de 15 jours, se rapporte uniquement à l'exécution du jugement. La détention que le condamné a à subir est déterminée par la loi, et les tribunaux ne peuvent pas en limiter la durée.

Il n'y a d'exception à cette règle que quand la loi l'autorise expressément, ainsi qu'elle l'a fait pour les condamnations en matière de chasse

sion du mandat primitif, il est devenu indispensable de répartir ce travail entre un plus grand nombre de personnes. Nous avons donc l'honneur de proposer à votre Majesté de porter à sept le nombre des membres de la commission.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

Le Ministre de l'intérieur,
CH. ROGIER.

* *Moniteur*, 1849, n^o 299.

(art. 16 de la loi du 26 février 1846) et pour les contraventions à la loi sur la garde civique (art. 100, § 3, de la loi du 8 mai 1848.)

MM. les procureurs du roi voudront bien, à l'avenir, interjeter appel des jugements de la nature de ceux qui m'ont été signalés.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET DE SIMPLE POLICE. — CONDAMNATIONS. —
APPEL A MINIMA.

5^e Dir. 2^e B. litt. P. N^o 121. — Bruxelles, le 25 octobre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Il existe dans certains ressorts des instructions qui prescrivent, en matière correctionnelle, l'appel à *minima* chaque fois qu'il y a appel de la part des condamnés, et je viens d'être consulté sur la question de savoir s'il y a lieu d'étendre ces instructions aux jugements des tribunaux de simple police, ces jugements pouvant également aujourd'hui être frappés d'appel par le ministère public.

Je pense que l'appel à *minima* ne peut dans l'hypothèse posée être prescrit comme mesure générale, pas plus pour les jugements des tribunaux correctionnels que pour ceux des tribunaux de simple police, et je ne saurais, sous ce rapport, approuver les instructions mêmes dont il vient d'être parlé.

Il ne doit y avoir lieu à l'appel à *minima* que dans le cas où le condamné interjette témérement appel d'un jugement qui ne lui inflige qu'une peine juste et modérée, ou dans celui où le tribunal semblerait avoir agi avec une trop grande indulgence; enfin, il convient toujours de laisser aux officiers du ministère public l'appréciation des avantages que l'appel à *minima* peut présenter dans chaque cas et de leur abandonner la faculté d'interjeter ou de ne pas interjeter cet appel suivant les circonstances, sauf à se conformer, le cas échéant, aux instructions spéciales que vous jugerez utile de leur donner à cet égard.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — AMENDES. — DESTINATION.

5^e Dir. 1^{er} B. litt. L. N^o 12 — Bruxelles, le 26 octobre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous communiquer la réponse que je viens de faire

à M. le ministre des finances à une lettre par laquelle ce haut fonctionnaire me consultait sur la question de savoir si les amendes prononcées en vertu de la loi du 1^{er} mai 1849 doivent être appliquées au profit de la commune.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

A M. le Ministre des finances.

Les faits dont la connaissance a été attribuée aux juges-de-peace par l'art. 4^{er} de la loi du 1^{er} mai 1849 n'ont pas changé de nature. Ils conservent leur caractère de délit et ne deviennent point des contraventions, d'où découle la conséquence que les amendes auxquelles ces faits peuvent donner lieu ne doivent pas être attribuées aux communes, mais qu'elles continuent à être perçues au profit de l'État.

Mais il en est autrement quant aux délits correctionnels renvoyés par la chambre du conseil ou par la chambre des mises en accusation au tribunal de simple police. Ces faits doivent être considérés comme de véritables contraventions et les amendes auxquelles ils donnent lieu, doivent être appliquées au profit de la commune où le fait a été commis.

Bruxelles le 26 octobre 1849.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — MOBILIER. — COMPTABILITÉ.

2^o Dir. 1^{er} B. N^o 1650. — Bruxelles, le 26 octobre 1849.

A MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre orientale, de Namur et de Luxembourg.

Dans le but de simplifier le système de comptabilité en vigueur pour renseigner la moins value du mobilier et des ustensiles en usage dans les prisons, j'ai décidé que les 5 % qui sont déduits annuellement de la valeur de ce matériel seraient supprimés.

Par contre, les frais d'entretien et de réparations, au lieu de figurer dans le compte du mobilier, feront dorénavant, en ce qui concerne le service intérieur, l'objet d'un compte spécial de dépenses annuelles; pour ce qui regarde le service des travaux, ils seront portés à charge du compte des frais généraux.

Il résultera de ce mode de procéder, qu'à moins d'acquisitions nouvelles

ou de mise hors de service, la situation financière du mobilier ne variera que lors de la réestimation qui continuera à avoir lieu tous les quatre ans.

En conséquence, les dispositions des instructions des 5 janvier 1835, N° 384, et 12 juin 1839, N° 740 sont rapportées.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — RENVOI DES PRÉVENUS DEVANT LE
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE *.

3^e Dir. 1^{er} B. N° 12. litt. I. — Bruxelles, le 8 novembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel et les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance.

L'art. 4 de la loi du 1^{er} mai 1849 autorise les chambres du conseil à renvoyer devant le tribunal de simple police les individus prévenus de délits qui semblent ne mériter que des peines de simple police.

Cette disposition, qui a pour but de débarrasser les tribunaux correctionnels d'une foule d'affaires de peu de gravité, ne doit pas être réservée aux délits à raison desquels une instruction a été requise; elle a précisément eu en vue les affaires qui, à raison de leur peu d'importance et de leur clarté, sont en général déferées directement au tribunal correctionnel.

Je crois donc devoir appeler l'attention des officiers du ministère public sur la marche très-simple qu'indique l'art. 4 précité : S'il y a eu information préalable, l'affaire est toujours soumise à la chambre du conseil, et en même temps qu'il est déclaré qu'il y a lieu à poursuivre, on peut prononcer le renvoi devant le tribunal de simple police.

Si, au contraire, une instruction est jugée inutile, le procureur du roi peut requérir la chambre du conseil de renvoyer l'affaire en simple police pour autant que les pièces formant le dossier permettent d'apprécier suffisamment les faits. Tel sera souvent le cas lorsque les délits seront prouvés au moyen de procès-verbaux.

Avant le 15 de ce mois, MM. les procureurs du roi, chacun en ce qui le concerne, voudront bien transmettre à MM. les procureurs généraux, qui me les adresseront pour le 20, un tableau des affaires auxquelles il aura été fait application de l'art. 4 de la loi du 1^{er} mai 1849, du 1^{er} juillet au 31 octobre.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

* *Moniteur*, 1849, n° 514.

ARRÊTÉS ROYAUX RELATIFS AU PERSONNEL DU NOTARIAT. — ENVOI D'UNE
COPIE AUX CHAMBRES DES NOTAIRES.

Secrét. gén. 1^{er} B. N^o 1036. — Bruxelles, le 9 novembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Une chambre de discipline des notaires a manifesté le désir de recevoir une copie des arrêtés royaux, qui apportent des changements dans le personnel du notariat de son arrondissement. Cette demande me semble de nature à pouvoir être accueillie. Les chambres des notaires exercent leur autorité sur tous les notaires de leur ressort, à titre de cette autorité elles ont intérêt à être officiellement informées des changements dont il s'agit. Je vous prie en conséquence de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour que les chambres de discipline des notaires du ressort de la cour près laquelle vous siégez reçoivent chacune en ce qui la concerne une copie des arrêtés de l'espèce dont vous continuerez à recevoir communication par mon département.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ENFANTS JUGÉS EN VERTU DE L'ART. 66 DU CODE PÉNAL. — MISE EN
APPRENTISSAGE. — HABILLEMENT.

2^o Dir. 1^{er} B. N^o 15,787. — Bruxelles, le 13 novembre 1849.

A MM. les Gouverneurs.

On a soulevé la question de savoir si dans les prix indiqués au tarif du 24 août dernier pour l'entretien des enfants mis en apprentissage, conformément à l'arrêté royal du 29 septembre 1848, doivent être compris les frais d'habillement de ces enfants. J'ai l'honneur de vous informer, M. le Gouverneur, que cette question a paru devoir être résolue affirmativement. Le prix de la journée représente en effet l'entretien complet, plus l'éducation.

Les comités de patronage institués par arrêté royal du 14 décembre dernier, sont chargés de veiller à ce que les enfants mis en apprentissage soient vêtus, logés et nourris convenablement, et soignés de même en cas de maladie; à ce qu'ils reçoivent l'instruction, et soient initiés à la connaissance d'un métier utile. Un trousseau complet, le même que celui des jeunes colons à l'école de réforme de Royselede, pourrait être fourni par la maison de force de Gand au prix moyen de 30 à 35 francs selon les tailles, et serait composé comme suit :

Trois chemises de toile grise;

Une veste et deux pantalons de pilou ;
 Deux pantalons de toile grise ;
 Deux blouses de toile bleue ;
 Trois cravates ;
 Une ceinture ;
 Une casquette de même étoffe que la veste ;
 Deux paires de chaussettes de laine ;
 Une paire de bretelles ;
 Une paire de sabots, et
 Une paire de souliers.

Cependant, si la première mise de l'habillement rencontrait des difficultés de la part de la personne ou de l'établissement invité à recevoir l'enfant, et que la famille ne voulût pas en supporter la dépense, l'achat du trousseau pourrait être effectué pour compte de l'administration des prisons. Les frais d'entretien et de renouvellement seront en tous cas prélevés sur le prix de la pension.

Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

PRISONS. — VENTE D'OBJETS OU D'EFFETS HORS D'USAGE *.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,658. — Bruxelles, le 15 novembre 1849.

A MM. les Gouverneurs.

Il arrive fréquemment que des demandes d'autorisation de mettre en vente des objets hors d'usage dans les prisons me soient adressées. Cependant ces objets pourraient parfois encore être utilisés, notamment dans les maisons de passage. Il importe donc de n'autoriser ces ventes que dans le cas où l'impossibilité aurait été reconnue de tirer aucun parti des objets. Dans ce but, je vous prie d'informer les commissions administratives des prisons de votre province qu'aucune vente d'objets ou d'effets hors d'usage ne sera autorisée dorénavant, si M. le contrôleur des prisons ne les a pas examinés préalablement et émis un avis favorable à leur aliénation.

Il est bien entendu, du reste, que cet examen se fera par M. le contrôleur des prisons lors de ses visites ordinaires, et ne nécessitera pas de visites spéciales de sa part.

Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

* *Moniteur*, 1849, n^o 521.

VAGABONDS. — LIEU DE DÉTENTION. — RENVOI DES VAGABONDS ÉTRANGERS*.

3^o Dir. 1^{er} B. litt. L, N^o 12. — Bruxelles, le 17 novembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel, les Procureurs du roi près les tribunaux de première instance et les Officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

La connaissance des délits de vagabondage étant déferée aux tribunaux de simple police par les art. 4^{er} n^o 4, et 3 de la loi du 4^{er} mai 1849, il est nécessaire de déterminer des mesures uniformes pour l'exécution des condamnations qui sont prononcées de ce chef.

Des instructions antérieures ont déjà réglé ce qui concerne la peine d'emprisonnement. Elle doit être subie, d'après les circonstances particulières à chaque localité, soit dans la prison du canton, soit dans la prison du canton voisin, soit enfin dans la maison d'arrêt de l'arrondissement.

Mais outre la peine d'emprisonnement, le code pénal prononce encore, contre le vagabondage, une pénalité spéciale; conformément à l'article 271 C. P., les vagabonds demeurent, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, en égard à leur conduite, et l'art. 272 autorise de plus le gouvernement à faire conduire hors du territoire du royaume les individus condamnés pour vagabondage, s'ils sont étrangers.

Les vagabonds indigènes peuvent être envoyés dans un dépôt de mendicité, aux termes des articles 4^{er} de la loi du 13 août 1833 et 3 de la loi du 3 avril 1848. Cependant, cet envoi ne constitue qu'une mesure facultative, qui deviendrait un véritable abus si elle était appliquée à tous les condamnés indistinctement. Aujourd'hui, tout comme avant la loi du 4^{er} mai 1849, il y a lieu de distinguer entre les vagabonds dont l'existence n'a présenté que momentanément et pour ainsi dire accidentellement les caractères du délit et ceux qu'une condamnation ne semble pas avoir déterminés à embrasser une profession et des habitudes régulières : ces derniers seuls doivent être envoyés dans les dépôts.

En ce qui concerne les vagabonds étrangers, l'officier du ministère public doit immédiatement après leur condamnation transmettre à l'administration de la sûreté publique, un bulletin conforme au modèle ci-joint et comme ils restent à la disposition du gouvernement, ils doivent être maintenus en détention à l'expiration de leur peine; seulement comme les prisons cantonales ne sont pas destinées à recevoir des indi-

* *Mouiteur*, 1849, n^o 524.

vidus qui doivent y faire un séjour de quelque durée, les vagabonds dont il s'agit doivent être transférés, dès qu'ils ont subi leur peine, dans la maison d'arrêt de l'arrondissement. Le procureur du roi, à la disposition duquel ils seront mis, restera chargé d'exécuter les mesures qui seront prescrites par l'administrateur de la sûreté publique.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

BULLETIN DES POURSUITES JUDICIAIRES ENTAMÉES CONTRE

NOM ET PRÉNOMS de L'ÉTRANGER POURSUIVI.	PROFESSION.	ÂGE.	LIEU	LIEU	RÉSIDENCE	NATURE	NATURE	OBSERVATIONS.
			de de NAISSANCE.	de DOMICILE HORS du ROYAUME.	dans le ROYAUME.	de la PRÉVENTION, la date du jugement prononcé, la durée de la peine infligée, et le lieu de détention du condamné.	du PASSE-PORTE, ou des papiers dont l'inculpé est porteur et que l'on voudra bien ajouter toujours au bulletin.	

N. B. Ce bulletin doit toujours être individuel.

MINUTES ET RÉPERTOIRES DES NOTAIRES DÉCÉDÉS. — APPOSITION DES
SCELLÉS *.

5^e Dir. 2^e B. O, N^o 25. — Bruxelles le 25 novembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

D'après les dispositions des articles 34 et suivants de la loi du 25 ventôse an XI, en cas de décès d'un notaire, un autre notaire est immédiatement désigné pour la conservation provisoire des minutes et répertoires; et depuis le décès jusqu'à la désignation du depositaire provisoire les minutes doivent être mises sous le scellé.

La loi a pu laisser aux héritiers le choix du notaire auquel les minutes seraient laissées, et elle a sans doute agi ainsi parce que la transmission de ces minutes pouvait donner lieu à des traités pour le recouvrement des honoraires encore dus. Mais la loi n'a pas voulu laisser un seul instant ces minutes à la disposition des héritiers : ceux-ci n'ont aucun caractère officiel et ils ne présentent aucune espèce de garantie pour

* *Moniteur*, 1849, n^o 527.

la conservation d'un dépôt si précieux. De là la prescription de l'art. 64.

Il paraît cependant résulter de faits qui m'ont été révélés que cette prescription n'est pas toujours exécutée, et ce défaut d'exécution a donné lieu à de graves inconvénients, notamment à la disparition de minutes d'un notaire. Je viens en conséquence appeler toute votre attention sur ce point et vous prier de vouloir bien donner des instructions sévères pour qu'à l'avenir les dispositions de l'art. 64 de la loi de ventôse soient strictement observées.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — RÉVISION DE LA LÉGISLATION. — COMMISSION.

5^e Div. 1^{er} B. lit. L. N^o 50. — Ardenne, le 5 décembre 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A. TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre de la justice;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Une commission composée de cinq membres, est chargée de préparer la révision de la législation sur la saisie immobilière.

ART. 2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. de Cuyper, conseiller à la cour de cassation;

* *Moniteur*, 1849, n^o 540. — *Rapport au Roi* : La chambre des représentants est saisie, depuis le commencement de la dernière session, d'un projet de loi sur la révision du régime hypothécaire. Comme il est à espérer que la discussion de ce projet ne tardera pas à avoir lieu, il est nécessaire d'entreprendre la réforme des dispositions du Code de procédure civile sur la saisie immobilière.

Ces dispositions qui doivent être, en quelque sorte, la réalisation pratique du système hypothécaire, entourent les mutations judiciaires de la propriété de formalités trop nombreuses; des lenteurs, des frais considérables en sont la conséquence. Aussi, quatre ans à peine après la mise en vigueur du code de procédure civile, le décret du 2 février 1811 a-t-il cherché à diminuer la fréquence des incidents; mais ce palliatif insuffisant a laissé subsister les publications multipliées et divers actes qui, sans utilité réelle, donnent lieu à des écritures, des vacations et des perceptions superflues.

Je crois donc devoir soumettre à Votre Majesté la proposition de confier à une commission spéciale les travaux préliminaires de la révision du titre XIX du code civil et du titre XII du livre V de la première partie du code de procédure civile.

Bruxelles le 1^{er} décembre 1849.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

Stas, conseiller à la cour de cassation;
 Lelièvre, avocat à Namur, membre de la chambre des représentants;
 Toussaint, notaire à Bruxelles, membre de la chambre des représentants;
 Cloes, président du tribunal de première instance de Liège.
 Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
 Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

VENTES PUBLIQUES A L'ENCAN DE MARCHANDISES NEUVES *.

5^e Div. 2^e B. N^o 1762. — Bruxelles, le 12 décembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

La loi du 30 mai 1846 a interdit les ventes publiques à l'encan de marchandises neuves.

Il semble résulter de renseignements qui me sont fournis, que les dispositions de cette loi seraient très souvent éludées ou violées.

Je viens appeler toute votre attention sur ce point, et vous prier de vouloir bien veiller à ce que les infractions dont il s'agit soient activement réprimées.

Vous voudrez bien également appeler l'attention de MM. les officiers du ministère public sur les instructions contenues à cet égard dans la circulaire de M. le ministre des affaires étrangères, en date du 29 mai 1848. (*Moniteur*, n^o 454.)

Le Ministre de la justice,
 DE HAUSSY.

CULTE CATHOLIQUE. — TRAITEMENTS. — ENTRÉE EN FONCTIONS DES TITULAIRES.

1^{re} Dir. 1^{er} B. N^o 15,169. — Bruxelles, le 18 décembre 1849.

A MM. les Chefs diocésains.

D'après l'article 170 de l'arrêté royal du 15 novembre 1849 (*Moniteur*, n^o 323), les ministres des cultes rétribués par l'État, de même que les fonctionnaires et employés des administrations civiles ou de l'ordre judiciaire, jouissent de leur traitement à compter du 1^{er} du mois qui suit immédiatement celui pendant lequel ils sont entrés en fonctions.

Je vous prie, en conséquence, Messieurs, de vouloir bien indiquer

* *Moniteur*, 1849, n^o 546.

désormais dans les états de mutation, outre la date de la nomination, celle de l'entrée en fonctions des titulaires, et si cette dernière ne vous était pas connue à l'époque fixée pour l'envoi trimestriel des états, de vouloir m'envoyer, ainsi qu'à MM. les gouverneurs un état supplémentaire.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

A MM. les Gouverneurs.

J'ai l'honneur de vous communiquer une copie de la circulaire, en date de ce jour, que je viens d'adresser à MM. les chefs diocésains.

Vous voudrez bien à l'avenir indiquer dans les états trimestriels des traitements ecclésiastiques, la date de l'entrée en fonctions des nouveaux titulaires, d'après les renseignements fournis par MM. les chefs diocésains.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

ENFANTS JUGÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DU CODE PÉNAL. — DÉLITS DE MENDICITÉ ET DE VAGABONDAGE. — TRANSFÈREMENT A L'ÉCOLE DE RÉFORME DE RUYSELEDE.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,755. — Bruxelles, le 21 décembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

J'ai lieu de croire que dès le printemps de l'année prochaine, l'école de réforme établie à Ruyselede sera en état de réunir tous les enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal du chef de délits de mendicité et de vagabondage.

On pourra donc se dispenser de faire transférer, à l'avenir, aucun enfant de cette catégorie à la maison pénitentiaire de St. Hubert, et s'il y en avait encore en ce moment un certain nombre dans votre ressort, rien n'empêcherait, M. le Procureur général, que cinq d'entre eux ne fussent conduits immédiatement à ladite école. Toutefois ce chiffre ne pourra être dépassé sans une autorisation spéciale.

Dans tous les cas, il importe que M. le directeur de l'établissement de Ruyselede soit averti plusieurs jours à l'avance du nombre exact des enfants qui y seront transférés et autant que possible du jour de leur arrivée.

Aussi je vous prie de faire de cet avertissement préalable, l'objet d'une recommandation toute spéciale.

Veillez, M. le Procureur général, me faire connaître la suite que vous aurez donnée à la présente.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — GARDIENS. — COMPTABILITÉ D'HABILLEMENT.

2^e Div. 1^{er} B. N^o 14,425. — Bruxelles, le 21 décembre 1849.*A MM. les Gouverneurs.*

En établissant la comptabilité d'habillement des gardiens l'administration a voulu que les avantages qui devaient en résulter, fussent les mêmes pour les gardiens de toutes les prisons. Pour atteindre ce but, elle a cru devoir, non-seulement se charger elle-même de la fourniture de tous les objets, mais aussi établir des prix uniformes pour toutes les prisons. Aujourd'hui ces prix moyens n'étant plus en rapport avec les prix réels, par suite de modifications apportées à certaines parties de l'habillement, j'ai décidé qu'à partir du 4^{er} juillet dernier, les objets d'habillement fournis aux gardiens seraient portés à leurs comptes courants aux prix courants. Une expérience de plusieurs années a mis l'administration à même de s'assurer que cette mesure, tout en faisant disparaître les différences trop grandes qui existaient quelquefois entre les prix courants de certains objets et les prix moyens ne portera aucun préjudice aux gardiens.

Cette mesure s'étendra non-seulement aux objets fournis par les maisons centrales mais aussi à ceux achetés dans le commerce conformément à la circulaire du 3 juillet 1845, lesquels seront payés par les soins de l'administration.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — ÉCROU DES CONDAMNÉS. — BULLETIN D'INFORMATION.

2^e Div. 1^{er} B. N^o 15789 — Bruxelles, le 22 décembre 1849.*A MM. les Gouverneurs.*

Les peines d'emprisonnement, prononcées par les tribunaux de simple police, peuvent être subies dans une autre prison que celle située dans le canton où la condamnation a été prononcée. Il importe donc, dans ce cas, que l'officier du ministère public qui a requis l'exécution soit informé de l'entrée en prison.

Je vous prie, M. le Gouverneur, de vouloir inviter les directeurs, gardiens, concierges respectifs des maisons de sûreté, maisons d'arrêt, maisons de passage et prisons de simple police, de vouloir adresser régulièrement

ment à l'officier compétent, un bulletin conforme au modèle ci-joint, pour informer celui-ci de l'érou des individus condamnés par le tribunal près lequel il exerce ses fonctions.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

Maison ou prison de Le 18. . .
a été éroué pour y subir la peine de jours d'emprisonnement à
laquelle il a été condamné par jugement du tribunal de simple police du
canton de le nommé

Le directeur, gardien en chef ou concierge.
.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — REGISTRE DES JUGEMENTS.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 592. — Bruxelles, le 30 décembre 1849.

A MM. les Procureurs du roi.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint des exemplaires du registre destiné à l'inscription des jugements en matière de simple police, dont l'envoi a été annoncé par la circulaire du 9 juillet dernier, cotée comme en marge ¹;

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

¹ Le modèle de ce registre se trouve page 510 du recueil, sauf les changements suivants : l'entête de la 15^e colonne est conçu en ces termes : *Contradictoire ou par défaut, sur avertissement ou sur citation après avertissement, ou sans avertissement*; la 18^e colonne a été remplacée par les 3 colonnes qui suivent :

NOMBRE DES TÉMOINS		
avec indication s'ils ont comparu ou fait défaut sur avertissement ou sur citation après ou sans avertissement.		
A CHARGE.		
FONCTIONNAIRES, AGENTS DE LA FORCE PUBLIQUE.	AUTRES TÉMOINS.	A DÉCHARGE.

30 décembre.

339

CONSEILS DE GUERRE. — ÉTATS STATISTIQUES.

Secrét. gén. 2^e B. N^o 411. — Bruxelles, le 30 décembre 1849.

A. M. l'Auditeur général près la cour militaire à Bruxelles.

J'ai l'honneur de vous transmettre un certain nombre d'imprimés pour la formation des états statistiques concernant les travaux des conseils de guerre.

Il conviendra de faire dresser ces états en triple copie, l'une destinée à rester dans les archives des auditoriats militaires, la 2^e pour être conservée par vous, et la 3^e pour être envoyée au département de la justice.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMPTE RENDU

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE.

CONSEIL DE GUERRE DE

ANNÉE 185

Le présent état certifié sincère et véritable

A le

L'AUDITEUR MILITAIRE.

ION DES PRÉVENUS ET ACCUSÉS.

IRSUITES.

AGE.		RÉSULTAT DES POURSUITES.										OBSERVATIONS.																												
2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.		14.																											
10 à 20 ans.	21 à 25 ans.	26 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 60 ans.	PLUS DE 60 ans.	ABSOUS DE L'INSTANCE.	ACQUITTÉS.	REVOYÉS POUR INCOMPÉTENCE.	CONDAMNÉS					NOMBRE des con- damnés à la peine accessoire																										
								SUR L'ÉCHAFAUD.	A MORT	LUX TRIVIAUX FORCÉS	A LA RECLUSION.	A LA BROUETTE.	A LA DÉTENT. OU A L'EMPRISONNEM.		A L'EXPILSION.	A LA CASSATION.	DE LA DÉCHÉANCE.	DE L'EXPOSITION.																						
2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.	18.	19.	20.	21.	22.	23.	24.	25.	26.	27.	28.	29.	30.	31.	32.	33.	34.	35.	36.	37.	38.	39.	40.	41.	42.

IV. RÉSULTAT DES POURSUITES.

GRADE, ANNÉES DE SERVICE, AGE ET DEGRÉ D'INSTRUCTION DES PRÉVENUS ET ACCUSÉS.

1. GRADE ANNÉES DE SERVICE, AGE, INSTRUCTION.	NOMBRE DES PRÉVENUS ET ACCUSÉS												17. OBSERVATIONS.	
	12. NOMBRE TOTAL DES PRÉVENUS ET ACCUSÉS.	13. ARSOURS DE L'INSTANCÉ.	14. ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS								16. NOMBRE des con- damnés à la peine accessoire		
				15. RENVOYÉS POUR INCOMPÉTENCE.	6. SUR L'ÉCHAFAUD.	7. PAR LES ARMES.	8. A MORT.	9. A PERPÉTUITÉ.	10. A TEMPS.	11. A LA RÉCLUSION.	12. A LA BROUETTE.			13. ACT TRAVAUX FORCÉS
Officiers														
Sous officiers. { volontaires et gagistes.														
{ miliciens														
{ remplaçants														
Soldats { volontaires et gagistes.														
{ miliciens														
{ remplaçants														
ANNÉES DE SERVICE														
Moins d'une année.														
1 à 2 ans.														
2 à 3 ans.														
3 à 4 ans.														
4 à 5 ans.														
5 à 6 ans.														
6 à 8 ans.														
Plus de 8 ans.														
AGE														
Moins de 16 ans														
16 à 17 ans														
18 à 20 ans														
21 à 25 ans														
26 à 30 ans														
31 à 40 ans														
41 à 60 ans														
Plus de 60 ans.														
INSTRUCTION														
Ayant signé leur interrogatoire.														
N'ayant pas signé.														
TOTAUX (a).														

(a) Ces totaux doivent correspondre à ceux des colonnes 9 à 22 du tableau N° III.

V. CONDAMNÉS EN ÉTAT DE RÉCIDIVE.

986

NOMS, AGE, LIEU DE NAISSANCE DES CONDAMNÉS LEUR DOMICILE, Et profession antérieurement à leur entrée au service et désignation de leur grade et de l'arme à laquelle ils appartiennent.	CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES.							NOUVELLES CONDAMNATIONS.		OBSERVATIONS.
	DATE des CONDAMNATIONS antérieures.	TRIBUNAL qui les a prononcées.	FAITS qui ont donné lieu aux condamnations.	PEINES prononcées, leur durée.	LIEU où elles ont été subies.	DATE de la libération.	SUR Y A TU remise ou commutation de peine.	NATURE des nouveaux crimes ou délits.	NATURE et durée des peines prononcées.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.

1849.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — BUDGETS ET COMPTES.

1^{re} Div. 2^e B. N^o 15280. — Bruxelles, le 31 décembre 1849.*Aux députations permanentes des conseils provinciaux.*

Aux termes de l'article 8 de la loi du 30 avril 1848, sur les monts-de-piété, une copie des budgets et des comptes des établissements de cette nature existants dans votre province doit être adressée chaque année par vous au gouvernement avec vos observations.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien vous mettre le plus tôt possible à même de satisfaire à cette prescription de la loi pour les exercices derniers et courant et de faire en sorte d'y satisfaire à l'avenir régulièrement à la fin de chaque année.

Le Ministre de la justice.
DE HAUSSY.

SUPPLÉMENT.

COMMISSIONS. — FRAIS DE ROUTE ET DE SÉJOUR *.

4^e Dir. 2^e B. N^o 1419. — Bruxelles, le 5 février 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGÈS,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Revu notre arrêté du 31 décembre 1845, fixant les indemnités de voyage à payer aux membres de la commission ayant pour mission de rechercher les moyens les plus propres à améliorer le sort des classes ouvrières et indigentes ;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Les frais de route et de séjour des membres des commissions de législation et autres, instituées ou à instituer au département de la justice, seront réglés d'après les bases fixées dans notre dit arrêté du 31 décembre 1845.

* *Moniteur*, 1847, n^o 41.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté
LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
Baron J. d'ANETHAN.

SERVICE DE LA MAISON DE SURETÉ A GAND *.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,143. — Laeken, le 10 juillet 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les arrêtés des 4 novembre 1821 et 11 décembre 1822, ensemble notre arrêté du 27 juillet 1832, réunissant la maison de force et la maison de sûreté de Gand, sous une même direction;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Le service de la maison de sûreté de Gand sera immédiatement et complètement séparé de celui de la maison de force, et confié à un directeur spécial.

ART. 2. Notre arrêté du 27 juillet 1832 est rapporté.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.
LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
Baron J. d'ANETHAN.

MAISON CENTRALE DE DÉTENTION A LOUVAIN. — COMMISSION ADMINISTRATIVE **.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,058. — Paris, le 1^{er} août 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 23 août 1846, qui érige en la ville de Louvain une deuxième maison centrale de détention pour les hommes condamnés correctionnellement;

Vu notre arrêté du 22 juin dernier, relatif à l'expropriation des terrains destinés à l'emplacement de ladite prison;

* *Moniteur*, 1847, n^o 206.

** *Moniteur*, 1847, n^o 227.

Vu le deuxième paragraphe de l'article 50 de l'arrêté organique du 4 novembre 1821 :

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. La commission administrative de la maison d'arrêt de Louvain est chargée provisoirement de l'organisation et de l'administration de la deuxième maison centrale de détention susdite, et du soin de s'occuper de tout ce qui se rapporte à l'exécution de notre arrêté du 22 juin dernier, relatif à l'expropriation des terrains destinés à l'emplacement de ladite prison.

Cette commission prendra le titre de : *Commission administrative des prisons de Louvain*.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

Baron J. d'ANETHAN.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE. —
SERVICES MILITAIRES. — RETENUE SPÉCIALE *.

4^e Dir. 2^e B. N^o 15,000. — Ardenne, le 22 août 1847.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les statuts de la caisse des veuves et orphelins du département de la justice, approuvés par notre arrêté du 29 décembre 1844, et notamment l'art. 86 desdits statuts, conçu ainsi qu'il suit :

« ART. 86. Les fonctionnaires ou employés qui ont des services militaires effectifs, admissibles aux termes de la loi du 24 mai 1838, pourront les faire compter pour l'augmentation de la pension éventuelle de leurs femmes et de leurs enfants, en subissant, indépendamment des retenues ordinaires et même lorsque celles-ci atteindraient le maximum établi par la loi, une retenue spéciale de 2 p % de leurs traitements, suppléments, casuel ou émoluments, pendant un nombre d'années égal à celui des services militaires.

« Ceux qui voudront user de cette faculté en feront la déclaration par écrit au ministre de la justice, dans les six mois de l'institution de la

* *Moniteur*, 1847, n^o 257.

caisse et, pour l'avenir, dans les six mois de la nomination. Il leur sera permis, dans le même délai, de verser en une fois la somme représentant la totalité de leurs années de service.

« Si le droit à la pension, sur les fonds de la caisse, s'ouvre avant que cette retenue ait été entièrement subie, la caisse ne tiendra compte que du nombre d'années de service, pour lequel la contribution aura été payée. »

Vu l'avis du conseil de la caisse des veuves et orphelins du département de la justice, en date du 3 août courant, conformément à l'art. 95 des statuts ;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Le délai fixé par le § 2 de l'art. 86 des statuts de la caisse des veuves et orphelins du département de la justice, est prorogé jusqu'au 1^{er} novembre 1847.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Moniteur*.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

Baron J. d'ANETHAN.

MAISON DE CORRECTION DE ST.-BERNARD. — JOURS ET HEURES FIXÉS POUR
LES VISITES *

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 5244. — Le 27 août 1847.

À MM. les Gouverneurs.

Depuis quelque temps il se présente presque journellement à la maison de correction de St.-Bernard un grand nombre de personnes munies d'attestations des autorités communales pour visiter les prisonniers.

Ce fait a sans doute pour cause l'ignorance où sont ces personnes que le dimanche est le seul jour de visite, mais vous comprendrez, M. le Gouverneur, qu'il est parfois impossible de renvoyer, sans avoir atteint leur but, de pauvres gens qui ont supporté les frais et les fatigues d'un long voyage dans la persuasion que l'attestation dont ils sont porteurs, établissant leur identité et leurs bonnes mœurs, leur ouvrira les portes de la prison, et leur permettra de se rapprocher un moment de leurs parents respectifs.

* *Moniteur*, 1847, n^o 245.

Je vous prie donc, M. le Gouverneur, de faire savoir par la voie du *Mémorial administratif* aux autorités communales que les visiteurs ne sont admis dans ladite prison que tous les mois, et que le jour exclusivement consacré aux visites est le dimanche depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de relevée.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TRAITEMENT DES MESSAGERS DES COURS ET PARQUETS D'APPEL *.

4^e Dir. 2^e B. N^o 105. — Bruxelles, le 23 mars 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu la loi du 9 mars courant, d'après laquelle l'allocation budgétaire pour le personnel des cours d'appel, a été augmentée à l'effet d'améliorer le traitement des messagers des cours et parquets d'appel;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Le traitement des messagers des cours et parquets d'appel est fixé à fr. 750 à partir du 1^{er} janvier 1848.

ART. 2. La différence entre le traitement de fr. 600, actuellement en liquidation pour le 4^{er} trimestre 1848 et le traitement fixé à l'art. 1^{er} sera bonifié lors du paiement du 2^e trimestre déduction faite des sommes revenant à la caisse des pensions de veuves de l'ordre judiciaire.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — HABILLEMENT DES DÉTENUIS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,580. — Bruxelles le 25 avril 1848.

A M.M. les Gouverneurs des provinces de Brabant, d'Anvers, de la Flandre orientale, de Namur et de Luxembourg.

Les directeurs des maisons centrales ont été réunis au ministère de la justice le 24 septembre dernier, dans le but d'examiner quelques ques-

* *Moniteur*, 1847, n^o 95.

tions relatives à la confection et à la réception des objets d'habillement et de couchage pour détenus; ces questions étaient les suivantes :

1° Ne conviendrait-il pas de fixer d'avance les prix des objets à confectionner et à fournir dans les diverses prisons et de porter par compte des profits et pertes, les différences constatées à la fin de l'année, entre les prix de revient et les prix fixés?

2° Ne conviendrait-il pas d'arrêter des modèles-types pour servir à la réception des objets à fournir aux prisons?

3° Peut-on déterminer une seule qualité de toile à employer pour la confection de chaque espèce d'objets d'habillement et de couchage?

4° Ne conviendrait-il pas d'arrêter des échantillons-types de tous les objets d'habillement et de couchage, en usage dans les prisons, pour servir de modèles à leur confection?

Les trois premières questions ont été résolues négativement, parce qu'elles étaient d'une exécution trop difficile; la 4^e seule a été résolue affirmativement. D'autres questions nées de celles-ci, ont été soulevées et examinées.

Voici du reste, M. le Gouverneur, les propositions qui m'ont été soumises à la suite de cette réunion et que j'ai cru devoir approuver, parce qu'elles auront pour résultat, de régulariser certaines parties du service des prisons qui laissaient à désirer :

Le prix des effets confectionnés et fournis dans les prisons, continuera à être fixé d'après le mode actuel, c'est-à-dire, qu'il sera évalué non d'une manière fictive, mais d'après des éléments réels.

On déterminera les dimensions que doivent avoir les différentes espèces d'objets d'habillement et de couchage ces dimensions seront communiquées aux chefs de toutes les prisons et serviront de règle pour les expertises et pour les réceptions¹.

Les directeurs peuvent employer pour la confection d'objets de même espèce; les différentes qualités de toiles ci-après indiquées :

- A. Hamacs en toile de 750 fils sur 0^m75 de largeur.
- B. Couvertures d'étope de 750 fils sur 1^m30 de largeur.
- C. Tabliers d'hommes, en toile de 1,400 fils sur 0^m75 de largeur.
- D. Paillasse et traversins des quartiers, en toile de 12 à 1,500 fils sur 0^m75 de largeur.
- E. Blouses pour galeux de 13 à 1,500 fils sur 0^m75.
- F. Pantalons pour hommes et enfants, draps de lit pour les quartiers et blouses pour enfants d'une toile de 1,300 à 1,600 fils sur 0^m75 de largeur.
- G. Chemises pour hommes, femmes et enfants des quartiers, jupons

¹ Voir p. 384.

et tabliers pour femmes, draps de lit pour infirmeries, toiles à matelas et à traversins, essuie-mains, bonnets et serre-têtes de femmes pour les quartiers et les infirmeries, toile de 1,400 à 1,600 fils sur 0^m75 de largeur.

H. Chemises blanches pour infirmeries pour hommes, femmes et enfants, toile de 1,400 à 1,800 fils sur 0^m75 à 1^m20 de largeur.

L'emploi des effets confectionnés pour les corps et refusés par ceux-ci, ne pourra avoir lieu pour les prisons, que sur l'autorisation de l'administration supérieure.

La dimitte est substituée à la toile pour la confection des gilets de dessous pour hommes et des corselets de femmes mais au lieu de 3 gilets en toile qui entrent aujourd'hui dans un trousseau, les détenus n'en recevront que deux en dimitte. Dorénavant on ajoutera des manches aux corselets en dimitte pour femmes.

Une expérience de plusieurs années ayant prouvé, que les mouchoirs de poches, les cravates et les fichus fabriqués à la prison de Gand, ont seul le degré de solidité nécessaire pour atteindre le terme de durée fixé par les règlements, tous ces objets seront fabriqués à l'avenir d'après le mode suivi dans cet établissement.

Il y aura plusieurs tailles pour la plupart des objets; elles sont établies comme suit :

Habillement pour hommes.

Vestes de drap ou de pilou.	3 tailles.
Pantalons de drap ou de pilou et toile.	4 »
Chemises	3 »
Gilets de dessous à manches.	3 »
Mouchoirs et cravates.	4 »
Bonnets de coton bleu.	4 »
Tabliers en toile écrue.	4 »
Casquettes en cuir.	3 »
Sabots.	4 »
Chaussettes de laine.	2 »
Essuie-mains.	4 »
Bretelles	4 »

Habillement pour femmes.

Chemises.	3 tailles.
Mouchoirs et fichus.	4 »
Bonnets de jour.	4 »
Bonnets de nuit.	4 »

Serre-têtes.	1	tailles.
Tabliers à bavette.	3	»
Robes de coton.	3	»
Jupons de toile.	3	»
Jupons de dimitte.	3	»
Corselets à manches en dimitte.	3	»
Bas de laine.	2	»
Bas de coton.	2	»
Souliers.	3	»
Essuie-mains.	4	»

Habillement pour enfants.

Blouses de drap ou de pilou et toile.	3	tailles.
Vestes de drap ou de pilou.	3	»
Pantalons de drap ou de pilou et toile.	3	»
Chemises.	3	»
Gilets de dessous à manches.	3	»
Mouchoirs et cravates.	4	»
Chaussettes de laine.	3	»
Bonnets de coton bleu.	4	»
Tabliers de toile écrue.	4	»
Casquettes en cuir.	3	»
Souliers.	3	»
Essuie-mains.	4	»
Bretelles.	4	»
Sabots.	3	»

Effets de couchage pour les quartiers.

Paillasses.	2	tailles.
Traversins.	4	»
Draps de lit.	4	»
Couvertures de coton ou de laine.	4	»
Couvertures d'étoupe.	4	»

Objets d'habillement et de couchage pour infirmeries.

Capotes de drap ou de pilou pour hommes.	3	tailles.
Capotes de draps ou de pilou pour femmes.	3	»
Capotes de drap ou de pilou pour enfants.	3	»
Pantalons de drap ou de pilou pour hommes.	3	»
Pantalons de drap ou de pilou pour enfants.	3	»

Chemises blanches pour hommes.	3 tailles.
Chemises blanches pour femmes.	3 »
Chemises blanches pour enfants.	3 »
Bonnets de coton pour hommes et enfants.	4 »
Pantouffles pour hommes, femmes et enfants.	3 »
Bonnets pour femmes.	4 »
Blouses en toile écrue pour galeux.	3 »
Matelats pesant. . . . kilog. dont. . . . kilog. de laine et. . . . kilog. de crin.	4 »
Traversins pesant. . . . kilog. dont. . . . kilog. de laine et. . . . kilog. de crin.	4 »
Paillasses	4 »
Traversins.	4 »
Draps de lit blancs.	4 »
Couvertures de laine.	4 »

Les vestes auront une poche à l'intérieur du côté gauche.

Les pantalons seront à grand pont et sans poches.

Les chemises pour hommes et enfants auront des rubans au collet.

En ce qui concerne les objets d'habillement pour les hommes valides, les dimensions des tailles seront les mêmes que celles fixées pour les effets militaires.

Pour l'habillement des femmes et des enfants les dimensions seront arrêtées sur des propositions à faire par les directeurs de Namur et de St. Hubert.

Les longueurs et largeurs à donner aux objets de couchage, seront indiquées par le directeur de St. Bernard qui est chargé également de fixer le poids des matelats et des traversins, ainsi que les proportions de la laine et du crin dont ils doivent être composés.

Les ateliers de la prison de Gand ne pouvant suffire à la confection des sabots nécessaires pour toutes les prisons, un atelier de sabotiers sera établi à la prison de Vilvorde.

Je viens en conséquence, vous prier, M. le Gouverneur, d'inviter le directeur de la maison de réclusion de Vilvorde, (de correction de Saint Bernard, de force de Gand, de la maison de détention militaire à Alost, des maisons pénitentiaires de Namur et de St. Hubert), à se conformer, à l'avenir, aux dispositions qui précèdent, en ce qu'elles peuvent le concerner.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

AUDITORIAT MILITAIRE DE LA PROVINCE DE LIMBOURG. — SUPPRESSION.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 135. — Laeken, le 30 octobre 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Revu notre arrêté du 10 juillet 1839, portant rétablissement de l'auditoriat militaire de la province de Limbourg ;

Considérant que les motifs qui ont déterminé ce rétablissement ont cessé d'exister ;

Vu l'art. 3 de la loi du 19 février 1834 ;

Sur la proposition de notre ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

L'auditoriat militaire de la province de Limbourg est supprimé.

Le service de cette province est confié à l'auditeur militaire de Liège.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

SUCCURSALE DE LA MAISON DE RÉCLUSION DE VILVORDE. — CITADELLE DE HUY.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,646. — Laeken, le 21 novembre 1848.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

ART. 1^{er}. Une succursale de la maison de réclusion de Vilvorde sera établie dans la citadelle de Huy.

ART. 2. Les locaux nécessaires à cet effet seront mis par le département de la guerre à la disposition du département de la justice.

Nos ministres de la justice et de la guerre sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice, Le Ministre de la guerre,
DE HAUSSY. Baron CHAZAL.

* *Moniteur*, 1848, n^o 307.

4 février 1849.

577.

PRISON DE HUY. — RÉGLEMENT.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 13,646. — Laeken, le 4 février 1849.

LÉOPOLD, ETC.

Vu les art. 53 et 74 de l'arrêté organique sur les prisons du 4 novembre 1824 ;

Vu notre arrêté du 24 novembre 1848 établissant une succursale de la maison de réclusion de Vilvorde dans la citadelle de Huy ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le règlement ci-annexé, de la succursale prémentionnée est approuvé.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre la justice,
DE HAUSSY.

RÉGLEMENT.

CHAPITRE 1^{er}. — *Administration. — Surveillance.*

ART. 1^{er}. Le personnel préposé à la direction et à la surveillance de la prison succursale établie dans le fort de Huy se compose d'un sous-directeur et de cinq gardiens.

ART. 2. Ce personnel est subordonné au contrôle de la commission administrative de la maison d'arrêt de Huy dont les attributions sont étendues à la prison succursale. Elle prendra le titre de commission des prisons de Huy.

ART. 3. La commission est chargée de surveiller tout ce qui concerne le régime intérieur, disciplinaire et économique de la prison succursale.

Elle maintiendra l'exécution du règlement et fera telles propositions qu'elle jugera convenables dans l'intérêt de l'établissement.

En cas d'urgence, elle pourra donner tels ordres que les circonstances exigeront, sauf à en référer immédiatement à notre Ministre de la justice.

ART. 4. Elle désignera chaque mois, et à tour de rôle, un de ses membres qui sera chargé d'inspecter l'établissement au moins une fois par semaine, et plus souvent, si faire se peut.

ART. 5. Toutes les dépenses qui auront été faites dans le courant de

chaque mois seront vérifiées à la fin du mois par la commission; il en sera formé un état en double expédition, lequel sera adressé à notre Ministre de la justice, accompagné de toutes les pièces justificatives, avec les observations auxquelles il pourrait donner lieu.

ART. 6. Le sous-directeur est le chef de l'établissement. Son action s'étend sur toutes les parties du service. Tous les gardiens indistinctement lui sont subordonnés et lui doivent obéissance.

ART. 7. Il est personnellement responsable de la sécurité de l'établissement.

Il est tenu d'y séjourner pendant la plus grande partie de la journée, d'en diriger et d'en surveiller la discipline; de visiter au moins deux fois par jour les détenus qui y sont enfermés, d'écouter leurs réclamations et de les transmettre, le cas échéant, soit à la commission soit directement au Ministre.

ART. 8. Il organise un service spécial de surveillance pendant la nuit et règle les heures de ronde, de manière à ce qu'elles ne puissent être connues ni de l'intérieur ni de l'extérieur.

ART. 9. Il détermine, avec le commandant d'armes, les postes et le nombre de sentinelles qui doivent être placées pendant la nuit et pendant le jour.

ART. 10. Il s'assure dans ses visites journalières des locaux, de l'ordre qui y règne, de l'observation des règles d'hygiène et de propreté; il constate la nécessité des réparations des bâtiments et du mobilier et les signale le cas échéant, à la commission administrative.

Il examine spécialement les poêles et tous les lieux de la maison où il pourrait se trouver du feu.

ART. 11. Il prend communication des lettres écrites et reçues par les détenus.

ART. 12. Les lettres qu'il retient sont par lui remises à la commission administrative, avec ses observations.

ART. 13. Il fait par lui-même ou fait faire tous les jours, le matin après le lever et le soir avant le coucher, l'appel des détenus.

ART. 14. Il prend les mesures nécessaires pour l'organisation du service journalier de propreté, le nettoyage et l'arrangement des divers locaux.

ART. 15. Le directeur tient le registre d'écrou et généralement toutes les écritures de la prison.

ART. 16. Il tient un livre de punitions dans lequel il inscrit pour chaque détenu, les fautes et les offenses commises ainsi que les punitions encourues.

Il mentionne dans son rapport journalier les punitions qu'il a infligées ainsi que les fautes qui les ont provoquées.

A chacune des séances de la commission administrative, le directeur soumet à son examen la liste des détenus punis ou à punir avec l'indication des motifs.

Art. 17. Il dresse une table analytique et raisonnée des circulaires et des instructions concernant l'administration générale, et tient un registre des ordres et des instructions qu'il donne lui-même, en vertu de ses pouvoirs.

Il tient un journal dans lequel il fait mention de tous les événements de quelque importance qui ont lieu dans l'établissement, et des observations que peuvent lui suggérer les diverses branches de service dont il a la direction.

Art. 18. Le registre et le journal mentionnés ci-dessus sont représentés à la commission et aux fonctionnaires supérieurs de l'administration, lors de chacune de leurs inspections.

Art. 19. Si un détenu se rend coupable d'un délit qui, à cause de sa gravité, peut donner lieu à des poursuites judiciaires, le directeur en dresse immédiatement procès-verbal. Ce procès-verbal, dans lequel sont précisées toutes les circonstances du délit, est transmis sans délai au procureur du roi de l'arrondissement.

Art. 20. Il a le droit, sous sa responsabilité, d'interdire la visite des détenus en punition.

Art. 21. Il a aussi le droit, sous sa responsabilité et pour des motifs graves, de refuser l'entrée de l'établissement aux personnes munies de permissions pour y visiter des détenus, et même de les expulser s'ils ne tiennent pas une conduite convenable.

Il mentionne la cause du refus ou de l'expulsion dans le journal destiné à inscrire les visiteurs, et en fait immédiatement rapport à l'autorité qui a délivré l'autorisation de visiter.

Art. 22. Si une maladie contagieuse ou épidémique se manifeste dans l'établissement, il en informe immédiatement la commission administrative et l'inspecteur général du service de santé.

Art. 23. Il veille à ce que les distributions de vivres se fassent régulièrement et soient strictement conformes aux stipulations du cahier des charges de l'entreprise.

Art. 24. Il a la surveillance des magasins de combustible, d'effets d'habillement et de coucher et n'en laisse sortir aucun objet sans son autorisation.

ART. 25. Il donne les autorisations ou les ordres nécessaires pour le blanchissage, le nettoyage, le renouvellement ou la réparation des effets d'habillement, de coucher, etc.

ART. 26. Il ne peut faire aucun achat extraordinaire sans l'autorisation du ministre.

ART. 27. Il tient un registre où il inscrit exactement les états journaliers qui lui sont transmis par le médecin, du nombre de malades traités à l'infirmerie et du nombre de journées de traitement.

ART. 28. Le directeur fait parvenir chaque jour à l'administration supérieure, au président de la commission et au commissaire de mois, un rapport indiquant le nombre de détenus présents, les mutations et les événements survenus dans l'établissement.

ART. 29. Les gardiens doivent suivre avec exactitude et sans réplique les ordres qui leur sont donnés par le directeur.

Ils doivent se trouver respectivement à leur poste aux heures fixées par le directeur.

Ils ne peuvent sous aucun prétexte, s'absenter de la prison pendant les heures de service, sans en avoir obtenu l'autorisation du directeur.

ART. 30. Les gardiens sont tenus de se conformer strictement au règlement et de le faire observer aux détenus.

Ils ne peuvent se permettre aucune familiarité avec ceux-ci, ni sous aucun prétexte, leur donner ou en recevoir de l'argent, des lettres, du tabac ou tout autre objet.

ART. 31. Ils sont responsables de la propreté des locaux dont la surveillance leur est confiée.

ART. 32. Ils sont responsables de tous dégâts commis aux bâtiments ou au mobilier, par leur faute ou par suite de leur négligence.

ART. 33. Ils visitent chaque jour au soir les lieux de réunion, les couchettes, etc., afin de s'assurer qu'il n'y existe aucune dégradation, ni aucun préparatif d'évasion.

ART. 34. Ils font, à la fin de chaque jour, rapport de leur service au directeur et lui signalent les faits qui ont particulièrement fixé leur attention.

ART. 35. En cas d'évasion, de tentative d'évasion ou de toute autre circonstance grave, les gardiens doivent immédiatement avertir le directeur et prendre eux-mêmes, selon les cas, les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

ART. 36. Tout manquement à leurs devoirs de la part des gardiens, peut, suivant la gravité des cas, être réprimé :

1° Par l'obligation de faire le service à l'intérieur, en dehors du tour de rôle, pendant un temps qui ne peut dépasser quatorze jours ;

2° Par la mise aux arrêts, pendant huit jours au plus, avec ou sans retenue sur le traitement ;

3° Par la retenue sur le traitement ;

4° Par la suspension des fonctions avec privation de traitement, pendant un mois au plus ; et

5° Par la démission.

ART. 37. Les pénalités prévues par les n^{os} 1 et 2 de l'article qui précède, peuvent être infligées par le directeur, qui en fait mention dans son rapport journalier et en informe spécialement la commission. Les autres pénalités, hors la démission, qui ne peut être prononcée que par le Ministre, sont infligées par la commission administrative.

CHAPITRE II. — Régime disciplinaire.

ART. 38. 1° Les détenus doivent obéir aux prescriptions du règlement dont l'extrait qui les concerne sera affiché dans la principale salle de réunion.

2° Ils sont soumis aux ordres du directeur et des gardiens préposés à leur surveillance qui doivent à leur tour les traiter avec justice et humanité.

ART. 39. Le directeur détermine l'ordre du classement des détenus dans les divers locaux qui leur sont affectés ; il consulte à cet effet leur position, leurs antécédents et la conduite qu'ils tiennent dans l'établissement.

ART. 40. La division de la journée, l'heure des repas, du lever et du coucher sont réglées d'après un tableau dressé par la commission sur la proposition du directeur et soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

ART. 41. Les détenus sont exempts du travail. Toutefois l'administration peut, sur leur demande, leur accorder la permission de se livrer à certains travaux ou même leur procurer telles occupations qu'elle juge convenable. Dans ce dernier cas, les gratifications qui leur seront allouées seront réglées d'après les bases du tarif en vigueur dans la maison de réclusion.

ART. 42. Les détenus peuvent se réunir dans la salle commune et se promener, lorsque le temps le permet, dans le préau affecté à cette destination. Ils peuvent faire venir du dehors les livres et les autres objets dont ils auraient besoin et qui seraient de nature à contribuer à les sous-

traire à Poisiveté. Néanmoins la liste de ces livres et de ces objets devra être soumise à l'approbation préalable du directeur, sauf appel, en cas de contestation, à la commission et subsidiairement à l'administration supérieure.

ART. 43. Les détenus sont admis à écrire et à recevoir des lettres sous la condition du visa du directeur.

ART. 44. Ils peuvent recevoir la visite des personnes munies d'une autorisation soit de la commission, soit de l'administration supérieure.

Les visites se font au parloir aux heures fixées à cet effet par le directeur, en présence de l'un des surveillants.

Il est strictement interdit aux visiteurs, sous peine d'expulsion immédiate, de rien introduire dans la prison ni de rien donner aux détenus sans en avoir préalablement obtenu la permission du directeur.

ART. 45. Les détenus peuvent adresser en tous temps leurs réclamations, soit au directeur, soit à la commission, soit au ministre; à cet effet il est placé dans la salle de réunion un tronc dont la clef est confiée à la commission qui en fait l'ouverture au moins deux fois par semaine.

ART. 46. Toute infraction au règlement, tout acte répréhensible commis par un détenu est immédiatement porté à la connaissance du directeur par les gardiens préposés à la surveillance.

Si l'indiscipline est flagrante ou la faute grave, le détenu inculqué peut être mis sur le champ en cellule jusqu'à la décision du directeur et de la commission.

ART. 47. Les punitions qui peuvent être infligées selon les cas, sont les suivantes :

Privation en tout ou en partie, des tolérances ou des faveurs accordées, de la faculté de correspondre avec le dehors, de recevoir des visites.

Mise en cellule pour un temps qui ne pourra dépasser quinze jours.

Les punitions sont prononcées par le directeur, sauf appel des détenus punis à la commission.

ART. 48. Dans le cas où un ou plusieurs détenus troubleraient d'une manière permanente l'ordre de la prison ou se montreraient rebelles à la discipline qui y est introduite, le directeur en fera rapport à la commission et à l'administration supérieure qui pourra, selon les circonstances, ordonner leur transfèrement dans le quartier cellulaire établi dans la maison centrale de réclusion.

CHAPITRE III. — Régime économique.

ART. 49. Les détenus peuvent faire venir du dehors et à leurs frais

des meubles, des literies et leur nourriture sauf les précautions et les visites préalables.

ART. 50. Les détenus qui n'ont pas les moyens de s'entretenir à leurs frais reçoivent les meubles et les literies et les aliments usités dans les prisons pour peines, sauf la substitution du pain de froment non bluté au pain de seigle.

ART. 51. L'usage du vin et du tabac est subordonné à l'avis du médecin, sans que la quantité de vin attribuée par jour à chaque détenu puisse dépasser une demi bouteille de 30 à 35 centilitres.

ART. 52. Il est facultatif aux détenus de porter d'autres effets d'habillement que ceux de la prison. Ceux-ci seront toutefois délivrés à ceux des détenus qui en feront la demande.

ART. 53. Le lavage des effets d'habillement et du linge appartenant aux détenus a lieu à leurs frais.

Le renouvellement du linge et des effets de coucher qui leur sont livrés par la prison a lieu aux époques fixées pour les détenus dans les maisons centrales, à savoir :

Toutes les semaines, une chemise, une cravate, une paire de chaussettes, un mouchoir de poche, un essuie-main, et en été, un pantalon de toile ;

Tous les 15 jours, un bonnet de nuit et un gilet ;

Tous les mois, une paire de draps de lit ;

Tous les six mois une pailleasse et un traversin ;

Tous les ans une couverture.

La paille des pailleasses et des traversins est renouvelée au moins deux fois par année.

ART. 54. Le directeur veille avec le soin le plus scrupuleux au maintien de la propreté dans les locaux et sur la personne des détenus ; ceux-ci sont tenus de suivre les recommandations qu'il pourra leur faire à cet effet.

ART. 55. Les locaux occupés par les détenus sont chauffés aux époques à fixer par le directeur ; ils sont éclairés le soir jusqu'à l'heure fixée pour le coucher.

Un éclairage spécial a lieu la nuit dans le dortoir commun, la chambre d'infirmerie et dans les autres endroits désignés par le directeur.

ART. 56. Les détenus malades sont placés dans une salle spéciale et reçoivent les soins du médecin préposé au service sanitaire de l'établissement.

ART. 57. Il est défendu aux détenus d'avoir en leur possession de l'argent. L'argent dont ils seront porteurs et qui pourra leur être envoyé devra être déposé entre les mains du directeur qui sera obligé de payer

lui-même les dépenses des détenus. A cet effet le directeur tiendra un registre dans lequel chaque détenu aura un compte ouvert. Les comptes seront arrêtés tous les huit jours et revêtus de la signature des détenus.

Vu et approuvé pour être annexé à notre arrêté du 4 février 1849.

LÉOPOLD.

Par le roi :
Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — OBJETS D'HABILLEMENT ET DE COUCHAGE. — TARIF DES
DIMENSIONS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 15,580. — Bruxelles le 23,29 juin 1849.

MM. les Gouverneurs.

J'ai l'honneur de vous transmettre une expédition du tarif indiquant les dimensions que doivent avoir les différentes espèces d'objets d'habillements et de couchage en usage dans les prisons.

Je vous prie d'adresser des copies de cette pièce aux commissions administratives des prisons de votre province, en invitant MM. les directeurs et gardiens en chef à s'y conformer pour les confections, les réceptions et les expertises d'objets d'habillement et de couchage qu'ils auront à faire.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TARIF DES DIMENSIONS.

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.				
	1 ^{er} e	2 ^e e	3 ^e e	4 ^e e	
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	
HABILLEMENTS POUR HOMMES.					
<i>Vestes de drap ou de pilou.</i>					
<i>Collet.</i> Hauteur	0 08	0 07	0 06	0 05 1/2	
<i>Id.</i> Circonférence	0 48	0 46	0 45	0 44	
<i>Devant.</i> Hauteur	0 60	0 58	0 56	0 55	
<i>Id.</i> Largeur en 2 pièces chacune de .	0 46	0 45	0 44	0 42	
<i>Manches.</i> Longueur	0 70	0 68	0 67	0 64	
<i>Id.</i> Largeur	0 19	0 18	0 17	0 16	
<i>Dos.</i> Hauteur	0 56	0 54	0 52	0 49	
<i>Id.</i> Largeur	0 48	0 46	0 44	0 40	
<i>Pantalons de drap, de pilou et de toile.</i>					
<i>Ceinture.</i> Longueur	0 48	0 46	0 44	0 40	
<i>Id.</i> Largeur	0 08	0 08	0 08	0 08	
<i>Jambes.</i> Longueur	1 20	1 18	1 16	1 12	
<i>Id.</i> Largeur	0 38	0 36	0 34	0 31	
<i>Gilets de dessous à manches en dimite.</i>					
<i>Corps.</i> Longueur. { devant	0 60	0 58	0 56	»	
	{ derrière	0 82	0 47	0 42	»
<i>Id.</i> Largeur	1 31	1 22	1 15	»	
<i>Manches.</i> Longueur	0 69	0 67	0 65	»	
<i>Id.</i> Largeur. { près de l'emmanchure.	0 23	0 23	0 23	»	
	{ aux poignets	0 13	0 13	0 13	»
<i>Col.</i> Longueur	0 45	0 45	0 45	»	
<i>Id.</i> Largeur	0 05	0 05	0 05	»	
<i>Doubleure du devant.</i> Largeur. { du haut	0 24	0 24	0 24	»	
	{ du bas	0 18	0 18	0 18	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.				
	1 ^{er} e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	
<i>Chemises en toile grise.</i>					
<i>Corps.</i> Longueur.	{ devant.	0 99	0 94	0 89	0 85
	{ derrière.	1 07	1 02	0 97	0 91
<i>Id.</i> Largeur.		0 72	0 72	0 72	0 72
	{ à	0 74	0 74	0 74	0 74
<i>Manches.</i> Longueur.		0 58	0 55	0 52	0 50
<i>Id.</i> Largeur.	{ près de l'emmanché.	0 22	0 22	0 22	0 22
	{ aux poignets.	0 24	0 24	0 24	0 24
<i>Col.</i> Longueur.		0 40	0 40	0 40	0 40
<i>Id.</i> Largeur.		0 06 50	0 06 50	0 06 50	0 06 50
<i>Côtés du gousset.</i> Longueur.		0 15	0 15	0 15	0 15
Longueur des cordons.		0 17	0 17	0 17	0 17
<i>Mouchoirs de poche et de cou.</i>					
Longueur.		0 80	»	»	»
Largeur.		0 80	»	»	»
<i>Bonnets de nuit en coton bleu.</i>					
Longueur.		0 25	»	»	»
Largeur.		0 25	»	»	»
<i>Tabliers en toile grise.</i>					
Longueur.		0 81	»	»	»
Largeur.		1 05	»	»	»
<i>Cordons.</i> Longueur.		0 69	»	»	»
<i>Casquettes.</i>					
Hauteur.		0 15	0 15	0 15	»
Largeur.		0 30	0 29	0 28	»
<i>Sabots.</i>					
Longueur dans l'intérieur.		0 50	0 27	0 25	0 23

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Chaussettes.</i>				
Longueur.	0 29	0 27	0 25	0 21
Largeur.	0 12	0 11 50	0 11	0 10
<i>Essuie-mains.</i>				
Longueur.	0 54	»	»	»
Largeur.	0 75	»	»	»
<i>Cordons.</i> Longueur.	0 14	»	»	»
<i>Bretelles.</i>				
Longueur, avec 3 boutonnères de chaque côté.	0 82	»	»	»
Largeur.	0 05	»	»	»
HABILLEMENTS POUR FEMMES.				
<i>Chemises de toile.</i>				
Longueur sur les épaules.	1 16	1 10	1 05	»
Id. sur le dos.	1 10	1 05	1 00	»
Largeur sous les épaules.	0 72	0 72	0 72	»
Id. au milieu du corps.	0 85	0 85	0 85	»
Id. du bas.	1 10	1 10	1 10	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 40	0 40	0 40	»
Id. Largeur.	0 17	0 17	0 17	»
Echancrure du cou.	0 85	0 85	0 85	»
<i>Cordons.</i> Longueur.	1 07	1 07	1 07	»
<i>Ouverts.</i> Largeur.	0 04	0 04	0 04	»
<i>Mouchoirs et fichus.</i>				
Longueur.	0 80	»	»	»
Largeur.	0 80	»	»	»
<i>Bonnets de jour.</i>				
Longueur.	0 35	»	»	»
Largeur.	0 35	»	»	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Bonnets de nuit.</i>				
Longueur.	0 58	»	»	»
Largeur.	0 58	»	»	»
<i>Serre-têtes.</i>				
Longueur.	0 29	»	»	»
Largeur.	0 26	»	»	»
<i>Corselets en dimitte.</i>				
<i>Dos.</i> Longueur, prise au milieu du dos.	0 42	0 40	0 38	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 40	0 40	0 40	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 57	0 57	0 57	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 24	0 24	0 24	»
<i>Jupons de dimitte.</i>				
Longueur.	1 06	1 02	1 00	»
Largeur.	2 40	2 40	2 40	»
<i>Robes.</i>				
<i>Jupe.</i> Longueur.	1 40	1 05	1 00	»
<i>Id.</i> Largeur.	2 54	2 54	2 54	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 70	0 70	0 70	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 55	0 55	0 55	»
<i>Dos.</i> Longueur prise au milieu du dos.	0 40	0 40	0 38	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 43	0 43	0 43	»
<i>Jupons de toile.</i>				
Longueur.	1 06	1 02	1 00	»
Largeur.	2 40	2 40	2 40	»
<i>Ceinture.</i> Largeur.	0 10	0 10	0 10	»
<i>Tabliers.</i>				
Longueur.	1 05	1 00	0 95	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
Largeur.	1 12	1 12	1 12	»
Cordons. Longueur.	0 69	0 69	0 69	»
<i>Essuie-mains.</i>				
Longueur.	0 54	»	»	»
Largeur.	0 75	»	»	»
Cordon. Longueur.	0 14	»	»	»
<i>Bas de laine et bas de coton.</i>				
Jambe. Longueur.	0 55	0 50	»	»
Id. Largeur.	0 19	0 17	»	»
Pied. Longueur.	0 28	0 25	»	»
Id. Largeur.	0 12	0 11	»	»
Semelle. Longueur.	0 35	0 51	0 27	»
Id. Largeur.	0 12	0 10	09	»
<i>Souliers.</i>				
Longueur de l'empeigne.	0 12	0 11	0 10	»
Talon. Hauteur.	0 10	0 09	0 08	»
Contour.	0 55	0 55	0 27	»
HABILLEMENTS POUR ENFANTS.				
<i>Blouses en pilou.</i>				
Collet. Hauteur.	0 06	0 06	0 08	»
Id. Circonférence ou longueur.	0 54	0 50	0 48	»
Dos. Hauteur.	0 46	0 40	0 38	»
Id. Largeur.	0 42	0 38	0 36	»
Devant. Hauteur.	0 59	0 55	0 53	»
Id. Largeur en 2 pièces chacune de.	0 40	0 35	0 34	»
Manches. Longueur.	0 62	0 58	0 52	»
Id. Largeur.	0 19	0 18	0 17	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{er} e	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Pans de devant.</i> Hauteur.	0 55	0 53	0 50	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 70	0 68	0 64	»
<i>Id. de derrière.</i> Hauteur.	0 55	0 53	0 50	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 50	0 27	0 24	»
<i>Blouses en toile.</i>				
<i>Collet.</i> Hauteur.	0 06	0 06	0 05	»
<i>Id.</i> Circonférence ou longr.	0 54	0 50	0 48	»
<i>Dos.</i> Hauteur.	0 46	0 40	0 38	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 42	0 58	0 56	»
<i>Devant.</i> Hauteur.	0 59	0 55	0 53	»
<i>Id.</i> Largeur, en deux pièces chacune de.	0 40	0 55	0 54	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 62	0 58	0 52	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 19	0 18	0 17	»
<i>Pans de devant.</i> Hauteur.	0 55	0 53	0 50	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 75	0 73	0 73	»
<i>Id. de derrière.</i> Hauteur.	0 55	0 53	0 50	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 75	0 75	0 73	»
<i>Ceinture</i> Longueur.	1 00	0 90	0 86	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 06	0 06	0 06	»
<i>Pantalons de pilou et pantalons de toile.</i>				
<i>Ceinture.</i> Longueur.	0 48	0 44	0 40	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 12	0 11	0 10	»
<i>Jambes.</i> Hauteur.	1 15	0 98	0 84	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 24	0 22	0 20	»
<i>Gilets de dessous à manches en dimitte.</i>				
<i>Collet.</i> Hauteur.	0 05	0 05	0 05	»
<i>Id.</i> Circonférence.	0 50	0 48	0 44	»
<i>Devant.</i> Hauteur.	0 49	0 40	0 35	»
<i>Id.</i> Largeur en deux pièces chacune de.	0 42	0 40	0 37	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.		DIMENSIONS.			
		1 ^{er} e	2 ^e	3 ^e	4 ^e
		TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Manches.</i>	Longueur.	0 63	0 60	0 50	»
<i>Id.</i>	Largeur.	0 20	0 18	0 17	»
<i>Dos.</i>	Hauteur.	0 52	0 50	0 42	»
<i>Id.</i>	Largeur.	0 42	0 38	0 34	»
<i>Vestes de pilou.</i>					
<i>Collet.</i>	Hauteur.	0 06	0 06	0 05	»
<i>Id.</i>	Circonférence.	0 54	0 50	0 48	»
<i>Devant.</i>	Hauteur.	0 49	0 40	0 35	»
<i>Id.</i>	Largeur en deux pièces chacune de.	0 42	0 40	0 37	»
<i>Manches.</i>	Longueur.	0 63	0 60	0 50	»
<i>Id.</i>	Largeur.	0 20	0 18	0 17	»
<i>Dos.</i>	Hauteur.	0 52	0 50	0 42	»
<i>Id.</i>	Largeur.	0 42	0 38	0 34	»
<i>Chemises de toile grise.</i>					
<i>Corps.</i>	Longueur. { devant.	0 87	0 80	0 75	»
	{ derrière.	0 98	0 90	0 85	»
<i>Id.</i>	Largeur.	0 75	0 75	0 75	»
<i>Manches.</i>	Longueur.	0 55	0 52	0 48	»
<i>Id.</i>	Largeur. { à l'emmanchure.	0 20	0 20	0 20	»
	{ à	0 24	0 24	0 24	»
	{ aux poignets.	0 15	0 15	0 15	»
<i>Col.</i>	Longueur.	0 44	0 42	0 40	»
<i>Id.</i>	Largeur.	0 12	0 12	0 12	»
<i>Côtés du gousset.</i>	Longueur.	0 13	0 13	0 13	»
<i>Cordons.</i>	Longueur.	0 17	0 17	0 17	»
<i>Tabliers de toile grise.</i>					
	Longueur.	0 80	0 75	0 60	»
	Largeur.	0 90	0 85	0 75	»
<i>Cordons.</i>	Longueur.	0 69	0 69	0 69	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{ere}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Mouchoirs de poche.</i>				
Longueur.	0 80	»	»	»
Largeur.	0 80	»	»	»
<i>Echarpes de laine en tricot.</i>				
Longueur.	0 95	0 90	0 85	»
Largeur.	0 13	0 11	0 10	»
<i>Essuie-mains.</i>				
Longueur.	0 54	»	»	»
Largeur.	0 75	»	»	»
Cordon, Longueur.	0 14	»	»	»
<i>Bretelles.</i>				
Longueur, avec trois boutonnières de chaque côté.	0 76	»	»	»
Largeur.	0 04	»	»	»
<i>Cusquettes comme celles des adultes.</i>				
Hauteur.	0 15	0 15	0 15	»
Largeur.	0 29	0 28	0 27	»
<i>Chaussettes en laine.</i>				
<i>Jambe.</i> Longueur.	0 30	0 28	0 24	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 12	0 11	0 10	»
<i>Pied.</i> Longueur.	0 26	0 23	0 20	»
<i>Id.</i> Largeur prise du coude-pied au talon.	0 16	0 14	0 12	»
<i>Souliers.</i>				
<i>Semelles.</i> Longueur.	0 30	0 28	0 25	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 09 1/2	0 09	0 08	»
Longueur de l'empêgne.	0 17	0 16	0 14	»
<i>Talon.</i> Hauteur.	0 02 1/2	0 02 1/2	0 02 1/2	»
<i>Id.</i> Contour.	0 17	0 16 1/2	0 16	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{er} .	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Sabots.</i>				
Longueur dans l'intérieur.	0 27	0 25	0 23	»
<i>Bonnets de nuit.</i>				
Longueur.	0 25	»	»	»
Largeur.	0 25	»	»	»
EFFETS D'HABILLEMENTS POUR MALADES.				
HOMMES.				
<i>Capotes en drap ou en pilou.</i>				
<i>Collet.</i> Longueur ou circonférence. . .	0 50	0 48	0 46	0 44
<i>Id.</i> Hauteur.	0 08	0 07	0 06	0 05 1/2
<i>Manches.</i> Longueur.	0 70	0 68	0 67	0 64
<i>Id.</i> Largeur.	0 22	0 20	0 19	0 18
<i>Devant.</i> Longueur.	1 20	1 18	1 16	1 14
<i>Id.</i> Largeur.	0 48	0 48	0 44	0 40
<i>Dos.</i> Longueur.	1 18	1 16	1 14	1 12
<i>Id.</i> Largeur.	0 50	0 48	0 46	0 44
<i>Bas de la capote.</i> Largeur.	2 20	2 18	2 16	2 14
<i>Pantalons en drap ou en pilou.</i>				
<i>Ceinture.</i> Longueur.	} Mêmes dimensions que pour les valides.	}	}	}
<i>Id.</i> Hauteur.				
<i>Jambes.</i> Longueur.				
<i>Id.</i> Largeur.				
<i>Chemises.</i>				
Mêmes dimensions que celles des détenus valides.	»	»	»	»
<i>Blouses pour galeux.</i>				
<i>Corps.</i> Longueur.	1 00	0 95	0 90	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 75	0 75	0 75	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{er} e	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Manches.</i> Longueur.	0 55	0 52	0 50	»
<i>Id.</i> Largeur. { près de l'emmanche.	0 24	0 24	0 24	»
{ aux poignets.	0 15	0 15	0 15	»
<i>Col.</i> Longueur.	0 42	0 42	0 42	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 08	0 08	0 08	»
<i>Côtés du gousset.</i> Longueur.	0 15	0 15	0 15	»
<i>Cordons.</i> Longueur.	0 25	0 25	0 25	»
<i>Bas.</i>				
Longueur des jambes.	0 60	»	»	»
Largeur des jambes.	0 15	»	»	»
Longueur du pied.	0 29	»	»	»
Largeur du pied.	0 12	»	»	»
<i>Pantoufles.</i>				
Longueur. } de la semelle.	0 30	0 28	»	»
Largeur. } Id.	0 0950	0 09	»	»
FEMMES.				
<i>Robes.</i>				
<i>Jupe.</i> Longueur.	1 10	0 98	0 90	»
<i>Id.</i> Largeur.	2 95	2 57	2 42	»
<i>Dos.</i> Longueur. { au milieu du dos.	0 55	0 50	0 46	»
{ sous les bras.	0 67	0 58	0 57	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 45	0 38	0 38	»
<i>Devant.</i> Longueur.	0 58	0 55	0 28	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 45	0 40	0 38	»
<i>Col.</i> Largeur.	0 57	0 52	0 46	»
<i>Id.</i> Hauteur.	0 14	0 12	0 10	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 54	0 50	0 47	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 50	0 50	0 50	»
<i>Id.</i> Replis.	0 12	0 12	0 10	»
<i>Ceinture.</i> Longueur.	0 90	0 85	0 85	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 06	0 06	0 06	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
Ourlet.	0 00 09	0 00 09	0 00 09	»
<i>Jupons de dimitte.</i>				
Longueur.	1 06	1 02	1 00	»
Largeur.	2 40	2 40	2 40	»
<i>Bonnets de toile blanche.</i>				
Longueur.	0 38	»	»	»
Largeur.	0 38	»	»	»
<i>Chemises blanches.</i>				
Mêmes dimensions que celles des valides.	»	»	»	»
<i>Pantoufles.</i>				
Longueur.	0 50	0 28	0 26	»
Largeur.	0 10	0 09	0 08 1/2	»
ENFANTS.				
<i>Capotes.</i>				
<i>Collet.</i> Longueur.	0 54	0 50	0 48	»
<i>Id.</i> Hauteur.	0 07	0 07	0 07	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 60	0 55	0 45	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 24	0 19	0 17	»
<i>Devant.</i> Longueur y compris les 2 pans.	1 00	0 90	0 80	»
<i>Id.</i> Largeur 2 pièces chacune de. .	0 45	0 40	0 35	»
<i>Dos.</i> Longueur y compris les 2 pans.	1 02	0 96	0 90	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 50	0 44	0 40	»
<i>Bas de la capote.</i> Largeur.	1 90	1 80	1 70	»
<i>Pantalons de pilou.</i>				
Mêmes dimensions que ceux des valides. .	»	»	»	»
<i>Chemises de toile blanche.</i>				
Mêmes dimensions que celles des valides.	»	»	»	»

DÉSIGNATION DES PARTIES.	DIMENSIONS.			
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.	TAILLE. Mètres.
<i>Bas de laine.</i>				
<i>Jambes.</i> Longueur.	0 40	0 53	0 50	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 14	0 15	0 12	»
<i>Pied.</i> Longueur.	0 26	0 25	0 20	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 16	0 14	0 12	»
<i>Blouses en toile écrue pour galeux.</i>				
<i>Corps.</i> Longueur.	0 87	0 87	0 87	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 75	0 75	0 75	»
<i>Manches.</i> Longueur.	0 55	0 52	0 48	»
<i>Id.</i> Largeur. { près de l'emmanch ^{re} . { aux poignets.	0 25 0 15	0 22 0 15	0 20 0 15	» »
<i>Col.</i> Longueur.	0 44	0 40	0 40	»
<i>Id.</i> Largeur.	0 12	0 12	0 12	»
<i>Côtés du gousset.</i> Longueur.	0 15	0 15	0 15	»
<i>Cordons.</i> Longueur.	0 25	0 25	0 25	»
<i>Pantoufles.</i>				
Longueur.	0 50	0 26	0 24	»
Largeur.	0 14	0 15	0 12	»

OBJETS DE COUCHAGE.

DÉSIGNATION DES OBJETS.	DIMENSIONS PAR MÈTRE		POIDS PAR KILOGRAMME DES MATIÈRES DONT ILS DOIVENT ÊTRE COMPOSÉS.							
	Longueur.	Largeur.	Laine.	Crin.	TOTAL.					
OBJETS DE COUCHAGE POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS MALADES.										
Matelats en toile écrue. . . .	2	15	1	10	11	»	4	»	15	»
Traversins id.	1	10	0	50	5	»	»	»	5	»
Paillasses id.	2	10	1	10	»	»	»	»	»	»
Draps de lit en toile blanche.	2	30	1	60	»	»	»	»	»	»
Couvertures de laine.	2	30	1	60	»	»	»	»	»	»
OBJETS DE COUCHAGE POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS VALIDES.										
Paillasses en toile écrue. . . .	2	15	0	95	»	»	»	»	»	»
Draps de lit id.	2	15	1	14	»	»	»	»	»	»
Traversins id.	0	90	0	50	»	»	»	»	»	»
Couvertures de coton.	2	30	1	30	»	»	»	»	»	»
Id. d'étoupe.	2	30	1	30	»	»	»	»	»	»
Hamac.	2	»	1	50	»	»	»	»	»	»

Vu et approuvé.

Bruxelles, le 18 juin 1849.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMMISSION CHARGÉE D'ÉLABORER UN PROJET DE LOI SUR LA PROSTITUTION *.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 2,419. — Laeken, le 26 juin 1849.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur le rapport de nos ministres de l'intérieur et de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Il est institué une commission chargée d'élaborer un projet de loi sur la prostitution.

ART. 2. Sont nommés membres de cette commission :

MM. De Brouckere, bourgmestre de Bruxelles, membre de la chambre des représentants;

Van Hoorebeke, membre de la chambre des représentants;

Delebecque, avocat général près la cour de cassation;

Vleminckx, Inspecteur général du service de santé de l'armée, et président de l'académie royale de médecine;

Ducpétiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance;

Verheyen, procureur du roi près le tribunal de première instance de Bruxelles;

Et M. Seutin, membre de l'académie royale de médecine et président de la commission médicale de la province de Brabant.

ART. 3. La commission nommera dans son sein son président. Il pourra lui être adjoint un secrétaire.

ART. 4. Nos ministres de l'intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

CH. ROGIER.

Le Ministre de la justice,

DE HAUSSY.

COMMERCE MARITIME. — VISITE DES NAVIRES AVANT DE PRENDRE CHARGE.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 229. L. — Bruxelles, le 11 août 1849.

A MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel.

Aux termes de l'art. 225 du code de commerce, le capitaine est tenu,

* *Moniteur*, 1849. n^o 185.

avant de prendre charge, de faire visiter son navire conformément aux dispositions des règlements sur la matière.

Cet objet est réglé par le décret des 9-13 août 1794, relatif à la police de la navigation et des ports de commerce, lequel a force obligatoire en Belgique.

Mais il résulte d'une dépêche du 4 juillet dernier qui m'a été adressée par mon collègue M. le ministre des affaires étrangères que la formalité de la visite prescrite par ces dispositions législatives n'est plus accomplie dans nos ports.

Comme l'exécution de ces lois est aujourd'hui pourvue d'une sanction établie par l'art. 27 du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, je vous prie, M. le Procureur général, de bien vouloir faire parvenir aux commissaires maritimes sous votre juridiction les ordres nécessaires afin d'appeler leur attention sur ce point et les inviter à dresser au besoin procès-verbal des contraventions qu'ils pourraient constater.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

PRISONS. — SERVICE DES CONSTRUCTIONS.

2^e Dir. 1^{er} B. N^o 1535. — Bruxelles, le 18 septembre 1849.

A MM. les Gouverneurs.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai décidé que le service des travaux dans les prisons, placé par arrêté royal du 17 août dernier en dehors des attributions du corps des ponts et chaussées, sera remis le 29 de ce mois, dans chaque prison du royaume, entre les mains de deux membres de la commission administrative de la prison, délégués à cette fin.

Veillez, M. le Gouverneur, pourvoir à cette délégation pour ce qui concerne les prisons de votre province, en faisant savoir à MM. les membres délégués que le procès-verbal de la remise dont il s'agit devra mentionner l'état des locaux et les diverses observations propres à me faire apprécier les besoins du service dont mon département sera à l'avenir exclusivement chargé et au sujet duquel vous recevrez ultérieurement des instructions.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

COMMERCE MARITIME. — REGISTRE A TENIR PAR LE CAPITAINE DE NAVIRE.

5^e Dir. 1^{er} B. N^o 229. L. — Bruxelles, le 29 septembre 1849.

A MM. les Procureurs généraux.

Aux termes de l'art. 224 du code de commerce, le capitaine est tenu d'avoir à bord un registre dûment côté et paraphé.

Mais il résulte d'une dépêche du 13 de ce mois qui m'a été adressée par mon collègue, M. le ministre des affaires étrangères que cette formalité n'est pas toujours accomplie dans nos ports.

Comme l'exécution de l'art. 224 du code de commerce est aujourd'hui pourvue d'une sanction établie par l'art. 27 du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, je vous prie, M. Procureur général, de bien vouloir faire parvenir aux commissaires maritimes sous votre juridiction les instructions nécessaires afin d'appeler leur attention sur ce point, et les inviter à dresser au besoin procès-verbal des contraventions qu'ils pourraient constater.

Le Ministre de la justice,
DE HAUSSY.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

N. B. Les chiffres renvoient à la page du *Recueil des circulaires*; les lois et arrêtés non publiés par ce *Recueil* et qui intéressent le département de la justice sont indiqués par leur date; la table chronologique, placée en tête du volume, indique la page du *Recueil des lois* où ces actes sont insérés.

A.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. Envoi quotidien au juge-de-peace, d'un bulletin des déclarations de décès, 208. — Admission des étrangers comme témoins aux actes de l'état civil, 309. *Voy. Registres de l'état civil.*

ACTES NOTARIÉS. Signature ou paraphe des renvois et apostilles, 154.

ADMINISTRATION CENTRALE. Places vacantes; appel aux docteurs en droit qui fréquentent les parquets, 158. — Personnel et attributions de la 3^e direction, 168 et 169.

APPRENTISSAGE (mise en) des enfants acquittés pour avoir agi sans discernement. *Voy. Patronage, prisons.*

ARCHITECTES. *Voy. Prisons.*

AMENDES. *Voy. Chasse, frais de justice, solidarité, tribunaux de simple police.*

ANNALES PARLEMENTAIRES. Autorisation de recevoir des abonnements spéciaux, 165.

ARMES CONFISQUÉES. *Voy. Confiscation.*

ARRÊTS DE RENVOI DEVANT LES ASSISES. *Voy. Frais de justice.*

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. Obligation pour les associations religieuses reconnues de produire leurs comptes, 111. — Comptes des associations hospitalières, 262.

AUDITORIATS MILITAIRES. Modèle du registre des notices, 537. — Compte rendu de l'administration de la justice militaire; états statistiques, 559. — Suppression de l'auditorat militaire de la province de Limbourg, 576.

AVERTISSEMENTS. *Voy. Frais de justice.*

B.

BARRIÈRES. Jugement des contraventions, 592.

BAUX EMPHYTÉOTIQUES. Compétence des députations permanentes pour statuer sur les demandes d'autorisation faites par les administrations des
1849. 52

pauvres, hospices, établissements de bienfaisance, fabriques d'églises ou autres de cette nature, 155.

BIENFAISANCE.

Capitaux. Mesures pour faciliter le remboursement des capitaux déposés aux caisses d'épargne, 17 et 21. — Placement en fonds belges des capitaux appartenant aux établissements de bienfaisance, aliénation des fonds étrangers, 101. — Remploi de capitaux en acquisitions d'immeubles, 504.

Classes nécessiteuses. Création de travaux publics pour occuper les ouvriers et pauvres sans travail, 20. — Mesures à prendre pour venir au secours des classes nécessiteuses, 106. — Concours des bureaux de bienfaisance pour l'assainissement des habitations des classes ouvrières et pauvres, 504.

Économie. Nouveau mode de chauffage des fours, 197.

Entretien. Prix de la pension et conditions d'admission des enfants pauvres à l'établissement des frères des bonnes œuvres à Renaix, 55.

Landes et bruyères. Mise en culture, 51.

Législation. Commission chargée de préparer un avant-projet de loi sur les fondations en faveur de l'instruction et de la bienfaisance, 545.

Statistique. Modèles d'état statistiques sur la situation financière des établissements de bienfaisance, 545.

Service sanitaire. Information à donner aux places vacantes de médecins des pauvres ou d'établissements spéciaux de bienfaisance, 47.

Voy. Dispensaires ophthalmiques, hospices, institution royale de Messines, bureaux emphytéotiques, dons et legs, domicile de secours.

BIENS DE CURE. Statistique; montant du revenu à déduire du traitement des titulaires, 118 et 175.

BOURSES. Vacance; publicité par la voie du *Moniteur*, 117. *Voy. Séminaires.*

BREVETS. Envoi au ministère de l'intérieur d'une copie des jugements et arrêts prononcés en cette matière, 525.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. *Voy. Bienfaisance.*

C.

CABARETS. *Voy. Police des cabarets.*

CAISSES D'ÉPARGNE. *Voy. Bienfaisance.*

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DE L'ORDRE JUDICIAIRE. Taux de la pension normale et de l'augmentation à raison de chaque année de contributions au-delà de cinq, 11.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Retenues à opérer à raison du casuel et des émoluments des fonctionnaires et employés ressortissant à cette caisse, 51. — Régularisation des retenues du chef d'émoluments à partir du 1^{er} août 1844 et formation des états collectifs mensuels des fonctionnaires et employés des prisons, 95. — Retenue spéciale du chef de services militaires, 569.

- CERTIFICATS D'INDIGENCE.** Dispense de la formalité du visa ou de l'approbation. (Arrêté du 4 janvier 1849.)
- CHASSE** (délits de). Information à donner aux procureurs du roi, du recouvrement des amendes, 9.
- CIMETIÈRES.** Autorité compétente pour autoriser les concessions de terrains, 185. — Institution d'une commission pour préparer un travail de révision de la législation sur les cimetières, 249.
- CITATIONS.** Voy. *Frais de justice.*
- CLASSES NÉCESSITEUSES.** Voy. *Bienfaisance.*
- CODE PÉNAL.** Institution d'une commission pour la révision du code pénal, 178.
- COMMERCE MARITIME.** Voy. *Marine.*
- COMMISSIONS DE LÉGISLATION.** Voy. *Bienfaisance, cimetières, code pénal, forêts, instruction, notariat, prisons, prostitution.*
- COMMUNES.** Voy. *Frais de justice.*
- COMPÉTENCE.** Voy. *Baux emphytéotiques, tribunaux correctionnels, tribunaux de simple police.*
- COMPTABILITÉ.** Voy. *Caisse des veuves, cultes, frais de justice, menues dépenses, ordre judiciaire, prisons.*
- CONFISCATION.** Envoi d'au double des inventaires et récépissés des armes confisquées, déposées aux greffes des tribunaux correctionnels, 261. — Dépôt des objets confisqués aux greffes des tribunaux de simple police, 496.
- CONSTRUCTIONS.** Voy. *Églises, prisons.*
- CORPORATIONS RELIGIEUSES.** Voy. *Associations.*
- CORRESPONDANCE.** Correspondance officielle entre les magistrats belges et les fonctionnaires ou autorités des pays étrangers, 198. — Voy. *Sûreté publique.*
- COURS D'APPEL.** Envoi du discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée et du rapport présenté par le procureur général à la cour assemblée en chambre du conseil, 62. — Traitement des messagers des cours d'appel, 571. — Voy. *Ordre judiciaire.*
- COUR MILITAIRE.** Institution et organisation; suppression de la haute-cour militaire. (Loi du 29 janvier 1849.)
- COURS D'ASSISES.** Organisation. (Loi du 15 mai 1849.)
- CULTE CATHOLIQUE.** Renseignements à fournir dans les états trimestriels de mutation des ecclésiastiques, concernant l'existence ou la cessation des cumuls, 101. — Envoi en triple des états trimestriels des traitements ecclésiastiques pour le premier trimestre de chaque exercice, 160. — Formation de deux états des traitements ecclésiastiques par province, l'un pour le chef-lieu, l'autre pour les autres villes et communes, 179. — Retenues à opérer sur les traitements du clergé du chef de l'emprunt forcé, 185. — Retenue de 1 p. % sur les traitements ecclésiastiques, 247. — États de mutation; 1849.

entrée en fonctions des titulaires, 555. — Voy. *Biens de cure, églises, fabriques, presbytères, séminaires.*

CULTES NON CATHOLIQUES. Envoi des états collectifs de traitements, 50.

CUMUL. Voy. *Culte catholique.*

D.

DÉLITS RURAUX. Voy. *Tribunaux de simple police.*

DÉLITS POLITIQUES. Poursuites; communication préalable des rapports, 110.

— Voy. *Sûreté publique.*

DÉLITS RURAUX. Poursuites; prescription. (Loi du 31 décembre 1849.)

DENRÉES ALIMENTAIRES. Répression des fraudes ayant pour objet d'opérer la hausse ou d'altérer les denrées alimentaires, 15.

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. États trimestriels du mouvement de la population; journées d'entretien; distinction des indigents valides d'avec les indigents invalides, 142. — Entrée et sortie des mendiants et vagabonds. (Loi du 4 avril 1848.) — États statistiques annuels de la situation des dépôts de mendicité, 320. — Conditions d'entrée et de sortie des mendiants et vagabonds. (Arrêté du 15 juillet 1849.) — Voy. *Écoles de réforme, mendiants et vagabonds.*

DISCOURS DE RENTRÉE. Voy. *Cours d'appel.*

DISPENSAIRES OPHTALMIQUES. Utilité que présente la création de ces établissements, 57.

DOMICILE DE SECOURS. Renseignements à fournir dans l'instruction des contestations, 38. — Interprétation des dispositions relatives au domicile de secours des enfants trouvés, abandonnés ou orphelins, 195. — État annuel des différends décidés par les députations permanentes, 243. Voy. *Indigents.*

DONS ET LEGS. Information à donner, par les notaires, des dons et legs au profit des fabriques, des séminaires et des écoles secondaires ecclésiastiques, 22. — Fondations de bienfaisance; administrateurs spéciaux; clauses illégales, 154. — Acceptation des libéralités faites en vue d'un service public; capacité des établissements publics, 147 et 180. — Avis du bureau des marguilliers sur l'acceptation des libéralités faites aux fabriques d'églises, 231. — Instruction générale concernant les dons et legs au profit d'établissements publics; tableaux statistiques, 315. — Marche à suivre dans l'instruction des affaires, 364.

E.

ECCLÉSIASTIQUES. Voy. *Culte catholique.*

ÉCOLES DE RÉFORME. Création. (Loi du 4 avril 1848.) — Institution de deux écoles de réforme à Ruyselede; composition du personnel, 231. — Fixation des émoluments des fonctionnaires et employés, 308. — Attributions du comité de surveillance et d'inspection, 312. — Transfèrement à

l'école de réforme de Ruysselede des enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal du chef de délits de mendicité et de vagabondage, 536.

EFFETS MILITAIRES. Voy. *Prisons*.

ÉGLISES. Les demandes d'autorisation de faire agrandir ou reconstruire des églises doivent être accompagnées de renseignements sur le style et l'antiquité de ces édifices et les souvenirs historiques qui s'y rattachent, 7. — Subsidés de l'État pour construction d'églises et presbytères, 144. — Commencement des travaux; exécution des plans et devis; comptes de l'emploi des subsidés, 189. — Plans et devis, correspondance directe des gouverneurs avec la commission royale des monuments, 238. — Concours du gouvernement pour l'achat de tableaux et de statues, 544. — Voy. *Presbytères*.

ÉLECTIONS. Présidence des bureaux électoraux, 187.

ÉMIGRANTS. Surveillance à exercer sur l'entrée des émigrants allemands en Belgique, 15. — Formalités à remplir, 37. — Mesures de police concernant l'admission et le séjour en Belgique d'émigrants étrangers, 368. — Prorogation au 1^{er} avril 1850 de la mise en vigueur de l'arrêté du 4 juin 1849, 531.

EMPRUNT. Répression des manœuvres frauduleuses, relatives à l'achat des avertissements, 164.

ENFANTS acquittés pour avoir agi sans discernement. Voy. *Patronage, prisons*.

ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS. Voy. *Domicile de secours, hospices*.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. Voy. *Bienfaisance*.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. Voy. *Frais de justice*.

ÉTAT CIVIL. Voy. *Actes de l'état civil, registres*.

EXPERTS. Voy. *Frais de justice*.

EXPLOITS. Mode de transmission des exploits destinés à des personnes non domiciliées dans le royaume, 100. — Indications exigées dans les exploits par l'art. 31 de la loi du 21 mai 1819 sur le droit de patente, 120. — Voy. *Frais de justice, patentes*.

F.

FABRIQUES D'ÉGLISES.

Capitiaux. Placement en fonds belges; aliénation des fonds étrangers, 101. — Remploi des capitaux en acquisitions d'immeubles, 504.

Comptes. Dépôt des comptes à l'administration communale, 108. — Production des comptes et budgets des églises cathédrales, 111.

Conseils. Renouvellement et composition des conseils de fabriques, 229, 246, 247. — Réorganisation. (Arrêté du 12 mars 1849.) — Exécution de l'arrêté du 12 mars 1849, 253.

Séances. Époque des séances du conseil de fabrique et du bureau des marguilliers, 231. — Séances extraordinaires des conseils, 245.

Statistique. Renseignements concernant les chapelles, les annexes et les oratoires appartenant à des fabriques ou à des établissements publics, 108.
— Statistique des biens des fabriques, 175.

Voy. Dons et legs, baux emphytéotiques.

FEUILLES DE ROUTE. *Voy. Étrangers, surveillance.*

FLÉTRISSURE. Abolition. (Loi du 31 décembre 1849.)

FORCE ARMÉE. Intervention de la force armée pour dissiper les rassemblements, 17.

FORÊTS. Institution d'une commission spéciale pour préparer la révision de la législation forestière, 146.

FRAIS D'ENTRETIEN. *Voy. Bienfaisance, hospices, patronage.*

FRAIS DE JUSTICE.

Comptabilité. — Envoi des états récapitulatifs des frais urgents payés à titre d'avance par les receveurs de l'enregistrement, 45. — Avance et paiement des frais de recouvrement des amendes et dépens prononcés en matière répressive, 99. — Avance et recouvrement des frais dans les procès où les provinces, les communes et les établissements publics sont assimilés aux parties civiles, 158. — Cessation de l'envoi des états trimestriels des frais recouvrables, 495.

Expédition des arrêts de renvoi devant les assises, 515.

Honoraires et indemnités. Honoraires et vacations des interprètes-traducteurs, 39. — Indemnité du greffier pour la remise des pièces arguées de faux, 142. — Frais de visite des cadavres qui présentent des signes ou indices de mort violente, 372.

Mesures pour diminuer les frais de justice. Avertissements; — rédaction des procès-verbaux; — instruction préalable; — délégation du juge-de-peace; — procès-verbal des déclarations de témoins; — transport des magistrats sur le lieu du crime; — liste des témoins à assigner; — citation des médecins, experts, fonctionnaires et employés de l'État; — délivrance des taxes; — témoins militaires; — formalités; — indemnités de comparution et de séjour, 155 et 257. — Mandats; — avertissements; — exploits de citation; — huissiers instrumentant hors de leur canton; — ordre d'arrestation; — transfèrement des mendiants et vagabonds aux dépôts de mendicité; — mise en liberté des condamnés, 257. — Comparution devant les tribunaux de police simple et correctionnelle sur simple avertissement, 393 et 394.

Statistique. Tableaux trimestriels des frais de justice recouvrables, 27 et 495.

— États des assignations et des frais liquidés par les jugements et arrêts, 507, 516 et 529.

Tarifs. Révision des tarifs en matière criminelle. (Loi du 1^{er} juin 1849.) —

Nouveau tarif des frais de justice criminelle. (Arrêté du 18 juin 1849.) —

Frais en matière pénale militaire. (Arrêté du 18 juin 1849.) — Frais en

matière disciplinaire de la garde civique. (Arrêté du 18 juin 1849.) —

Modèles des mémoires, taxes et états. (Arrêté ministériel du 20 octobre 1849.) — Rapports des procureurs généraux sur les modifications à introduire dans le règlement des frais de justice criminelle, 559.

FRAIS DE ROUTE. Tableau des distances parcourues sur le chemin de fer de l'État, 50, 58. — Règlement des frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés, 338; — des membres des commissions instituées au département de la justice, 567.

G.

GARDE CIVIQUE. En cas d'absence ou d'empêchement du juge-de-peace, le suppléant le remplace dans la présidence du conseil de discipline, 337.

GENDARMERIE NATIONALE. Renseignements à donner sur le degré d'instruction des officiers, sous-officiers et brigadiers, comme agents de la police judiciaire, 48.

GRACE. Point de départ de la peine substituée par d'anciens arrêtés de grâce, 540.

GRAINE de lin de Riga. Marques et timbres apposés sur les barils, 127.

GREFFES des cours et tribunaux. Dépôt de fonds et valeurs, 262.

GREFFIERS. Résidence; suppression des fonctions de greffier particulier des tribunaux de simple police. (Loi du 26 février 1847.) Incompatibilité des fonctions de greffier de justice de paix avec celles de secrétaire et receveur communal, 251. Voy. *Frais de justice*.

H.

HOSPICES. Prix de la pension des incurables du sexe féminin, à l'hospice de Berthem, 25. — Rapport statistique annuel concernant la situation des établissements où sont recueillis les enfants trouvés et abandonnés, 380. Voy. *Bienfaisance, dons et legs*.

HUISSIERS. Voy. *Frais de justice*.

I.

INDIGENTS. Voy. *Domicile de secours, voyageurs*.

INDIGENTS ÉTRANGERS. Délai dans lequel les réclamations pour frais de transport et d'entretien des indigents étrangers doivent être transmises, 25. — Renseignements à fournir dans les états des frais d'entretien des indigents hollandais, 225. — Envoi des états de renseignement concernant les indigents entretenus aux frais de l'État, 227. — Dénonciation des conventions faites avec la Hollande et le Luxembourg, 311 et 366. — Remboursement par l'État des frais de secours accordés aux indigents étrangers, 576. — Insertion de la circulaire du 28 juin 1848 au *Mémorial administratif* de chaque province, 506. — Voy. *Domicile de secours*.

INJURES (Délit d'). Voy. *Presse, tribunaux de simple police.*

INSENSÉS. Mise en liberté; avis préalable des autorités communales qui ont ordonné la collocation, 98.

INSTITUTEURS. Envoi au ministère de l'intérieur d'un extrait des jugements et arrêts de condamnation prononcés contre des instituteurs primaires ou des professeurs, 567.

INSTITUTION royale de Messines. Pièces à joindre aux demandes d'admission, 56. — Règlement général, 541.

INSTRUCTION. Institution d'une commission chargée de préparer un avant-projet de loi sur les fondations en matière d'instruction, 210 et 545.

INSTRUCTION PRÉALABLE. Voy. *Frais de justice.*

INTERPRÈTES-TRADUCTEURS. Voy. *Frais de justice.*

J.

JUGEMENTS. Rédaction des qualités; enregistrement et domaines, 248. — Voy. *Barrières, places de guerre.*

JUGES DE PAIX. Nomination et résidence. (Loi du 26 février 1847.) — Marque distinctive. (Arrêté du 1^{er} août 1847.) — Voy. *Frais de justice, garde civile, registres de l'état-civil, successions, tribunaux de simple police.*

JUGES D'INSTRUCTION. Marque distinctive. (Arrêté du 1^{er} août 1847.)

JUSTICES DE PAIX. Erection de la justice de paix de Sichen-Sussen-et-Bolre. (Loi du 9 mars 1847.) — Circonscription cantonale; régularisation. (Loi du 8 mai 1847.) — Changement des chefs-lieux des justices de paix d'Uccle, Anderlecht et Woluwe-St-Étienne. (Loi du 20 juin 1849.)

JURY. Formation de la liste générale des jurés de chaque arrondissement judiciaire, 21. — Envoi de la liste des 50 jurés effectifs et des 4 jurés supplémentaires aux bourgmestres des communes, 186.

JUSTICE MILITAIRE. Voy. *Auditoriaux.*

L.

LÉGISLATION. Voy. *Commissions.*

LÉGALISATION. Tarifs des droits de légalisation établis par le gouvernement français, 226.

LIBÉRÉS. Voy. *Patronage.*

M.

MANDATS. Voy. *Frais de justice.*

MARCHANDISES NEUVES. Ventes publiques à l'encan, 553.

MARINE. Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime. (Loi du 21 juin 1849.) — Visite des navires avant de prendre charge, 598. — Registre à tenir par les capitaines de navire, 600.

- MÉDECINS** Voy. *Bienfaisance, frais de justice.*
- MÉMORIAL ADMINISTRATIF.** Envoi des numéros contenant des instructions générales, aux établissements publics intéressés, 506.
- MENDIANTS ET VAGABONDS.** Mode de remboursement des frais de transport par voitures cellulaires, 24. — Translation aux dépôts de mendicité, 259, 393 et 396. — Lieu de détention; renvoi des vagabonds étrangers, 494 et 552. — Voy. *Dépôts de mendicité, écoles de réforme, frais de justice.*
- MENDICITÉ ET VAGABONDAGE (Délits de).** Tableaux mensuels des jugements rendus par les tribunaux correctionnels, 237. — Compétence des juges-de-peace, 390.
- MENUES DÉPENSES des cours et tribunaux.** Les sommes allouées pour menues dépenses seront à partir de 1848 émises payables par moitié, l'une vers le mois de mars et l'autre dans le courant d'octobre, 28.
- MERCURIALES.** Voy. *Cours d'appel.*
- MESSAGERIES.** Voy. *Tribunaux de simple police.*
- MESSINES.** Voy. *Institution royale de Messines.*
- MILITAIRES.** Formalités pour l'arrestation et la citation des militaires à la requête des autorités civiles, 538. Voy. *Frais de justice.*
- MINEURS.** Paiement du prix de vente des biens des mineurs, 319.
- MINISTÈRE DE LA JUSTICE.** Entrée en fonctions de M. de Haussy, 92.
- MONITEUR.** Mode de transmission des lois à insérer au *Moniteur*, 5.
- MONTS-DE-PIÉTÉ.** Réorganisation. (Loi du 30 avril 1848.) — Budgets et comptes, 367.

N.

- NOTAIRES.** Défense de se rendre adjudicataires, par personne interposée, des biens qu'ils sont chargés de vendre, 97. — Augmentation du nombre des notaires à Bruxelles. (Loi du 26 décembre 1847) — Minutes et répertoires des notaires décédés; appositions de scellés, 353. — Voy. *Actes notariés, dons et legs, mineurs.*
- NOTARIAT.** Mode d'après lequel le stage des clercs doit être constaté, 5. — Envoi d'un double des états de stage aux procureurs généraux, 8. — Institution d'une commission chargée de donner son avis sur les modifications à introduire dans le notariat, 216. — Envoi aux chambres des notaires d'une copie des arrêtés royaux relatifs au personnel du notariat, 550.

O.

- ORDRE JUDICIAIRE.** Imprimés pour états de traitement, 98 — Retenues à opérer sur les traitements du chef de l'emprunt forcé, 182. — Réduction du personnel. (Loi du 15 juin 1849.) — Traitements des messagers des cours et parquets des cours d'appel, 568. — Voy. *Auditorats militaires, caisse des veuves et orphelins, cours d'appel, cours d'assises, menues dépenses, tribunaux.*

ORDRE PUBLIC. Mesures à prendre de commun accord par les autorités pour prévenir les troubles, 160. — Voy. *Force armée, passe-ports, sûreté publique.*

P.

PASSE-PORTS. Exécution des lois relatives aux passe-ports, 49.

PATENTES. Indications exigées dans les exploits et les procédures, 120.

PATRONAGE *des condamnés libérés*. Sociétés charitables qui ont entrepris l'œuvre du patronage, 44. — Patronage des jeunes libérés, 49. — Mise en apprentissage des enfants acquittés pour avoir agi sans discernement, 221. — Institution de comités de patronage pour les condamnés libérés. (Arrêté du 14 décembre 1848.) — Institution d'un seul comité dans les villes chefs-lieux de plusieurs cantons. (Arrêté du 26 février 1849.) — Bulletin de renseignements à transmettre au comité du canton où le condamné a déclaré vouloir fixer sa résidence, 370. — Compte annuel des opérations des comités; modèles de registres, états et bulletin, 516. — Envoi des masses des détenus sous le couvert des bourgmestres des localités où siègent les comités, 528. — Tarif des frais d'entretien des enfants jugés en vertu de l'art. 66 du Code pénal et placés en apprentissage, 454. — Instructions générales sur le patronage des condamnés libérés, 540. — Frais d'habillement des enfants placés en apprentissage, 500.

PEINE CAPITALE. Désignation du lieu des exécutions, de commun accord par les procureurs généraux et les autorités communales, 188.

PENSIONS. Taux moyen du casuel et des émoluments des fonctionnaires et employés qui participent à la caisse des veuves et orphelins du ministère de la justice, 51. — Voy. *Caisses des veuves.*

PLACES DE GUERRE. Jugements concernant la conservation et la police de ces places; remise d'une copie à l'officier du génie en chef, 170.

POIDS ET MESURES. Indications qu'il est nécessaire de donner dans les procès-verbaux de contraventions pour la direction des poursuites judiciaires, 6. — Contraventions, 392. Voy. *Stère.*

POLICE DES CABARETS. Exercice du droit de visite après l'heure de la retraite, 241.

POSTES. Transmission du règlement arrêté par le Ministre des travaux publics sur les non-valeurs et la comptabilité des percepteurs de postes, 6. — Répression des contraventions concernant le transport illicite des correspondances, 165. — Jugement des contraventions, 592.

PRESSE. Répression des offenses envers la personne du Roi et les membres de la famille royale. (Loi du 6 avril 1847.)

PRESBYTÈRES. Subsidés de l'État pour construction de presbytères, 144. — Comptes des subsidés obtenus, 189.

PRISONS.

Architectes. Emploi d'architectes particuliers pour la rédaction des plans,

- métrés, devis et cahiers de charges concernant les travaux de construction des prisons nouvelles, ainsi que d'agrandissement ou d'amélioration des prisons existantes, 46. — Honoraires des architectes chargés de rédiger et de faire exécuter les projets de travaux, 60. — Honoraires et indemnités du chef de projets de travaux dont la mise en adjudication n'a pu avoir lieu, 255. — Frais de route et de séjour et indemnités des architectes particuliers employés au service des constructions, 553. Voy. *Service des constructions*.
- Cantine*. Débit de savon, 159. — Suppression de la monnaie fictive; comptabilité du service de la cantine, 194.
- Consignes*. Règlement sur les consignes à donner aux postes militaires préposés à la garde des prisons, 240.
- Dépenses*. Autorisation préalable, 255.
- Détenus employés* au service domestique, 214. — aux écritures, 215.
- Effets*. Vente d'effets militaires, 215. — Destination et vente des effets hors d'usage, 217 et 551.
- Enfants jugés* en vertu de l'art. 66 du Code pénal; mise en apprentissage, 221. — Habillement, 550.
- Entretien des détenus*. États des frais d'entretien et de séjour des militaires punis disciplinairement, 106. — Entretien des détenus en transfèrement, 116. — Déclarations pour journées d'entretien des condamnés militaires et médicaments fournis dans les hôpitaux militaires; visa préalable des directeurs des prisons, 164. — Distinction entre les allocations pour entretien des détenus et celles pour mobilier, 186.
- Fournitures*. Irrégularités qui donnent lieu au rejet des soumissions pour fournitures dans les prisons, 27. — Liquidation des créances, pour travaux et fournitures, 225. Voy. *Service des travaux, service sanitaire*.
- Gardiens*. Comptabilité d'habillement, 557.
- Gratifications*. Voy. *St.-Hubert, service des travaux*.
- Habillement des détenus*. Fabrication, 571. — Tarif des dimensions, 584.
- Huy*. Établissement d'une succursale de la maison de réclusion de Vilvorde, 576. — Règlement, 577.
- Liège*. Établissement d'une maison pénitentiaire pour les jeunes délinquants, 228.
- Louvain*. Organisation et administration de la deuxième maison centrale de cette ville, 6.
- Maisons de sûreté et d'arrêt*. Lieu de détention des femmes condamnées à moins d'un an, 29. — Avis préalable du transfèrement des détenus, 51. — Dispositions législatives et réglementaires applicables aux succursales des maisons de sûreté et d'arrêt, 61. — Suppression des salaires des détenus employés au service domestique, 214. — Modèle de rapport journalier sur la situation des maisons de sûreté et d'arrêt, 234. — Désignation des

- détenus sur le rapport journalier, 245. — Lieu de détention des individus arrêtés préventivement ou condamnés du chef de mendicité et de vagabondage, 494 et 552. — Service de la maison de sûreté de Gand, 568.
- Maisons de passage.* Modèle du registre d'écrou, 575 et 528. — Mobilier, 551.
- Mobilier.* Etats des dépenses relatives au mobilier des prisons, 486 et 255. — Comptabilité, 548.
- Monnaie fictive. Voy. Cantine.*
- Namur.* Administration des prisons de cette ville, 265.
- Religieux.* Les religieux en service actif dans les prisons sont soumis à la contribution personnelle, 19. — Mutations dans le personnel des religieux, 178.
- Service des constructions.* Création d'un contrôle des travaux de construction, 94. — Pièces à joindre aux déclarations pour travaux de construction dans les prisons, 167. — Obligation de renouveler les autorisations pour les travaux qui ne seraient pas exécutés au 31 décembre de chaque année, 201. — Envoi des projets de travaux à exécuter dans le courant d'un exercice, 252. — Commission chargée de faire la réception des travaux projetés par les architectes particuliers et exécutés sous leur direction, 510. — Modifications aux devis et cahiers des charges, 565. — Transfert du service des constructions au département de la justice, 552 et 599, *Voy. Architectes, fournitures.*
- Service des travaux.* Institution d'une commission pour examiner le système de travail des détenus dans les prisons, 161. — Indication séparée dans les comptes de fabrication, de la valeur de la matière première et du montant des gratifications, 172. — Les déclarations pour fournitures doivent être accompagnées des procès-verbaux de réception, 185. — Conditions générales pour l'introduction de nouvelles industries, dans les maisons centrales, 203. — Autorisation d'assigner à un seul employé les fonctions de sous-directeur agent des travaux et de sous-directeur chargé du service intérieur, 245.
- Service sanitaire.* Visite des détenus avant leur transfèrement, 96. — Régime alimentaire des infirmeries des prisons centrales et secondaires; visite des détenus, 120 et 150. — Régime alimentaire des prisonniers atteints de la gale, 159. — Suppression des suppléments de traitement accordés aux officiers de santé de l'armée chargés du service sanitaire dans les maisons de sûreté, 171. — Mesures sanitaires pour empêcher l'invasion du choléra, 220. — Liquidation des fournitures de médicaments faites par la pharmacie de l'armée aux prisons centrales, 257. — Indemnité de l'inspecteur général chargé du service sanitaire dans les prisons; suppression du tantième sur les médicaments, 525.
- St-Bernard.* Jours consacrés aux visites, 568.
- St-Hubert.* Règlement de la maison pénitentiaire des jeunes délinquants,

62. — Suppression des gratifications et majorations allouées aux jeunes délinquants, 153.

Traitements. Envoi des états collectifs de traitement des fonctionnaires et employés des prisons; retenues à opérer du chef d'émoluments, 95. — Envoi en double des états collectifs de traitement pour le 1^{er} mois de chaque exercice, 137. — Formation et envoi des états collectifs de traitement, 213.

Vilvorde. Règlement de la maison de réclusion, 457.

PROCUREURS DU ROI. Marque distinctive. (Arrêté du 1^{er} août 1847.)

PROVINCES. Voy. *Frais de justice.*

PROSTITUTION. Institution d'une commission chargée d'élaborer un projet de loi sur cet objet, 598.

PRUD'HOMMES. Envoi en double de la statistique et du rapport des travaux judiciaires des conseils des prud'hommes, 138. — Actes, jugements et registres; exemption des droits de timbre et d'enregistrement. (Loi du 4 mars 1848.)

R.

RASSEMBLEMENTS. Voy. *Force armée.*

RÉCIDIVE. Condamnations antérieures encourues par les condamnés correctionnels, 45.

RECUEIL DES CIRCULAIRES. Publication et distribution, 218.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL. Vérification par les procureurs du roi; délégation des juges-de-peace, 48 et 50. — Restitution aux communes des registres antérieurs à l'an IV, 207.

RELIGIEUX. Voy. *Associations, prisons.*

ROULAGE. Contraventions, 391.

S.

SAISIE IMMOBILIÈRE. Institution d'une commission chargée de préparer la révision de la législation sur cette matière, 554.

SECOURS. Renvoi aux gouverneurs des demandes de secours pour cause d'indigence, 92. — Droit des héritiers aux secours alloués à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés, etc., 107.

SÉMINAIRES. Production des comptes et budgets; statistique des biens fonds, rentes et capitaux, 111. — Paiement des bourses; abrogation de l'art. 1^{er} de l'arrêté du 25 novembre 1820, n^o 92. (Arrêté du 22 novembre 1847.) — Renseignements à fournir pour la collation des bourses, 167. — Nomination des trésoriers; envoi des comptes, 224. — Retenue de 1 p. c. sur les traitements des professeurs, 512.

SERVICE SANITAIRE. Voy. *Bienfaisance, prisons.*

SOLIDARITÉ. Réquisition du ministère public à l'effet de faire statuer en termes formels sur la solidarité entre les condamnés pour un même crime ou un même délit, 93.

STAGE. Voy. *Notariat*.

STATISTIQUE. Voy. *Auditorats militaires, bienfaisance, biens de cure, dépôts de mendicité, domicile de secours, dons et legs, fabriques d'églises, frais de justice, patronage, séminaires, tribunaux correctionnels, tribunaux de simple police.*

STÈRE. Défense de se servir du demi-stère, 9.

SUCCESSIONS. Publication au *Moniteur* des demandes d'envoi en possession formées par le conjoint survivant ou par les enfants naturels, 206 et 210.
— Avis à donner aux juges-de-peace de tout décès, avec information si le défunt a laissé des héritiers mineurs, interdits ou absents, 208.

SURETÉ PUBLIQUE. Envoi des rapports sur les faits relatifs aux événements politiques ou qui intéressent la sûreté publique, 172.

SURSIS. Insertion par extrait au *Moniteur* des ordonnances de convocation, 116. — Conditions imposées par les arrêtés d'octroi; surveillance des procureurs du roi, 129.

SURVEILLANCE des condamnés libérés. Interruption de la surveillance par suite de condamnation pour rupture de ban; délivrance de feuilles de route, 40, 42 et 535.

T.

TÉMOINS. Voy. *Frais de justice.*

TRAITEMENTS. Voy. *Cultes, ordre judiciaire, prisons.*

TRANSPORT DES MAGISTRATS. Voy. *Frais de justice.*

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. Modèle de l'état statistique n° 1, 118. — Modèle du registre d'annotations, pour la formation des états n° 1 et 2, 127. — Juridiction. (Loi du 1^{er} mai 1849.) — Instruction sur les modifications introduites, par la loi du 1^{er} mai 1849, à la juridiction correctionnelle; comparution volontaire, appels, détention du prévenu acquitté, 594. — Envoi d'imprimés pour la formation du registre des mises au rôle, 529. — Appel à minima, 547. — Renvoi des prévenus devant le tribunal de simple police, 549.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Envoi d'imprimés pour la formation du registre des mises au rôle, 529.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE.

Amendes. Substitution de l'emprisonnement à l'amende pour le cas de non paiement de cette dernière, 546. — Destination des amendes prononcées en vertu de la loi du 1^{er} mai 1849, 547.

Appel à minima. Cas où il doit avoir lieu, 547.

Compétence. Faits qualifiés contraventions; délits correctionnels renvoyés

par la chambre du conseil; vagabondage, mendicité, injures, délits ruraux, contraventions en matière de grande voirie, de roulage, de messageries, de postes, de barrières, de poids et mesures; infractions aux règlements provinciaux, (loi du 1^{er} mai 1849) 590.

Condamnés. Écrou; bulletin d'information, 557.

Ministère public. Les fonctions de ministère public exercées par les bourgmestres ou les échevins ne peuvent être remplies par les conseillers, 531.

Statistique. Modèle du compte-rendu des travaux de chaque justice-de-paix en matière répressive, 450. — Notices hebdomadaires de toutes les affaires dont le ministère public est saisi aux termes de la loi du 1^{er} mai 1849; registre pour la formation des notices; envoi des notices aux procureurs du roi; registre et tableau des jugements; état des assignations, 507 et 529. — Envoi d'imprimés des notices et du tableau des jugements, 516 et 527. — Modèle du registre des jugements, 558. — Voy. *Greffiers*.

V.

VAGABONDAGE. Voy. *Mendicité*.

VAGABONDS. Voy. *Mendiants*.

VOIRIE (grande). Contraventions, 591.

VOYAGEURS INDIGENTS. Secours de route, 200.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

ERRATA.

Page 95, ligne 21, au lieu de *J. d'Anethan*, lisez : *De Haussy*.

Page 141, ligne 28, au lieu de *police des eaux et forêts*, lisez : *police des eaux*.

Page 402, ligne 22, au lieu de *le directeur transmet chaque jour au gouverneur*, lisez : *le directeur transmet chaque jour au ministre de la justice, au gouverneur*.

Page 529. La circulaire du 4 août 1849 n'a été expédiée que le 20 du même mois; elle est indiquée sous cette dernière date dans la table chronologique.